Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
du mardi 8 mars 2022
à 18 h 30

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Ouverture de la séance

10.02 Ouverture

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Présentation - Lancement des candidatures 2022 - Prix de reconnaissance des bénévoles

10.03 Ordre du jour

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Adoption de l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement

10.04 Procès-verbal

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 1er février 2022, à 18 h 30

10.05 Procès-verbal

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 10 février 2022, à 9 h

10.06 Correspondance / Dépôt de documents

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Annonces et dépôt de documents par le conseil d'arrondissement

10.07 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions du public

10.08 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions des membres du conseil

10.09 Correspondance / Dépôt de documents

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Motion d'un élu

15 – Déclaration / Proclamation

15.01 Proclamation

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Proclamation de la Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars 2022

15.02 Proclamation

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Proclamation de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, le 21 mars 2022 et la Semaine d'actions contre le racisme, du 18 au 27 mars 2022

15.03 Proclamation

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Proclamation de la Journée mondiale de la poésie, le 21 mars 2022

15.04 Proclamation

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Proclamation de la Journée nationale des cuisines collectives, le 26 mars 2022

15.05 Proclamation

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Proclamation de la journée relative à l'événement « Une heure pour la Terre », le 26 mars 2022

20 – Affaires contractuelles

20.01 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture des sports des loisirs et du développement social* - 1229070001

Accorder une contribution financière de 194 000 $ au Patro Villeray, pour l'année 2022, afin de soutenir l'organisme pour ses actions en matière de sécurité urbaine autour des écoles, dans les parcs et espaces publics ciblés et approuver le projet de convention à cette fin.

20.02 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CE *Direction des services administratifs et du greffe* - 1220465001

Octroyer un contrat à Williams Scotsman du Canada, plus bas soumissionnaire conforme, pour la location de 5 roulottes de chantier dans le cadre du projet de rénovation et mise aux normes du garage d'entretien de Saint-Michel, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 161 881,35 $, taxes incluses, imputé à la Ville-centre, pour une période de 14 mois avec deux options de renouvellement de 6 mois chacune, et ce, conditionnellement à l'autorisation de la dépense totale par le comité exécutif - Appel d'offres public 22-19129 (2 soumissionnaires).

30 – Administration et finances

30.01 Administration - Ratification / Décisions déléguées

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1226326002

Recevoir les rapports consolidés faisant état, pour la période du 1er au 31 janvier 2022, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du Règlement RCA18-14009.

30.02 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CA *Direction du développement du territoire* - 1227908001

Approuver et déposer au ministère des Transports du Québec le rapport final des travaux effectués dans le cadre du Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains pour la réalisation du projet de réaménagement de la rue Saint-André, entre la rue Villeray et la rue Everett ainsi que sur la rue Faillon, entre la rue Saint-Hubert et la rue Saint-André.

District(s) : Villeray

30.03 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1228380001

Prendre acte du dépôt d'une demande d'aide financière au ministère de la Sécurité publique dans le cadre du Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture pour le projet « Prévention par le sport », s'engager à respecter les conditions du Programme et désigner la personne responsable de la demande d'aide financière.

District(s) : Saint-Michel / François-Perrault

30.04 Budget - Autorisation de dépense

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1214539021

Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 3 800 $ à 4 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2022, comme suit : FONDS DE LA MAIRESSE : 500 $ à la Maison de la Famille de Saint-Michel; DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT : 500 $ à Héritage Hispanique du Québec; DISTRICT DE SAINT-MICHEL : 500 $ à Héritage Hispanique du Québec, 300 $ à la Fondation de l'école Gadbois, 350 $ à la Maison de la Famille de Saint-Michel; DISTRICT DE PARC-EXTENSION : 500 $ à Héritage Hispanique du Québec, 300 $ à la Fondation de l'école Gadbois, 500 $ à la Communauté Hellénique du Grand-Montréal; DISTRICT DE VILLERAY : 350 $ à Héritage Hispanique du Québec, le tout, pour diverses activités autorisées dans le contexte actuel de la pandémie.

40 – Réglementation

40.01 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1216495024

Statuer sur l'adoption de la résolution PP21-14006 à l'effet de permettre un usage résidentiel H.5 (12 logements maximum) sur la propriété située au 7995, rue Shelley, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

District(s) : Saint-Michel

40.02 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction du développement du territoire* - 1226495003

Statuer, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), sur les plans visant la construction d'un nouveau bâtiment résidentiel 3 étages abritant 12 logements sur la propriété située au 7995, rue Shelley.

District(s) : Saint-Michel

40.03 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1216495025

Statuer sur l'adoption de la résolution PP21-14007 à l'effet d'autoriser l'usage E.4(3) « Collège d'enseignement général et professionnel » dans le bâtiment situé au 7260, rue Saint-Urbain en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

District(s) : Parc-Extension

40.04 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1218053025

Statuer sur l'adoption du second projet de résolution PP22-14001 à l'effet d'autoriser l'usage spécifique « activité communautaire ou socioculturelle » de la catégorie E.2(1) de la famille Équipements collectifs et institutionnels sur la propriété située au 8305, rue Durocher, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, malgré la grille des usages et des normes de la zone I01-029 à l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) en ce qui a trait aux catégories d'usages autorisées et recevoir le rapport de la consultation écrite tenue du 2 au 17 février 2022.

District(s) : Parc-Extension

40.05 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1226495004

Statuer sur l'adoption du premier projet de résolution PP22-14002 à l'effet d'autoriser la démolition du bâtiment situé au 9485, avenue Merritt et la construction sur cet emplacement d'un bâtiment résidentiel de 3 étages comportant 8 logements en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, malgré la hauteur, les usages, la marge avant principale et le pourcentage de maçonnerie prescrits à la grille des usages et des normes de la zone H04-002 de l'annexe C et le ratio de stationnement prescrit à l'article 561 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

District(s) : Saint-Michel

40.06 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction du développement du territoire* - 1228053001

Statuer sur l'adoption du premier projet de résolution PP22-14003 à l'effet d'autoriser la démolition du bâtiment situé aux 8600-8618, avenue de l'Épée et la construction sur cet emplacement d'un bâtiment résidentiel de 3 étages comprenant un maximum de 31 logements réalisés dans le cadre du programme AccèsLogis en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, malgré les usages, le nombre minimal d'unités de stationnement et le taux d'implantation maximal prescrits au Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

District(s) : Parc-Extension

40.07 Urbanisme - Dérogation mineure

CA *Direction du développement du territoire* - 1218053024

Statuer sur une demande de dérogation mineure aux articles 21.1, 21.4 et 22 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) afin de permettre l'implantation d'une cage d'ascenseur et d'une construction hors toit sans retrait par rapport à la façade sur la rue Villeray, ainsi que l'installation de garde-corps sous forme de bacs de plantation avec un retrait de 0,30 m de ce côté, sur le bâtiment de 3 étages qui sera construit sur la propriété située aux 7647-7671, rue Saint-Hubert, et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement (RCA02-14006) et recevoir le rapport de la consultation écrite tenue du 10 au 25 février 2022.

District(s) : Villeray

40.08 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction du développement du territoire* - 1218053018

Statuer, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), sur les plans visant la construction d'un bâtiment de 3 étages avec construction hors toit abritant 31 logements et des espaces commerciaux au rez-de-chaussée sur la propriété située aux 7647-7671, rue Saint-Hubert.

District(s) : Villeray

40.09 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction du développement du territoire* - 1218053019

Statuer, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), sur les plans visant la construction d'un bâtiment de 2 étages avec construction hors toit abritant 2 logements sur la propriété située au 7552, avenue Henri-Julien.

District(s) : Villeray

40.10 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction du développement du territoire* - 1221385003

Statuer, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), sur les plans visant la réfection des saillies du bâtiment situé au 660, rue Villeray.

District(s) : Villeray

40.11 Règlement - Adoption

CA *Direction du développement du territoire* - 1226996001

Adopter le Règlement RCA21-14012-1 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (exercice financier 2022) », notamment afin d'éliminer les frais reliés à l'octroi d'un fonds de compensation, lorsque le retrait d'une unité de stationnement existante est réalisé dans une perspective de verdissement d'une propriété.

40.12 Règlement - Avis de motion

CA *Direction du développement du territoire* - 1226996002

Avis de motion et dépôt du projet de Règlement RCA02-14002-5 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le comité consultatif d'urbanisme » afin d'apporter une modification au nombre de membres constituant le comité.

40.13 Règlement - Avis de motion

CA *Direction du développement du territoire* - 1226996003

Avis de motion et dépôt du projet de Règlement RCA04-14007-6 intitulé « Règlement modifiant le Règlement régissant la démolition d'immeubles de l'arrondissement » afin d'apporter une modification à la disposition concernant le secrétaire du comité d'étude des demandes de démolition.

40.14 Règlement - Avis de motion

CA *Direction du développement du territoire* - 1226495002

Avis de motion et dépôt du projet de Règlement RCA14-14001-4 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur l'occupation périodique du domaine public par un café-terrasse ou un placottoir (RCA14-14001) » afin de modifier les zones d'autorisation, mettre à jour l'Annexe 1 et les normes d'aménagement.

40.15 Règlement - Avis de motion et adoption d'un premier projet de règlement

CA *Direction du développement du territoire* - 1226495005

Avis de motion, dépôt et adoption du premier projet de Règlement 01-283-113 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) » afin de changer les limites des zones commerciales situées aux abords des intersections de la rue Saint-Denis et de permettre les cafés-terrasses sur les terrains privés dans un plus grand nombre de zones commerciales de l'arrondissement.

40.16 Ordonnance - Circulation / Stationnement

CA *Direction du développement du territoire* - 1225898001

Édicter une ordonnance relative à l'identification de l'allée Léo-Bricault et de la rue Saint-André, entre la rue Villeray et la rue Everett, à titre de rues partagées et à la réduction de la limite de vitesse prescrite sur ces tronçons à 20 km/h, en vertu de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (RRVM, chapitre C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

District(s) : Saint-Michel / Villeray

40.17 Ordonnance - Circulation / Stationnement

CA *Direction du développement du territoire* - 1225898002

Édicter une ordonnance relative à l'identification de la rue Villeray, entre la rue Saint-Denis et le boulevard Saint-Laurent, à titre de vélo-rue, en vertu de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (RRVM, chapitre C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

District(s) : Villeray / Parc-Extension

40.18 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1229335001

Édicter les ordonnances pour la programmation d'événements publics sur le territoire de l'arrondissement pour les mois de mars à décembre 2022.

51 – Nomination / Désignation

51.01 Nomination / Désignation

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1223356001

Nommer le conseiller, Sylvain Ouellet, à titre de maire suppléant d'arrondissement pour la période du 9 mars au 5 juillet 2022.

70 – Autres sujets

70.01 Levée de la séance

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Levée de la séance

Nombre d'articles de niveau décisionnel CA : 39
Nombre d'articles de niveau décisionnel CE : 1
Nombre d'articles de niveau décisionnel CM : 0
Nombre d'articles de niveau décisionnel CG : 0

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le mardi 1er février 2022 à 18 h 30 en webdiffusion

PRÉSENCES :

Laurence LAVIGNE LALONDE, Mairesse d'arrondissement
Martine MUSAU MUELE, Conseillère de la ville - district de Villeray
Sylvain OUELLET, Conseiller de la ville - district de François-Perrault
Mary DEROS, Conseillère de la ville - district de Parc-Extension
Josué CORVIL, Conseiller de la ville - district de Saint-Michel

AUTRES PRÉSENCES :

Madame Nathalie VAILLANCOURT, Directrice d'arrondissement
Madame Annette DUPRÉ, Directrice des services administratifs et du greffe
Madame Elsa MARSOT, Directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Monsieur Marco ST-PIERRE, Directeur des travaux publics
Monsieur Jocelyn JOBIDON, Directeur du développement du territoire
Monsieur Claude LIZOTTE, Commandant du PDQ 30
Madame Lyne DESLAURIERS, Secrétaire d'arrondissement
Madame Diane MONGEAU, Secrétaire d'arrondissement substitut

10.01 - Ouverture de la séance

La mairesse de l'arrondissement déclare la séance ouverte à 18 h 30.

10.02 - Présentation

Aucune présentation n'est faite.

CA22 14 0014

Adoption de l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement, tel que proposé.

Adopté à l'unanimité.

10.03

CA22 14 0015

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 14 décembre 2021, à 18 h 30

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

d'approuver et de signer le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 14 décembre 2021, à 18 h 30.

Adopté à l'unanimité.

10.04

CA22 14 0016

Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 27 janvier 2022, à 9 h

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

d'approuver et de signer le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 27 janvier 2022, à 9 h.

Adopté à l'unanimité.

10.05

10.06 - Prendre acte du dépôt sur le site Internet de l'arrondissement, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2021 de la liste de tous les contrats comportant une dépense de plus de 2 000 $ passés au cours de l'exercice avec un même cocontractant lorsque l'ensemble de ces contrats comporte une dépense totale qui dépasse 25 000 $.

La mairesse de l'arrondissement informe les citoyens que le rapport mentionné à l'article 10.06 est disponible sur le site Internet de l'arrondissement à la rubrique « Documents financiers ».

10.07 - Annonces et dépôt de documents par le conseil d'arrondissement

La mairesse, Laurence Lavigne Lalonde, souhaite la bienvenue à tous et rappelle que le conseil se tient en ligne en regard des mesures sanitaires liées à la pandémie.
Elle présente le nouveau Règlement RCA08-14005-6 qui sera adopté lors de cette séance et qui vise à autoriser le déversement d'eau dans une ruelle non déneigée pour la création de patinoires. Ce règlement tend à favoriser les activités extérieures pour les familles. On rappelle que l'adhésion de la majorité des riverains est nécessaire.
Elle présente ensuite l'avis de motion concernant le Règlement RCA21-14012-1 qui vient modifier le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement dans une optique de développement durable et d'action contre les changements climatiques. En effet, ce règlement vient abolir les frais pour retirer un espace de stationnement obligatoire, si ce dernier est verdit.

La conseillère, Mary Deros, souligne les nombreux évènements et fêtes qui se dérouleront tout au long du mois de février, dont, la Journée internationale du sport féminin et rappelle en ce sens, la contribution financière de l'arrondissement accordée l'an dernier, avec les sommes amassées lors de ses célébrations de mariages, au club de soccer de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension pour le développement d'une ligue féminine.

La conseillère, Martine Musau Muele, souligne certains évènements du mois de février et invite les citoyennes et citoyens à y participer.

Le conseiller, Sylvain Ouellet, souligne la subvention financière octroyée à la SDC du Petit-Maghreb, première société de développement économique de l'arrondissement. Il présente certains dossiers d'urbanisme qui seront présentés ce soir, dont, la construction du nouveau pavillon du Collège de Bois-de-Boulogne, l'Agora numérique, celle de l'organisme Afrique au féminin et les travaux de réfection des maisons shoebox. Il encourage les citoyennes et citoyens à utiliser les patinoires intérieures et extérieures et les pistes de ski de fond de l'arrondissement.

Le conseiller, Josué Corvil, souligne le 31e Mois de l'histoire des Noirs en février. Il rappelle que cet évènement permet de rendre hommage à des figures marquantes qui ont changé le cours de l'Histoire et de souligner l'apport de cette communauté dans le développement de la Ville de Montréal. Il fait remarquer la représentativité au conseil municipal, avec notamment, Martine Musau Muele, première femme noire présidente et Dominique Ollivier, présidente du conseil exécutif. Il invite les citoyennes et citoyens à découvrir des auteurs, artistes, musiciens et restaurateurs afro-descendants. Il félicite les organisateurs du Sommet socio-économique pour le développement des jeunes des communautés noires qui se déroulait en ligne le 29 janvier 2022. Il remercie tous les membres de l'équipe de direction.

10.08 - Période de questions du public

À 18 h 55, la mairesse de l'arrondissement appelle l'article de l'ordre du jour relatif à la « Période de questions du public ». Les citoyens pouvaient transmettre leurs questions, seulement trois questions par sujet sont acceptées, à l'aide du formulaire en ligne, jusqu'au mardi 1er février à 10 h.

Pauline Leblanc	Nouvelle bibliothèque de Villeray
Alex Nicol	Passage à niveau Campus MIL
Catherine Chaumont	Projets participatifs citoyens
Elaine Blais	Droits des locataires (deux questions)
Jeffrey Mota	Panneau interdiction de stationnement
Meaghan Thurston	Patinoire de ruelle
Amélie Dallaire	Apaisement de la circulation - Rues de Castelnau O. et Clark
Alexandre Boucher-Bonneau	1. Budget 2. Gym carrefour populaire Saint-Michel
Jonathan De Luca	Réglementation - Stationnement
Gerry Greco	Piste cyclable avenue de Chateaubriand
Valérie Bloch	Parc-école Barclay
Anouk Lauzon-Vincent	Programme de subvention pour l'achat de couches lavables
Maryse Trudel	Complexe William-Hingston
Marc Langlois	Propreté
Ahmed Oriane	Logement abordable
Coopérative d'habitation Monde-Uni	

À 19 h 55, la mairesse de l'arrondissement, Laurence Lavigne Lalonde, propose la prolongation de la période de questions du public pour une durée de 30 minutes, ce qui est adopté à l'unanimité.

Michel Lafleur	Plantation d'arbres - Parc Jarry
Coalition des amis du parc Jarry	
Ron Fitzsimmons	1. Salle de concert JFP 2. Stationnement de camions
Sunjay Mathuria	Piste cyclable - Avenue Christophe-Colomb
Sugir Selliah	Relocalisation du jardin Le Goupillier
Jo-An Audrey Jette	Complexe William-Hingston
L'organisation des jeunes de Parc-Extension	
Simon Bédard	Panneaux d'arrêt - rues Louis-Hébert et Everett
Comité de la rue Louis-Hébert	
Mélanie Scala	Apaisement de la circulation - rue Louis-Hébert / Crémazie
Emanuel Guay	Complexe William-Hingston
Comité d'action de Parc-Extension	

N'ayant aucune autre intervention reçue, en respect du Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, la mairesse de l'arrondissement déclare la période de questions close à 20 h 23.

10.09 - Période de questions des membres du conseil

À 20 h 24, aucune question n'est soulevée par les membres du conseil d'arrondissement et la période de questions est close.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

de réunir, aux fins d'études, les articles 15.01 à 15.03 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA22 14 0017

Proclamation du mois de février, Mois de l'histoire des Noirs

CONSIDÉRANT que la célébration du Mois de l'histoire des Noirs au mois de février remonte à plusieurs décennies au Canada, au Québec et particulièrement dans la région montréalaise;

CONSIDÉRANT que c'est au début des années 70 que les communautés noires établies à Montréal ont commencé à faire reconnaître et rendre plus visible l'apport des Noirs à l'histoire des États-Unis, ainsi qu'à l'édification de notre société;

CONSIDÉRANT que depuis plusieurs années, des organismes publics et parapublics, tant aux niveaux fédéral, provincial que municipal, ont soutenu officiellement la célébration du Mois de l'histoire des Noirs;

CONSIDÉRANT que la Ville de Montréal veut lutter contre la discrimination raciale, maintenir et promouvoir sur son territoire des relations interculturelles harmonieuses et mettre en évidence la richesse de la diversité ethnoculturelle de la population;

CONSIDÉRANT la contribution remarquable des communautés noires au développement de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension;

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

que l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension proclame le mois de février « Mois de l'histoire des Noirs ». Par cette proclamation, l'arrondissement s'engage à souligner annuellement le « Mois de l'histoire des Noirs » et encourage les citoyennes et citoyens à partager l'esprit du Mois en participant aux différentes activités qui s'y rattachent.

Adopté à l'unanimité.

15.01

CA22 14 0018

Proclamation des Journées de la persévérance scolaire, du 14 au 18 février 2022

CONSIDÉRANT que la campagne sur les Journées de la persévérance scolaire, regroupant plusieurs partenaires, se tiendra du 14 au 18 février 2022, et que ces journées se veulent un temps fort dans l'année témoignant de la mobilisation collective autour de la persévérance scolaire;

CONSIDÉRANT que la persévérance et la réussite scolaire font partie des préoccupations des élues et élus municipaux et que l'éducation est primordiale pour la collectivité montréalaise;

CONSIDÉRANT que les municipalités ont les compétences et les pouvoirs pour influencer directement la qualité de vie des jeunes et des élèves et, du même coup, permettre à ces derniers et ces dernières de développer leur plein potentiel;

CONSIDÉRANT que les élues et élus municipaux collaborent aux efforts de la collectivité montréalaise en matière de sensibilisation à la réussite éducative, entre autres à travers le comité « Réussite éducative : les élu-e-s s'engagent! » de Concertation Montréal;

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

que l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension proclame la semaine du 14 février 2022 comme étant celle des *Journées de la persévérance scolaire* dans notre arrondissement.

Adopté à l'unanimité.

15.02

CA22 14 0019

Proclamation de la Journée internationale de la langue maternelle, le 21 février 2022

CONSIDÉRANT que la Journée internationale de la langue maternelle fut proclamée par l'UNESCO le 21 février 2000, et qu'elle est célébrée chaque année à cette date;

CONSIDÉRANT que cette journée consacre la reconnaissance du Mouvement pour la Langue commémoré au Bangladesh depuis 1952, quand la police et l'armée de l'État pakistanais, qui occupait alors le Bangladesh, ouvrirent le feu sur la foule des locuteurs de Bengali manifestant pour leurs droits linguistiques à Dhaka;

CONSIDÉRANT que la diversité linguistique est de plus en plus menacée à mesure que des langues disparaissent et que 40 % des habitants de la planète n'ont pas accès à un enseignement dans une langue qu'ils parlent ou qu'ils comprennent;

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

que l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension proclame le 21 février 2022 *Journée internationale de la langue maternelle.*

Adopté à l'unanimité.

15.03

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 20.01 à 20.03 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA22 14 0020

Octroyer un contrat à Creusage R.L. (9083-0126 Québec inc.), seul soumissionnaire et ayant présenté une soumission conforme, pour des travaux d'excavation pneumatique et travaux connexes (LOT 3), aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 134 520,75 $, taxes incluses, pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022 - appel d'offres public 21-19034 (1 soumissionnaire).

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

1. d'octroyer un contrat à Creusage R.L. (9083-0126 Québec inc.), seul soumissionnaire et ayant présenté une soumission conforme, pour des travaux d'excavation pneumatique et travaux connexes (LOT 3), aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 134 520,75 $, taxes incluses, pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022 – conformément à l'appel d'offres public 21-19034 (1 soumissionnaire);

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1214969008

CA22 14 0021

Octroyer un contrat à Les Équipements Benco (Canada) ltée (LOTS 2, 3, 4, 5), plus bas soumissionnaire conforme, pour un service de nettoyage printanier des trottoirs, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 209 947,74 $, taxes incluses, pour la période du 1er avril 2022 au 30 juin 2023 - appel d'offres public 21-19045 (3 soumissionnaires).

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

1. d'octroyer un contrat à Les Équipements Benco (Canada) ltée (LOTS 2, 3, 4, 5), plus bas soumissionnaire conforme, pour un service de nettoyage printanier des trottoirs, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 209 947,74 $, taxes incluses, pour la période du 1er avril 2022 au 30 juin 2023 – appel d'offres public 21-19045 (3 soumissionnaires);

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1214969009

CA22 14 0022

Accorder une contribution financière de 50 000 $ à la SDC du Petit-Maghreb pour l'année 2022 dans le cadre du soutien de ses opérations administratives, à même les surplus de l'arrondissement et approuver le projet de convention à cette fin.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

1. d'accorder une contribution financière de 50 000 $ à la SDC du Petit-Maghreb;
2. d'approuver le projet de convention, à intervenir entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de la contribution financière;
3. d'autoriser Monsieur Jocelyn Jobidon, directeur du développement du territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, à signer la convention pour et au nom de la Ville;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel, et ce, à même les surplus de l'arrondissement.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1228343001

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 30.01 à 30.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA22 14 0023

Recevoir les rapports consolidés faisant état, pour la période du 1er au 31 décembre 2021, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du Règlement RCA18-14009.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

de recevoir les rapports consolidés faisant état, pour la période du 1er au 31 décembre 2021, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du Règlement RCA18-14009.

Adopté à l'unanimité.

30.01 1226326001

CA22 14 0024

Accepter l'offre de services professionnels du Service de la culture de la Ville-centre, en vertu du premier alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec pour la prise en charge du processus d'acquisition des nouvelles Suvres d'art public de la Collection municipale, et ce, pour une période se terminant le 23 août 2024.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'accepter l'offre de services professionnels du Service de la culture de la Ville-centre, en vertu du premier alinéa de l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) pour la prise en charge du processus d'acquisition des nouvelles œuvres d'art public de la Collection municipale, et ce, pour une période se terminant le 23 août 2024.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1220614001

CA22 14 0025

Autoriser une affectation de 25 000 $ en provenance du surplus de gestion affecté - SST de l'arrondissement afin d'investir dans diverses activités liées à la santé et la sécurité au travail durant l'année 2022 et permettre de réaliser des économies et de poursuivre l'amélioration du bilan relatif aux accidents de travail dans l'arrondissement.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

1. d'autoriser une affectation d'un montant de 25 000 $ en provenance du surplus de gestion affecté - SST de l'arrondissement afin d'investir dans diverses activités de prévention liées à la santé et la sécurité au travail durant l'année 2022 et permettre de réaliser des économies et de poursuivre l'amélioration du bilan relatif aux accidents de travail dans l'arrondissement;
2. d'imputer cette affectation conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.03 1211803013

CA22 14 0026

Autoriser une affectation maximale au fonds discrétionnaire des élus de 62 500 $, à même le surplus libre de l'arrondissement, afin de répondre aux demandes ponctuelles d'aide financière aux organismes à but non lucratif présents dans les différents districts de l'arrondissement pour l'année 2022.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

1. d'autoriser une affectation maximale au fonds discrétionnaire des élus de 62 500 $ en provenance du surplus libre de l'arrondissement afin de répondre aux demandes ponctuelles d'aide financière d'organismes à but non lucratif (OBNL) présents dans les différents districts de l'arrondissement, pour l'année 2022;
2. d'imputer cette affectation conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.04 1211803012

CA22 14 0027

Approuver les demandes de reconnaissance de 2 organismes, le Club de gymnastique Les Asymétriques et Forward Movements, dans le cadre de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif de l'arrondissement, et ce, pour la période du 2 février 2022 au 31 décembre 2025.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

d'approuver les demandes de reconnaissance de 2 organismes, soit le Club de gymnastique Les Asymétriques reconnu dans la catégorie A et Forward Movements reconnu dans la catégorie B, dans le cadre de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, et ce, pour la période du 2 février 2022 au 31 décembre 2025.

Adopté à l'unanimité.

30.05 1219070028

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 40.01 à 40.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA22 14 0028

Adopter le second projet de résolution PP21-14006 à l'effet de permettre un usage résidentiel H.5 (12 logements maximum) sur la propriété située au 7995, rue Shelley, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) et recevoir le rapport de la consultation écrite tenue du 5 au 20 janvier 2022.

CONSIDÉRANT qu'un premier projet de résolution numéro PP21-14006 a été adopté par le conseil d'arrondissement le 14 décembre 2021 en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

CONSIDÉRANT qu'une consultation écrite s'est tenue du 5 au 20 janvier 2022, dûment convoquée par avis public paru sur le site Internet de l'arrondissement et affiché au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement le 5 janvier 2022;

CONSIDÉRANT que le rapport de la consultation écrite fut reçu par le conseil d'arrondissement à sa séance du 1er février 2022;

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

d'adopter le second projet de résolution PP21-14006 à l'effet de permettre un usage résidentiel H.5 (12 logements maximum) sur la propriété située au 7995, rue Shelley, vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283), aux conditions suivantes :

- un maximum de 12 logements est autorisé sur la propriété;
- chaque unité de logement doit avoir un espace de vie individuel extérieur;
- le stationnement doit être aménagé à l'intérieur du bâtiment;
- un des deux arbres existants doit être conservé à l'arrière de la propriété;

- la demande de permis de construction doit être déposée au plus tard dans les 24 mois suivant la présente autorisation.

La présente autorisation sera nulle et sans effet si la demande de permis de construction n'est pas déposée au plus tard dans les 24 mois suivant son entrée en vigueur.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Adopté à l'unanimité.

40.01 1216495024

CA22 14 0029

Adopter le second projet de résolution PP21-14007 à l'effet d'autoriser l'usage E.4(3) « Collège d'enseignement général et professionnel » dans le bâtiment situé au 7260, rue Saint-Urbain en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) et recevoir le rapport de la consultation écrite tenue du 5 au 20 janvier 2022.

CONSIDÉRANT qu'un premier projet de résolution numéro PP21-14007 a été adopté par le conseil d'arrondissement le 14 décembre 2021 en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

CONSIDÉRANT qu'une consultation écrite s'est tenue du 5 au 20 janvier 2022, dûment convoquée par avis public paru sur le site Internet de l'arrondissement et affiché au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement le 5 janvier 2022;

CONSIDÉRANT que le rapport de la consultation écrite fut reçu par le conseil d'arrondissement à sa séance du 1er février 2022;

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

d'adopter le second projet de résolution PP21-14007 à l'effet d'autoriser l'usage E.4(3) « Collège d'enseignement général et professionnel » dans le bâtiment situé au 7260, rue Saint-Urbain en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283), aux conditions suivantes :

- l'usage E.4(3) « Collège d'enseignement général et professionnel » est autorisé seulement au 2e étage du bâtiment et doit être complémentaire à l'usage « école d'enseignement spécialisé »;

- la présente autorisation sera nulle et sans effet si la demande de certificat d'autorisation n'est pas déposée dans les 24 mois suivant son entrée en vigueur.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Adopté à l'unanimité.

40.02 1216495025

CA22 14 0030

Adopter le premier projet de résolution PP22-14001 à l'effet d'autoriser l'usage spécifique « activité communautaire ou socioculturelle » de la catégorie E.2(1) de la famille Équipements collectifs et institutionnels sur la propriété située au 8305, rue Durocher, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, malgré la grille des usages et des normes de la zone I01-029 à l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) en ce qui a trait aux catégories d'usages autorisées.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

d'adopter le premier projet de résolution PP22-14001 à l'effet d'autoriser l'usage spécifique « activité communautaire ou socioculturelle » de la catégorie E.2(1) de la famille Équipements collectifs et institutionnels sur la propriété située au 8305, rue Durocher (lots # 2 248 670 et 2 248 671) en vertu du

Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (P.P.C.M.O.I.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, malgré la grille des usages et des normes de la zone I01-029 à l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) en ce qui a trait aux catégories d'usages autorisées, aux conditions suivantes :

- qu'au moins 30 % de la propriété fasse l'objet d'un verdissement;

- que la présente autorisation soit nulle et sans effet si une demande de certificat d'occupation visant l'usage spécifique « activité communautaire ou socioculturelle » n'est pas ouverte dans les 48 mois suivant son entrée en vigueur;

- que toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Adopté à l'unanimité.

40.03 1218053025

CA22 14 0031

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), le plan visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7778, rue Foucher.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), le plan A 2.0 daté du 16 décembre 2021, préparé par EMARCHITECTURE et estampillé par la Direction du développement du territoire en date du 13 janvier 2022, visant l'agrandissement du bâtiment situé au 7778, rue Foucher à la condition suivante :

- que l'émission du permis pour effectuer les travaux soit conditionnelle à la remise d'une lettre de garantie monétaire au montant équivalent à 5 % de la valeur du bâtiment au rôle d'évaluation et visant à assurer le maintien des solives de toit existantes tel que décrit au plan de structure S2 daté du 16 décembre 2021, préparé par GENIEX ingénierie et estampillé par la Direction du développement du territoire en date du 13 janvier 2022.

Adopté à l'unanimité.

40.04 1221385001

CA22 14 0032

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), le plan modifié visant la conversion du bâtiment commercial situé au 7331, rue Saint-André, en un bâtiment résidentiel.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), le plan modifié A200 daté du 24 novembre 2021, préparé par Anick St-Laurent Architecte et estampillé par la Direction du développement du territoire en date du 13 janvier 2022, visant la conversion du bâtiment commercial situé au 7331, rue Saint-André, en un bâtiment résidentiel.

Adopté à l'unanimité.

40.05 1221385002

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

de réunir, pour fins d'études, les articles 40.06 à 40.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CA22 14 0033

Accorder une dérogation mineure à l'article 656 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) afin de permettre l'ajout d'un étage au bâtiment situé au 7332, avenue Léonard-De Vinci dans le prolongement de la façade existante, et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement (RCA02-14006) et de recevoir le rapport de la consultation écrite tenue du 5 au 20 janvier 2022.

Un avis public annonçant la tenue d'une consultation écrite d'une durée de 15 jours sur la demande de dérogation mineure au 7332, avenue Léonard-De Vinci, a été publié le 5 janvier 2022 sur le site Internet de l'arrondissement et affiché au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement et la consultation écrite s'est tenue du 5 au 20 janvier 2022.

Personne n'a manifesté le désir de s'exprimer sur ce sujet, tel que le rapport de la consultation écrite, joint au dossier décisionnel, en fait foi.

Soumise, une demande de dérogation mineure à l'article 656 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) afin de permettre l'ajout d'un étage au bâtiment situé au 7332, avenue Léonard-De Vinci;

ATTENDU que le comité consultatif d'urbanisme a recommandé, à sa séance du 12 janvier 2022, d'accorder cette dérogation mineure en vertu des dispositions du Règlement RCA02-14006 sur les dérogations mineures;

ATTENDU qu'aucune personne intéressée ne s'oppose à la présente dérogation;

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

1. de recevoir le rapport de la consultation écrite tenue du 5 au 20 janvier 2022;
2. d'accorder une dérogation mineure à l'article 656 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) afin de permettre l'ajout d'un étage au bâtiment situé au 7332, avenue Léonard-De Vinci dans le prolongement de la façade existante et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA02-14006).

Adopté à l'unanimité.

40.06 1211010026

CA22 14 0034

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'agrandissement de la résidence unifamiliale d'un étage située au 7332, avenue Léonard-De Vinci.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans intitulés « Résidence Léonard-De Vinci », préparés par Daoust architecture et paysage, datés du 3 janvier 2022, visant l'agrandissement de la résidence unifamiliale d'un étage située au 7332, avenue Léonard-De Vinci et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 13 janvier 2022.

Adopté à l'unanimité.

40.07 1211010025

CA22 14 0035

Accorder une dérogation mineure à l'article 566 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) afin de permettre l'aménagement d'une unité de stationnement en cour avant sur la propriété située aux 2300 à 2306, rue Villeray, et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement (RCA02-14006) et recevoir le rapport de la consultation écrite tenue du 5 au 20 janvier 2022.

Un avis public annonçant la tenue d'une consultation écrite d'une durée de 15 jours sur la demande de dérogation mineure aux 2300-2306, rue Villeray, a été publié le 5 janvier 2022 sur le site Internet de l'arrondissement et affiché au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement et la consultation écrite s'est tenue du 5 au 20 janvier 2022.

Un citoyen s'est exprimé sur ce sujet, tel que le rapport de la consultation écrite, joint au dossier décisionnel, en fait foi.

Soumise, une demande de dérogation mineure à l'article 566 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) afin de permettre l'aménagement d'une unité de stationnement en cour avant sur la propriété située aux 2300-2306, rue Villeray;

ATTENDU que le comité consultatif d'urbanisme a recommandé, à sa séance du 8 décembre 2021, d'accorder cette dérogation mineure en vertu des dispositions du Règlement RCA02-14006 sur les dérogations mineures;

ATTENDU qu'aucune personne intéressée ne s'oppose à la présente dérogation;

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

1. de recevoir le rapport de la consultation écrite tenue du 5 au 20 janvier 2022;
2. d'accorder une dérogation mineure à l'article 566 du Règlement de zonage 01-283 de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension afin de permettre l'aménagement d'une unité de stationnement en cour avant sur la propriété située aux 2300 à 2306, rue Villeray, et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA02-14006).

Adopté à l'unanimité.

40.08 1216996020

CA22 14 0036

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant l'agrandissement du bâtiment situé aux 2300 à 2306, rue Villeray.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans A-1 et A-5 à A-10 datés du 29 décembre 2021, préparés par Eduardo Rosario, technicien en architecture et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 14 janvier 2022, visant l'agrandissement du bâtiment situé aux 2300 à 2306, rue Villeray.

Adopté à l'unanimité.

40.09 1216996021

CA22 14 0037

Adopter le Règlement RCA21-14014 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (RRVM, c. C-4.1) à l'égard de l'arrondissement » afin d'introduire le pouvoir d'identifier, par ordonnance, une rue partagée, une vélorue et une zone de jeu libre.

CONSIDÉRANT qu'avis de motion et dépôt du projet de Règlement RCA21-14014 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (RRVM, c. C-4.1) à l'égard de l'arrondissement » afin d'introduire le pouvoir d'identifier, par ordonnance, une rue partagée, une vélorue et une zone de jeu libre a été donné à la séance ordinaire du 14 décembre 2021;

CONSIDÉRANT que conformément à la *Loi sur les cités et villes*, tous les membres du conseil présents ont déclaré avoir lu le Règlement RCA21-14014 et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

d'adopter le Règlement RCA21-14014 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (RRVM, c. C-4.1) à l'égard de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » afin d'introduire le pouvoir d'identifier, par ordonnance, une rue partagée, une vélorue et une zone de jeu libre.

Adopté à l'unanimité.

40.10 1215898002

CA22 14 0038

Adopter le Règlement RCA08-14005-6 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la propreté et le civisme de l'arrondissement (RCA08-14005) » afin d'autoriser le déversement d'eau dans une ruelle non déneigée pour la création de patinoires.

CONSIDÉRANT qu'avis de motion et dépôt du projet de Règlement RCA08-14005-6 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la propreté et le civisme de l'arrondissement (RCA08-14005) » afin d'autoriser le déversement d'eau dans une ruelle non déneigée pour la création de patinoires a été donné à la séance extraordinaire du 27 janvier 2022;

CONSIDÉRANT que conformément à la *Loi sur les cités et villes*, tous les membres du conseil présents ont déclaré avoir lu le Règlement RCA08-14005-6 et renoncent à sa lecture;

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

d'adopter le Règlement RCA08-14005-6 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la propreté et le civisme de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA08-14005) » afin d'autoriser le déversement d'eau dans une ruelle non déneigée pour la création de patinoires.

Adopté à l'unanimité.

40.11 1226495001

CA22 14 0039

Avis de motion et dépôt du projet de Règlement RCA21-14012-1 intitulé : « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (exercice financier 2022) ».

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par la mairesse de l'arrondissement, Laurence Lavigne Lalonde et dépôt du projet de règlement pour adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA21-14012-1 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (exercice financier 2022) ».

40.12 1226996001

CA22 14 0040

Recommandation au conseil d'agglomération de nommer Madame Laurence Lavigne Lalonde à titre de représentante élue de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension au conseil d'administration de PME MTL Centre-Est, organisme du réseau de développement économique local PME MTL.

ATTENDU QUE le développement économique est une compétence de l'agglomération de Montréal;

ATTENDU QU'une élue ou un élu doit être nommé(e) pour siéger au conseil d'administration de l'organisme PME MTL;

Considérant l'attestation de conformité rendue par la Direction du développement du territoire;

Il est proposé par Josué CORVIL

appuyé par Mary DEROS

et résolu :

de recommander au conseil d'agglomération de nommer Madame Laurence Lavigne Lalonde à titre de représentante élue de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension au conseil d'administration de PME MTL Centre-Est.

Adopté à l'unanimité.

51.01 1218343011

CA22 14 0041

Prendre acte du dépôt au conseil municipal, du bilan portant sur l'application du Règlement 04-041 intitulé « Règlement sur l'utilisation des pesticides » pour le territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension au 31 décembre 2021.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

de prendre acte du dépôt au conseil municipal, du bilan portant sur l'application du Règlement 04-041 intitulé « Règlement sur l'utilisation des pesticides » pour le territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension au 31 décembre 2021.

Adopté à l'unanimité.

60.01 1216643003

Levée de la séance

La séance est levée à 20 h 50.

70.01

_____

Les résolutions consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

_____	_____
Laurence LAVIGNE LALONDE	Lyne DESLAURIERS
Mairesse d'arrondissement	Secrétaire d'arrondissement

J'approuve toutes les résolutions, tous les règlements et ordonnances contenus au présent procès-verbal comme si je les avais signés individuellement.

_____
Laurence LAVIGNE LALONDE
Mairesse d'arrondissement

Ce procès-verbal a été ratifié à la séance du conseil d'arrondissement tenue le 8 mars 2022.

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement tenue le jeudi 10 février 2022 à 9 h en webdiffusion

PRÉSENCES :

Laurence LAVIGNE LALONDE, Mairesse d'arrondissement
Martine MUSAU MUELE, Conseillère de la ville - district de Villeray
Sylvain OUELLET, Conseiller de la ville - district de François-Perrault
Mary DEROS, Conseillère de la ville - district de Parc-Extension
Josué CORVIL, Conseiller de la ville - district de Saint-Michel

AUTRES PRÉSENCES :

Madame Nathalie VAILLANCOURT, Directrice d'arrondissement
Madame Annette DUPRÉ, Directrice des services administratifs et du greffe
Madame Elsa MARSOT, Directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Monsieur Marco ST-PIERRE, Directeur des travaux publics
Monsieur Jocelyn JOBIDON, Directeur du développement du territoire
Madame Lyne DESLAURIERS, Secrétaire d'arrondissement
Madame Nadia DELVIGNE-JEAN, Secrétaire d'arrondissement substitut

---

10.01 - Ouverture de la séance

La mairesse de l'arrondissement déclare la séance ouverte à 9 h 01.

CA22 14 0042

Adoption de l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement, tel que proposé.

Adopté à l'unanimité.

10.02

10.02 - Période de questions du public

À 9 h 02, la mairesse de l'arrondissement appelle l'article de l'ordre du jour relatif à la « Période de questions du public ». Les citoyens pouvaient transmettre leurs questions, seulement trois questions par sujet sont acceptées, à l'aide du formulaire en ligne, de la diffusion de l'ordre du jour de la séance extraordinaire jusqu'au mercredi 9 février à 16 h 30. En conséquence, la mairesse de l'arrondissement déclare la période de questions close.

10.03 - Période de questions des membres du conseil

À 9 h 03, la mairesse de l'arrondissement appelle l'article de l'ordre du jour relatif à la « Période de questions des membres du conseil ». Aucune question n'est soulevée et la période de questions est close.

CA22 14 0043

Octroyer un contrat à la firme Les architectes Labonté Marcil S.E.N.C., seul soumissionnaire et s'étant qualifié au pointage final, pour des services professionnels d'architecture et en ingénierie pour la surveillance des travaux de mise à niveau du garage d'entretien Saint-Michel, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 718 593,75 $ et autoriser une dépense de 905 428,13 $, taxes incluses (contingences : 143 718,75 $; incidences : 43 115,63 $), imputée à la Ville-centre et ce, conditionnellement à l'autorisation de la dépense totale par le comité exécutif - appel d'offres public IMM-21-08 (1 soumissionnaire).

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Josué CORVIL

et résolu :

1. d'octroyer un contrat à la firme Les architectes Labonté Marcil S.E.N.C., seul soumissionnaire et s'étant qualifié au pointage final pour la fourniture des services professionnels en architecture et en ingénierie pour la surveillance des travaux de mise à niveau du garage d'entretien Saint-Michel, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 718 593,75 $, taxes incluses, conformément à l'appel d'offres public IMM-21-08 (1 soumissionnaire), et ce, conditionnellement à l'autorisation de la dépense totale de 905 428,13 $, taxes incluses, par le comité exécutif;

2. d'autoriser, à même la dépense totale, des contingences de 143 718,75 $, taxes incluses;

3. d'autoriser, à même la dépense totale, des incidences de 43 115,63 $, taxes incluses;

4. de procéder à une évaluation du rendement de la firme Les architectes Labonté Marcil S.E.N.C;

5. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville-centre.

et de recommander au comité exécutif :

d'autoriser la dépense et le virement de crédits pour un montant maximal de 905 428,13 $, taxes incluses, provenant du programme des cours de services du Service de la gestion et de la planification immobilière, pour le contrat de services professionnels en architecture et en ingénierie pour la surveillance des travaux de mise à niveau du garage d'entretien Saint-Michel – appel d'offres public IMM-21-08, conformément à l'intervention financière du Service des finances jointe au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1216676005

Levée de la séance

La séance est levée à 9 h 05.

70.01

Les résolutions consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

_____	_____
Laurence LAVIGNE LALONDE	Lyne DESLAURIERS
Mairesse d'arrondissement	Secrétaire d'arrondissement

J'approuve toutes les résolutions, tous les règlements et ordonnances contenus au présent procès-verbal comme si je les avais signés individuellement.

_____
Laurence LAVIGNE LALONDE
Mairesse d'arrondissement

Ce procès-verbal a été ratifié à la séance du conseil d'arrondissement tenue le 8 mars 2022.

PROCLAMATION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES, LE 8 MARS 2022

CONSIDÉRANT qu'à partir des années 1909, les femmes se sont unies pour revendiquer le droit de vote et la fin des discriminations au travail;

CONSIDÉRANT qu'en 1977, les Nations unies ont officialisé le 8 mars comme étant la Journée internationale des femmes;

CONSIDÉRANT que cette journée est l'occasion de faire un bilan sur la situation des femmes dans la société et de revendiquer plus d'égalité en droit;

CONSIDÉRANT l'importance d'être davantage solidaires dans nos actions pour dénoncer le mépris des droits fondamentaux des femmes et pour remplacer la culture de violence par une culture de paix à l'échelle internationale;

CONSIDÉRANT la triste réalité de millions de femmes et de filles autour du monde qui vivent également sous la menace quotidienne de la guerre, du terrorisme et des abus de leurs droits fondamentaux;

Il est

proposé par
appuyé par

de proclamer le 8 mars 2022 Journée internationale des droits des femmes et d'encourager toute la population à promouvoir et favoriser l'autonomie et l'égalité des femmes.

PROCLAMATION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE, LE 21 MARS 2022 ET DE LA SEMAINE D'ACTIONS CONTRE LE RACISME DU 18 AU 27 MARS 2022

CONSIDÉRANT qu'en 1966, l'Assemblée générale des Nations Unies a choisi le 21 mars comme étant la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, afin de commémorer ce jour de 1960 où, à Sharpeville en Afrique du Sud, la police a ouvert le feu et tué 69 personnes lors d'une manifestation pacifique contre les lois relatives aux laissez-passer imposées par l'apartheid;

CONSIDÉRANT que la Semaine d'actions contre le racisme (SACR) a été créée en 2006 pour souligner le 21 mars Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale;

CONSIDÉRANT que la SACR sera célébrée du 18 au 27 mars 2022;

CONSIDÉRANT que nous croyons fermement que chaque résident et résidente a le droit de réaliser son potentiel, peu importe, sa couleur, son lieu d'origine ou son origine ethnique et de vivre en tout temps dans des conditions de dignité, de respect et de paix;

CONSIDÉRANT que l'élimination du racisme et de la discrimination raciale peut être obtenue par la compréhension et le respect de la dignité de tous et toutes et constitue la responsabilité sociale et morale de chaque personne;

Il est

proposé par
appuyé par

de proclamer le 21 mars 2022, Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale et la semaine du 18 au 27 mars 2022, Semaine d'actions contre le racisme dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

PROCLAMATION DE LA JOURNÉE MONDIALE DE LA POÉSIE, LE 21 MARS 2022.

CONSIDÉRANT que le 21 mars a été proclamé Journée mondiale de la poésie par la Conférence générale de l'Organisation des Nations-Unies pour l'éducation, la science et la culture, lors de sa 30e session, à Paris, en octobre et novembre 1999;

CONSIDÉRANT que la Journée mondiale de la poésie a pour objectif d'encourager la lecture, la rédaction, la publication et l'enseignement de la poésie dans le monde entier et de donner une reconnaissance et une impulsion nouvelles aux mouvements poétiques nationaux, régionaux et internationaux;

CONSIDÉRANT que la Journée mondiale de la poésie est une invitation à réfléchir sur la puissance du langage et le plein épanouissement des capacités créatrices de chacun;

Il est

proposé par
appuyé par

de proclamer le 21 mars 2022, Journée mondiale de la poésie sur le territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

PROCLAMATION DE LA JOURNÉE NATIONALE DES CUISINES COLLECTIVES, LE 26 MARS 2022.

CONSIDÉRANT que depuis 1998, la Journée nationale des cuisines collectives est célébrée le 26 mars de chaque année par le Regroupement des cuisines collectives du Québec;

CONSIDÉRANT qu'il y a environ 1382 cuisines collectives réparties aux quatre coins de la province;

CONSIDÉRANT que les cuisines collectives favorisent une saine alimentation et une meilleure qualité de vie pour les personnes;

CONSIDÉRANT qu'aujourd'hui, les cuisines collectives offrent plus que de bons repas car elles permettent à ses participants de rompre leurs isolement, de se construire un réseau d'entraide, de viser l'autonomie et la prise en charge, d'acquérir des connaissances et d'expérimenter de nouveaux projets;

Il est

proposé par
appuyé par

de proclamer le 26 mars 2022, Journée nationale des cuisines collectives et exhorter les concitoyennes et concitoyens de l'arrondissement à prendre conscience que l'alimentation est un droit et son accès reflète le bien-être de la communauté.

PROCLAMATION DE LA JOURNÉE RELATIVE À L'ÉVÉNEMENT « UNE HEURE POUR LA TERRE », LE 26 MARS 2022.

CONSIDÉRANT que le 26 mars prochain, de 20 h 30 à 21 h 30, heure locale se tiendra l'événement international « Une heure pour la Terre » inauguré en 2007 à Sydney, Australie, et parrainé par le Fonds mondial pour la nature (WWF);

CONSIDÉRANT que cet événement a été créé pour sensibiliser la population à l'importance de s'engager concrètement dans la conservation de l'énergie pour lutter contre les changements climatiques, en misant sur un geste simple, comme éteindre les lumières pendant une heure;

CONSIDÉRANT que des centaines de millions de personnes dans le monde s'unissent chaque année pour soutenir le plus grand événement de l'environnement de l'histoire – Une heure pour la Terre;

Il est

proposé par
appuyé par

de confirmer la participation de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension à l'événement « Une heure pour la Terre » et d'inviter les commerces et les résidents de l'arrondissement à s'impliquer activement dans cet événement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2022/03/08
18:30

Dossier # : 1229070001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 194 000 $ au Patro Villeray, pour l'année 2022, afin de soutenir l'organisme pour ses actions en matière de sécurité urbaine autour des écoles, dans les parcs et espaces publics ciblés et approuver le projet de convention à cette fin.

d'accorder une contribution financière de 194 000 $ au Patro Villeray, pour l'année 2022, afin de soutenir l'organisme pour ses actions en matière de sécurité urbaine autour des écoles, dans les parcs et espaces publics ciblés et approuver le projet de convention à cette fin ;

1. d'approuver le projet de convention, à intervenir entre la Ville de Montréal et l'organisme, établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution financière;
2. d'autoriser madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (VSP) à signer la convention pour et au nom de la Ville;
3. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

Signé par Elsa MARSOT **Le** 2022-02-18 13:12

Signataire : Elsa MARSOT

_____

Directrice CSLDS
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229070001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 194 000 $ au Patro Villeray, pour l'année 2022, afin de soutenir l'organisme pour ses actions en matière de sécurité urbaine autour des écoles, dans les parcs et espaces publics ciblés et approuver le projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

En juin 2003, le conseil municipal adoptait les orientations et grands paramètres du Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine (TANDEM) dans les arrondissements. L'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension (VSP) a ainsi procédé à un appel de proposition en avril 2004 et a signé une convention avec le Centre de Loisirs communautaires Lajeunesse inc., le 1er mai 2004, pour mettre en œuvre le programme sur son territoire.

En 2019, le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) a amorcé une évaluation participative du Programme en vue de sa révision. Quelque 130 actrices et acteurs de la sécurité urbaine des arrondissements, des services centraux et du milieu communautaire et institutionnel ont été consultés. Grâce à ces travaux, un nouveau cadre de référence du Programme, présentant une vision renouvelée en sécurité urbaine à l'échelle de la métropole et des quartiers, ainsi que de nouvelles orientations sur l'action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine, est présentement en élaboration par le SDIS.

Parallèlement, en 2020 et 2021, les problématiques au niveau de la cohabitation sociale dans les espaces publics et la violence chez les jeunes ont augmenté de façon significative dans l'arrondissement de VSP.

Afin de prendre en charge les enjeux locaux prioritaires en sécurité urbaine qui ne sont pas déjà traités par d'autres partenaires et en attendant l'arrivée du cadre de référence du Programme d'actions citoyennes et communautaires en sécurité urbaine du SDIS, le Patro Villeray propose de concentrer davantage ses actions en 2022 sur la sécurité autour des écoles secondaires et dans les parcs et espaces publics ciblés, avec une attention particulière à la prévention de la violence chez les jeunes, par le biais d'un projet d'arrondissement en médiation urbaine.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 140007 - 1208469009 - **2 février 2021**- Accorder une contribution financière de 197 853 $ au Centre de Loisirs communautaires Lajeunesse inc., pour l'année 2021, dans le cadre du Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine (TANDEM) et approuver le projet de convention à cette fin.

CA20 14 0097 - **1207644001 - 6 avril 2020** - Accorder une contribution financière non récurrente de 197 853 $ au Centre de Loisirs communautaires Lajeunesse inc., pour l'année 2020, dans le cadre du Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine (TANDEM), et ce, à même le budget de fonctionnement de l'arrondissement et de la Ville Centre et approuver le projet de convention à cette fin.

CA19 14 0081 - 1187644021 - 2 avril 2019 - Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 197 853 $ à l'organisme le Centre de Loisirs communautaires Lajeunesse inc., pour l'année 2019, dans le cadre du Programme montréalais de soutien à l'action citoyenne en sécurité urbaine (TANDEM), et ce, à même le budget de fonctionnement de l'arrondissement et de la Ville Centre et approuver le projet de convention à cette fin

DESCRIPTION

Nom du projet : Sécurité urbaine 2022
Au cours des deux dernières années, la pandémie a exacerbé les problématiques de cohabitation sociale, surtout dans les espaces publics où se trouve une grande concentration de jeunes. Les objectifs du projet de sécurité urbaine sont donc les suivants :

- Améliorer la sécurité et le sentiment de sécurité autour des grandes écoles secondaires de l'arrondissement de VSP en période scolaire et dans certains parcs et espaces publics ciblés en période estivale;
- Assurer une cohabitation sociale plus harmonieuse dans les parcs et espaces publics en période estivale;
- Diminuer les incidents de violence commis et subis par les jeunes de 12 à 25 ans. Réduire les incivilités et les nuisances;
- Que les jeunes problématiques développent davantage des comportements pro-sociaux.

Une équipe de médiateurs urbains sera déployée à travers l'arrondissement de VSP autour des écoles secondaires, des parcs et des espaces publics ciblés. Les interventions se feront auprès des groupes de jeunes afin de faire respecter les règlements du lieu, sensibiliser les jeunes aux nuisances dont ils sont les auteurs, désamorcer les conflits avant que ceux-ci prennent de l'ampleur et interrompre la violence. Leur présence quotidienne auprès des jeunes leur permettra de créer des liens de confiance, de mettre fin à certaines incivilités (bruit, consommation, etc.) et de communiquer rapidement toutes situations jugées suspectes ou préoccupantes au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et aux partenaires appropriés.

JUSTIFICATION

Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement de VSP :

Le projet présenté s'inscrit dans la priorité de l'arrondissement de VSP 2022, soit la sécurité, notamment en contribuant à améliorer le sentiment de sécurité dans l'arrondissement de VSP

en collaboration avec les citoyennes et les citoyens. Avec la pandémie, les problématiques de vulnérabilités, d'insécurité et de cohabitation dans l'espace public se sont accentuées.

Une présence accrue d'intervenant-e-s qualifié-e-s dans certains secteurs est un besoin avéré et exprimé par les acteurs en sécurité urbaine consultés par le Ministère de la Sécurité publique (MSP) et la Ville de Montréal. Le déploiement d'une équipe de médiateurs urbains à travers l'arrondissement de VSP répond directement à ce besoin et permettra d'améliorer les services de prévention et d'agir en amont de l'intervention policière.

L'impact ultime recherché est d'assurer la quiétude des lieux et d'augmenter la sécurité ainsi que le sentiment de sécurité dans les parcs et espaces publics problématiques afin que tous les citoyens se sentent en sécurité et soient plus aptes à profiter des opportunités de leur environnement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget pour la réalisation du projet Sécurité urbaine du Patro Villeray est prévu au budget de fonctionnement de la Division des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de VSP.

Provenance des fonds	2020	2021	2022
Service de la diversité et de l'inclusion sociale	3 853 $	3 853 $	à confirmer
Arrondissement de VSP	194 000 $	194 000 $	194 000 $
Total	197 853 $	197 853 $	194 000 $

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit :

Priorité 9. Le dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit de consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures répartis équitablement sur le territoire de l'arrondissement.

Priorité 18. Le dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit d'assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire.

Priorité 19. Le dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Avec le confinement et la fermeture des ressources, les parcs et les espaces publics sont devenus les lieux privilégiés pour se divertir, prendre de l'air, se ressourcer et bouger pour l'ensemble des citoyennes et des citoyens. Le sentiment d'insécurité que peut vivre la population en général face aux incivilités commises par les jeunes dans certains lieux peut grandement limiter la fréquentation des parcs et espaces publics.

En réduisant la violence et les incivilités, une cohabitation sociale plus harmonieuse pourra se vivre dans nos secteurs plus problématiques. En assurant une quiétude des lieux, la

population en général bénéficiera des bienfaits que peut apporter la fréquentation d'un parc ou d'un espace public.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation de crise en cours, il est difficile de confirmer si ce projet aura besoin d'ajustements ou d'adaptations. Si la situation perdure, la Ville et l'Organisme devront convenir des besoins d'ajustements ou d'adaptations requis.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication publique, Annexe 2 de la convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le projet fera l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement de VSP. Un rapport final est requis, au plus tard, le mois suivant la date de fin du projet. L'organisme s'engage à remplir sur la plateforme Gestion et suivi des subventions (GSS) le rapport final à la date prévue à cet effet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Wail DIDI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie GRÉGOIRE
Conseillère en développement communautaire

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-17

Jean-Marc LABELLE
Chef de division SLDS - Développement et expertise

Tél : 514-868-3448
Télécop. :

Tél : 514-872-3443
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1229070001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder une contribution financière de 194 000 $ au Patro Villeray, pour l'année 2022, afin de soutenir l'organisme pour ses actions en matière de sécurité urbaine autour des écoles, dans les parcs et espaces publics ciblés et approuver le projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds_1229070001.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Agent de gestion des ressources financières et matérielles
Tél : n/a

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-18

Steve THELLEND
Chef de division

Tél : 514 346-6255
Division : Division des ressources financières et matérielles

« Accorder une contribution financière de 194 000 $ au Patro Villeray, pour l'année 2022, afin de soutenir l'organisme pour ses actions en matière de sécurité urbaine autour des écoles, dans les parcs et espaces publics ciblés et approuver le projet de convention à cette fin.»

Informations financières

1er versement	174 000 $	Dans les 30 jours de la signature de la convention
2 e versement	19 400 $	Au plus tard le 31 décembre 2022
Total	**194 000 $**	

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

Les fonds nécessaires pour donner suite à cette dépense seront disponibles au compte d'imputation dans le budget de fonctionnement de l'arrondissement.

Imputation

VSM - Expertise - Événements publics. Contribution à d'autres organismes	
2440.0010000.306442.02801.61900.000000.0000.000000.000000.00000.00000	194 000 $



Convention-1229070001-Patro-mediation-urbaine-2022.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au 405, avenue Ogilvy, Montréal (Québec) H3N 1M3, agissant et représentée par madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (CSLDS), dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (L.Q. 2000, c.56, annexe C, a.17);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **Patro Villeray, Centre de loisirs et d'entraide**, personne morale (régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*), dont l'adresse principale est le 7355 avenue Christophe-Colomb, Montréal(Québec) H2R2S5, agissant et représentée par Monsieur Daniel Côté, Directeur dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : S/O
Numéro d'inscription TVQ : S/O
Numéro d'organisme de charité: 1176114651

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de créer un milieu de vie axé sur le développement personnel et collectif par le loisir, l'entraide et l'action communautaire, en interaction constante avec la collectivité;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du budget de fonctionnement de l'arrondissement pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;
;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

I

2.3 « Projet » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : le Directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et

assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme , la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent quatre-vingt-quatorze mille dollars (194 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de cent soixante-quatorze mille six cents dollars (174 600 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de dix-neuf mille quatre cents dollars (19 400 $), au plus tard , le 31 décembre 2022,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il

s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard , le 31 décembre 2022.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 7355 avenue Christophe-Colomb , Montréal (Québec) , H2R2S5 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, !'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile .

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, Montréal (Québec) H3N 1M3, bureau 200, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne

forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2022

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Madame Elsa Marsot, directrice

Le .....e jour de 2022

PATRO VILLERAY

Par : _____
Monsieur Daniel Côté directeur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension de la Ville de Montréal, le ___e jour de _____ 2022. (Résolution CA21 14 _____).

ANNEXE 1
PROJET

Ci-joint, la demande de contribution financière de l'Organisme.

#6698 - Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension_Sécurité urbaine 2022 - Demande de soutien financier (envoyée le 11 février 2022 à 06:04)

Nom de l'organisme	Mission
Patro Villeray, centre de loisirs et d'entraide	La mission du Patro Villeray est de créer un milieu de vie axé sur le développement individuel et collectif par l'action communautaire, dans les domaines du loisir et de l'entraide et de la sécurité urbaine, en interaction constante avec la collectivité. L'action du Patro Villeray vise notamment à favoriser de saines habitudes de vie, à offrir le minimum essentiel aux plus vulnérables, à soutenir la réussite des jeunes, à briser l'isolement, à prévenir la criminalité et à favoriser une cohabitation harmonieuse.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension_Sécurité urbaine 2022 (Autre)

Informations générales

Nom du projet: Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension_Sécurité urbaine 2022

Numéro de projet GSS: 6698

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: DANIEL
Nom: CÔTÉ
Fonction: Directeur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 273-8535
Numéro de télécopieur:
Courriel: dcote@patrovilleray.ca

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: DANIEL
Nom: CÔTÉ
Fonction: Directeur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	**Date de fin**
Prévue	2022-01-01	2022-12-31

Date limite de réception du rapport final
2023-01-31

Résumé du projet

Depuis plusieurs années, on observe une augmentation de la gravité et de la fréquence de la criminalité et de la violence à Montréal, et l'arrondissement VSP est l'un des plus touchés.

Une glorification de la violence s'observe chez les jeunes, les armes à feu sont banalisées et il est de plus en plus simple de s'en procurer sur Internet. Les jeunes cumulant les facteurs de risque comme l'absence de modèles positifs, l'exclusion sociale ou de faibles habiletés sociales sont particulièrement à risque de commettre ou de subir des actes de violence.

Cette culture de la violence et la prolifération des armes ont des conséquences dramatiques. Dans l'arrondissement, des jeunes ont ainsi perdu la vie cette dernière année lors d'événements violents et plusieurs incidents impliquant des armes ont été répertoriés. Le sentiment de sécurité des résidents est considérablement détérioré par cette escalade de violence. Le meurtre du jeune Thomas en novembre dernier a particulièrement choqué.

Certains espaces publics comme les alentours des écoles secondaires et les parcs sont particulièrement problématiques, notamment les abords des écoles J.-F.-Perrault, L.-J.-Papineau, L.-Pagé et G.-Vanier et les parcs situés dans ces zones. Aux beaux jours, plusieurs autres parcs de l'arrondissement sont concernés, notamment les parcs Champdoré, R.-Goupil, Tillemont et Howard, pour n'en nommer que quelques uns.

Face à des situations similaires, certaines approches ont fait leurs preuves, comme les Violence Interrupters à Chicago. Le service de médiation urbaine du Patro Villeray s'appuie sur ces modèles. Les médiateurs et médiatrices recrutés sont issus des mêmes quartiers que les jeunes les plus à risque et connaissent les réalités auxquelles ils sont confrontés. Ainsi, ils sont considérés comme légitimes aux yeux des jeunes en étant des modèles positifs et en présentant eux-mêmes des parcours de réussite alternatifs à la délinquance.

En 2022, les médiateurs et médiatrices assureront une présence quotidienne dans les lieux ciblés des trois quartiers de l'arrondissement (voir informations complémentaires), en équipes de deux, et interviendront auprès des jeunes problématiques pour les sensibiliser, leur faire respecter les règlements, désamorcer les conflits et, au besoin, les diriger vers des accompagnements individualisés. En améliorant la sécurité dans les lieux ciblés, ils augmenteront le sentiment de sécurité et favoriseront une cohabitation sociale plus harmonieuse.

Avant de débuter leurs tournées, les médiateurs et médiatrices du Patro Villeray recevront plusieurs formations (techniques d'intervention, approche différenciée selon les sexes, etc.). De plus, les acteurs du milieu leur seront présentés (PDQ, direction d'école, GRÉ de la Grande Porte, Pact de rue), pour augmenter l'efficacité du continuum de services en prévention de la violence.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Une amélioration de la sécurité et du sentiment de sécurité autour des écoles secondaires, des parcs et des espaces publics ciblés

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)

Une diminution des incidents de violence commis et subis par les jeunes de 12 à 25 ans autour des grandes écoles secondaires de l'arrondissement pendant la période scolaire

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)

Les médiateurs assurent une présence régulière autour des grandes écoles secondaires à l'heure du dîner et après les classes en période scolaire

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par jour					

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)

Les médiateurs interviennent directement auprès des groupes de jeunes problématiques pour éviter les méfaits, désamorcer les conflits et interrompre la violence

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par jour					

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)

Les médiateurs rappellent les lois et règlements aux jeunes, les sensibilisent aux nuisances dont ils sont les auteurs, les dispersent quand ils occupent des espaces privés, etc.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par jour					

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Une cohabitation plus harmonieuse dans les parcs et espaces publics ciblés pendant la période estivale, par une diminution des incivilités et des nuisances occasionnées par les jeunes

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Les médiateurs assurent une présence régulière des médiateurs dans les parcs et espaces publics ciblés en journée, en soirée et les fins de semaine en période estivale (voir infos complémentaires)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par jour	200				

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Les médiateurs interviennent directement pour éviter les méfaits, désamorcer les conflits et interrompre la violence

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par jour	5				

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Les médiateurs rappellent les lois et règlements aux jeunes, les sensibilisent aux nuisances dont ils sont les auteurs, les dispersent quand ils occupent des espaces privés, etc.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par jour	500				

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Une augmentation des facteurs de protection des jeunes à risque (relations positives avec les pairs, capacité de résolution des conflits, santé physique, estime de soi, succès scolaires)

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Développement de comportements prosociaux chez les jeunes, et notamment les plus problématiques

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Les médiateurs agissent comme des modèles positifs, qui valorisent la persévérance scolaire, l'activité physique, l'esprit critique, et la participation citoyenne

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par jour	5				

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Les médiateurs outillent les jeunes à la résolution pacifique des conflits

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par jour	10				

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Les médiateurs ciblent les individus qui ont besoin de soutien individualisé (ex. soutien psychosocial) et font le lien avec les ressources pertinentes (ex. GRÉ de La Grande Porte)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Écoles secondaires et parcs de l'arrondissement

Priorités d'intervention

- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Autre**: Vivre-ensemble
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Autre**: Intégration

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	500	250	50	800

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adolescents (12 – 17 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Personnes à faible revenu
- Minorités ethniques
- Jeunes à risque

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Tout d'abord, une attention particulière sera portée à la mixité des recrutements. Ensuite, des formations spécifiques seront dispensées pour favoriser la compréhension des enjeux en prévention de la criminalité propres aux garçons, aux filles et aux jeunes de genre diversifié, ainsi que l'impact des stéréotypes et des discriminations systémiques dans la vie des personnes. Les interventions seront menées en considérant la perspective intersectorielle. Ainsi, les vulnérabilités vécues par les jeunes et les identités qu'ils et elles peuvent avoir feront l'objet d'analyses particulières. Les interactions et les interrelations entre ces diverses vulnérabilités et identités permettront de déployer des interventions réellement adaptées aux jeunes et à leurs vécus.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Gouvernement du Canada
Précision: Emplois d'été Canada

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	15 960,00 $	Non

Nom de la personne ressource: Laurence Duran
Adresse courriel: justin.trudeau.c1b@parl.gc.ca
Numéro de téléphone: (514) 277-6020
Adresse postale: 1100, Crémazie Est Bureau 220
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2P 2X2

Nom du partenaire: Autofinancement
Précision:

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	54 641,00 $	Oui

Nom de la personne ressource: DANIEL CÔTÉ
Adresse courriel: mcmartineau@patrovilleray.ca
Numéro de téléphone: (514) 273-8535
Adresse postale:
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2R 2S5

Nom du partenaire: Arrondissement / Ville liée
Précision: Violence commise et subie chez les jeunes

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	48 737,76 $	Non

Nom de la personne ressource: Julie Grégoire
Adresse courriel: julie.gregoire@montreal.ca
Numéro de téléphone: (514) 515-4243
Adresse postale: 405, avenue Ogilvy, bureau 200
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3N 1M3

Nom du partenaire: Ville de Montréal
Précision: Sécurité urbaine

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	3 800,00 $	Non

Nom de la personne ressource: Julie Grégoire
Adresse courriel: julie.gregoire@montreal.ca
Numéro de téléphone: (514) 515-4243
Adresse postale: 405, avenue Ogilvy, bureau 200
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3N 1M3

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	24,66 $	35,00	164,15 $	52	1	53 417,00 $
Assistant(e) coordonnateur(trice)	20,36 $	35,00	135,45 $	52	2	88 197,20 $
Médiateur(trice)	19,38 $	35,00	128,80 $	52	3	125 907,60 $
Directeur(trice)	35,00 $	8,00	77,00 $	52	1	18 564,00 $
Autre poste : veuillez l'identifier Responsable financement	23,00 $	8,00	40,48 $	52	1	11 672,96 $
Total						**297 758,76 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Autre: Budget d'arrondissement	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	**54 641,00 $**	**68 497,76 $**	

Budget pour le personnel lié au projet				**Total**	**Frais liés au personnel du projet**
Coordonnateur(trice)	26 096,50 $	27 320,50 $	0,00 $	**53 417,00 $**	53 417,0

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)		
	Autre: Budget d'arrondissement	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»		
	0,00 $	**54 641,00 $**	**68 497,76 $**		
Assistant(e) coordonnateur(trice)	60 876,70 $	27 320,50 $	0,00 $	**88 197,20 $**	88 197,20 $
Médiateur(trice)	61 209,84 $	0,00 $	64 697,76 $	**125 907,60 $**	125 907,60 $
Directeur(trice)	14 764,00 $	0,00 $	3 800,00 $	**18 564,00 $**	18 564,00 $
Autre poste : veuillez l'identifier Responsable financement	11 672,96 $	0,00 $	0,00 $	**11 672,96 $**	11 672,96 $
Total	**174 620,00 $**	**54 641,00 $**	**68 497,76 $**	**297 758,76 $**	**297 758,76 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	3 420,00 $	0,00 $	0,00 $	**3 420,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Photocopies, publicité	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Déplacements	470,00 $	0,00 $	0,00 $	**470,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Autres	400,00 $	0,00 $	0,00 $	**400,00 $**
Total	**4 290,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**4 290,00 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**1,35 %**			
Frais administratifs	**15 090,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**15 090,00 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**4,76 %**			
Total	**194 000,00 $**	**54 641,00 $**	**68 497,76 $**	**317 138,76 $**
Montants non dépensés	**—**	**0,00 $**	**0,00 $**	**—**

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

Le budget présenté ici correspond aux ressources minimales nécessaires pour recruter une équipe de médiation urbain active toute l'année, 5 jours par semaine. Cependant, tous les acteurs du milieu savent que les besoins sont plus larges.

Voici le détail des besoins exprimés par l'arrondissement Villeray – St-Michel – Parc-Extension et confirmés par le coordonnateur de la médiation urbaine pour le Patro Villeray :

- Période 1 : janvier, février, mars, avril, novembre et décembre.

Les besoins se concentrent autour des écoles secondaires, et notamment autour de l'heure du dîner et l'heure de la sortie des classes. L'équipe de médiation urbaine est idéalement en service du lundi au vendredi, de 11h à 18h.

- Période 2 : de mai à mi-juin, puis septembre et octobre.

En plus des besoins autour des écoles secondaires aux horaires scolaires, les beaux jours augmentent l'occupation des parcs et espaces publics. L'équipe de médiation urbaine est idéalement présente du lundi au vendredi de 11h à 22h, et la fin de semaine de 14h à 22h.

- Période 3 : de mi-juin à fin-août.

L'école s'arrête, et les besoins se concentrent dans les parcs et espaces publics. L'équipe de médiation urbaine est idéalement présente tous les jours de la semaine, de 14h à 22h.

Une offre de service à la hauteur des besoins réels représenterait un budget d'opération supérieur de 150 000 $ à celui présenté ici.

L'objectif du Patro Villeray étant de mettre en place une équipe de médiation urbaine à la hauteur des besoins, la recherche de financements complémentaires fait partie des mandats de la direction générale et de la responsable du financement du Patro Villeray.

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

—

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

—

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
Résolution Arr VSP - Daniel Côté.docx	*Non applicable*

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-20220207-051932.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

ANNEXE 2

Pour mieux identifier visuellement

les partenaires de l'arrondissement – Catégorie A

En partenariat avec

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Mars 2019

Approbation obligatoire

L'apposition du logo de l'arrondissement sur un outil produit par l'organisme doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'arrondissement. Son application graphique doit être approuvée par l'arrondissement VSP : par l'intermédiaire d'un représentant municipal autorisé ou d'un chargé de communication. **Vous devez lui envoyer par courriel l'épreuve dans un délai d'au moins dix jours ouvrables avant l'impression, la mise en ligne ou la publication du document.**

Au moment de la validation de l'apposition du logo, la Division des communications peut demander que des corrections soient apportées au document si des erreurs de français sont notées. Toutefois, cette division n'est pas responsable du contenu et ne fera pas de révision approfondie du document. L'organisme a la responsabilité de s'assurer que ses documents sont écrits dans un français correct.

Afin d'offrir une grande variété d'activités et de services à ses citoyens, l'arrondissement VSP développe des partenariats avec des organismes dans la réalisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs et de développement social et économique. Le soutien offert peut être financier, professionnel, technique, immobilier ou matériel.

Un organisme à but non lucratif, auquel l'arrondissement offre des services à titre de commanditaire, que ce soit en argent ou en services, a des obligations de communications et de visibilité à respecter. En échange et selon le type de collaboration, l'arrondissement peut diffuser les activités soutenues.

Vous trouverez dans ce document les obligations et engagements du partenaire et de l'arrondissement. Dans un deuxième temps, vous trouverez le guide du logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** qui doit être apposé sur tous les documents publicitaires et promotionnels reliés au projet ou à l'événement auquel l'arrondissement est associé.

1. L'identification du partenariat

Lorsque l'organisme partenaire reçoit du soutien de l'arrondissement, il doit :

- Assurer toutes les communications reliées au projet. Ne pas publiciser le projet via les commentaires sur les pages de médias sociaux de l'arrondissement.
- Mentionner dans ses communications publiques que l'arrondissement est partenaire de l'activité.
- Associer l'arrondissement aux activités de lancement ou de presse, au minimum 10 jours ouvrables avant la tenue de ces activités, par le fait même, informer l'arrondissement.
- Apposer le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** sur ses outils de communications produits (affiches, dépliant, brochure, publicité, stand, site Internet, etc.) et s'assurer que les paramètres régissant l'utilisation du logo soient respectés.

De son côté, l'arrondissement peut aider à la diffusion des activités de ses partenaires par :

- des mentions dans son site internet (15 000 visiteurs uniques /mois) : page activités;
- une brève dans son infolettre hebdomadaire (2 300 abonnés);
- une publication sur sa page Facebook (9 000 abonnés);
- la diffusion de documents relatifs au projet du partenaire dans les installations de l'arrondissement (ex. : feuillet, affiche 18 x 24 po max) en autant que les paramètres régissant l'utilisation du logo sont respectés sur les documents diffusés;
- un événement de presse et communiqué (sous certaines conditions).

2. L'utilisation du logo

Le matériel de communication et de promotion

Le logo **En partenariat avec Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension** doit être apposé sur tous les documents produits par les organismes qui font la promotion de services, d'activités, d'événements et de tout autre projet reliés à une entente de partenariat avec l'arrondissement. Aucun changement dans le choix de typographie, de couleur et de grosseur de lettrage, ni

aucun déplacement des éléments ne sont acceptés. Tous les mots ainsi que la rosace font partie de la signature et ne peuvent pas être enlevés, déplacés ou utilisés séparément.

Par *document*, il est entendu :	
tout document produit sur support imprimé tel que :	tout document produit sur support électronique tel que :
programmation dépliant annonce dans le journal carton d'invitation affiche bannière objet promotionnel communiqué de presse	site web page de médias sociaux publicité électronique programmation invitation ou information publique envoyée par courriel

Des normes claires et simplifiées

L'arrondissement a défini des normes claires, simplifiées et cohérentes concernant l'utilisation de son identité visuelle. La signature partenaire répond aux mêmes normes relatives aux couleurs et à l'espace vital que le logo standard de l'arrondissement.

Il y a trois adaptations possible du cette signature, soit :

1. En couleur Texte toujours en noir et rosace en rouge Pantone 032

Cette application doit être utilisée sur tout document produit en couleur, ou en noir et rouge, lorsque le fond est assez clair pour offrir un contraste suffisant.



2. En noir Texte et rosace en noir

Cette application doit être utilisée sur les documents en noir et blanc ainsi que sur les documents en noir avec une couleur additionnelle autre que le rouge. Elle peut aussi servir exceptionnellement sur un fond de couleur claire lorsque cette couleur n'offre pas assez de contraste avec la version renversée.



3. En renversé blanc Texte et rosace en blanc

Cette application doit être utilisée pour tous les fonds de couleur foncée ainsi que sur les photos ou les illustrations déjà chargées. Elle doit, bien sûr, être placée sur un fond qui offre un contraste suffisant.



L’espace vital

Un espace vital doit être respecté autour de la signature pour que celle-ci puisse se distinguer des éléments avoisinants. L’espace à respecter correspond à ½ de la hauteur de la rosace, tel que le démontre l’exemple suivant :



Le positionnement du logo de l'arrondissement

La signature graphique de l’organisme partenaire doit toujours être placée au bas du document. S’il s’agit d’un document de plusieurs pages, elle doit être placée sur la page couverture.

Étant donné le partenariat qui unit l’organisme et l’arrondissement, la signature de l’organisme et celle de l’arrondissement sont toujours placées à dimension égale et côte à côte, au bas du recto du document.

Le logo de l’arrondissement doit toujours être à droite et celui de l’organisme, toujours à gauche, au bas du recto du document. Par exemple :





La dimension minimale

La dimension minimale de la signature partenaire de l'arrondissement doit correspondre à une largeur de 2,5 cm (1 pouce). Ce format est accepté sur les petits documents.
Naturellement, sur les documents plus grands, la signature doit être de format proportionnel à la dimension totale du document.

Petit format

L'exemple suivant représente la grandeur minimale à respecter.



Format moyen

Pour utilisation sur un document de format inférieur à 9 po sur 12 po.



Grand format

Pour utilisation sur un document de format supérieur à 9 po sur 12 po.

En partenariat avec



2,5 pouces

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1229070001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder une contribution financière de 194 000 $ au Patro Villeray, pour l'année 2022, afin de soutenir l'organisme pour ses actions en matière de sécurité urbaine autour des écoles, dans les parcs et espaces publics ciblés et approuver le projet de convention à cette fin.



gdd_grille_analyse_montreal_2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie GRÉGOIRE
Conseillère en développement communautaire

Tél : 514-868-3448
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1229070001
Unité administrative responsable : Division SLDS—Développement social et expertise
Direction de CSLDS
Arrondissement de VSP
Projet : Médiation urbaine 2022

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 9. Le dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit de consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures répartis équitablement sur le territoire de l'arrondissement.

Priorité 18. Le dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit d'assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire.

Priorité 19. Le dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 9 : Les principaux résultats attendus pour répondre à la priorité 9 de Montréal 2030, soit de consolider un filet social fort et de favoriser le lien social, sont la diminution des nuisances et des incivilités, l'amélioration de la cohabitation sociale et la consolidation du continuum de services pour les jeunes à risque.

Priorité 18. Les principaux résultats attendus pour répondre à la priorité 18 de Montréal 2030, soit d'assurer la protection et le respect des droits humains, sont d'augmenter la sécurité et le sentiment de sécurité ce qui incitent généralement les jeunes et la population en général à participer davantage à la vie citoyenne, à fréquenter plus souvent les espaces publics et à jouir des services à leur disposition.

Priorité 19. Les principaux résultats attendus pour répondre à la priorité 19 de Montréal 2030, soit d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins, sont la création de liens significatifs avec des modèles positifs dans le milieu de vie des jeunes à risque, l'augmentation des facteurs de protection des jeunes vulnérables et la réduction de la violence.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2022/03/08
18:30

Dossier # : 1220465001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat à Williams Scotsman du Canada, plus bas soumissionnaire conforme, pour la location de 5 roulottes de chantier dans le cadre du projet de rénovation et mise aux normes du garage d'entretien de Saint-Michel, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 161 881,35 $, taxes incluses, imputé à la Ville-centre, pour une période de 14 mois avec deux options de renouvellement de 6 mois chacune, et ce, conditionnellement à l'autorisation de la dépense totale par le comité exécutif – Appel d'offres public 22-19129 (2 soumissionnaires).

Il est recommandé au conseil d'arrondissement :

1. d'octroyer un contrat à Williams Scotsman du Canada, plus bas soumissionnaire conforme, pour la location de cinq (5) roulottes de chantier dans le cadre du projet de rénovation et mise aux normes du garage d'entretien de Saint-Michel, aux prix de sa soumission, soit au montant de 161 881,35 $, taxes incluses, imputé à la Ville-centre, pour une période de quatorze (14) mois avec deux options de renouvellement de six (6) mois chacune, conformément à l'appel d'offres public 22-19129 (2 soumissionnaires), et ce, conditionnellement à l'autorisation de la dépense totale de 161 881,35 $, taxes incluses, par le comité exécutif;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville-centre.

Il est recommandé au comité exécutif :

1. d'autoriser la dépense et le virement de crédits de 161 881,35 $, taxes incluses, provenant du programme des cours de services du Service de la gestion et de la planification immobilière, pour ce contrat de location de cinq (5) roulottes de chantier dans le cadre du projet de rénovation et mise aux normes du garage d'entretien de Saint-Michel - Appel d'offres public 22-19129.

Signé par	Nathalie VAILLANCOURT	**Le**	2022-02-25 19:51

Signataire : Nathalie VAILLANCOURT

_____

Directrice d'arrondissement
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1220465001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat à Williams Scotsman du Canada, plus bas soumissionnaire conforme, pour la location de 5 roulottes de chantier dans le cadre du projet de rénovation et mise aux normes du garage d'entretien de Saint-Michel, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 161 881,35 $, taxes incluses, imputé à la Ville-centre, pour une période de 14 mois avec deux options de renouvellement de 6 mois chacune, et ce, conditionnellement à l'autorisation de la dépense totale par le comité exécutif – Appel d'offres public 22-19129 (2 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du projet de rénovation et de mise aux normes du garage d'entretien de Saint-Michel dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, des employés de la division voirie et parcs ont dû quitter les locaux du garage de Saint-Michel à l'été 2021, avant le début des travaux et sont depuis relocalisés temporairement dans des roulottes de chantier en location. Plusieurs facteurs ont retardé le début des travaux de rénovation et de mise aux normes du garage Saint-Michel. Les travaux ont débuté le 17 février 2022. Le contrat de location initial des roulottes d'une durée de 8 mois vient à échéance le 31 mars 2022. Afin de pouvoir loger les employés déplacés pour une nouvelle période de quatorze mois, un appel d'offres public pour la location de roulottes a été lancé le 31 janvier 2022.
Le présent sommaire a pour but l'octroi d'un contrat de location de 5 roulottes de chantier pour une période de quatorze (14) mois, du 1er avril 2022 au 31 mai 2023, à laquelle s'ajoute deux options de renouvellement de six (6) mois chacune.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

D1218462001 - 2218462001 - 2 juin 2021 : Octroyer un contrat à William Scotsman of Canada Inc pour la location de cinq (5) roulottes de chantiers dans le cadre du projet de rénovation et mise aux normes du garage d'entretien Saint-Michel, au montant de 92 094,98 $, taxes incluses – Contrat de gré à gré attribué selon la règle de rotation en vertu du Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038) (IMM-21-06)

DESCRIPTION

L'objet du présent dossier vise à accorder un contrat à Williams Scotsman du Canada, plus bas soumissionnaire conforme, pour la location de quatre (4) roulottes (12'x64') et une roulotte sanitaire (12'x40') afin de prolonger la relocalisation temporaire des employés de la

voirie qui occupent normalement le garage d'entretien de Saint-Michel, pour une durée de quatorze (14) mois, pour un montant maximal de 161 881,35 $, toutes taxes comprises. La location comprend les équipements suivants :

- 1 roulotte (12'x64') vestiaire équipée d'un balcon avec auvent, de 80 casiers et 6 bancs, d'un ensemble grillages de sécurité et un mur intérieur pour séparer hommes et femmes;
- 1 roulotte (12'x64') bureau équipée d'un balcon avec auvent, de deux ensembles bureau, d'un ensemble conférence et d'un ensemble grillages de sécurité;
- 2 roulottes (12'x64') salle à mangé équipées d'un balcon avec auvent, d'un ensemble salle à repas, d'un ensemble café et d'un ensemble grillages de sécurité;
- 1 roulotte (12'x40') sanitaire équipée d'un balcon avec auvent, de toilettes, lavabos, réservoir extérieur pour les eaux usées et séparation hommes et femmes.
- La construction de deux corridors isolés reliant certaines roulottes, tel qu'indiqué au devis.

Le montant de la soumission inclus les frais de transport aller et retour et les frais d'installation et de démontage.

JUSTIFICATION

Afin de procéder à la location des 5 roulottes de chantier dans le cadre du projet de rénovation et de mise aux normes du garage d'entretien de Saint-Michel, le Service de l'approvisionnement a procédé au lancement d'un appel d'offres public dans le système électronique d'appel d'offres SEAO le 31 janvier 2022. Trois (3) entreprises ont commandé les documents d'appel d'offres et deux (2) entreprises ont déposé des soumissions, soit 67 %. Un addenda a été émis durant la période d'appel d'offres afin d'apporter une modification à la durée de validité des soumissions. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 17 février 2022 à 13 h 30. Le bordereau de prix est joint au présent sommaire.

RÉSULTATS DE SOUMISSION		*(taxes incluses)*
FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES		**TOTAL**
1	Williams Scotsman du Canada	161 881,35$
2	SMS Dion inc.	334 002,38$
Estimation professionnelle par le consultant		188 168,09$
Coût moyen des soumissions reçues **Écart entre la moyenne et la plus basse conforme** *((Coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / plus basse) x 100*		**247 941,87$** **86 060,52$** **53%**
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme *((La plus haute conforme – plus basse conforme) / la plus basse) x 100*		**172 121,03$** **106%**
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation *((La plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*		**-26 286,74$** **-14%**
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse *((La deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*		**172 121,03$** **106%**

Étant donné que le prix soumis par le plus bas soumissionnaire conforme respecte la conformité de l'appel d'offres public, il est recommandé d'octroyer le contrat à l'entreprise Williams Scotsman du Canada pour la location de 5 roulottes de chantier pour un montant total maximal de **161 881,35 $** toutes taxes incluses.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le financement du contrat est assumé à 100 % par le Service de la gestion et de la planification immobilières concernant le projet de la relocalisation temporaire des équipes de la voirie due aux travaux majeurs du garage de Saint-Michel.
Un montant de 140 797,00 $ avant taxes, soit 147 819,25 $ net de ristournes de taxes et 161 881,35 $ taxes incluses sera assumé par le Service de la gestion et de la planification immobilière et financé par le règlement d'emprunt de compétence locale # 21-046 (Ville-centre);

Les prévisions de décaissements sont de 64% pour 2022 et 36% pour 2023.

Voir l'intervention financière pour les imputations budgétaires.

MONTRÉAL 2030

Plan stratégique Montréal 2030
Dans le cadre du plan stratégique Montréal 2030, ce dossier complet de travaux et de services professionnels au garage de Saint-Michel répond aux priorités suivantes :

Priorité 1 : le dossier complet vise à réduire les émissions de GES notamment par l'enlèvement du réservoir à essence, par la réhabilitation environnementale du site et par le système de captation à la source des gaz d'échappement;

Priorité 19 : les travaux et les services professionnels de surveillance sont indispensables pour assurer la sécurité des employés et leur permettre de servir les citoyens.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Garage d'entretien de Saint-Michel est utilisé par la Division de la voirie de l'arrondissement et par les équipes du Service du matériel roulant et des ateliers. Des expertises en structure réalisées sur le bâtiment ont révélé des désordres majeurs au niveau de la structure. Bien que des travaux de consolidation ponctuels aient été réalisés par le passé, il n'en demeure pas moins que des interventions majeures sont nécessaires pour corriger tous les différents désordres et non-conformités, ainsi que prolonger la durée de vie du bâtiment. À cet effet, un contrat a été octroyé à Axe construction inc. pour l'exécution des travaux de mise à niveau du garage d'entretien de Saint-Michel le 5 octobre 2021 par la résolution CA21 14 0290 de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et par la résolution CE21 1838 du comité exécutif du 20 octobre 2021.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les travaux d'installation et de démontage des roulottes de chantier seront réalisés en tenant compte des mesures sanitaires à respecter.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Autorisation de la dépense par le comité exécutif : mars 2022
Début de la location : avril 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la

conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Marc-André DESHAIES)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

François BUTEAU, Service de la gestion et de la planification immobilière
David MC DUFF, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

David MC DUFF, 23 février 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain FISET
Chef d'équipe - Gestion immobilière

Tél : 438-870-4393
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-18

Alain FISET
Chef d'équipe - Gestion immobilière

Tél : 438-870-4393
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Annette DUPRÉ
directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Tél : 514-872-1415
Approuvé le : 2022-02-23

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1220465001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Octroyer un contrat à Williams Scotsman du Canada, plus bas soumissionnaire conforme, pour la location de 5 roulottes de chantier dans le cadre du projet de rénovation et mise aux normes du garage d'entretien de Saint-Michel, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 161 881,35 $, taxes incluses, imputé à la Ville-centre, pour une période de 14 mois avec deux options de renouvellement de 6 mois chacune, et ce, conditionnellement à l'autorisation de la dépense totale par le comité exécutif – Appel d'offres public 22-19129 (2 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1220465001 - Garage St-Michel - Locations roulottes.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-24

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0549
Division : Service des finances - Point de service HDV

NO GDD : 1220465001

Taux taxes: 1.0951303727

No d'engagement: CC20465001

		Dépenses taxes incluses	*Crédits*	*Crédits arrondis au $ supérieur*
Provenance - Protection et développement durable d'immeubles (information pour les finances uniquement)				
21-046	*6101.7721046.803403.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000*	*161,881.35 $*	*147,819.25 $*	*147,820 $*

Imputations à des fins de bon de commande

contribution	6101.7721046.801650.03107.55290.000000.0000.190337.000000.21025.00000	161,881.35 $	147,819.25 $	147,820 $

Information budgétaire

Projet : 66190 - Programme des cours de services
Sous-Projet INVESTI: 2266190-002 - 0626 - Garage Saint-Michel - Location de roulottes de chantier
Sous-Projet SIMON: 190337
Requérant: SGPI / Exécutant: VSMPE

	2022	2023	2024	Ultérieur	Total
Brut	95	53	0	0	148

Les crédits seront versés à l'arrondissement lors de la résolution de ce dossier ainsi qu'avec l'accord du comité exécutif.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1220465001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Octroyer un contrat à Williams Scotsman du Canada, plus bas soumissionnaire conforme, pour la location de 5 roulottes de chantier dans le cadre du projet de rénovation et mise aux normes du garage d'entretien de Saint-Michel, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 161 881,35 $, taxes incluses, imputé à la Ville-centre, pour une période de 14 mois avec deux options de renouvellement de 6 mois chacune, et ce, conditionnellement à l'autorisation de la dépense totale par le comité exécutif – Appel d'offres public 22-19129 (2 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

22-19129_Intervention.pdf 22-19129_TCP_V2.pdf 22-19129 PV.pdf 22-19129_DetCah.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marc-André DESHAIES
Agent d'approvisionnement 2
Tél : 514-872-6850

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-24

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514-217-3536
Division : Acquisition

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP22 0078

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue dans les bureaux du Service du greffe, le **jeudi 17 février 2022 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Valérie Morin, analyste juridique – Service du greffe
M. Simon Bélanger-Gagnon, agent de bureau principal – Service du greffe
M. Abdenour Touabi, agent de bureau – Service du greffe

APPEL D'OFFRES 22-19129

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Service de location de roulottes de chantier pour l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension » sont ouvertes par l'agent de bureau principal du service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

Soumissionnaires	**Prix**
WILLIAMS SCOTSMAN OF CANADA, INC.	161 881,35 $
SMS – DION INC.	334 002,38 $

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 31 janvier 2022 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/vm

Vér. 1
S.A. 1

Valérie Morin
Analyste juridique – Service du greffe

Simon Bélanger-Gagnon
Agent de bureau principal – Service du greffe

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 22-19129 — No du GDD : 1220465001

Titre de l'appel d'offres : Service de location de roulottes de chantier pour l'arrondissement Villeray - St-Michel - Parc-Extension

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 31 - 1 - 2022

Ouverture originalement prévue le : 17 - 2 - 2022

Ouverture faite le : 17 - 2 - 2022

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 4 - 2 - 2022

Délai total accordé aux soumissionnaires : 17 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 3

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 66,67

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 45 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 3 - 4 - 2022

Date d'échéance révisée : 3 - 4 - 2022

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Williams Scotsman du Canada inc.	161 881,35 $	√	1
SMS Dion inc.	334 002,38 $		1

Information additionnelle

Il y a eu un désistement, la firme n'est pas en mesure de garantir la disponibilité

Préparé par : Marc-André Deshaies — Le 24 - 2 - 2022

Numéro de l'appel d'offres : 22-19129
Titre : Service de location de roulottes de chantier pour l'arrondissement Villeray - St-Michel - Parc-Extension
Date d'ouverture des soumissions : 17 février 2022

Article		Quantité	Williams Scotsman du Canada inc.		SMS Dion inc.	
			Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total
1.1	ROULOTTE 1 Bureau	14	1 654,00 $	23 156,00 $	2 000,00 $	28 000,00 $
1.2	Frais de livraison et installation	1	500,00 $	500,00 $	15 000,00 $	15 000,00 $
1.3	Frais de démontage et transport de retour	1	2 628,20 $	2 628,20 $	2 500,00 $	2 500,00 $
2.1	ROULOTTE 2 Salle à manger 1	14	1 390,00 $	19 460,00 $	2 500,00 $	35 000,00 $
2.2	Frais de livraison et installation	1	500,00 $	500,00 $	15 000,00 $	15 000,00 $
2.3	Frais de démontage et transport de retour	1	2 628,20 $	2 628,20 $	2 500,00 $	2 500,00 $
3.1	ROULOTTE 3 Salle à manger 2	14	1 390,00 $	19 460,00 $	2 500,00 $	35 000,00 $
3.2	Réservoir eau usée 1000 gallons	14	300,00 $	4 200,00 $	500,00 $	7 000,00 $
3.3	Frais de livraison et installation	1	500,00 $	500,00 $	15 000,00 $	15 000,00 $
3.4	Frais de démontage et transport de retour	1	3 118,20 $	3 118,20 $	2 500,00 $	2 500,00 $
4.1	ROULOTTE 4 Vestiaire	14	2 735,00 $	38 290,00 $	3 500,00 $	49 000,00 $
4.2	Frais de livraison et installation	1	650,00 $	650,00 $	15 000,00 $	15 000,00 $
4.3	Frais de démontage et transport de retour	1	778,20 $	778,20 $	2 500,00 $	2 500,00 $
5.1	ROULOTTE 5 Sanitaire	14	1 700,00 $	23 800,00 $	3 500,00 $	49 000,00 $
5.2	Frais de livraison et installation	1	350,00 $	350,00 $	15 000,00 $	15 000,00 $
5.3	Frais de démontage et transport de retour	1	778,20 $	778,20 $	2 500,00 $	2 500,00 $
6.1	CONSTRUCTION d'un corridor isolé 10' X 12'	1	- $	- $	- $	- $

Numéro de l'appel d'offres : 22-19129
Titre : Service de location de roulottes de chantier pour l'arrondissement Villeray - St-Michel - Parc-Extension
Date d'ouverture des soumissions : 17 février 2022

Article		Quantité	Williams Scotsman du Canada inc.		SMS Dion inc.	
			Prix unitaire	Montant total	Prix unitaire	Montant total
6.2	Frais de démontage du corridor	1	- $	- $	- $	- $
7.1	CONSTRUCTION d'un corridor isolé 4' x 12'	1	- $	- $	- $	- $
7.2	Frais de démontage du corridor	1	- $	- $	- $	- $
	Total avant taxes			140 797,00 $		290 500,00 $
	TPS 5 %			7 039,85 $		14 525,00 $
	TVQ 9,975 %			14 044,50 $		28 977,38 $
	Montant total			161 881,35 $		334 002,38 $
	Signature		OUI		OUI	
	Achat SEAO		OK		OK	
	Numéro TPS/TVQ		OUI		OUI	
	Numéro de fournisseur VDM		116748		510262	
	Numéro NEQ		1164224975		1173395857	
	Vérification REQ		OK		OK	
	RENA		OK		OK	
	Registre des personnes inadmissibles		OK		OK	
	Liste des firmes à rendement insatisfaisant		OK		OK	
	Sous-Contractants		N/A		OK	
	CNESST		OK		N/A	
	Licence délivrée par la RBQ		À évaluer lors de la conformité technique par le requérant		À évaluer lors de la conformité technique par le requérant	
	Croquis de roulotte si celui-ci est différent de celui proposé					

Remarque :
Non-conforme
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Marc-André Deshaies **Date :** 21 février 2022

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 22-19129
Numéro de référence : 1564295
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Ville de Montréal – Service de location de roulottes de chantier pour l'arrondissement Villeray - St-Michel - Parc-Extension

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ATCO STRUCTURES & LOGISTICS LTD. 1500 rue de Guise La Prairie, QC, J5R 5W6 http://www.atcosl.com NEQ : 1166001421	Monsieur Martin Rodrigue Téléphone : 450 619-2699 Télécopieur : 450 619-1887	**Commande : (1992398)** 2022-02-02 12 h 04 **Transmission :** 2022-02-02 12 h 04	3661728 - Addenda 1 2022-02-04 10 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
SMS - Dion inc. 4284 Rue de la Roche Bureau 220 Montréal, QC, H2J 3H9 http://www.solutionmodulairescolaire.com NEQ : 1173395857	Monsieur Patrice Bouchard Téléphone : 514 918-9137 Télécopieur :	**Commande : (1991690)** 2022-02-01 13 h 22 **Transmission :** 2022-02-01 13 h 22	3661728 - Addenda 1 2022-02-04 10 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) :

				Courrier électronique
☐	WILLIAMS SCOTSMAN OF CANADA, INC. 1885 Boulevard Ford Châteauguay, QC, J6J4Z2 http://www.willscot.ca NEQ : 1164224975	Monsieur René Jean Téléphone : 450 633-1612 Télécopieur : 450 633-1171	**Commande : (1993140)** 2022-02-03 11 h 53 **Transmission :** 2022-02-03 11 h 53	3661728 - Addenda 1 2022-02-04 10 h 09 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

☐ Organisme public.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés publics
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc MEDIA

© 2003-2022 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1220465001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Octroyer un contrat à Williams Scotsman du Canada, plus bas soumissionnaire conforme, pour la location de 5 roulottes de chantier dans le cadre du projet de rénovation et mise aux normes du garage d'entretien de Saint-Michel, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 161 881,35 $, taxes incluses, imputé à la Ville-centre, pour une période de 14 mois avec deux options de renouvellement de 6 mois chacune, et ce, conditionnellement à l'autorisation de la dépense totale par le comité exécutif – Appel d'offres public 22-19129 (2 soumissionnaires).

Grille d'analyse Montréal 2030 :

Grille d'analyse montreal 2030-1220465001.pdf

Soumission retenue :

Bordereau de prix - William Scotsman du Canada inc.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain FISET
Chef d'équipe - Gestion immobilière

Tél : 438-870-4393
Télécop. :

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

ANNEXE 2.00
BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE

Numéro d'appel d'offres	22-19129
Titre de l'appel d'offres	Service de location de roulottes de chantier pour l'arrondissement Villeray - St-Michel - Parc-Extension
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)* *	Williams Scotsman du Canada
Numéro d'entreprise (NEQ)	1164224975
Adresse du soumissionnaire	1885, boul. Ford Chateauguay QC J6J 4Z2

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Précisions relatives aux garanties de soumission

Note aux SOUMISSIONNAIRES : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 de la Régie.
Note au Service du Greffe : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 du Formulaire de soumission.

Le DONNEUR D'ORDRE confirme qu'AUCUNE garantie de soumission n'est requise par les présentes.

Numéro du lot	Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
1	Service de location de 5 roulottes de chantier pour l'arrondissement Villeray - St-Michel - Parc-Extension	140 797.00 $	7 039.85 $	14 044.50 $	161 881.35 $

17 FEV. 2022

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1220465001*
Unité administrative responsable : *Arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension*
Projet : Mise à niveau du garage d'entretien Saint-Michel / Location de roulottes de chantier

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- Priorité 1 : Réduire les émissions de GES
- Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- Priorité 1 : le dossier complet de travaux et de services professionnels vise à réduire les émissions de GES notamment par l'enlèvement du réservoir à essence, par la réhabilitation environnementale du site et par le système de captation à la source des gaz d'échappement.
- Priorité 19 : les travaux et les services professionnels de surveillance des travaux sont indispensables pour assurer la sécurité des employés et leur permettre de mieux servir les citoyens.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?	**x**		

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2022/03/08
18:30

Dossier # : 1226326002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Recevoir les rapports consolidés faisant état, pour la période du 1er au 31 janvier 2022, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du Règlement RCA18-14009.

Il est recommandé :

de recevoir les rapports consolidés faisant état, pour la période du 1er au 31 janvier 2022, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du Règlement RCA18-14009

Signé par Nathalie VAILLANCOURT **Le** 2022-02-15 09:54

Signataire : Nathalie VAILLANCOURT

_____

Directrice d'arrondissement
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1226326002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Recevoir les rapports consolidés faisant état, pour la période du 1er au 31 janvier 2022, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du Règlement RCA18-14009.

CONTENU

CONTEXTE

La directrice de l'arrondissement doit déposer, conformément à l'article 4 du règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA18-14009), Les rapports faisant état des décisions prises dans l'exercice des pouvoirs déléguées par le conseil d'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise a déposer les rapports faisant état des décisions prises en matière des ressources humaines et des ressources financières dans l'exercice des pouvoirs délégués par le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel-Parc–Extension pour la période du 1er au 31 janvier 2022.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

En raison de la nature du dossier décisionnel, les priorités de Montréal 2030, les engagements en matière de changements climatiques et les engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle ne s'appliquent pas. C'est pourquoi la grille d'analyse Montréal 2030 n'est pas jointe au dossier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans la situation de crise actuelle, le dépôt des rapports consolidés de l'ensemble des décisions déléguées s'effectue sans ajustements.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.
Article 477.2 et 477.5 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19).
Article 130 de la charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ. chapitre C-11.4).
Article 4 du règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA 18-14009).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hassania LOUHAM
secretaire de direction 1 er niveau

Tél : 514 868-9862
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-09

Annette DUPRÉ
directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement

Tél : 514-872-1415
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1226326002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Recevoir les rapports consolidés faisant état, pour la période du 1er au 31 janvier 2022, de l'ensemble des décisions déléguées prises par l'arrondissement, dans l'exercice de ses pouvoirs délégués, en vertu du Règlement RCA18-14009.



Rapport consolidé- janvier 2022.pdf



BC-100 - Liste des BC approuvé par fournisseur Janvier 2022.pdf



CF-30 Factures non associées à un bon de commande par Fournisseur Janvier 2022.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hassania LOUHAM
secretaire de direction 1 er niveau

Tél : 514 868-9862
Télécop. :

DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
JANVIER 2022

RAPPORT CONSOLIDÉ
Période du 1er au 31 JANVIER 2022

ARTICLE	DESCRIPTION	Janvier		Décembre 2021		Cumulatif	
		Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $
	SOMMAIRE **Résultats par grande famille**						
	Octroi de contrats pour exécution de travaux par le budget de fonctionnement	2	24 000,00 $	0	- $	2	24 000,00 $
	Règlements de réclamations et de jugements	0	- $	0	- $	0	- $
	Autres décisions impliquant une dépense	1	50 000,00 $	1	- $	2	50 000,00 $
	Décisions impliquant la gestion des ressources humaines	24	- $	34	- $	58	- $
	Autres décisions n'impliquant pas de crédits	14	- $	9	- $	23	- $
	TOTAL	**41**	**74 000,00 $**	**44**	**- $**	**85**	**74 000,00 $**
RESSOURCES MATÉRIELLES							
22.01	Contrat 101 100 $ et moins - Acq. biens, exéc. trav. et serv. autres que prof. (Niveau 1)	0	- $	0	- $	0	- $
22.02	Contrat 50 000 $ et moins - Acq. biens, exéc. trav. et serv. autres que prof. (Niveau 2)	0	- $	0	- $	0	- $
22.03	Contrat 25 000 $ et moins - Acq. biens, exéc. trav. et serv. autres que prof. (Niveau 3)	1	24 000,00 $	0	- $	1	24 000,00 $
22.04	Contrat 15 000 $ et moins - Acq. biens, exéc. trav. et serv. autres que prof. (Niveau 4)	0	- $	0	- $	0	- $
22.05	Contrat 25 000 $ et moins - Acq. biens, exéc. trav. et serv. autres que prof. (Niveau 5)	0	- $	0	- $	0	- $
23.00	Location par la ville d'un immeuble: 101 100 $ et moins (Niveau 1) et 50 000 $ et moins (Niveau 2)	1	- $	0	- $	1	- $
TOTAL RESSOURCES MATÉRIELLES		**2**	**24 000,00 $**	**0**	**- $**	**2**	**24 000,00 $**
ADMINISTRATION FINANCIÈRE							
24.01	Contrat 50 000 $ et moins - Services professionnels (Niveau 1)	1	50 000,00 $	0	- $	1	50 000,00 $
24.02	Contrat 25 000 $ et moins - Services professionnels (Niveau 2)	0	- $	0	- $	0	- $
24.03	Contrat 10 000 $ et moins - Services professionnels (Niveau 3)	0	- $	0	- $	0	- $
25.00	Autorisation-Participation à un comité de sélection	0	- $	0	- $	0	- $
26.01	Autorisation de dépenses non visées par le chapitre IV / 50 000 $ et moins (Niveau 1)	0	- $	0	- $	0	- $
26.02	Autorisation de dépenses non visées par le chapitre IV / 25 000 $ et moins (Niveau 2)	0	- $	0	- $	0	- $

DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
JANVIER 2022

RAPPORT CONSOLIDÉ
Période du 1er au 31 JANVIER 2022

ARTICLE	DESCRIPTION	Janvier		Décembre 2021		Cumulatif	
		Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $
26.03	Autorisation de dépenses non visées par le chapitre IV / 10 000 $ et moins (Niveau 3)	0	- $	1	- $	1	- $
26.04	Autorisation de dépenses non visées par le chapitre IV / 5 000 $ et moins (Niveau 4)	0	- $	0	- $	0	- $
27.01	Autorisation de dépense relative à une entente contractuelle ou à un service d'utilité publique / 101 100 $ et moins (Niveau 1)	0	- $	0	- $	0	- $
27.02	Autorisation de dépense relative à une entente contractuelle ou à un service d'utilité publique / 50 000 $ et moins (Niveau 2)	0	- $	0	- $	0	- $
27.03	Autorisation de dépense relative à une entente contractuelle ou à un service d'utilité publique / 25 000 $ et moins (Niveau 3)	0	- $	0	- $	0	- $
27.04	Autorisation de dépense relative à une entente contractuelle ou à un service d'utilité publique / 15 000 $ et moins (Niveau 4)	0	- $	0	- $	0	- $
28.01	Virement crédits : Tout virement sauf contributions financières (Niveau 1)	0	- $	0	- $	0	- $
28.02	Virement crédits : entre deux fonctions budgétaires d'une même direction, à l'exception de la rémunération, des charges sociales et des contributions financières (Niveau 2)	0	- $	0	- $	0	- $
41.23	Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour des travaux de remplacement	0	- $	0	- $	0	- $
28.03	Virement crédits, à l'intérieur d'une même fonction budgétaire, à l'exception de la rémunération, des charges sociales et des contributions financières (Niveau 6)	0	- $	0	- $	0	- $
TOTAL ADMINISTRATION FINANCIÈRE		**1**	**50 000,00 $**	**1**	**- $**	**2**	**50 000,00 $**

RÉGLEMENTATION - DÉCISIONS N'IMPLIQUANT PAS DE CRÉDITS

	Permis - Règlement sur les opérations cadastrales Approuver projet de remplacement de lots	0	- $	0	- $	0	- $
29.00	Règlement: Pouvoirs en matière de circulation, signalisation et stationnement / Directeur TP seulement	13	- $	8	- $	21	- $
32.01	Demande de permis étudiée par le Comité consultatif d'urbanisme et pour laquelle un avis favorable a été émis - construction hors toit en vertu d'un PIIA (Niveau 2)	1	- $	1	- $	2	- $
32.02	Demande de permis étudiée par le Comité consultatif d'urbanisme et pour laquelle un avis favorable a été émis - enseignes (Niveau 2)	0	- $	0	- $	0	- $
TOTAL RÉGLEMENTATION		**14**	**- $**	**9**	**- $**	**23**	**- $**

DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
JANVIER 2022

RAPPORT CONSOLIDÉ
Période du 1er au 31 JANVIER 2022

ARTICLE	DESCRIPTION	Janvier		Décembre 2021		Cumulatif	
		Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $
RESSOURCES HUMAINES							
07.00	POSTES - Nomination cadre (L.R.Q., c. C-19)	3	- $	0	- $	3	- $
08.01	POSTES - Nomination emplloyé syndiqué autre que manuel (L.R.Q., c. C-17) / Autres dir. arr.	0	- $	0	- $	0	- $
08.02	POSTES - Nomination employé syndiqué autre que manuel (L.R.Q., c. C-17) / Autres cas	8	- $	6	- $	14	- $
08.02.1	Mouvements de masse - Employés cols blancs (procédé administratif)	1	- $	0	- $	1	- $
09.00	POSTES - Nomination employé manuel ayant acquis la permanence d'emploi	3	- $	8	- $	11	- $
10.00	POSTES - Nomination emp. manuel lorsqu'elle entraîne la permanence d'emploi	1	- $	0	- $	1	- $
11.00	POSTES - Mouvement de personnel col bleu suite à une réquisition ou baisse de structure	0	- $	0	- $	0	- $
11.00.1	Mouvements de masse - Employés cols bleus (procédé administratif)	3	- $	0	- $	3	- $
12.00	POSTES - Résiliation cont. de trav. ou mise à pied d'un cadre (L.R.Q., c. C-19)	0	- $	0	- $	0	- $
13.01	POSTES - Résiliation cont. trav., rétrogradation ou mise à pied d'un employé syndiqué / Autres dir. arr.	0	- $	0	- $	0	- $
13.02	POSTES - Résiliation cont. trav., rétrogradation ou mise à pied d'un employé syndiqué / Autres cas	0	- $	2	- $	2	- $
14.01.0	Mesure disciplinaire incluant congédiement / Autorité dir. arr.	0	- $	0	- $	0	- $
14.02.1	Postes- résiliation de cont de trav	0	- $	0	- $	0	- $
14.02.0	Mesure disciplinaire, incluant congédiement / Autres cas	4	- $	11	- $	15	- $
15.00	Création et transfert de postes	1	- $	3	- $	4	- $
16.00	Abolition et modification de postes	0	- $	2	- $	2	- $
17.00	POSTES - Détermination de l'affectation de travail et des responsabilités des fonctionnaires et employés	0	- $	0	- $	0	- $
18.00	Négociation avec les associations syndicales accréditées, des clauses… prévues à l'art. 49.2.	0	- $	0	- $	0	- $
19.01	POSTES - Conditions de travail (non prévu au présent règlement) (Niveau 1)	0	- $	0	- $	0	- $
19.02	POSTES - Conditions de travail (non prévu au présent règlement) / Autres cas (Niveau 2)	0	- $	2	- $	2	- $
TOTAL RESSOURCES HUMAINES		**24**	**0**	**34**	**0**	**58**	**- $**

DÉCISIONS DÉLÉGUÉES
JANVIER 2022

RAPPORT CONSOLIDÉ
Période du 1er au 31 JANVIER 2022

ARTICLE	DESCRIPTION	Janvier		Décembre 2021		Cumulatif	
		Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $	Nombre décisions	Valeur en $
MATIÈRES JURIDIQUES							
20.01	Accomplissement de tout acte et signature de document relatif à la CSST incluant nég. proc. jud.	0	- $	0	- $	0	- $
20.02	Négociation, plaidorie et règl. de tout litige en matière de relations de travail avec rég. en matière zonage	0	- $	0	- $	0	- $
20.03	Paiement / Amende découlant d'une infraction en matière de SST	0	- $	0	- $	0	- $
20.04	Recouvrement des sommes dues à l'arrondissement	0	- $	0	- $	0	- $
20.05	Paiement de l'indemnité provisionnelle et paiement de l'indemnité définitive en matière d'expropriation	0	- $	0	- $	0	- $
20.06	Règlement d'une réclamation, action ou poursuite / Responsabilité civile ou pénale de l'arrondissement	0	- $	0	- $	0	- $
20.07	Consentir des mainlevées ou des quittances	0	- $	0	- $	0	- $
20.08	Radier une somme due à l'arrondissement sauf taxes décrétées par ce dernier	0	- $	0	- $	0	- $
20.09	Paiement des mémoires de frais judiciaires ou des frais d'experts	0	- $	0	- $	0	- $
20.10	Paiement de l'amende et des frais résultant de la commission avec un véhicule de l'arrondissement	0	- $	0	- $	0	- $
20.11	Paiement de l'amende et des frais réclamés par un constat d'infraction signifié à l'arrondissement	0	- $	0	- $	0	- $
20.12	Opposition à une demande de permis d'alcool prévue à la Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., c. P-9-1)	0	- $	0	- $	0	- $
20.13	La négociation, la plaidoirie devant tout tribunal et le règlement de tout litige.					0	- $
TOTAL DES MATIÈRES JURIDIQUES		**0**	**- $**	**0**	**- $**	**0**	**- $**
	GRAND TOTAL des décisions déléguées prises pour ces périodes	**41**	**74 000,00 $**	**44**	**0,00 $**	**85**	**74 000,00 $**

Villeray-St-Michel-Parc-Extension
Liste des bons de commande approuvés par fournisseur
Période : janvier 2022

Nom fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur	Description BC	Direction ou inventaire	Description activité	Montant engagé
(S.P.C.A) SOCIETE POUR LA PREVENTION DE LA CRUAUTE ENVERS LES ANIMAUX	**1510648**	2022-01-11	**GAUTHIER, MYLENE**	STÉRILISATION CHATS ERRANTS - 2022	**Direction du développement du territoire**	Fourrière municipale et contrôle des animaux	2 000 $
Total (S.P.C.A) SOCIETE POUR LA PREVENTION DE LA CRUAUTE ENVERS LES ANIMAUX							**2 000 $**
9082-8179 QUEBEC INC.	**1509720**	2022-01-05	**GERVAIS, ROBERT**	ÉGOUT - Branchement au 4200, 48e rue	**Travaux publics**	Réseaux d'égout	7 139 $
	1510575	2022-01-10	**GERVAIS, ROBERT**	ÉGOUT - Branchement au 7351 rue de Lanaudière	**Travaux publics**	Réseaux d'égout	5 144 $
	1514151	2022-01-26	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'un camion 12 roues avec opérateur le 22 janvier 2022.	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	798 $
	1514412	2022-01-26	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'un camion 12 roues avec opérateur le 23 janvier 2022.	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	848 $
	1514414	2022-01-26	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'un camion 12 roues avec opérateur le 24 janvier 2022.	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	948 $
	1514937	2022-01-28	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'un camion 12 roues avec opérateur le 27 janvier 2022.	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	1 097 $
Total 9082-8179 QUEBEC INC.							**15 974 $**
9212-9584 QUEBEC INC.	**1514130**	2022-01-25	**ST-PIERRE, MARCO**	RUELLE VERTE - Fourniture de pochoirs pour l'ensemble des ruelles vertes	**Travaux publics**	Transport - Dir. et admin. - À répartir	894 $
Total 9212-9584 QUEBEC INC.							**894 $**
9256-9466 QUEBEC INC.	**1506660**	2022-01-05	**DANSEREAU, SYLVAIN**	NEIGE - Service de déneigement manuel de la placette en pavé de béton nouvellement construite dans le contrat PRR-20-04	**Travaux publics**	Déblaiement et chargement de la neige	3 937 $
Total 9256-9466 QUEBEC INC.							**3 937 $**
9373-5942 QUEBEC INC.	**1510541**	2022-01-10	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service - Plan de fermeture pour la sortie de la rampe (Saint Michel) de l'autoroute A40 direction ouest selon l'entente 1479638	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	289 $
Total 9373-5942 QUEBEC INC.							**289 $**
ACKLANDS - GRAINGER INC.	**1507893**	2022-01-14	**STEBEN, FREDERIC**	article sécurité	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	494 $
	1514566	2022-01-27	**CADOTTE, ANNICK**	VOIRIE - ACHAT DE CHAUFFE PIED	**Travaux publics**	Transport - Dir. et admin. - À répartir	86 $
	1514590	2022-01-27	**CADOTTE, ANNICK**	PARC -ACHAT DE LAME POUR ÉBRANCHEUR BAHCO	**Travaux publics**	Horticulture et arboriculture	282 $
	1514923	2022-01-28	**STEBEN, FREDERIC**	ARMOIRE À CLÉ	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	186 $
Total ACKLANDS - GRAINGER INC.							**1 048 $**
ADDISON ELECTRONIQUE MONTREAL	**1512937**	2022-01-26	**JOBIDON, JOCELYN**	ADAPTATEURS ÉTUIS ET ÉCOUTEURS - AUSE	**Direction du développement du territoire**	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	592 $
	1514617	2022-01-27	**DANSEREAU, SYLVAIN**	ÉCOUTEUR - Aimée	**Services administratifs et greffe**	Administration, finances et approvisionnement	179 $
Total ADDISON ELECTRONIQUE MONTREAL							**770 $**
AGENCE WEBDIFFUSION INC.	**1509758**	2022-01-05	**DUPRE, ANNETTE**	WEBDIFFUSION CA 2022 - GREFFE	**Services administratifs et greffe**	Conseil et soutien aux instances politiques	18 058 $
Total AGENCE WEBDIFFUSION INC.							**18 058 $**
AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.	**1514917**	2022-01-28	**STEBEN, FREDERIC**	RÉPARATION D'ÉQUIPEMENT	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	357 $
	1514998	2022-01-28	**STEBEN, FREDERIC**	SIFFLETS ET ATTACHES	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance	561 $
Total AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.							**918 $**
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	**1509886**	2022-01-06	**DE VILLE, JOHANNE**	DIVERS PRODUITS CHIMIQUES POUR PISCINE	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance	25 187 $
Total AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.							**25 187 $**
ATELIER ROSEMONT INC	**1510090**	2022-01-07	**GERVAIS, ROBERT**	VOIRIE - Bon de commande ouvert 2022 - Copie de clés	**Travaux publics**	Transport - Surveillance et ordonnancement - À répartir	945 $

Nom fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur	Description BC	Direction ou inventaire	Description activité	Montant engagé
ATELIER ROSEMONT INC	**1510145**	2022-01-07	**PATRY, MAGGIE CHRISTINA**	PARCS - Bon de commande ouvert 2022 - COPIE DE CLÉS	**Travaux publics**	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	577 $
	1513128	2022-01-20	**PATRY, MAGGIE CHRISTINA**	PARCS - Achat de cadenas Abus	**Travaux publics**	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	924 $
Total ATELIER ROSEMONT INC							**2 446 $**
AXIA SERVICES	**1509930**	2022-01-06	**DIDI, WAIL**	GARDIENNAGE 2022 POUR BIBLIO ST-MICHEL ET PARC EXTENSION	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Bibliothèques	52 606 $
Total AXIA SERVICES							**52 606 $**
BF-TECH INC.	**1510925**	2022-01-12	**CADOTTE, ANNICK**	AQUEDUC - ACHAT DE 6 MANOMETRES	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	183 $
Total BF-TECH INC.							**183 $**
BIBLIO RPL LTEE	**1514367**	2022-01-26	**LECLERC, ANDREANE**	FOURNITURE DE BIBLIO	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Bibliothèques	2 654 $
	1515416	2022-01-31	**LECLERC, ANDREANE**	FOURNITURE DE BIBLIO	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Bibliothèques	342 $
	1515421	2022-01-31	**LECLERC, ANDREANE**	FOURNITURE DE BIBLIO	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Bibliothèques	163 $
Total BIBLIO RPL LTEE							**3 159 $**
BIBLIOTHECA CANADA INC.	**1511991**	2022-01-17	**LECLERC, ANDREANE**	CONTRAT ENTRETIEN DU ROBOT DE TRI - BIBLIO PE	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Bibliothèques	16 048 $
Total BIBLIOTHECA CANADA INC.							**16 048 $**
BMR DETAIL S.E.C.	**1510106**	2022-01-07	**GERVAIS, ROBERT**	VOIRIE - Bon de commande ouvert 2022 - Fourniture de matériaux de construction	**Travaux publics**	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	3 150 $
	1510147	2022-01-07	**PATRY, MAGGIE CHRISTINA**	PARCS - Bon de commande ouvert 2022	**Travaux publics**	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	2 100 $
	1511668	2022-01-14	**CADOTTE, ANNICK**	PARC - ACHAT DE TABLES À PIQUES	**Travaux publics**	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	1 827 $
Total BMR DETAIL S.E.C.							**7 076 $**
BOO! DESIGN INC.	**1515407**	2022-01-31	**LECLERC, ANDREANE**	IMPRESSION GUIDES, AFFICHES - PPE	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	1 244 $
Total BOO! DESIGN INC.							**1 244 $**
BOUTIQUE COURIR MONTREAL	**1511280**	2022-01-13	**CADOTTE, ANNICK**	PARC - ACHAT DE CRAMPONS MICROSPIKES	**Travaux publics**	Planification et gestion des parcs et espaces verts	564 $
Total BOUTIQUE COURIR MONTREAL							**564 $**
CALCULATEC INC	**1514623**	2022-01-27	**JOBIDON, JOCELYN**	SERV. PROF - INGÉNIEUR STRUCTURE - SÉCURITÉ PUBL.	**Direction du développement du territoire**	Émission des permis et inspections	5 249 $
Total CALCULATEC INC							**5 249 $**
CAROLINE POIRIER - LA SHOP GRAPHIQUE	**1509786**	2022-01-05	**LEVESQUE, KATHLEEN**	CRÉATION IDENTITÉ VISUELLE - COMMUNICATIONS	**Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement**	Rel. avec les citoyens et communications	1 150 $
Total CAROLINE POIRIER - LA SHOP GRAPHIQUE							**1 150 $**
CDTEC CALIBRATION INC.	**1511632**	2022-01-14	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Étalonnage et certification de détecteurs portables 4 gaz pour espaces clos, du cylindre de gaz de test et de la station de test.	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	1 241 $
Total CDTEC CALIBRATION INC.							**1 241 $**
CEGEP DE SAINT-LAURENT	**1513395**	2022-01-21	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Formation OPA - Préposé à l'aqueduc pour Marc Boulais	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	1 554 $
Total CEGEP DE SAINT-LAURENT							**1 554 $**
CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE	**1497645**	2022-01-05	**GERVAIS, ROBERT**	CARRIÈRE ST-MICHEL - Location de radios-mobiles	**Travaux publics**	Déblaiement et chargement de la neige	1 934 $
Total CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE							**1 934 $**
CHAUSSURES BELMONT INC	**1510350**	2022-01-10	**CADOTTE, ANNICK**	VOIRIE - ACHAT DE BOTTE DE SÉCURITE : CAROLE HACHE	**Travaux publics**	Transport - Dir. et admin. - À répartir	286 $
	1512035	2022-01-17	**CADOTTE, ANNICK**	VOIRIE - ACHAT DE BOTTE DE SÉCURITE : Michael Pierre Charle	**Travaux publics**	Transport - Dir. et admin. - À répartir	156 $
Total CHAUSSURES BELMONT INC							**442 $**
CIMCO REFRIGERATION	**1509647**	2022-01-04	**PATRY, MAGGIE CHRISTINA**	PARCS - Mise en marche du système à la patinoire BBB	**Travaux publics**	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	882 $

Nom fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur	Description BC	Direction ou inventaire	Description activité	Montant engagé
Total CIMCO REFRIGERATION							**882 $**
COLLEGE REINE-MARIE	**1510683**	2022-01-11	**DIDI, WAIL**	LOCATION GYMNASE - 2022	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	137 145 $
Total COLLEGE REINE-MARIE							**137 145 $**
COMPAGNIE ARTISTIQUE "FORWARD MOVEMENTS"	**1515366**	2022-01-31	**DANSEREAU, SYLVAIN**	Médiation culturelle	**Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement**	Autres - activités culturelles	2 400 $
Total COMPAGNIE ARTISTIQUE "FORWARD MOVEMENTS"							**2 400 $**
COMPASS MINERALS CANADA CORP.	**1500545**	2022-01-06	**DIDI, WAIL**	VOIRIE - Fourniture et la livraison du sel régulier de déglaçage des chaussées pour la saison 2021 selon l'entente 1498784	**Travaux publics**	Épandage d'abrasifs	107 406 $
		2022-01-07	**DIDI, WAIL**	VOIRIE - Fourniture et la livraison du sel régulier de déglaçage des chaussées pour la saison 2021 selon l'entente 1498784	**Travaux publics**	Épandage d'abrasifs	22 432 $
	1509760	2022-01-05	**DIDI, WAIL**	VOIRIE - Fourniture et la livraison du sel régulier de déglaçage des chaussées pour la saison 2022 selon l'entente 1498784	**Travaux publics**	Épandage d'abrasifs	262 469 $
Total COMPASS MINERALS CANADA CORP.							**392 306 $**
CONSTRUCTION DJL INC	**1509770**	2022-01-05	**GERVAIS, ROBERT**	VOIRIE - Fourniture d'asphalte chaud pour la saison hivernale selon l'entente #1339665	**Travaux publics**	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	5 249 $
	1509777	2022-01-05	**DIDI, WAIL**	AQUEDUC - Fourniture d'asphalte chaud pour la saison hivernale 2022 selon l'entente #1339665	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	20 998 $
Total CONSTRUCTION DJL INC							**26 247 $**
CORPORATION DE GESTION DES LOISIRS DU PARC	**1509951**	2022-01-06	**DIDI, WAIL**	EXPLOITATION DU COMPLEXE WILLIAM-HINGSTON	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	210 934 $
Total CORPORATION DE GESTION DES LOISIRS DU PARC							**210 934 $**
CREUSAGE RL	**1513641**	2022-01-24	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'un camion pneumatique avec opérateur le 13 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	2 231 $
	1513744	2022-01-24	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'un camion pneumatique avec opérateur le 21 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	1 444 $
	1514216	2022-01-26	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'un camion pneumatique avec opérateur le 25 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	2 493 $
Total CREUSAGE RL							**6 168 $**
DEMIX AGREGAT	**1512021**	2022-01-17	**GERVAIS, ROBERT**	VOIRIE - Fourniture et livraison d'abrasifs selon l'entente 1382085	**Travaux publics**	Épandage d'abrasifs	15 874 $
Total DEMIX AGREGAT							**15 874 $**
DESCHENES & FILS LTEE	**1510160**	2022-01-07	**PATRY, MAGGIE CHRISTINA**	PARCS - Bon de commande ouvert 2022 - Articles divers	**Travaux publics**	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	2 625 $
Total DESCHENES & FILS LTEE							**2 625 $**
DUFRESNE STANDARD & SPECIAL INC.	**1510120**	2022-01-07	**GERVAIS, ROBERT**	VOIRIE - Bon de commande ouvert 2022 - Pièces et accessoires	**Travaux publics**	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	2 100 $
	1510162	2022-01-07	**PATRY, MAGGIE CHRISTINA**	PARCS - Bon de commande ouvert 2022 pour la fourniture de quincailleries	**Travaux publics**	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	1 575 $
Total DUFRESNE STANDARD & SPECIAL INC.							**3 675 $**
EBING CONSULTANT INC.	**1503449**	2022-01-10	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Avis technique et plan d'étançonnement pour les réparations d'urgence sur le réseau d'aqueduc : rampes de A40 - sortie St-Michel Est et Ouest	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	3 780 $
Total EBING CONSULTANT INC.							**3 780 $**
ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	**1511469**	2022-01-13	**LEHOUX, PATRICK**	FORMATION NON COMPLÉTÉE - CLAUDE AYERDI-MARTIN	**Services administratifs et greffe**	Gestion du personnel	1 275 $
Total ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE							**1 275 $**

Nom fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur	Description BC	Direction ou inventaire	Description activité	Montant engagé
ENTANDEM INC.	**1510436**	2022-01-10	**DIDI, WAIL**	REDEVANCES - CA20 14 0230 / 1204539006	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Loisirs et culture - Dir., adm. et soutien - À répartir	2 245 $
Total ENTANDEM INC.							**2 245 $**
ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	**1514639**	2022-01-27	**JOBIDON, JOCELYN**	EXTERMINATIONS DIVERSES - SÉCURITÉ PUBL.	**Direction du développement du territoire**	Émission des permis et inspections	2 100 $
Total ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE							**2 100 $**
EOS SYSTEMES DE POSITIONNEMENT INC	**1506037**	2022-01-10	**PATRY, MAGGIE CHRISTINA**	PARC - ACHAT D'ARROW-100	**Travaux publics**	Horticulture et arboriculture	6 334 $
Total EOS SYSTEMES DE POSITIONNEMENT INC							**6 334 $**
GDLC EXCAVATION INC.	**1513844**	2022-01-25	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Réparation d'une fuite en urgence au 7220 rue Christophe-Colomb	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	4 672 $
	1513853	2022-01-25	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location de 2 camions 12 roues avec opérateur le 24 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	1 197 $
Total GDLC EXCAVATION INC.							**5 869 $**
GFL ENVIRONNEMENTAL INC.	**1446636**	2022-01-17	**PATRY, MAGGIE CHRISTINA**	PARCS - Service de location de toilettes chauffées pour la saison hivernale 2020/2021	**Travaux publics**	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	66 $
	1471541	2022-01-17	**PATRY, MAGGIE CHRISTINA**	PARCS - 2021 - Location de toilettes chimiques pour la saison estivale selon l'entente 1408744	**Travaux publics**	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	1 152 $
	1500093	2022-01-06	**GERVAIS, ROBERT**	CARRIÈRE ST-MICHEL - Location de 2 toilettes chimiques pour la saison hivernale 2021/2022 selon l'entente 1408744	**Travaux publics**	Déblaiement et chargement de la neige	1 202 $
	1510721	2022-01-11	**GERVAIS, ROBERT**	VOIRIE - Location de toilettes chimiques 2022 selon l'entente 1408744	**Travaux publics**	Transport - Dir. et admin. - À répartir	1 837 $
Total GFL ENVIRONNEMENTAL INC.							**4 257 $**
GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	**1509683**	2022-01-05	**DUPRE, ANNETTE**	COURRIER INTERNE 2022 ET MESSAGERIE EXTERNE GREFFE	**Services administratifs et greffe**	Administration, finances et approvisionnement	4 200 $
						Conseil et soutien aux instances politiques	525 $
	1509693	2022-01-05	**JOBIDON, JOCELYN**	SERV. DE MESSAGERIE 2022- DDT	**Direction du développement du territoire**	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	6 614 $
	1509699	2022-01-05	**LECLERC, ANDREANE**	SERVICE DE COURRIER RAPIDE 2022 - CULTURE	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	210 $
	1509701	2022-01-05	**STEBEN, FREDERIC**	COMMANDE OUVERTE 2022 - MESSAGERIE - S&L	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	367 $
	1510164	2022-01-07	**ST-PIERRE, MARCO**	TP - Service de ramassage et livraison local pour le courrier rapide 2022	**Travaux publics**	Transport - Dir. et admin. - À répartir	105 $
Total GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.							**12 021 $**
GO CUBE	**1515379**	2022-01-31	**DIDI, WAIL**	ÉVICTIONS 2022	**Direction du développement du territoire**	Émission des permis et inspections	52 494 $
Total GO CUBE							**52 494 $**
GROUPE SANYVAN INC.	**1514890**	2022-01-28	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'un hydro-excavateur le 27 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	1 197 $
Total GROUPE SANYVAN INC.							**1 197 $**
IMPRIME-EMPLOI	**1513719**	2022-01-24	**JOBIDON, JOCELYN**	LETTRES TRAVAUX - VILLERAY/ST-HUBERT	**Direction du développement du territoire**	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	1 123 $
Total IMPRIME-EMPLOI							**1 123 $**
INOLEC	**1511441**	2022-01-13	**CADOTTE, ANNICK**	AQUEDUC - BON DE TRAVAIL #008833, AIGUISAGE D'UNE MECHE MUELLER	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	165 $
	1514012	2022-01-25	**CADOTTE, ANNICK**	AQUEDUC - ACHAT DE CREPINE 2''X8''	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	156 $
Total INOLEC							**321 $**
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	**1512499**	2022-01-19	**CADOTTE, ANNICK**	PARC - ACHAT DE PIÈCES STIHL	**Travaux publics**	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	4 309 $
Total JEAN GUGLIA & FILS ENR.							**4 309 $**
JOE JOHNSON EQUIPEMENT INC.	**1515016**	2022-01-28	**GERVAIS, ROBERT**	ÉGOUT - Frais de réparation du vactor en location	**Travaux publics**	Réseaux d'égout	2 034 $
Total JOE JOHNSON EQUIPEMENT INC.							**2 034 $**

Nom fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur	Description BC	Direction ou inventaire	Description activité	Montant engagé
L. VILLENEUVE & CIE (1973) LTEE	**1510123**	2022-01-07	**GERVAIS, ROBERT**	VOIRIE - BCO 2022 - Matériaux de construction divers	**Travaux publics**	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	262 $
	1510165	2022-01-07	**PATRY, MAGGIE CHRISTINA**	PARC - BCO 2022 - Fourniture de matériaux de construction	**Travaux publics**	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	1 575 $
Total L. VILLENEUVE & CIE (1973) LTEE							**1 837 $**
L.J. EXCAVATION INC.	**1512439**	2022-01-18	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'une rétrocaveuse avec opérateur le 14 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	1 309 $
	1513591	2022-01-24	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'une rétrocaveuse avec opérateur le 19 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	1 197 $
	1513595	2022-01-24	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'une rétrocaveuse avec opérateur le 20 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	948 $
	1513761	2022-01-24	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'une rétrocaveuse avec opérateur le 22 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	848 $
	1514213	2022-01-26	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'une rétrocaveuse avec opérateur le 25 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	798 $
	1514928	2022-01-28	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'une rétrocaveuse avec opérateur le 26 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	898 $
	1514934	2022-01-28	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'une rétrocaveuse avec opérateur le 27 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	948 $
Total L.J. EXCAVATION INC.							**6 944 $**
LABRADOR	**1514571**	2022-01-27	**CADOTTE, ANNICK**	AQUEDUC ACHAT DE 4L D'EAU	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	422 $
Total LABRADOR							**422 $**
LAFARGE CANADA INC	**1514244**	2022-01-26	**DIDI, WAIL**	AQUEDUC - Fourniture de pierre concassée 0-3/4" selon l'entente 1402405	**Travaux publics**	Réseaux d'égout	34 421 $
Total LAFARGE CANADA INC							**34 421 $**
LAURENT CHICOINE-MCKENZIE	**1513759**	2022-01-24	**LECLERC, ANDREANE**	Agent de milieu - projet Un pont entre nous	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	1 250 $
Total LAURENT CHICOINE-MCKENZIE							**1 250 $**
LE BERGER BLANC INC	**1510017**	2022-01-06	**DIDI, WAIL**	SERV. FOURRIÈRE 5 JANVIER À 4 OCTBRE 2022 - AUSE	**Direction du développement du territoire**	Fourrière municipale et contrôle des animaux	114 982 $
Total LE BERGER BLANC INC							**114 982 $**
LE GROUPE LAM-E ST-PIERRE	**1510308**	2022-01-10	**CADOTTE, ANNICK**	AQUEDUC - REPARATION D'UN DO-LEVE PLAQUE ET D'UN DO MAN-HOLE	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	730 $
Total LE GROUPE LAM-E ST-PIERRE							**730 $**
LE MOULIN A VENT	**1514340**	2022-01-26	**STEBEN, FREDERIC**	ANIMATION HIVER-O-PARC- POLITIQUE ENFANT	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des centres commun. - Act.récréatives	8 000 $
Total LE MOULIN A VENT							**8 000 $**
L'EFFACEUR	**1509651**	2022-01-13	**GERVAIS, ROBERT**	VOIRIE - Service d'enlèvement de graffitis	**Travaux publics**	Nettoyage et balayage des voies publiques	3 901 $
Total L'EFFACEUR							**3 901 $**
LES BEAUX JARDINS	**1512041**	2022-01-17	**DANSEREAU, SYLVAIN**	PLANTATION ET ARROSAGE PARC JULIE-HAMELIN	**Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement**	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	20 479 $
Total LES BEAUX JARDINS							**20 479 $**
LES EXCAVATIONS DDC	**1509646**	2022-01-04	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'une rétrocaveuse avec opérateur le 29 décembre 2021	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	1 249 $
	1510325	2022-01-10	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'une rétrocaveuse avec opérateur le 6 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	898 $
	1510665	2022-01-11	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'une rétrocaveuse avec opérateur le 10 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	997 $

Nom fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur	Description BC	Direction ou inventaire	Description activité	Montant engagé
LES EXCAVATIONS DDC	**1511196**	2022-01-12	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'une rétrocaveuse avec opérateur le 11 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	948 $
	1511338	2022-01-13	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'une rétrocaveuse avec opérateur le 12 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	948 $
	1511597	2022-01-14	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'une rétrocaveuse avec opérateur le 13 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	948 $
	1513602	2022-01-24	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'une rétrocaveuse avec opérateur le 22 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	1 323 $
	1513607	2022-01-24	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'une rétrocaveuse avec opérateur le 23 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	1 837 $
	1513963	2022-01-25	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'une rétrocaveuse avec opérateur le 24 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	898 $
Total LES EXCAVATIONS DDC							**10 045 $**
LES IMPRESSIONS LITHOSOL	**1509798**	2022-01-05	**LEVESQUE, KATHLEEN**	IMPRESSION CALENDRIER CULTUREL HIVER/PRINTEMPS 2022 - COMM	**Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement**	Rel. avec les citoyens et communications	3 580 $
Total LES IMPRESSIONS LITHOSOL							**3 580 $**
LES INDUSTRIES MC ASPHALT LTEE	**1510138**	2022-01-07	**GERVAIS, ROBERT**	VOIRIE - Bon de commande ouvert 2022 pour la colle à bitume	**Travaux publics**	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	6 299 $
Total LES INDUSTRIES MC ASPHALT LTEE							**6 299 $**
LES JARDINS W.G. CHARLEBOIS INC.	**1509663**	2022-01-05	**PATRY, MAGGIE CHRISTINA**	PARCS - Fourniture d'annuelles pour la campagne d'embellissement 2022	**Travaux publics**	Horticulture et arboriculture	12 591 $
Total LES JARDINS W.G. CHARLEBOIS INC.							**12 591 $**
LES SERRES ARUNDEL SENC	**1509694**	2022-01-05	**PATRY, MAGGIE CHRISTINA**	PARCS - Fourniture de cannas pour la saison 2022	**Travaux publics**	Horticulture et arboriculture	1 551 $
Total LES SERRES ARUNDEL SENC							**1 551 $**
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC	**1513422**	2022-01-21	**PATRY, MAGGIE CHRISTINA**	PARCS - Livre	**Travaux publics**	Planification et gestion des parcs et espaces verts	332 $
Total LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC							**332 $**
LIFEWORKS (CANADA) LTD.	**1510121**	2022-01-07	**DUPRE, ANNETTE**	PROGR. AIDE 2022 - RH	**Services administratifs et greffe**	Gestion du personnel	17 150 $
Total LIFEWORKS (CANADA) LTD.							**17 150 $**
LINDE CANADA INC.	**1509888**	2022-01-06	**STEBEN, FREDERIC**	Dioxyde de carbone pour piscine	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance	4 200 $
Total LINDE CANADA INC.							**4 200 $**
LOCATION GAMMA INC.	**1512518**	2022-01-19	**CADOTTE, ANNICK**	VOIRIE - ACHAT D'UNE PLAQUE VIBRANTE	**Travaux publics**	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	1 995 $
Total LOCATION GAMMA INC.							**1 995 $**
LOCATION GUAY	**1515255**	2022-01-31	**DIDI, WAIL**	AQUEDUC - Location d'une rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires - #1214969011/CA21 14 0314	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	59 972 $
Total LOCATION GUAY							**59 972 $**
LOCATION LORDBEC INC.	**1509708**	2022-01-05	**GERVAIS, ROBERT**	ÉGOUT - Branchement au 7401 Berri	**Travaux publics**	Réseaux d'égout	7 244 $
	1511939	2022-01-17	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Remplacement de plomb et réparation de fuite au 8401 St-Hubert	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	14 698 $
	1513769	2022-01-24	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Location d'un camion 12 roues avec opérateur le 19 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	898 $
	1513874	2022-01-25	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Location d'un camion 12 roues avec opérateur le 24 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	898 $
	1513889	2022-01-25	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Location d'une rétrocaveuse avec opérateur le 23 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	848 $
	1513903	2022-01-25	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Location d'un camion 12 roues avec opérateur le 23 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	1 197 $

Nom fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur	Description BC	Direction ou inventaire	Description activité	Montant engagé
LOCATION LORDBEC INC.	**1513909**	2022-01-25	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Location d'une rétrocaveuse avec opérateur le 23 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	1 197 $
	1513915	2022-01-25	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Location d'un camion 12 roues avec opérateur le 22 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	1 297 $
	1513923	2022-01-25	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Location d'une rétrocaveuse avec opérateur le 22 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	1 297 $
	1513928	2022-01-25	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Location d'un camion 12 roues avec opérateur le 21 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	1 696 $
	1513934	2022-01-25	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Location d'une rétrocaveuse avec opérateur le 21 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	1 197 $
	1513951	2022-01-25	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Location d'une rétrocaveuse avec opérateur le 21 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	1 696 $
	1513959	2022-01-25	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Location d'un camion 12 roues avec opérateur le 20 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	898 $
	1514044	2022-01-25	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de remplacement de plomb au 7432-7436 Saint-Gérard	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	5 459 $
	1514526	2022-01-27	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Location d'une rétrocaveuse avec opérateur le 25 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	898 $
	1514535	2022-01-27	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Location d'un camion 12 roues avec opérateur le 25 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	898 $
	1514541	2022-01-27	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Location d'un camion 12 roues avec opérateur le 26 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	898 $
	1514553	2022-01-27	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Location d'une rétrocaveuse avec opérateur le 26 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	898 $
	1515209	2022-01-31	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Location d'une rétrocaveuse avec opérateur le 27 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	1 047 $
	1515213	2022-01-31	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Location d'un camion 12 roues avec opérateur le 27 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	1 047 $
Total LOCATION LORDBEC INC.							**46 202 $**
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C	**1511304**	2022-01-13	**DANSEREAU, SYLVAIN**	DIVERS APPEL D'OFFRE SUR DEMANDE - 2022	**Services administratifs et greffe**	Conseil et soutien aux instances politiques	4 724 $
Total MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C							**4 724 $**
MESSER CANADA INC.	**1499493**	2022-01-13	**LECLERC, ANDREANE**	location de bombonne	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Centres communautaires - Activités culturelles	5 $
Total MESSER CANADA INC.							**5 $**
MK MAJOR ENTERPRISES INC - CANADIAN TIRE	**1510116**	2022-01-07	**GERVAIS, ROBERT**	VOIRIE - Bon de commande ouvert 2022 - Achats divers	**Travaux publics**	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	3 675 $
	1510153	2022-01-07	**PATRY, MAGGIE CHRISTINA**	PARCS - Bon de commande ouvert 2022 - Achats divers	**Travaux publics**	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	10 499 $
Total MK MAJOR ENTERPRISES INC - CANADIAN TIRE							**14 173 $**
MONTREAL STENCIL INC	**1510235**	2022-01-07	**LECLERC, ANDREANE**	ÉTAMPES	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Bibliothèques	35 $
Total MONTREAL STENCIL INC							**35 $**
NADEAU FORESTERIE URBAINE INC.	**1513251**	2022-01-21	**DUPRE, ANNETTE**	CANOPÉE - 2022 - Service professionnel pour l'évaluation des impacts des travaux de construction sur les arbres et la prescription de mesures d'intervention en vue de la protection	**Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement**	Horticulture et arboriculture	22 725 $
Total NADEAU FORESTERIE URBAINE INC.							**22 725 $**
NETTOYEUR MAXI-PLUS.NET INC.	**1510166**	2022-01-07	**PATRY, MAGGIE CHRISTINA**	PARCS - Bon de commande ouverte 2022	**Travaux publics**	Planification et gestion des parcs et espaces verts	210 $
Total NETTOYEUR MAXI-PLUS.NET INC.							**210 $**
NOVAFOR EQUIPEMENT INC.	**1510758**	2022-01-11	**CADOTTE, ANNICK**	PARC - ACHAT DE MICRO DE RECHANGE POUR LE SYSTÈME DE COMMUNICATION DES ÉLAGEUR	**Travaux publics**	Horticulture et arboriculture	289 $
	1512293	2022-01-18	**CADOTTE, ANNICK**	PARC - ACHAT DE BOTTE POUR MARC-ANDRÉ BLACKBURN	**Travaux publics**	Planification et gestion des parcs et espaces verts	447 $
Total NOVAFOR EQUIPEMENT INC.							**736 $**

Nom fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur	Description BC	Direction ou inventaire	Description activité	Montant engagé
PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	**1509909**	2022-01-06	**JOBIDON, JOCELYN**	CONSTATS - HUISSIERS 2022 -AUSE	**Direction du développement du territoire**	Émission des permis et inspections	4 200 $
	1509918	2022-01-06	**JOBIDON, JOCELYN**	AVIS - HUISSIERS 2022 -AUSE	**Direction du développement du territoire**	Émission des permis et inspections	12 599 $
	1510705	2022-01-11	**LEHOUX, PATRICK**	HUISSIERS 2022 - RH	**Services administratifs et greffe**	Gestion du personnel	1 050 $
Total PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.							**17 848 $**
PARIS, LADOUCEUR & ASSOCIES INC.	**1513601**	2022-01-24	**GAUTHIER, MYLENE**	FRAIS DE PARC - 7995 AVE SHELLY	**Direction du développement du territoire**	Émission des permis et inspections	1 102 $
Total PARIS, LADOUCEUR & ASSOCIES INC.							**1 102 $**
PATSY VAN ROOST	**1512991**	2022-01-20	**LECLERC, ANDREANE**	Conception - boites lumineuses	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Centres communautaires - Activités culturelles	2 500 $
Total PATSY VAN ROOST							**2 500 $**
PEAUSEIDON EAU DE SOURCE NATURELLE	**1510136**	2022-01-07	**GERVAIS, ROBERT**	VOIRIE - Bon de commande ouvert 2022 - Stérilisation des machines à eau	**Travaux publics**	Transport - Surveillance et ordonnancement - À répartir	105 $
	1510169	2022-01-07	**PATRY, MAGGIE CHRISTINA**	PARCS - Bon de commande ouvert 2022 - Fourniture de bouteilles d'eau et stérilisation	**Travaux publics**	Planification et gestion des parcs et espaces verts	1 575 $
Total PEAUSEIDON EAU DE SOURCE NATURELLE							**1 680 $**
PEPINIERE LEMAY INC.	**1513445**	2022-01-21	**PATRY, MAGGIE CHRISTINA**	PARCS - Fourniture de végétaux pour les saillies	**Travaux publics**	Horticulture et arboriculture	17 963 $
Total PEPINIERE LEMAY INC.							**17 963 $**
PETROLES CREVIER INC.	**1510172**	2022-01-07	**PATRY, MAGGIE CHRISTINA**	PARCS - 2022 - Mazout #1 pour le complexe mégadôme selon l'entente 1497232	**Travaux publics**	Planification et gestion des parcs et espaces verts	5 249 $
Total PETROLES CREVIER INC.							**5 249 $**
PROCOVA INC	**1513227**	2022-01-21	**DIDI, WAIL**	PHASE 2 - CHALET PARC DE NORMANVILLE	**Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement**	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	118 951 $
						Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	264 988 $
Total PROCOVA INC							**383 939 $**
PRODUITS SANY	**1508225**	2022-01-11	**STEBEN, FREDERIC**	ENTRETIEN ET RÉPARATION	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des arénas et patinoires	24 $
	1510213	2022-01-07	**STEBEN, FREDERIC**	ENTRETIEN ET RÉPARATION	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des arénas et patinoires	805 $
	1510752	2022-01-11	**CADOTTE, ANNICK**	VOIRIE - PRODUIT D'ENTRETIEN	**Travaux publics**	Transport - Dir. et admin. - À répartir	132 $
	1512777	2022-01-19	**CADOTTE, ANNICK**	VOIRIE - PRODUITS D'ENTRETIENS INVENTAIRES	**Travaux publics**	Transport - Dir. et admin. - À répartir	233 $
		2022-01-20	**CADOTTE, ANNICK**	VOIRIE - PRODUITS D'ENTRETIENS INVENTAIRES	**Travaux publics**	Transport - Dir. et admin. - À répartir	18 $
	1512840	2022-01-19	**STEBEN, FREDERIC**	PRODUITS D'ENTRETIEN	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Gestion install. - Arénas et patinoires	1 694 $
	1512941	2022-01-20	**STEBEN, FREDERIC**	ENTRETIEN ET RÉPARATION	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des arénas et patinoires	231 $
	1514545	2022-01-27	**LECLERC, ANDREANE**	PRODUITS D'ENTRETIEN	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Bibliothèques	374 $
	1515152	2022-01-31	**STEBEN, FREDERIC**	PRODUITS D'ENTRETIEN	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Gestion install. - Centres commun. - Act.récréatives	236 $
	1515180	2022-01-31	**STEBEN, FREDERIC**	PRODUITS D'ENTRETIEN	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance	151 $
	1515225	2022-01-31	**STEBEN, FREDERIC**	PRODUITS D'ENTRETIEN	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance	398 $
Total PRODUITS SANY							**4 295 $**
PRODUITS SUNCOR ENERGIE, S.E.N.C. - PETRO-CANADA	**1502582**	2022-01-07	**PATRY, MAGGIE CHRISTINA**	PARCS - 2021 - Mazout #1 pour le complexe mégadôme selon l'entente 1436606	**Travaux publics**	Planification et gestion des parcs et espaces verts	22 $
Total PRODUITS SUNCOR ENERGIE, S.E.N.C. - PETRO-CANADA							**22 $**

Nom fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur	Description BC	Direction ou inventaire	Description activité	Montant engagé
R.M. LEDUC & CIE INC.	**1513638**	2022-01-24	**LECLERC, ANDREANE**	FOURNITURE DE BIBLIO	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Bibliothèques	1 178 $
Total R.M. LEDUC & CIE INC.							**1 178 $**
REGARD SECURITE	**1512002**	2022-01-17	**PATRY, MAGGIE CHRISTINA**	PARCS - Fourniture de lunettes de sécurité de type prescription selon l'entente 1255847 pour Patrick St Hilaire	**Travaux publics**	Planification et gestion des parcs et espaces verts	200 $
	1513534	2022-01-24	**GERVAIS, ROBERT**	VORIE - Fourniture de lunette de sécurité de type prescription pour Berthier Bélanger selon l'entente 1255847	**Travaux publics**	Transport - Dir. et admin. - À répartir	200 $
	1515219	2022-01-31	**GERVAIS, ROBERT**	VOIRIE - Lunette de sécurité avec prescription pour Francis Faucher selon l'entente 1255847	**Travaux publics**	Transport - Dir. et admin. - À répartir	200 $
Total REGARD SECURITE							**600 $**
SANI-FONTAINES INC.	**1506199**	2022-01-17	**GERVAIS, ROBERT**	VOIRIE - Location de fontaine - Roulotte dans la carrière St-Michel	**Travaux publics**	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	42 $
	1509703	2022-01-05	**GERVAIS, ROBERT**	VOIRIE - Location de fontaine - Roulotte dans la carrière St-Michel	**Travaux publics**	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	503 $
Total SANI-FONTAINES INC.							**545 $**
SANTINEL INC.	**1512946**	2022-01-20	**STEBEN, FREDERIC**	CARTOUCHE ET BATTERIE DÉFIBRILLATEUR	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	4 501 $
Total SANTINEL INC.							**4 501 $**
SECURITE LANDRY INC	**1512316**	2022-01-18	**CADOTTE, ANNICK**	PARC - ACHAT CORDAGE et d'élingues	**Travaux publics**	Horticulture et arboriculture	590 $
Total SECURITE LANDRY INC							**590 $**
SERVICE LOCATION TAPIS COMMERCIAL	**1500876**	2022-01-07	**GERVAIS, ROBERT**	VOIRIE - Service de location et d'entretien de tapis pour la saison hivernale 2021/2022	**Travaux publics**	Transport - Dir. et admin. - À répartir	5 249 $
	1500881	2022-01-07	**PATRY, MAGGIE CHRISTINA**	PARCS - Location de tapis pour le 9100 boul. Pie IX pour la saison hivernale 2021/2022	**Travaux publics**	Planification et gestion des parcs et espaces verts	1 383 $
Total SERVICE LOCATION TAPIS COMMERCIAL							**6 632 $**
SERVICES DE CONTENEURS ATS INC. (LES)	**1494179**	2022-01-06	**PATRY, MAGGIE CHRISTINA**	JARRY - LOCATION DE CONTENEUR 20JOBBOX pour 6 mois à compter du 15 octobre 2021.	**Travaux publics**	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	4 511 $
Total SERVICES DE CONTENEURS ATS INC. (LES)							**4 511 $**
SIGNALISATION 10-10	**1511358**	2022-01-13	**LECLERC, ANDREANE**	LOCATION TABLES À PIQUE-NIQUE	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	3 661 $
Total SIGNALISATION 10-10							**3 661 $**
SIG-NATURE	**1496705**	2022-01-06	**PATRY, MAGGIE CHRISTINA**	PARCS - Location d'un tracteur John Deer 4066R 2021/2022	**Travaux publics**	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	8 320 $
Total SIG-NATURE							**8 320 $**
SODEM INC.	**1510040**	2022-01-06	**DIDI, WAIL**	GESTION PISCINE ST-ROCH	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	214 443 $
Total SODEM INC.							**214 443 $**
SOFTCHOICE LP	**1513342**	2022-01-21	**DANSEREAU, SYLVAIN**	LICENCE ANTIDOTE - LAURENCE LAVIGNE LALONDE	**Cabinet des élus**	Conseil et soutien aux instances politiques	44 $
Total SOFTCHOICE LP							**44 $**
SOLUTIONS D'AFFAIRES DELCOM	**1509925**	2022-01-06	**ST-PIERRE, MARCO**	VOIRIE - BC ouvert 2022 pour la lecteur du photocopieur Aficio MP3500 situé au 3699 Crémazie, 2e étage, CM - EQ12929 #SÉRIE V9315000390	**Travaux publics**	Transport - Dir. et admin. - À répartir	2 835 $
Total SOLUTIONS D'AFFAIRES DELCOM							**2 835 $**
SOUDURE METALEX	**1513610**	2022-01-24	**GERVAIS, ROBERT**	CARRIÈRE ST-MICHEL - Service de soudure pour le quai Robert	**Travaux publics**	Déblaiement et chargement de la neige	957 $
Total SOUDURE METALEX							**957 $**
SOUPAPES UNIVERSELLE VALVES	**1510759**	2022-01-11	**CADOTTE, ANNICK**	AQUEDUC - ACHAT DE DIRIGEUR	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	997 $
Total SOUPAPES UNIVERSELLE VALVES							**997 $**
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	**1513537**	2022-01-24	**ST-PIERRE, MARCO**	EGOUT - ACHAT DE GRILLE - ANTI VÉLO	**Travaux publics**	Réseaux d'égout	5 497 $

Nom fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur	Description BC	Direction ou inventaire	Description activité	Montant engagé
Total ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.							**5 497 $**
SYSTEMES CANADIEN KRONOS INC	**1511399**	2022-01-13	**STEBEN, FREDERIC**	Data collection Kronos	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Gestion install. - Arénas et patinoires	1 635 $
Total SYSTEMES CANADIEN KRONOS INC							**1 635 $**
TECH VAC ENVIRONNEMENT INC.	**1438787**	2022-01-06	**DIDI, WAIL**	ÉGOUT - Travaux de nettoyage systématique de puisards de rues et ruelles et la disposition des résidus, pour une période de 36 mois, soit du 12 octobre 2020 au 30 octobre 2023 - AO 20-18292 - GDD 1204969009/CA20 14 0267	**Travaux publics**	Réseaux d'égout	278 563 $
	1513731	2022-01-24	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'un hydro-excavateur avec opérateur le 20 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	1 496 $
	1513747	2022-01-24	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'un hydro-excavateur avec opérateur le 21 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	3 567 $
	1513763	2022-01-24	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'un hydro-excavateur avec opérateur le 23 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	2 898 $
	1515201	2022-01-31	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location d'un hydro-excavateur avec opérateur le 28 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	2 394 $
Total TECH VAC ENVIRONNEMENT INC.							**288 918 $**
TECHNOLOGIE POWER GUARD	**1509652**	2022-01-04	**ST-PIERRE, MARCO**	PARCS - Frais pour l'année 2022 pour le service d'affichage au 9100 Pie IX	**Travaux publics**	Planification et gestion des parcs et espaces verts	378 $
	1509820	2022-01-05	**GERVAIS, ROBERT**	VOIRIE - Frais de serveur d'affichage dynamique au 3699 Crémazie et de l'Épée	**Travaux publics**	Transport - Dir. et admin. - À répartir	1 890 $
Total TECHNOLOGIE POWER GUARD							**2 268 $**
TELUS	**1509913**	2022-01-06	**MARSOT, ELSA**	BC OUVERT 2022 - TELEPHONIE CELLULAIRE	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	11 549 $
	1509923	2022-01-06	**MARSOT, ELSA**	COMMANDE OUVERTE 2022 - TELÉPHONIE CELLULAIRE	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	7 349 $
	1510345	2022-01-10	**VAILLANCOURT, NATHALIE**	CELLULAIRES 2022 - SERV. ADM.	**Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement**	Administration, finances et approvisionnement	7 349 $
	1510356	2022-01-10	**DANSEREAU, SYLVAIN**	CELLULAIRES 2022 - S OUELLET	**Cabinet des élus**	Conseil et soutien aux instances politiques	378 $
	1510374	2022-01-10	**DANSEREAU, SYLVAIN**	CELLULAIRES 2022 - J CORVIL	**Cabinet des élus**	Conseil et soutien aux instances politiques	420 $
	1510380	2022-01-10	**DANSEREAU, SYLVAIN**	CELLULAIRE 2022 - M DEROS	**Cabinet des élus**	Conseil et soutien aux instances politiques	525 $
	1510388	2022-01-10	**DANSEREAU, SYLVAIN**	CELLULAIRES 2022 - MARTINE MUSAU MUELE	**Cabinet des élus**	Conseil et soutien aux instances politiques	420 $
	1510415	2022-01-10	**DANSEREAU, SYLVAIN**	CELLULAIRES 2022 - MAIRESSE	**Cabinet des élus**	Conseil et soutien aux instances politiques	735 $
	1510417	2022-01-10	**DANSEREAU, SYLVAIN**	CELLULAIRES 2022 - PERMIS & INSPECTIONS	**Direction du développement du territoire**	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	6 089 $
	1510429	2022-01-10	**DANSEREAU, SYLVAIN**	CELLULAIRES 2022 - ÉTUDES TECH.	**Direction du développement du territoire**	Transport - Dir. et admin. - À répartir	3 360 $
Total TELUS							**38 173 $**
TENAQUIP LIMITED	**1510760**	2022-01-11	**CADOTTE, ANNICK**	PARC - MANTEAU D'HIVER POUR STEPHANE DÉPATIE	**Travaux publics**	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	195 $
	1510939	2022-01-12	**MARTEL, MICHAEL**	JARRY - ACHAT DE BIDONS	**Travaux publics**	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	1 935 $
	1512311	2022-01-18	**CADOTTE, ANNICK**	PARC - ACHAT D'UN MANTEAU POUR ERIC BRODEUR	**Travaux publics**	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	305 $
	1512385	2022-01-18	**STEBEN, FREDERIC**	BIDON SÉCURITAIRE	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance	545 $
	1513643	2022-01-24	**CADOTTE, ANNICK**	VOIRIE - ACHAT DE RALLONGE ET DE LINCHETTE DÉSINFECTANTE	**Travaux publics**	Transport - Surveillance et ordonnancement - À répartir	426 $
	1514690	2022-01-27	**CADOTTE, ANNICK**	VOIRIE - ACHAT DE CHAUFFE MAIN	**Travaux publics**	Transport - Dir. et admin. - À répartir	100 $
	1515106	2022-01-31	**CADOTTE, ANNICK**	JARRY - ACHAT D'UN BOITIER DE CLÉ	**Travaux publics**	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	73 $

Nom fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur	Description BC	Direction ou inventaire	Description activité	Montant engagé
Total TENAQUIP LIMITED							**3 579 $**
TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.	**1509711**	2022-01-05	**GERVAIS, ROBERT**	ÉGOUT - Branchement au 7489 et 7497 rue Fabre	**Travaux publics**	Réseaux d'égout	9 659 $
	1512573	2022-01-19	**GERVAIS, ROBERT**	AQUDUC - Travaux en urgence pour le remplacement et la réparation d'une entrée d'eau au 3654, rue Jean-Talon Est	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	7 244 $
	1514116	2022-01-25	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - Service de location de camion 12 roues avec opérateur le 22 janvier 2022	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	698 $
Total TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.							**17 601 $**
UBA INC.	**1509890**	2022-01-06	**STEBEN, FREDERIC**	CHLORE - 2022	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Gestion install. - Piscines, plages et ports de plaisance	3 780 $
Total UBA INC.							**3 780 $**
ULINE CANADA CORP	**1512267**	2022-01-18	**PATRY, MAGGIE CHRISTINA**	JARRY - ACHAT DE TABLES À PICNICS	**Travaux publics**	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	2 782 $
		2022-01-20	**PATRY, MAGGIE CHRISTINA**	JARRY - ACHAT DE TABLES À PICNICS	**Travaux publics**	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	268 $
	1513451	2022-01-21	**LECLERC, ANDREANE**	ÉTIQUETTES	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Bibliothèques	183 $
		2022-01-31	**LECLERC, ANDREANE**	ÉTIQUETTES	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Bibliothèques	35 $
	1515031	2022-01-28	**STEBEN, FREDERIC**	BOITE À CLÉ	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des arénas et patinoires	286 $
Total ULINE CANADA CORP							**3 554 $**
UNITED RENTALS DU CANADA	**1510441**	2022-01-10	**CADOTTE, ANNICK**	AQUEDUC - ACHAT DE DEUX GALLON DE TRANSFER FLUID	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	178 $
Total UNITED RENTALS DU CANADA							**178 $**
VALERIE RICHARD	**1510740**	2022-01-11	**LECLERC, ANDREANE**	Médiation culturelle	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Centres communautaires - Activités culturelles	1 432 $
Total VALERIE RICHARD							**1 432 $**
VAP SOLUTION	**1509961**	2022-01-06	**MARSOT, ELSA**	ENTRETIEN MÉNAGER - MCCL	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Loisirs et culture - Dir., adm. et soutien - À répartir	19 752 $
Total VAP SOLUTION							**19 752 $**
VIDEOTRON LTEE .	**1511291**	2022-01-13	**DANSEREAU, SYLVAIN**	CÂBLE 2022 - DIRECTION	**Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement**	Administration, finances et approvisionnement	945 $
Total VIDEOTRON LTEE .							**945 $**
VILLE EN VERT	**1510979**	2022-01-12	**DIDI, WAIL**	Contrat de services professionnels pour la gestion du programme Éco-quartier pour l'arrondissement VSMPE : Année 2022 - TP-18-01	**Services administratifs et greffe**	Autres - matières résiduelles	72 675 $
					Travaux publics	Autres - matières résiduelles	360 000 $
Total VILLE EN VERT							**432 675 $**
WOLSELEY CANADA INC.	**1507475**	2022-01-18	**GERVAIS, ROBERT**	AQUEDUC - ACHAT D'OUTIL POUR L'AQUEDUC	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	670 $
	1510814	2022-01-11	**CADOTTE, ANNICK**	AQUEDUC - ACHAT DE CLE DE TUYAU	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	416 $
	1511133	2022-01-13	**CADOTTE, ANNICK**	PARC - ACHAT D'UN PIÈCE D'UNE PIÈCE POUR LE CLOS DE LA 47E	**Travaux publics**	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	45 $
	1513554	2022-01-24	**CADOTTE, ANNICK**	AQUEDUC - ACHAT DE RACCORDS ET DE TUYAU DE PVC	**Travaux publics**	Réseau de distribution de l'eau potable	2 858 $
Total WOLSELEY CANADA INC.							**3 988 $**
Total général							**2 969 463 $**

Villeray-St-Michel-Parc-Extension
Factures non associées à un bon de commande par Fournisseur
Période : janvier 2022

Fournisseur	No facture	Date comptable	Créée par	Description	Direction	Activité	Montant
9337-7224 Quebec Inc. (121385)	**78963**	18-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	Opérateur hors fonction à cause du froid. remettre opérateur en fonction.	**Services administratifs et greffe**	Administration, finances et approvisionnement	409,98 $
Total 9337-7224 Quebec Inc. (121385)							**409,98 $**
Agence Webdiffusion Inc. (315597)	**2010**	01-janv-2022	**Limage, Elyne**	Facture pour ARR VMARIE et Emilie Walch 06-01-2021-EL --arr Villeray st-michel ADM besoin 1350 $ avant taxes	**Services administratifs et greffe**	Conseil et soutien aux instances politiques	0,00 $
Total Agence Webdiffusion Inc. (315597)							**0,00 $**
Alliance Quebecoise Du Loisir Public (185828)	**aqlp392**	24-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	Formation : gestionnaire des programmes d'entretien des surfaces naturelles et synthétiques du 15 au 29 mars 2022 : webinaire	**Services administratifs et greffe**	Gestion du personnel	251,97 $
Total Alliance Quebecoise Du Loisir Public (185828)							**251,97 $**
Altergo (226817)	**afe20212298**	13-janv-2022	**Akono, Hermann**	Membership 2021-2022(du 1 sept 2021 au 31 Aout 2022)	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Act. culturelles	135,00 $
Total Altergo (226817)							**135,00 $**
Association Des Commerçants Du Petit Maghreb (611526)	**ca21140225b**	01-janv-2022	**Daigle, Nathalie**	2e vers. - Dans le cadre du projet Soutenir les associations commerciales locales	**Direction du développement du territoire**	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	832,70 $
Total Association Des Commerçants Du Petit Maghreb (611526)							**832,70 $**
Association Des Directeurs Generaux Des Municipalites Du Quebec (Adgmq) (100048)	**1673**	24-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	Cotisation pour adhésion annuelle de Nathalie (du 01/01/2022 au 31/12/2022)	**Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement**	Administration, finances et approvisionnement	780,00 $
Total Association Des Directeurs Generaux Des Municipalites Du Quebec (Adgmq) (100048)							**780,00 $**
Association Des Professionnels A L'Outillage Municipal (A.P.O.M.) (121165)	**5376**	17-janv-2022	**Cadotte, Annick**	Inscription de Marco St-Pierre	**Travaux publics**	Transport	100,45 $
Total Association Des Professionnels A L'Outillage Municipal (A.P.O.M.) (121165)							**100,45 $**
Cadeaux D'Affaires Lucas & Voigt Inc. (175744)	**9819**	20-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	50 Vec logo coté coeur et logo dos, graphiste 3/4 heure ainsi que la livraison de T-shirts.	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Centres communautaires	780,06 $
Total Cadeaux D'Affaires Lucas & Voigt Inc. (175744)							**780,06 $**
Cdc Solidarites Villeray (377910)	**ca21140246220126**	26-janv-2022	**De Ville, Johanne**	Accompagnement scolaire des familles de l'est de Villeray 2022 - 1er versement	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Développement social	11 080,00 $
Total Cdc Solidarites Villeray (377910)							**11 080,00 $**
Centre Communautaire Jeunesse Unie De Parc Extension (114614)	**ca21140194220107**	07-janv-2022	**De Ville, Johanne**	PROGRAMME JEUNESSE 2022 - 1ER VERSEMENT	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des centres commun.	31 830,00 $
Centre Communautaire Jeunesse Unie De Parc Extension (114614)	**ca21140344**	20-janv-2022	**De Ville, Johanne**	Fortifier la santé et la résilience des filles et des garçons - 1er versement	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Développement social	10 800,00 $
Total Centre Communautaire Jeunesse Unie De Parc Extension (114614)							**42 630,00 $**
Centre Lasallien Saint-Michel (401346)	**ca21140347**	07-janv-2022	**De Ville, Johanne**	PROGRAMME ACTIVITÉS DE LOISIRS 2022 - 1ER VERSEMENT	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des centres commun.	0,00 $
Total Centre Lasallien Saint-Michel (401346)							**0,00 $**
Ceriu (119311)	**019934**	24-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	Formation en drainage des chaussées municipales: Nacira	**Services administratifs et greffe**	Gestion du personnel	314,96 $
Total Ceriu (119311)							**314,96 $**
Club De Handball Celtique De Montreal Inc. (349625)	**ca21140345**	07-janv-2022	**De Ville, Johanne**	CLUBS SPORTIFS ET ACTIVITÉS SPORTIVES 2022 - 1ER VERSEMENT	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des centres commun.	5 995,00 $
Total Club De Handball Celtique De Montreal Inc. (349625)							**5 995,00 $**
Club L'Espoir Jeunesse (158589)	**ca22140003**	28-janv-2022	**De Ville, Johanne**	AFIN DE SOUTENIR LA PROGRAMMATION D'ACTIVITÉS	**Services administratifs et greffe**	Exploitation des centres commun.	5 000,00 $
Total Club L'Espoir Jeunesse (158589)							**5 000,00 $**
Comaq, Corporation Des Officiers Municipaux Agrees Du Quebec (130440)	**1020991**	06-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	Cotisation annuelle des membres de la COMAQ	**Services administratifs et greffe**	Conseil et soutien aux instances politiques	572,18 $
Comaq, Corporation Des Officiers Municipaux Agrees Du Quebec (130440)	**1021814**	24-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	L'accès aux documents des organismes municipaux et la protection des renseignements personnels- formation virtuelle du 02 novembre 2022	**Services administratifs et greffe**	Gestion du personnel	409,45 $
Total Comaq, Corporation Des Officiers Municipaux Agrees Du Quebec (130440)							**981,63 $**
Cooperative De Taxi Montreal (36103)	**260789**	11-janv-2022	**Akono, Hermann**	Frais d'administration	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Act. culturelles	86,09 $
Cooperative De Taxi Montreal (36103)	**260790**	11-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	Frais de déplacement pour Marlène MC Martin en date du 15 décembre 2021.	**Services administratifs et greffe**	Gestion du personnel	57,92 $
Cooperative De Taxi Montreal (36103)	**260916**	24-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	Frais de transport par taxi : Gaëtan paquette	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Act. récréatives	45,88 $
Cooperative De Taxi Montreal (36103)	**261010**	24-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	Frais de transport par taxi : 2731751 et 2677750	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Act. culturelles	23,67 $
Cooperative De Taxi Montreal (36103)	**261078**	19-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	Frais de transport par automobile en date du 17 déc 2021.	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Act. récréatives	15,45 $
Total Cooperative De Taxi Montreal (36103)							**229,01 $**
Corporation De Gestion Des Loisirs Du Parc (109799)	**ca21140347**	07-janv-2022	**De Ville, Johanne**	PROGRAMME ACTIVITÉS DE LOISIRS 2022 - 1ER VERSEMENT	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des centres commun.	87 429,00 $
Total Corporation De Gestion Des Loisirs Du Parc (109799)							**87 429,00 $**
Corporation D'Education Jeunesse (527891)	**ca21140194220107**	07-janv-2022	**De Ville, Johanne**	PROGRAMME JEUNESSE 2022	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des centres commun.	7 821,00 $
Total Corporation D'Education Jeunesse (527891)							**7 821,00 $**

Villeray-St-Michel-Parc-Extension
Factures non associées à un bon de commande par Fournisseur
Période : janvier 2022

Fournisseur	No facture	Date comptable	Créée par	Description	Direction	Activité	Montant
Demers-Dubois, Caroline (167552)	**rembempl220119**	20-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	Rembours. à Caroline Demers-Dubois des frais encourus pour l'utilisation d'une automobile personnelle.-suivi de kilométrage pour le mois de décembre 2022.	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Act. récréatives	11,28 $
Total Demers-Dubois, Caroline (167552)							**11,28 $**
Espace Multisoleil (278468)	**ca21140347**	07-janv-2022	**De Ville, Johanne**	PROGRAMME ACTIVITÉS DE LOISIRS 2022 - 1ER VERSEMENT	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des centres commun.	56 567,00 $
Total Espace Multisoleil (278468)							**56 567,00 $**
Fondation Latinarte (181672)	**21009vdm**	25-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	Service de café aux loges au mois d'octobre, novembre et decembre.	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Centres communautaires	52,00 $
Total Fondation Latinarte (181672)							**52,00 $**
Gfl Environnemental Inc. (543038)	**m2000032746601**	17-janv-2022	**Quevillon, Line**	Réf:#m20000327466 faire retour sur quelle ligne	**Travaux publics**	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	0,00 $
Gfl Environnemental Inc. (543038)	**m2000032970801**	17-janv-2022	**Quevillon, Line**	Réf:#m20000329708 faire retour sur quelle ligne	**Travaux publics**	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	0,00 $
Gfl Environnemental Inc. (543038)	**m2000032971101**	17-janv-2022	**Quevillon, Line**	Réf:#m20000329711 faire retour sur quelle ligne	**Travaux publics**	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	0,00 $
Gfl Environnemental Inc. (543038)	**m2000033224601**	17-janv-2022	**Quevillon, Line**	Réf:#m20000332246	**Travaux publics**	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	0,00 $
Total Gfl Environnemental Inc. (543038)							**0,00 $**
Gotta Lago (160458)	**01**	25-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	Spectacle musical : rythmes en folies à la maison de la culture Claude Léveillée.	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Centres communautaires	900,00 $
Total Gotta Lago (160458)							**900,00 $**
Hassane Amraoui (156577)	**aca022034**	19-janv-2022	**De Ville, Johanne**	EXPOSITION: LE PARADOXE ET L'ESPOIR - COTÉ FENÊTRES DU 29 JANVIER AU 3 AVRIL 2022 À LA MAISON DE LA CULTURE CLAUDE LÉVEILLÉE	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Centres communautaires	2 161,00 $
Hassane Amraoui (156577)	**aca022035**	19-janv-2022	**De Ville, Johanne**	EXPOSITION: LE PARADOXE ET L'ESPOIR - DU 29 JANVIER AU 3 AVRIL 2022 À LA SALLE D'EXPOSITION DE LA MAISON DE LA CULTURE CLAUDE LÉVEILLÉE	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Centres communautaires	2 161,00 $
Total Hassane Amraoui (156577)							**4 322,00 $**
Imprimerie K-Litho (603988)	**28767**	20-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	15 certificats 11.25" x 8" imprimer couleur, un côté sur un papier parchemin. Re : Hero de covid 19.	**Cabinet des élus**	Conseil et soutien aux instances politiques	20,21 $
Total Imprimerie K-Litho (603988)							**20,21 $**
Jobidon, Jocelyn (138465)	**rembempl220114**	24-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	Rembours. des frais de reunion de travail sur heure de lunch .	**Direction du développement du territoire**	Amén., urb. et dével.	27,52 $
Total Jobidon, Jocelyn (138465)							**27,52 $**
Joujoutheque Saint-Michel Inc. (118273)	**ca21140344**	20-janv-2022	**De Ville, Johanne**	Trio gagnant - 1er versement	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Développement social	14 836,00 $
Total Joujoutheque Saint-Michel Inc. (118273)							**14 836,00 $**
La Grande Porte (450900)	**ca21140194220107**	07-janv-2022	**De Ville, Johanne**	PROGRAMME JEUNESSE 2022 - 1ER VERSEMENT	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des centres commun.	56 799,00 $
Total La Grande Porte (450900)							**56 799,00 $**
La Joie Des Enfants (Montreal) Inc. (114611)	**ca21140347**	07-janv-2022	**De Ville, Johanne**	PROGRAMME ACTIVITÉS DE LOISIRS 2022 - 1ER VERSEMENT	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des centres commun.	3 685,00 $
Total La Joie Des Enfants (Montreal) Inc. (114611)							**3 685,00 $**
Le Club De Gymnastique Les Asymetriques De Montreal (119407)	**ca21140345**	07-janv-2022	**De Ville, Johanne**	CLUBS SPORTIFS ET ACTIVITÉS SPORTIVES 2022 - 1ER VERSEMENT	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des centres commun.	11 788,00 $
Total Le Club De Gymnastique Les Asymetriques De Montreal (119407)							**11 788,00 $**
Le Phare De L'Espoir (230674)	**ca21140344**	20-janv-2022	**De Ville, Johanne**	Persévérance, graine de succès - 1er versement	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Développement social	24 413,00 $
Total Le Phare De L'Espoir (230674)							**24 413,00 $**
L'Empreinte Imprimerie Inc. (122285)	**1117767**	21-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	1250 cartes d'affaires pour 5 employés commande faite par J-L Reiher SDF 5807 réference 7741	**Direction du développement du territoire**	Amén., urb. et dével.	82,78 $
L'Empreinte Imprimerie Inc. (122285)	**1117779**	21-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	250 carte Patrice benoit SDF 5807 réference 134715	**Direction du développement du territoire**	Amén., urb. et dével.	16,56 $
Total L'Empreinte Imprimerie Inc. (122285)							**99,34 $**
Les Editions Wilson & Lafleur Inc. (521951)	**90154775**	07-janv-2022	**De Ville, Johanne**	Abonnement -Document La corporation sans but lucratif au Qc. 2022	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des centres commun.	295,00 $
Total Les Editions Wilson & Lafleur Inc. (521951)							**295,00 $**
Les Monarques De Montreal (128465)	**ca21140345**	07-janv-2022	**De Ville, Johanne**	CLUBS SPORTIFS ET ACTIVITÉS SPORTIVES 2022 - 1ER VERSEMENT	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des centres commun.	22 473,00 $
Les Monarques De Montreal (128465)	**ca22140003**	28-janv-2022	**De Ville, Johanne**	AFIN DE SOUTENIR LA PROGRAMMATION D'ACTIVITÉS	**Services administratifs et greffe**	Exploitation des centres commun.	5 000,00 $
Total Les Monarques De Montreal (128465)							**27 473,00 $**
Loisirs Communautaires Saint-Michel (118186)	**a136**	24-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	21 heures d'animations pour le mois de décembre pour un pont entre nous.	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Act. culturelles	479,53 $
Loisirs Communautaires Saint-Michel (118186)	**ca21140194220107**	07-janv-2022	**De Ville, Johanne**	PROGRAMME JEUNESSE 2022 - 1ER VERSEMENT	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des centres commun.	28 400,00 $
Loisirs Communautaires Saint-Michel (118186)	**ca21140345**	07-janv-2022	**De Ville, Johanne**	CLUBS SPORTIFS ET ACTIVITÉS SPORTIVES 2022 - 1ER VERSEMENT	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des centres commun.	1 802,00 $
Loisirs Communautaires Saint-Michel (118186)	**ca21140347**	07-janv-2022	**De Ville, Johanne**	PROGRAMME ACTIVITÉS DE LOISIRS 2022 - 1ER VERSEMENT	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des centres commun.	47 091,00 $
Total Loisirs Communautaires Saint-Michel (118186)							**77 772,53 $**
L'Organisation Des Jeunes De Parc-Extension Inc.(Peyo) (108074)	**ca21140344**	20-janv-2022	**De Ville, Johanne**	Art et Contes : place à la musique ! - 1er versement	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Développement social	11 374,00 $
L'Organisation Des Jeunes De Parc-Extension Inc.(Peyo) (108074)	**ca21140347**	07-janv-2022	**De Ville, Johanne**	PROGRAMME ACTIVITÉS DE LOISIRS 2022 - 1ER VERSEMENT	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des centres commun.	4 558,00 $

Villeray-St-Michel-Parc-Extension
Factures non associées à un bon de commande par Fournisseur
Période : janvier 2022

Fournisseur	No facture	Date comptable	Créée par	Description	Direction	Activité	Montant
Total L'Organisation Des Jeunes De Parc-Extension Inc.(Peyo) (108074)							**15 932,00 $**
Louham, Hassania (278170)	**rembempl26012022**	27-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	Rembours.à Hassania des frais encourus pour les achats effectués au Costco	**Direction - Villeray - Bureau du directeur d'arrondissement**	Administration, finances et approvisionnement	36,80 $
Total Louham, Hassania (278170)							**36,80 $**
Maheu & Maheu Inc. (116951)	**m2400247**	17-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	Intervention extérieure fourmis	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	68,24 $
Maheu & Maheu Inc. (116951)	**m5201317**	17-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	Intervention contre les souris, intervention extérieure	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des arénas et patinoires	341,21 $
Total Maheu & Maheu Inc. (116951)							**409,45 $**
Mfbb Inc. (226049)	**5378**	25-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	Livraison maison de la culture Claude Leveillée	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Centres communautaires	31,50 $
Mfbb Inc. (226049)	**5382**	25-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	Découpe noir mat "Lettrage MDC -Villeray- Exp-Entralacs-impresssion sur Vinyle fenêtres-infographie pour la maison de la culture Claude-Léveillée.	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Centres communautaires	878,67 $
Mfbb Inc. (226049)	**5392**	25-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	Découpe noir mat, wallmark pour la maison de la culture Claude Léveillée.	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Centres communautaires	144,44 $
Mfbb Inc. (226049)	**5396**	25-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	Livraison maison de la culture Claude-Léveillée.	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Centres communautaires	26,25 $
Total Mfbb Inc. (226049)							**1 080,86 $**
Mon Resto Saint-Michel (129234)	**ca21140344**	20-janv-2022	**De Ville, Johanne**	Les Relevailles de Saint-Michel - 1er versement	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Développement social	31 152,00 $
Total Mon Resto Saint-Michel (129234)							**31 152,00 $**
Noe Cropsal (133294)	**aca022001**	19-janv-2022	**De Ville, Johanne**	HEURE DU CONTE LE 22 JANVIER 2022 - MAISON DE LA CULTURE CLAUDE LÉVEILLÉE	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Bibliothèques	150,00 $
Total Noe Cropsal (133294)							**150,00 $**
Nous Les Arts (186609)	**aca021028**	26-janv-2022	**De Ville, Johanne**	ATELIERS INTITULÉS: NUNAVUT: TERRE DE L'INUKSHUK, LE 10 JANVIER 2022 À LA BIBLIOTHÈQUE DE PARC-EXTENSION	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Bibliothèques	293,96 $
Total Nous Les Arts (186609)							**293,96 $**
Patro Villeray Centre De Loisirs Et D'Entraide (602436)	**ca21140194220107**	07-janv-2022	**De Ville, Johanne**	PROGRAMME JEUNESSE 2022 - 1ER VERSEMENT	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des centres commun.	31 532,00 $
Patro Villeray Centre De Loisirs Et D'Entraide (602436)	**ca21140346**	07-janv-2022	**De Ville, Johanne**	BAIL EN VIGUEUR VOLET GRAND CENTRE - LOYER JANVIER 2022	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des centres commun.	43 961,09 $
Patro Villeray Centre De Loisirs Et D'Entraide (602436)	**ca21140346a**	07-janv-2022	**De Ville, Johanne**	COMPENSATION - 2022	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des centres commun.	20 000,00 $
Patro Villeray Centre De Loisirs Et D'Entraide (602436)	**ca21140346b**	07-janv-2022	**De Ville, Johanne**	INDEXATION - 2022	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des centres commun.	14 551,98 $
Patro Villeray Centre De Loisirs Et D'Entraide (602436)	**ca21140347**	07-janv-2022	**De Ville, Johanne**	PROGRAMME ACTIVITÉS DE LOISIRS 2022 - 1ER VERSEMENT	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des centres commun.	36 496,00 $
Total Patro Villeray Centre De Loisirs Et D'Entraide (602436)							**146 541,07 $**
Peauseidon Eau De Source Naturelle (124161)	**204870**	26-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	4 bouteilles d'eau de 18 litres et stock dépôt de 4 bouteilles.	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Centres communautaires	60,00 $
Total Peauseidon Eau De Source Naturelle (124161)							**60,00 $**
Quebec Vert (568157)	**19761**	25-janv-2022	**Kapay, Mugadala**	Formation sur les infrastructures végétalisées du 17 février 2022.	**Services administratifs et greffe**	Gestion du personnel	419,95 $
Total Quebec Vert (568157)							**419,95 $**
Remorquage Meteor Inc. (120352)	**232751**	19-janv-2022	**Cadotte, Annick**	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	**Travaux publics**	Transport	81,89 $
Total Remorquage Meteor Inc. (120352)							**81,89 $**
Rogers Communications Canada Inc. (405576)	**2412096931**	07-janv-2022	**De Ville, Johanne**	Téléphonie cellulaire	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Act. récréatives	-6,60 $
Total Rogers Communications Canada Inc. (405576)							**-6,60 $**
Sports Montreal Inc. (26773)	**ca21140345**	07-janv-2022	**De Ville, Johanne**	CLUBS SPORTIFS ET ACTIVITÉS SPORTIVES 2022 - 1ER VERSEMENT	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Exploitation des centres commun.	15 512,00 $
Total Sports Montreal Inc. (26773)							**15 512,00 $**
Thanh Thuy Mai Nguyen (638523)	**vsp20220124**	27-janv-2022	**El Ammari, Imad**	-	**Direction du développement du territoire**	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	5 247,09 $
Total Thanh Thuy Mai Nguyen (638523)							**5 247,09 $**
Theatre Ciel Ouvert (481194)	**aca021168**	26-janv-2022	**De Ville, Johanne**	SPECTACLE: CASSE-NOISETTE, LE 4 DÉCEMBRE 2021 À LA MAISON DE LA CULTURE CLAUDE LÉVEILLÉE	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Centres communautaires	1 023,63 $
Total Theatre Ciel Ouvert (481194)							**1 023,63 $**
Valence, Martin (563372)	**rembempl20220125**	25-janv-2022	**Cadotte, Annick**	Remboursement de frais de poste	**Travaux publics**	Transport	18,69 $
Total Valence, Martin (563372)							**18,69 $**
Yacine Merabet (638531)	**vsmpe20220117**	27-janv-2022	**El Ammari, Imad**	-	**Culture, sports, loisirs et développement social**	Bibliothèques	50,75 $
Total Yacine Merabet (638531)							**50,75 $**
Total général							**661 835,18 $**

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.02

2022/03/08
18:30

Dossier # : 1227908001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver et déposer au ministère des Transports du Québec le rapport final des travaux effectués dans le cadre du Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains pour la réalisation du projet de réaménagement de la rue Saint-André, entre la rue Villeray et la rue Everett ainsi que sur la rue Faillon, entre la rue Saint-Hubert et la rue Saint-André.

ATTENDU que l'arrondissement a obtenu une aide financière du ministère des Transports du Québec le 14 juillet 2021 pouvant atteindre un montant maximal de 219 780 $ pour la réalisation du projet de réaménagement de la rue Saint-André, entre la rue Villeray et la rue Everett ainsi que sur la rue Faillon, entre la rue Saint-Hubert et la rue Saint-André, contribuant ainsi à l'apaisement de la circulation dans le parcours scolaire de l'école Marie-Favery (N/Réf. MTQ : 20210707-41);
ATTENDU que l'arrondissement a assumé sa part du coût des travaux, soit un montant équivalent ou supérieur à l'aide financière obtenue;

ATTENDU que la Direction du développement du territoire de l'arrondissement a procédé le 19 novembre 2021 à l'acceptation provisoire partielle des travaux de conduite d'eau, de voirie, d'aménagement paysager, d'éclairage et de feux de circulation pour la rue Saint-André, de la rue Everett à la rue Villeray et pour la rue Faillon, de la rue Saint-Hubert à la rue Saint-André, tel que recommandé par les professionnels de la construction affectés au projet;

Il est recommandé :

1. d'approuver et de déposer au ministère des Transports du Québec un rapport final attestant de la conformité des travaux, le tout aux conditions énoncées dans les modalités d'application du *Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU)* et aux instructions présentées dans la correspondance du MTQ, datés du 14 juillet 2021, afin de recevoir le paiement du solde de ladite aide financière, dans le cadre de la réalisation du projet de réaménagement de la rue Saint-André et de la rue Faillon.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2022-02-23 15:54

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1227908001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver et déposer au ministère des Transports du Québec le rapport final des travaux effectués dans le cadre du Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains pour la réalisation du projet de réaménagement de la rue Saint-André, entre la rue Villeray et la rue Everett ainsi que sur la rue Faillon, entre la rue Saint-Hubert et la rue Saint-André.

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement a obtenu une aide financière du ministère des Transports du Québec (MTQ) le 14 juillet 2021 pouvant atteindre un montant maximal de 219 780 $ pour la réalisation du projet de réaménagement de la rue Saint-André, entre la rue Villeray et la rue Everett ainsi que sur la rue Faillon, entre la rue Saint-Hubert et la rue Saint-André, contribuant ainsi à l'apaisement de la circulation dans le parcours scolaire de l'école Marie-Favery (N/Réf. MTQ : 20210707-41).
Le projet a été réalisé entre le 21 juin et le 19 novembre 2021, à l'exception des travaux d'éclairage et des plantations prévus d'être complétés d'ici le printemps 2022. De plus, l'arrondissement a procédé le 19 novembre 2021 à l'acceptation provisoire partielle des travaux, tel que recommandé par les professionnels de la construction affectés au projet, qui visent l'apaisement de la circulation dans un parcours scolaire sur la rue Saint-André et la rue Faillon près de l'école Marie-Favery.

Dans ce contexte, la Direction du développement du territoire recommande au conseil d'arrondissement d'approuver et de déposer au MTQ un rapport final attestant de la conformité des travaux, le tout aux conditions énoncées dans les modalités d'application du *Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU)* et aux instructions présentés dans la correspondance du MTQ, datés du 14 juillet 2021, afin de recevoir le paiement du solde de ladite aide financière, dans le cadre de la réalisation du projet de réaménagement de la rue Saint-André et de la rue Faillon.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 14 0125 - 1217908001 - 4 mai 2021 - Octroyer un contrat à Loiselle inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour des travaux de conduite d'eau, de voirie, d'aménagement paysager, d'éclairage et de feux de circulation pour la rue Saint-André, de la rue Everett à la rue Villeray et pour la rue Faillon, de la rue Saint-Hubert à la rue Saint-André, aux prix de sa soumission, soit au montant maximal de 3 489 545,20 $, taxes incluses et autoriser une dépense de 4 283 852,45 $, taxes incluses (contingences : 360 307,25 $; incidences : 434 000 $) – appel d'offres public PRR-20-04 (3 soumissionnaires);

CA21 14 0056 - 1218235002 - 9 mars 2021 - Autoriser le dépôt d'une demande d'aide financière au ministère des Transports du Québec dans le cadre du Programme d'aide financière du Fonds de la sécurité routière pour le projet d'aménagement sur la rue Saint-André de Villeray à Everett ainsi que sur la rue Faillon de Saint-Hubert à Saint-André.

DESCRIPTION

Le *Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU)* du ministère des Transports du Québec vise à favoriser la mise en place d'infrastructures et de mesures concrètes qui sont de nature à soutenir un transfert modal vers les transports actifs, incluant les déplacements actifs en tant qu'élément d'un déplacement impliquant un autre mode de transport. En ce sens, par l'entremise de la transformation des tissus urbains et des infrastructures de transport, l'objectif du programme est d'accroître la part modale des déplacements actifs en milieu urbain et de réduire les émissions de GES associées aux déplacements des personnes. Plus spécifiquement, ce programme vise à développer et à améliorer des réseaux piétonniers et cyclables afin qu'ils soient efficaces, sécuritaires, concurrentiels et complémentaires par rapport aux autres modes de transport en milieu urbain ainsi qu'à améliorer la sécurité et la quiétude des piétons et des cyclistes afin de favoriser la marche et le vélo.
Le projet de réaménagement des rues Saint-André et Faillon réalisé par l'arrondissement contribue à la matérialisation de ce programme à travers l'aménagement d'infrastructures confortables et sécuritaires pour les déplacements actifs. Les aménagements réalisés pour atteindre cet objectif sont :

- Élargissement du trottoir à 1,8 mètre de large sans obstacle du côté est de Saint-André
- Aménagement de deux saillies de trottoir
- Implantation d'une rue partagée à 20 km/h
- Aménagement de fosses végétalisées avec arbres à grand déploiement entre le corridor piéton et la chaussée
- Aménagement d'une place publique
- Ajout de plaques podotactiles aux intersections
- Aménagement permanent de traverses pour piétons aux intersections
- Ajout de mobiliers urbains (bancs, tables, supports à vélo, etc.)
- Bonification de l'éclairage du domaine public
- Mise aux normes des feux de circulation de l'intersection des rues Faillon et Saint-Hubert

JUSTIFICATION

Les travaux de réaménagement des rues Saint-André et Faillon ayant été complétés en novembre 2021 (à l'exception des travaux d'éclairage et des plantations), le tout en conformité aux lois et règlements en vigueur, et la réception provisoire partielle ayant eu lieu, tel que recommandé par les professionnels de la construction affectés au projet, l'arrondissement a produit un rapport final des travaux effectués pour analyse et acceptation par le ministère des Transports du Québec (voir pièce jointe). Le présent dossier vise à faire adopter par résolution du conseil d'arrondissement ledit rapport permettant à l'arrondissement de recevoir le montant correspondant au solde de l'aide financière, soit 20 % du montant total.

Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement

Ce dossier s'inscrit dans les priorités de l'arrondissement ayant trait à la mobilité et la sécurité ainsi qu'à la transition écologique. Les nouveaux aménagements réalisés améliorent le confort et la sécurité des déplacements actifs par le biais de l'élargissement de trottoirs, l'aménagement de saillies de trottoir, l'aménagement des traverses pour piétons, la mise aux normes des feux de circulation, la plantation d'arbres et l'aménagement d'une nouvelle

placette sur le domaine public. Il est à noter que dans le cadre du réaménagement, l'emprise routière a été rétrécie suite à l'enlèvement d'une voie de stationnement sur la rue Saint-André et d'une voie de circulation et de deux voies de stationnement sur la rue Faillon.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le ministère des Transports du Québec a accepté de financer ce projet pour un un montant maximal de 219 780 $ et il a procédé au versement de la première tranche de l'aide financière, soit 80 % du montant maximal, le 24 août 2021. Il est à noter que l'arrondissement a payé sa part du coût des travaux, soit un montant équivalent ou supérieur à l'aide financière obtenue.

MONTRÉAL 2030

Tel que décrit à la fiche en pièce jointe, ce dossier contribuera à l'atteinte des priorités 2 (enraciner la nature en ville), 3 (accroître la mobilité durable) et 19 (offrir des milieux de vies sécuritaire et de qualité aux Montréalaises et Montréalais) de Montréal 2030. Les principaux résultats attendus pour ces priorités sont les suivants :
Priorité 2 : le principal résultat attendu pour répondre à la priorité 2 est de contribuer à l'augmentation de l'indice de la canopée et de la biodiversité par la construction de 26 fosses d'arbres végétalisées et la plantation de 40 arbres à grand déploiement.

Priorité 3 : le principal résultat attendu quant à la priorité 3 est l'augmentation des déplacements actifs dans les secteurs concernés par un meilleur partage de l'espace public suite à l'élargissement des corridors piétons et à la création d'une placette publique.

Priorité 19 : le principal résultat attendu quant à la priorité 19 est l'accroissement du sentiment de sécurité et de confort lors des déplacements actifs des usagers incluant l'apaisement de la circulation dans le parcours scolaire de l'école Marie-Favery.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence de dépôt du rapport final priverait l'arrondissement de recevoir le montant correspondant au solde de l'aide financière, soit 20 % du montant total. Dans le cas où les conditions du programme ne sont pas respectées, le Ministère se réserve le droit de réduire, d'annuler ou, le cas échéant, d'exiger du bénéficiaire le remboursement des sommes versées.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Non applicable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune stratégie de communication n'est prévue pour ce dépôt de rapport final du projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt du rapport final au MTQ (préalablement approuvé par le conseil d'arrondissement) : mars 2022

- Décision et versement final : printemps 2022
- Processus de suivi et reddition de comptes : automne 2023

Pour la dernière étape mentionnée ci-dessus, l'arrondissement doit s'engager à transmettre au Ministère, à sa demande et au plus tard 18 mois après le dernier versement de l'aide financière, les données nécessaires au processus de gestion et d'évaluation du programme.

Celles-ci peuvent comprendre un comptage, aux frais du bénéficiaire, de l'achalandage ou de l'utilisation de l'infrastructure ayant fait l'objet de l'aide financière.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Steve THELLEND, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Lecture :

Steve THELLEND, 18 février 2022

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yoel NESSIM
Ingénieur

Tél : 514-258-4305
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-16

Jocelyn JOBIDON
Directeur du développement du territoire

Tél : 514 868-3450
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1227908001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Direction
Objet :	Approuver et déposer au ministère des Transports du Québec le rapport final des travaux effectués dans le cadre du Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains pour la réalisation du projet de réaménagement de la rue Saint-André, entre la rue Villeray et la rue Everett ainsi que sur la rue Faillon, entre la rue Saint-Hubert et la rue Saint-André.



1227908001_Grille_analyse_Montreal_2030.pdf

Grille d'analyse Montréal 2030



Rapport_Final_MTQ_TAPU.pdf

Rapport final des travaux réalisés en 2021

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yoel NESSIM
Ingénieur

Tél : 514-258-4305
Télécop. : 514-868-4706

Montréal

Arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension
Direction du développement du territoire

APPEL D'OFFRES PUBLIC
N° : PRR-20-04

PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AU DÉVELOPPEMENT DES TRANSPORTS ACTIFS DANS LES PÉRIMÈTRES URBAINS (TAPU)
RAPPORT FINAL DES TRAVAUX RÉALISÉS (N/Réf. MTQ : 20210707-41)

Projet : Réaménagement de la rue Saint-André, entre la rue Villeray et la rue Everett ainsi que sur la rue Faillon, entre la rue Saint-Hubert et la rue Saint-André (Appel d'offres public no. PRR-20-04)

SOMMAIRE DES TRAVAUX RÉALISÉS ENTRE LE 21 JUIN ET LE 19 NOVEMBRE 2021 FAVORISANT L'APAISEMENT ET LA SÉCURITÉ DU CORRIDOR SCOLAIRE DE L'ÉCOLE MARIE-FAVERY (RUES SAINT-ANDRÉ ET FAILLON) :

- Retrait de deux voies de stationnement et une voie de circulation sur la rue Faillon, entre les rues Saint-Hubert et Saint-André, et construction d'une placette publique
- Retrait d'une voie de stationnement sur la rue Saint-André, entre les rues Everett et Villeray, élargissement du trottoir côté ouest et aménagement des fosses d'arbres
- Implantation d'une rue partagée à 20 km/h
- Aménagement de la nouvelle placette incluant les travaux civils et d'architecture de paysage
- Aménagement permanent des traverses de rue aux intersections (pavés colorés) et ajout de plaques podotactiles
- Ajout de deux saillies de trottoir sur la rue Saint-André
- Mise aux normes des feux de circulation à l'intersection des rues Faillon et Saint-Hubert, incluant l'ajout de feux pour piétons

No.	Nom de l'item	Coûts avant taxes	Coût net x 1,049875	Subvention MTQ 50%	Ville de Montréal
1.0	MAINTIEN DE LA MOBILITÉ ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE	$ 15 000,00	$ 15 748,13	$ 7 874,06	$ 7 874,06
2.0	TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DE CHAUSSÉE (RUES FAILLON ET SAINT-HUBERT)	$ 41 338,00	$ 43 399,73	$ 21 699,87	$ 21 699,87
3.0	CONSTRUCTION ET AMÉNAGEMENT D'UNE PLACETTE PUBLIQUE (RUE FAILLON)	$ 347 248,20	$ 364 567,20	$ 182 283,60	$ 182 283,60
4.0	MISE AUX NORMES DE FEUX DE CIRCULATION (INTERSECTION FAILLON/SAINT-HUBERT)	$ 78 078,00	$ 81 972,14	38 142,47 $	43 829,67 $
	MONTANT TOTAL DEMANDÉ	$ 481 664,20	$ 505 687,20	$ 250 000,00	$ 255 687,20
	MONTANT TOTAL RÉVISÉ (LETTRE DU MTQ DU 2021/07/14)			**$ 219 780,00**	$ 285 907,20

Rue Faillon - vue vers rue Saint-André

Avant travaux



Après travaux



Rue Faillon - vue vers rue Saint-Hubert

Avant travaux



Après travaux



Rue Saint-André - vue vers rue Villeray

Avant travaux



Après travaux



Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1227908001
Unité administrative responsable : arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc–Extension
Projet : Approuver et déposer au ministère des Transports du Québec le rapport final des travaux effectués dans le cadre du Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains pour la réalisation du projet de réaménagement de la rue Saint-André, entre la rue Villeray et la rue Everett ainsi que sur la rue Faillon, entre la rue Saint-Hubert et la rue Saint-André

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 2 : le dossier contribue à l'enracinement de la nature dans l'arrondissement, en mettant la biodiversité et les espaces verts au cœur de l a prise de décision.

Priorité 3 : le projet vise à accroître l'offre en mobilité durable (active, partagée et sobre en carbone) accessibles pour toutes et tous.

Priorité 19 : le projet contribue à offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité et à fournir une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 2 : le principal résultat attendu pour répondre à la priorité 2 est de contribuer à l'augmentation de l'indice de la canopée et de la biodiversité par la construction de 26 fosses d'arbres végétalisées et la plantation de 40 arbres à grand déploiement.

Priorité 3 : le principal résultat attendu quant à la priorité 3 est l'augmentation des déplacements actifs dans les secteurs concernés par un meilleur partage de l'espace public suite à l'élargissement des corridors piétons et à la création d'une placette public.

Priorité 19 : le principal résultat attendu quant à la priorité 19 est l'accroissement du sentiment de sécurité et de confort lors des déplacements actifs des usagers incluant l'apaisement de la circulation dans le parcours scolaire de l'école Marie-Favery.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.03

2022/03/08
18:30

Dossier # : 1228380001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt d'une demande d'aide financière au ministère de la Sécurité publique dans le cadre du Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture pour le projet « Prévention par le sport », s'engager à respecter les conditions du Programme et désigner la personne responsable de la demande d'aide financière.

Il est recommandé :
1. de prendre acte du dépôt de la demande d'aide financière déposée au ministère de la Sécurité publique dans le cadre du Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture pour le projet « Prévention par le sport »;

2. de s'engager à respecter les conditions du Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture du ministère de la Sécurité publique;

3. d'autoriser madame Elsa Marsot, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social à signer tout document relatif à une entente de financement, pour et au nom de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension de la Ville de Montréal.

Signé par Elsa MARSOT **Le** 2022-02-22 10:01

Signataire : Elsa MARSOT

_____

Directrice CSLDS
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1228380001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt d'une demande d'aide financière au ministère de la Sécurité publique dans le cadre du Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture pour le projet « Prévention par le sport », s'engager à respecter les conditions du Programme et désigner la personne responsable de la demande d'aide financière.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour but de prendre connaissance du projet « Prévention par le sport » déposé dans le cadre du Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture du ministère de la Sécurité publique (ci-après nommé Programme). Ce Programme s'adresse aux jeunes âgé·es de 12 à 18 ans à risque de délinquance ou susceptibles d'adhérer aux gangs de rue qui cumulent plusieurs facteurs de risque et qui sont moins exposés aux facteurs de protection.
Le Programme a pour objectif de permettre aux jeunes de développer des facteurs de protection afin de prévenir ou d'atténuer les problématiques liées à la délinquance, dont les gangs de rue, sur un territoire circonscrit. Le développement des intérêts et des passions par le sport, la création ou toute autre activité artistique, constitue un levier d'intervention efficace pouvant détourner les jeunes de comportements dits marginaux, tout en favorisant le développement de leurs compétences. L'aide financière octroyée dans le cadre de ce Programme permet de soutenir les organisations qui souhaitent mettre en place ou bonifier l'offre de services en matière d'activités sportives, artistiques ou culturelles pour des jeunes vulnérables comme solution de rechange à la délinquance et à l'adhésion aux gangs de rue sur un territoire précis.

Le projet « Prévention par le sport » sera déployé dans les districts de Saint-Michel et de François-Perrault en collaboration avec les organismes partenaires du milieu et vise les jeunes du quartier à risque de délinquance.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA20 140274 - 1203356014 - 5 octobre 2020 Prendre acte du dépôt de la demande d'aide financière déposée au ministère de la Sécurité publique dans le cadre du Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture pour le projet « Un pont entre nous ».

DESCRIPTION

Le projet « Prévention par le sport » vise à offrir des activités sportives extérieures gratuites dans cinq parcs de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (VSP) situés dans les districts de Saint-Michel et de François-Perrault afin de soutenir le développement de facteurs de protection pour les jeunes à risque de délinquance âgé·es de 12 à 18 ans. Les cinq parcs ciblés sont les parcs Ovila-Légaré, René-Goupil, Champdoré, George-Vernot et François-Perrault.
Des ligues de basketball et de soccer informelles (donc sans inscription préalable) complémentaires aux autres activités sportives déployées sur le territoire seront ainsi organisées par des entraîneuses et des entraîneurs qualifiés œuvrant pour les trois organismes communautaires suivants qui seront partenaires de réalisation du projet : Les Monarques de Montréal , les Loisirs Communautaires de Saint-Michel et le Club espoir jeunesse. En fonction de l'intérêt des jeunes, d'autres activités sportives pourraient être ajoutées à la programmation. Les jeunes pourront donc, de manière libre et volontaire, se joindre à ces activités tout au long du projet qui se déroulera de mai à août 2022. Des médiatrices et des médiateurs urbain-es du Patro Villeray (gérant le programme en sécurité urbaine TANDEM) ainsi que des travailleuses et des travailleurs de rue de l'organisme PACT de rue participeront aussi à ces activités afin de soutenir les jeunes en difficulté et les référer à des ressources adaptées à leurs besoins particuliers.

Le présent dossier vise à informer le conseil d'arrondissement que la demande d'aide financière ci-jointe, a été déposée le 11 février 2022, afin de respecter la date limite de dépôt des projets, et ce, dans le cadre du Programme. De plus, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) recommande que le conseil d'arrondissement autorise madame Elsa Marsot, directrice CSLDS à signer tout document relatif à une entente de financement, si le projet est accepté par le ministère de la Sécurité publique. Enfin, il est recommandé que l'arrondissement de VSP s'engage à respecter les conditions du Programme advenant l'obtention d'un financement pour le projet « Prévention par le sport ».

Le formulaire de demande d'aide financière et le guide de présentation du Programme se trouvent en pièces jointes.

JUSTIFICATION

Afin de contrer les facteurs qui augmentent le risque de délinquance chez ces jeunes en période estivale en raison entre autres du manque d'activités, le projet « Prévention par le sport » bonifiera l'offre de services offerts aux jeunes et proposera une solution de rechange à la criminalité, à la délinquance et à la violence. Il offrira aux jeunes ciblés des occasions de développement personnel et social par le biais d'activités sportives, favorisera l'adoption d'attitudes prosociales, encouragera une occupation positive des parcs concourant ainsi à l'harmonie sociale. Le projet aura également pour effet de soutenir la présence et l'implication d'organismes communautaires dans les milieux.

Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement de VSP :

Le présent projet s'inscrit dans l'une des priorités 2022 de l'arrondissement de VSP, soit celle visant à optimiser les services aux citoyennes et aux citoyens. En effet, les services offerts aux jeunes âgés de 12 à 18 ans dans le cadre de ce projet bonifieront l'éventail d'activités mises à leur disposition et concourront à une utilisation positive des parcs, ce qui améliorera le sentiment de sécurité et favorisera une saine cohabitation sociale.

Le projet présenté rejoint aussi les actions mises de l'avant dans la Stratégie jeunesse de prévention de la criminalité de l'arrondissement de VSP. Ladite Stratégie propose en effet de

favoriser l'inclusion sociale et la participation sociale des jeunes entre autres par le biais de bonifications de l'offre de services en sports et loisirs auprès des jeunes agés de 12 à 25 ans.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit :

- consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures répartis équitablement sur le territoire de l'arrondissement (priorité 9) en offrant pour les jeunes ciblés des occasions de développement personnel et social par le biais d'activités sportives extérieures gratuites déployées en partenariat avec des organismes communautaires du milieu;
- offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins (priorité 19) en proposant des activités dans cinq parcs ciblés qui encourageront une occupation positive des parcs favorisant ainsi l'harmonie sociale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'appui à ce dossier permettra de favoriser une réponse positive à la demande d'aide financière déposée au ministère de la Sécurité publique.

Les impacts visés par ce projet, si accepté, sont de :

- Bonifier l'offre de service en sports et loisirs;
- Renforcer les facteurs de protections pour les jeunes âgés de 12 à 18 ans;
- Contribuer à la prévention de la criminalité.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Printemps 2022 : réponse à la demande d'aide financière déposée au ministère de la Sécurité publique.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vincent-Thomas HAMELIN
Conseiller en planification - Développement et expertise

Tél : 514 726-9125
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-18

Jean-Marc LABELLE
Chef de division SLDS - Développement et expertise

Tél : 514 872-3468
Télécop. : 514 872-4682

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1228380001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Prendre acte du dépôt d'une demande d'aide financière au ministère de la Sécurité publique dans le cadre du Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture pour le projet « Prévention par le sport », s'engager à respecter les conditions du Programme et désigner la personne responsable de la demande d'aide financière.





Guide_PPDSAC.pdfFormulaire_PPDSAC_Arr_VSP.pdfMTL_2030_GDD1228380001.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vincent-Thomas HAMELIN
Conseiller en planification - Développement et expertise

Tél : 514 726-9125
Télécop. :

Sécurité publique Québec

Formulaire de demande d'aide financière

Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture (PPDSAC)

SECTION 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX			
Nom de l'organisme : Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (Ville de Montréal)			
Adresse : 405 Ogilvy, Montréal (Québec)			
Ville : Montréal		Code postal :	H3N 1M3
Téléphone : 514 726-9125		Adresse courriel :	vincent-thomas.hamelin@montreal.ca
PERSONNE RESPONSABLE DE LA DEMANDE[1]			
Nom : Elsa Marsot			
Titre : Directrice culture, sports, loisirs et développement social			
Téléphone : 438 995-5209		Adresse courriel :	elsa.marsot@montreal.ca
AIDE FINANCIÈRE DEMANDÉE			
Contribution monétaire du MSP :	125 000 $ (50 000 $ pour l'an 1 et 75 000 $ pour l'an 2)		
Contribution monétaire de l'organisme et de ses partenaires :	12 500 $ (5 000 $ pour l'an 1 et 7 500 $ pour l'an 2)		

SECTION 2 – RAPPEL DES NORMES DU PPDSAC

L'aide financière accordée par le ministère de la Sécurité publique (MSP) soutient les organisations qui souhaitent mettre en place ou bonifier l'offre de services en matière d'activités sportives, artistiques ou culturelles pour des jeunes vulnérables sur un territoire circonscrit comme solution de rechange à la délinquance et à l'adhésion aux gangs de rue, tout en favorisant le développement de leurs compétences.

Le PPDSAC a pour but d'agir auprès de jeunes vulnérables afin de contrer l'émergence ou l'aggravation des problématiques liées aux gangs de rues. Plus spécifiquement, ce programme permet aux jeunes de développer des facteurs de protection afin de prévenir ou d'atténuer les problématiques liées à la délinquance, dont les gangs de rue, sur un territoire circonscrit.

À long terme, le développement des facteurs de protection associés à la délinquance devrait assurer une meilleure intégration des participants à la collectivité.

IMPORTANT

Le projet ne devra pas se substituer aux actions déjà en place dans le milieu ou les dupliquer, mais pourra bonifier l'offre de services existante. En outre, les projets subventionnés dans le cadre d'un autre programme du ministère de la Sécurité publique (MSP) doivent démontrer la complémentarité des différentes aides financières accordées.

Également, le financement accordé est sous réserve d'une approbation de recommandation de financement positive du sous-ministre associé aux affaires policières.

[1] Prenez note qu'il s'agit de la personne au sein de l'organisation qui sera désignée pour administrer le protocole d'entente ainsi que toute documentation relative à la reddition de comptes et au renouvellement de l'aide financière.

SECTION 4 – RENSEIGNEMENTS SUR LE PROJET

Résumez votre projet

Afin de soutenir le développement de facteurs de protection pour les jeunes à risque de délinquance âgé·es de 12 à 18 ans, le projet *Prévention par le sport* vise à offrir des activités sportives extérieures gratuites dans cinq parcs ciblés de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (VSP), plus particulièrement dans le quartier sociologique de Saint-Michel. Prioritairement, des ligues de basketball et de soccer informelles (donc sans inscription préalable) complémentaires aux autres activités sportives déployées sur le territoire seront ainsi organisées par des entraîneurs et entraîneuses qualifié·es œuvrant pour trois organismes communautaires partenaires. En fonction de l'intérêt des jeunes, d'autres activités sportives pourraient être ajoutées à la programmation. Les jeunes pourront donc, de manière libre et volontaire, se joindre à ces activités tout au long du projet qui se déroulera de mai à août. La fin des classes représente pour plusieurs jeunes la fin de l'accès gratuit à une panoplie d'activités sportives offertes en milieu scolaire.

Afin de contrer les facteurs qui augmentent le risque de délinquance chez ces jeunes en période estivale en raison du manque d'activités, le projet *Prévention par le sport* bonifiera l'offre de services offerts aux jeunes et proposera une solution de rechange à la criminalité, la délinquance et à la violence. Il offrira aux jeunes ciblé·es des occasions de développement personnel et social par le biais d'activités sportives, favorisera l'adoption d'attitudes prosociales, encouragera une occupation positive des parcs concourant ainsi à l'harmonie sociale. Le projet aura également pour effet de soutenir la présence et l'implication d'organismes communautaires dans les milieux. Des médiateurs et médiatrices urbain·es du Patro Villeray (gérant le programme en sécurité urbaine TANDEM) ainsi que des travailleurs et travailleuses de rue de l'organisme PACT de rue participeront aussi à ces activités afin de soutenir les jeunes en difficulté et les référer à des ressources adaptées à leurs besoins particuliers. Ce projet permettra à ces jeunes présentant des facteurs de risque importants de développer des liens sociaux positifs avec les divers intervenant·es dudit projet qui deviendront des modèles positifs pour ces jeunes. Le projet *Prévention par le sport* est un élément important de la Stratégie jeunesse en prévention de la criminalité de l'arrondissement de VSP. Le Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC) fut mandaté par l'arrondissement de VSP pour soutenir le développement de ladite stratégie et ils ont consulté 25 partenaires de l'arrondissement et émis une série de recommandations. Cette stratégie est déployée afin d'intervenir pour diminuer la délinquance et la criminalité chez les jeunes de VSP.

Présentez l'ampleur de la problématique dans le milieu ciblé	Les cinq parcs ciblés par le projet *Prévention par le sport* se trouvent dans les districts de Saint-Michel et de François-Perrault de l'arrondissement de VSP. Ces deux secteurs furent le théâtre de nombreux actes de violence dans les dernières années, dont l'un des plus médiatisés fut le meurtre Thomas Trudel, 16 ans, tué par arme à feu le 14 novembre dernier aux abords de l'un des parcs visés par le présent projet, soit le parc François-Perrault. Plusieurs événements violents, impliquant des jeunes, se sont déroulés dans ces secteurs et il y existe désormais un sentiment d'insécurité grandissant dans la population. Selon le *Rapport sur la violence commise et subie chez les jeunes de Montréal* écrit par Le CIPC (voir document en annexe), de nombreux «points chauds» en termes de crimes contre la personne subis par des jeunes se trouvent dans les secteurs mentionnés précédemment et ledit rapport précise qu'une hausse du nombre de victimes d'agressions armées ou inflictions de lésions corporelles est observable à partir de 2017. Ce rapport fait aussi état que «près de 6,6 % des agressions armées commises sur l'île de Montréal ont lieu à Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension». De nombreux jeunes âgé·es de 12 à 18 ans qui résident dans ces secteurs présentent des facteurs de risques importants tels que de la délinquance antérieure, de l'agressivité et un mauvais contrôle de leurs émotions ainsi que des interactions avec des pairs délinquants. Le manque de lieux de socialisation et de services à l'intention de ces jeunes ne fait qu'aggraver le problème. Plusieurs d'entre eux vivent dans des conditions socioéconomiques difficiles marquées par une pauvreté économique et sociale ainsi que par le désengagement parental. S'ajoute à cela un accès facilité aux armes à feu pour ces jeunes qui se sentent souvent isolés et marginalisés. La période estivale est, dans ces secteurs, synonyme d'augmentation de la délinquance chez les jeunes. L'école étant terminée, les jeunes flânent et la criminalité augmente de manière considérable. C'est pour pallier cette situation que le projet *Prévention par le sport* se déroulera durant cette période, soit du mois de mai au mois d'août.
Décrivez le territoire ciblé par le projet ainsi que les milieux investis	L'arrondissement de VSP, d'une superficie de 16,5 km^2, se classe au 2^e rang sur 19 arrondissements quant à la taille de sa population. Les jeunes représentent un peu moins du tiers de la population. Les personnes immigrant·es et de minorités visibles représentent une grande part de la population de cet arrondissement tandis que 49% des ménages sont considérés comme «ménages immigrants» puisque le soutien principal dudit ménage est né à l'extérieur du Canada. Une famille sur quatre dans l'arrondissement de VSP est monoparentale. 23% des résident·es de l'arrondissement, dont 6 290 jeunes âgé·es de 0 à 17 ans, vivent sous le seuil de faible revenu après impôt. Les revenus médians et moyens y sont inférieurs à ceux de la Ville de Montréal. Le projet *Prévention par le sport* se déploiera dans les districts de Saint-Michel et de François-Perrault. Plus précisément, cinq parcs seront ciblés, soit les parcs Ovila-Légaré, René-Goupil, Champdoré, George-Vernot et François-Perrault. Ceux-ci disposent des infrastructures sportives extérieures requises pour mener à bien le projet et sont situés dans les «secteurs chauds», voire les épicentres des lieux de commission de délits. Ils sont de surcroît très fréquentés en période estivale par de nombreux jeunes. Les écoles secondaires Louis-Joseph-Papineau ainsi que Joseph-François-Perrault se trouvent à quelques pas de deux de ces parcs (Champdoré et François-Perrault).

Indiquez les critères de sélection des jeunes à risque ciblés par le projet	Quoiqu'ouvert à tous les jeunes âgé·es de 12 à 18 ans de ces secteurs, le projet visera spécifiquement à rejoindre les jeunes présentant un ou plusieurs facteurs de risque associés à la délinquance et à la criminalité. Ces jeunes seront ciblé·es par les organismes communautaires partenaires et seront invité·es à participer aux activités du projet *Prévention par le sport*. Parmi les critères de sélection des jeunes, nous retrouvons : - Isolement, exclusion et marginalisation; - Délinquance antérieure; - Possession illégale d'armes à feu; - Milieu familial marqué par la pauvreté ou le désengagement parental; - Absence de modèles positifs et de lieux de socialisation; - Difficulté à identifier et à gérer leurs émotions (capacité à régler des conflits, à montrer sa vulnérabilité et à distinguer les notions de respect et de crainte); - Tout autre facteur de risque menant à la délinquance. Une analyse problème-services réalisée par le CIPC en 2021 pour le quartier de Saint-Michel quant à la problématique de la violence chez les jeunes indique clairement l'importance d'augmenter les opportunités d'inclusion sociale pour jeunes les plus marginalisés. Ces derniers sont plus enclins à participer à des activités gratuites qui sont libres, tels des «drop-in», offerts directement dans leurs milieux de vie. Ceci appuie donc sans contredit le bienfondé du choix d'intervenir auprès des jeunes répondants aux critères précédemment nommés par le biais de sports libre d'accès, se déroulant près de chez eux. Rappelons que les cinq parcs qui furent choisis pour déployer le projet se trouvent dans des secteurs où résident un grand nombre de jeunes en situation de vulnérabilité. Ce sont en fait de «micros secteurs» à risque qui ont été identifiés par les équipes du Poste de quartier 30 du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) à l'été 2021. De nombreux enjeux ont été vécus dans ces cinq parcs et une forte présence de jeunes à risque et marginalisés y est constatée depuis plusieurs années. Qui plus est, aux abords des parcs Champdoré et René-Goupil se trouvent de très grands plans d'habitations à loyer modique (HLM) pour les familles où bon nombre de jeunes y résident. À titre d'exemple, le HLM Saint-Michel Nord, situé à proximité du parc René-Goupil, loge 185 familles. Considérant donc que les interventions du projet *Prévention par le sport* seront concentrées dans les lieux les plus problématiques, il y a fort à penser que les jeunes qui seront rejoint·es présenteront une foule de facteurs de risque justifiant une intervention particulière même si les responsables du projet ne les ont pas ciblé·es directement.

Énumérez les principales activités du projet	Voici les principales activités liées au projet *Prévention par le sport* : 1- Arrimage à la programmation estivale sportive pour que le projet soit complémentaire aux autres actions des partenaires du quartier de Saint-Michel; 2- Promotion des activités auprès de la clientèle ciblée; 3- Recrutement (par du référencement) et mobilisation des jeunes; 4- Interventions sportives dans les parcs : a. Entrainements de basketball dans les parcs Ovila-Légaré, René-Goupil, Champdoré, George-Vernot et François-Perrault. b. Entrainements de soccer dans les parcs Champdoré, René-Goupil et François-Perrault. c. Entrainements liés à d'autres sports demandés par les jeunes dans le parc François-Perrault, en alternance avec le soccer et le basketball (selon les souhaits et les besoins des jeunes) d. Tournoi à la fin du projet ou événement de fin d'été pour clôturer *Prévention par le sport* 5- Suivi et référencement des jeunes ayant des besoins particuliers et nécessitant un accompagnement psychosocial plus soutenu; 6- Arrimage des interventions avec la concertation locale (Vivre Saint-Michel en Santé, la table de quartier de Saint-Michel); 7- Rencontres du comité de suivi (une rencontre par mois); 8- Évaluation continue du projet reposant sur l'analyse des indicateurs de performance tels que définis au plan d'action. Il est important de préciser que les activités déployées dans le cadre du projet *Prévention par le sport* sont complémentaires à celles du projet *Un pont entre tous* de la Bibliothèque de Saint-Michel. Ce projet offre en effet une programmation artistique et culturelle, tandis que le présent projet se concentre sur une offre d'activités sportives extérieures. Nous croyons ainsi pouvoir rejoindre d'autres jeunes.

SECTION 5 – COMITÉ DE SUIVI DU PROJET ET PARTENARIATS

Le projet doit prévoir un comité de suivi formé des partenaires clés du milieu dont le mandat est de :

- **sélectionner les jeunes visés par le projet;**
- **assurer, au besoin, un encadrement auprès de l'intervenant;**
- **faciliter l'orientation des jeunes présentant des besoins spécifiques vers des ressources spécialisées;**
- **faire le suivi du projet et, si nécessaire, apporter les correctifs.**

Votre projet est-il doté d'un comité de suivi?	**Oui**

Indiquez les principaux partenaires ainsi que leur contribution au projet pour lequel vous demandez une aide financière. Les partenaires mentionnés devront joindre une lettre de soutien à votre formulaire de demande d'aide financière, confirmant leur contribution au projet.

Nom du partenaire : Les Monarques

Contribution :

- ✓ Embauche, formation et encadrement d'entraineurs et entraineuses de basketball
- ✓ Déploiement des activités sportives (basketball) dans les parcs
- ✓ Participation à la promotion du projet et au recrutement de jeunes ciblé·es
- ✓ Participation au comité de suivi du projet

Nom du partenaire : Loisirs Communautaires de Saint-Michel (LCSM)

Contribution :

- ✓ Embauche, formation et encadrement d'entraineurs et entraineuses de soccer et d'autres sports en fonction de l'intérêt des jeunes
- ✓ Participation à la promotion du projet et au recrutement de jeunes ciblé·es
- ✓ Déploiement des activités sportives (soccer) dans les parcs
- ✓ Participation au comité de suivi du projet

Nom du partenaire : Club espoir jeunesse (CEJ)

Contribution :

- ✓ Embauche, formation et encadrement d'entraineurs et entraineuses de soccer
- ✓ Déploiement des activités sportives (soccer) dans les parcs
- ✓ Participation à la promotion du projet et au recrutement de jeunes ciblé·es
- ✓ Participation au comité de suivi du projet

Nom du partenaire : Patro Villeray

Contribution :

- ✓ Participation à la promotion du projet et au recrutement de jeunes ciblé·es
- ✓ Présence des médiateurs et médiatrices urbain·es lors des activités sportives liées au projet
- ✓ Intervention auprès des groupes de jeunes pour désamorcer les conflits de façon pacifique, interrompre la violence, réduire les méfaits et diminuer les incivilités
- ✓ Référencement, voire accompagnement des jeunes vers des ressources répondant à leurs besoins
- ✓ Participation au comité de suivi du projet

Nom du partenaire : PACT de rue

Contribution :

- ✓ Participation à la promotion du projet et au recrutement de jeunes ciblé·es
- ✓ Présence des travailleurs et travailleuses de rue lors des activités sportives liées au projet
- ✓ Soutien psychosocial individuel auprès de jeunes ciblés, cumulant plusieurs facteurs de risque ou démontrant des comportements asociaux
- ✓ Référencement, voire accompagnement individuel des jeunes vers des ressources répondant à leurs besoins
- ✓ Participation au comité de suivi du projet

Nom du partenaire : Poste de quartier 30 (SPVM)

Contribution :

- ✓ Participation à la promotion du projet et au recrutement de jeunes ciblé·es
- ✓ Présence lors de certaines activités sportives liées au projet
- ✓ Expertise-conseil
- ✓ Interventions si nécessaire

Nom du partenaire : Vivre Saint-Michel en Santé (table de concertation intersectorielle)

Contribution :

- ✓ Participation à la promotion du projet et au recrutement de jeunes ciblé·es
- ✓ Soutien à l'arrimage des interventions avec les partenaires de la communauté (écoles, autres institutions, organismes communautaires, etc.)

Démontrer la capacité du comité de suivi à diriger les jeunes présentant des besoins spécifiques vers les ressources adéquates.

Les membres du comité de suivi possèdent moult compétences et expertises complémentaires. Ainsi, les aspects liés à la pratique de sports ainsi qu'à l'intervention auprès des jeunes en difficulté pourront être abordés au sein du comité. La logistique entourant le déploiement des activités pourra aussi être abordée au sein de ce comité. Les cas des jeunes requérant un soutien particulier pourront donc être discutés lors des rencontres du comité et des pistes de solutions pourront être proposées. Les interventions des divers acteurs et actrices seront donc arrimées et concertées, ce qui sera des plus profitables pour les jeunes. L'arrondissement jouera un rôle de facilitateur au sein de ce comité. De plus, le comité invitera au besoin d'autres partenaires aux expertises diverses afin d'assurer une plus grande inclusion des jeunes dans toute leur diversité. Une attention particulière sera portée afin de proposer des alternatives aux jeunes filles.

SECTION 6 – PLAN D'ACTION[2]

IMPORTANT : Les objectifs et les résultats énumérés dans cette section seront intégrés dans l'entente de financement et les redditions de comptes du projet seront réalisées en fonction de ces éléments.
La présente demande de financement est pour deux ans; toutefois, seules les informations pour la première année sont demandées dans le tableau ci-dessous.

Objectif général : Contribuer à prévenir la délinquance et la criminalité chez les jeunes âgés de 12 à 18 ans qui présentent des facteurs de risque, et ce, par le biais d'activités sportives extérieures déployées dans cinq parcs ciblés de l'arrondissement de VSP pour la période de mai à août 2022.

Objectif spécifique 1 : Procéder au recrutement de jeunes ciblés dans le cadre du projet du mois d'avril au mois d'août 2022 par l'entremise d'une promotion dans les écoles secondaires, les organismes communautaires et par le biais de la concertation.

Activités (quoi)	Échéancier (quand)	Personne(s) responsable(s) (Qui)	Résultats souhaités et indicateurs de réussite
- Création d'outils de communication - Promotion et diffusion des outils de communication - Concertation avec les partenaires (écoles, OBNL, PDQ, etc.) afin de cibler les jeunes pouvant bénéficier du projet	D'avril à août 2022	- Tous les membres du comité de suivi - Table de concertation (VSMS)	- Avoir promu le projet auprès des jeunes à risques et du personnel professionnel des écoles secondaires publiques Louis-Joseph-Papineau ainsi que Joseph-François-Perrault - Avoir promu le projet dans au moins 3 OBNL intervenants auprès des jeunes à risque - Avoir recruté, pour toute la durée du projet, environ 300 jeunes à risque
Objectif spécifique 2 : Créer des ligues de soccer et de basketball informelles avec les jeunes ciblé·es et effectuer des entrainements réguliers dans cinq parcs de l'arrondissement de VSP de mai à août 2022 afin de permettre le renforcement de facteurs de protection et le développement personnel et social.			
- Tenir des entrainements de basketball dans les parcs Ovila-Légaré, René-Goupil, Champdoré, George-Vernot et François-Perrault - Tenir des entrainements de soccer dans les parcs Champdoré, René-Goupil et François-Perrault. - Offrir, pour le parc François-Perrault, d'autres activités sportives en fonction de l'intérêt des jeunes - Organiser un tournoi à la fin du projet ou un événement de fin d'été pour clôturer *Prévention par le sport*	De mai à août 2022	-Monarques -CEJ -LCSM	- Tenir 4 à 8 entrainements de basketball par semaine - Tenir 4 à 8 entrainements de soccer par semaine - Avoir un taux de fréquentation hebdomadaire d'environ 80 jeunes pour les entrainements de soccer et d'environ 14 jeunes pour les entrainements de basketball.

[2] Pour cette section, vous pouvez ajouter des pages supplémentaires en annexe.

Objectif spécifique 3 : Durant toute la durée du projet, offrir aux jeunes ciblé·es ayant des besoins particuliers du soutien par le biais d'interventions directes ou par du référencement afin de renforcer les facteurs de protection, de soutenir le développement personnel et social et de permettre la résolution de problématiques.			
- Pour les travailleurs et travailleuses de rue (TR), ainsi que les médiateurs et médiatrices urbain·es (MU) : assurer une présence régulière dans les cinq parcs lors des entrainements de basketball et de soccer - Offrir du soutien aux jeunes ayant des besoins particuliers - Référer les jeunes vers des ressources répondant à leurs besoins	De mai à août 2022	- PACT de rue - Patro Villeray	- Nombre de présences des TR et MU lors des entrainements - Nombre de jeunes rencontré·es - Nombre de références * *Certaines données ne pourront être fournies, en raison de la confidentialité inhérente aux interventions déployées par les intervenant·es.*

SECTION 7 – BUDGET

Veuillez-vous référer à la section des dépenses admissibles et non admissibles du *Guide de présentation d'une demande d'aide financière*.

Postes budgétaires	Montants demandés au MSP	Contribution de l'organisme et de ses partenaires[3]
Ressources humaines ✓ Entraineurs et entraineuses	47 000 $	
Ressources matérielles ✓ Ballons, équipements, dossards, uniformes, nourritures et prix pour l'événement de fin de projet, etc.		4 000 $ de l'arrondissement de VSP
Frais de gestion et frais administratifs ✓ Communication ✓ Encadrement du projet ✓ Autres frais administratifs	3 000 $	1 000 $ de l'arrondissement de VSP
TOTAL	**50 000 $**	**5000$**

[3] Une contribution minimale de 10 % des dépenses annuelles admissibles est exigée de la part du bénéficiaire. Elle peut provenir de ses partenaires. Cette contribution pourra provenir d'une subvention octroyée par une organisation publique autre que le MSP ou prendre la forme de ressources financières, humaines ou matérielles, dans la mesure où le cumul des aides financières publiques reçues pour la mise en œuvre du projet ne dépasse pas la valeur réelle des dépenses admissibles.

SECTION 8 – DOCUMENTS À ANNEXER

Annexez à la présente demande d'aide financière les documents suivants[4] :

- Des prévisions budgétaires;
- Une résolution d'appui au projet désignant une personne responsable de la demande d'aide financière;
- Une preuve d'adhésion à un au code d'éthique reconnu régissant les relations entre les intervenants et les personnes rejointes;
- Une lettre de soutien de chacun des principaux partenaires mentionnant leur contribution à votre projet;
- Toute documentation pertinente.

Si vous êtes un organisme communautaire, veuillez également joindre votre plus récent rapport annuel ainsi que vos états financiers approuvés les plus récents.

SECTION 9 – DÉCLARATION

Je soussigné(e) _____ELSA MARSOT_____ (nom complet en caractères d'imprimerie), confirme que :

- Les renseignements fournis dans cette demande et les documents annexés sont complets et véridiques;
- Les règles et les modalités du *Guide de présentation d'une demande d'aide financière* ont été consultées et prises en compte;
- Toute l'information nécessaire à l'analyse de votre demande a été transmise au MSP;
- Le dépôt de la présente demande d'aide financière n'entraîne pas nécessairement son financement.

_____	Directrice culture, sports, loisirs et développement social	11-02-2022
Signature de la personne autorisée par voie de résolution	Titre	Date

Demande de renseignements :

Communiquez avec la Direction des programmes par courriel à prevention.criminalite@msp.gouv.qc.ca.

Dépôts des documents demandés :

La date limite pour retourner la documentation demandée est **le 11 février 2022**, à la même adresse que vos demandes de renseignements.

Prenez note qu'un accusé réception vous sera transmis lors du traitement de votre demande par le MSP.

[4] Si la dernière version disponible des documents a déjà été transmise au MSP, il n'est pas nécessaire de les resoumettre.

Guide de présentation d'une demande d'aide financière

Ministère de la Sécurité publique

Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture

Votre gouvernement

Québec

La mise en place du Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture (PPDSAC) est possible grâce à des fonds obtenus par Sécurité publique Canada.

TABLE DES MATIÈRES

RAISON D'ÊTRE ET CONTEXTE DU PROGRAMME 4
OBJECTIFS DU PROGRAMME ET MOYENS 7
ORGANISATIONS ET PROJETS ADMISSIBLES 8
Organisations admissibles 8
Projets admissibles 9
AIDE FINANCIÈRE 10
Dépenses admissibles 10
Processus d'obtention et de renouvellement d'une aide financière 11
Processus d'obtention 11
Appel de projets et dépôt d'une demande d'aide financière 11
Analyse des projets 12
Sélection des projets 12
Signature de l'entente de financement 12
Renouvellement de l'aide financière 12
Reddition de comptes 12
Date de mise en vigueur et date de fin 13
ANNEXE 14
RÉFÉRENCES 15

Raison d'être et contexte du programme

Au Québec, dès le milieu des années 2000, plusieurs événements liés aux gangs de rue ont été rapportés par les médias et par les autorités policières : fusillade à un coin de rue, deux victimes innocentes, un jeune sans histoire poignardé dans un bar. Le gouvernement du Québec a alors décidé de s'attaquer à la problématique des gangs de rue, de même qu'aux causes sous-jacentes de cette violence.

Ainsi, le ministère de la Sécurité publique (MSP) a élaboré, avec plus d'une vingtaine de partenaires, le Plan d'intervention québécois sur les gangs de rue 2007-2010. Ce plan d'intervention poursuivait comme principal objectif une meilleure concertation des intervenants et une coordination accrue de leurs initiatives visant à prévenir et à contrer le phénomène des gangs de rue au Québec. Les retombées positives de ce premier plan d'intervention ont amené le MSP à lancer, avec ses partenaires, un second plan, soit le Plan d'intervention québécois sur les gangs de rue 2011-2014. Suivant le consensus dégagé, cette reconduction devenait l'occasion d'assurer une continuité des actions entreprises.

Si le phénomène des gangs de rue a pu être contenu au cours des dernières années, grâce entre autres aux deux plans d'intervention mis en œuvre par le gouvernement, il n'en est pas moins toujours présent et préoccupant. Il importe de maintenir la pression sur les gangs majeurs et de poursuivre les interventions préventives auprès des jeunes les plus susceptibles de s'engager dans des trajectoires délinquantes et dans l'univers des gangs.

En effet, entre 2015 et 2018, le taux de signalements traités par la Direction de la protection de la jeunesse a augmenté de 9,4 %[1]. En parallèle, la recherche[2] indique qu'une personne sur cinq sera atteinte de troubles de santé au cours de sa vie, et il est « reconnu que la plupart des maladies mentales apparaissent à l'adolescence ou au début de la vie adulte, qu'elles ont un effet sur les réussites scolaires, les possibilités et les succès professionnels ainsi que les relations personnelles et qu'elles peuvent se répercuter la vie durant[3] ».

Le nombre d'adolescents contrevenants ayant reçu des services en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* a légèrement diminué de 2 % en 2017-2018. Cette baisse peut s'expliquer par plusieurs facteurs tels qu'une diminution du poids démographique des adolescents, une utilisation accrue des mesures de rechange ou de réparation ainsi que des initiatives de prévention plus efficaces.

Par ailleurs, les délinquants qui se disent associés aux gangs de rue présentent une problématique de délinquance plus sévère que les autres et se distinguent aussi par leurs traits de personnalité, leurs relations familiales, les risques qu'ils prennent et les indications de troubles de santé mentale qu'ils présentent. Les jeunes associés aux gangs de rue sont probablement les premières victimes de leur propre délinquance. En effet, de par leurs conduites délinquantes, ils vivent des situations graves et dangereuses pouvant conduire

[1] Directeurs de la protection de la jeunesse/directeurs provinciaux. « Bilan des directeurs de la protection de la jeunesse/directeur provinciaux 2018 ». En ligne. 2018. https://www.cisss-at.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/2018/10/2018_Bilan_DPJ.pdf. Consulté le 24 mai 2019.

[2] https://www.quebec.ca/sante/problemes-de-sante/sante-mentale-maladie-mentale/

[3] Bouchard, L., Batista, R. et Colman, I. (2018). Santé mentale et maladies mentales des jeunes francophones de 15 à 24 ans : données de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes – Santé mentale 2012. Minorités linguistiques et société (9), page 297.

à des troubles de santé mentale et à des difficultés d'adaptation importantes[4]. La recherche et l'expérience cumulées durant ces années démontrent que les jeunes au profil de délinquance grave, dont les membres de gangs, cumulent plusieurs facteurs de risque et ont moins été exposés à différents facteurs de protection.

Ces facteurs peuvent être personnels, familiaux, sociaux et environnementaux. Pour intervenir sur ces facteurs, il faut développer des stratégies intégrées[5], travailler en partenariat et miser sur des mesures éprouvées.

Par ailleurs, le groupe de pairs est fondamental dans le développement personnel de l'adolescent. C'est par celui-ci qu'il se crée un sentiment d'appartenance, que se construit le rapport à l'autre et à la société en général. Le groupe de pairs n'est pas en soi négatif ou positif. Ce sont les modes de socialisation à l'intérieur de celui-ci qui diffèrent d'un groupe à l'autre et qui favorise, ou non, l'expression de comportements délinquants. Pour des jeunes marginalisés, ces modes de socialisation peuvent tendre vers la délinquance, l'adhésion aux gangs de rue et les comportements violents.

Il convient alors d'établir des programmes visant l'accomplissement du jeune grâce à des activités qui lui seront offertes en vue de susciter des changements pour l'amener à adopter des comportements de nature prosociale tout en améliorant ses connaissances dans des domaines qui l'intéressent avec d'autres jeunes, et qui agiront ultimement comme facteurs de protection associés au passage à l'acte lié à la délinquance. C'est pourquoi le MSP a conçu le Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture (PPDSAC).

Le PPDSAC s'adresse aux jeunes à risque de délinquance ou susceptibles d'adhérer aux gangs de rue, âgés de 12 à 18 ans. Ils cumulent plusieurs facteurs de risque et ont moins été exposés aux facteurs de protection[6]. Ces facteurs peuvent être personnels (agressivité), familiaux (« désunification »), sociaux (interaction avec des camarades délinquants) ou environnementaux (accessibilité aux armes à feu).

La recherche indique que les sports ont cette capacité de mettre les jeunes en contact avec des modèles adultes positifs et d'offrir des occasions de développement personnel et social (Mulholland, 2008), en plus de favoriser l'acquisition d'aptitudes à la vie quotidienne (Goudas et Giannoudis, 2008; Mulholland, 2008; Holt et coll., 2009).

Il est important de mettre aussi l'accent sur des activités artistiques et culturelles pour englober l'ensemble des champs d'intérêt des jeunes. En effet, une évaluation d'un programme axé sur les arts mentionne que :

« Permettre aux jeunes qui ne sont pas intéressés par le sport d'avoir l'occasion d'apprendre et de s'épanouir dans un domaine qui n'existait pas auparavant – les arts, la créativité – c'est attrayant pour ceux qui n'aiment pas le sport. »[7]

En outre, les programmes les plus prometteurs en prévention de la criminalité axés sur les activités sportives, artistiques ou culturelles possèdent les caractéristiques suivantes :

---

[4] Laurier, C., Guay, J-P., Lafortune, D., Toupin, J., (2014). *Évaluer pour prévenir : les caractéristiques de la personnalité et les risques pris par les jeunes contrevenants associés aux gangs de rue* : Rapport intégral. Pour le Fonds de recherche Société et culture.

[5] Hamel, S., Alain, M., Messier-Newman, K., Domond, P., Pagé, J.-P. (2013). *Le phénomène des gangs, ici et ailleurs, mise à jour des connaissances* : Rapport intégral. Pour le Fonds de recherche Société et culture.

[6] Pour plus d'information sur les facteurs de risque et de protection, voir l'annexe jointe au document.

[7] Forneris, Tanya, PhD. *Evaluation of Hip Hop Workshops in Arctic Bay, Pond Inlet and Leadership Youth Hip Hop Summit in Pangnirtung, Nunavut.* University of Ottawa. 18 p. http://www.blueprintforlife.ca/wp-content/uploads/2013/04/Government-of-Nunavut-Evaluation-Final-Report.pdf

- ils mettent l'accent sur le plaisir et non la performance;
- ils nécessitent un engagement des jeunes;
- ils s'adaptent aux caractéristiques particulières des participants;
- ils tiennent compte du contexte socioéconomique des jeunes.

Le PPDSAC vise à offrir aux jeunes vulnérables des activités basées sur une approche de développement d'habiletés ou de compétences sociales comme solutions de rechange à l'oisiveté de même qu'à l'attrait aux groupes marginaux et délinquants. Ces activités deviennent un moyen d'entrer en contact avec des jeunes à risque de délinquance afin qu'ils bénéficient par exemple des enseignements d'un mentor, de modèles positifs et d'interventions individualisées qui répondent à leurs besoins.

Pour prévenir l'adhésion des jeunes aux gangs de rue, les activités préventives doivent combiner l'aspect récréatif et l'aspect pédagogique. Le premier attire les jeunes alors que le second leur permet d'acquérir des compétences sociales[8].

Soulignons également que le PPDSAC agit en complémentarité avec d'autres programmes de prévention du MSP dont le Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité, qui subventionne la stratégie du travail de rue ou de milieu (stratégie d'intervention auprès d'une clientèle vulnérable sans distinction en ce qui a trait aux problèmes personnels), le Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes (réduction de la victimisation), ainsi que le programme Prévention Jeunesse, qui encourage la coordination d'expertises multiples pour intervenir auprès des jeunes vulnérables. En effet, le PPDSAC est le seul programme de prévention du MSP axé précisément sur l'offre d'activités sportives ou ludiques aux jeunes présentant des facteurs de risque à la délinquance et aux gangs de rue.

Contexte du programme

Le PPDSAC s'inscrit dans les objectifs du Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs de Sécurité publique Canada. Ce fonds, créé en 2018, permet d'appuyer les provinces et les territoires dans leurs efforts pour prévenir et combattre la violence liée aux armes à feu et aux gangs ainsi que pour favoriser la compréhension d'enjeux connexes et la sensibilisation à ceux-ci.

Ce fonds répond aux préoccupations du gouvernement fédéral, ainsi que des gouvernements provinciaux et territoriaux, concernant la hausse des crimes commis à l'aide d'une arme à feu et la violence des gangs de rue dans les collectivités. Il est démontré que l'appartenance à un gang de jeunes est un important indicateur de la participation à des activités criminelles et que les membres de gang de jeunes commettent plus de crimes que les autres jeunes à haut risque d'adopter des comportements délinquants[9].

Une somme d'environ 327,6 M$ sur cinq (5) ans, à compter de 2018-2019, et de 100 M$ chaque année par la suite, permettra de lutter contre l'accroissement de la violence liée aux armes à feu et les activités des gangs au Canada. Cette initiative entend soutenir les initiatives de prévention et d'application de la loi dans

[8] Prince, Joanie (2008), *Intervenir auprès des jeunes à risque d'adhérer à un gang de rue : un guide à l'intention des intervenants communautaires*, Société de criminologie du Québec pour le ministère de la Sécurité publique du Québec, 34 p.

[9] Laurier, C., Guay, J-P., Lafortune, D., Toupin, J., (2014). *Évaluer pour prévenir : les caractéristiques de la personnalité et les risques pris par les jeunes contrevenants associés aux gangs de rue* : Rapport intégral. Pour le Fonds de recherche Société et culture.

les collectivités, améliorer la collecte de renseignement sur le trafic illégal d'armes à feu et investir dans la sécurité des frontières pour interdire les biens illicites, y compris les armes à feu et les drogues. Un financement serait aussi accordé à des organisations autochtones afin de contribuer au renforcement de la capacité d'agir par l'éducation, la sensibilisation et la recherche, en répondant aux besoins uniques des communautés et des populations urbaines autochtones.

Objectifs du programme et moyens

Le PPDSAC a pour but d'agir auprès de jeunes vulnérables afin de contrer l'émergence ou l'aggravation des problématiques liées aux gangs de rue. Comme c'est mentionné dans les plans d'intervention québécois sur les gangs de rue, il importe d'agir en amont du phénomène des gangs en intervenant auprès des sujets plus jeunes et plus vulnérables par une approche de développement social.

Plus spécifiquement, le PPDSAC a pour objectif de permettre aux jeunes de développer des facteurs de protection afin de prévenir ou d'atténuer les problématiques liées à la délinquance, dont les gangs de rue, sur un territoire circonscrit. Le développement des intérêts et des passions, par le sport, la création ou toute autre activité artistique, constitue un levier d'intervention efficace pouvant détourner les jeunes de comportements dits marginaux[10].

À long terme, le développement des facteurs de protection associés à la délinquance devrait assurer une meilleure intégration des participants à la collectivité. De plus, les interventions pourront contribuer à une appropriation du sport, des arts et de la culture, à une appropriation positive de l'espace public et, ainsi, entraîner une diminution des méfaits publics, tels que le vandalisme.

Nature de l'intervention

L'aide financière accordée par le MSP soutient les organisations qui souhaitent mettre en place ou bonifier l'offre de services en matière d'activités sportives, artistiques ou culturelles pour des jeunes vulnérables sur un territoire circonscrit comme solution de rechange à la délinquance et à l'adhésion aux gangs de rue, tout en favorisant le développement de leurs compétences.

Plus précisément, les jeunes seront encouragés à créer des liens sociaux positifs. En effet, les activités offertes sont des outils au cours desquelles les participants développeront leur engagement social tout en améliorant leurs habiletés et connaissances. L'encadrement de l'intervenant « guide » et la mise en valeur du rôle et de la place de chacun au sein du groupe augmentent, chez les jeunes, leur sentiment d'appartenance et leur estime. Enfin, les techniques d'animation utilisées favorisent la mise en place d'une pédagogie efficace centrée sur le développement des jeunes et le transfert des apprentissages à la vie quotidienne.

Les interventions contribuent au devenir adulte des participants, car ils pourront se servir des habiletés nouvellement acquises afin de diversifier leur réseau social et, ainsi, ils auront envie de s'engager plus activement dans leur parcours scolaire.

Par ailleurs, le PPDSAC s'adapte aux particularités géographiques, culturelles et organisationnelles propres aux collectivités autochtones. Il est en effet généralement reconnu que les programmes et les services qui

[10] Nichols, G. (2007). *Sport and Crime Reduction: The Role of Sports in Tackling Youth Crime*. Routledge, Grande-Bretagne.

respectent les façons de faire des collectivités autochtones sont plus susceptibles d'avoir des effets bénéfiques en prévention de la violence, en plus de favoriser la réduction des facteurs de risque[11].

Organisations et projets admissibles

Organisations admissibles

Sont admissibles au programme[12] :

- les municipalités, les arrondissements, les municipalités régionales de comté, les agglomérations, les regroupements de municipalités, les conseils de bande et les villages nordiques;
- un corps de police, y compris un corps de police autochtone, s'il a la capacité juridique de conclure une entente de financement, ou l'autorité de qui il relève;
- les organisations sans but lucratif constituées en vertu d'une loi du Québec sous la forme d'une personne morale. Toutefois, elles doivent en outre :
  - réaliser des activités au Québec depuis plus de deux ans;
  - avoir produit au Registraire des entreprises une déclaration de mise à jour annuelle;
  - être membres d'un mécanisme de concertation;
  - démontrer, états financiers à l'appui, une santé financière suffisante pour mener le projet à son terme.

Toutes les organisations admissibles désirant obtenir des fonds dans le cadre du programme doivent s'engager à offrir elles-mêmes ces activités ou convenir d'une entente avec une ressource offrant des services aux familles ou aux jeunes sur leur territoire. Dans l'un ou l'autre des cas, elles doivent démontrer qu'elles possèdent les capacités de rejoindre les jeunes à risque et de mener à terme le projet.

À cet effet, l'organisation responsable de la réalisation du projet doit répondre aux exigences suivantes :

- posséder une expertise minimale de deux ans en matière d'intervention sociale;
- se doter d'un comité de suivi;
- prévoir un intervenant responsable des activités répondant aux critères suivants :
  - posséder une expérience auprès des jeunes ayant des comportements délinquants ou en situation de vulnérabilité;
  - être en mesure de soutenir les jeunes et de les accompagner vers les ressources appropriées;

[11] https://www.inspq.qc.ca/rapport-quebecois-sur-la-violence-et-la-sante

[12] Les organismes ayant fait défaut de respecter leurs obligations envers le MSP dans les deux années précédant la demande de financement après avoir été dûment mis en demeure ne sont pas admissibles.

- avoir une formation pertinente à la réalisation des activités visées. À défaut de posséder une formation pertinente et reconnue, l'intervenant doit être encadré par une personne-ressource qui lui assurera une supervision adéquate.

L'organisation responsable de la réalisation du projet doit également s'engager à respecter les conditions du programme telles qu'elles sont formulées dans le présent guide et dans l'entente de financement à conclure avec le MSP.

Dans le cas où l'organisation confierait les fonds à une tierce partie, celle-ci a l'obligation de s'assurer que l'aide financière est utilisée aux seules fins de la réalisation d'activités prévues au PPDSAC.

Projets admissibles

Seuls les projets visant le développement des facteurs de protection afin de prévenir ou d'atténuer les problématiques liées à la délinquance, dont les gangs de rue, sur un territoire circonscrit du Québec sont admissibles.

Le projet doit :

- établir des critères de sélection des jeunes à risques[13];
- décrire les jeunes et le territoire visés par le projet;
- être appuyé par un mécanisme de concertation;
- assurer le suivi des jeunes présentant des besoins spécifiques ou les orienter vers les ressources adéquates.

De plus, le projet doit prévoir un comité de suivi formé des partenaires clés du milieu dont le mandat est de :

- sélectionner les jeunes visés par le projet;
- assurer, au besoin, un encadrement auprès de l'intervenant;
- faciliter l'orientation des jeunes présentant des besoins spécifiques vers des ressources spécialisées;
- faire le suivi du projet et apporter les correctifs si nécessaires.

Les activités proposées devront reposer sur des données probantes qui agissent sur les facteurs de risque et de protection. Elles doivent être réalisées en présence d'au moins une personne détenant un certificat de secourisme valide. Autrement, un protocole d'intervention en cas d'urgence doit être prévu.

Enfin, les projets financés dans le cadre du programme ne devront ni dupliquer, ni se substituer à des actions en place dans le milieu, mais pourront bonifier l'offre de services en place.

[13] Pour plus d'information, consultez l'annexe 1.

Aide financière

Le soutien du MSP se traduit par l'octroi de subventions renouvelables annuellement. La contribution maximale est fixée à 90 % des dépenses annuelles admissibles du projet, jusqu'à concurrence de 75 000 $ pour les exercices financiers 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023.

Une contribution minimale de 10 % des dépenses annuelles admissibles est exigée de la part de l'organisation, contribution à laquelle peuvent participer ses partenaires. Concrètement, une organisation demandant une aide financière de 75 000 $ doit minimalement débourser 7 500 $ pour un projet totalisant 82 500 $.

Année financière	2020-2021 à 2022-2023
Contribution annuelle maximale du MSP	75 000 $
Contribution annuelle minimale de l'organisation bénéficiaire	7 500 $
Total	82 500 $

La contribution minimale de l'organisation bénéficiaire peut prendre la forme de ressources financières, humaines ou matérielles, dans la mesure où le cumul des aides financières publiques reçues pour la mise en œuvre du projet ne dépasse pas la valeur réelle des dépenses admissibles.

Le calcul du cumul inclut les aides provenant directement ou indirectement des ministères ou organismes gouvernementaux (fédéraux et provinciaux), de leurs sociétés d'État et des entités municipales qui ne sont pas directement bénéficiaires du programme. Aux fins de ce calcul, le terme « entités municipales » réfère aux organismes municipaux tels qu'ils sont définis à l'article 5 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1).

Dépenses admissibles

Dans le cadre du PPDSAC, les dépenses liées à la mise en place d'activités sportives, artistiques ou culturelles afin de rejoindre une clientèle à risque sont admissibles.

Plus précisément :

- le salaire de l'intervenant responsable des activités;
- les frais de dépannage[14] jusqu'à concurrence de 1 000 $;
- les dépenses associées à la formation ou au transfert de connaissances en lien avec le projet financé, tant pour l'intervenant responsable que pour les jeunes ciblés;

[14] Frais prévus pour répondre à des besoins ponctuels de la clientèle rejointe (produits d'hygiène, nourriture, autobus, etc.)

- les frais de déplacement de l'intervenant respectant les barèmes prévus au Recueil des politiques de gestion du gouvernement du Québec[15];
- un montant annuel de 10 % ou moins, afin de couvrir les frais de gestion engagés par le projet, notamment pour les services administratifs et comptables;
- les frais pour la réalisation des activités :
    - les frais de location de salles pour la réalisation des activités;
    - les frais de déplacement liés à la réalisation des activités pour un montant maximal annuel de 5 000 $ respectant les barèmes prévus au Recueil des politiques de gestion du gouvernement du Québec;
    - les coûts d'achat de matériel ou de location d'équipements pour un montant maximal annuel de 10 000 $.

En revanche, les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- les frais de loyer;
- les coûts d'achat de matériel informatique ou de tout bien capitalisable ainsi que les frais d'amortissement;
- les bonis;
- les coûts d'entretien ou de réparation de véhicules;
- les dépenses courantes de fonctionnement de l'organisation;
- les dépenses engagées avant la prise d'effet de l'entente de financement;
- les dépenses engagées à d'autres fins que celles directement liées au projet soutenu.

Processus d'obtention et de renouvellement d'une aide financière

Processus d'obtention

Le processus menant à l'obtention d'une aide financière prévoit quatre étapes :

1. le dépôt par les organisations du *Formulaire de demande d'aide financière* rempli;
2. l'analyse des projets par un comité de sélection du MSP;
3. la sélection des projets;
4. la signature d'une entente de financement avec les organisations retenues afin d'assurer la mise en œuvre du projet.

Appel de projets et dépôt d'une demande d'aide financière

Lors d'un appel de projets, l'organisation devra déposer le *Formulaire de demande d'aide financière* au PPDSAC et soumettre les documents suivants :

- une résolution d'appui au projet désignant une personne responsable du projet au nom de l'organisation;

[15] https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/secretariat/Directive_frais_remboursables.pdf

- un plan de travail de douze (12) mois accompagné d'un échéancier;
- un budget;
- les lettres de chacun des partenaires composant le comité de suivi détaillant leur contribution;
- pour l'organisme mandaté pour la mise en œuvre du projet, le rapport d'activités le plus récent ainsi que les derniers états financiers.

De plus, pour être admissible, l'organisation doit fournir tous les documents exigés avant la date limite mentionnée sur le *Formulaire de demande d'aide financière*.

Analyse des projets

Les projets soumis seront analysés par les professionnels de la Direction de la prévention et de la lutte contre la criminalité.

Ceux-ci évaluent les projets en fonction des éléments suivants :

- la pertinence des activités au regard des objectifs du programme;
- la faisabilité du plan de travail soumis;
- la capacité à rejoindre la clientèle ciblée;
- l'accessibilité aux activités;
- la présence d'un environnement sain et sécuritaire pour la réalisation des activités;
- la plus-value des activités offertes aux jeunes visés;
- la capacité du comité de suivi à orienter les jeunes vers les ressources appropriées;
- la contribution des partenaires.

Sélection des projets

À la suite de l'analyse des projets, des recommandations de financement aux autorités ministérielles seront soumises pour approbation.

Signature de l'entente de financement

Un protocole d'entente sera signé avec chaque bénéficiaire dont le projet aura été sélectionné. Il précisera les obligations des parties ainsi que les modalités de versement de l'aide financière ainsi que de la reddition de comptes. À la suite de la signature de l'entente, un montant de 90 % de l'aide financière consentie sera versé à l'organisation.

Renouvellement de l'aide financière

Afin de renouveler l'aide financière, l'organisation devra remplir le formulaire approprié qui sera transmis par le MSP. L'organisation devra minimalement produire et transmettre :

- un formulaire de reddition de comptes;
- un nouveau plan d'action pour la prochaine année;
- un nouveau budget détaillé.

Le renouvellement de l'aide financière sera conditionnel au respect de la reddition de comptes établie, de même qu'à l'appréciation positive du MSP eu égard aux actions posées et aux résultats obtenus. Par la suite, un montant de 90 % correspondant à l'aide financière consentie pour l'année suivante sera versé à l'organisation.

Reddition de comptes

Les modalités précises de reddition de comptes seront détaillées dans le protocole d'entente. Toutefois, annuellement, le cas échéant, les organisations devront minimalement produire et transmettre au MSP :

- un bilan faisant état des activités réalisées et des coûts qui y sont associés, ainsi que des premiers résultats;
- toute pièce justificative, registre, livre comptable ou renseignement permettant de justifier l'utilisation de la contribution financière;
- un plan d'action révisé et adapté aux changements survenus;
- pour l'organisme responsable du projet, le dernier rapport d'activités ainsi que les derniers états financiers.

Au moment, du dépôt de la reddition de comptes au MSP, les 10 % restants de l'aide financière accordée pour l'année financière en cours, seront versés à l'organisation.

Dépôt des projets

Les projets devront parvenir au MSP avant le 4 septembre 2020 par courriel à l'adresse suivante : prevention.criminalite@msp.gouv.qc.ca.

Date de mise en vigueur et date de fin

Le PPDSAC entre en vigueur à la date de son autorisation par Conseil du trésor et se terminera le 31 mars 2023.

Chaque aide financière est subordonnée et accordée sous condition de l'attribution des crédits par le gouvernement du Canada pour l'exercice financier durant lequel le paiement doit être effectué conformément à l'article 40 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (L.C.R., 1985, ch. F-11).

POUR RENSEIGNEMENTS :

Communiquer avec la Direction de la prévention et de la lutte contre la criminalité par courriel à prevention.criminalite@msp.gouv.qc.ca.

ANNEXE 1

Facteurs de risque et de protection ayant une influence sur la délinquance	
Caractéristiques personnelles	
Facteurs de risque	**Facteurs de protection**
✓ Délinquance antérieure	✓ Bonnes capacités intellectuelles et interpersonnelles
✓ Possession illégale d'armes à feu	✓ Bonne estime de soi
✓ Trafic de drogues	✓ Responsabilité personnelle
✓ Attitudes antisociales ou progangs	✓ Attitudes prosociales
✓ Agressivité	
✓ Consommation d'alcool et de drogues	
✓ Activité sexuelle précoce	
✓ Victimisation par la violence	
Groupe de pairs	
✓ Fort engagement envers les camarades délinquants	✓ Groupe de pairs positifs
✓ Amis qui consomment de la drogue ou qui font partie d'un gang	✓ Interaction avec des camarades aux comportements prosociaux
✓ Interaction avec des camarades délinquants	
École	
✓ Mauvais résultats scolaires	✓ Succès scolaire
✓ Frustrations liées à l'école	✓ Activités parascolaires
✓ Faible sentiment d'appartenance à l'école	
Famille	
✓ Désunion, toxicomanie, alcoolisme	✓ Pratiques de gestion familiale efficaces
✓ Violence familiale	✓ Liens solides avec la famille
✓ Membre de la famille qui fait partie d'un gang	✓ Soutien familial
✓ Pauvreté	✓ Stabilité résidentielle
✓ Modèles adultes ou parentaux inadéquats	
✓ Criminalité parentale	
Communauté	
✓ Quartier où le taux de criminalité est élevé	✓ Présence d'organismes communautaires
✓ Présence de gangs dans le quartier	✓ Identité culturelle solide
✓ Sentiment d'insécurité	✓ Harmonie sociale
✓ Accessibilité à des armes à feu	
✓ Disponibilité ou facilité d'accès à la drogue dans le quartier	

Références

Centre national de prévention du crime (2013). Projets du Fonds de lutte contre les activités des gangs de jeunes : Qu'est-ce que nous avons appris au sujet de ce qui fonctionne pour prévenir la participation à des activités de gangs? Sécurité publique Canada. https ://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrcs/pblctns/yth-gng-prvntn-fnd/yth-gng-prvntn-fnd-fra.pdf. Consulté le 16 janvier 2020.

Centre national de prévention du crime (2007). Stratégie de réduction de la violence armée : Le rôle des gangs et de la drogue et de l'accessibilité des armes à feu. Sécurité publique Canada. https ://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrcs/pblctns/rdcng-gn-vlnc/rdcng-gn-vlnc-fra.pdf.Consulté le 16 janvier 2020.

Comité scientifique de Kino-Québec (2011). L'activité physique, le sport et les jeunes – Savoir et agir. Secrétariat au loisir et au sport, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, gouvernement du Québec. Avis rédigé sous la coordination de Gaston Godin, Ph. D., Suzanne Laberge, Ph. D., et François Trudeau, Ph. D., 104 p.

Ehsani, M. et coll. (2012). The Influence of Sport and Recreation upon Crime Reduction : A Literature Review. *International Journal of Academic Research in Business and Social Sciences*, juin, *2*(6).

Forneris Tanya, PhD. *Evaluation of Hip Hop Workshops in Arctic Bay, Pond Inlet and Leadership Youth Hip Hop Summit in Pangnirtung, Nunavut.* University of Ottawa. 18 p. http ://www.blueprintforlife.ca/wp-content/uploads/2013/04/Government-of-Nunavut-Evaluation-Final-Report.pdf Consulté le 2 décembre 2019.

Goudas, M. et Giannoudis, G. (2008). A team-sports-based life-skills program in a physical education context. *Learning and instruction*, *18*(6), 528-536.

Holt, N. L. et coll. (2009). An interpretive analysis of life skills associated with sport participation. *Qualitative research in sport and exercise*, *1*(2), 160-175.

MacIntosh, E. et coll. (2016). Exploring the community and external-agency partnership in sport-for-development programming. *European Sport Management Quarterly*, *16(1)*, 38-57.

Séguin-Manègre, Maude. (2012). *L'évaluation des programmes de prévention par les sports de la criminalité*. Service de police de la Ville de Montréal, 27 p.

Ministère de la Sécurité publique. (2007). Plan d'intervention québécois sur les gangs de rue 2007-2010, Québec, 30 p.

https ://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/plan-gangs-rue-2007-2010.html. Consulté le 2 décembre 2019.

Ministère de la Sécurité publique. (2012). Plan d'intervention québécois sur les gangs de rue 2011-2014, Québec, 20 p.

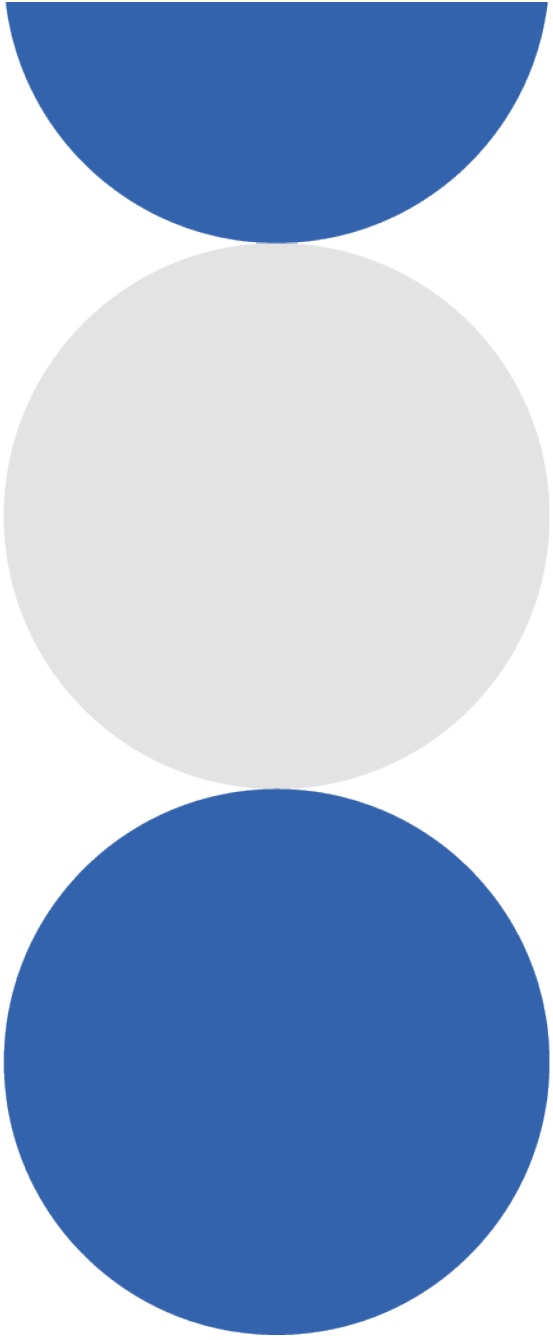
https ://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/plan-gangs-rue-2011-2014.html. Consulté le 2 décembre 2019.

Mulholland, E. (2008). *L'influence du sport : Le Rapport Sport pur.* Centre canadien pour l'éthique dans le sport.

Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Programme de déclaration uniforme de la criminalité et Enquête sur les homicides. https ://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/85-005-x/2018001/article/54962-fra.htm. Consulté le 16 janvier 2020.

Sécurité publique Canada. (2017). Programmes de prévention du crime axés sur le sport, Ottawa, 18 p.

https ://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrcs/pblctns/2017-h03-cp/index-fr.aspx. Consulté le 2 décembre 2019.



Sécurité publique
Québec

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1228380001
Unité administrative responsable : *Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension*
Projet : *Dépôt d'une demande d'aide financière au Ministère de la Sécurité publique dans le cadre du Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture pour le projet «Prévention par le sport»,*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Le dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, soit :

Priorité 9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

Priorité 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 9 : Le principal résultat attendu pour répondre à la priorité 9. de Montréal 2030, soit de consolider un filet social fort, et de favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire, est d'offrir des activités sportives gratuites dans cinq parcs ciblés de l'arrondissement de VSP à des jeunes âgé·es de 12 à 18 ans en collaboration avec des organismes communautaires.

Priorité 19 : Le principal résultat attendu pour répondre à la priorité 19. de Montréal 2030, soit d'offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, est d'encourager, grâce aux activités offertes et aux collaborations avec les partenaires communautaires, une occupation positive des parcs concourant ainsi à l'harmonie sociale.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	X		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	X		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Dossier # : 1214539021

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 3 800 $ à 4 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2022, comme suit : FONDS DE LA MAIRESSE : 500 $ à la Maison de la Famille de Saint-Michel; DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT : 500 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ); DISTRICT DE SAINT-MICHEL : 500 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ), 300 $ à la Fondation de l'école Gadbois, 350 $ à la Maison de la Famille de Saint-Michel; DISTRICT DE PARC-EXTENSION : 500 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ), 300 $ à la Fondation de l'école Gadbois, 500 $ à la Communauté Hellénique du Grand-Montréal; DISTRICT DE VILLERAY : 350 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ), le tout, pour diverses activités autorisées dans le contexte actuel de la pandémie.

1. d'autoriser le versement d'une contribution financière totale de 3 800 $ à 4 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement, pour l'année financière 2022 comme suit :

FONDS DE LA MAIRESSE

500 $ à la Maison de la Famille de Saint-Michel—pour la célébration de son 29e anniversaire

DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT

500 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ)—pour les Forums de la femme et de la jeunesse (Ils suivent le protocole pour la COVID-19)

DISTRICT DE SAINT-MICHEL

500 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ)—pour les Forums de la femme et de la jeunesse (Ils suivent le protocole pour la COVID-19)

300 $ à la Fondation de l'école Gadbois—pour l'organisation d'une conférence virtuelle : <<

Comprendre la douance >>

350 $ à la Maison de la Famille de Saint-Michel—pour la célébration de son 29e anniversaire

DISTRICT DE PARC-EXTENSION

500 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ)—pour les Forums de la femme et de la jeunesse (Ils suivent le protocole pour la COVID-19)

300 $ à la Fondation de l'école Gadbois—pour l'organisation d'une conférence virtuelle : << Comprendre la douance >>

500 $ à la Communauté Hellénique du Grand-Montréal—pour la célébration des 201 ans de la Fête nationale de la Grèce

DISTRICT DE VILLERAY

350 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ)—pour les Forums de la femme et de la jeunesse (Ils suivent le protocole pour la COVID-19)

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Elsa MARSOT **Le** 2022-02-25 15:27

Signataire : Elsa MARSOT

_____

Directrice CSLDS
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social

IDENTIFICATION

Dossier # :1214539021

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 3 800 $ à 4 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2022, comme suit : FONDS DE LA MAIRESSE : 500 $ à la Maison de la Famille de Saint-Michel; DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT : 500 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ); DISTRICT DE SAINT-MICHEL : 500 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ), 300 $ à la Fondation de l'école Gadbois, 350 $ à la Maison de la Famille de Saint-Michel; DISTRICT DE PARC-EXTENSION : 500 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ), 300 $ à la Fondation de l'école Gadbois, 500 $ à la Communauté Hellénique du Grand-Montréal; DISTRICT DE VILLERAY : 350 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ), le tout, pour diverses activités autorisées dans le contexte actuel de la pandémie.

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension (VSP) a convenu de la mise sur pied d'un fonds discrétionnaire afin de répondre à des demandes ponctuelles d'aide financière d'organismes à but non lucratif, présents dans les différents districts de l'arrondissement de VSP.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le conseil d'arrondissement a déjà versé des contributions financières ponctuelles afin d'aider différents organismes qui offrent des services à la population locale.

DESCRIPTION

FONDS DE LA MAIRESSE

500 $ à la Maison de la Famille de Saint-Michel—pour la célébration de son 29e anniversaire

DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT

500 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ)—pour les Forums de la femme et de la jeunesse (Ils suivent le protocole pour la COVID-19)

DISTRICT DE SAINT-MICHEL

500 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ)—pour les Forums de la femme et de la jeunesse (Ils suivent le protocole pour la COVID-19)

300 $ à la Fondation de l'école Gadbois—pour l'organisation d'une conférence virtuelle : << Comprendre la douance >>

350 $ à la Maison de la Famille de Saint-Michel—pour la célébration de son 29e anniversaire

DISTRICT DE PARC-EXTENSION

500 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ)—pour les Forums de la femme et de la jeunesse (Ils suivent le protocole pour la COVID-19)

300 $ à la Fondation de l'école Gadbois—pour l'organisation d'une conférence virtuelle : << Comprendre la douance >>

500 $ à la Communauté Hellénique du Grand-Montréal—pour la célébration des 201 ans de la Fête nationale de la Grèce

DISTRICT DE VILLERAY

350 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ)—pour les Forums de la femme et de la jeunesse (Ils suivent le protocole pour la COVID-19)

JUSTIFICATION

À la demande du conseil d'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 via une priorité du Plan stratégique (voir la grille d'analyse en pièce jointe) :
Priorité 9 « Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire ».

Pour la priorité identifiée, elle se concrétise dans le déploiement de diverses activités ponctuelles offertes par des organismes aux citoyennes et aux citoyens, leur permettant de se rencontrer, de briser l'isolement et de favoriser un meilleur tissu social.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S. O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe (Wail DIDI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christiane DUCHESNEAU
Adjointe de direction CSLDS

Tél : 514 868-3443
Télécop. : 514 872-4682

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-12-23

Frédéric STÉBEN
Chef de Division SLDS—Sports, loisirs et aménagement des parcs

Tél : 514 217-8133
Télécop. : 514 872-4682

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1214539021

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 3 800 $ à 4 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2022, comme suit : FONDS DE LA MAIRESSE : 500 $ à la Maison de la Famille de Saint-Michel; DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT : 500 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ); DISTRICT DE SAINT-MICHEL : 500 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ), 300 $ à la Fondation de l'école Gadbois, 350 $ à la Maison de la Famille de Saint-Michel; DISTRICT DE PARC-EXTENSION : 500 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ), 300 $ à la Fondation de l'école Gadbois, 500 $ à la Communauté Hellénique du Grand-Montréal; DISTRICT DE VILLERAY : 350 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ), le tout, pour diverses activités autorisées dans le contexte actuel de la pandémie.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Certification de fonds organismes - 1214539021.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Wail DIDI
Agent de gestion des ressources financières et matérielles
Tél : n/a

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-25

Steve THELLEND
Chef de division

Tél : 514 346-6255
Division : Division des ressources financières et matérielles

Dossier: 1214539021

Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 3 800 $ à 4 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2022, comme suit : FONDS DE LA MAIRESSE : 500 $ à la Maison de la Famille de Saint-Michel; DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT : 500 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ); DISTRICT DE SAINT-MICHEL : 500 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ), 300 $ à la Fondation de l'école Gadbois, 350 $ à la Maison de la Famille de Saint-Michel; DISTRICT DE PARC-EXTENSION : 500 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ), 300 $ à la Fondation de l'école Gadbois, 500 $ à la Communauté Hellénique du Grand-Montréal; DISTRICT DE VILLERAY : 350 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ), le tout, pour diverses activités autorisées dans le contexte actuel de la pandémie.

Je certifie qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessus mentionnés.

		Montant par Organisme / fonds				
Fonds	**Imputation**	**la Maison de la Famille de Saint-Michel**	**Héritage Hispanique du Québec (HHQ)**	**la Fondation de l'école Gadbois**	**la Communauté Hellénique du Grand-Montréal**	**Total par fonds**
FONDS DE LA MAIRESSE	2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029127.00000.00000	500,00 $				**500,00 $**
DISTRICT DE FRANÇOIS.PERRAULT	2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029195.00000.00000		500,00 $			**500,00 $**
DISTRICT DE SAINT-MICHEL	2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029130.00000.00000	350,00 $	500,00 $	300,00 $		**1 150,00 $**
DISTRICT DE PARC-EXTENSION	2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029128.00000.00000		500,00 $	300,00 $	500,00 $	**1 300,00 $**
DISTRICT DE VILLERAY	2440.0012000.306405.01101.61900.016491.0000.000000.029129.00000.00000		350,00 $			**350,00 $**
	Total par organisme	**850,00 $**	**1 850,00 $**	**600,00 $**	**500,00 $**	**3 800,00 $**

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1214539021

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Autoriser le versement d'une contribution financière totale de 3 800 $ à 4 organismes de l'arrondissement, à même le budget discrétionnaire du conseil d'arrondissement pour l'année financière 2022, comme suit : FONDS DE LA MAIRESSE : 500 $ à la Maison de la Famille de Saint-Michel; DISTRICT DE FRANÇOIS-PERRAULT : 500 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ); DISTRICT DE SAINT-MICHEL : 500 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ), 300 $ à la Fondation de l'école Gadbois, 350 $ à la Maison de la Famille de Saint-Michel; DISTRICT DE PARC-EXTENSION : 500 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ), 300 $ à la Fondation de l'école Gadbois, 500 $ à la Communauté Hellénique du Grand-Montréal; DISTRICT DE VILLERAY : 350 $ à Héritage Hispanique du Québec (HHQ), le tout, pour diverses activités autorisées dans le contexte actuel de la pandémie.



gdd_grille_analyse_montreal_2030_1214539021.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christiane DUCHESNEAU
Adjointe de direction CSLDS

Tél : 514 868-3443
Télécop. : 514 872-4682

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1214539021
Unité administrative responsable : Arrondissement de VSP—Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Projet : Demandes de contributions financières des élu.e.s

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

9. Consolider un **filet social fort**, favoriser le **lien social** et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Pour la priorité identifiée, elle se concrétise dans le déploiement de diverses activités ponctuelles offertes par des organismes aux citoyennes et aux citoyens, leur permettant de se rencontrer, de briser l'isolement et de favoriser un meilleur tissu social.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.01

2022/03/08
18:30

Dossier # : 1216495024

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP21-14006 à l'effet de permettre un usage résidentiel H.5 (12 logements maximum) sur la propriété située au 7995, rue Shelley, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage (01-283).

de recevoir le rapport de la consultation écrite tenue du 5 au 20 janvier 2022;

1. d'adopter le second projet de résolution PP21-14006 à l'effet de permettre un usage résidentiel H.5 (12 logements maximum) sur la propriété située au 7995, rue Shelley, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage (01-283).

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2022-01-21 14:28

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1216495024

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP21-14006 à l'effet de permettre un usage résidentiel H.5 (12 logements maximum) sur la propriété située au 7995, rue Shelley, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage (01-283).

CONTENU

CONTEXTE

Ce sommaire addenda vise le dépôt du rapport de la consultation écrite qui a eu lieu du 5 au 20 janvier 2022.
Aucun commentaire n'a été soumis de la part des citoyens.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève BOUCHER
Conseillère en aménagement

514 872-7932

Tél :

Télécop. : 514 868-4706

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1216495024

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter la résolution PP21-14006 à l'effet de permettre un usage résidentiel H.5 (12 logements maximum) sur la propriété située au 7995, rue Shelley, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage (01-283).

Cette pièce jointe Addenda comporte le rapport de la consultation écrite :



Rapport Consultation écrite_7995 Shelley.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève BOUCHER
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7932
Télécop. : 514 868-4706

Rapport de consultation écrite

Consultation écrite du 5 au 20 janvier 2022 à 16 h 00
7995, avenue Shelley

Objet de la demande de de projet particulier (PPCMOI)

Adopter la résolution PP21-14006 à l'effet de permettre un usage résidentiel H.5 (12 logements maximum) sur la propriété située au 7995, rue Shelley, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage (01-283).

Personne-ressource

Geneviève Boucher, conseillère en aménagement, Direction du développement du territoire

Déroulement de la consultation publique

Conformément à l'arrêté ministériel 2021-054 pris par la ministre de la Santé et des Services sociaux le 16 juillet 2021, le projet de résolution a fait l'objet d'une consultation écrite d'une durée de 15 jours :

- du 5 au 22 juin 2022 à 16 h 00 ;
- l'ensemble de la documentation relative à la demande de PPCMOI pour le 7995, avenue Shelley était disponible en ligne à l'adresse internet suivante : https://montreal.ca/vsp à la rubrique « Connaître les consultations en cours » ;
- les citoyens pouvaient transmettre leurs commentaires et leurs questions sur le projet via un formulaire disponible sur la page internet dédiée à la consultation;

ou

- à l'adresse courriel suivante : lyne.deslauriers@montreal.ca

- par la poste à l'adresse suivante :

  Service du greffe
  Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
  405, avenue Ogilvy, bureau 200
  Montréal (Québec) H3N 1M3

Documents disponibles sur le site internet de l'arrondissement

- Avis public
- Présentation détaillée
- Plans du bâtiment proposé
- Grille de zonage H04-089
- Sommaire décisionnel décrivant la demande

Commentaires et questions

Aucune question ou commentaire n'a été soumis par les citoyens sur ce dossier durant la période de consultation écrite.

Préparé par Geneviève Boucher, le 22 janvier 2022

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1216495024**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP21-14006 à l'effet de permettre un usage résidentiel H.5 (12 logements maximum) sur la propriété située au 7995, rue Shelley, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage (01-283).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003) est déposée afin de permettre un usage résidentiel H.5 (12 logements maximum) sur la propriété portant le numéro civique 7995, rue Shelley, et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage (01-283). Le P.P.C.M.O.I. permettra également d'autoriser la démolition du bâtiment vacant d'un étage situé sur la propriété afin de réaliser l'usage demandé.
En vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement, la demande est déposée au comité consultatif d'urbanisme pour recommandation et au conseil d'arrondissement pour autorisation.

Procédure de remplacement

Cette demande sera traitée conformément à l'arrêté ministériel 2021-054 du 16 juillet 2021. Cet arrêté prévoit une procédure de consultation par écrit de 15 jours en remplacement de l'assemblée publique exigée en vertu des articles 125 et 145.38 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Le propriétaire du terrain situé au 7995, avenue Shelley désire démolir le bâtiment existant et y construire un immeuble de 12 logements locatifs.
Propriété et milieu d'insertion
Le terrain est situé dans le zone H04-089 qui autorise les bâtiments résidentiels de 3 étages comportant de 2 à 3 logements. Cependant, le milieu d'insertion propre à l'avenue Shelley

présente plutôt des bâtiments multi logement de plus de 10 logements. Seul le voisin immédiat du 7995 est de plus petit gabarit et comporte 3 logements.

Le terrain visé par la présente demande fait plus de 17 mètres de largeur, ce qui est propice à recevoir un bâtiment de plus grand gabarit dans ce secteur. Le bâtiment qui se trouve présentement sur le lot est une maison unifamiliale de type shoebox datant de 1945, vacante depuis de nombreuses années et en piètre état de conservation. La démolition du bâtiment est justifiée et appuyée par les rapports d'ingénieurs et d'architecte ainsi que par une étude sur la valeur patrimoniale.

Projet proposé
Le projet proposé vise la construction d'un bâtiment détaché de 3 étages, sans construction hors toit et comportant 12 logements hors sol (9 de 1 chambre et 3 de 2 chambres). Le sous-sol accueillera 6 espaces de stationnement ainsi que la salle à déchet et une salle mécanique. À l'exception du nombre de logements, l'ensemble du bâtiment respectera la réglementation de zonage en vigueur. Le requérant souhaite faire des logements qui seront abordables pour ce secteur.

La demande vise donc l'autorisation d'un projet particulier visant exclusivement l'usage résidentiel sur la propriété et la démolition du bâtiment. L'architecture du bâtiment déposé en support à la présente demande est à titre indicatif et sera analysée en vertu du règlement sur les PIIA lors du dépôt de la demande de permis de construction.

JUSTIFICATION

À la lumière des critères d'évaluations et des documents présentés, la Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à la présente demande, et ce, considérant les éléments suivants :

- ce tronçon de la rue Shelley comporte majoritairement des bâtiments multi logement du même gabarit;
- le bâtiment respectera la réglementation en vigueur en ce qui a trait à tous les autres éléments à l'exception du nombre de logements (hauteur, marges, implantation, verdissement, gestion des déchet, stationnement et architecture);
- la dimension du terrain est propice à recevoir ce nombre de logements;
- le bâtiment existant est vacant depuis de nombreuse années et ne peut pas être rénover ni agrandi.

La Direction recommande d'assujettir la demande aux conditions suivantes:

- un maximum de 12 logements est autorisé sur la propriété;
- chaque unité de logement doit avoir un espace de vie individuel extérieur;
- le stationnement doit être aménagé à l'intérieur du bâtiment;
- un des deux arbres existants doit être conservé à l'arrière de la propriété;
- la demande de permis de construction doit être déposée au plus tard dans les 24 mois suivant la présente autorisation.

Le comité consultatif d'urbanisme a analysé la demande lors de la séance du 6 octobre 2021. Les membres ont émis un avis favorable au projet tel que présenté.

Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement
Le projet permet d'aider au niveau de lutte en matière d'insalubrité de logement en permettant la démolition d'un bâtiment vacant insalubre et dangereux et en permettant la création de 12 nouveaux logements dans Saint-Michel.

Ce projet doit également faire l'objet d'une contribution en vertu du Règlement 20-041 visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coût de la demande de P.P.C.M.O.I: 5 100$

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 des façons suivantes :

- Priorité 7 - «Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable » : le projet permettra de créer 12 nouveaux logements locatifs visant un marché abordable dans Saint-Michel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En vertu des articles 125 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* , un projet de résolution adopté en vertu d'un règlement sur les P.P.C.M.O.I. doit faire l'objet d'une assemblée publique de consultation. Or, en vertu de l'arrêté ministériel 2021-054 du 16 juillet 2021, les consultations publiques peuvent être remplacées par une consultation écrite de 15 jours.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Consultation publique écrite de 15 jours
Publication sur le site internet de la ville
Affiche sur le bâtiment

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du premier projet de résolution
Consultation publique
Adoption du second projet de résolution
Processus d'approbation référendaire
Adoption de la résolution

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève BOUCHER
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7932
Télécop. : 514 868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-11-26

Jocelyn JOBIDON
Directeur du développement du territoire

Tél : 514 868-3450
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1216495024

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter la résolution PP21-14006 à l'effet de permettre un usage résidentiel H.5 (12 logements maximum) sur la propriété située au 7995, rue Shelley, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage (01-283).


7995_Projet-Shelley_2021-09-20.pdf

7995-Shelley_20210920-PLANS.pdf

7995-Shelley_ExpertiseArbre_VF.pdf

7995-Shelley_Étude_état_architecture.pdf

7995-Shelley_Etat_structure_batiment.pdf

Grille-GDD-Mtl-2030-7995 Shelley.pdf

PV_CCU_2021-10-06_extrait.pdf

H04-089.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève BOUCHER
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7932
Télécop. : 514 868-4706

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

SÉANCE ORDINAIRE DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Le 6 octobre 2021, à 18h00

En vidéoconférence

PROCÈS-VERBAL

Présents :

Mary Deros, présidente du comité et conseillère de la ville – district de Parc-Extension

Membres du comité :
Karim Guirguis
Véronique Lamarre
Daniela Manan
Katherine Routhier

Jocelyn Jobidon, directeur du développement du territoire
Geneviève Boucher, conseillère en aménagement
Clothilde-Béré Pelletier, conseillère en aménagement
Annie Robitaille, agente de recherche

Absents :
Francis Grimard
Sylvia Jefremczuk

6.2 PPCMOI : 7995, avenue Shelley	
Présenté par	**Invités**
Geneviève Boucher Conseillère en aménagement	Aucun
Objet	
Adopter la résolution PP21-14006 à l'effet de permettre un usage résidentiel H.5 (12 logements maximum) sur la propriété portant le numéro civique 7995, rue Shelley, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage (01-283).	
Commentaires	
Les commentaires ont porté sur : - l'arbre qui sera conservé sur la propriété; - la marge entre le bâtiment projeté et son voisin de gauche : présence de fenêtres sur le côté latéral du voisin.	
CCU21-10-06-PPCMOI01	**Résultat : Favorable**
CONSIDÉRANT L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003); Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée, avec les conditions suivantes: - un maximum de 12 logements est autorisé sur la propriété; - chaque unité de logement doit avoir un espace de vie individuel; - le stationnement doit être aménagé à l'intérieur du bâtiment; - un des deux arbres existants doit être conservé à l'arrière de la propriété; - la demande de permis de construction doit être déposée dans les 24 mois suivant l'autorisation du conseil d'arrondissement. Il est proposé par Véronique Lamarre appuyé par Karim Guirguis ADOPTÉ à l'unanimité.	

LE 7995 SHELLEY

Ensemble et équitable

Présentation du projet
Dossier PPCMOI

7995 avenue Shelley, Montréal, Qc, H1Z 3H5

Déposé à la Ville de Montréal

Arrondissement Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension



Présenté par Shawn Guillemette et Tristan Desjardins Drouin, ing.
20 septembre 2021

Page laissée vide intentionnellement

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES 3
SOMMAIRE 4
CONTEXTE 5
PROJET 6
ENJEUX 9
Arbres 9
Hauteur 9
Marges de recul 10
Stationnement et circulation 10
Aménagement des logements 11
Architecture du bâtiment 11

SOMMAIRE

Dossier Ville nº 3002974894

Le projet de redéveloppement du 7995 avenue Shelley vise la construction d'un immeuble résidentiel de 12 unités locatives dans le quartier Saint-Michel dans la zone TOD (*transit oriented development* / aménagement axé sur le transport en commun) de la station de métro Saint-Michel.

Le bâtiment de trois étages plus un demi-sous-sol sera situé à proximité des transports en commun, dont le métro Saint-Michel ainsi que les nombreux circuits d'autobus sur le boulevard Saint-Michel et Crémazie. D'autre part, l'emplacement est à proximité de tous les services et de l'autoroute métropolitaine. Le développement projeté vise à participer à la revitalisation du quartier le long de la rue Jarry et du boulevard Saint-Michel qui s'accélérera dans les prochaines années avec le prolongement de la ligne bleue du métro d'ici 2026.

CONTEXTE

Malgré la pandémie de la Covid-19, la croissance économique dans la région de Montréal amène une forte demande de nouveaux logements depuis plusieurs années. Cette demande crée une « crise du logement » avec un taux d'inoccupation moyen de 0,2% pour un logement dans le quartier Saint-Michel[1]. De plus, ces taux d'inoccupation sont généralement encore plus bas dans les constructions récentes (2010 et plus) selon les analyses présentées dans le rapport 2019 de Patrice Ménard Multilogements (PMML)[2]. Même si les taux d'inoccupation ont monté depuis la pandémie, les besoins en logements de qualité restent présents et il demeure important de se préparer avec la reprise économique qui amènera une demande grandissante en logements.

Le quartier Saint-Michel est très dynamique et avec une population de 56 420 personnes en 2019. La population est en croissance avec 2215 habitants supplémentaires depuis 2011[3]. Le quartier compte une grande proportion de familles (47,2 % des ménages) et de familles monoparentales (40,3 % des ménages)[3]. Ainsi, ce quartier est réputé comme attractif pour les familles et compte une population avec une grande diversité ethnique.

Malheureusement, seulement 39 nouveaux logements ont été achevés dans Saint-Michel dans les deux dernières années selon la SCHL en combinant les statistiques de 2019 et 2020[1]. Par conséquent, il devient impératif de planifier le développement de nouveaux logements de qualité afin de répondre à la croissance de la population et de renouveler les logements existants qui sont vieillissants.

[1] Enquête sur les logements locatifs de la SCHL, Rapport du 15 janvier 2020, données d'octobre 2019

[2] Rapport de marché 2019 PMML, https://pmml.ca/rapport-de-marche-pmml/

[3] Portrait statistique de Saint-Michel 2019-2024, Table de quartier Saint-Michel

PROJET

Le projet de redéveloppement du 7995 Shelley est un bâtiment résidentiel de 12 logements dans le quartier Saint-Michel à proximité de la station de métro Saint-Michel (ligne Blue). Les logements sont répartis sur trois étages plus un stationnement souterrain de six places.

Le projet respecte les exigences de la zone H04-089, notamment les marges, le coefficient d'occupation au sol, la hauteur, le nombre d'étages et le nombre de stationnements. Par contre, le nombre de logements maximal est dépassé dans le but de s'intégrer avec les bâtiments avoisinants et le développement du quartier en zone TOD.

La trame existante de la zone H04-089 comprend les bâtiments suivants :

- 8017 avenue Shelley : immeuble de 18 logements adjacent au Nord du projet, hauteur de 3 étages plus demi-sous-sol;
- 7981-7991 avenue Shelley: deux triplex jumelés adjacent au Sud du projet, hauteur de 2 étages plus demi-sous-sol;
- 7951-7969 avenue Shelley: projet de 22 logements construit en 2008 au Sud du projet, hauteur de 3 étages plus demi-sous-sol. L'immeuble a été scindé en trois lots;
- 8029 avenue Shelley : immeuble de 11 logements au Nord du projet, hauteur de 3 étages plus demi-sous-sol;
- 7947-7949 avenue Shelley : duplex au Sud du projet, hauteur de 2 étages plus demi-sous-sol.

La grille des usages H04-089 permet actuellement la construction d'un bâtiment H.3 autorisant jusqu'à trois logements. Par contre, l'arrondissement permettait récemment la construction jusqu'à 8 logements avec l'ancienne zone 0614 selon le règlement 01-283-46 (dossier décisionnel nº1062799031). En considérant la trame existante comptant des bâtiments avec des densités importantes, il apparaît raisonnable de présenter un projet conséquent qui s'intégrera adéquatement.

La qualité du plan d'urbanisme de l'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension permet d'intégrer des projets de qualité dans le tissu urbain existant en permettant une intégration architecturale adaptée avec une densification de la trame urbaine. Cette vision, en accord avec le Plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal, permettra de répondre aux besoins des familles et la croissance du quartier.

D'autre part, ce projet vise à encourager les transports en communs et actifs avec la proximité du métro Saint-Michel (800 mètres), des circuits d'autobus sur les boulevards Saint-Michel et Crémazie (7 lignes d'autobus à moins de 100 mètres) ainsi que différentes bornes de vélos Bixi. En effet, le nombre d'espaces de stationnement prévus au projet dépasse la règlementation minimale demandant un espace pour chaque trois logements en prévoyant plutôt un espace pour chaque deux logements. Selon une visite des lieux le 6 janvier 2021 et du 30 juin 2021, environ 25% des espaces de stationnement dans la rue étaient disponibles, notamment à cause de l'absence de logements du côté Ouest de l'avenue Shelley.

Concernant le secteur, la zone C04-088 à l'Ouest est commerciale et donne directement sur Saint-Michel avec une hauteur permis de 6 étages Dans le secteur en arrière du projet sur la 12^{e} avenue, la zone H04-090 permet des bâtiments de deux étages. Ainsi, le projet proposé qui respecte la hauteur permise de 3 étages permet une gradation entre les zones mitoyennes.

Afin de réaliser le projet, la maison abandonnée depuis plusieurs années qui est dans un état avancé de dégradation sera démolie. Le projet sera assujetti au règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) afin de faire autoriser le nombre de logements proposé en changeant l'usage pour une zone H.5.

L'immeuble présente plusieurs caractéristiques qui lui permettront d'atteindre une viabilité financière et de répondre aux besoins de la population du secteur :

- Secteur en plein développement;
- Proximité de la station de métro Saint-Michel;
- Proximité des axes de transport par autobus sur Saint-Michel, Crémazie et Jarry;
- Stationnements souterrains;
- Bornes de recharge pour véhicules électriques;

- Stationnements sécurisés pour vélos;
- Préservation d’un arbre mature sur le site et plantation de trois nouveaux arbres;
- Espace de jeux pour les enfants et les familles dans la cour arrière;
- Grands balcons pour chaque unité;
- Acoustique améliorée entre les logements;
- Commerces de proximité à distance de marche;
- Efficacité énergétique;
- Matériaux de construction sains et sans danger pour la santé.

Différentes tailles de logements sont prévues afin d’accommoder les besoins des différents ménages du secteur où le taux d’inoccupation est famélique. La répartition proposée des différents logements est la suivante :

- 3½ : 9 logements, 75 %;
- 4½ : 3 logements, 25 %;

En bref, le projet vise à dynamiser un quartier mixte résidentiel-commercial où sont prévus des investissements majeurs afin de répondre à la demande de logements de qualité.

ENJEUX

La construction d'un nouveau bâtiment dans un cadre bâti existant amène une réflexion sur son intégration et les enjeux qui touchent les riverains. Nous souhaitons nous assurer que le projet adresse ces enjeux et permette une intégration harmonieuse amenant un impact positif sur le quartier. Ainsi, la conception du projet a été ajustée et orientée afin d'intégrer les enjeux suivants de façon constructive :

Arbres

En complément de l'étude de l'ingénieur forestier jointe à la présente demande, le projet vise à conserver l'arbre mature dans la cour arrière à droite. La préservation des arbres étant une priorité, toutes les mesures de protection des arbres nécessaires seront mises en place durant les travaux afin de limiter les impacts.

Malheureusement, le deuxième arbre dans la cour arrière devra être abattu étant donné son positionnement qui entraverait de façon disproportionnée la conception du projet advenant sa conservation en empêchant le développement d'une quantité intéressante de logements.

Notons que l'arbre dans la cour avant est déjà mort et devra être essouché durant les travaux.

Afin de compenser pour la perte d'un arbre et d'assurer une couverture végétale à terme, il est prévu de planter trois nouveaux arbres sur le site en plus de nombreuses plantations en pleine terre.

Finalement, l'arbre existant appartenant à la Ville dans l'emprise de la rue situé à gauche de la façade avant sera protégé et conservé durant les travaux.

Hauteur

La hauteur proposée du projet de trois étages permet de respecter la hauteur prescrite tout en étant dans la même lignée que la majorité des bâtiments de la zone. En effet, les bâtiments voisins ont tous un rez-de-chaussée plus haut que la rue à cause du sous-sol semi-enfoui. Le bâtiment proposé respectera cette trame tout en étant conforme à la hauteur maximale de la zone.

L'étude d'ensoleillement présentée permet d'identifier que les ombres sont raisonnables par rapport aux voisins et ne leur causent pas de préjudice.

Le projet pourrait proposer d'aménager une terrasse ouverte sur le toit avec des garde-corps qui respectent les dégagements requis avec les façades. Aucune structure ne serait érigée au-dessus du niveau du toit et des parapets afin de préserver une hauteur de bâtiment équivalente aux voisins.

Marges de recul

Les marges proposées respectent la règlementation et permettent d'assurer un coefficient d'occupation au sol conforme et raisonnable considérant l'emprise des bâtiments adjacents. Les marges permettent aussi un dégagement suffisant du bâtiment pour éviter que les vues par les ouvertures ne soient problématiques avec les voisins. L'alignement des portes et fenêtres a été planifié pour ne pas se retrouver vis-à-vis celles des voisins.

Notons que les marges avant sont adaptées pour être alignées avec les bâtiments adjacents. Ainsi, la marge avant de gauche à 2 m permet de s'harmoniser avec le 8017 Shelley tandis que celle de droite à 3,57 m avec le balcon s'intègre davantage avec le 7987-7991 Shelley tout en étant conforme aux exigences de la zone.

D'autre part, la marge latérale droite à 1,5 m est conforme et permet de dégager le bâtiment proposé du voisin. Cela réduira les nuisances liées aux ombres, au bruit et aux vues tout en facilitant l'entretien des bâtiments à long terme.

Finalement, malgré le fait que le bâtiment proposé est beaucoup plus massif que la maison existante, il s'intégrera de façon très adaptée et harmonieuse avec les riverains.

Stationnement et circulation

Le projet propose six stationnements souterrains et dépasse ainsi le minimum prescrit dans la grille qui est de quatre. Cela permettra de réduire la pression sur le stationnement sur rue du secteur. Notons que durant les différentes visites du site, plusieurs espaces de stationnement étaient disponibles et qu'aucune problématique n'a été constatée avec les voisins.

Étant donné que seulement 12 logements sont proposés, aucun impact majeur sur la circulation du secteur n'est anticipé et aucune étude complémentaire n'est recommandée.

Aménagement des logements

À la suite de consultation auprès de différents organismes du secteur tels que Romel et la Maison Sainte-Dominique, il apparaît que le secteur a besoin de nouveaux logements afin de répondre à la demande croissante du quartier. Ainsi, le projet propose une mixité de logements d'une et de deux chambres. Malheureusement, il n'est pas possible d'intégrer des logements plus grands considérant les contraintes structurelles du bâtiment et la volonté d'offrir un maximum de nouveaux logements à la communauté.

L'aménagement intérieur des logements a été réfléchi et optimisé afin d'assurer une fonctionnalité des espaces tout en permettant des espaces de rangement suffisants. Tous les logements intègrent des salles de bain complètes avec bain-douche qui sont recherchées par les familles.

Concernant l'accessibilité universelle de l'immeuble, il a été décidé de respecter la règlementation en vigueur du Code de construction du Québec permettant de déroger aux exigences. En effet, afin de permettre l'aménagement de 12 logements considérant la faible superficie du terrain, nous sommes autorisés à ne pas rendre les logements accessibles universellement en raison de la dérogation touchant les nouveaux immeubles de 3 étages et moins dont le plancher du rez-de-chaussée est situé à plus de 600mm du sol.

Architecture du bâtiment

La volonté d'amener un projet d'une grande qualité architecturale dans le secteur se traduit par un concept moderne qui intègre une quantité appréciable de maçonnerie et d'ouvertures sur la façade avant.

Des garde-corps architecturaux sont présents sur les balcons de la façade afin de donner une identité unique au bâtiment.

D'autre part, l'ensemble des matériaux des façades, soit la maçonnerie et les panneaux de fibrociment de nouvelle génération sont réputés très résistants afin de garder l'immeuble dans un excellent état à long terme.

CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS

7995 AVENUE SHELLEY, MONTRÉAL, QC H1Z 3H5

DONNEURS D'OUVRAGE : M. TRISTAN DESJARDINS DROUIN ET M.SHAWN GUILLEMETTE

LISTE DES DESSINS:

A-00	PAGE TITRES
A-02	ÉTUDE DE CODE
AD-10	PLAN D'IMPLANTATION EXISTANT
A-10	PLAN D'IMPLANTATION - PROPOSÉ
A-11.1	PHOTOS DE L'EXISTANT - REZ DE CHAUSSÉE
A-11.2	PHOTOS DE L'EXISTANT - EXTÉRIEUR
A-11.3	PHOTOS DE L'EXISTANT - SOUS-SOL
A-12.1	PHOTOS DE L'EXISTANT - BÂTIMENTS VOISINANTS
A-12.2	PHOTOS DE L'EXISTANT - BÂTIMENTS VOISINANTS (SUITE)
A-20	PLAN DU SOUS-SOL - PROPOSÉ
A-21	PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE - PROPOSÉ
A-22	PLAN D'UN ÉTAGE TYPE - PROPOSÉ
A-30.1	ÉLÉVATION PRINCIPALE (SUD-OUEST) - PROPOSÉE
A-30.2	ÉLÉVATION ARRIÈRE (NORD-OUEST) - PROPOSÉE
A-31.1	ÉLÉVATION LATÉRALE GAUCHE (NORD-EST) - PROPOSÉE
A-31.2	ÉLÉVATION LATÉRALE DROITE (SUD-EST) - PROPOSÉE
A-45	COUPE SCHÉMATIQUE- PROPOSÉE
A-70.1	ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT - SOLSTICE D'ÉTÉ
A-70.2	ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT - SOLSTICE D'HIVER
A-80	IMAGE 3D
A-81	IMAGE 3D (SUITE)
A-82	IMAGE 3D (SUITE)
A-90	PLANCHE DES MATÉRIAUX

20 SEPTEMBRE 2021

POUR PPCMOI

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier.
Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site.
Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
00	2021-09-20		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE

aedifix ARCHITECTURE

550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

Propriétaire / Owner

M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project

CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS

7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing

PAGE TITRES

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by M.B	Date 2021-09-20	No de dessin / Drawing no. A-00
Dessiné par/ Drawn by Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale
Vérifié par/ Verified by M.B	No de projet/ Project no. 21070	Révision/ Revision 00

ÉTUDE DE CODE
-CLASSIFICATION-

-PI. CA. AU SOL: 59% IMMEUBLE D'HABITAION

-NOMBRE D'ÉTAGE: 3 ÉTAGES AIRE DE BÂTIMENT 4535.9 PI2 / 249.42 m²

USAGE		
ÉTAGE	**USAGE PRINCIPAL / AIRE DE PLANCHER**	**TYPE**
NIVEAU 00	GARAGE (GROUPE: F3)	USAGE PRINCIPAL
NIVEAU 01	HABITATION (GROUPE: C)	USAGE PRINCIPAL
NIVEAU 02	HABITATION (GROUPE: C)	USAGE PRINCIPAL
NIVEAU 03	HABITATION (GROUPE: C)	USAGE PRINCIPAL

-NOMBRE DE RUE(S): 01 RUE

PARTIE DU CODE APPLICABLE:
.3: ☐
.9: ☒
.10: ☐

BATIMENT ASSUJETTI A LA LOI SUR LE BATIMENT OU EXEMPTE (ART.340 RBQ):

.ASSUJETTI	☒ OUI	☐ NON
.EXEMPTE	☐ OUI	☒ NON
-CONSTRUCTION COMBUSTIBLE (3.2.2.52.)	☒ OUI	☐ NON
-CONSTRUCTION INCOMBUSTIBLE (3.2.2.52.)	☐ OUI	☒ NON
-BATIMENT GICLÉ	☐ OUI	☒ NON

-CHANGEMENT D'USAGE	☐ OUI	☒ NON	
-CONSTRUCTION NEUVE:	☒ OUI	☐ NON	
-BATIMENT DE GRANDE HAUTEUR	☐ OUI	☒ NON	
-HAUTEUR EN METRE (HORS TOUT):	30'-8"	± 9.4 m	
-CREATION OU MODIFICATION D'UNE MEZZANINE OU D'UNE AIRE COMMUNICANTE:	☐ OUI	☒ NON	☐ N/A
-AGRANDISSEMENT EN AIRE D'UN BATIMENT	☐ OUI	☐ NON	☒ N/A
-AUGMENTATION DE LA POPULATION:	☐ OUI	☐ NON	☒ N/A
-AGRANDISSEMENT EN HAUTEUR D'UN BATIMENT	☐ OUI	☐ NON	☒ N/A
-TRANSFORMATION EN BGH (BATIMENT DE GRANDE HAUTEUR)	☐ OUI	☐ NON	☒ N/A

-SYSTÈME D'ALARME INCENDIE (3.2.4.11 / 9.10.18.2)	☒ OUI	☐ NON
-DÉTECTEUR DE FUMÉE (3.2.4.12/9.10.18.4)	☒ OUI	☐ NON
-AVERTISSEURS DE FUMÉE (9.10.19.1)	☒ OUI	☐ NON
-SIGNALISATION D'ISSUE (9.9.11.3)	☒ OUI	☐ NON
-EMPLACEMENT DES VOIES D'ACCÈS (3.2.5.5)	☐ OUI	☒ NON
-RESEAU DE CANALISATION INCENDIE (3.2.5.8)	☐ OUI	☒ NON
-EXTINTEUR PORTATIF (3.2.5.16. / 3.2.5.17. / 9.10.20.4.)	☒ OUI	☐ NON
-VENTILATION MECANIQUE (6.2.2, 9.32.2.3)	☒ OUI	☐ NON

-NOMBRES D'ISSUES EXIGÉES (9.9.7.4. / 9.9.8.2)	☐ 1	☒ 2
-DISTANCE DE PARCOURS (MAXIMUM):(9.9.9.1)	30 m	
-LARGEUR D'ISSUE (9.9.3.2)	900 mm / ISSUE	
-LARGEUR D'UN CORRIDOR D'ISSUE	1100 mm / ISSUE	
-BAIE DE PORTE DES ISSUES (9.9.6.3)	800 mm / ISSUE	
-HAUTEUR DE PASSAGE DES ISSUES (9.9.3.4)	2.1 m	
-HAUTEUR DES BAIES DE PORTE DES ISSUES (9.9.6.2)	2030 mm / ISSUE	
-SÉPARATION COUPE FEU ENTRE L'ISSUE ET LES LOGEMENTS (9.9.4.2)	45 MIN	
-MÉCANISMES D'ENCLENCHEMENT, DE VERROUILLAGE ET D'OUVERTURE (3.4.6.13. / 3.4.6.16. / 9.9.6.7 / 9.10.13.9)	☒ OUI	☐ NON
-PARCOURS SANS OBSTACLE (9.5.2 /3.8.1.1)	☐ OUI	☒ NON
-HAUTEUR SOUS-PLAFOND (9.5.3.1)	2.1 m	
-DIMENSION DES BAIES DE PORTE DE CHAMBRE, S.A.M ET SÉJOUR (TABLEAU 9.5.5.1)	810 mm	
-DIMENSION DES BAIES DE PORTE DE SDB (9.5.5.1)	610 mm	
-DIMENSION DES BAIES DE PORTE DANS UN CORRIDOR D'AU MOINS 860 MM (9.5.5.1)	760 mm	
-ÉCLAIRAGE NATUREL DES CHAMBRES (9.7.2.3)	5%	
-ÉCLAIRAGE NATUREL DU SÉJOUR (9.7.2.3)	10%	
-DIMENSIONS D'UNE FENÊTRE DANS UNE CHAMBRE (9.9.10.1)	LAR.MIN. 380 mm LONG.MIN. 380 mm SURFACE MIN. 0.35 m²	

DIMENSIONS DES ESCALIERS (9.8)

-LARGEUR MINIMALE D'UN ESCALIER D'ISSUE (9.8.2.1)	900 mm
-ÉCHAPÉE MINIMALE D'UN ESCALIER COMMUN (9.8.2.2.2))	2050 mm
-HAUTEUR DE LA CONTRE MARCHE D'UN ESCALIER COMMUN (9.8.4.1)	MIN. 125 mm MAX. 200 mm
-PROFONDEUR DE LA MARCHE D'UN ESCALIER COMMUN (9.8.4.2)	MIN. 230 mm MAX. 355 mm
-PALIER (9.8.6.3)	900 mm
-HAUTEUR DU GARDE-CORPS (9.8.8.3)	1070 MM 42"
-HAUTEUR DES MAINS COURANTES (9.8.7.4)	MIN. 800 mm MAX. 965 mm

-DEGRE DE RESISTANCE AU FEU (MINUTES): (9.10.8.1)	45 MIN
-ENTRE LES SUITES (3.3.4.2-9.10.9.14)	45 MIN
-ELEMENTS STRUCTURAUX (9.10.8.3)	45 MIN
-PLANCHER (9.10.8.1, 9.10.8.8-1)	45 MIN
-TOIT (9.10.8.1)	0 MIN
-ISSUES HORS SOL (9.10.8.8. / 3.4.4.1.)	45 MIN
-GAINE D'ASCENCEUR (3.5.3.1)	N/A
-ISSUES EN SOUS SOL/ PASSAGE EXTÉRIEUR (9.10.8.8. / 3.4.4.1.)	45 MIN
-MEZZANINE ET TERRASSE	N/A
-GARAGE DE STATIONNEMENT (3.3.5.6. / 9.10.4.3. / 9.10.9.16)	60 MIN
-LOCAL TECHNIQUE (9.10.10)	45 MIN
-CORRIDORS COMMUNS (9.10.9.15)	45 MIN
-DISPOSITIF D'OBTURATION (3.2.8.2, 9.10.9.3, 9.10.9.6, 9.10.13)	20 min
- MUR COUPE-FEU (9.10.11.2.)	N/A
-DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU ENTRE LES MAISONS (9.10.15.5) (CONSTRUCTION DES FAÇADES DE RAYONNEMENT DES MAISONS)	45 MIN
-MONTE-CHARGES (3.5.3.1.)	N/A
-AIRE COMMUNICANTES	N/A

-MATIERE DANGEREUSE	☐ OUI	☒ NON
-PROCEDES DANGEREUX	☐ OUI	☒ NON
-DEMANDE DE DÉROGATION MINEUR	☐ OUI	☒ NON
-DEMANDE DE MESURES DIFFÉRENTES	☐ OUI	☒ NON
-AVERTISSEUR VISUEL (VOIR PLANS ET LÉGENDE)	☐ OUI	☒ NON
-ÉCLAIRAGE DE SÉCURITÉ 9.9.12.	☒ OUI	☐ N/A
-INDICE DE TRANSMISSION DE SON (FSTC ASTM E-336)	54	
-INDICE D'ISOLEMENT AUX BRUITS D'IMPACT (FIIC ASTM E-1007, ASTM E-989)	56	

FAÇADE DE RAYONNEMENT (Tab:9.10.14.4) (9.10.14.5)

FAÇADE	DIST.LIMITATIVE(M)	SURFACE FAÇADE(M2)	% BAIE NON-PROTÉGÉES AUTORISÉ	% BAIE NON-PROTÉGÉES PROPOSÉ	TYPE DE CONSTRUCTION	REVÊTEMENT
SUD OUEST (PRINCIPALE)						
LOGEMENTS 101, 201, 301	7 m	19.2 m²	88 %	42 %	COMBUSTIBLE	COMBUSTIBLE
LOGEMENTS 104,204,304	7 m	8.6 m²	88 %	50 %	COMBUSTIBLE	COMBUSTIBLE
SUD EST (DROITE)						
LOGEMENTS 101, 201, 301	1.5 m	17.5 m²	9 %	8 %	INCOMBUSTIBLE	INCOMBUSTIBLE
LOGEMENTS 102, 202, 302	2.4 m	17.2 m²	18 %	16 %	INCOMBUSTIBLE	INCOMBUSTIBLE
LOGEMENTS 103, 203, 303	1.5 m	8.4 m²	9 %	0 %	INCOMBUSTIBLE	INCOMBUSTIBLE
NORD OUEST (GAUCHE)						
LOGEMENTS 101, 201, 301	1.5 m	42.3 m²	8 %	8 %	INCOMBUSTIBLE	INCOMBUSTIBLE
NORD OUEST (ARRIÈRE)						
LOGEMENTS 103, 203, 303	5 m	22.4 m²	66 %	29 %	COMBUSTIBLE	COMBUSTIBLE
LOGEMENTS 104, 204, 304	5 m	9 m²	100 %	43 %	COMBUSTIBLE	COMBUSTIBLE
ESCALIER FAÇADE AVANT	7 m	18.2 m²	88 %	35 %	COMBUSTIBLE	COMBUSTIBLE
ESCALIER FAÇADE ARRIERE	5 m	9.8 m²	77 %	16 %	COMBUSTIBLE	COMBUSTIBLE

CALCUL DU POURCENTAGE DE MAÇONNERIE SUR LA FAÇADE PRINCIPALE
RÈGLEMENT D'URBANISME (ART. 80)

AUTORISÉ	PROPOSÉ	
	81%	
	PIERRE	BRIQUE
MIN. 80%	36 %	45 %

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier.
Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site.
Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
00	2021-09-20		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE
aedifix
ARCHITECTURE
550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

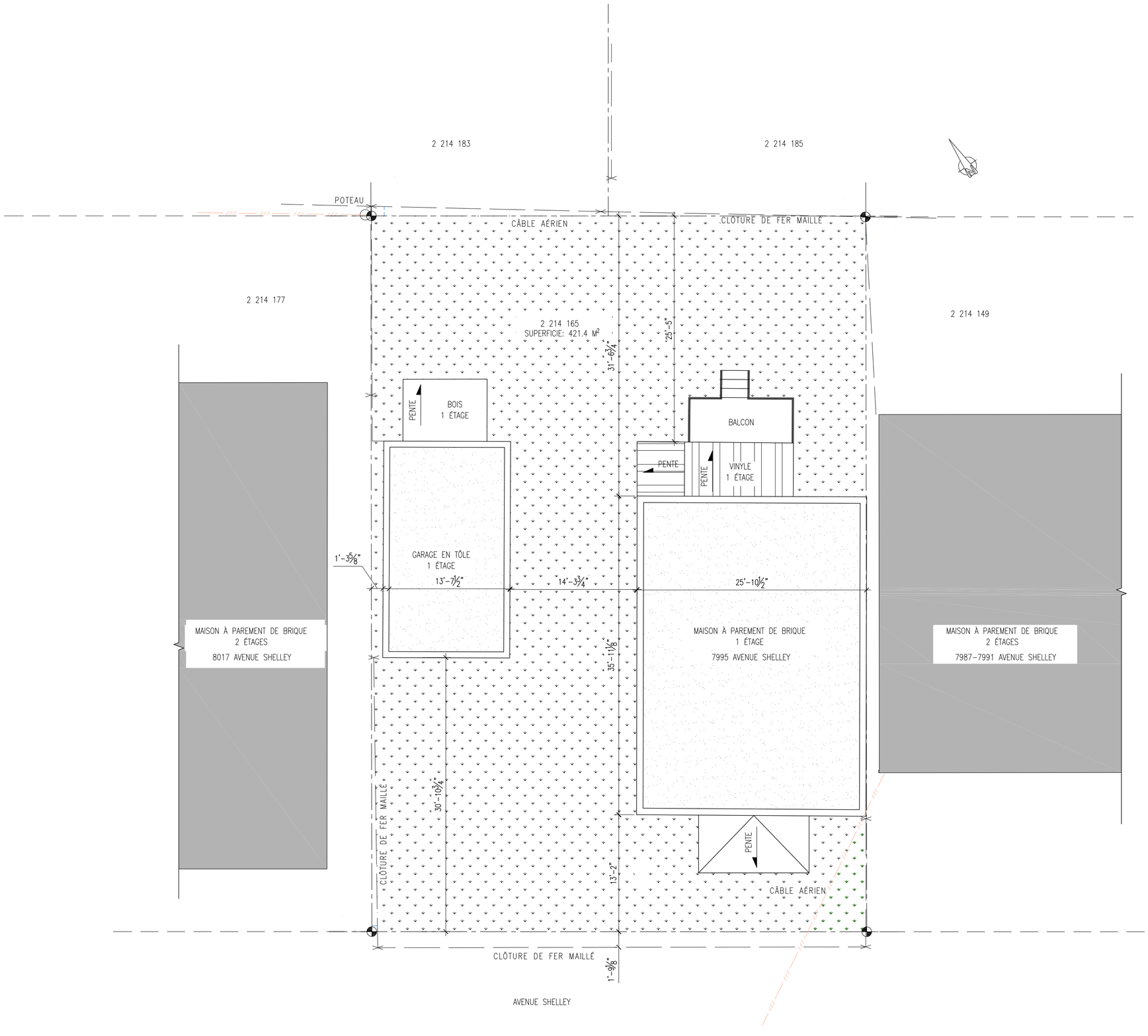
Propriétaire / Owner
M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project
CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS
7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing
ÉTUDE DE CODE

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by: M.B	Date: 2021-09-20	No de dessin / Drawing no.: A-02
Dessiné par/ Drawn by: Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale
Vérifié par/ Verified by: M.B	No de projet/ Project no.: 21070	Révision/ Revision: 00



01 PLAN D'IMPLANTATION EXISTANT
AD-10 ÉCHELLE : 1/8"=1'-0"

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier.
Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site.
Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
00	2021-09-20		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE
aedifix
ARCHITECTURE
550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.
This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

Propriétaire / Owner
M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project
CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS
7995 SHELLEY, MONTRÉAL

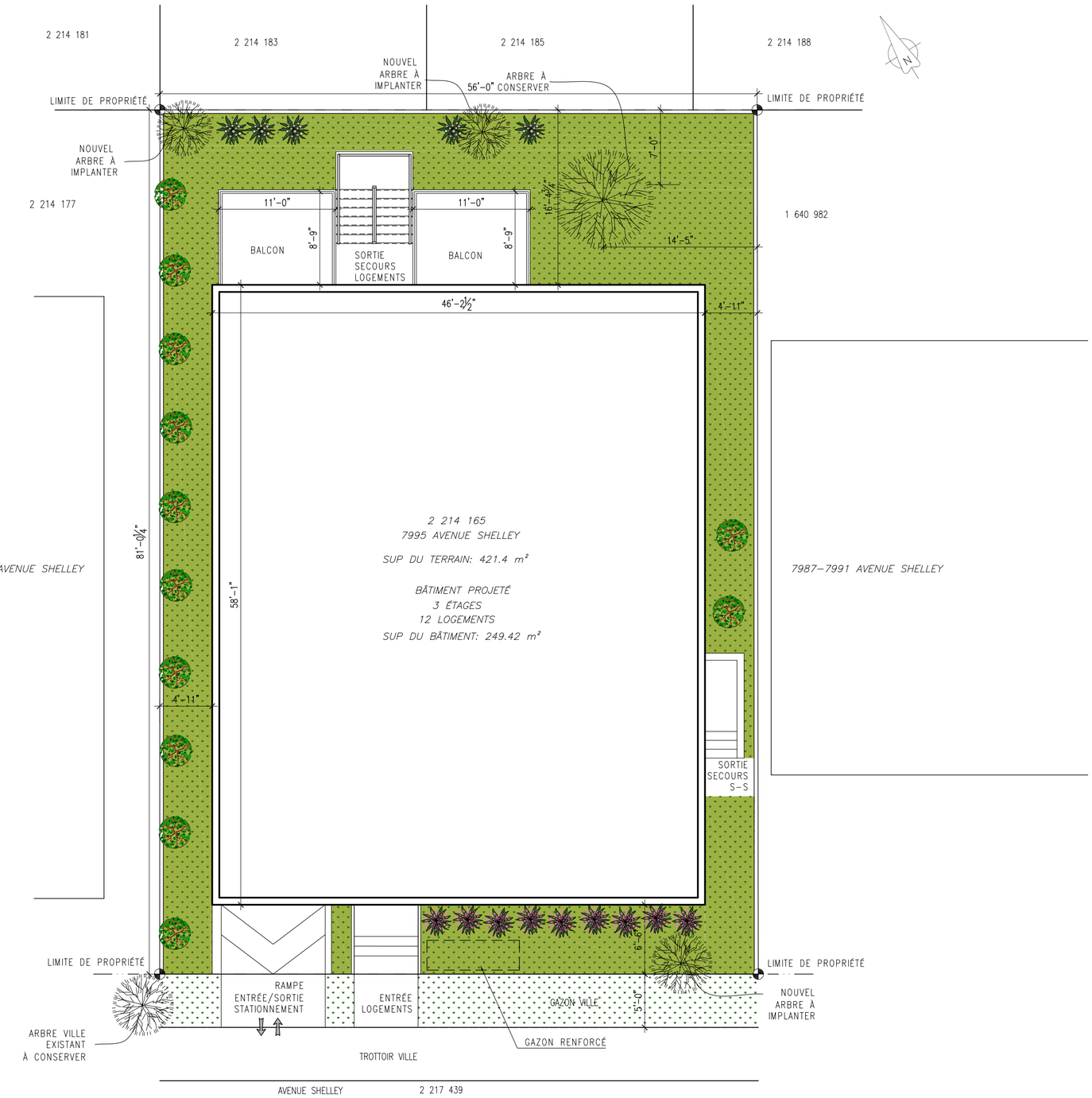
Dessin/ Drawing
PLAN D'IMPLANTATION EXISTANT

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by: M.B	Date: 2021-09-20	No de dessin / Drawing: AD-10
Dessiné par/ Drawn by: Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale: 1/8"=1'-0
Vérifié par/ Verified by: M.B	No de projet/ Project no.: 21070	Révision/ Revision: 00



NOUVEL ARBRE À IMPLANTER TYPE ÉRABLE À SUCRE



01
A10
PLAN D'IMPLANTATION PROPOSÉ
ÉCHELLE : 1/8"=1'-0"

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier.
Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site.
Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
00	2021-09-20		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE
aedifix
ARCHITECTURE
550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.
This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

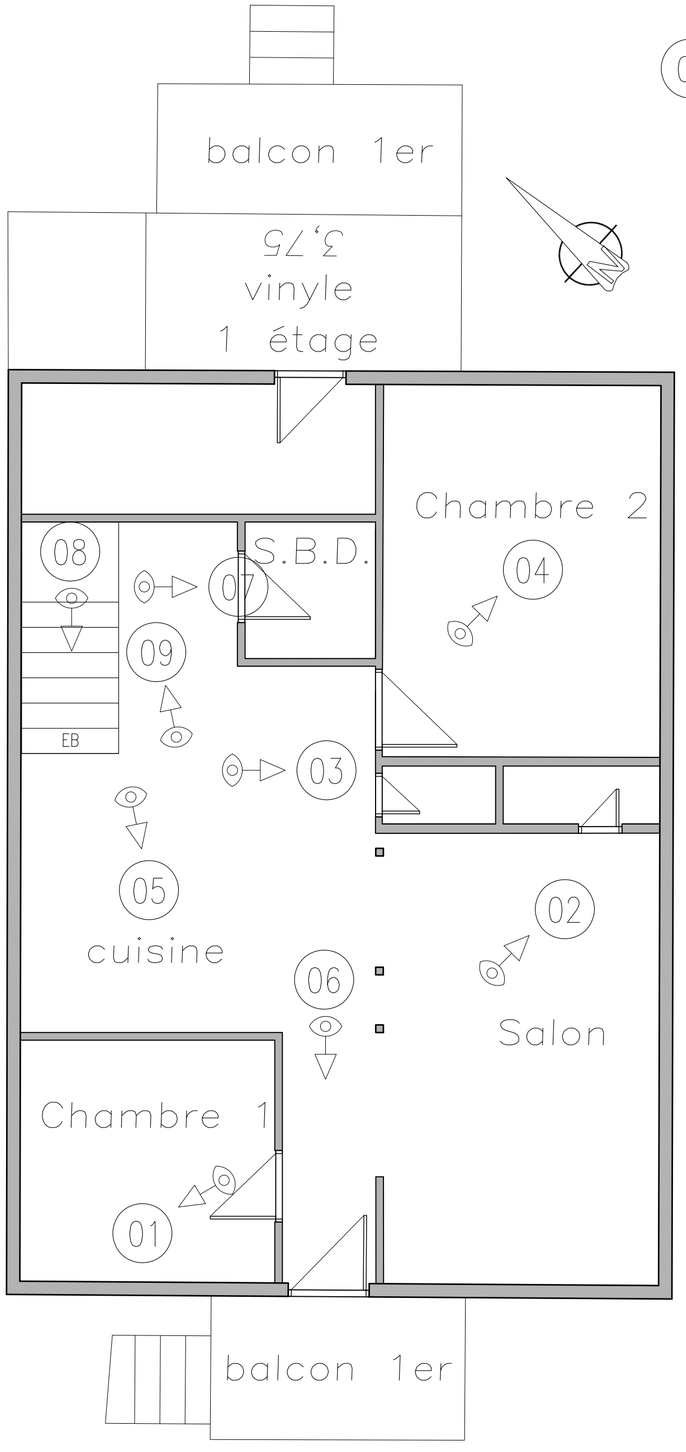
Propriétaire / Owner
M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project
CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS
7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing
PLAN D'IMPLANTATION PROPOSÉ

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by M.B	Date 2021-09-20	No de dessin / Drawing no. A-10
Dessiné par/ Drawn by Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale 1/8"=1'-0
Vérifié par/ Verified by M.B	No de projet/ Project no. 21070	Révision/ Révision 00



01



06







02



03

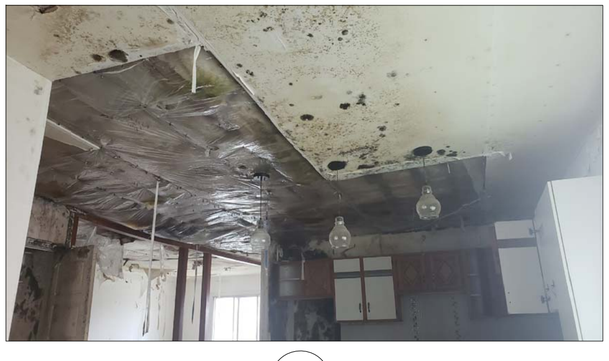


04

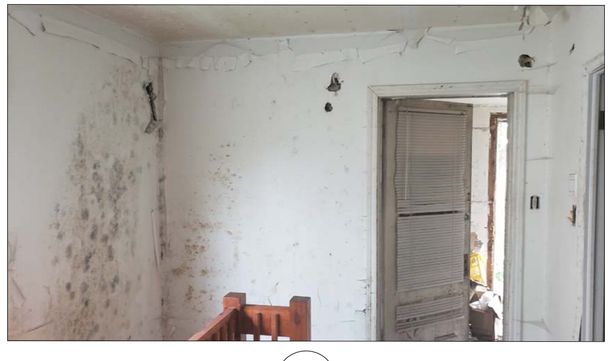
07



08



05



09

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier.
Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site.
Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
00	2021-09-20		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE
aedifix
ARCHITECTURE
550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

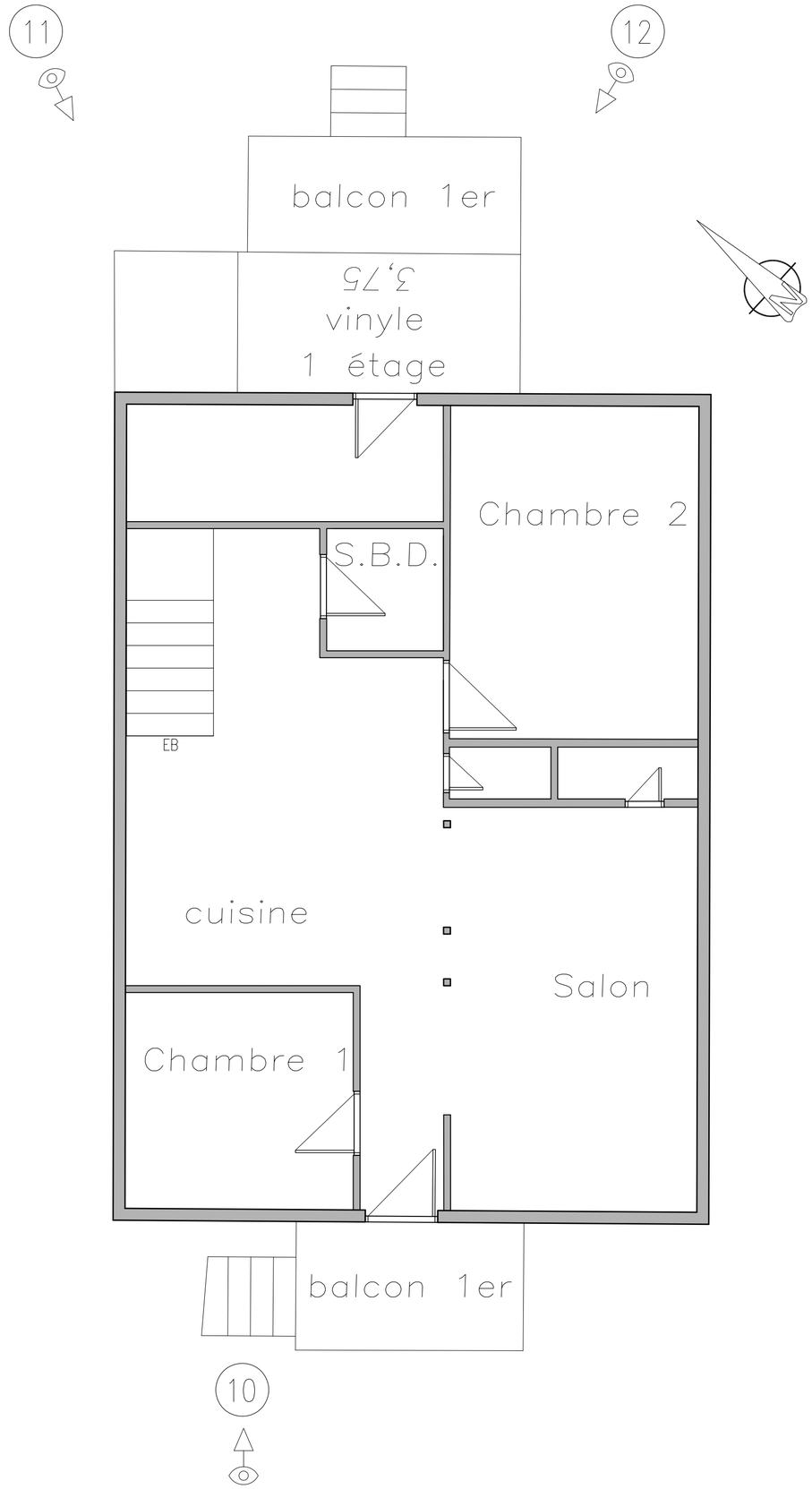
Propriétaire / Owner
M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project
CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS
7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing
PHOTOS DE L'EXISTANT
REZ-DE-CHAUSSÉE

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by: M.B	Date: 2021-09-20	No de dessin / Drawing no.: A-11.1
Dessiné par/ Drawn by: Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale
Vérifié par/ Verified by: M.B	No de projet/ Project no.: 21070	Révision/ Revision: 00









"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier.
Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site.
Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
00	2021-09-20		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE
aedifix
ARCHITECTURE
550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

Propriétaire / Owner

M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project

CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS
7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing

PHOTOS DE L'EXISTANT
EXTÉRIEUR

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by	Date	No de dessin / Drawing no.
M.B	2021-09-20	A-11.2
Dessiné par/ Drawn by Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale
Vérifié par/ Verified by M.B	No de projet/ Project no. 21070	Révision/ Revision 00

















"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier.
Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site.
Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
00	2021-09-20		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE
aedifix ARCHITECTURE
550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

Propriétaire / Owner

M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project

CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS

7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing

PHOTOS DE L'EXISTANT
SOUS SOL

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by: M.B	Date: 2021-09-20	No de dessin / Drawing no.: A-11.3
Dessiné par/ Drawn by: Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale
Vérifié par/ Verified by: M.B	No de projet/ Project no.: 21070	Révision/ Revision: 00



3255 SHELLEY



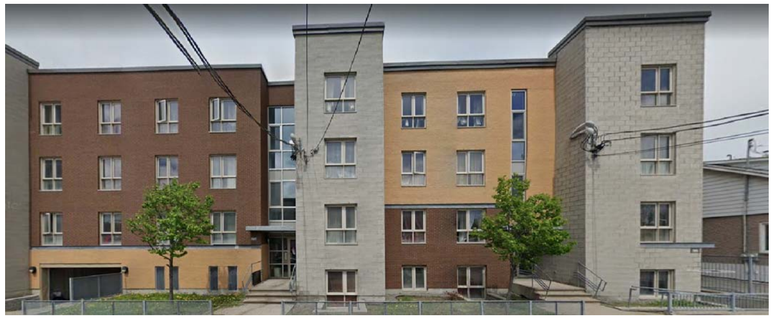
7947 SHELLEY



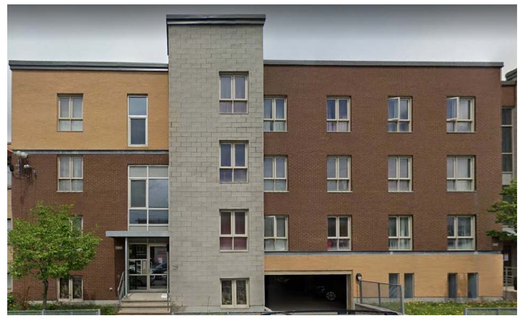
8029 SHELLEY



8041 SHELLEY



7957 SHELLEY



7969 SHELLEY



7915 BOULEVARD ST-MICHEL



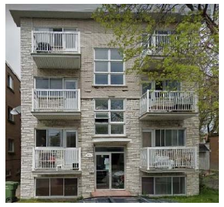
7955 SHELLEY



7981-7983-
7989-7991 SHELLEY



8005 BOULEVARD ST-MICHEL



8017 SHELLEY

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier.
Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site.
Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
00	2021-09-20		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE
aedifix
ARCHITECTURE
550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

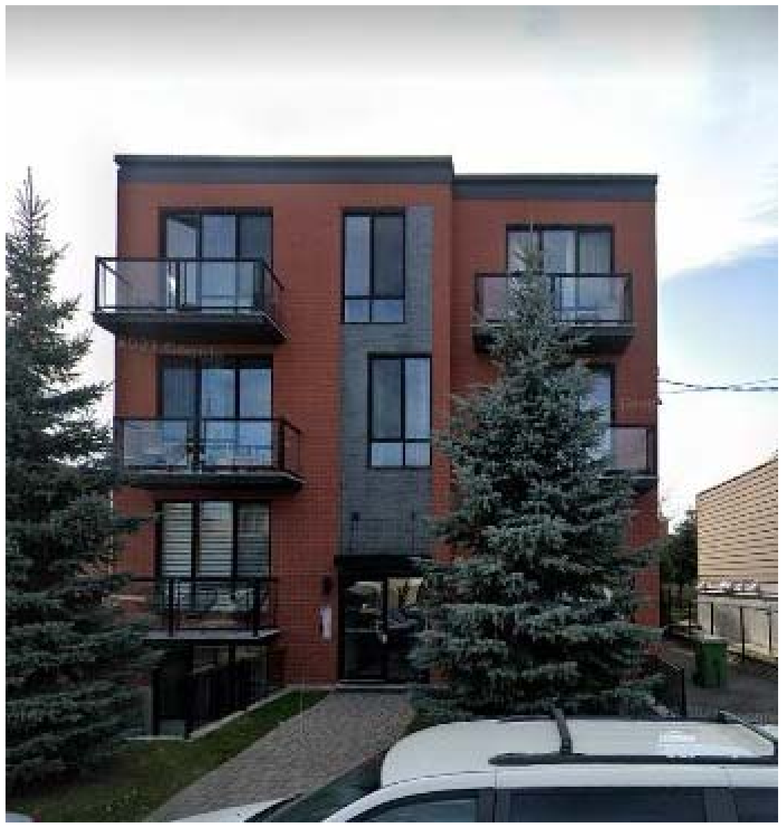
Propriétaire / Owner
M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project
CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS
7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing
PHOTOS DE L'EXISTANT
BÂTIMENTS VOISINANTS

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by M.B	Date 2021-09-20	No de dessin / Drawing A-12.1
Dessiné par/ Drawn by Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale
Vérifié par/ Verified by M.B	No de projet/ Project no. 21070	Révision/ Revision 00



7635 13E AVENUE



7650 13E AVENUE

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier. Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.	Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site. Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
00	2021-09-20		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE

aedifix
ARCHITECTURE

550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

Propriétaire / Owner

M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project

CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS

7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing

PHOTOS DE L'EXISTANT
BÂTIMENTS VOISINANTS

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by: M.B	Date: 2021-09-20	No de dessin / Drawing: A-12.2
Dessiné par/ Drawn by: Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale
Vérifié par/ Verified by: M.B	No de projet/ Project no.: 21070	Révision/ Revision: 00

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier. Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.	Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site. Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
00	2021-09-20		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE
aedifix ARCHITECTURE
550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

Propriétaire / Owner

M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project

CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS

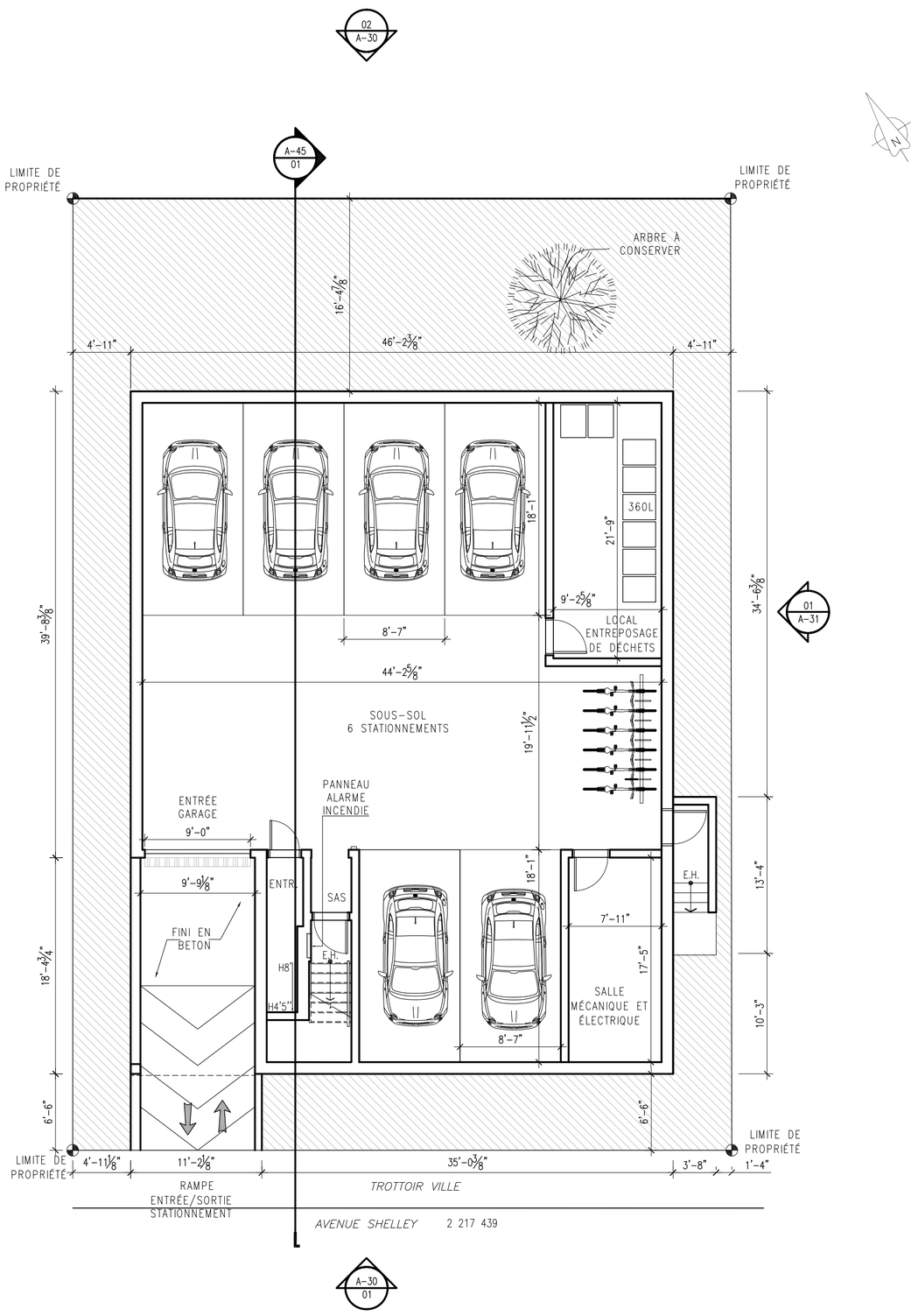
7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing

PLAN DU SOUS-SOL
PROPOSÉ

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by M.B	Date 2021-09-20	No de dessin / Drawing no. A-20
Dessiné par/ Drawn by Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale 1/8"=1'-0
Vérifié par/ Verified by M.B	No de projet/ Project no. 21070	Révision/ Revision 00



01 / A20 PLAN DU SOUS-SOL - PROPOSÉ
ÉCHELLE : 1/8"=1'-0"

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier. Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.	Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site. Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
00	2021-09-20		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE
aedifix ARCHITECTURE
550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

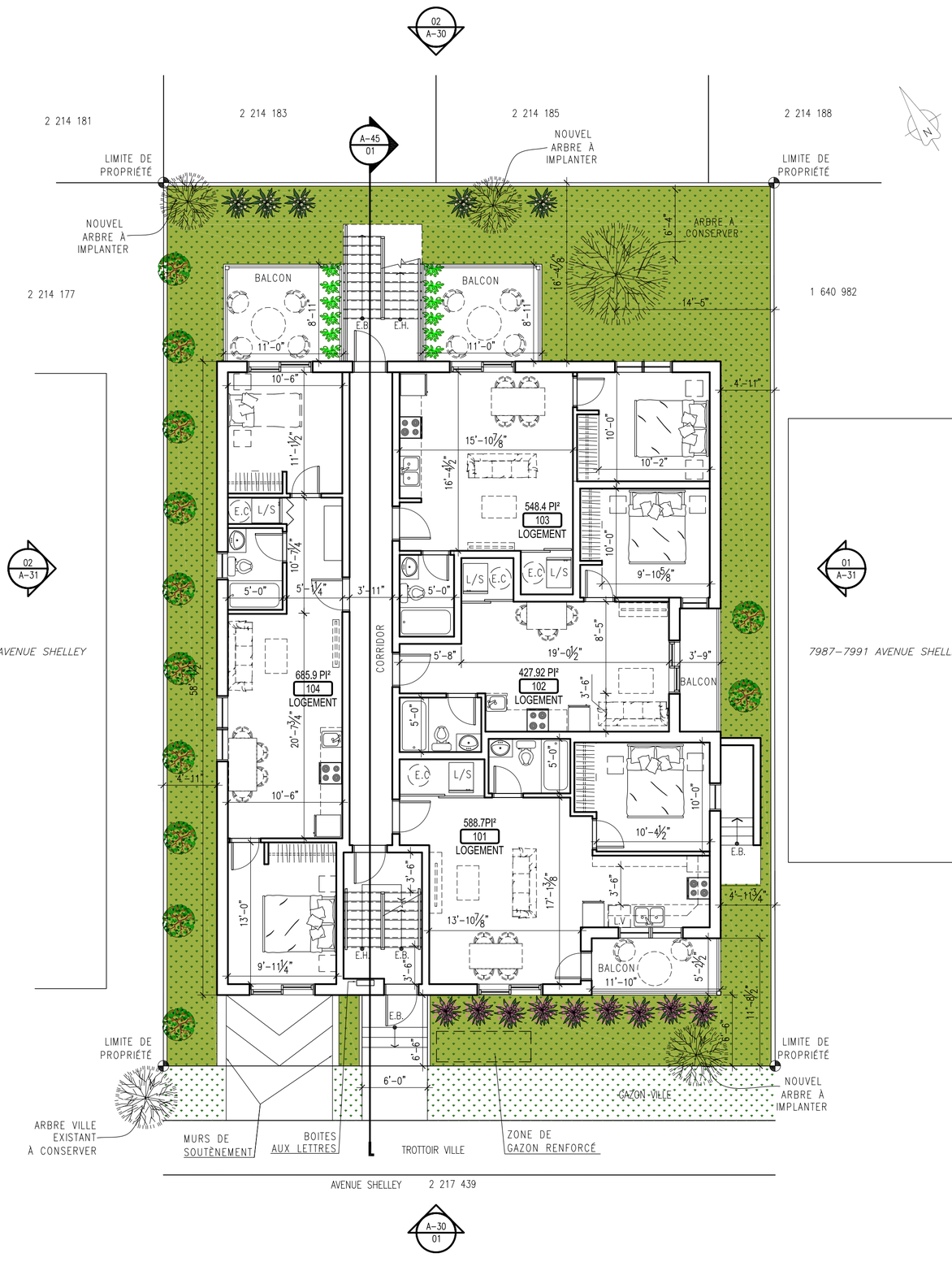
Propriétaire / Owner
M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project
CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS
7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing
PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE
PROPOSÉ

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by: M.B	Date: 2021-09-20	No de dessin / Drawing no.: A-21
Dessiné par/ Drawn by: Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale: 1/8"=1'-0
Vérifié par/ Verified by: M.B	No de projet/ Project no.: 21070	Révision/ Revision: 00



01 / A21 PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE - PROPOSÉ
ÉCHELLE : 1/8"=1'-0"

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier. Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.	Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site. Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
00	2021-09-20		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE
aedifix
ARCHITECTURE
550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

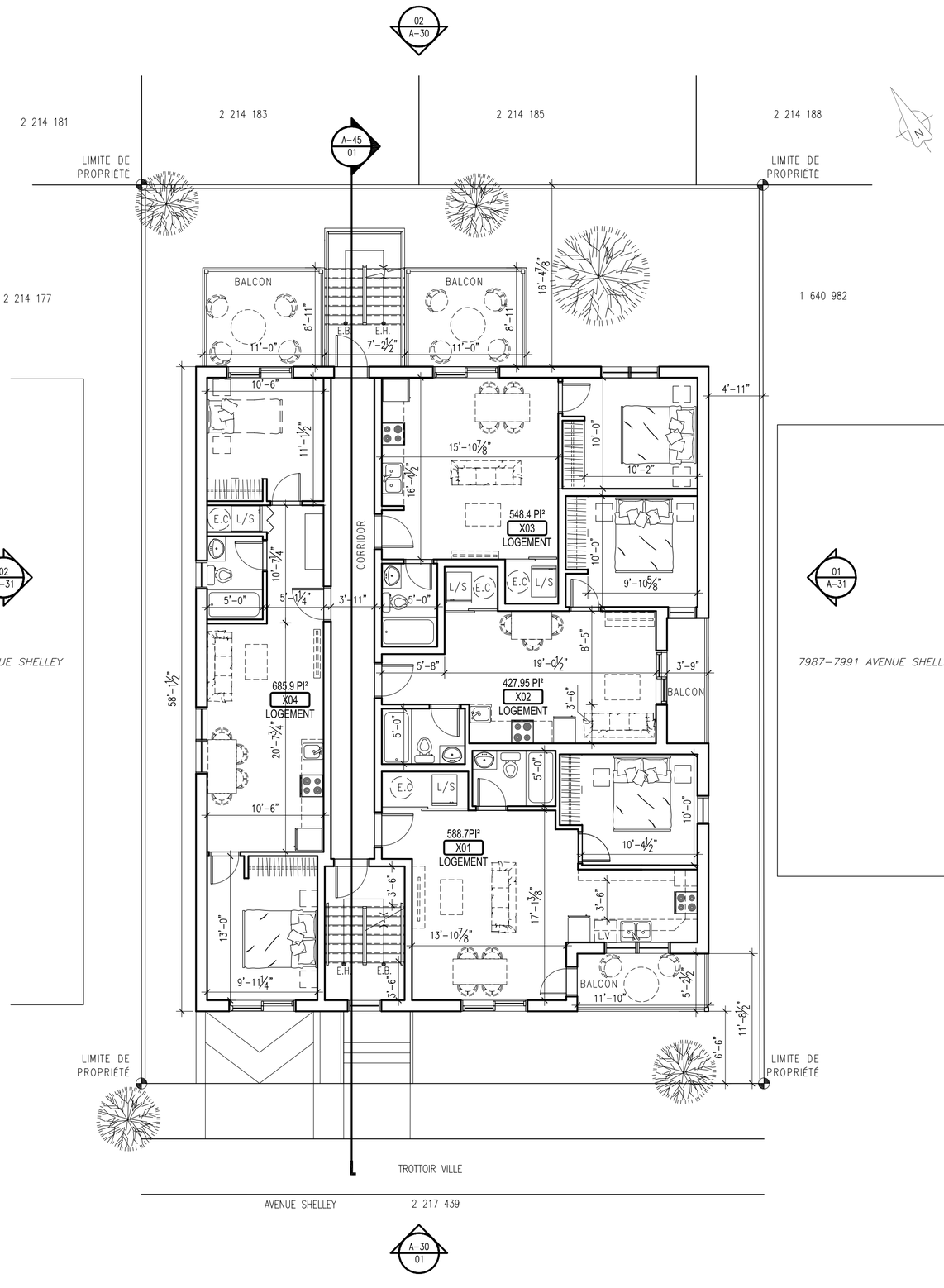
Propriétaire / Owner
M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project
CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS
7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing
PLAN D'UN ÉTAGE TYPE PROPOSÉ

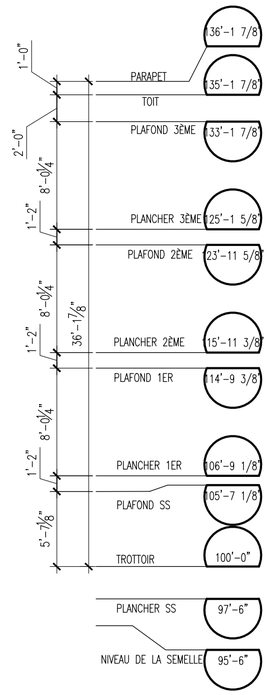
ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by M.B	Date 2021-09-20	No de dessin / Drawing no. A-22
Dessiné par/ Drawn by Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale 1/8"=1'-0
Vérifié par/ Verified by M.B	No de projet/ Project no. 21070	Révision/ Révision 00



01 / A22 PLAN D'UN ÉTAGE TYPE - PROPOSÉ
ÉCHELLE : 1/8"=1'-0"



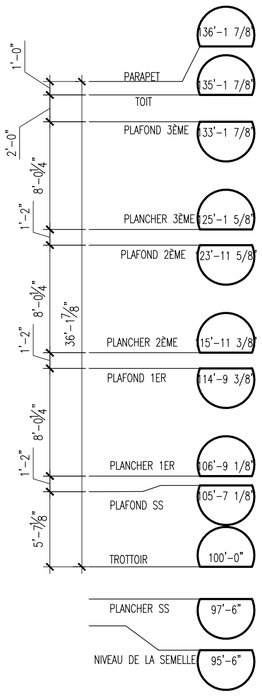


01
A30

ÉLÉVATION PRINCIPALE (SUD OUEST) - PROPOSÉE

ÉCHELLE : 1/8"=1'-0"





02'- 0 3/8" NIVEAU DE RUELLE

02
A30

ÉLÉVATION ARRIÈRE (NORD OUEST) - PROPOSÉE

ÉCHELLE : 1/8"=1'-0"

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier.
Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site.
Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
00	2021-09-20		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE
aedifix
ARCHITECTURE
550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

Propriétaire / Owner

M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project

CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS
7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing

ÉLÉVATIONS PRINCIPALE
ET ARRIÈRE PROPOSÉES

ARCHITECTURE

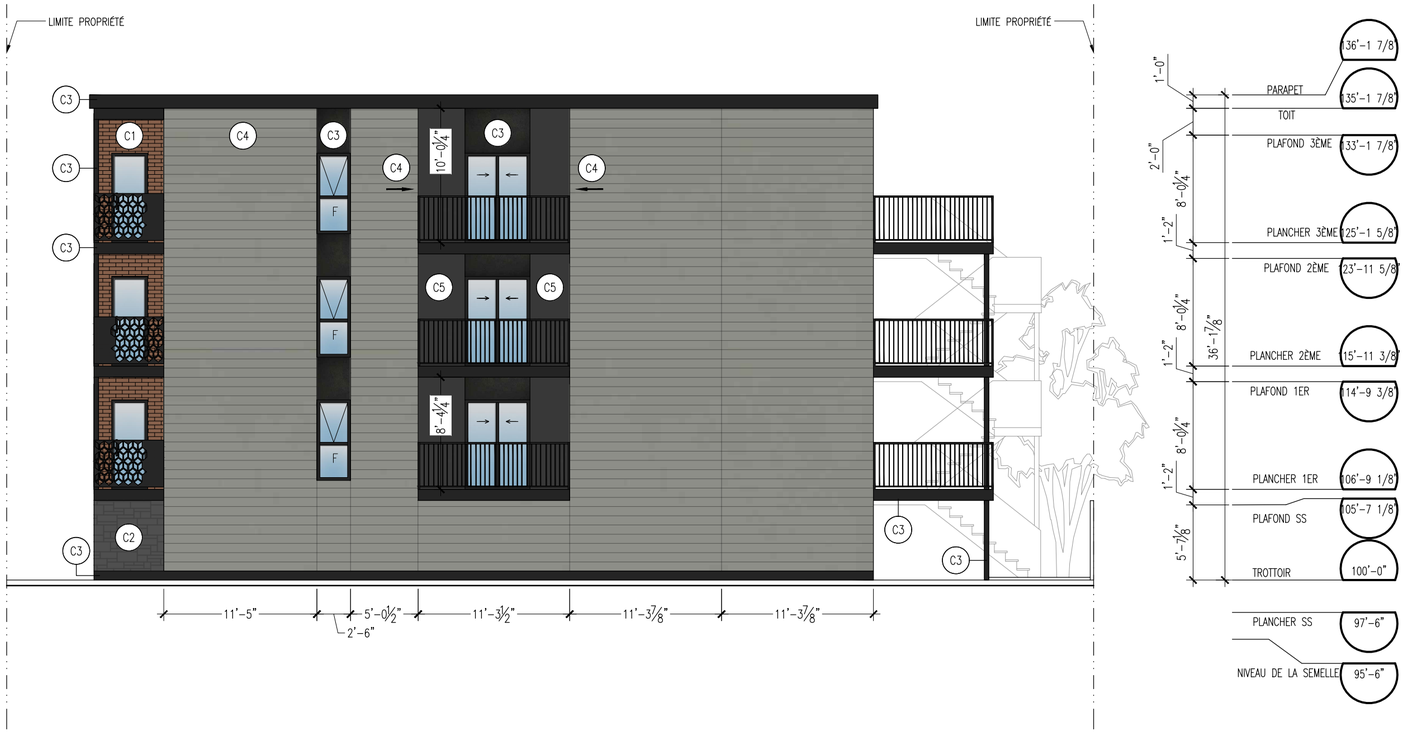
Conçu par/ Designed by: M.B	Date: 2021-09-20	No de dessin / Drawing no.: A-30
Dessiné par/ Drawn by: Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale: 1/8"=1'-0
Vérifié par/ Verified by: M.B	No de projet/ Project no.: 21070	Révision/ Revision: 00



01
A31

ÉLÉVATION LATÉRALE GAUCHE (NORD-EST) - PROPOSÉE

ÉCHELLE : 1/8"=1'-0"



02
A31

ÉLÉVATION LATÉRALE DROITE (SUD-EST) - PROPOSÉE

ÉCHELLE : 1/8"=1'-0"

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier.
Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site.
Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
00	2021-09-20		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE
aedifix
ARCHITECTURE
550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

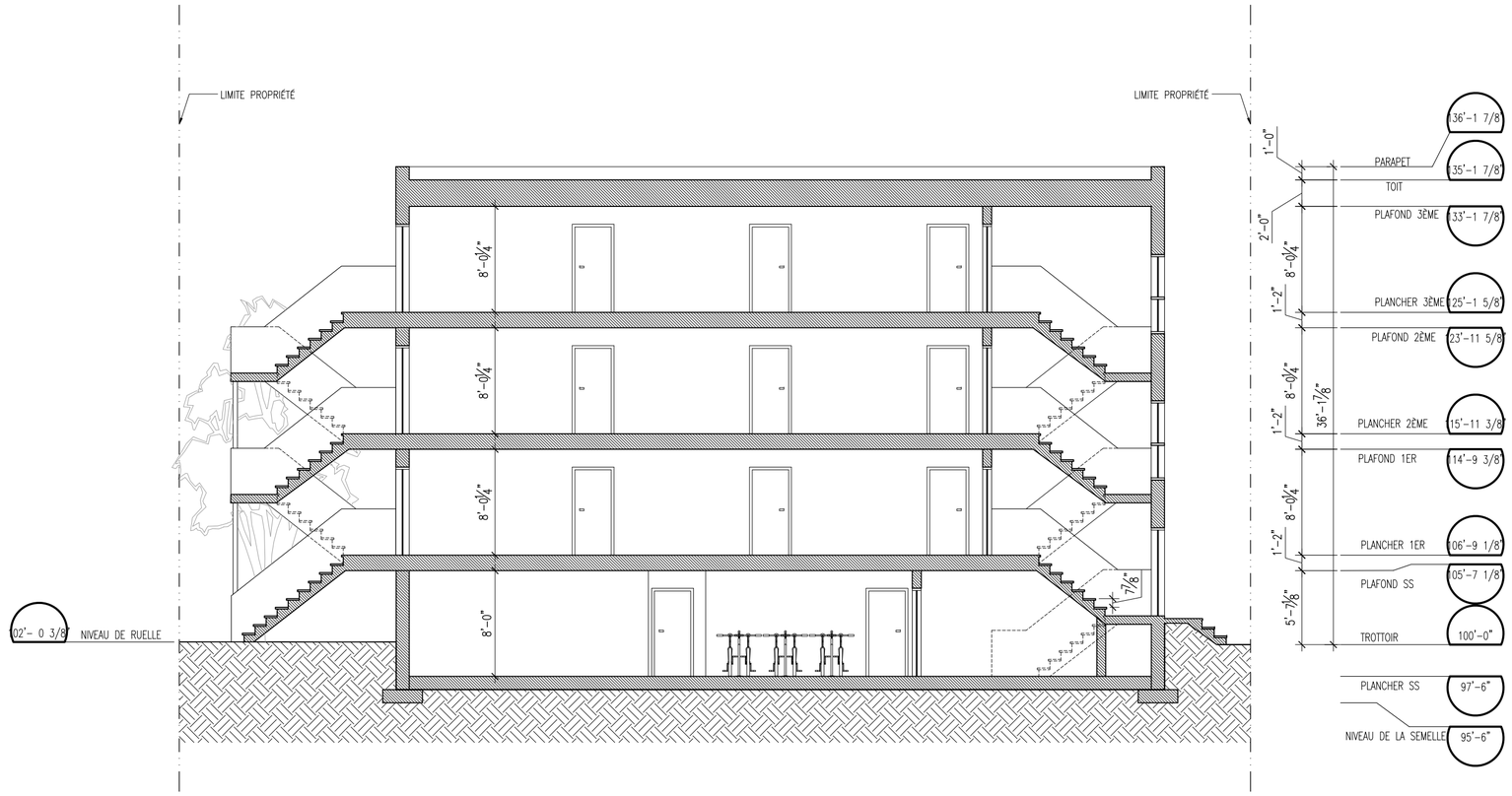
Propriétaire / Owner
M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project
CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS
7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing
ÉLÉVATIONS LATÉRALES
GAUCHE & DROITE
PROPOSÉES

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by: M.B	Date: 2021-09-20	No de dessin / Drawing no.: A-31
Dessiné par/ Drawn by: Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale: 1/8"=1'-0
Vérifié par/ Verified by: M.B	No de projet/ Project no.: 21070	Révision/ Revision: 00



01 / A45 COUPE SHÉMATIQUE - PROPOSÉE
ÉCHELLE : 1/8"=1'-0"

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier.
Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site.
Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
00	2021-09-20		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE
aedifix ARCHITECTURE
550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

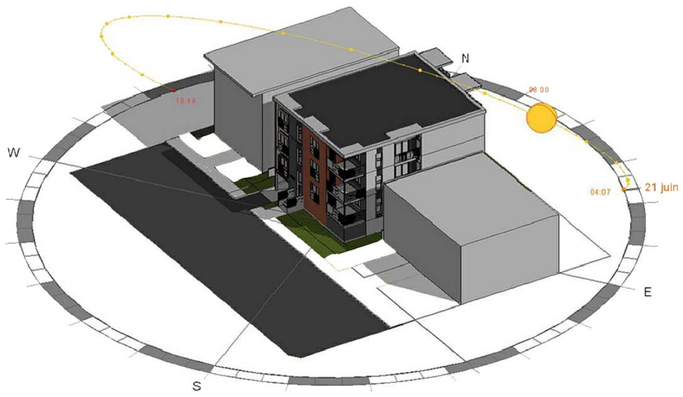
Propriétaire / Owner
M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

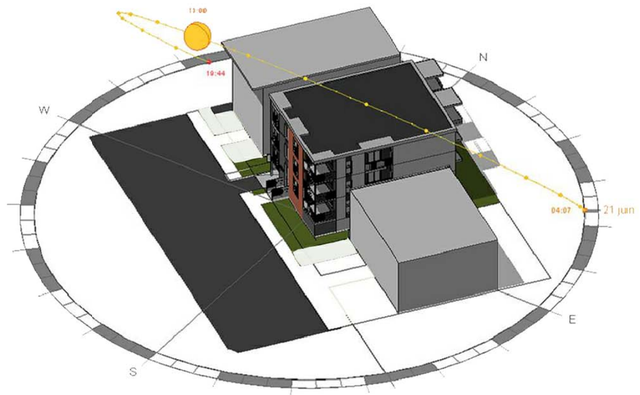
Projet/ Project
CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS
7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing
COUPE SCHÉMATIQUE
PROPOSÉÉ

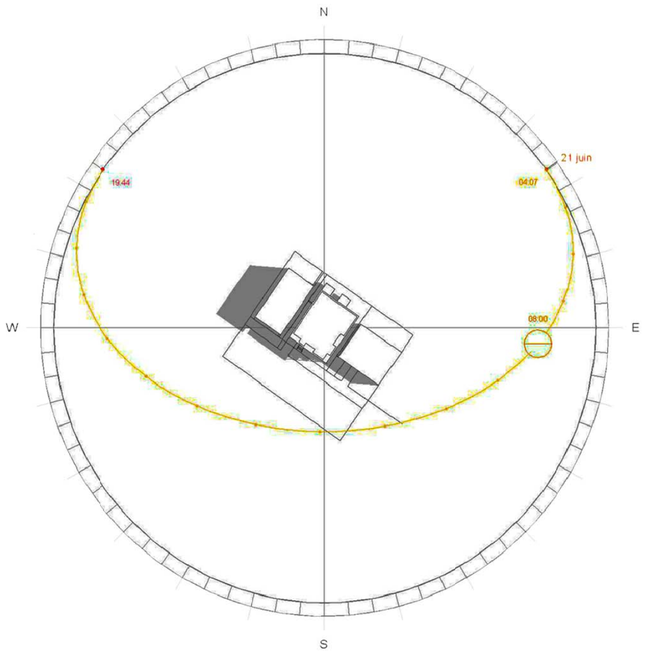
ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by M.B	Date 2021-09-20	No de dessin / Drawing no. A-45
Dessiné par/ Drawn by Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale 1/8"=1'-0
Vérifié par/ Verified by M.B	No de projet/ Project no. 21070	Révision/ Revision 00

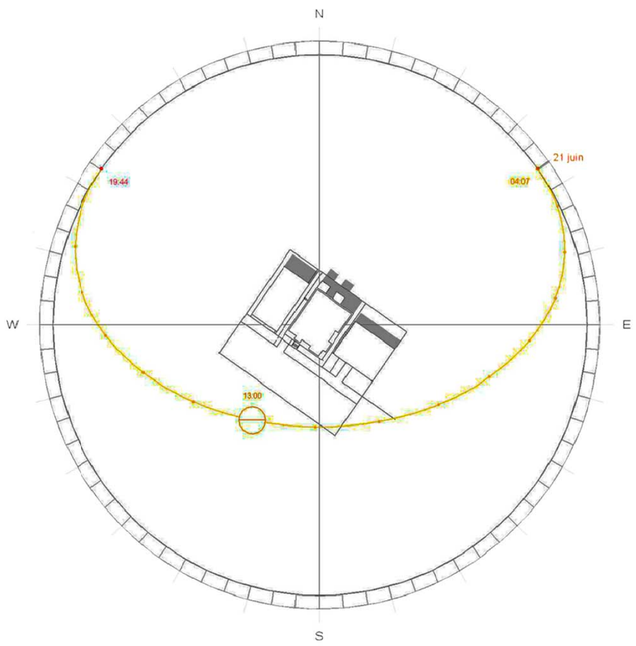




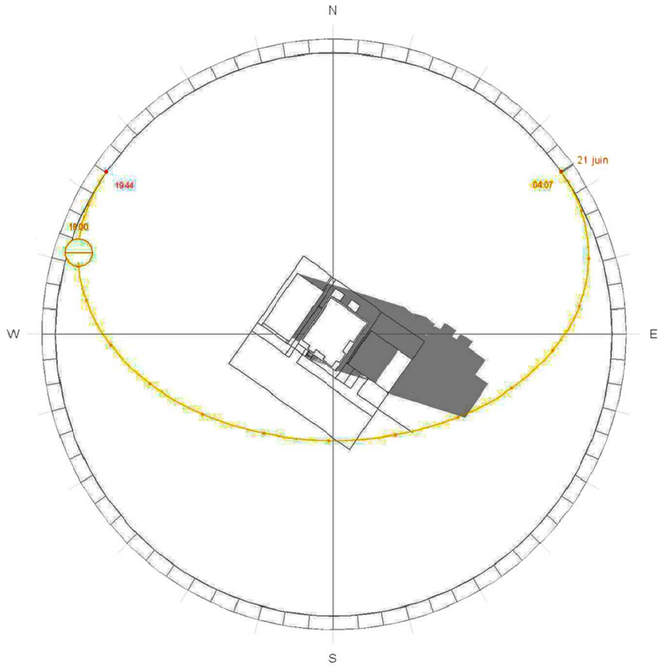




21 JUIN 8H



21 JUIN 13H



21 JUIN 18H

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier.
Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site.
Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
00	2021-09-20		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE
aedifix ARCHITECTURE
550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

Propriétaire / Owner
M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project
CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS
7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing
ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT
SOLSTICE D'ÉTÉ

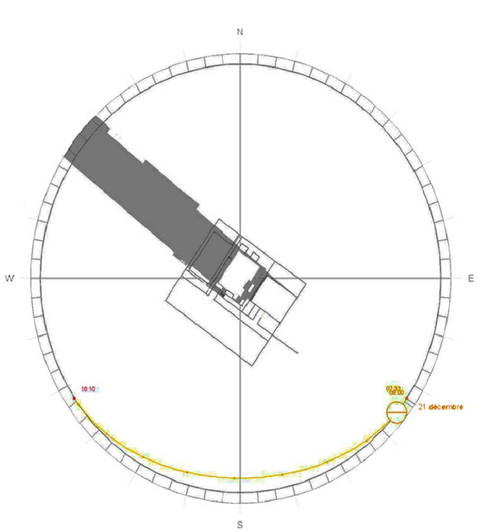
ARCHITECTURE

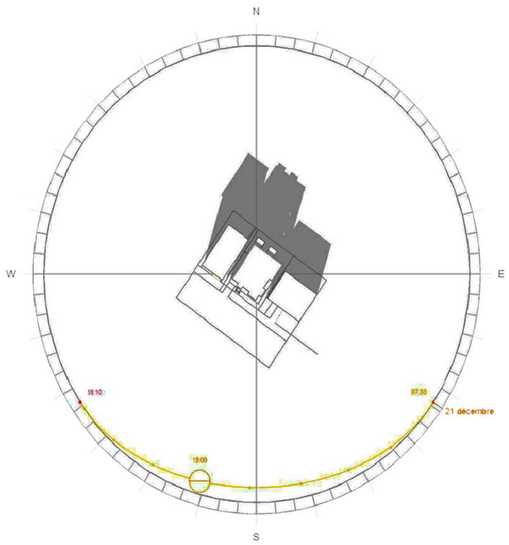
Conçu par/ Designed by: M.B	Date: 2021-09-20	No de dessin / Drawing: A-70.1
Dessiné par/ Drawn by: Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale
Vérifié par/ Verified by: M.B	No de projet/ Project no.: 21070	Révision/ Révision: 00

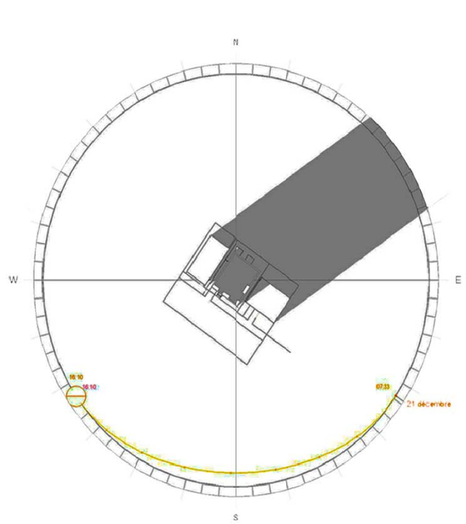












21 DÉCEMBRE 8H

21 DÉCEMBRE 13H

21 DÉCEMBRE 16H

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier. Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.	Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site. Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
00	2021-09-20		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE
aedifix
ARCHITECTURE
550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

Propriétaire / Owner

M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project

CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS
7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing

ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by: M.B	Date: 2021-09-20	No de dessin / Drawing no.: A-70.2
Dessiné par/ Drawn by: Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale
Vérifié par/ Verified by: M.B	No de projet/ Project no.: 21070	Révision/ Revision: 00



"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier. Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.	Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site. Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
00	2021-09-20		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE

aedifix
ARCHITECTURE

550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

Propriétaire / Owner

M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project

CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS

7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing

IMAGE 3D

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by: M.B	Date: 2021-09-20	No de dessin / Drawing no.: A80
Dessiné par/ Drawn by: Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale:
Vérifié par/ Verified by: M.B	No de projet/ Project no.: 21070	Révision/ Revision: 00



"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier. Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.	Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site. Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
00	2021-09-20		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE

aedifix
ARCHITECTURE

550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

Propriétaire / Owner

M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project

CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS

7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing

IMAGE 3D (SUITE)

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by: M.B	Date: 2021-09-20	No de dessin / Drawing no.: A-81
Dessiné par/ Drawn by: Y.H / H.B.K	Projet: Plan S.M./	Echelle/ Scale:
Vérifié par/ Verified by: M.B	No de projet/ Project no.: 21070	Révision/ Revision: 00



"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier. Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.	Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site. Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
00	2021-09-20		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE

aedifix
ARCHITECTURE

550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

Propriétaire / Owner

M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project

CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS

7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing

IMAGE 3D (SUITE)

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by: M.B	Date: 2021-09-20	No de dessin / Drawing no.: A-82
Dessiné par/ Drawn by: Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale
Vérifié par/ Verified by: M.B	No de projet/ Project no.: 21070	Révision/ Revision: 00





C1 BRIQUE DUNKERRON DE MERIDIAN
FINI : LISSE - IRONSPOT
DIMENSION : 3 1/2" X 11 1/2" X 3 1/2"



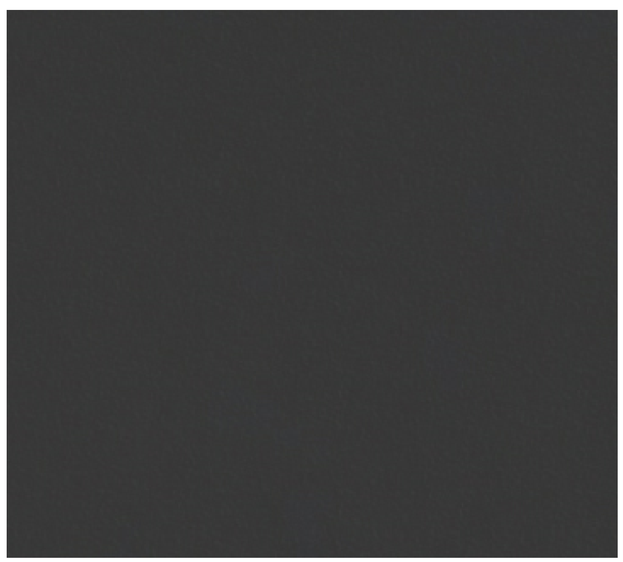
C2 BLOC DE BÉTON CONTEMPO DE BRAMPTON
FINI : LISSE
COULEUR : ONYX



C3 MAC MÉTAL VERSA
COULEUR : NOIR TITANE



C4 HARDIEPLANK DE JAMES HARDIE
COULEUR : ÉTAIN VIEILLI
FINI : LISSE
DIMENSION : 8.25" x 12'



C5 HARDIEPANEL DE JAMES HARDIE
COULEUR : GRISE FER
FINI : LISSE
DIMENSION : 4' X 10'

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier.
Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site.
Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
00	2021-09-20		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date : 2021-06-04

ARCHITECTE
aedifix ARCHITECTURE
550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

Propriétaire / Owner
M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project
CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS
7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing
PLANCHE DES MATÉRIAUX

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by M.B	Date 2021-09-20	No de dessin / Drawing no. A-90
Dessiné par/ Drawn by Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale
Vérifié par/ Verified by M.B	No de projet/ Project no. 21070	Révision/ Revision 00

1762, Boisvert
Laval, QC H7M 2K9
www.xyleme.ca
info@xyleme.ca
514-705-4492

Le 5 juillet 2021

M. Tristan Desjardins Drouin, ing.
Cubrik inc.
1220 Beauharnois Ouest, Suite 314
Montréal, QC
H4N 1J5

Objet : **Projet de construction au 7995 avenue Shelley à Montréal —
Impacts des travaux sur les arbres et recommandation de mesures d'atténuation**

Monsieur,

1. Préambule

La présente expertise fait suite à une demande de votre part relativement au fait que des arbres localisés sur la propriété du 7995 avenue Shelley à Montréal pourraient subir des impacts lors d'un projet de construction sur ladite propriété.

Selon les informations transmises, le projet consistera essentiellement à démolir la maison existante et les installations périphériques. Par la suite, un nouvel immeuble à 12 logements sera construit. Le nouveau bâtiment fera 249,42 m² par étage et aura une hauteur équivalente à trois étages.

Le but du présent mandat est donc de caractériser les arbres privés en présence et d'évaluer les impacts du projet sur ces derniers. De plus, le présent mandat vise à émettre des recommandations sur les mesures d'atténuation et de protection à appliquer pour favoriser la survie des végétaux conservables.

2. Description et expertise

Aux fins de la présente expertise, une visite a été réalisée sur le site le 4 juin 2021.

2.1. Description générale des arbres, condition de santé et environnement

- Arbre 1

  L'arbre 1 est un érable à giguère (*Acer negundo*) faisant environ 64 cm de diamètre de tronc[1]. Cette essence est très fréquemment observée en contexte urbain. Elle est à moyen déploiement et à très grande vitesse de croissance. Sa valeur ornementale est jugée comme faible.

  L'arbre est considéré comme une perte totale puisque le tronc a cassé à 3 m du sol. La ramure repose entièrement au sol. Seuls quelques gourmands (i.e. rejets de branches) sont présents à la base du tronc.

[1] DHP mesuré à 1,4 m au-dessus du sol.

L'abattage de cet arbre est recommandé indépendamment de la réalisation du projet de construction.

- Arbre 2

  L'arbre 2 est un érable argenté (*Acer saccharinum*) faisant environ 102 cm de diamètre de tronc. Cette essence est très fréquemment observée en contexte urbain. Elle est à grand déploiement et a une valeur ornementale jugée comme moyenne. Sa vitesse de croissance est qualifiée de grande.

  Globalement, l'arbre est en bonne condition de santé physiologique (i.e. état des feuilles et des jeunes branches). Son espérance de vie est supérieure à 10 ans.

  Du point de vue structural, aucune faiblesse majeure n'a été observée dans l'arbre. Néanmoins, des branches mortes et des branches interférentes ont été notées, ainsi qu'une zone d'inclusion d'écorce entre deux troncs codominants.

  Le tronc de l'arbre (i.e. flanc) se situe à environ 1,15 m de distance de la clôture latérale la plus près et à environ 4,4 m de distance de la clôture arrière. L'empattement racinaire de l'arbre est large et se situe à 70 cm de distance de la clôture latérale.

  En regard à la ramure de l'arbre, la couronne (i.e. premières branches à partir du sol) se situe à environ 1,2 m du sol. Plusieurs branches sont en contact avec le bâtiment voisin et le réseau de télécommunications.

- Arbre 3

  L'arbre 3 est un érable à giguère (*Acer negundo*) faisant environ 74 cm de diamètre de tronc.

  Globalement, l'arbre est en bonne condition de santé physiologique. Toutefois, des petites branches mortes ont été notées à l'extrémité de la cime, dans la partie centrale. L'espérance de vie de l'arbre est supérieure à 10 ans.

  Du point de vue structural, aucune faiblesse majeure n'a été observée dans l'arbre. Néanmoins, des vieilles zones de coupe de branches secondaires ont été notées entre 3 et 4 m du sol, ainsi qu'une zone d'inclusion d'écorce à l'union des branches principale codominantes.

  Le tronc de l'arbre (i.e. flanc) se situe à environ 4,25 m de distance de la clôture latérale la plus près et à environ 2 m de distance de la clôture arrière.

  En regard à la ramure de l'arbre, la couronne se situe à environ 3,2 m du sol. Une branche principale faisant plus de 55 cm de diamètre est inclinée à plus de 25° vers la maison existante. Des branches sont localisées à moins de 2 m de distance du bâtiment voisin. De plus, des branches tertiaires (10 à 20 cm de diamètre) sont appuyées sur le réseau de télécommunications.

3. Impacts du projet de construction

En général, la réalisation de travaux de construction génère des impacts sur l'environnement aérien et souterrain des arbres qui entourent le projet. Il s'agit principalement d'impacts liés à l'excavation, à la compaction du sol et à la modification du drainage.

La proximité des arbres et de leurs branches peut aussi créer une interférence avec les bâtiments à construire et les déplacements de la machinerie sur le chantier.

3.1. Analyse des impacts sur la survie et la stabilité racinaire des arbres

- Arbre 1

  Compte tenu de la condition générale de l'arbre 1, ce dernier est automatiquement exclu de la présente analyse des impacts. Son abattage est recommandé indépendamment de la réalisation du projet de construction.

- Arbre 2

  Selon le plan d'implantation le plus récent, le nouveau bâtiment sera positionné à environ 5 m de la limite arrière du lot et à environ 1,5 m de distance des limites latérales du lot. Conséquemment, les travaux d'excavation requis pour la mise en place des murs de fondation (i.e. bâtiment et balcon) seront réalisés directement au pied de l'arbre 2. Les dommages racinaires anticipés au niveau de l'ancrage de l'arbre seront très élevés, tout comme les pertes racinaires au niveau du système nourricier.

  La conservation de l'arbre n'est pas envisageable. L'abattage est donc recommandé avant le début des travaux.

- Arbre 3

  Selon le plan d'implantation le plus récent, le nouveau bâtiment sera positionné à environ 5 m de la limite arrière du lot et à environ 1,5 m de distance des limites latérales du lot. Par conséquence, le tronc de l'arbre 3 se trouvera à environ 2 m de distance du futur mur arrière de fondation du bâtiment et à environ 1,7 m de distance du futur balcon.

  Dans l'éventualité où les travaux d'excavation sont réalisés de manière classique (i.e. sur-largeur d'excavation de 1,2 à 1,8 m de largeur avec pente 1 : 1), le tronc de l'arbre se trouvera à moins de 1 m de distance de la zone d'excavation, et ce, sur deux faces. Les dommages racinaires anticipés au niveau de l'ancrage de l'arbre seront élevés. Dans un tel cas, la conservation de l'arbre n'est pas envisageable.

  Toutefois, avec la mise en place d'un mur de soutènement temporaire et la réalisation d'une excavation réduite vers l'arbre (max. 50 cm), la conservation peut être envisagée.

  En lien avec l'architecture de la ramure, une branche principale faisant plus de 55 cm de diamètre est inclinée vers la maison existante. Celle-ci pourrait interférer sérieusement avec la zone des travaux. Conséquemment, il sera nécessaire de supprimer la branche secondaire (moins de 20 cm de diamètre) la plus basse et la plus inclinée vers le chantier. Cette intervention aura peu d'incidence sur la viabilité de l'arbre.

4. Mesures d'atténuation et de protection

4.1 Normes et généralités

Les mesures de protection et d'atténuation à appliquer par l'Entrepreneur devront respecter la norme de référence *0605-100-II/2019* du BNQ (Bureau de normalisation du Québec).

4.2 Recommandations générales

- Aucune forme d'entreposage de matériaux sur le tronc de l'arbre ou à son pied ne devra être permise.
- Aucune forme de circulation par la machinerie ne devra être permise sur le sol naturel à proximité de l'arbre.
- Aucune blessure directe ou indirecte ne devra être causée aux racines, aux branches ou au tronc de l'arbre.

4.3 Recommandations spécifiques

♦ **Protection du tronc**

Un bouclier de protection devra être installé sur toute la circonférence du tronc de l'arbre. Il devra couvrir également la section inférieure de la branche principale inclinée vers le chantier. Il devra être constitué de madriers en bois (2'' × 4'') de 2,4 m (8') de longueur, disposés verticalement et attachés entre eux à l'aide de broches métalliques. Sous ces derniers, une matière matelassée (ex. : nouilles flottantes pour la baignade) devra être appuyée directement sur l'arbre.

Cette mesure est à appliquer dans la phase initiale des travaux et devra être présente durant toute la durée des travaux.

♦ **Pré-coupe des racines**

De manière à prévenir les bris racinaires qui pourraient résulter des travaux d'excavation, il est recommandé d'effectuer une taille préventive des racines. Cette mesure devra être appliquée le long du mur de soutènement temporaire [voir *Plan des mesures de protection des arbres à l'Annexe 1*]. La coupe devra être franche et propre. La pré-coupe des racines devra être faite sur une profondeur de 300 mm, à l'aide d'une scie à béton ou d'essoucheuse mécanique.

Cette mesure est à appliquer dans la phase initiale des travaux.

♦ **Protection du sol**

La mise en place de clôtures de chantier ou de boîtes de protection est peu envisageable dans le contexte du 7995 Shelley. Conséquemment, afin de prévenir les effets néfastes de la compaction du sol par la circulation répétée de la machinerie, il sera nécessaire d'installer une mesure de protection au sol autour de l'arbre, et ce, sur environ 30 m^2 [voir *Plan des mesures de protection des arbres à l'Annexe 1*].

L'Entrepreneur devra déposer sur le sol une toile de géotextile (ex. : Texel Géo-9 ou équivalent), puis une couche de pierre concassé net ¾ po. faisant au moins 30 cm d'épaisseur.

Cette mesure est à appliquer dans la phase initiale des travaux et devra être présente durant toute la durée des travaux.

♦ **Dessication racinaire**

Pour toute la période durant laquelle le système racinaire de l'arbre ne sera pas remblayé avec de la terre, il est recommandé de recouvrir les racines avec du jute — deux épaisseurs préférablement — et de procéder à un arrosage abondant et régulier des arbres, à raison de 2 à 3 fois par semaine en conditions normales et de 3 à 4 fois par

semaine en conditions de grandes chaleurs estivales. L'arrosage pourra être fait à l'aide d'un système d'arrosage automatique ou d'un tuyau d'arrosage perforé.

- **Élagage**

  Un élagage des branches mortes, dépérissantes et/ou dangereuses devra être réalisé avant le début des travaux. Par ailleurs, un élagage de dégagement est recommandé pour toutes les branches se situant dans la zone des travaux. Cet élagage devra viser la suppression de la branche secondaire la plus basse et la plus inclinée vers le chantier. La suppression complète de la branche-mère (branche principale) est fortement déconseillée.

  Les interventions arboricoles devront être réalisées conformément à la norme du BNQ *0605-200/2020 Entretien arboricole et horticole*.

- **Suivi**

  D'ici les trois à cinq prochaines années, il est fortement recommandé de faire appel à un professionnel en foresterie urbaine pour une inspection globale de l'arbre.

5. Conclusion

En fonction de ce qui précède, trois arbres privés ont été recensés sur la propriété du 7995 Shelley à Montréal. Deux de ces arbres sont en bonne santé et présentent une bonne espérance de vie à court et moyen terme. Néanmoins, un arbre problématique devra être abattu indépendamment de la réalisation du projet de construction.

En regard à la réalisation du projet de construction, les travaux ne pourront être réalisés sans l'abattage de l'arbre 2. Ce dernier est localisé à très faible distance de la zone d'excavation. Il subira donc des dommages racinaires très significatifs.

Dans le cas de l'arbre 3, la conservation est envisageable avec l'application de mesures d'atténuation et de protection. Notamment, il sera requis de réduire la sur-largeur d'excavation en bordure du futur bâtiment et de mettre en place un mur de soutènement temporaire.

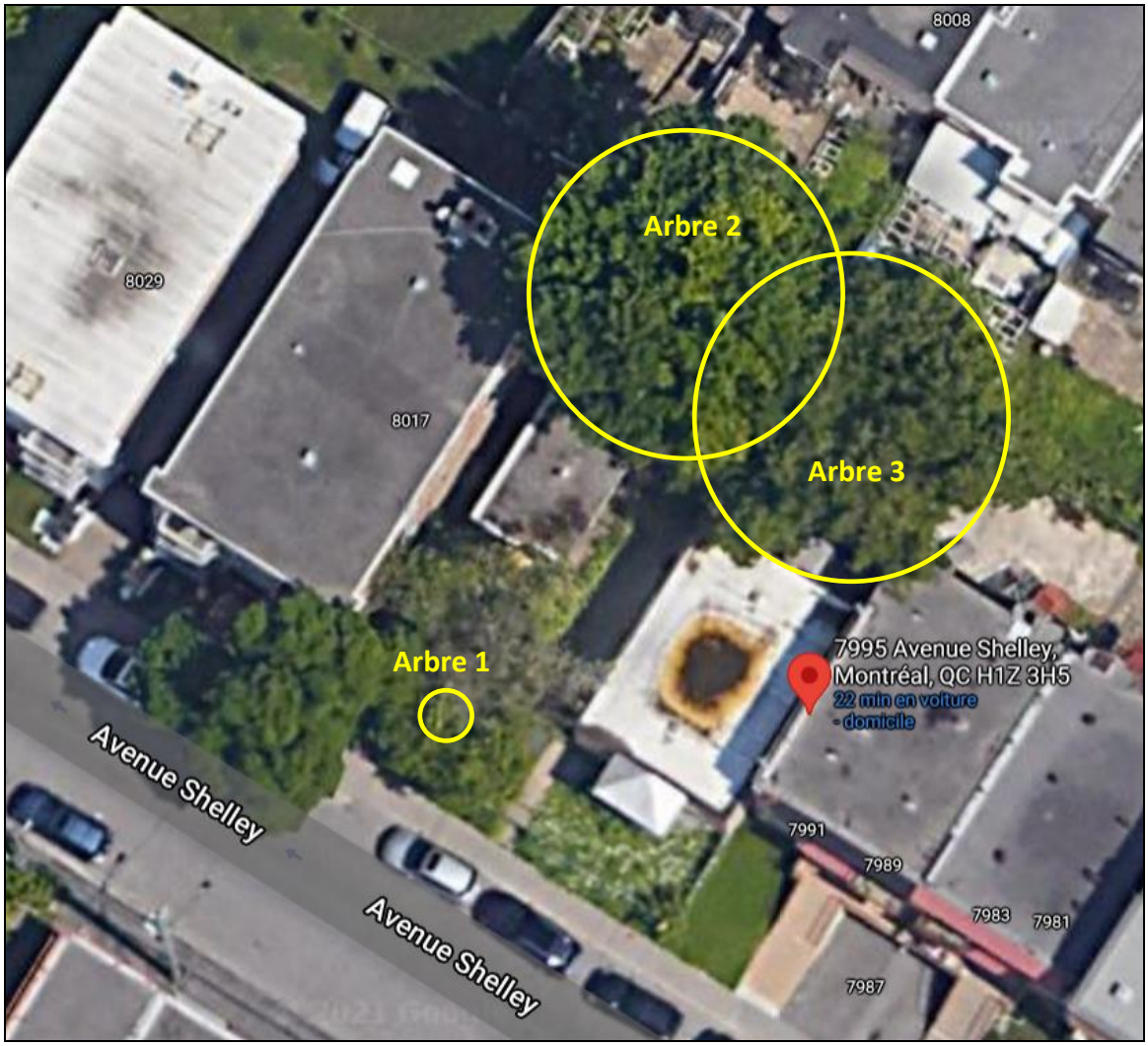
Finalement, il importe de mentionner que les pertes en arbres occasionnées par les travaux pourront être éventuellement compensées par la plantation de nouveaux arbres et de divers végétaux sous formes d'aménagements paysagers.

En espérant le tout à votre entière satisfaction, nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations les meilleures.

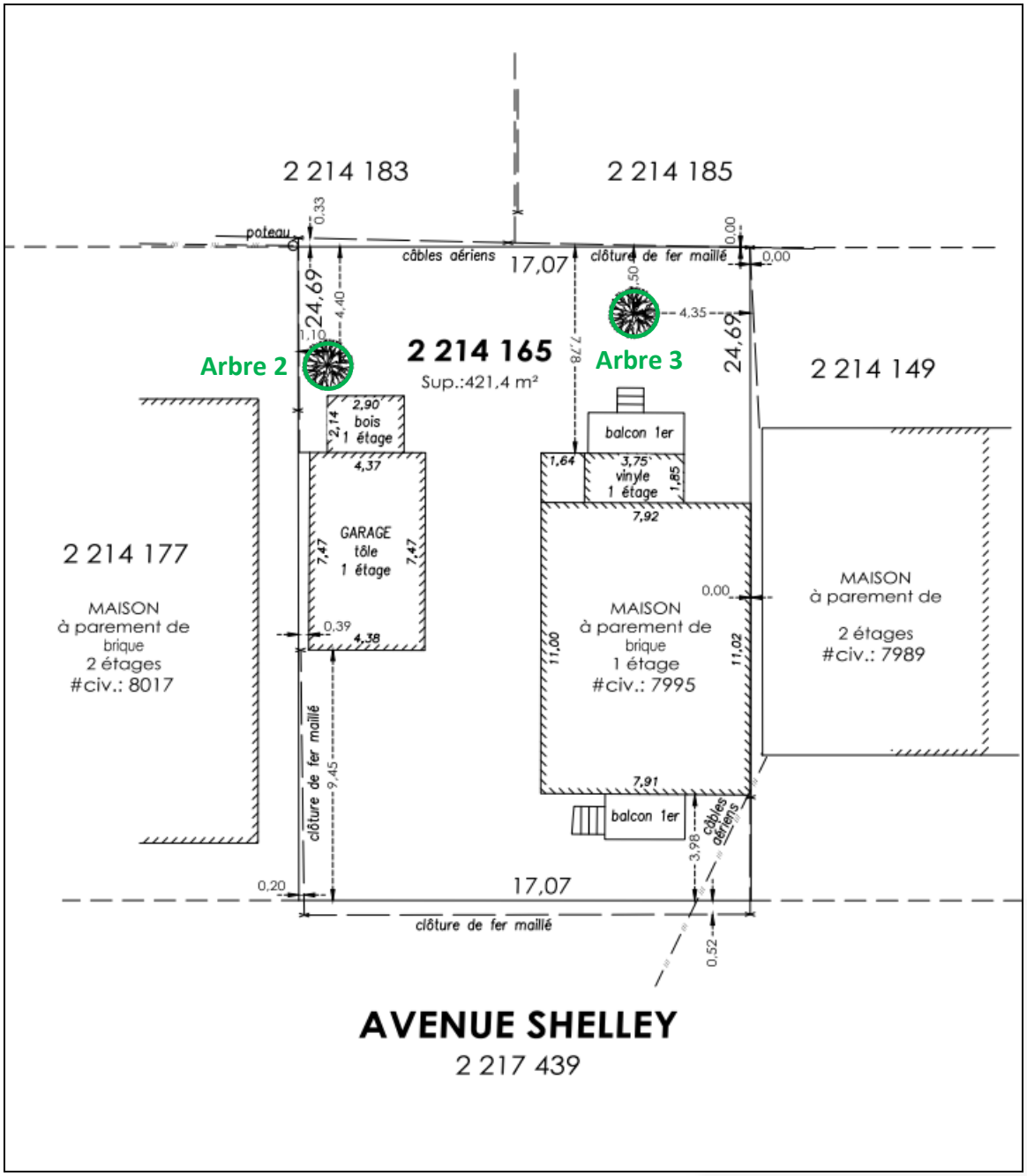


Gabriel Deshaies-Daigneault, ing.f.
Arboriculteur certifié QU-0130A

Vue générale du site d'étude – 7995 avenue Shelley à Montréal



Plan de localisation des arbres pouvant subir des impacts du projet de construction



Source : Aedifix Architecture



Photo 1 Vue générale du site (7995 Shelley)



Photo 2
Arbre 1 — Vue de la rupture complète du tronc à environ 3 m du sol
(cour avant)



Photo 3
Arbre 2 — Vue générale de l'arbre
(cour arrière, derrière le garage)



Photo 4 Arbre 2 — Vue du déploiement de la ramure

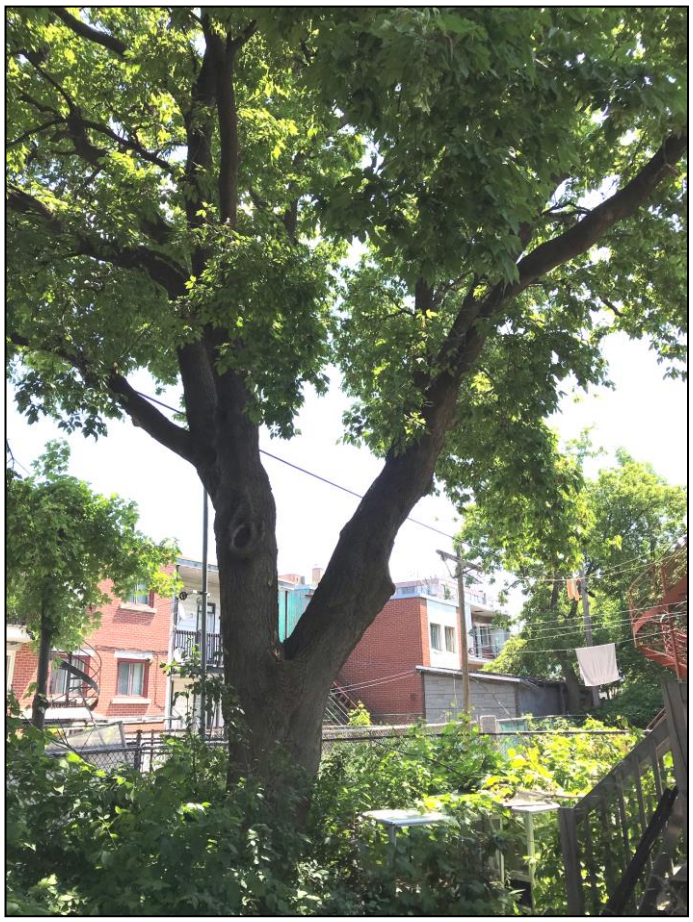


Photo 5
Arbre 3 — Vue générale de l'arbre (cour arrière, derrière la maison)

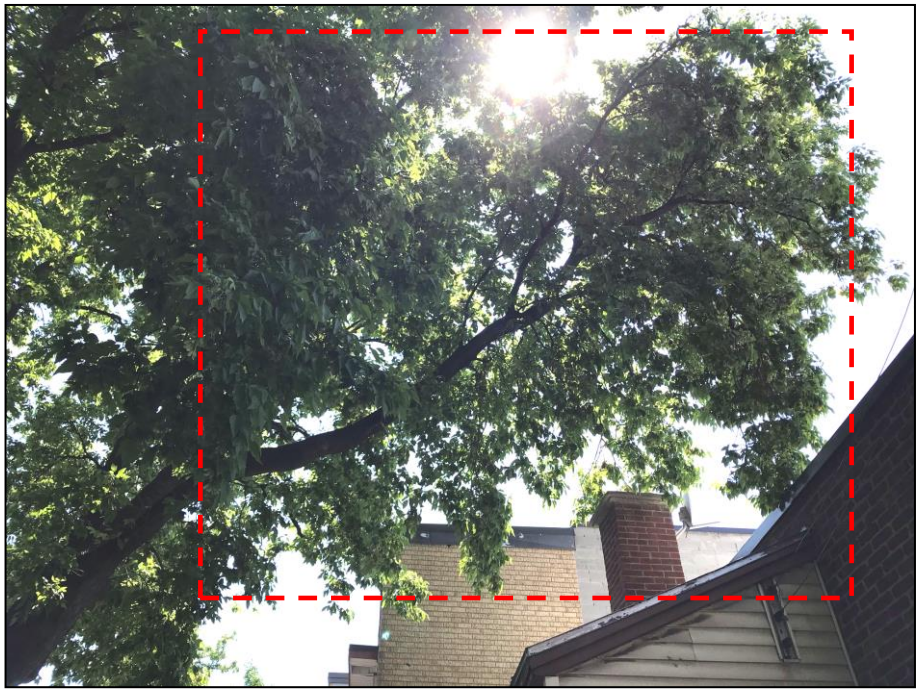


Photo 6 Arbre 3 — Vue des branches en surplomb de la maison existante

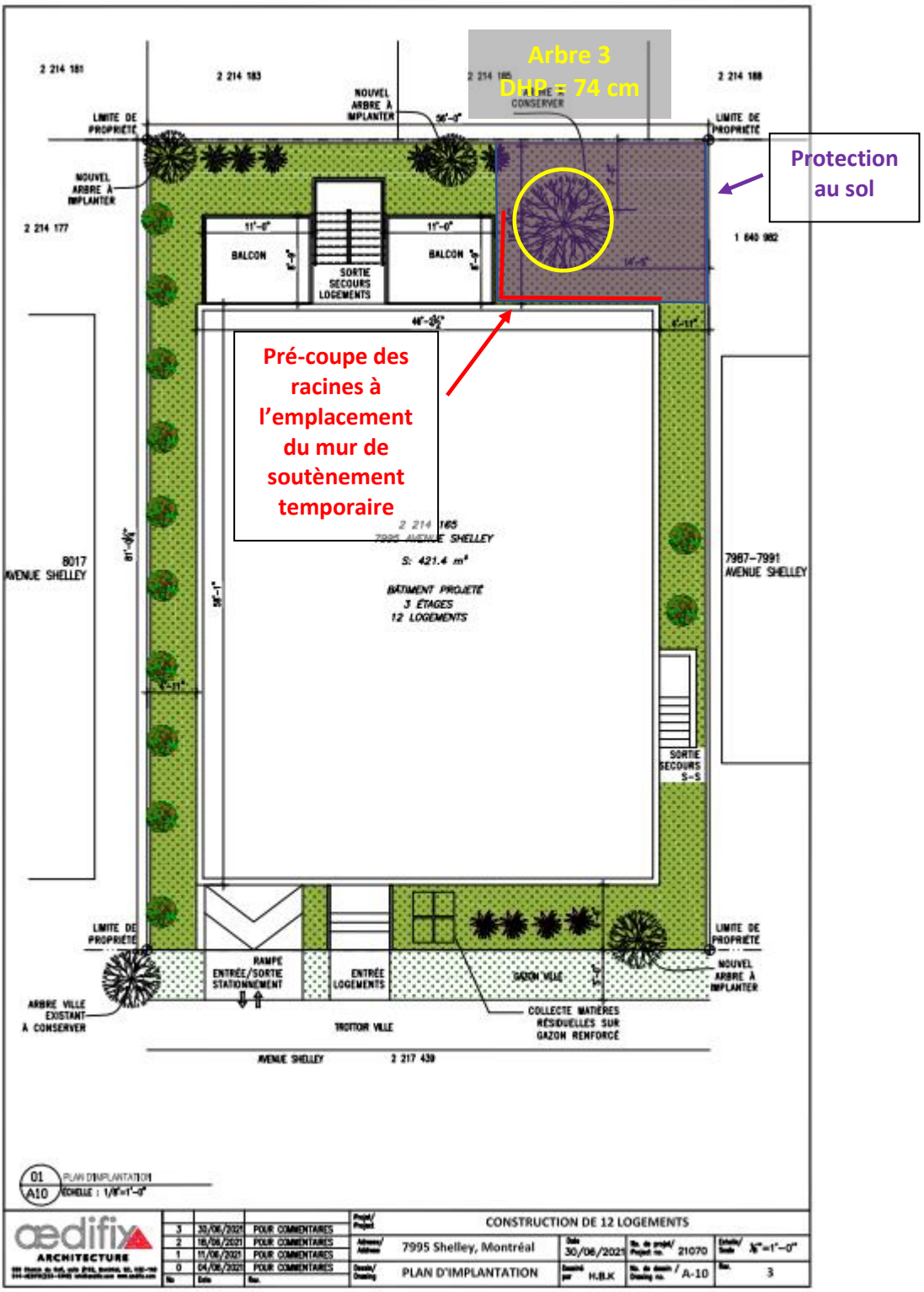


Photo 7 Arbre 3 — Mortalité de branches dans la partie centrale de la ramure



Photo 8
Arbre 3 — Appui des branches sur le réseau de télécommunications

Plan d'implantation proposé et mesures de protection



Aedifix+ inc
www.aedifix.com
T. 514.992.8447
550 chemin du Golf, #102,
Montréal, Qc, H3E-1A8

Montréal, 12 juillet 2021

Objet : **Rapport sur l'état actuel du bâtiment comme justification de démolition**

Le rapport ci-présent a pour but de démontrer le besoin de procéder à la démolition du bâtiment, situé à l'adresse 7995 rue Shelley à Saint-Michel, pour laisser la place à un nouveau projet résidentiel.

Dans ce document vous trouverez les informations nécessaires, accompagnées d'images, pour mettre en évidence la condition actuelle du bâtiment concerné et justifier la recommandation de démolition que nous apportons.

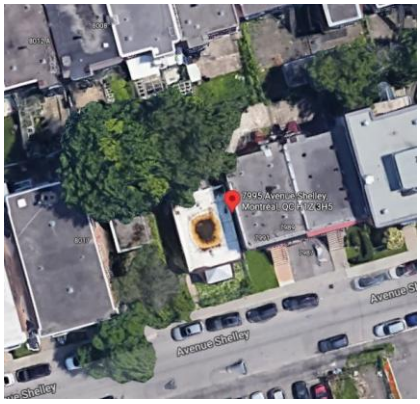
CLIENT : M. Tristan Desjardins Drouin & M. Shawn Guillemette

PROPRIÉTÉ : Adresse : 7995 Avenue Shelley, Montréal, QC H1Z 3H5

Type : maison unifamiliale isolée de type « shoebox »

Année de construction : 1945

Années à l'abandon : au moins 4 ans





DESCRIPTION SOMMAIRE :

Maison à un seul étage avec sous-sol, construction en bois. Le revêtement est de deux types de brique, soit rouge et d'argile couleur chamois. La toiture est plate avec couronnement sans parapet. Les fondations sont en béton.

CONDITION GÉNÉRALE :

Nous sommes d'avis, et sans doute raisonnable, que la propriété est affectée d'une désuétude physique importante due à son état de **dégradation avancée** suite à son abandon pendant plusieurs années et les lacunes d'entretien au cours de sa vie. Nous avons noté plusieurs caractéristiques pouvant

Aedifix+ inc
www.aedifix.com
T. 514.992.8447
550 chemin du Golf, #102,
Montréal, Qc, H3E-1A8

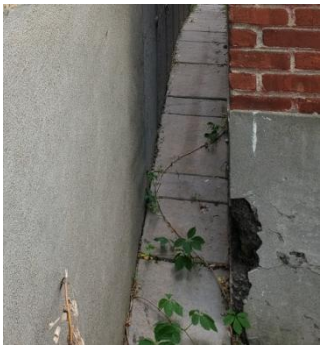
considérablement affecter l'usage et/ou la réhabilitation de cette propriété, ces dernières étant énumérées dans le présent rapport.

Limitations : Notre évaluation du bâtiment est premièrement de nature visuelle accomplie par une visite du site, et secondement de conjecture par expertise professionnelle. Nous avons pris note des éléments pouvant affecter la conservation efficace du bâtiment. Les observations nous mènent à croire que le bâtiment n'est pas en condition d'être restauré pour des raisons santé et de sécurité ainsi que des besoins prioritaires. Aucun calcul n'est effectué.

A. STRUCTURE :

a. Fondation

Observations : Nous avons observé des disparités liées à la fondation, ainsi qu'une compromission de son efficacité.



i. cassure au coin



ii. fissures



iii. décomposition



iv. infiltration majeure d'eau

Aedifix+ inc
www.aedifix.com
T. 514.992.8447
550 chemin du Golf, #102,
Montréal, Qc, H3E-1A8

- Constatations : La fondation présente des signes d'affaiblissement et a été exposée à des fuites d'eau et de la moisissure pendant plusieurs années. Dans son état actuel, elle ne peut pas supporter d'extension verticale voir même d'occupation ordinaire, et nécessite d'être refaite pour assurer la solidité du bâtiment.

b. Ossature en bois :

Observations : L'ossature en bois du bâtiment a subi des endommagements importants liés au manque d'étanchéité de la toiture. Le bois est pourri de façon généralisée.



i. pourriture des compositions de mur



ii. pourriture des compositions de plancher

- Constatations : Le bois composant les murs et planchers de la maison a succombé à la pourriture; sa fragilité pose des risques à la sécurité par l'effondrement et sa contamination pose des risques à la santé par la mauvaise qualité de l'air.

B. TOITURE :

Observations : La toiture du bâtiment s'est effondrée par l'accumulation de l'eau de pluie et le manque de drainage adéquat, laissant un trou béant dans le toit.



i. fuite d'eau



ii. trou dans la toiture

Aedifix+ inc
www.aedifix.com
T. 514.992.8447
550 chemin du Golf, #102,
Montréal, Qc, H3E-1A8

- Constatations : La toiture est gravement endommagée et va nécessiter d'être refaite en son entièreté.

C. INTÉRIEUR :

Observations : L'intérieur de la maison est infesté de moisissure sur la plupart des murs. Les fils électriques sont exposés. L'isolation est aussi exposée et endommagée.



i. isolant et finition délabrés



ii. moisissure dans l'escalier



iii. infestation de moisissure

- Constatations : L'intérieur de la maison est dans un état déplorable et invivable. Les finitions de mur, de plafond et de plancher sont complètement détruites et doivent être débarrassées des lieux pour des raisons de santé.

ÉTUDE DE VALEUR PATRIMONIALE :

En nous référant au rapport publié en 2018 par l'arrondissement de VSMPE, «Étude d'évaluation patrimoniale et de mise en valeur des maisons de type « shoebox » de l'Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension», nous avons procédé à une évaluation brève de la valeur patrimoniale de la maison en sujet (voir annexe). Nous estimons avec confiance que la maison a une valeur patrimoniale moyenne (45 / 110).

Aedifix+ inc
www.aedifix.com
T. 514.992.8447
550 chemin du Golf, #102,
Montréal, Qc, H3E-1A8

CONCLUSION :

Cette maison, située au 7995 avenue Shelley à Saint-Michel, connait un tel état avancé de dégradation qui la rend inhabitable et irrécupérable. Son entretien n'a pas été effectué pendant plusieurs années. Cette maison pose un risque élevé à la santé et la sécurité de son propriétaire ainsi que de son voisinage.

Les rénovations majeures et coûteuses nécessaires à la mise en état de la maison vont davantage annuler sa valeur patrimoniale, puisque plusieurs éléments doivent être complètement remplacés. En plus de cela, les coûts et l'impact écologique associés à sa remise en ordre sont trop significatifs pour valider sa conservation.

Étant donné que le quartier de Saint-Michel est en demande forte de nouveaux logements, le nouveau projet proposé pourrait combler ce besoin collectif et bonifier le quartier.

C'est avec ce raisonnement holistique et sensible que nous recommandons fortement la démolition de cette maison « shoebox » pour une nouvelle construction à usage résidentiel.

Grille d’évaluation patrimoniale (reproduction du chiffrier Excel modifiable)

Arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension

Évaluation patrimoniale

maisons de type « shoebox »

7995 ave Shelley



Pointage total

45

Critères généraux	Pointage
une sélection par critère	
Ancienneté	10
1900-1909	30
1910-1919	25
1920-1929	20
1930-1939	15
1940-1949	10
1950 et +	5
Valeur architecturale	10
Exceptionnelle	25
Excellente	20

plusieurs sélections possibles par catégorie	Pointage Qualité	Pointage Authen-ticité
Volumétrie		
Volumétrie de base	5	0
Fenêtre en saillie	0	-
Entrée en avancée	0	-
Tambour d'entrée	0	-
Couronnement	0	
Corniche	0	-
Insertion de médaillon	0	-
Jeux de brique	0	-
Parapet		

Valeur patrimoniale

moyenne

Moyenne	15		fronton	0	-
Faible	10		solin	0	-
Nulle	0		acrotères	0	-
			amortissements	0	-
Authenticité	20		Avant-toit	0	-
Exceptionnelle	30				
Excellente	25		**Parement**		
Bonne	20		Revêtement	3	1
Moyenne	15		Linteaux		
			matériau et forme	1	1
			clé et sommiers	0	-
Faible	10		Allèges	0	-
Nulle	0		Ornements		
			jeux de brique	0	-
Valeur paysagère	5		bandeau	0	-
Forte	25				
Moyenne	15		**Galerie ou balcon**		
Faible	5		Plancher	3	2
Nulle	0		Garde-corps	1	2
			Escalier	2	2

Auvent			
couverture	2	2
poteaux, colonnes ou piliers en bois, acier ou brique	2	2
soffite en bois	1	2
fascias en bois	-	-
ornements en bois	-	-
Portes		
Ouvertures	3	0
Chambranles moulurés/à motifs	0	-
Imposte/baie(s) latérale(s)	0	
type de vitrage	-	-
petits bois	-	-
Portes	0	-
Vitrage de portes	0	
type de vitrage	-	-
petits bois	-	-
Fenêtres		
Ouvertures	2	1

		Chambranles ou piédroits moulurés / à motifs	0	-
		Matériau	1	1
		Vitrage	0	
		type de vitrage	-	-
		petits bois	-	-
		Mode d'ouverture	0	-
Total	45	**Sous-total**	26	1.33

Rapport sur l'état du bâtiment

Bâtiment visé :
7995 avenue Shelley, Montréal, Qc, H1Z 3H5



Client :
Shawn Guillemette et Tristan Desjardins Drouin

Projet présenté à la Ville de Montréal

Arrondissement Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension



par Tristan Desjardins Drouin, ing. OIQ#5046084
10 juillet 2021

Page laissée vide intentionnellement

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES 3
OBJECTIF ET CONTENU 4
MÉTHODOLOGIE 5
DESCRIPTION DU BÂTIMENT 6
DESCRIPTION DES SOLS 8
OBSERVATIONS ET ANALYSE 9
RECOMMANDATIONS 15

OBJECTIF ET CONTENU

La présente expertise vise à évaluer l'état actuel du bâtiment situé au 7995 avenue Shelley à Montréal, arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension. À la suite de la volonté des propriétaires actuels de réaliser un nouveau projet résidentiel sur le terrain, l'état actuel des sols, des fondations et du bâtiment seront détaillés. Cette analyse permettra de valider le potentiel de rénovation ou démolition du bâtiment existant afin de mener à terme le projet visé.

MÉTHODOLOGIE

À la suite de la réception du mandat par le client, deux visites des lieux ont eu lieu les 6 janvier 2021 et 26 mai 2021. Les visites ont permis de constater l'état actuel du bâtiment à l'intérieur et à l'extérieur, incluant le garage adjacent indépendant. Le but visé consiste à identifier les déficiences et les enjeux liés à l'état actuel de l'immeuble afin de déterminer si sa conservation ou sa rénovation sont possibles. Autrement, nous analyserons si une démolition avec reconstruction serait nécessaire.

L'étude de caractérisation environnementale phase 1 de l'immeuble a été consultée ainsi que la carte des dépôts meubles du secteur afin d'évaluer les propriétés géotechniques des sols. Des forages ont été réalisés les 30 juin 2021 et 1er juillet 2021 afin de réaliser une étude géotechnique exhaustive des sols.

DESCRIPTION DU BÂTIMENT

Le bâtiment à l'étude, le 7995 avenue Shelley, comporte un étage de type « shoebox » avec un sous-sol et sa structure est détachée par rapports aux bâtiments adjacents. Un garage d'un étage détaché du bâtiment se trouve à la gauche de celui-ci. Le revêtement extérieur du bâtiment est en brique ainsi qu'un crépi cimentaire sur les murs de béton des fondations.

Ce type de bâtiment est composé d'une fondation en béton coulé avec un sous-sol d'environ 2m de hauteur nette. La structure du bâtiment est en bois avec un toit plat composé de solives en bois déposées sur des murs porteurs et au périmètre.

La maison a été laissée à l'abandon depuis au moins 4 ans. Cette situation a amené plusieurs infiltrations d'eau et dommages au bâtiment.

L'alimentation électrique du bâtiment était déjà interrompue lors de nos visites.

Façade avant du bâtiment :



Façade arrière du bâtiment :



DESCRIPTION DES SOLS

Selon les informations recueillies lors des forages et l'analyse de l'étude de caractérisation environnementale phase 1, les sols sont composés d'un horizon de matériaux granulaires sableux jusqu'au roc qui se situe à environ 6 m sous le niveau du terrain naturel. Le niveau de la nappe phréatique situé autour de 4 m est sous le niveau des fondations actuelles. Aucune contamination n'est anticipée sur le site et aucune activité potentiellement dangereuse n'a eu lieu dans le passé. La capacité portante des sols est jugée bonne pour une construction permettant plusieurs étages.

OBSERVATIONS ET ANALYSE



Photo 1 : État du sous-sol et des fondations

La fondation de béton coulé est cachée derrière des murs de gypse moisis. Une accumulation d'eau est présente sur l'ensemble du sous-sol à cause d'une fuite d'eau constante des conduites à la suite d'un bris causé par le gel-dégel.

L'ensemble de la structure de bois est endommagé par la moisissure, le gel-dégel et l'absence d'entretien.

Plusieurs fissures sont visibles dans les murs de béton à l'intérieur et à l'extérieur.



Photo 2 : État actuel du sous-sol

Dommages importants à la structure dus à l’absence d’entretien et de chauffage pendant plusieurs hivers.



Photo 3 : État du rez-de-chaussée

Délabrement important de tous les matériaux et de la structure. Plusieurs infiltrations d'eau par le toit. Présence d'un itinérant dans l'immeuble qui a été expulsé lors de la visite. Présence de moisissures sur les planchers, les murs et le plafond qui attaquent la structure du bois du bâtiment.



Photo 4 : État du rez-de-chaussée et du plafond

L'ensemble des matériaux et de la structure sont grandement endommagés. L'isolation du toit est détériorée ou absente à plusieurs endroits. La structure en bois du toit est désagrégée, moisie ou affaiblie sur la majorité de la surface du toit.

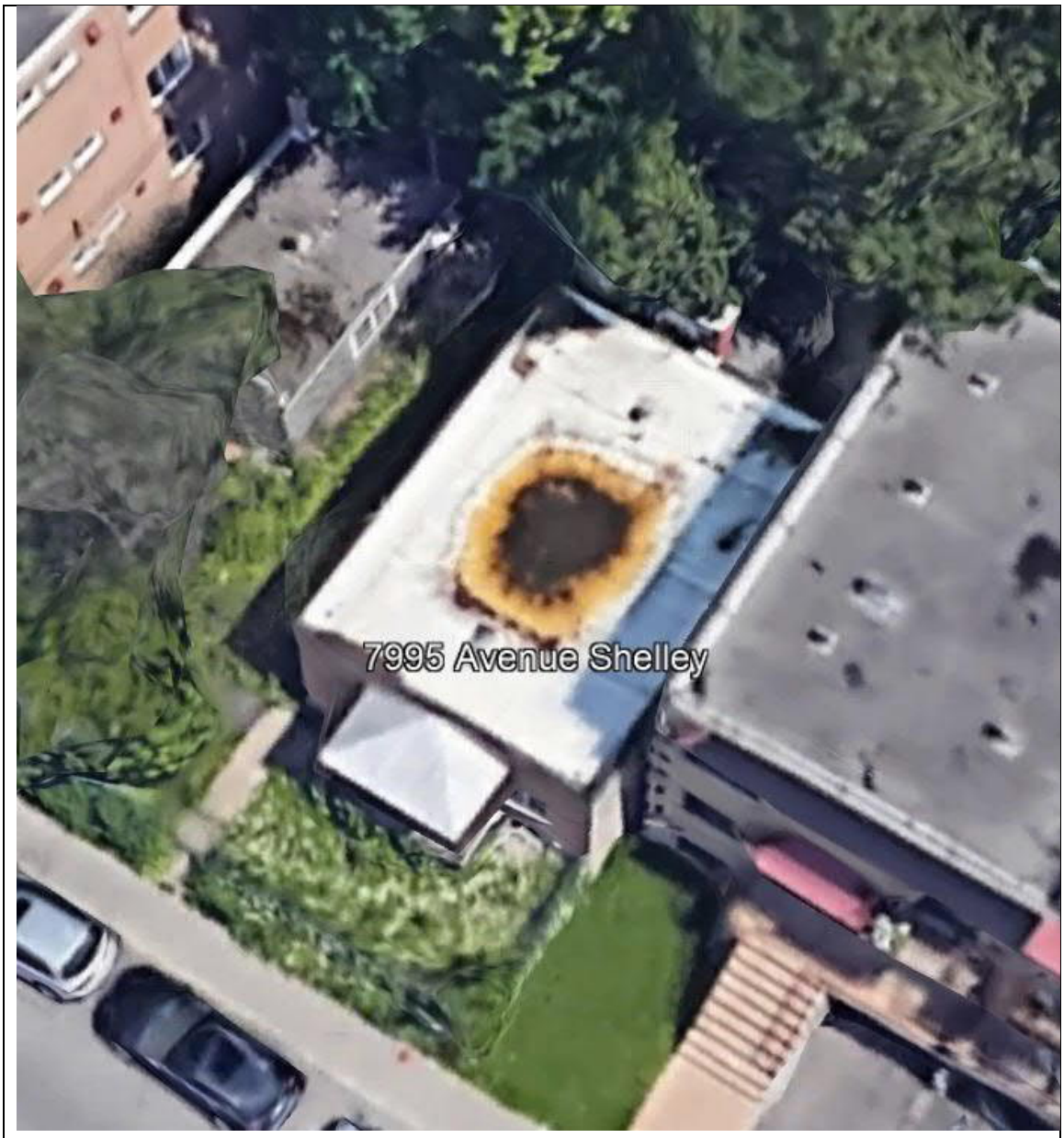


Photo 5 : État de la toiture

Accumulation d’eau importante au centre de la toiture. L’eau est stagnante et un affaissement du toit est constaté.

Source : Google Maps, image satellite



Photo 6 : Garage indépendant

Le garage est installé directement sur une dalle de béton au sol. Le revêtement extérieur est dégradé à plusieurs endroits. La toiture est endommagée et des infiltrations d'eau ont été constatées à l'intérieur. Les fenêtres sont brisées.

RECOMMANDATIONS

À la suite de nos visites et expertises de l'immeuble, nous avons constaté une dégradation importante de l'ensemble des matériaux et de la structure. Cette détérioration importante amène des problèmes structuraux critiques pour l'immeuble et pourrait amener un effondrement de la toiture à moyen terme.

Le fait que l'immeuble ait été laissé à l'abandon pendant plusieurs années a amené plusieurs problèmes importants causant une détérioration de l'intégrité structurale du bâtiment :

1. Le gel-dégel a causé le bris des conduites d'eau du bâtiment qui n'avaient pas été fermées. Une fuite d'eau constante était visible durant notre visite causant une accumulation d'eau au sous-sol. Cette eau qui s'est infiltrée sous les fondations et a gelée durant l'hiver, minant le remblai granulaire sur lequel les fondations s'appuient. De plus, les nombreuses fissures dans les fondations pourraient être aggravées par les cycles de gel-dégel du sol et l'absence de chauffage pendant l'hiver. Notons que la vanne d'entrée d'eau du bâtiment a été fermée par la Ville le 30 juin 2021 afin d'arrêter la fuite d'eau dans le bâtiment.
2. Les infiltrations par le toit ont contaminé l'ensemble de la structure en bois du bâtiment. Plusieurs éléments structuraux sont gravement contaminés par la moisissure et la décomposition causée par l'accumulation d'eau dans les matériaux.

Considérant le niveau critique de détérioration des matériaux, la réfection du bâtiment n'est pas une option recommandée. En effet, même les fondations sont gravement affectées par l'abandon de l'immeuble depuis plusieurs années. Les coûts de réfection seraient plus élevés que ceux d'une reconstruction considérant les travaux importants structuraux et de décontamination qui seraient requis afin de remettre en état le bâtiment existant. D'autre part, étant donné la vétusté de l'immeuble qui a été construit en 1945, une reconstruction complète est fortement recommandée.

Étant donné que le terrain se situe dans la zone TOD (*Transit-Oriented Development*) visant la mixité et la densification autour de la station de métro Saint-Michel, un projet de

développement à cet endroit serait possible et souhaitable. Ainsi, advenant la reconstruction d'un bâtiment à cet endroit, il serait opportun de planifier un projet qui utilise de façon optimale la superficie du site en fonction des objectifs du PMAD (Plan métropolitain d'aménagement et de développement du Grand Montréal) plutôt que de reconstruire tel que l'emplacement et les dimensions du bâtiment existant.

En conclusion, considérant les dommages importants à la structure, les dangers liés à l'occupation du bâtiment par des itinérants et les risques d'incendie par l'abandon du bâtiment qui pourraient se propager aux bâtiments résidentiels adjacents, il est recommandé de procéder à la démolition de l'immeuble et du garage le plus rapidement possible nonobstant la réalisation future d'un projet de redéveloppement à cet endroit.

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS

ZONE : H04-089

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation		H.2	H.3					
Commerce								
Industrie								
Équipements collectifs et institutionnels								
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)								
Inférieurs au RDC								
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux		X	X					
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal								
Superficie des usages spécifiques	max (m2)							
Distance entre deux restaurants	min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé								

CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	0/12,5	0/12,5					
En étage	min/max	2/3	2/3					
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-	-					
Mode d'implantation	(I-J-C)	I-J-C	I-J-C					
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	35/60	35/60					
Densité	min/max	-	-					
Marges								
Avant principale	min/max (m)	2/4	2/4					
Avant secondaire	min/max (m)	-	-					
Latérale	min (m)	1,5	1,5					
Arrière	min (m)	5	5					
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40	10/40					
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	80	80					
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	-						

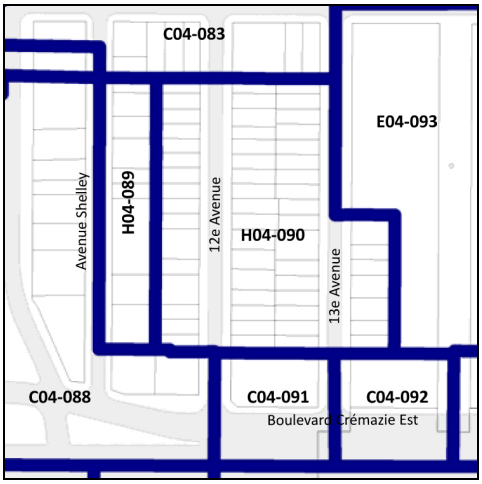
AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	665.29, 665.61
Autres dispositions particulières	
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	-
PAE	-

MISES À JOUR

01-283-108 (2021-01-19)

CARTE DE LA ZONE



***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1216495025
Unité administrative responsable : Division de l'urbanisme et des services aux entreprises, Direction du développement du territoire, arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
Projet : *7995, avenue Shelley - PPCMOI d'usage*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 7 - «Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable »			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Résultats attendus pour la priorité 7 : Le projet permettra de créer 12 nouveaux logements locatifs visant un marché abordable dans Saint-Michel.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 14 décembre 2021	Résolution: CA21 14 0368

Adopter le premier projet de résolution PP21-14006 à l'effet de permettre un usage résidentiel H.5 (12 logements maximum) sur la propriété située au 7995, rue Shelley, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

d'adopter le premier projet de résolution PP21-14006 à l'effet de permettre un usage résidentiel H.5 (12 logements maximum) sur la propriété située au 7995, rue Shelley, vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283), aux conditions suivantes :

- un maximum de 12 logements est autorisé sur la propriété;
- chaque unité de logement doit avoir un espace de vie individuel extérieur;
- le stationnement doit être aménagé à l'intérieur du bâtiment;
- un des deux arbres existants doit être conservé à l'arrière de la propriété;
- la demande de permis de construction doit être déposée au plus tard dans les 24 mois suivant la présente autorisation.

La présente autorisation sera nulle et sans effet si la demande de permis de construction n'est pas déposée au plus tard dans les 24 mois suivant son entrée en vigueur.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Adopté à l'unanimité.

40.11 1216495024

Laurence LAVIGNE LALONDE
_____
Mairesse d'arrondissement

Lyne DESLAURIERS
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 23 décembre 2021

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 1er février 2022	Résolution: CA22 14 0028

Adopter le second projet de résolution PP21-14006 à l'effet de permettre un usage résidentiel H.5 (12 logements maximum) sur la propriété située au 7995, rue Shelley, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) et recevoir le rapport de la consultation écrite tenue du 5 au 20 janvier 2022.

CONSIDÉRANT qu'un premier projet de résolution numéro PP21-14006 a été adopté par le conseil d'arrondissement le 14 décembre 2021 en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

CONSIDÉRANT qu'une consultation écrite s'est tenue du 5 au 20 janvier 2022, dûment convoquée par avis public paru sur le site Internet de l'arrondissement et affiché au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement le 5 janvier 2022;

CONSIDÉRANT que le rapport de la consultation écrite fut reçu par le conseil d'arrondissement à sa séance du 1er février 2022;

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

d'adopter le second projet de résolution PP21-14006 à l'effet de permettre un usage résidentiel H.5 (12 logements maximum) sur la propriété située au 7995, rue Shelley, vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283), aux conditions suivantes :

- un maximum de 12 logements est autorisé sur la propriété;
- chaque unité de logement doit avoir un espace de vie individuel extérieur;
- le stationnement doit être aménagé à l'intérieur du bâtiment;
- un des deux arbres existants doit être conservé à l'arrière de la propriété;
- la demande de permis de construction doit être déposée au plus tard dans les 24 mois suivant la présente autorisation.

La présente autorisation sera nulle et sans effet si la demande de permis de construction n'est pas déposée au plus tard dans les 24 mois suivant son entrée en vigueur.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Adopté à l'unanimité.

40.01 1216495024

Laurence LAVIGNE LALONDE
_____
Mairesse d'arrondissement

Lyne DESLAURIERS
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 2 février 2022

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2022/03/08
18:30

Dossier # : 1226495003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Statuer, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), sur les plans visant la construction d'un nouveau bâtiment résidentiel de 3 étages abritant 12 logements sur la propriété située au 7995, rue Shelley.

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans A10, A-20, A-21, A-30, A-31 et A-90, préparés par Mourad Bendjennet, architecte, et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 23 février 2022, visant la construction d'un bâtiment de 3 étages abritant 12 logements sur la propriété située au 7995, rue Shelley.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2022-02-23 15:55

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226495003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Statuer, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), sur les plans visant la construction d'un nouveau bâtiment résidentiel de 3 étages abritant 12 logements sur la propriété située au 7995, rue Shelley.

CONTENU

CONTEXTE

La présente demande vise à autoriser la construction d'un immeuble résidentiel de 3 étages et de 12 logements sur la propriété située au 7995, rue Shelley. Ce projet est visé par les articles 4.1 et 30.1 du *Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001)* en ce qui concerne les nouvelles constructions. Cette demande de P.I.I.A est déposée simultanément à l'adoption du PPCMOI PP21-14006 visant à autoriser l'usage de 12 logements sur la propriété.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 140028 - GDD 1216495024 - 2022-02-01: Adopter le second projet de résolution PP21-14006 à l'effet de permettre un usage résidentiel H.5 (12 logements maximum) sur la propriété située au 7995, rue Shelley, en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage (01-283).

DESCRIPTION

Principales caractéristiques du projet :

- Hauteur : 3 étages et 10,52 mètres
- Taux d'implantation : 59%
- Nombre de logements : 12
    - 2 cc : 3
    - 1 cc : 9
- Verdissement : 32%
- Nombre d'arbres : 4
- Nombre d'unités de stationnement : 6 intérieurs
- Nombre d'unités de stationnement pour vélos : 6 intérieurs
- Gestion des matières résiduelles : Salle à déchets intérieure et espace extérieur prévu pour la collecte municipale.

Caractéristiques de la propriété et de son milieu d'insertion
Le 7995, rue Shelley se situe sur une rue en développement aux abords du PPU de la rue Jarry Est. Actuellement vacant depuis de nombreuses années, le bâtiment d'un étage de type shoebox datant de 1945 sera démoli pour faire place à la nouvelle construction. La démolition du bâtiment, autorisée via une demande de PPCMOI, est justifiée et appuyée par les rapports d'ingénieurs et d'architecte ainsi que par une étude sur la valeur patrimoniale.

Le terrain visé par la présente demande fait plus de 17 mètres de largeur, ce qui est propice à recevoir un bâtiment de plus grand gabarit dans ce secteur. Le côté d'îlot sur lequel il se situe est majoritairement occupé par des bâtiments multi logements de 3 étages. Seul le voisin immédiat du 7995 est de plus petit gabarit et comporte 3 logements.

Réglementation applicable
Le terrain est situé dans la zone H04-089 qui autorise les bâtiments résidentiels de 3 étages (12,5 m) comportant de 2 à 3 logements et un taux d'implantation de 60% maximum. Le projet fait l'objet d'une demande de PPCMOI en cours d'adoption pour autoriser un maximum de 12 logements étant donné le contexte existant de le rue Shelley.

Description du projet
Le projet proposé vise la construction d'un bâtiment détaché de 3 étages, sans construction hors toit et comportant 12 logements hors sol (9 de 1 chambre et 3 de 2 chambres). Le sous-sol accueillera 6 espaces de stationnement ainsi que la salle à déchets et une salle mécanique. Le taux d'implantation est de 59%. L'aménagement des stationnements en sous-sol permet de dégager plus de 30% d'espace vert sur la propriété. À l'exception du nombre de logements, l'ensemble du bâtiment respecte la réglementation de zonage en vigueur. Le requérant souhaite faire des logements qui seront le plus abordable possible pour ce secteur.

Les finis extérieurs proposés sont de la brique d'argile couleur brune (Regency Brown de Brampton), du bloc de béton architectural couleur onyx (Contempo de Brampton), des panneaux métalliques de couleur noir (Versa de Mac Métal) et du fibrociment de couleur étain vieilli et gris fer (Hardieplank de James hardie). Les revêtements de fibrociment sont proposés pour les murs latéraux et arrière seulement. Le mur avant sera composé de 80% de maçonnerie et de panneaux métalliques.

Préalablement à l'émission d'un permis de construction pour ce projet, une contribution monétaire doit être versée en vertu du Règlement 20-041 visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à cette demande pour les raisons suivantes :

- Le projet de construction répond aux conditions émises dans le PPCMOI;
- La volumétrie du bâtiment est conforme à la réglementation en vigueur et tend à s'intégrer, par son alignement et sa hauteur, aux autres bâtiments de gabarit similaire présents sur la rue;
- L'ensemble du stationnement est aménagé à l'intérieur du bâtiment pour dégager un maximum d'espace vert sur la propriété;
- Chaque logement dispose d'un espace de vie extérieur;
- Un arbre existant est conservé à l'arrière et 3 nouveaux arbres sont proposés;

Lors de sa séance du 9 février 2022, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable par rapport à la demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Valeur approximative des travaux : 1 126 530$
Frais d'étude de la demande de permis : 1 778 $
Frais de P.I.I.A. : 1 050$

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 des façons suivantes :

- Priorité 7 - «Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable » : le projet permettra de créer 12 nouveaux logements locatifs visant un marché abordable dans Saint-Michel.

Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement
Le projet permet d'aider au niveau de lutte en matière d'insalubrité de logement en permettant la démolition d'un bâtiment vacant insalubre et dangereux et en permettant la création de 12 nouveaux logements dans Saint-Michel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du permis de construction

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève BOUCHER
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7932
Télécop. : 514 868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-17

Eric GOSSET
Chef de division urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438 354-1236
Télécop. : 514 868-4706

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1226495003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Statuer, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), sur les plans visant la construction d'un nouveau bâtiment résidentiel de 3 étages abritant 12 logements sur la propriété située au 7995, rue Shelley.



20220203-POUR PERMIS_F_perspectives.pdf



Grille-GDD-Mtl-2030-7995 Shelley.pdf



PV_CCU_2022-02-09_extrait.pdf



Plans estampillés_1226495003.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève BOUCHER
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7932
Télécop. : 514 868-4706

6.3 PIIA : 7995, avenue Shelley	
Présenté par	**Invités**
Geneviève Boucher Conseillère en aménagement	Aucun
Objet	
Statuer, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), sur les plans visant la construction d'un nouveau bâtiment résidentiel 3 étages abritant 12 logements sur la propriété située aux 7995, rue Shelley.	
Commentaires	
Les commentaires ont porté sur : - la distance entre le mur latéral et le bâtiment voisin; - les clôtures blanches qui ne s'harmonisent pas au bâtiment; - les arbustes qui seront plantés en cour avant; - les logements dont les balcons sont très petits et donnent sur le mur latéral du bâtiment voisin : espace de vie extérieur discutable. Il aurait été préférable d'aménager des grands logements pour famille (en réduisant le nombre de logements total).	
CCU22-02-09-PIIA02	**Résultat : Favorable**
CONSIDÉRANT L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le P.I.I.A.; Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée. Il est proposé par Karim Guirguis appuyé par Mathilde Prud'Homme ADOPTÉ à l'unanimité.	



"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier. Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.	Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site. Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
01	2022-02-03		POUR PERMIS	M.B
00	2021-11-30		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE

aedifix
ARCHITECTURE

550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

Propriétaire / Owner

M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project

CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS

7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing

IMAGE 3D

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by: M.B	Date: 2022-02-03	No de dessin / Drawing no.: A-80
Dessiné par/ Drawn by: Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale:
Vérifié par/ Verified by: M.B	No de projet/ Project no.: 21070	Révision/ Revision: 01



"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier. Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.	Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site. Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
01	2022-02-03		POUR PERMIS	M.B
00	2021-11-30		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE

aedifix
ARCHITECTURE

550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

Propriétaire / Owner

M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project

CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS

7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing

IMAGE 3D SANS ARBRE
(SUITE)

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by: M.B	Date: 2022-02-03	No de dessin / Drawing no.: A-80.1
Dessiné par/ Drawn by: Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale
Vérifié par/ Verified by: M.B	No de projet/ Project no.: 21070	Révision/ Revision: 01



"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier. Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.	Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site. Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
01	2022-02-03		POUR PERMIS	M.B
00	2021-11-30		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE
aedifix
ARCHITECTURE
550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

Propriétaire / Owner

M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project

CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS

7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing

IMAGE 3D (SUITE)

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by: M.B	Date: 2022-02-03	No de dessin / Drawing no.: A-81
Dessiné par/ Drawn by: Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale:
Vérifié par/ Verified by: M.B	No de projet/ Project no.: 21070	Révision/ Revision: 01



"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier. Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.	Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site. Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
01	2022-02-03		POUR PERMIS	M.B
00	2021-11-30		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE
ARCHITECTURE
550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

Propriétaire / Owner
M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project
CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS
7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing
IMAGE 3D SANS ARBRE
(SUITE)

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by: M.B	Date: 2022-02-03	No de dessin / Drawing: A-81.1
Dessiné par/ Drawn by: Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale:
Vérifié par/ Verified by: M.B	No de projet/ Project no.: 21070	Révision/ Revision: 01



"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier.
Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site.
Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
01	2022-02-03		POUR PERMIS	M.B
00	2021-11-30		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE
aedifix ARCHITECTURE
550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

Propriétaire / Owner
M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project
CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS
7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing
IMAGE 3D (SUITE)

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by: M.B	Date: 2022-02-03	No de dessin / Drawing no.: A-82
Dessiné par/ Drawn by: Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale:
Vérifié par/ Verified by: M.B	No de projet/ Project no.: 21070	Révision/ Revision: 01



"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier.
Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site.
Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
01	2022-02-03		POUR PERMIS	M.B
00	2021-11-30		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE
ARCHITECTURE
550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

Propriétaire / Owner
M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project
CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS
7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing
IMAGE 3D SANS ARBRE
(SUITE)

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by: M.B	Date: 2022-02-03	No de dessin / Drawing No.: A-82.1
Dessiné par/ Drawn by: Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale:
Vérifié par/ Verified by: M.B	No de projet/ Project no.: 21070	Révision/ Revision: 01

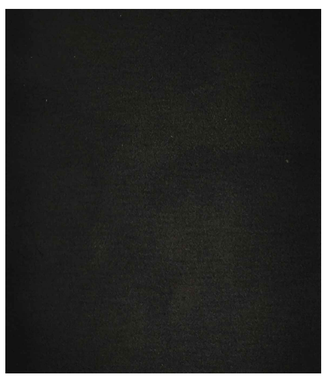




C1 BRIQUE REGENCY BROWN DE BRAMPTON
FINI : VELOUR - COULEUR DE JOINT PAREILLE À BRIQUE
DIMENSION : 3 $\frac{1}{2}$" X 11 $\frac{1}{2}$" X 3 $\frac{1}{2}$"



C2 BLOC DE BÉTON CONTEMPO DE BRAMPTON
FINI : LISSE
COULEUR : ONYX - COULEUR DE JOINT PAREILLE À PIERRE
DIMENSIONS VARIABLES: 2 $\frac{1}{4}$" X 3 $\frac{1}{2}$" X 9 $\frac{1}{2}$" À 7 $\frac{1}{2}$" X 3 $\frac{1}{2}$" X 6 $\frac{1}{4}$"



C3 MAC MÉTAL VERSA
COULEUR : NOIR TITANE



C4 HARDIEPLANK DE JAMES HARDIE
COULEUR : ÉTAIN VIEILLI
FINI : LISSE
DIMENSION : 8.25" x 12'



C5 HARDIEPANEL DE JAMES HARDIE
COULEUR : GRISE FER
FINI : LISSE
DIMENSION : 4' X 10'

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier.
Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site.
Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
01	2022-02-03		POUR PERMIS	M.B
00	2021-11-30		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE
aedifix ARCHITECTURE
550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.
This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

Propriétaire / Owner
M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project
CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS
7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing
PLANCHE DES MATÉRIAUX

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by: M.B	Date: 2022-02-03	No de dessin / Drawing no.: A-90
Dessiné par/ Drawn by: Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale:
Vérifié par/ Verified by: M.B	No de projet/ Project no.: 21070	Révision/ Revision: 01



NOUVEL ARBRE À IMPLANTER DE TYPE ÉRABLE À SUCRE



ACHILLÉE MILLEFEUILLE/ ACHILLEA MILLEFOLIUM

VIVACES, AUX COULEURS VIVES ET AU FEUILLAGE AROMATIQUE QUI FLEURISSENT PRATIQUEMENT TOUT L'ÉTÉ.



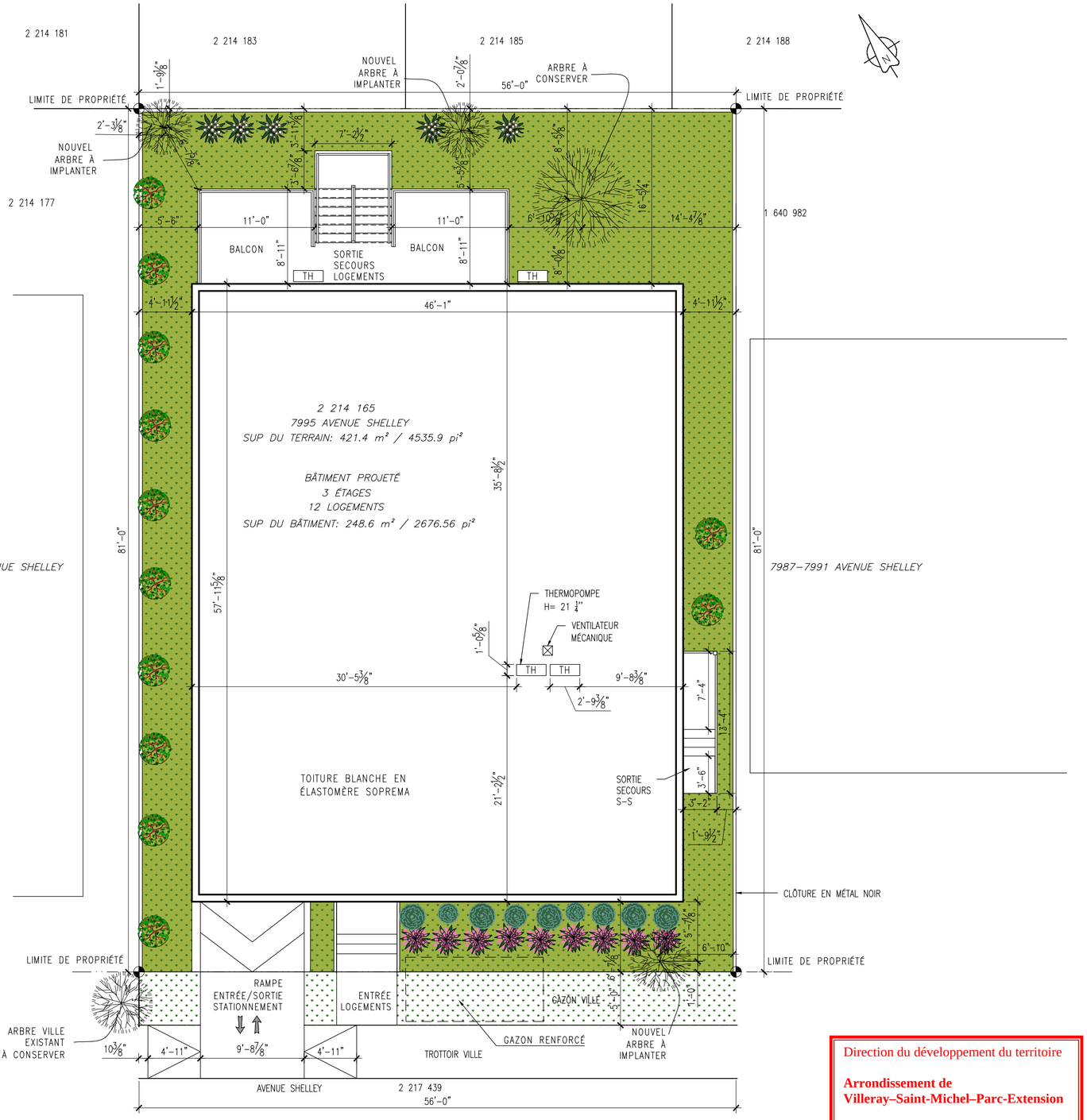
FAUX-CYPRÈS DE SAWARA/ CHAMAECYPARIS PISIFERA BOULEVARD

CONIFÈRES, AU FEUILLAGE VERT-BLEUTÉ ET ODORANT.



ARONIA NOIRE/ ARONIA MELANOCARPA

VÉGÉTAUX INDIGÈNE DU QUEBEC AU FEUILLAGE LUSTRÉ VERT FONCÉ DEVENANT ROUGE ORANGÉ À L'AUTOMNE.



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 122649503
Date : 23 février 2022

01 / A10 PLAN D'IMPLANTATION PROPOSÉ
ÉCHELLE : 1/8"=1'-0"

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier.
Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site.
Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
01	2022-02-18		POUR PERMIS	M.B
00	2021-11-30		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE
aedifix ARCHITECTURE
550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

Propriétaire / Owner
M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project
CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS
7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing
PLAN D'IMPLANTATION PROPOSÉ

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by: M.B	Date: 2022-02-18	No de dessin / Drawing no.: A-10
Dessiné par/ Drawn by: Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale: 1/8"=1'-0"
Vérifié par/ Verified by: M.B	No de projet/ Project no.: 21070	Révision/ Revision: 01

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier.
Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site.
Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
01	2022-02-18		POUR PERMIS	M.B
00	2021-11-30		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE
aedifix ARCHITECTURE
550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

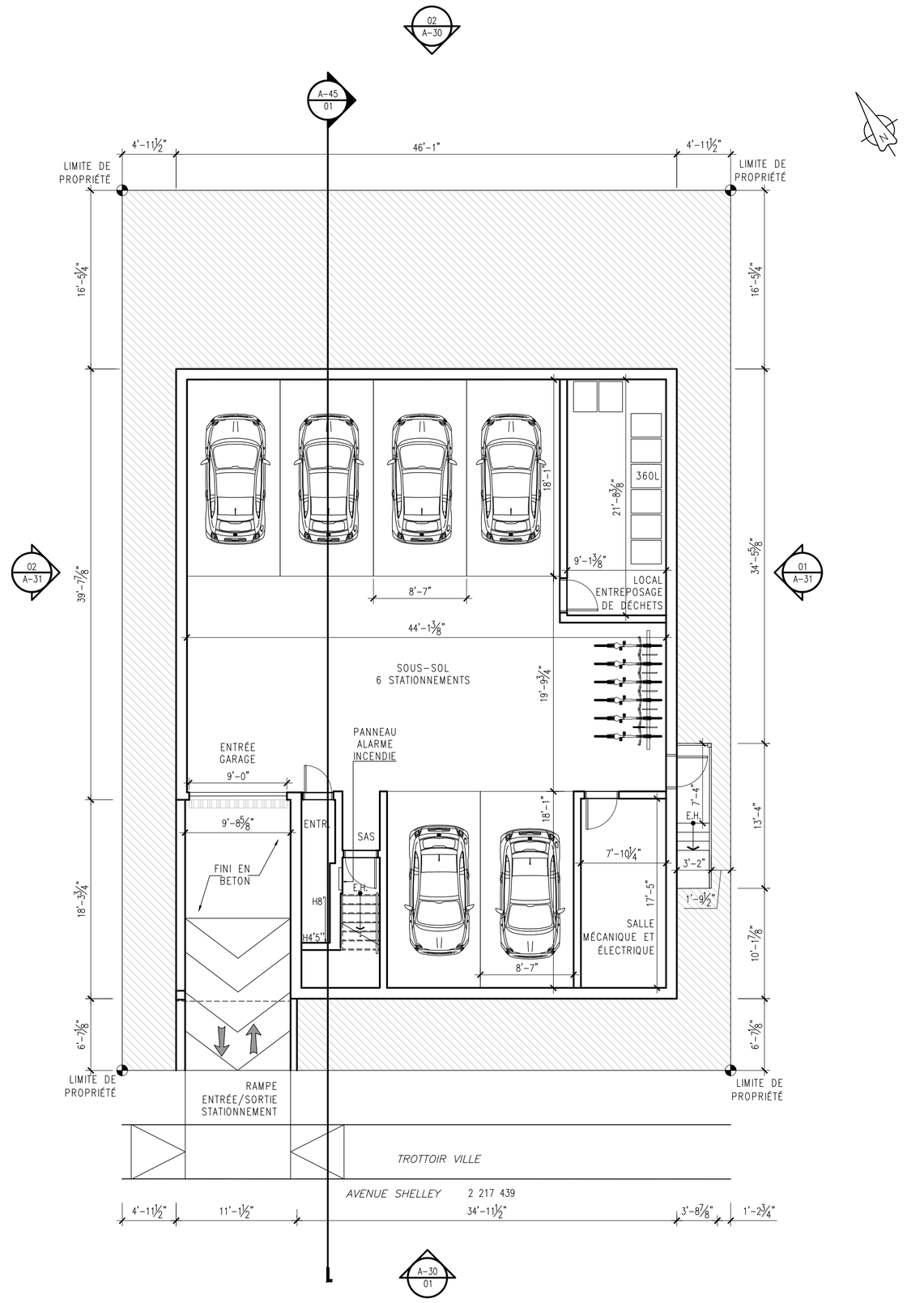
Propriétaire / Owner
M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project
CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS
7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing
PLAN DU SOUS-SOL
PROPOSÉ

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by: M.B	Date: 2022-02-18	No de dessin / Drawing no.: A-20
Dessiné par/ Drawn by: Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale: 1/8"=1'-0
Vérifié par/ Verified by: M.B	No de projet/ Project no.: 21070	Révision/ Revision: 01



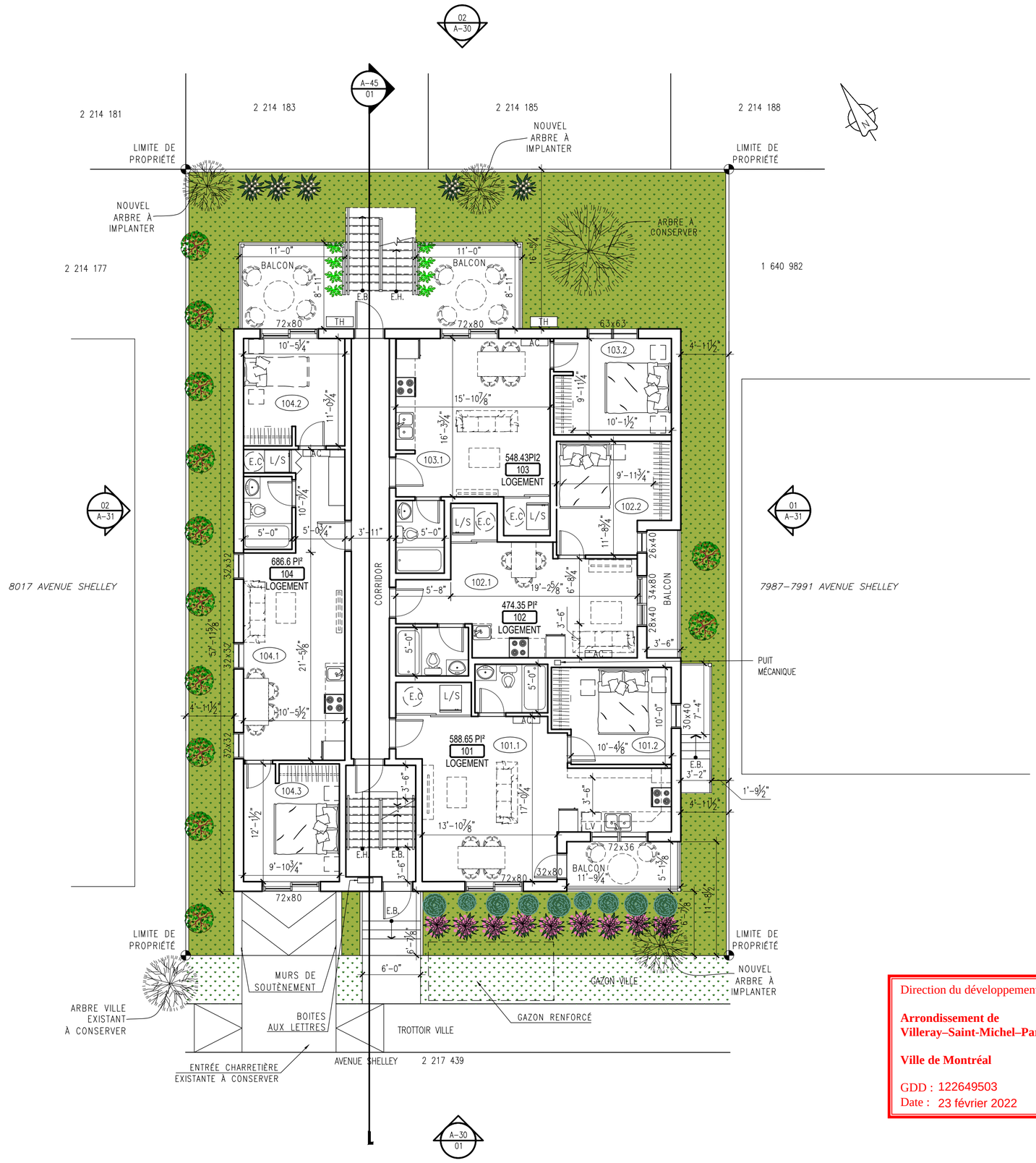
01 / A20 PLAN DU SOUS-SOL - PROPOSÉ
ÉCHELLE : 1/8"=1'-0"

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 122649503
Date : 23 février 2022



01
A21
PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE - PROPOSÉ
ÉCHELLE : 1/8"=1'-0"

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 122649503
Date : 23 février 2022

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier.
Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site.
Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
01	2022-02-18		POUR PERMIS	M.B
00	2021-11-30		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE
aedifix
ARCHITECTURE
550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.
This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

Propriétaire / Owner
M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project
CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS
7995 SHELLEY, MONTRÉAL

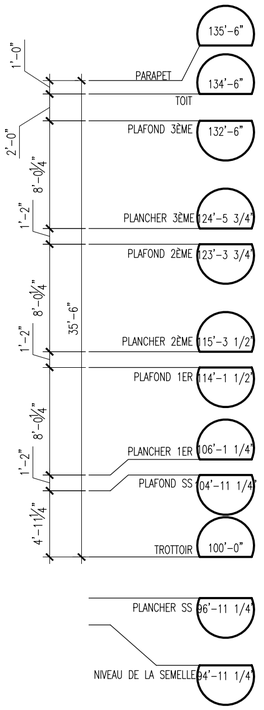
Dessin/ Drawing
PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE PROPOSÉ

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by: M.B	Date: 2022-02-18	No de dessin / Drawing no.: A-21
Dessiné par/ Drawn by: Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale: 1/8"=1'-0
Vérifié par/ Verified by: M.B	No de projet/ Project no.: 21070	Révision/ Revision: 01

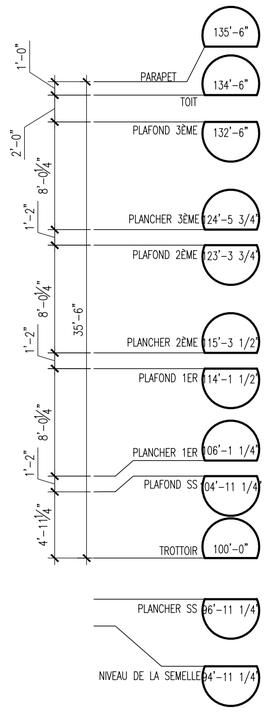
"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX





01 / A30 ÉLÉVATION PRINCIPALE (SUD OUEST) - PROPOSÉE
ÉCHELLE : 1/8"=1'-0"





102'-0 3/8" NIVEAU DE RUELLE

02 / A30 ÉLÉVATION ARRIÈRE (NORD OUEST) - PROPOSÉE
ÉCHELLE : 1/8"=1'-0"

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 122649503
Date : 23 février 2022

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier.
Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site.
Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
01	2022-02-18		POUR PERMIS	M.B
00	2021-11-30		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04

ARCHITECTE
aedifix
ARCHITECTURE
550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

Propriétaire / Owner
M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project
CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS
7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing
ÉLÉVATIONS PRINCIPALE ET ARRIÈRE PROPOSÉES

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by: M.B	Date: 2022-02-18	No de dessin / Drawing no.: A-30
Dessiné par/ Drawn by: Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale: 1/8"=1'-0
Vérifié par/ Verified by: M.B	No de projet/ Project no.: 21070	Révision/ Revision: 01

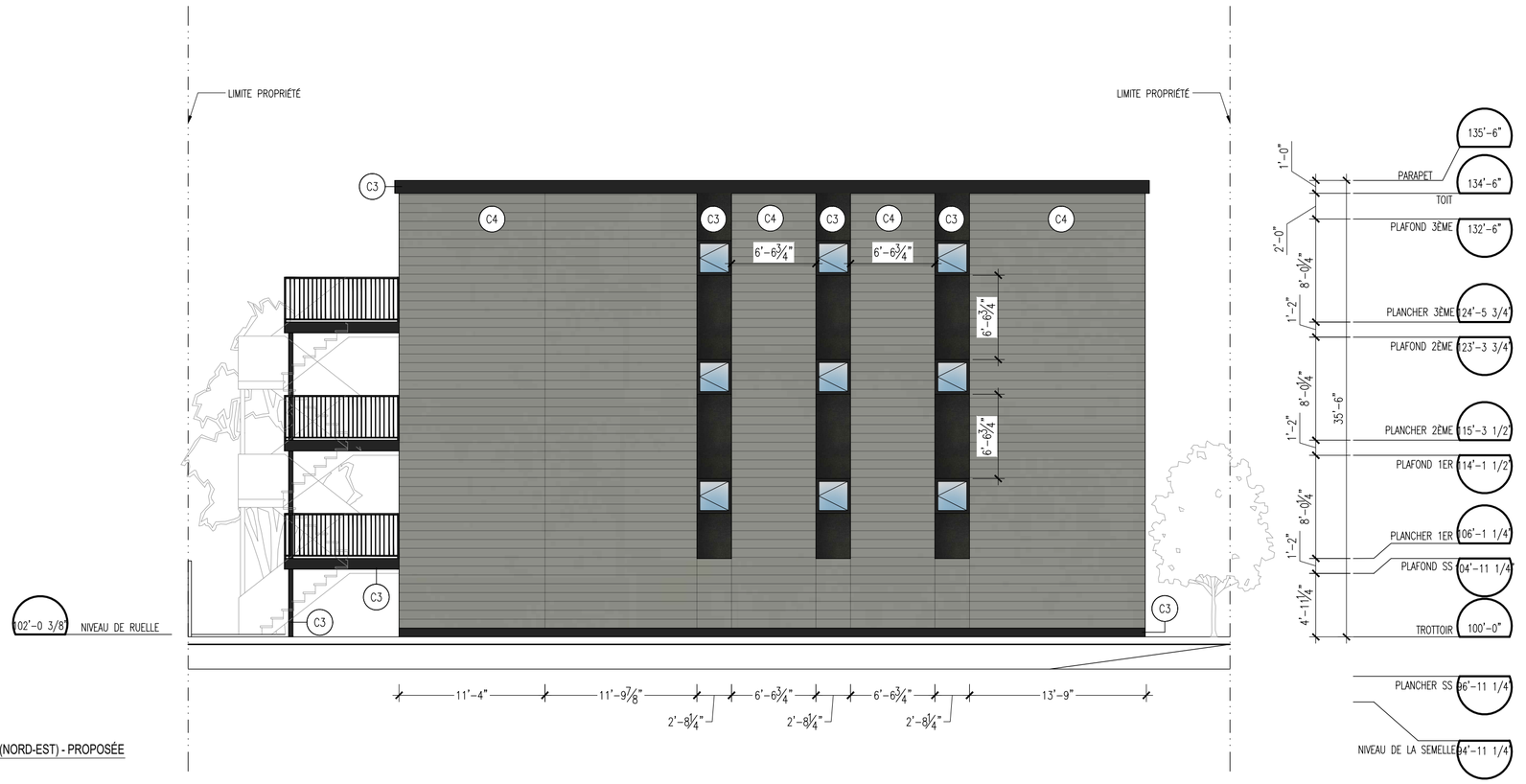
"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier.
Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site.
Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
01	2022-02-18		POUR PERMIS	M.B
00	2021-11-30		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date: 2021-06-04



01 / A31 ÉLÉVATION LATÉRALE GAUCHE (NORD-EST) - PROPOSÉE
ÉCHELLE : 1/8"=1'-0"



02 / A31 ÉLÉVATION LATÉRALE DROITE (SUD-EST) - PROPOSÉE
ÉCHELLE : 1/8"=1'-0"

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 122649503
Date : 23 février 2022

ARCHITECTE
aedifix
ARCHITECTURE
550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

Propriétaire / Owner
M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project
CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS
7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing: ÉLÉVATIONS LATÉRALES GAUCHE & DROITE PROPOSÉES

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by: M.B	Date: 2022-02-18	No de dessin / Drawing no.: A-31
Dessiné par/ Drawn by: Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale: 1/8"=1'-0
Vérifié par/ Verified by: M.B	No de projet/ Project no.: 21070	Révision/ Revision: 01

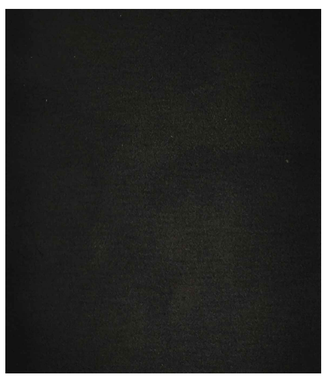




C1 BRIQUE REGENCY BROWN DE BRAMPTON
FINI : VELOUR - COULEUR DE JOINT PAREILLE À BRIQUE
DIMENSION : 3 $\frac{1}{2}$" X 11 $\frac{1}{2}$" X 3 $\frac{1}{2}$"



C2 BLOC DE BÉTON CONTEMPO DE BRAMPTON
FINI : LISSE
COULEUR : ONYX - COULEUR DE JOINT PAREILLE À PIERRE
DIMENSIONS VARIABLES: 2 $\frac{1}{4}$" X 3 $\frac{1}{2}$" X 9 $\frac{1}{2}$" À 7 $\frac{1}{2}$" X 3 $\frac{1}{2}$" X 6 $\frac{1}{4}$"



C3 MAC MÉTAL VERSA
COULEUR : NOIR TITANE



C4 HARDIEPLANK DE JAMES HARDIE
COULEUR : ÉTAIN VIEILLI
FINI : LISSE
DIMENSION : 8.25" x 12'



C5 HARDIEPANEL DE JAMES HARDIE
COULEUR : GRISE FER
FINI : LISSE
DIMENSION : 4' X 10'

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 122649503
Date : 23 février 2022

"TOUS DROITS RÉSERVÉS 2021"
"ALL RIGHTS RESERVED 2021"
AEDIFIX

L'entrepreneur devra vérifier toutes dimensions et conditions au chantier.
Ne pas prendre de dimensions à l'échelle sur les dessins.

Contractor shall verify all dimensions and conditions on the site.
Do not scale off drawings.

No	Date	Par/ By	Révision/ Revision	Vér./ Ver.
01	2022-02-18		POUR PERMIS	M.B
00	2021-11-30		POUR PPCMOI	M.B

Date de création / Creation date : 2021-06-04

ARCHITECTE
aedifix ARCHITECTURE
550 Chemin du Golf, suite #102, Montréal, Qc, H3E-1A8
T. 514-233-4349 www.aedifix.com

Seuls les documents émis pour construction scellés et signés pourront êtres utilisés pour l'exécution des travaux de construction.

This drawing shall not be used for construction purposes unless so indicated and signed and sealed below.

Sceaux / Seals

Ordre des architectes du Québec
A 5066
MOURAD BENDJENNET
ARCHITECTE

CES PLANS N'AUTORISENT PAS LA CONSTRUCTION

Propriétaire / Owner
M.TRISTAN DESJARDINS DROUIN
ET M.SHAWN GUILLEMETTE

Projet/ Project
CONSTRUCTION
DE 12 LOGEMENTS
7995 SHELLEY, MONTRÉAL

Dessin/ Drawing
PLANCHE DES MATÉRIAUX

ARCHITECTURE

Conçu par/ Designed by: M.B	Date: 2022-02-18	No de dessin / Drawing no.: A-90
Dessiné par/ Drawn by: Y.H / H.B.K	Projet Plan S.M./	Echelle/ Scale:
Vérifié par/ Verified by: M.B	No de projet/ Project no.: 21070	Révision/ Revision: 01

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1226495003
Unité administrative responsable : Division de l'urbanisme et des services aux entreprises, Direction du développement du territoire, arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
Projet : *7995, avenue Shelley - PIIA construction neuve*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 7 - «Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable »			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Résultats attendus pour la priorité 7 : Le projet permettra de créer 12 nouveaux logements locatifs visant un marché abordable dans Saint-Michel.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.03

2022/03/08
18:30

Dossier # : 1216495025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP21-14007 à l'effet d'autoriser l'usage E.4(3) « Collège d'enseignement général et professionnel » dans le bâtiment situé au 7260, rue Saint-Urbain en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

1. de recevoir le rapport de la consultation écrite tenue du 5 au 20 janvier 2022;
2. d'adopter le second projet de résolution PP21-14007 à l'effet d'autoriser l'usage E.4(3) « Collège d'enseignement général et professionnel » dans le bâtiment situé au 7260, rue Saint-Urbain en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2022-01-21 14:29

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1216495025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP21-14007 à l'effet d'autoriser l'usage E.4(3) « Collège d'enseignement général et professionnel » dans le bâtiment situé au 7260, rue Saint-Urbain en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

CONTENU

CONTEXTE

Ce sommaire addenda vise le dépôt du rapport de la consultation écrite qui a eu lieu du 5 au 20 janvier 2022.
Aucun commentaire n'a été soumis de la part des citoyens.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève BOUCHER

Conseillère en aménagement

514 872-7932
Tél :
Télécop. : 514 868-4706

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1216495025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter la résolution PP21-14007 à l'effet d'autoriser l'usage E.4(3) « Collège d'enseignement général et professionnel » dans le bâtiment situé au 7260, rue Saint-Urbain en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

Cette pièce jointe Addenda comporte le rapport de la consultation écrite :

Rapport Consultation écrite_7260 Saint-Urbain.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève BOUCHER
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7932
Télécop. : 514 868-4706

Rapport de consultation écrite

Consultation écrite du 5 au 20 janvier 2022 à 16 h 00
7260, rue saint-Urbain

Objet de la demande de de projet particulier (PPCMOI)

Adopter la résolution PP21-14007 à l'effet d'autoriser l'usage E.4(3) « Collège d'enseignement général et professionnel » dans le bâtiment situé au 7260, rue Saint-Urbain en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

Personne-ressource

Geneviève Boucher, conseillère en aménagement, Direction du développement du territoire

Déroulement de la consultation publique

Conformément à l'arrêté ministériel 2021-054 pris par la ministre de la Santé et des Services sociaux le 16 juillet 2021, le projet de résolution a fait l'objet d'une consultation écrite d'une durée de 15 jours :

- du 5 au 22 juin 2022 à 16 h 00 ;
- l'ensemble de la documentation relative à la demande de PPCMOI pour le 7260, rue Saint-Urbain était disponible en ligne à l'adresse internet suivante : https://montreal.ca/vsp à la rubrique « Connaître les consultations en cours » ;
- les citoyens pouvaient transmettre leurs commentaires et leurs questions sur le projet via un formulaire disponible sur la page internet dédiée à la consultation;

ou

- à l'adresse courriel suivante : lyne.deslauriers@montreal.ca

- par la poste à l'adresse suivante :

  Service du greffe
  Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
  405, avenue Ogilvy, bureau 200
  Montréal (Québec) H3N 1M3

Documents disponibles sur le site internet de l'arrondissement

- Avis public
- Présentation détaillée
- Plans du bâtiment proposé
- Grille de zonage C01-149
- Sommaire décisionnel décrivant la demande

Commentaires et questions

Aucune question ou commentaire n'a été soumis par les citoyens sur ce dossier durant la période de consultation écrite.

Préparé par Geneviève Boucher, le 22 janvier 2022

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1216495025**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP21-14007 à l'effet d'autoriser l'usage E.4(3) « Collège d'enseignement général et professionnel » dans le bâtiment situé au 7260, rue Saint-Urbain en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande en vertu du Règlement RCA04-14003 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (P.P.C.M.O.I.) de l'arrondissement est déposée visant à autoriser l'usage institutionnel E.4(3) '' Collège d'enseignement général et professionnel '' dans le bâtiment situé au 7260, rue Saint-Urbain. Le projet, tel que présenté, est dérogatoire aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage 01-283 de l'arrondissement. Ainsi, cette demande est soumise au comité consultatif d'urbanisme pour recommandation ainsi qu'au conseil d'arrondissement pour approbation.
Procédure de remplacement

Cette demande sera traitée conformément à l'arrêté ministériel 2021-054 du 16 juillet 2021. Cet arrêté prévoit une procédure de consultation par écrit de 15 jours en remplacement de l'assemblée publique exigée en vertu des articles 125 et 145.38 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Propriété et Milieu d'insertion
Le bâtiment du 7260 rue Saint-Urbain est un nouveau bâtiment commercial de 6 étages situé dans le secteur d'emploi De Castelnau. Ce pôle d'emploi a été ciblé par l'arrondissement afin d'accueillir des entreprises en nouvelle technologie et en recherche et développement dans le cadre de la mise en oeuvre du PDUES des secteurs Marconi, Alexandra, Atlantic, Beaumont, De Castelneau.

Projet proposé
Le Collège de Bois-de-Boulogne, dans le cadre de l'implantation du programme L'Agora Numérique, occupera la totalité du 2e étage du bâtiment afin d'offrir des cours d'enseignement spécialisés dans les domaines des technologies de l'information, de l'intelligence artificielle et de la créativité numérique. Ce lieu de formation dédié à l'innovation et au développement de talent accueillera à terme 920 étudiants (AEC spécialisés et DEC) et plus de 1300 travailleuses et travailleurs pour l'actualisation et le perfectionnement de leurs compétences. Le programme vise également à aider les nouveaux arrivants et les femmes à accéder à des carrières dans ces domaines. Le secteur De Castelnau est donc le lieu idéal pour accueillir ce type d'école de formation.

La majorité des usages demandés sont conformes à la réglementation de zonage et entrent dans l'usage ''école d'enseignement spécialisé''. L'aménagement des locaux est déjà en cours et l'ouverture est prévue au mois de mars 2022. Seul le volet ''diplôme d'étude collégial (DEC)'' n'est pas conforme aux usages actuellement autorisés dans la zone. Cet usage touche environ 5% de la clientèle visée par le programme puisque les AEC sont des programmes d'enseignement spécialisés.

La demande vise donc l'autorisation d'un projet particulier visant exclusivement l'usage E.4(3) '' Collège d'enseignement général et professionnel '' qui s'ajoutera aux usages déjà autorisés dans les locaux.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à cette demande pour les raisons suivantes :

- le secteur De Castelnau vise à regrouper des entreprises dans le domaine des hautes technologies;
- le programme de l,Agora numérique cadre dans la vision du secteur et permettra la formation de travailleurs spécialisés en lien avec les usages visés dans le secteur;
- la majorité des usages effectués par l'Agora numérique sont conforme à la réglementation;
- aucun aménagement supplémentaire ne sera nécessaire pour accueillir l'usage E.4(3) '' Collège d'enseignement général et professionnel '';
- le nouvel usage aura peu d'impact sur l'achalandage global puisqu'il représente seulement 5% de la clientèle visée.

Toutefois, la Direction est d'avis que les conditions suivantes devraient être respectées dans le cadre de la présente autorisation :

- l'usage E.4(3) '' Collège d'enseignement général et professionnel '' est autorisé seulement au 2e étage du bâtiment et doit être complémentaire à l'usage ''école d'enseignement spécialisé;
- la demande de certificat d'occupation doit être déposée dans les 24 mois suivant la présente autorisation.

Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement
Ce projet est lié aux politiques en développement social notamment en améliorant l'accès au marché du travail dans des emplois de qualité pour les femmes et les nouveaux arrivants.

Lors de sa séance du 8 décembre, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable par rapport à la demande, et ce, aux conditions proposées par la Direction.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Valeur approximative des travaux : 395 491$
Frais d'étude de la demande de P.P.C.M.O.I. : 5 100$
Investissements gouvernementaux: 20,8 million $

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des engagements en matière d'inclusion, d'équité ou d'accessibilité universelle, par le résultat attendu suivant :

- améliorer l'insertion dans le milieu du travail pour les femmes et les personnes issues de l'Immigration dans les domaines des technologies de l'Information, de l'intelligence artificielle et de la création numérique.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report de l'adoption du premier projet de résolution aura pour effet de repousser l'intégration du programme de DEC dans les locaux après l'ouverture de l'Agora numérique prévu en mars 2022.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En vertu des articles 125 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* , un projet de résolution adopté en vertu d'un règlement sur les P.P.C.M.O.I. doit faire l'objet d'une assemblée publique de consultation. Or, en vertu de l'arrêté ministériel 2021-054 du 16 juillet 2021, les consultations publiques peuvent être remplacées par une consultation écrite de 15 jours.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Affichage de la demande sur la propriété visée
Avis public annonçant la consultation écrite
Avis public annonçant la période d'approbation référendaire

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du premier projet de résolution
Consultation écrite d'une durée de 15 jours
Diffusion du rapport de la consultation écrite
Adoption du 2^{e} projet de résolution
Période de signature des demandes d'approbation référendaire
Adoption de la résolution

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève BOUCHER
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7932
Télécop. : 514 868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2021-11-25

Jocelyn JOBIDON
Directeur du développement du territoire

Tél : 514 868-3450
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1216495025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter la résolution PP21-14007 à l'effet d'autoriser l'usage E.4(3) « Collège d'enseignement général et professionnel » dans le bâtiment situé au 7260, rue Saint-Urbain en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).



présentation Agora numérique _ Ville de Montréal _20211014.pdf



Grille-GDD-Mtl-2030-7260 St-Urbain.pdf



PV_CCU_2021-12-08 - extrait.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève BOUCHER
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7932
Télécop. : 514 868-4706



Agora numérique

Septembre 2021

COLLÈGE DE BOIS-DE-BOULOGNE

Titre du projet :	Agora numérique	
Nom du porteur :	Pascale Sirard, directrice générale	pascale.sirard@bdeb.qc.ca
Nom du chargé de projet :	Simon Delamarre, directeur de la formation continue et des services aux entreprises	simon.delamarre@bdeb.qc.ca
Nom de la responsable des services administratifs :	Hélène Gingras, directrice des services administratifs	helene.gingras@bdeb.qc.ca

1. Description du projet

Le Collège de Bois-de-Boulogne souhaite créer un nouvel espace dédié à l'innovation et au développement des talents pour les secteurs des technologies de l'information, de l'intelligence artificielle et de la créativité numérique. Haut lieu de la formation continue, technique et intensive, à Montréal, l'Agora numérique formera annuellement plus de **920 nouveaux étudiantes et étudiants adultes en plus d'accueillir plus de 1300 travailleuses et travailleurs** pour l'actualisation et le perfectionnement de leurs compétences.

Réel concentrateur d'innovation, l'Agora a comme mission de favoriser la synergie et l'arrimage entre les étudiants, les enseignants, les employeurs et les chercheurs en misant sur :

- La formation d'une main-d'œuvre qualifiée répondant aux importants besoins des entreprises du Grand Montréal, du Québec et du Canada;
- L'intégration efficace des personnes issues de l'immigration et des femmes dans les carrières en technologies de l'information;
- Le rehaussement et la requalification de travailleuses et de travailleurs;
- L'innovation, la recherche et le développement technologique pour des secteurs émergents présentant un avantage concurrentiel critique, notamment en intelligence numérique;
- La concertation des partenaires publics et privés pour assurer une meilleure adéquation formation-emploi.

Le projet est une **réponse rapide et structurante aux grands besoins de main d'œuvre** dans les domaines des TI, de l'intelligence artificielle et de la créativité numérique. Il est un outil puissant de développement social et économique pour la région de Montréal et le Québec pour une reprise économique inclusive et pérenne.

2. Caractéristiques techniques du projet – le lieu physique

Le projet vise la **location et l'adaptation d'un espace existant** pour accueillir l'Agora. Quelques caractéristiques clés :

- Espace de 17 337 pi^2 aménagé sur mesure dans un bâtiment existant, accessible de jour, de soir et de fin de semaine;
- Emplacement situé près des zones principales de résidence de nos étudiants et facilement accessible en transports en commun[1];
- **12 laboratoires d'enseignement des technologies numériques**, adaptés pour la formation à distance, hybride[2], et « comodale[3] » ;
- **1 espace collaboratif** (aménagement « flex »);
- Bureaux d'enseignants et de membres du personnel associés à l'Agora;
- Espaces dédiés à l'innovation et à la recherche en collaboration, notamment, avec JACOBB, centre de recherche appliquée en IA[4];
- Espaces communs : salles de réunion, lieux d'étude, aire de repas et détente

Autres caractéristiques visées :

- Système central de ventilation et de climatisation
- Bâtiment avec certification LEED

Capacité d'accueil :

- Environ 40 groupes à temps complet, de jour (800 étudiants)
  - 8 groupes à distance (aucun espace requis, 2 petites salles flexibles pour enseignants) (0 laboratoire)
  - 20 groupes en mode hybride (environ 40% de l'enseignement en présentiel, occupation de 24% un laboratoire informatique) (5 laboratoires)
  - 12 groupes en présentiel (1 groupe en présentiel occupe à 60% un laboratoire informatique) (7 laboratoires)
- Environ 5 groupes à temps partiel, de soir (125 étudiants)
- Environ 100 groupes de travailleurs à temps partiel, de soir et de week-end (1300 travailleurs)

[1] Le site choisi pour accueillir l'Agora est situé au 7260 Saint-Urbain à Montréal. Lieu principal de résidence des étudiants de la formation continue du Collège de Bois-de-Boulogne : Ahuntsic-Cartierville, Saint-Laurent, Laval, Villeray-St-Michel-Parc Extension, Montréal-Nord).
[2] Alternance entre la formation en présentiel et à distance, selon les modalités définies par le Collège.
[3] Mode au choix de l'étudiant, défini par celui-ci sur une base hebdomadaire
[4] JACOBB est un Centre collégial de transfert en technologie (CCTT) fondé par le Collège de Bois-de-Boulogne. Il a pour mission d'accélérer la progression économique et sociale par l'innovation responsable, le partage de connaissances et l'expertise pragmatique en intelligence artificielle. www.jacobb.ai

3. L'offre de formation créditée à l'Agora numérique

Valorisant la carte de programmes d'études techniques en technologies de l'information la plus étendue au Québec, alignée à certaines des professions les plus en demande, **l'Agora permettra de répondre aux besoins urgents des employeurs**.

Programmes menant à un diplôme d'études collégiales (DEC) :

- Techniques de l'informatique, profil génie logiciel (DEC accéléré) 420.B0
- Techniques de l'informatique, profil infrastructure et sécurité (DEC accéléré) 420.B0
- Techniques de l'informatique, profil Programmation de jeux vidéo (DEC accéléré) 420.B0
- Techniques d'intégration multimédia (DEC accéléré) 582.A1
- Techniques d'animation 3D et synthèse d'images (DEC accéléré) 574.B0

Programmes menant à une attestation d'études collégiales (AEC) :

- Analyste programmeur LEA.0C
- Concepteur de bases de données LEA.1U
- Programmeur de jeux vidéo LEA.C7
- Infrastructure informatique et cybersécurité LEA.3D
- Spécialiste en qualité logicielle LEA.BM
- Spécialiste en Internet des objets LEA.CT
- Spécialiste en mégadonnées et intelligence d'affaires LEA.CO
- Spécialisation technique en intelligence artificielle LEA.D1
- Modélisation et animation 3D NTL.OK
- Stratégies et animation de réseaux sociaux NWY.1L

Offre de perfectionnement non créditée :

- Automatisation de tests en qualité du logiciel
- Gestion et traitement des données massives
- Big Data - Visualisation (reporting) et prédiction
- Blockchain
- Deep Learning et intelligence artificielle
- Développement de solution Cloud - Salesforce
- ETL-Extraire des données Microsoft BI
- Intelligence artificielle appliquée
- Internet des objets (IoT) - objets connectés, déploiement de solutions et applications
- Java - Programmation orientée objet et interface BD MySQL
- Java-EE - Architecture MVC
- Javascript
- Langage Python - Programmation orientée objet
- Langage R
- Linux - Système d'exploitation
- Linux Shell
- NoSQL avec MongoDB
- Optimiser le référencement Web dans les moteurs de recherche
- Oracle Database 11g - administration et programmation
- Sciences des données (datascience)
- Spark pour le traitement de données massives
- Ubuntu - Système d'exploitation
- White Hat Hacking et sécurité Cloud

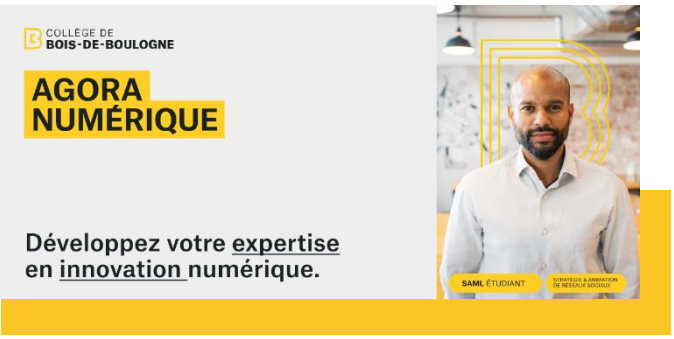
4. Population étudiante projetée

L'Agora numérique accueillera, à sa cinquième année d'implantation (2025-2026), plus de **920 étudiantes et étudiants adultes** inscrits dans un programme technique et intensif. Annuellement, ces nouvelles installations et infrastructures permettront de former plus de **1300** travailleuses et travailleurs pour l'actualisation et le perfectionnement de leurs compétences. L'identité nominale du lieu, l'« Agora », suggère *un espace public de rassemblement social, politique et mercantile de la cité, le rendez-vous où l'on se promène, où l'on apprend les nouvelles, où se forment les courants d'opinion*. Ainsi, ancré dans les réalités de sa communauté et ciblant de manière prioritaire les personnes issues d'une immigration récente ainsi que les femmes, l'Agora se voudra un lieu :

- accueillant, bienveillant, ouvert sur le monde;
- d'échanges et de conversations, entre pairs, où on se sent pris au sérieux, reconnu;
- où on partage un repas dans une ambiance familiale;
- où on s'intéresse à l'actualité montréalaise ou de son quartier;
- où on écoute de la musique du monde, où on partage ses goûts;
- connecté au marché du travail;
- à la fois physique et virtuel.

Projection de la population étudiante adulte à l'Agora numérique :

Population étudiante	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026
Étudiant(e)s DEC ou AEC – temps complet	610	659	711	768	830
Étudiant(e)s DEC ou AEC – temps partiel	67	73	79	85	92
Travailleurs / travailleuses en perfectionnement	898	987	1 086	1 195	1 314
Sous-total :	**1 575**	**1 719**	**1 876**	**2 048**	**2 236**



5. Soutien financier au ministère québécois du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

(annonce officielle à venir - 25 octobre 2021)

Soutien financier demandé	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026
Attestations d'études collégiales (AEC) Services Québec de l'Île-de-Montréal	2 857 772 $	3 029 238 $	3 210 993 $	3 403 652 $	3 607 871 $
Activités de perfectionnement non créditée à temps partiel Services Québec de l'Île-de-Montréal	462 800 $	471 700 $	480 600 $	498 400 $	507 300 $
Total :	**3 320 572 $**	**3 500 938 $**	**3 691 593 $**	**3 902 052 $**	**4 115 171 $**

6. Demande de soutien financier au ministère québécois de l'Enseignement supérieur

(annonce officielle à venir - 25 octobre 2021)

Soutien financier demandé	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026
Installations et fonctionnement	238 630 $	238 630 $	238 630 $	238 630 $	238 630 $
(% des frais liés aux installations et au fonctionnement)	11,46 %	24,58 %	23,48 %	23,20 %	22,92 %
Diplômes d'études collégiales (DEC)	356 654 $	385 187 $	416 002 $	449 282 $	485 225 $
Attestations d'études collégiales (AEC) - enveloppe régionale	928 601 $	947 173 $	966 116 $	985 439 $	1 005 147 $
Attestations d'études collégiales (AEC) - financement supplémentaire liés aux priorités nationales	1 141 914 $	1 233 267 $	1 331 928 $	1 438 483 $	1 553 561 $
Total :	**2 665 799 $**	**2 804 257 $**	**2 952 676 $**	**3 111 834 $**	**3 282 563 $**

7. Contribution du Collège de Bois-de-Boulogne

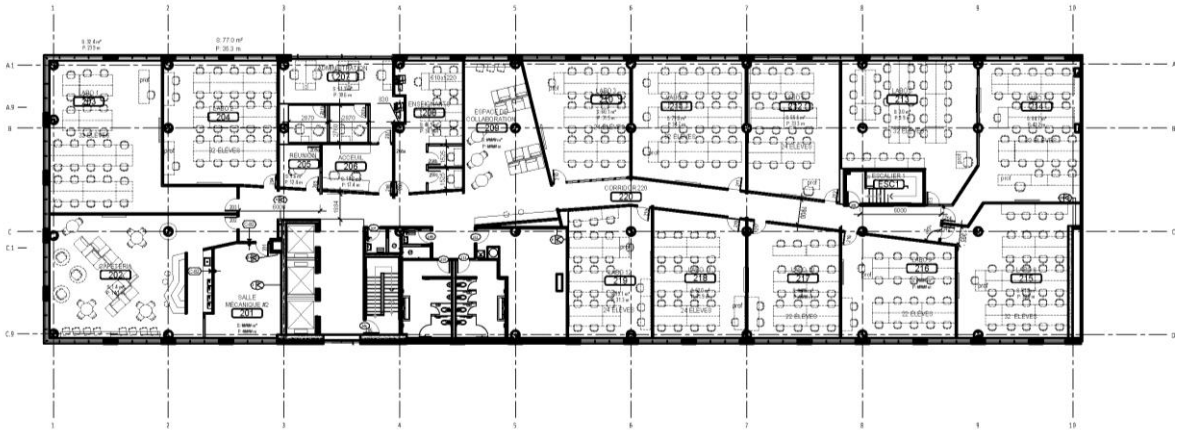
Contribution du Collège de Bois-de-Boulogne - installations et fonctionnement[5] (% des frais liés aux installations et au fonctionnement)	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026
	1 526 953 $	**732 113 $**	**777 871 $**	**789 789 $**	**802 606 $**

[5] Frais liés aux installations et au fonctionnement, excluant les salaires.

Annexe 1 - Détail des installations et plan d'aménagement

Vocation	Descriptif (approximations)	Superficie prévue (plan d'aménagement préliminaire)
Espaces dédiés à l'enseignement	• 6 laboratoires d'enseignement des technologies numériques d'environ 842 pi² • 6 laboratoires d'enseignement des technologies numériques d'environ 720 pi² • 1 espace collaboratif d'environ 650 pi²	9 662 pi²
Bureaux administratifs	• Bureaux d'enseignants pouvant accueillir 14 enseignants • Bureaux pour autres membres du personnel associés à l'Agora numérique pouvant accueillir 7 employés • 1 espace dédié aux activités de recherche appliquée	893 pi²
Espaces d'étude et aire de repas	• 1 salle d'étude / services alimentaires	1 448 pi²
Autre	• Espaces de circulation, ascenseurs, rangement, accueil et blocs sanitaires	5 334 pi²
	Total :	**17 337 pi²**

Plan d'aménagement (version préliminaire) :



Annexe 2 - Site identifié pour accueillir l'Agora numérique

Le *Millwork*, une collaboration entre Mondev et Collier International.	
Capacité d'accueil confirmée par le propriétaire. Avantages liés à la localisation : • situé à la jonction des quartiers du Mile-Ex, Parc-Extension et Villeray; • accessible en transport en commun (ligne bleue du métro de Montréal et station de train Parc (lignes Saint-Jérôme, Deux-Montagnes et Mascouche); • à proximité du pavillon principal du Collège de Bois-de-Boulogne et du campus MIL de l'Université de Montréal[6]; • à proximité de nombreux employeurs du secteur des technologies de l'information, de l'intelligence artificielle et de la créativité numérique.	     

[6] L'Université de Montréal compte aménager dans les prochaines années deux nouvelles ailes pour accueillir les départements de mathématiques et statistique et d'informatique et recherche opérationnelle.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier :
Unité administrative responsable : Division de l'urbanisme et des services aux entreprises, Direction du développement du territoire, arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
Projet : *7260, rue Saint-Urbain - PPCMOI d'usage*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 4 : « Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité »

Priorité 8 : «Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous »

Priorité 14 : « Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité »

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Résultats attendus pour la priorité 4 : Échanges entre les entreprises locales et le centre de formation pour la formation d'emploi spécialisés en créativité numérique et en haute technologie pouvant permettre le développement des technologies vertes.

Résultats attendus pour la priorité 8 : Amélioration de l'entrée sur le marché du travail pour les femmes et les personnes issues de l'immigration dans le domaine des technologies numériques.

Résultats attendus pour la priorité 14 : Permettre aux entreprises locales d'avoir accès à de la formation de qualité dans les

domaines de l'innovation et création numérique pour les aider à améliorer leur compétence dans ces niveaux.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	X		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 14 décembre 2021	Résolution: CA21 14 0369

Adopter le premier projet de résolution PP21-14007 à l'effet d'autoriser l'usage E.4(3) « Collège d'enseignement général et professionnel » dans le bâtiment situé au 7260, rue Saint-Urbain en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Sylvain OUELLET

et résolu :

d'adopter le premier projet de résolution PP21-14007 à l'effet d'autoriser l'usage E.4(3) « Collège d'enseignement général et professionnel » dans le bâtiment situé au 7260, rue Saint-Urbain en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283), aux conditions suivantes :

- l'usage E.4(3) « Collège d'enseignement général et professionnel » est autorisé seulement au 2e étage du bâtiment et doit être complémentaire à l'usage « école d'enseignement spécialisé »;

- la présente autorisation sera nulle et sans effet si la demande de certificat d'autorisation n'est pas déposée dans les 24 mois suivant son entrée en vigueur.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Adopté à l'unanimité.

40.12 1216495025

Laurence LAVIGNE LALONDE
_____
Mairesse d'arrondissement

Lyne DESLAURIERS
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 23 décembre 2021

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 1er février 2022	Résolution: CA22 14 0029

Adopter le second projet de résolution PP21-14007 à l'effet d'autoriser l'usage E.4(3) « Collège d'enseignement général et professionnel » dans le bâtiment situé au 7260, rue Saint-Urbain en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) et recevoir le rapport de la consultation écrite tenue du 5 au 20 janvier 2022.

CONSIDÉRANT qu'un premier projet de résolution numéro PP21-14007 a été adopté par le conseil d'arrondissement le 14 décembre 2021 en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

CONSIDÉRANT qu'une consultation écrite s'est tenue du 5 au 20 janvier 2022, dûment convoquée par avis public paru sur le site Internet de l'arrondissement et affiché au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement le 5 janvier 2022;

CONSIDÉRANT que le rapport de la consultation écrite fut reçu par le conseil d'arrondissement à sa séance du 1er février 2022;

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

d'adopter le second projet de résolution PP21-14007 à l'effet d'autoriser l'usage E.4(3) « Collège d'enseignement général et professionnel » dans le bâtiment situé au 7260, rue Saint-Urbain en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, en dérogation aux usages autorisés à la grille des usages et des normes de l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283), aux conditions suivantes :

- l'usage E.4(3) « Collège d'enseignement général et professionnel » est autorisé seulement au 2e étage du bâtiment et doit être complémentaire à l'usage « école d'enseignement spécialisé »;

- la présente autorisation sera nulle et sans effet si la demande de certificat d'autorisation n'est pas déposée dans les 24 mois suivant son entrée en vigueur.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Adopté à l'unanimité.

40.02 1216495025

Laurence LAVIGNE LALONDE
_____
Mairesse d'arrondissement

Lyne DESLAURIERS
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 2 février 2022

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.04

2022/03/08
18:30

Dossier # : 1218053025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP22-14001 à l'effet d'autoriser l'usage spécifique « activité communautaire ou socioculturelle » de la catégorie E.2(1) de la famille Équipements collectifs et institutionnels sur la propriété située au 8305, rue Durocher (lots # 2 248 670 et 2 248 671) en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, malgré la grille des usages et des normes de la zone I01-029 à l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) en ce qui a trait aux catégories d'usages autorisées.

1. de recevoir le rapport de la consultation écrite tenue du 2 au 17 février 2022;

2. d'adopter le second projet de résolution PP22-14001 à l'effet d'autoriser l'usage spécifique « activité communautaire ou socioculturelle » de la catégorie E.2(1) de la famille Équipements collectifs et institutionnels sur la propriété située au 8305, rue Durocher (lots # 2 248 670 et 2 248 671) en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (P.P.C.M.O.I.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, malgré la grille des usages et des normes de la zone I01-029 à l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) en ce qui a trait aux catégories d'usages autorisées, aux conditions suivantes :

- Qu'au moins 30% de la propriété fasse l'objet d'un verdissement;
- Que la présente autorisation soit nulle et sans effet si une demande de certificat d'occupation visant l'usage spécifique « activité communautaire ou socioculturelle » n'est pas ouverte dans les 48 mois suivant son entrée en vigueur;
- Que toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2022-02-23 16:00

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1218053025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP22-14001 à l'effet d'autoriser l'usage spécifique « activité communautaire ou socioculturelle » de la catégorie E.2(1) de la famille Équipements collectifs et institutionnels sur la propriété située au 8305, rue Durocher (lots # 2 248 670 et 2 248 671) en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, malgré la grille des usages et des normes de la zone I01-029 à l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) en ce qui a trait aux catégories d'usages autorisées.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire addenda a pour but de déposer le rapport de la consultation écrite ayant eu lieu du 2 février 2022 à 16 h au 17 février 2022 à 16 h. Conformément à l'arrêté ministériel du 16 juillet 2021 portant le numéro 2021-054 du ministère de la Santé et des Services sociaux, pris en vertu de la Loi sur la santé publique (RLRQ, c. S-2.2), cette consultation écrite a remplacé l'assemblée publique normalement requise dans le cadre d'une autorisation en vertu du *Règlement RCA04-14003 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (P.P.C.M.O.I.) de l'arrondissement.
Aucune question n'a été posée et aucun commentaire n'a été formulé par les citoyens dans le cadre de cette consultation écrite.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mitchell LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

514-868-8716
Tél :
Télécop. : 514-886-4706

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1218053025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter la résolution PP22-14001 à l'effet d'autoriser l'usage spécifique « activité communautaire ou socioculturelle » de la catégorie E.2(1) de la famille Équipements collectifs et institutionnels sur la propriété située au 8305, rue Durocher (lots # 2 248 670 et 2 248 671) en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, malgré la grille des usages et des normes de la zone I01-029 à l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) en ce qui a trait aux catégories d'usages autorisées.

Cette pièce jointe Addenda vise à déposer le rapport de la consultation écrite tenue du 2 au 17 février 2022.



Rapport-consultation-8305-Durocher.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mitchell LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-868-8716
Télécop. : 514-886-4706

Rapport de consultation écrite

Consultation écrite du 2 février 2022 à 16 h au 17 février 2022 à 16 h
8305, rue Durocher

Objet de la demande

Autoriser l'usage spécifique « activité communautaire ou socioculturelle » de la catégorie E.2(1) de la famille Équipements collectifs et institutionnels sur une superficie maximale de 700 mètres carrés sur la propriété située au 8305, rue Durocher en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, malgré la grille des usages et des normes de la zone I01-029 à l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) en ce qui a trait aux catégories d'usages autorisées.

Responsable du dossier

Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement, Division de l'urbanisme et des services aux entreprises, Direction du développement du territoire

Déroulement de la consultation écrite

Conformément à l'arrêté ministériel 2021-054, pris par le ministère de la Santé et des Services sociaux le 16 juillet 2021, la demande a fait l'objet d'une consultation écrite d'une durée de 15 jours du 2 février 2022 à 16 h au 17 février 2022 à 16 h. L'ensemble de la documentation relative à la demande de démolition était disponible en ligne à l'adresse internet suivante : https://montreal.ca/vsp à la rubrique « Connaître les consultations en cours ». Les citoyens pouvaient transmettre leurs commentaires et leurs questions sur le projet via un formulaire disponible sur la page internet dédiée à la consultation.

Les documents suivants étaient disponibles sur la page internet de la consultation :

- Avis public;
- Sommaire décisionnel;
- Grille de zonage;
- Plan de localisation;
- Capture d'écran du système SIGS illustrant les limites cadastrales;
- Extrait du procès verbal du Comité consultatif d'urbanisme du 12 janvier 2022;
- Document de présentation du projet.

La tenue de la consultation a été annoncée par le biais d'un avis public publié sur le site internet de l'arrondissement et d'une affiche installée sur le bâtiment visé. En tout temps, il était possible de rejoindre le responsable du dossier par téléphone.

Le formulaire électronique demandait de la part des répondants les informations suivantes:

- Nom complet
- Adresse
- Adresse courriel
- Numéro de téléphone (facultatif)
- Résidez-vous ou possédez-vous une propriété dans l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension?
- Quelles sont vos questions concernant la démolition ou le programme de réutilisation du sol proposé?
- Avez-vous des commentaires supplémentaires à soumettre au comité de démolition au sujet de cette demande?

Participation à la consultation

Aucun citoyen n’a participé à la consultation écrite.

Commentaires et questions

Aucun commentaire ou question n’a été formulé par des citoyens pendant la consultation écrite, ni par le biais du formulaire électronique ni par les autres moyens de communication disponibles.

Préparé par Mitchell Lavoie le 18 février 2022

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1218053025**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter la résolution PP22-14001 à l'effet d'autoriser l'usage spécifique « activité communautaire ou socioculturelle » de la catégorie E.2(1) de la famille Équipements collectifs et institutionnels sur la propriété située au 8305, rue Durocher (lots # 2 248 670 et 2 248 671) en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, malgré la grille des usages et des normes de la zone I01-029 à l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) en ce qui a trait aux catégories d'usages autorisées.

CONTENU

CONTEXTE

Une demande en vertu du Règlement RCA04-14003 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (P.P.C.M.O.I.) est déposée visant l'autorisation de l'usage spécifique « activité communautaire ou socioculturelle » de la famille Équipements collectifs et institutionnels sur la propriété située au 8305, rue Durocher. La demande est portée par l'organisme à but non lucratif Afrique au féminin qui souhaite y réaliser un projet de maison communautaire. À l'heure actuelle, seuls les usages de la catégorie I.2 - industrie légère sont autorisés sur cette propriété.
En vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I., une telle demande doit faire l'objet d'une évaluation par le comité consultatif d'urbanisme préalablement à l'adoption d'un projet de résolution par le conseil d'arrondissement.

Procédure de remplacement :
Cette demande sera traitée conformément à l'arrêté ministériel du 16 juillet 2021 portant le numéro 2021-054 du ministère de la Santé et des Services sociaux, pris en vertu de la Loi sur la santé publique (RLRQ, c. S-2.2). Cet arrêté prévoit une procédure de consultation par écrit de 15 jours en remplacement de l'assemblée publique exigée en vertu des articles 125 et 145.38 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O

DESCRIPTION

Caractéristiques de la propriété et de son milieu d'insertion
La propriété visée est constituée de deux lots de forme irrégulière situés entre la rue Durocher et la voie ferrée du Canadien Pacifique, à l'intersection de l'avenue D'Anvers. Cette

propriété abrite un petit bâtiment d'un étage datant de 1959 occupé par un laboratoire de photographie depuis au moins 25 ans. L'implantation du bâtiment est dérogatoire, car son mur arrière est implanté sur la limite de l'emprise ferroviaire. Cette dernière comporte néanmoins une zone tampon végétalisée d'une largeur de plus de 6 mètres. La partie non construite du terrain est occupée par un stationnement de surface clôturé. Un arbre public mature est localisé devant ce dernier.

Le milieu d'insertion et caractérisé d'une part par des occupations commerciales, industrielles légères et institutionnels à l'est de la rue Durocher, et par des bâtiments résidentiels de 2 ou 3 étages du côté ouest de cette rue. Alors que le secteur longeant la voie ferrée avait historiquement une vocation commerciale lourde et industrielle, il renferme aujourd'hui une diversité d'activités. Entre autres, l'on y trouve une boulangerie, voisine à la propriété visée, ainsi qu'un fabricant de produits de caoutchouc et deux importants lieux de culte.

Réglementation applicable à la zone I01-029

- Usages prescrits : I.2 - Industrie légère
- Hauteur : 1-3 étages, 7-12,5 mètres
- Mode d'implantation : Isolé, jumelé ou contigu
- Taux d'implantation : Max. 70 %
- Densité : Max. 2,0
- Marge avant principale : 2-4 mètres
- Marge arrière : Min. 3 mètres

Dispositions du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal

- Affectation du sol : Secteur d'activités diversifiées
- Densité de construction : 1 à 4 étages hors sol, taux d'implantation faible ou moyen

Dérogation demandée

Autoriser, sur une superficie maximale de 700 m^2, l'usage spécifique « activité communautaire ou socioculturelle » de la catégorie E.2(1) de la famille Équipements collectifs et institutionnels.

Description du projet

Afrique au féminin est un organisme à but non lucratif dont la mission est de soutenir les femmes immigrantes dans l'amélioration de leurs conditions de vie et de faciliter leur intégration au Québec. Installé dans le quartier Parc-Extension depuis 1990, l'organisme souhaite réaliser un projet de maison communautaire où il pourra améliorer sa prestation de services auprès de la communauté tout en étant sur sa propre propriété. Entre autres, il continuera d'offrir une série de cours dont l'apprentissage du français, une halte-garderie, des services informatiques, du dépannage alimentaire et des sorties socioculturelles.

La présente demande vise strictement l'autorisation de l'usage spécifique « activité communautaire ou socioculturelle » de la famille Équipements collectifs et institutionnels sur la propriété visée. La superficie de plancher totale de l'occupation ne dépasserait pas les 700 m^2. Les plans préliminaires du projet de maison communautaire indiquent qu'il est prévu de recycler et de rénover le bâtiment existant, ainsi que d'y ajouter un étage. De nouvelles ouvertures seraient percées dans la façade et sur les murs latéraux. L'agrandissement en hauteur serait revêtu d'un matériau léger et permettrait l'aménagement d'un toit vert. La cour latérale serait déminéralisée et plantée d'arbres et donnerait lieu à une imposante cour anglaise qui permettrait aux activités situées au sous-sol de déborder à l'extérieur du bâtiment. Une terrasse surélevée serait aménagée en tant qu'aire de jeu pour la halte-garderie. Le bâtiment serait universellement accessible grâce à l'installation d'une plate-

forme élévatrice près de l'entrée principale et à l'ajout d'un ascenseur hydraulique à l'intérieur du bâtiment. Deux unités de stationnement seraient aménagées en tandem dans la cour latérale sud.

Cette autorisation est susceptible d'approbation référendaire, car elle concerne un équipement collectif qui ne sera pas de propriété publique.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à cette demande pour les raisons suivantes :

- Vu sa faible superficie et sa forme irrégulière, la propriété visée est mal adaptée à des usages industriels;
- Les usages commerciaux lourds et industriels sont de moins en moins présents dans ce secteur qui accueille déjà des équipements collectifs et institutionnels;
- Le quartier Parc-Extension présente un déficit de bâtiments et de locaux communautaires;
- Le voisinage immédiat présente peu de risques pour l'usage proposé;
- L'occupation proposée ne nuira pas à la quiétude du voisinage et constituera un atout pour la population locale sur le plan social;
- Dans une perspective de transition écologique, le projet prévoit la déminéralisation d'une surface asphaltée, l'ajout de surfaces de verdissement et la plantation d'arbres;
- L'accessibilité universelle est proposée dans le cadre du projet.

Toutefois, la Direction est d'avis que les conditions suivantes devraient être respectées dans le cadre de la présente autorisation :

- Que la superficie d'un usage spécifique « activité communautaire ou socioculturelle » soit limitée à 700 m^2;
- Qu'au moins 30% de la propriété fasse l'objet d'un verdissement;
- Que la présente autorisation soit nulle et sans effet si une demande de certificat d'occupation visant l'usage spécifique « activité communautaire ou socioculturelle » n'est pas ouverte dans les 48 mois suivant son entrée en vigueur;
- Que toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Lors de sa séance du 12 janvier 2022, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable par rapport à la demande, et ce, aux conditions proposées par la Direction, sauf celle limitant la superficie d'un usage spécifique « activité communautaire ou socioculturelle ». Les membres du comité jugeaient que les contraintes imposées par le règlement de zonage étaient suffisantes pour encadrer la superficie de plancher occupée par l'usage. Ainsi, il est proposé de retirer cette condition.

Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement
L'acceptation du projet est définie uniquement par sa conformité aux critères et règlements afférents. Néanmoins, il s'inscrit dans la priorité de l'arrondissement 2022, soit la transition écologique et le verdissement, notamment par le recyclage d'un bâtiment existant, la déminéralisation d'une surface asphaltée, l'ajout de surfaces de verdissement et la plantation d'arbres. Également, il s'inscrit dans la priorité visant l'amélioration des services aux citoyens,

car l'organisme porteur du projet offre des services et du soutien directement la population de Parc-Extension.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Frais d'étude de la demande d'étude préliminaire : 359 $
Frais d'étude de la demande de P.P.C.M.O.I. : 4 741 $

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 des façons suivantes :

- Priorité 2 : « Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au coeur de la prise de décision » : déminéralisation d'une surface asphaltée, ajout de surfaces de verdissement et plantation d'arbres.
- Priorité 6 : « Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire » : service de dépannage alimentaire maintenu dans le cadre du projet.
- Priorité 8 : « Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous » : renforcement de la mission de l'organisme à titre d'intervenant de première ligne auprès de femmes issues de l'immigration éprouvant des difficultés d'intégration.
- Priorité 9 : « Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire » : permettre à un organisme du quartier Parc-Extension de devenir propriétaire de son propre bâtiment et de pérenniser son offre de services à la population, tout en créant un espace favorisant un sentiment d'appartenance.
- Priorité 14 : « Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité » : organisme proposant un projet novateur et écologique dont les retombées risquent d'être très positives pour le milieu d'insertion.

Ce projet contribue également à l'atteinte des objectifs en ADS+ des façons suivantes :

- Inclusion : Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion.
- Équité : Amélioration de l'équité territoriale en autorisant des activités communautaires sur une propriété où ce type d'usage n'est pas autorisé, alors que le quartier Parc-Extension présente un déficit d'espaces communautaires.
- Accessibilité universelle : Il est proposé de rendre le bâtiment visé universellement accessible.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'offre d'achat de la propriété déposée par l'organisme est conditionnelle à l'adoption d'un premier projet de résolution par le conseil d'arrondissement avant le 22 février 2022.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En vertu des articles 125 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* , un projet de résolution adopté en vertu d'un règlement sur les P.P.C.M.O.I. doit faire l'objet d'une

assemblée publique de consultation. Or, en vertu de l'arrêté ministériel du 16 juillet 2021 portant le numéro 2021-054 du ministère de la Santé et des Services sociaux, pris en vertu de la Loi sur la santé publique (RLRQ, c. S-2.2), les consultations publiques peuvent être remplacées par une consultation écrite de 15 jours.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Affichage de la demande sur la propriété visée

- Avis public annonçant la consultation écrite, conformément à l'arrêté ministériel 2021-054 du 16 juillet 2021, en remplacement de l'assemblée publique de consultation prévue par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme
- Avis public annonçant la période d'approbation référendaire

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du projet de résolution

- Consultation écrite d'une durée de 15 jours
- Diffusion du rapport de la consultation écrite
- Adoption du 2e projet de résolution
- Période de signature des demandes d'approbation référendaire
- Adoption de la résolution

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2022-01-06
Mitchell LAVOIE	Eric GOSSET	

Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-868-8716
Télécop. : 514-868-4706

Chef de division urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-354-1236
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1218053025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter la résolution PP22-14001 à l'effet d'autoriser l'usage spécifique « activité communautaire ou socioculturelle » de la catégorie E.2(1) de la famille Équipements collectifs et institutionnels sur la propriété située au 8305, rue Durocher (lots # 2 248 670 et 2 248 671) en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, malgré la grille des usages et des normes de la zone I01-029 à l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) en ce qui a trait aux catégories d'usages autorisées.

Localisation.pdf


Extrait-SIGS.JPG

Zonage-I01-029.pdf

Critères-PPCMOI.pdf

Mtl2030-8305Durocher.pdf

Extrait_PV_CCU_2022-01-12.pdf

2021-12-23-Plans-archi-prelim.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mitchell LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-868-8716
Télécop. : 514-868-4706

5.5 PPCMOI : 8305, rue Durocher	
Présenté par	**Invités**
Mitchell Lavoie Conseiller en aménagement	Aucun

Objet

Adopter la résolution PP22-14001 à l'effet d'autoriser l'usage spécifique « activité communautaire ou socioculturelle » de la catégorie E.2(1) de la famille Équipements collectifs et institutionnels sur la propriété située au 8305, rue Durocher (lots # 2 248 670 et 2 248 671) en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, malgré la grille des usages et des normes de la zone I01-029 à l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) en ce qui a trait aux catégories d'usages autorisées.

Commentaires

Les commentaires ont porté sur :

- l'organisme Afrique au féminin et les raisons pour lesquelles il veut déménager ses locaux à cet endroit;
- le déficit d'espaces communautaires dans Parc-Extension, surtout dans la partie nord du quartier, ainsi que les travaux de rénovation à venir au complexe William-Hingston qui exigent la relocalisation de plusieurs organismes;
- le fait que la présente demande concerne strictement l'occupation du bâtiment et que si les requérants décident de réaliser un agrandissement ou une nouvelle construction, ils devront présenter le projet au CCU en vertu du Règlement sur les P.I.I.A.;
- la non-pertinence de limiter la superficie de l'usage dans les conditions du PPCMOI, et ce, considérant les contraintes imposées au zonage;
- le statut de propriété de la partie de l'ancienne emprise de l'avenue d'Anvers prévu pour des espaces de stationnement.

CCU22-01-12-PPCMOI01	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

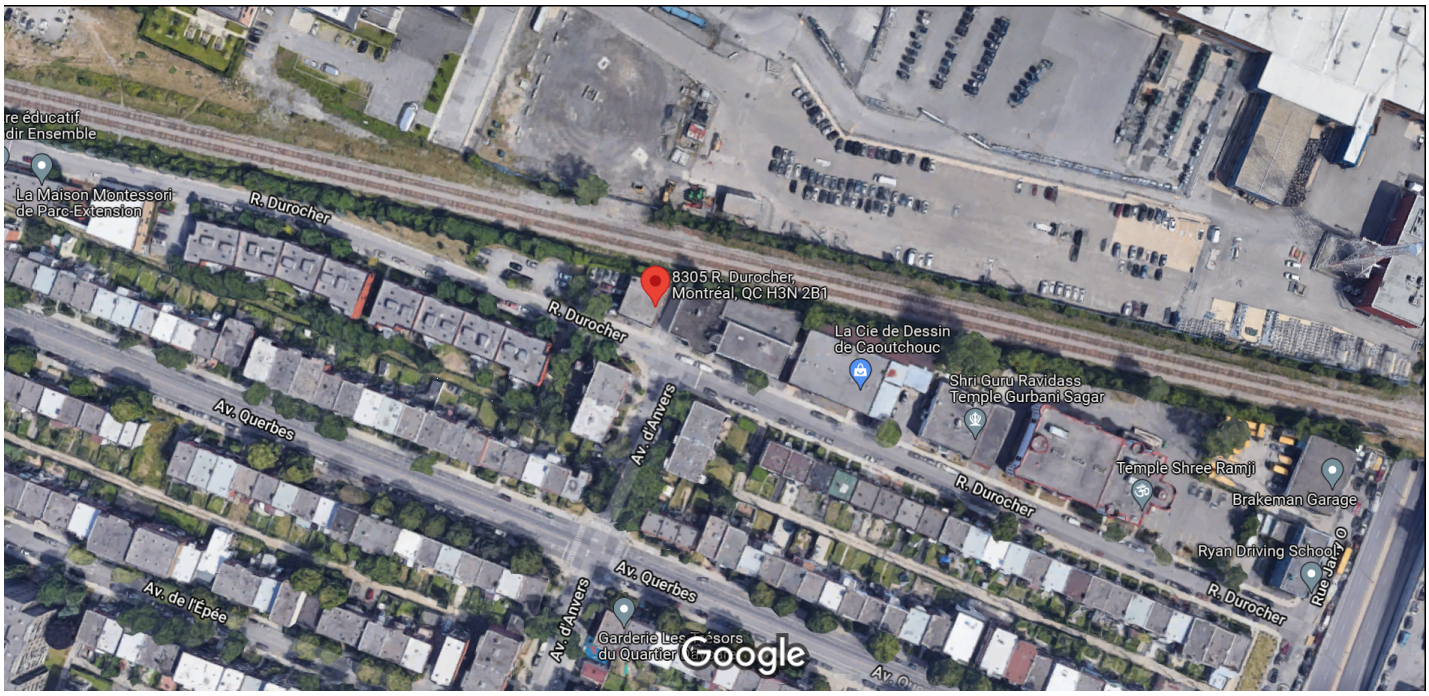
L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée, aux conditions suivantes :

- qu'au moins 30% de la propriété fasse l'objet d'un verdissement;
- que la présente autorisation soit nulle et sans effet si une demande de certificat d'occupation visant l'usage spécifique « activité communautaire ou socioculturelle » n'est pas ouverte dans les 48 mois suivant son entrée en vigueur;
- que toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Il est proposé par Véronique Lamarre

Google Maps 8305 R. Durocher



Images ©2022 Google, Images ©2022 Maxar Technologies, Données cartographiques ©2022 20 m



8305 R. Durocher

Montréal, QC H3N 2B1
Bâtiment de complexe

Itinéraires Enregistrer À proximité Envoyer vers votre téléphone Partager

Photos

Afrique au Féminin

22.12. 2021

ce dossier & les plans qu'il contient
ne peuvent être utilisé à des fins de
soumission ou de construction

AFRIQUE AU FEMININ
7000, Avenue du Parc, suite 106-107
Montréal (Québec), H3N 1X1
(514)272-3274

CONSULTANT
Coop Interface
Eric Steedman
eric@metaconsult.ca
(514)238-5416

REPRESENTANT
Rose NDJEL
Directrice Générale
administration@afriqueaufeminin.org

organisme sans but lucratif (OSBL)

DESCRIPTION DU PROJET

La nouvelle maison d'Afrique au féminin favorisera considérablement l'impact fondamental de l'organisation et les activités qui soutiennent une population locale marginalisée.

Pour mieux servir la communauté et favoriser l'intégration des immigrants nouvellement arrivés, **Afrique au féminin** profitera de ses nouveaux espaces pour offrir **sa banque alimentaire, une halte-garderie, des cours de français, des interventions, des ateliers pédagogiques et autres services de soutien**.

Le projet comprend d'importantes **valorisations et rénovations** du bâtiment, notamment l'agrandissement de la superficie au sol par l'ajout d'un étage.

La vision est de maximiser le caractère fonctionnel des volumes intérieurs, de même que de convertir l'espace extérieur en un havre de verdure, dans une zone reconnue comme îlot de chaleur.

Quelques uns des atouts du projet

+ **un impact social** & communautaire indéniable sur l'expérience offerte à la population soutenue par **Afrique au féminin**

+ **des espaces généreux** accessibles par de nouvelles entrées distinctes et **une fenestration significative** afin d'accueillir et éclairer une grande diversité d'activités

+ **une terrasse extérieure** de style "*jardin anglais*"

+ un design d'intérieur **pertinent, innovant et hautement fonctionnel**

+ de nouvelles fenêtres, portes, maçonnerie et isolation supérieure rejoignant les **standards de développement durable et d'écoconstruction**

+ **un toit végétalisé, réduisant le gain thermique en été et augmentant le facteur isolant en hiver**, et accessible par ascenseur, promesse de nouvelles activités '*vertes*'

+ tous les espaces intérieurs **universellement accessibles**

+ des systèmes de ventilation, chauffage & climatisation à **haute efficacité**

+ la transformation de toutes les zones actuellement pavées en **espaces verts et potagers**

Nota bene

A ce stade d'étude préliminaire du projet, matériaux, volumes & dessins ne sont en rien arrêtés. Ainsi, les visuels ne sont qu'une interprétation esthétique de la vision du projet.

TAUX D'IMPLANTATION

Superficie bâtie	2058 pi ²
Superficie du terrain	5939 pi ²
Taux d'implantation bâti	34.65 %

TAUX D'OUVERTURE PROJETE

Façade Est	23.15 %
Façade Sud	15.16 %
Façade Ouest	33.27 %
Façade Nord	00.00 %

POURCENTAGE DE DEMOLITION

Pourcentage de démolition découlant de l'intervention proposée	28,59 %

MATERIAUX PRECONISES

Façades existantes	à l'identique, brique
Façades de l'agrandissement	parement métallique

INDEX DES PAGES

A4.1 implantation _ état existant
A4.2 implantation _ état projeté
A1.1 sous-sol semi-enterré __ espaces communautaires
A1.2 1er étage __ halte-garderie + salle de réunion
A1.3 nouvel étage __ espaces administratifs
A1.4 toit __ terrasse végétalisée
A2.1 façades
A9.1 simulation état projeté _ rendus 3D

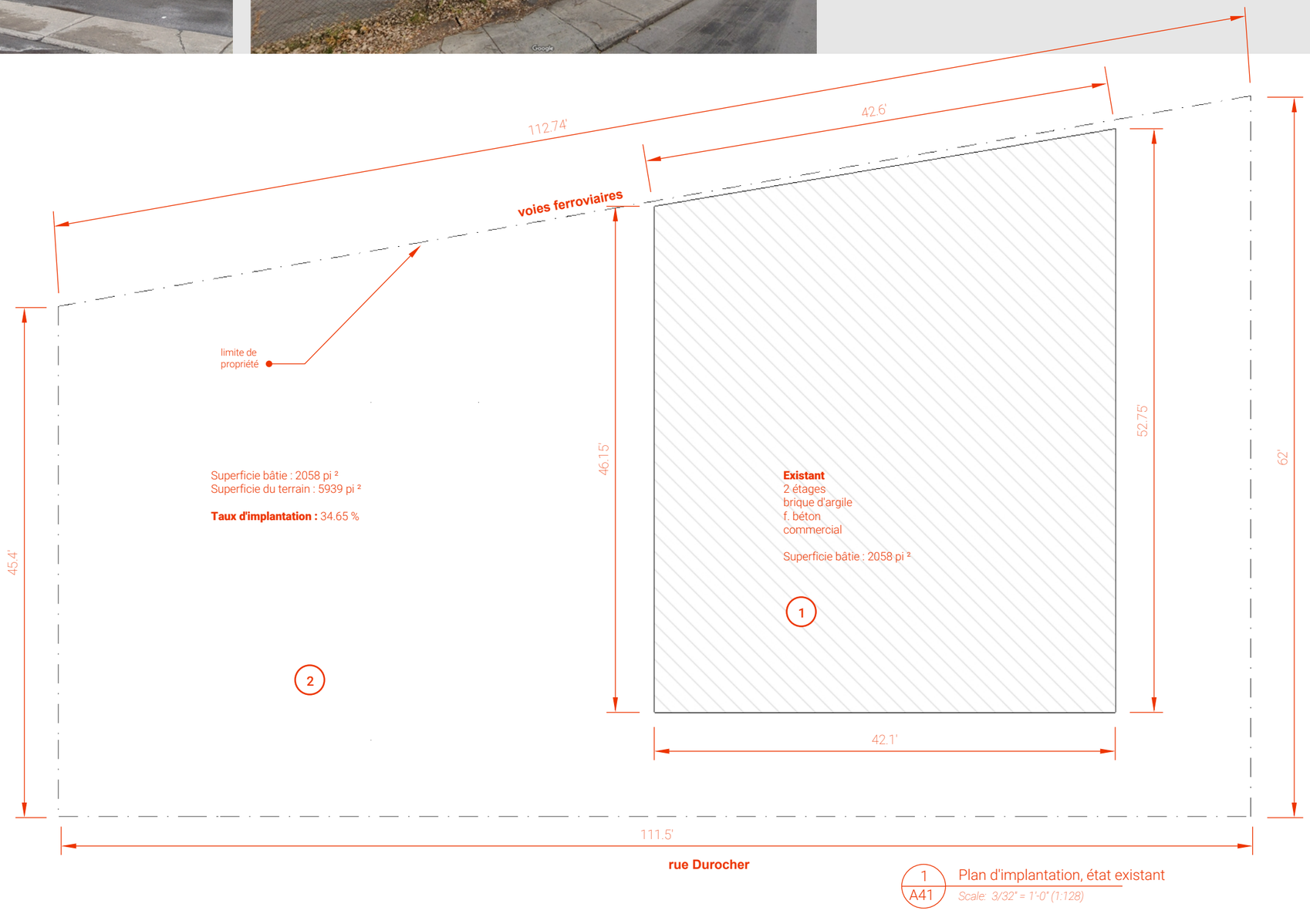
Afrique au Féminin

organisme sans but lucratif (OSBL)

Afrique au Féminin







légende

1. superficie bâtie
2. superficie non bâtie

1 / A41 Plan d'implantation, état existant

Scale: 3/32" = 1'-0" (1:128)

Afrique au Féminin

organisme sans but lucratif (OSBL)

projet — Afrique au féminin

adresse du projet

8305 rue Durocher
Montréal, QC H3N 2B1

remarques

afin d'alléger plans & visuels 3D, certains garde-corps & éléments sécuritaires ont été volontairement retirés des dessins

ce document & plans ne peuvent être utilisés à des fins de soumission ou de construction

nord du projet

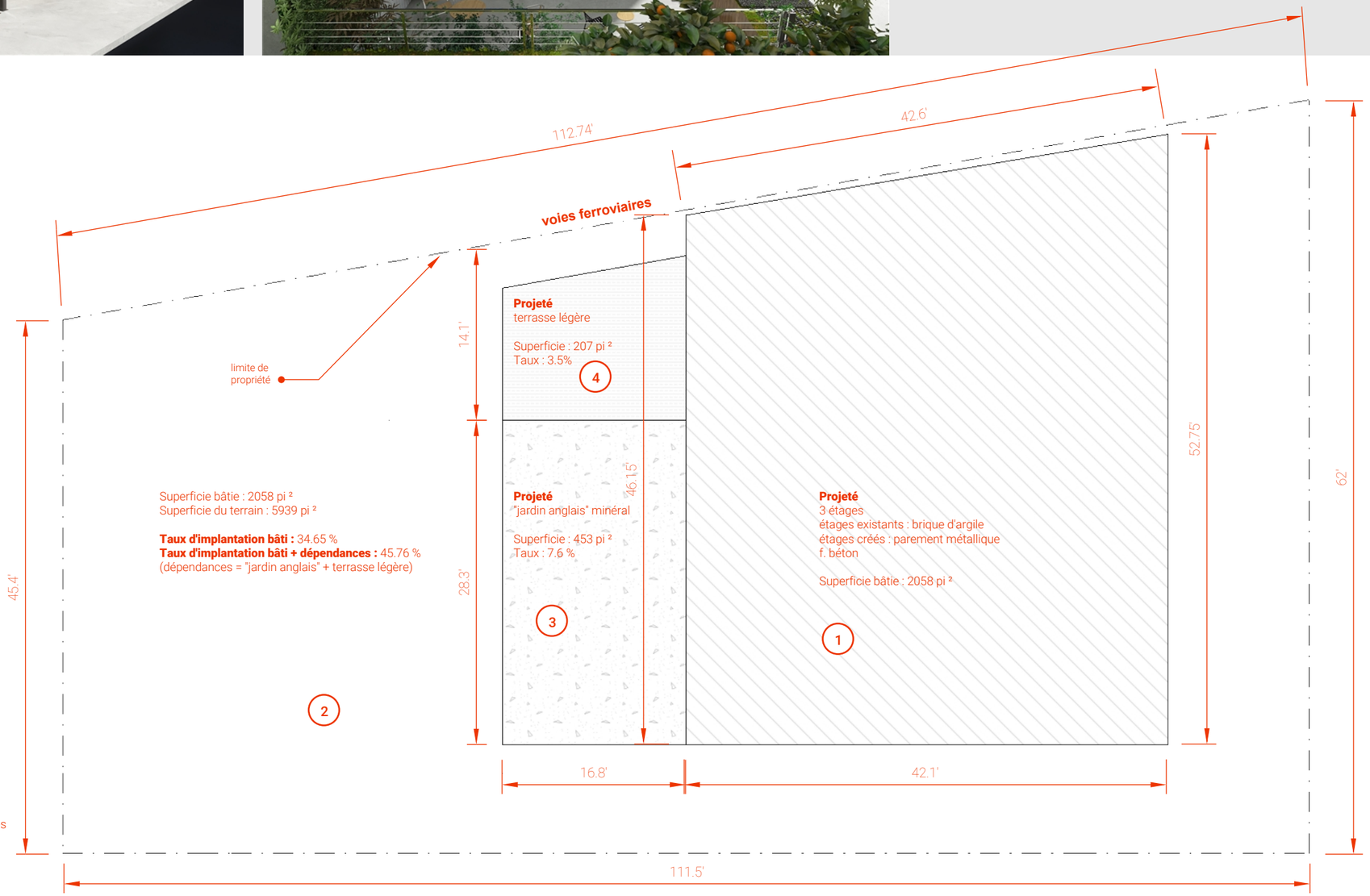
échelle — 3/32" = 1'-0" (1:128)

implantation
état existant

A4.1







légende

1. superficie bâtie
2. superficie non bâtie, végétalisée
3. "jardin anglais", terrasse minérale
   accès par le sous-sol // espaces communautaires
4. terrasse légère
   accès dédié à la garderie // 1er étage

1 / A42 Plan d'implantation, état projeté

Scale: 3/32" = 1'-0" (1:128)

Afrique au Féminin
organisme sans but lucratif (OSBL)

projet Afrique au féminin

adresse du projet
8305 rue Durocher
Montréal, QC H3N 2B1

remarques

afin d'alléger plans & visuels 3D, certains garde-corps & éléments sécuritaires ont été volontairement retirés des dessins

ce document & plans ne peuvent être utilisés à des fins de soumission ou de construction

nord du projet

échelle 3/32" = 1'-0" (1:128)

implantation
état projeté

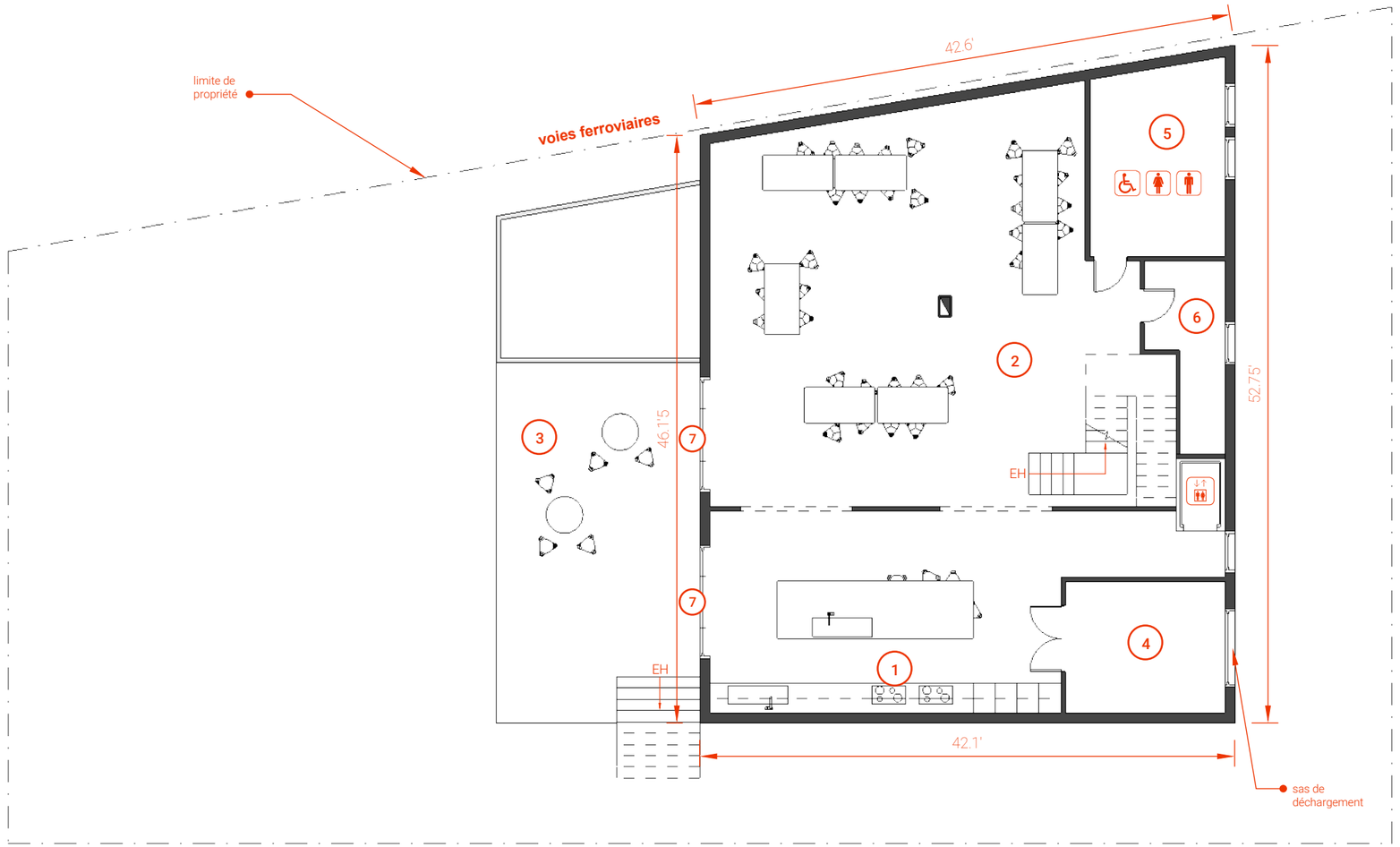
A4.2



1



2



rue Durocher

légende

1. cuisine communautaire
2. salle communautaire
3. jardin anglais / terrasse minérale
4. garde-manger
5. salles de bain
6. salle de stockage
7. accès espaces communautaires

1 / A11 Plan : sous-sol semi enterré // espaces communautaires

Scale: 3/32" = 1'-0" (1:128)

Afrique au Féminin

organisme sans but lucratif (OSBL)

projet — Afrique au féminin

adresse du projet

8305 rue Durocher
Montréal, QC H3N 2B1

remarques

afin d'alléger plans & visuels 3D, certains garde-corps & éléments sécuritaires ont été volontairement retirés des dessins

ce document & plans ne peuvent être utilisés à des fins de soumission ou de construction

nord du projet

échelle — 3/32" = 1'-0" (1:128)

sous-sol semi-enterré
espaces communautaires

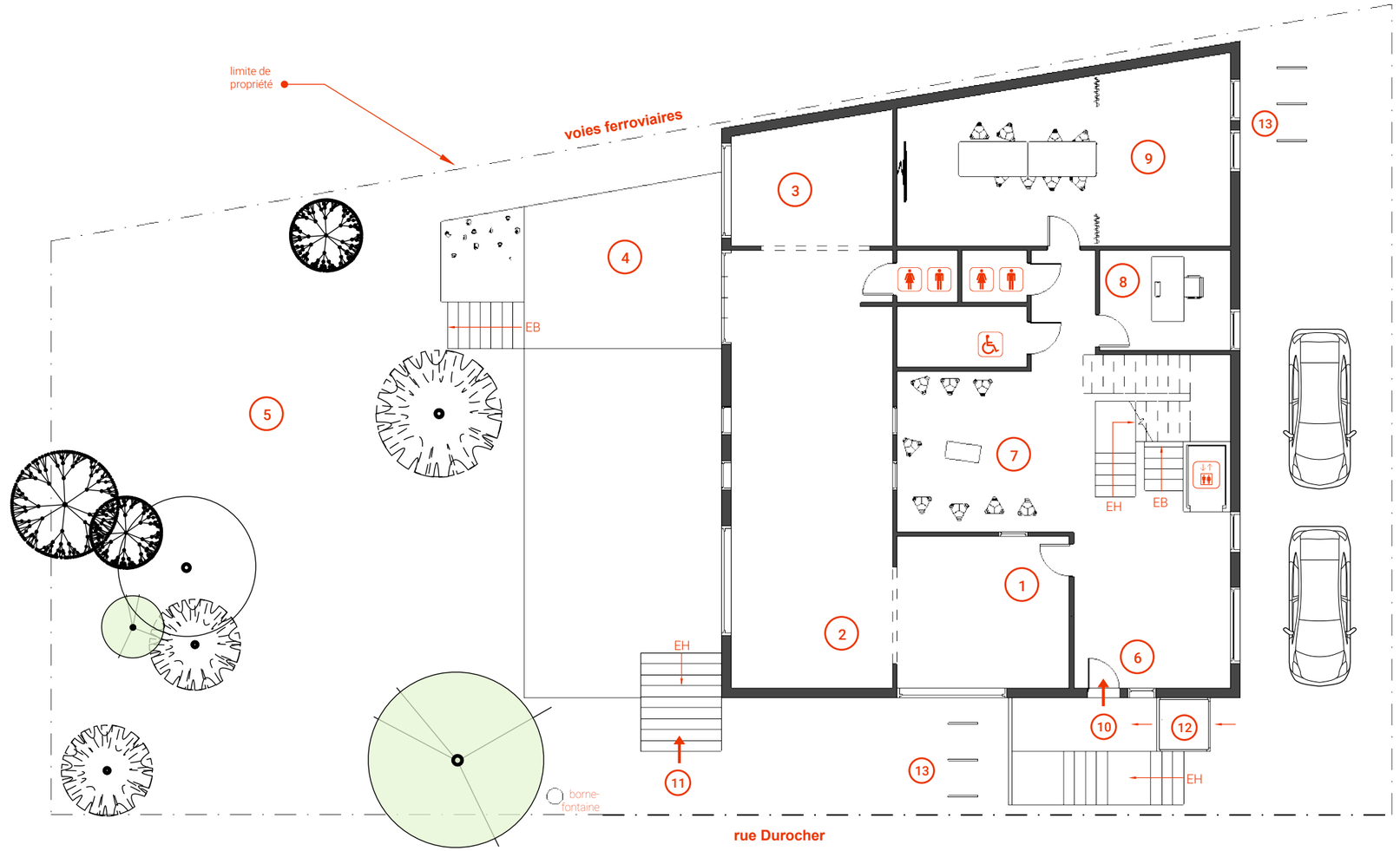
A1.1



6



2



légende

1. hall d'entrée de la halte-garderie
2. salle de jeu de la halte-garderie
3. dortoir de la halte-garderie
4. terrasse de la halte-garderie
5. jardin
6. entrée principale
7; salle d'attente
8. bureau administratif
9. grande salle d'ateliers scindable
10. accès principal
11. accès dépendances extérieures
12. plateforme élévatrice partant de la chaussée & menant à l'accueil
13. unités de stationnement pour vélos (visiteurs + personnels, soit 12 unités)

1 / A12 Plan : étage // halte-garderie + salle de réunion

Scale: 3/32" = 1'-0" (1:128)

Afrique au Féminin

organisme sans but lucratif (OSBL)

projet — Afrique au féminin

adresse du projet

8305 rue Durocher
Montréal, QC H3N 2B1

remarques

afin d'alléger plans & visuels 3D, certains garde-corps & éléments sécuritaires ont été volontairement retirés des dessins

ce document & plans ne peuvent être utilisés à des fins de soumission ou de construction

nord du projet

échelle — 3/32" = 1'-0" (1:128)

étage
garderie + salle de réunion

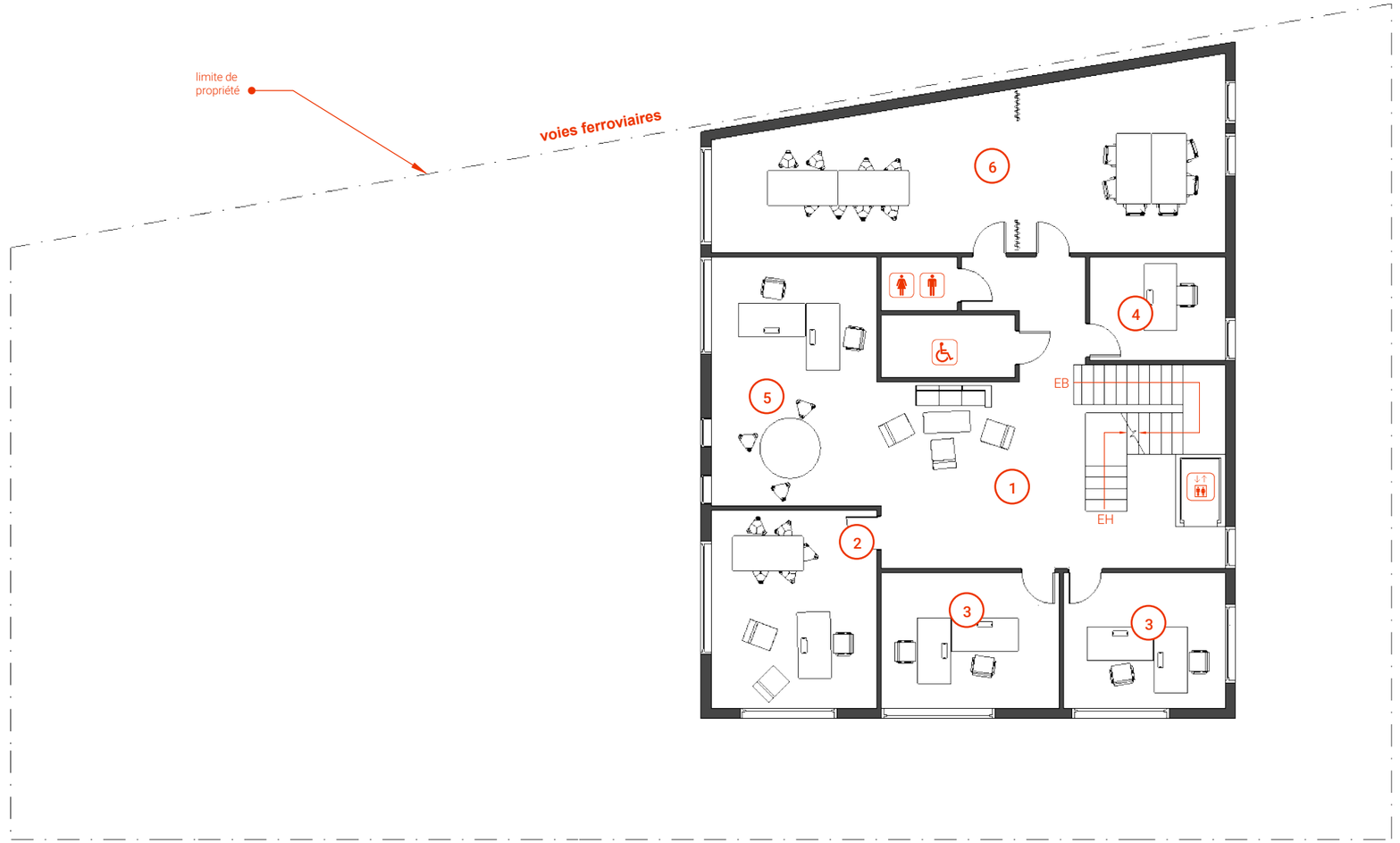
A1.2



2



1



légende

1. espace détente de l'espace administratif
2. grand bureau avec espace réunion
3. bureau en duo
4. bureau en solo
5. espace bureaux en aire ouverte
6. grande salle de réunion scindable

1 / A13 Plan : nouvel étage // espaces administratifs

Scale: 3/32" = 1'-0" (1:128)

Afrique au Féminin

organisme sans but lucratif (OSBL)

projet — Afrique au féminin

adresse du projet

8305 rue Durocher
Montréal, QC H3N 2B1

remarques

afin d'alléger plans & visuels 3D, certains garde-corps & éléments sécuritaires ont été volontairement retirés des dessins

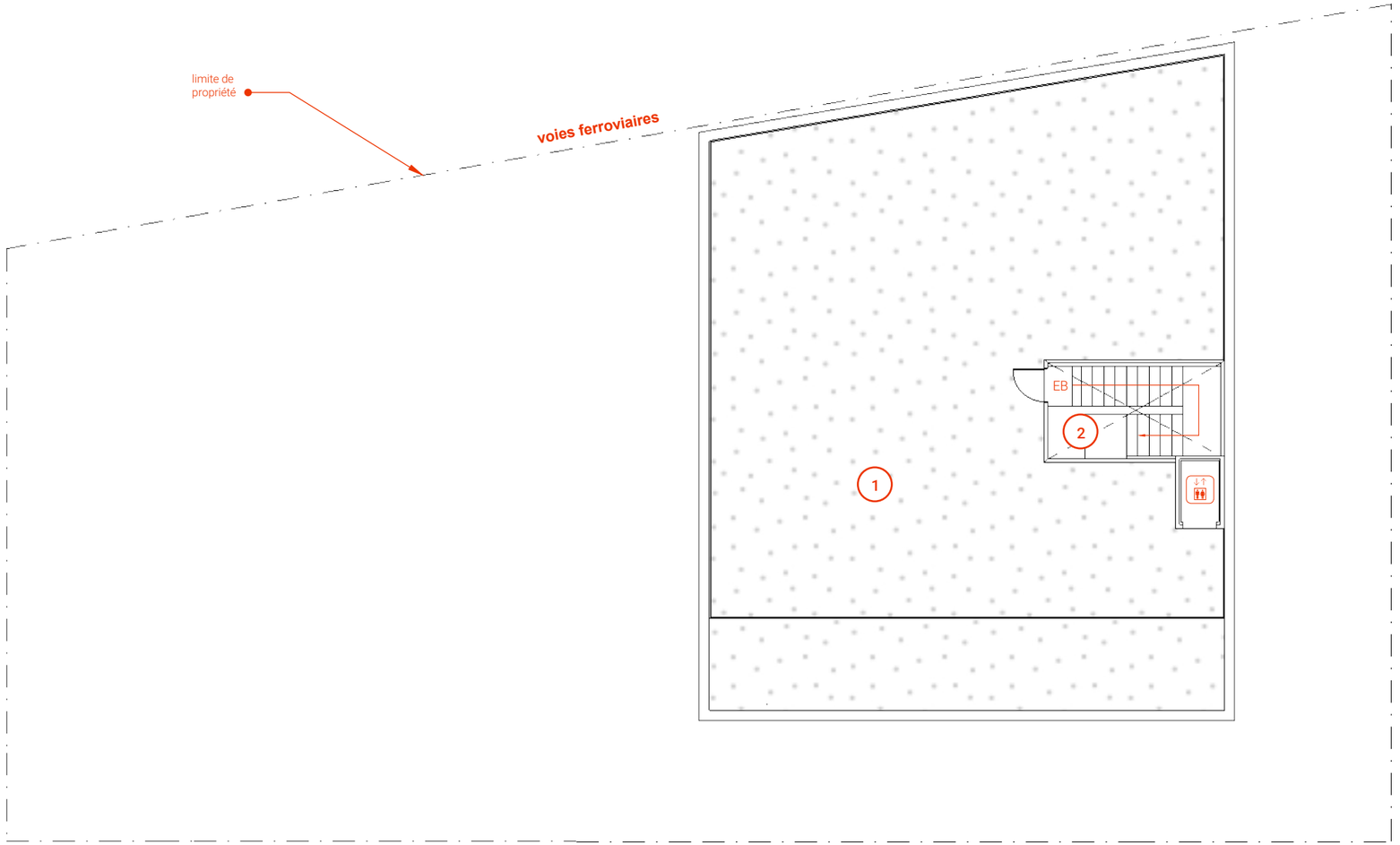
ce document & plans ne peuvent être utilisés à des fins de soumission ou de construction

nord du projet

échelle — 3/32" = 1'-0" (1:128)

nouvel étage
espaces administratifs

A1.3



légende

1. toit-terrasse végétalisé avec potentiels cultures
2. verrière surplombant la cage d'escalier

1
A14
Plan : toit-terrasse végétalisé
Scale: 3/32" = 1'-0" (1:128)

Afrique au Féminin
organisme sans but lucratif (OSBL)

projet — Afrique au féminin

adresse du projet
8305 rue Durocher
Montréal, QC H3N 2B1

remarques

afin d'alléger plans & visuels 3D, certains garde-corps & éléments sécuritaires ont été volontairement retirés des dessins

ce document & plans ne peuvent être utilisés à des fins de soumission ou de construction

nord du projet

échelle — 3/32" = 1'-0" (1:128)

toiture verte
toit-terrasse végétalisé

A1.4

Fenestration

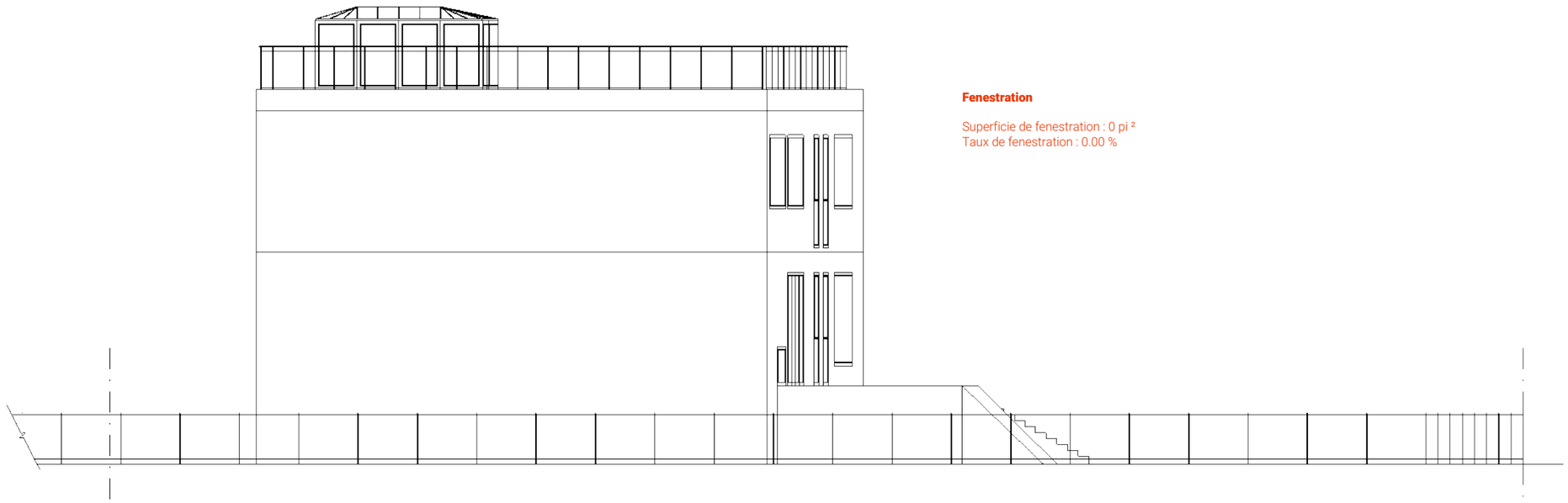
Superficie de fenestration : 382.55 pi ²
Taux de fenestration : 23.15 %



1 / A21 Façade : Est / nommée 'Côté 2'
Scale: 3/32" = 1'-0" (1:128)

Fenestration

Superficie de fenestration : 0 pi ²
Taux de fenestration : 0.00 %



2 / A21 Façade : Nord / nommée 'Arrière'
Scale: 3/32" = 1'-0" (1:128)

Afrique au Féminin
organisme sans but lucratif (OSBL)

projet — Afrique au féminin

adresse du projet
8305 rue Durocher
Montréal, QC H3N 2B1

remarques

afin d'alléger plans & visuels 3D, certains garde-corps & éléments sécuritaires ont été volontairement retirés des dessins

ce document & plans ne peuvent être utilisés à des fins de soumission ou de construction

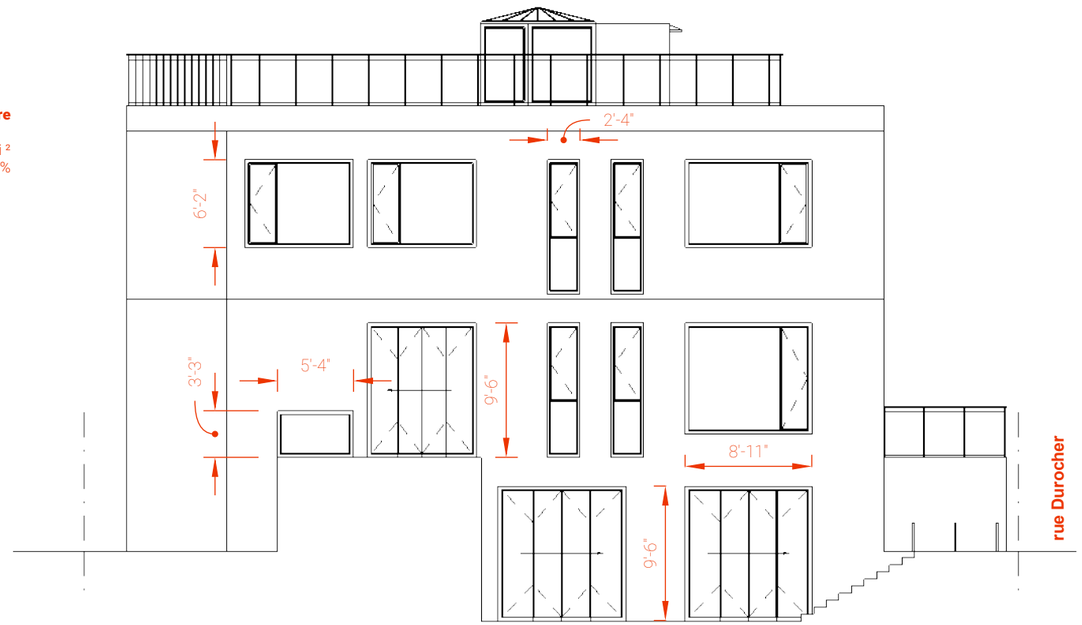
échelle — 3/32" = 1'-0" (1:128)

façades
Est & Nord

A2.1

Fenestration / Ouverture

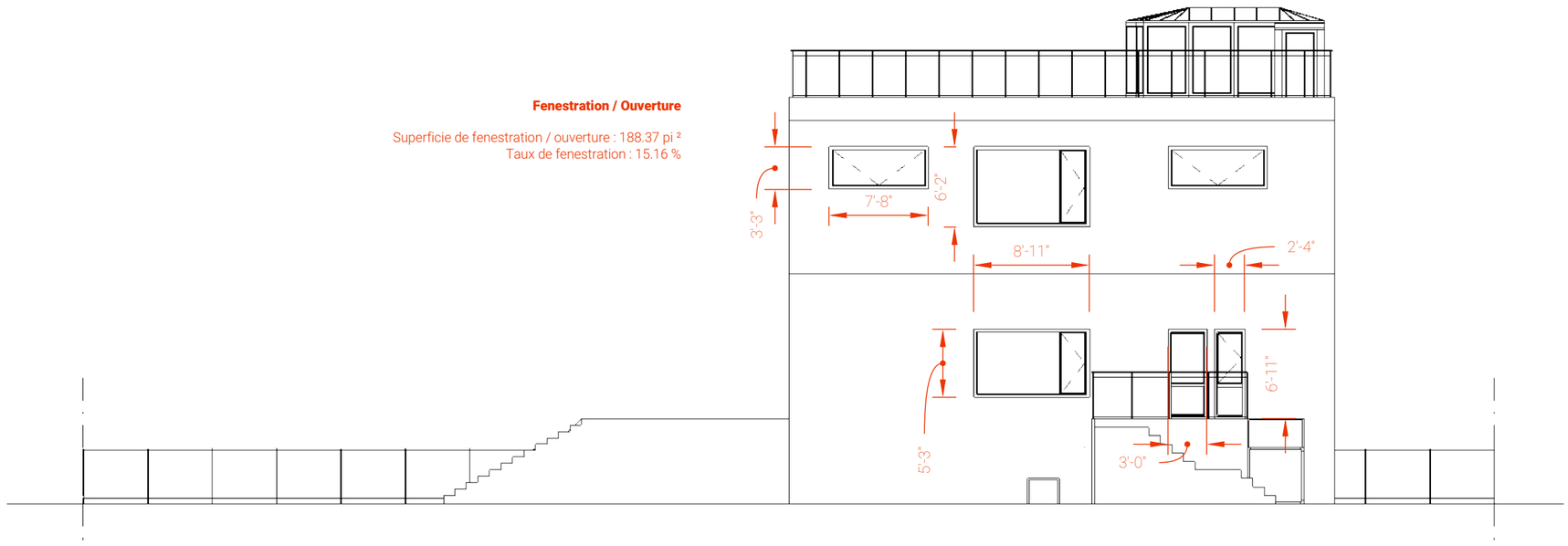
Superficie de fenestration / ouverture : 480.82 pi ²
Taux de fenestration : 33.27 %



1
A22
Façade : Ouest / nommée 'Côté 1'
Scale: 3/32" = 1'-0" (1:128)

Fenestration / Ouverture

Superficie de fenestration / ouverture : 188.37 pi ²
Taux de fenestration : 15.16 %



2
A22
Façade : Sud / nommée 'Façade'
Scale: 3/32" = 1'-0" (1:128)

Afrique au Féminin
organisme sans but lucratif (OSBL)

projet
Afrique au féminin

adresse du projet
8305 rue Durocher
Montréal, QC H3N 2B1

remarques

afin d'alléger plans & visuels 3D, certains garde-corps & éléments sécuritaires ont été volontairement retirés des dessins

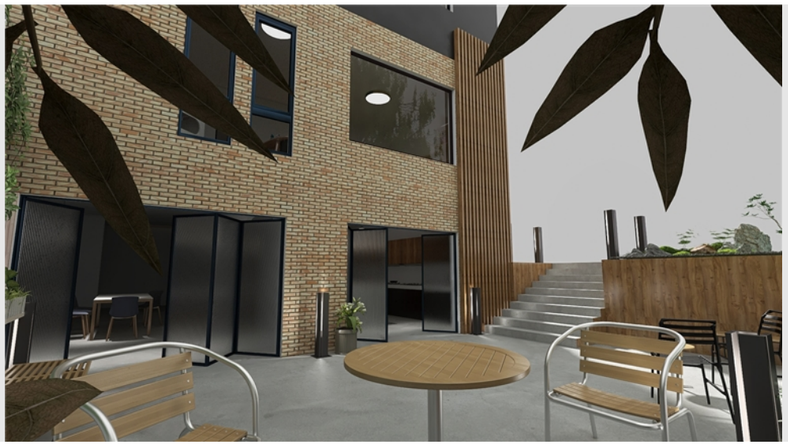
ce document & plans ne peuvent être utilisés à des fins de soumission ou de construction

échelle
3/32" = 1'-0" (1:128)

façades
Ouest & Sud

A2.2





de gauche à droite

1. vue sur la terrasse exclusive à la garderie
2. vue depuis le jardin anglais











de gauche à droite

1. le hall d'entrée, la salle d'attente & la salle dodo de la halte-garderie
2. une salle de rencontre & un bureau pour une personne

1 A91 Visuels : état projeté

Scale: n/a

Afrique au Féminin

organisme sans but lucratif (OSBL)

projet Afrique au féminin

adresse du projet

8305 rue Durocher
Montréal, QC H3N 2B1

remarques

afin d'alléger plans & visuels 3D, certains garde-corps & éléments sécuritaires ont été volontairement retirés des dessins

ce document & plans ne peuvent être utilisés à des fins de soumission ou de construction

échelle n/a

visuels
état projeté

A9.1


Système d'information géographique de Montréal
2 590 324
38,99
2 975 941
S: 477,7
2 590 324
18,98
38,60
15,11
14,18
2 248 671
S: 292,4
16,98
#8305
17,41
2 248 670
S: 314,9
19,40
43,69
#8275
0,90
18,75
33,99
rue Durocher
17,24
2 248 535
S: 1 036,0
17,09
2,46
#8320
3,66
18,29
JMap
0 2 4 6 m

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : I01-029**

Catégories d'usages autorisées	Principal						
Habitation							
Commerce							
Industrie	I.2						
Équipements collectifs et institutionnels							
Niveaux de bâtiment autorisés							
Rez-de-chaussée (RDC)							
Inférieurs au RDC							
Immédiatement supérieur au RDC (2e étage)							
Tous sauf le RDC							
Tous les niveaux	X						
Autres exigences particulières							
Usages uniquement autorisés							
Usages exclus							
Nombre de logements maximal							
Superficie des usages spécifiques max (m2)							
Distance entre deux restaurants min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques (A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé	X						

CADRE BÂTI

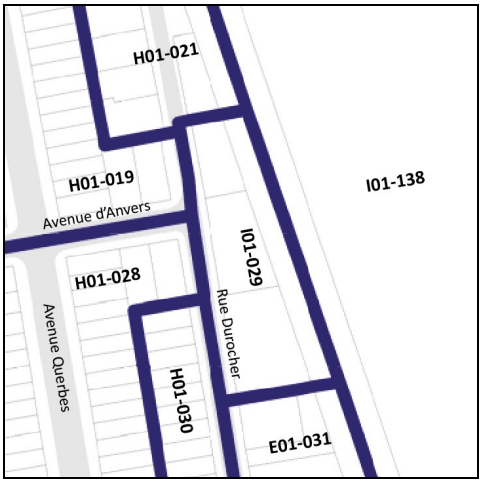
Hauteur								
En mètre	min/max (m)	7/12,5						
En étage	min/max	1/3						
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-						
Mode d'implantation	(I-J-C)	I-J-C						
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	0/70						
Densité	min/max	0/2						
Marges								
Avant principale	min/max (m)	2/4						
Avant secondaire	min/max (m)	-						
Latérale	min (m)	1,5						
Arrière	min (m)	3						
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40						
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	50						
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	-						

AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières	
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	-
PAE	-

MISES À JOUR

CARTE DE LA ZONE



***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

Critères d’évaluation d’une demande en vertu du Règlement RCA04-14003 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (P.P.C.M.O.I.) de l'arrondissement

Les critères suivant lesquels est faite l’évaluation de la demande d’autorisation d’un projet particulier sont les suivants :

1 respect des objectifs du plan d’urbanisme de la Ville de Montréal;

2º compatibilité des occupations prévues au projet avec le milieu d'insertion;

3º qualités d'intégration du projet sur le plan de l'implantation, de la volumétrie, de la densité et de l'aménagement des lieux, des types de matériaux de revêtement proposés pour les constructions ainsi que de l'affichage;

4º avantages des propositions d'intégration ou de démolition des constructions existantes et de celles pour la conservation ou la mise en valeur d'éléments architecturaux d'origine;

5º avantages des propositions de mise en valeur des espaces extérieurs et des plantations;

6º impacts environnementaux du projet, notamment sur le plan de l'ensoleillement, du vent, du bruit, des émanations et de la circulation;

7º qualité de l'organisation fonctionnelle du projet, au regard notamment du stationnement, des accès et de la sécurité;

8º avantages des composantes culturelles ou sociales du projet;

9º faisabilité du projet selon l'échéancier de réalisation prévu;

10º accessibilité universelle du projet, en regard notamment de la réduction de la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment, de l’aménagement sentiers sécuritaires et éclairés entre un bâtiment et une voie publique et l’aménagement de cases de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite à proximité des accès.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1218053025
Unité administrative responsable : Division de l'urbanisme et des services aux entreprises, Direction du développement du territoire, arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
Projet : *8305, rue Durocher - PPCMOI (usage)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 2 : « Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au coeur de la prise de décision »

Priorité 6 : « Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire »

Priorité 8 : « Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous »

Priorité 9 : « Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire »

Priorité 14 : « Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité »

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Résultats attendus pour la priorité 2 : déminéralisation d'une surface asphaltée, ajout de surfaces de verdissement et plantation d'arbres.

Résultats attendus pour la priorité 6 : service de dépannage alimentaire maintenu dans le cadre du projet.

Résultats attendus pour la priorité 8 : renforcement de la mission de l'organisme à titre d'intervenant de première ligne auprès de femmes issues de l'immigration éprouvant des difficultés d'intégration.

Résultats attendus pour la priorité 9 : permettre à un organisme du quartier Parc-Extension de devenir propriétaire de son propre bâtiment et de pérenniser son offre de services à la population, tout en créant un espace favorisant un sentiment d'appartenance.

Résultats attendus pour la priorité 14 : organisme proposant un projet novateur et écologique dont les retombées risquent d'être très positives pour le milieu d'insertion.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? La déminéralisation et le verdissement de plus de 30 % de la propriété visée ainsi que la plantation d'arbres contribueront à la réduction de l'effet d'îlot de chaleur et à la lutte contre le ruissellement des eaux en cas de pluies abondantes.	X		

3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	X		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 1er février 2022	Résolution: CA22 14 0030

Adopter le premier projet de résolution PP22-14001 à l'effet d'autoriser l'usage spécifique « activité communautaire ou socioculturelle » de la catégorie E.2(1) de la famille Équipements collectifs et institutionnels sur la propriété située au 8305, rue Durocher (lots # 2 248 670 et 2 248 671), en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, malgré la grille des usages et des normes de la zone I01-029 à l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) en ce qui a trait aux catégories d'usages autorisées.

Il est proposé par Laurence LAVIGNE LALONDE

appuyé par Martine MUSAU MUELE

et résolu :

d'adopter le premier projet de résolution PP22-14001 à l'effet d'autoriser l'usage spécifique « activité communautaire ou socioculturelle » de la catégorie E.2(1) de la famille Équipements collectifs et institutionnels sur la propriété située au 8305, rue Durocher (lots # 2 248 670 et 2 248 671) en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (P.P.C.M.O.I.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, malgré la grille des usages et des normes de la zone I01-029 à l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) en ce qui a trait aux catégories d'usages autorisées, aux conditions suivantes :

- qu'au moins 30 % de la propriété fasse l'objet d'un verdissement;
- que la présente autorisation soit nulle et sans effet si une demande de certificat d'occupation visant l'usage spécifique « activité communautaire ou socioculturelle » n'est pas ouverte dans les 48 mois suivant son entrée en vigueur;
- que toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Adopté à l'unanimité.

40.03 1218053025

Laurence LAVIGNE LALONDE
_____
Mairesse d'arrondissement

Lyne DESLAURIERS
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 2 février 2022

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2022/03/08
18:30

Dossier # : 1226495004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Statuer sur le projet de résolution PP22-14002 à l'effet d'autoriser la démolition du bâtiment situé au 9485, avenue Merritt et la construction sur cet emplacement d'un bâtiment résidentiel de 3 étages comportant 8 logements en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, malgré la hauteur, les usages, la marge avant principale et le pourcentage de maçonnerie prescrits à la grille des usages et des normes de la zone H04-002 de l'annexe C et le ratio de stationnement prescrit à l'article 561 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

d'approuver le projet de résolution PP22-14002 à l'effet d'autoriser la démolition du bâtiment situé au 9485, avenue Merritt et la construction sur cet emplacement d'un bâtiment résidentiel de 3 étages comportant 8 logements en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, malgré la hauteur, les usages, la marge avant principale et le pourcentage de maçonnerie prescrits à la grille des usages et des normes de la zone H04-002 de l'annexe C et le ratio de stationnement prescrit à l'article 561 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283), aux conditions suivantes:

- un maximum de 8 logements peut être construit sur la propriété;
- la hauteur maximale est de 10,5 mètres et 3 étages;
- la marge avant principale minimale doit être de 0,6m le long de l'avenue Merritt;
- le troisième étage doit être en revêtement léger pour se distinguer des étages inférieurs;
- au moins 50% des façades devront être recouvertes de maçonnerie;
- au moins 1 espace à vélo extérieur par logement doit être aménagé;
- les arbres publics doivent être conservés et toutes les mesures de protection doivent être mises en place pour assurer la survie des arbres publics durant les travaux;
- deux arbres doivent être plantés sur le domaine privé.

La présente autorisation sera nulle et sans effet si la demande de certificat d'autorisation n'est pas déposée dans les 24 mois suivant son entrée en vigueur.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation s'applique.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2022-02-23 16:01

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226495004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Statuer sur le projet de résolution PP22-14002 à l'effet d'autoriser la démolition du bâtiment situé au 9485, avenue Merritt et la construction sur cet emplacement d'un bâtiment résidentiel de 3 étages comportant 8 logements en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, malgré la hauteur, les usages, la marge avant principale et le pourcentage de maçonnerie prescrits à la grille des usages et des normes de la zone H04-002 de l'annexe C et le ratio de stationnement prescrit à l'article 561 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande en vertu du Règlement RCA04-14003 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (P.P.C.M.O.I.) de l'arrondissement est déposée visant la démolition du bâtiment situé au au 9485, avenue Merritt et la construction sur cet emplacement d'un bâtiment résidentiel de 3 étages comportant 8 logements. Le projet, tel que présenté, est dérogatoire à la hauteur, aux usages, à la marge avant principale et au pourcentage de maçonnerie prescrits à la grille des usages et des normes de la zone H04-002 de l'annexe C et au ratio de stationnement prescrit à l'article 561 du Règlement de zonage 01-283 de l'arrondissement. Ainsi, cette demande est soumise au comité consultatif d'urbanisme pour recommandation ainsi qu'au conseil d'arrondissement pour approbation.
Procédure de remplacement

Cette demande sera traitée conformément à l'arrêté ministériel 2021-054 du 16 juillet 2021. Cet arrêté prévoit une procédure de consultation par écrit de 15 jours en remplacement de l'assemblée publique exigée en vertu des articles 125 et 145.38 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Le nouveau propriétaire du 9485, avenue Merritt désire démolir le bâtiment unifamilial d'un

étage pour y construire un bâtiment de 3 étages comportant 8 logements. Comme le projet est non conforme à la réglementation municipale, il a déposé une demande de projet particulier.

Caractéristiques de la propriété et de son milieu d'insertion

La propriété visé est un terrain de coin transversal bordé par l'avenue Merritt et la rue des Prairies. L'îlot où se situe le terrain ne comporte qu'un seul autre bâtiment.

Le bâtiment d'un étage avec un toit à versant, construit au centre du terrain, ne correspond pas au milieu dans lequel il s'insère. La majorité du secteur est composée de bâtiments jumelés ou en rangées de 2 étages en brique blanche comportant de 2 à 4 logements avec un garage en sous-sol. Le bâtiment adjacent à la propriété visé est quant à lui un bâtiment de 3 étages (environ 9m de haut) plus fortement implanté et comportant 6 logements.

Réglementation applicable

Le terrain est situé dans la zone H04-002 où la réglementation actuelle autorise un maximum de 4 logements (3 logements hors-sol et un en sous-sol) et un gabarit de bâtiment de 2 étages (9m). Le taux d'implantation maximal pour ce terrain est de 72% (60% x 1,2 pour les terrains de coin). Les marges avant sont de 3m à 5m pour la marge avant principale et de 0m à 5m pour les marges secondaires. Le ratio de stationnement exigé est de 1 case pour 2 logements.

Principales caractéristiques du projet :

- Hauteur : 3 étages et 10,24 mètres
- Taux d'implantation : 59%
- Nombre de logements : 8 logements de 3 chambres à coucher
- Verdissement : 35%
- Nombre d'arbres : 2
- Nombre d'unités de stationnement : 0
- Nombre d'unités de stationnement pour vélos : 5 extérieurs
- Gestion des matières résiduelles : individuel, espace sur Merritt et Des Prairies

Description du projet

Le projet vise la démolition du bâtiment existant qui est non conforme à la réglementation actuelle et dont l'état de la structure ne permet pas de possibilité d'agrandissement. La rénovation du bâtiment nécessiterait également des coûts importants. La démolition du bâtiment est justifiée par la faible qualité du bâtiment existant ainsi que la possibilité de créer de nouveaux logements sur le site.

Le projet de remplacement proposé est un bâtiment de 3 étages (10,24m) comportant 8 logements de 3 chambres à coucher chacun. La hauteur en mètre et en étage, ainsi que le nombre de logement déroge à la réglementation actuelle et doit faire l'objet d'une dérogation.

Le projet propose un taux d'implantation de 59% conforme et même inférieur au maximum prescrit. L'implantation du bâtiment prend en considération les périmètres de protection des arbres publics situés de part et d'autre de la propriété.

Puisque l'orientation du bâtiment ne correspond pas à l'ensemble du secteur, la marge avant principale (là où se situe l'accès au bâtiment) ne peut pas être respectée le long de l'avenue Merritt. Une marge de 0.6m est proposée afin de dégager le bâtiment du trottoir. Une dérogation est nécessaire à ce niveau.

Les matériaux proposés sont un fini de maçonnerie de béton blanc et un fini métallique couleur bois. Afin d'alléger le troisième étage, ce dernier est proposé en fini métallique. Le

pourcentage de maçonnerie est donc inférieur à la norme de 80% exigée. Une dérogation est nécessaire à ce niveau.

Étant donné les périmètres de protection des arbres ainsi que l'orientation du terrain, il est impossible d'aménager une entrée charretière fonctionnelle et conforme sur la propriété. Le projet ne propose donc aucun espace de stationnement pour cette raison et une dérogation sera nécessaire à ce niveau (4 cases auraient été nécessaires).

Chaque logement aura un espace de vie extérieur (balcon ou cour anglaise). Le taux de verdissement de la propriété sera de 35%. Trois arbres sur le terrain privé devront être abattus car ils sont situés dans l'implantation du bâtiment. Deux nouveaux arbres seront replantés dans les cours avant.

Dérogations demandées
La demande de projet particulier vise donc à déroger aux éléments suivants:
- Nombre de logements (pour un maximum de 8);
- Hauteur du bâtiment (en étages et en mètres);
- Marge avant principale;
- Pourcentage de maçonnerie sur toutes les façades;
- Ratio de stationnement.

Tout autre élément du zonage devra être respecté et le projet sera également soumis aux critères de P.I.I.A. pour les constructions neuves.

Préalablement à l'émission d'un permis de construction pour ce projet, une contribution monétaire doit être versée en vertu du Règlement 20-041 visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis que les dérogations demandées quant à l'augmentation de la hauteur et du nombre de logements, à la marge avant, au pourcentage de maçonnerie et au ratio de stationnement sont justifiées étant donné la forme, la dimension et la localisation du terrain.
La direction est d'avis que les conditions suivantes devraient être respectées dans le cadre de la présente autorisation :

- un maximum de 8 logements peut être construit sur la propriété;
- la hauteur maximale est de 10,5 mètres et 3 étages;
- la marge avant principale minimale doit être de 0,6m le long de l'avenue Merritt;
- le troisième étage doit être en revêtement léger pour se distinguer des étages inférieurs;
- au moins 50% des façades devront être recouvertes de maçonnerie;
- au moins 1 espace à vélo extérieur par logement doit être aménagé;
- les arbres publics doivent être conservés et toutes les mesures de protection doivent être mises en place pour assurer la survie des arbres publics durant les travaux;
- deux arbres doivent être plantés sur le domaine privé;
- la demande de permis de construction doit être déposée dans les 24 mois suivant l'autorisation du PPCMOI.

Lors de sa séance du 9 février 2022, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable par rapport à la demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Frais d'étude de la demande de P.P.C.M.O.I. : 12 240$

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 de la façon suivante :

- Priorité 19 - «Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au coeur de la prise de décision » : Permettre la conservation de 2 arbres publics et un taux de verdissement d'environ 30% de la propriété.

Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement
Ce projet s'inscrit dans la priorité de l'arrondissement 2022, soit la transition écologique et le verdissement, notamment par la prescription de normes exigeant la conservation des arbres publics et le retrait de l'obligation de fournir des espaces de stationnement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En vertu des articles 125 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* , un projet de résolution adopté en vertu d'un règlement sur les P.P.C.M.O.I. doit faire l'objet d'une assemblée publique de consultation. Or, en vertu de l'arrêté ministériel 2021-054 du 16 juillet 2021, les consultations publiques peuvent être remplacées par une consultation écrite de 15 jours

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Affichage de la demande sur la propriété visée
Avis public annonçant la consultation
Avis public annonçant la période d'approbation référendaire

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du premier projet de résolution
Consultation écrite d'une durée de 15 jours
Diffusion du rapport de la consultation écrite
Adoption du 2^{e} projet de résolution
Période de signature des demandes d'approbation référendaire
Adoption de la résolution

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève BOUCHER
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7932
Télécop. : 514 868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-18

Eric GOSSET
Chef de division urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438 354-1236
Télécop. : 514 868-4706

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1226495004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Statuer sur le projet de résolution PP22-14002 à l'effet d'autoriser la démolition du bâtiment situé au 9485, avenue Merritt et la construction sur cet emplacement d'un bâtiment résidentiel de 3 étages comportant 8 logements en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, malgré la hauteur, les usages, la marge avant principale et le pourcentage de maçonnerie prescrits à la grille des usages et des normes de la zone H04-002 de l'annexe C et le ratio de stationnement prescrit à l'article 561 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

Merritt_plans.pdf H04-002.pdf PV_CCU_2022-02-09_extrait.pdf

Grille-GDD-Mtl-2030-9485 Merritt.pdf 9485 Merritt_Localisation.pdf

Merritt_9485 - avis dérogation stationnement.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève BOUCHER
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7932
Télécop. : 514 868-4706

6.2 PPCMOI : 9485, avenue Merritt	
Présenté par	**Invités**
Geneviève Boucher Conseillère en aménagement	Aucun

Objet

Statuer sur le projet de résolution PP22-14002 à l'effet d'autoriser la démolition du bâtiment situé au 9485, avenue Merritt et la construction sur cet emplacement d'un bâtiment résidentiel de 3 étages comportant 8 logements en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, malgré la hauteur, les usages, à la marge avant principale et au pourcentage de maçonnerie prescrits à la grille des usages et des normes de la zone H04-002 de l'annexe C et au ratio de stationnement prescrit à l'article 561 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

Commentaires

Les commentaires ont porté sur :

- le fait que la volumétrie ne répond pas vraiment à la demande des membres qui ont vu le projet en avis préliminaire au mois de décembre. Toutefois, la matérialité (3e étage en revêtement métallique) fait en sorte que la volumétrie est moins imposante. Le fini métallique allège la volumétrie;
- les plantations et le verdissement du terrain projeté par rapport à la situation existante;
- le fait que les membres sont en accord avec les conditions de la direction sauf le retrait demandé au 3e étage;
- le fait qu'un retrait au 3e étage aurait pour effet de diminuer la superficie des logements (retrait d'une chambre);
- les dimensions des chambres au 3e étage;
- le fait que la matérialité est intéressante de par le contraste entre le 3e étage et les autre étages, mais le revêtement de type "faux bois" est à revoir. On suggère d'opter plutôt pour une couleur plus unie, mais pas trop pâle pour garder le contraste avec la maçonnerie;
- mur arrière : possibilité d'utiliser 2 revêtements (ou une autre stratégie) pour rendre la façade plus intéressante, car elle sera visible pour les voisins.

CCU22-02-09-PPCMOI01	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée, avec les conditions suivantes :

- un maximum de 8 logements peut être construit sur la propriété;
- la marge avant principale minimale doit être de 0,6m le long de l'avenue Merritt;
- au moins 50% des façades devront être recouvertes de maçonnerie;

- au moins 1 espace à vélo par logement doit être aménagé;
- les arbres publics doivent être conservés et toutes les mesures de protection doivent être mises en place pour assurer la survie des arbres publics durant les travaux.

Il est proposé par Katherine Routhier

appuyé par Mathilde Prud'Homme

ADOPTÉ à l'unanimité.







M-ARCHITECTURE
514 755 7227
AMA@M-ARCHITECTURE.CA

POUR PPCMOI

DÉMOLITION ET RECONSTRUCTION DU 9485 MERRITT

19-01-2022

A00



1 IMPLANTATION
A05 1 : 200

SUPERFICIE TERRAIN = 344 M.CA

SUPERFICIE DU BATIMENT = 204M.CA

SUPERFICIE AIRE VERTE = 125 M.CA (36.5%)

M - ARCHITECTURE
514 755 7227
AMA@M-ARCHITECTURE.CA

POUR PPCMOI

DÉMOLITION ET RECONSTRUCTION DU 9485 MERRITT

19-01-2022

A01

DESCRIPTION DU PROJET

NATURE DES TRAVAUX:
Nouvelle construction d'un triplex avec mezzanine

LOCALISATION
Adresse: 9485 Merritt; Montréal
Lot(s) : 1 743 461
Numéro de Zone : H04-002

DONNÉES ET SUPERFICIES:
Superficie terrain: 344 m²
Nombre de rue (s): 3

Aire de bâtiment: 203 m²

Usage : H 3
Usage résidentiel: 8 unités d'habitation dont 2 au sous-sol
Structure: isolée

	REQUIS	PROPOSÉ
Marge avant :	**3m**	**0.6m (MERRITT, COTÉ LONG)**
Marge avant secondaire :	**0/5m**	**2.4m (MERRITT, COTÉ COURT)** **2.13m (DES PRAIRIES)**
Marge arriere :	**3m**	**3m**
Hauteur de bâtiment :	**2 étages/9m**	**3 étages/10.36m**
Taux d'implantation (art. 41):	**(344/0.60)x1.2 = 247.6 m.ca**	**203m.ca**
Aire verte	**-**	**125 m.ca/36%**
Nombre de stationnement:	**4**	**0**
Nombre de vélos:	**0**	**5**
Nombre d'arbre	**0**	**3**
Pourcentage d'ouverture	**40%**	**INF. à 40% sur les 4 facades**
Pourcentage de maconnerie	**80%**	**INF. à 80% (MERRITT, COTÉ LONG)** **INF. à 80% (MERRITT, COTÉ COURT)** **INF. à 80% (DES PRAIRIES)**

CCQ 2010

Code applicable : Code de Construction du Québec, édition 2010

ANALYSE
Section applicable: Partie 9 Protection contre l'incendie, sécurité des occupants et accessibilité

HAUTEUR DE BÂTIMENT (SELON ARTICLE 28 DU REGLEMENT 11-028 DE LA VILLE DE MONTRÉAL): 3 étages

CLASSEMENT DU BÂTIMENT: (art. 9.10.8.1.)
Bâtiments du groupe C, non protégé par gicleurs.
Construction de type combustible
Résistance au feu
Planchers : 1H, art. 9.10.8.1. et 9.10.9.14. 3)
Murs, poteaux et arcs porteurs doivent avoir un degré de résitance au feu équivalent au plancher qu'il supporte, art.9.10.8.3.:
1H
aucune résistance pour la structure qui supporte la toiture
Toiture: aucune

SÉPARATION COUPE-FEU
Entre les logements (art. 9.10.9.14.1) et 3))
Les suites d'habitation doivent être isolées les unes des autres et du reste du bâtiment par une séparation coupe-feu d'au moins 45 min.
Un logement situé sur au moins 2 étages doit être isolé du reste du bâtiment par une séparation coupe-feu d'au moins 1H. art. 9.10.9.14. 3)
Corridor commun (art.9.10.9.15)
Les corridors communs doivent être isolés du reste du bâtiment par une séparation coupe-feu d'au moins 45 min.

DIMENSIONS DES ESCALIERS D'ISSUE, art. 9.8.2.1.1), 9.8.2.2. et art. 9.8.4.2.
Largeur: au moins 900mm
Contremarche: 125mm min à 200mm max
Marche:250mm min à 355mm max
Échappée: 2050mm

DIMENSIONS DES ESCALIERS À L'INTÉRIEUR D'UN LOGEMENT art. 9.8.2.1.2), 9.8.2.2. et art. 9.8.4.2.
Largeur: au moins 860mm
Contremarche: 125mm min à 200mm max
Marche:250mm min à 355mm max
Échappée: 1950mm

FAÇADE DE RAYONNEMENT tableau 9.10.14.4.
Le pourcentage d'ouverture permis dans une façade de rayonnement est établi selon sa distance limitative.
3 façades potentielles pour des ouvertures, les façade de rayonnement peuvent être calculées par compartiment résistant au feu:

FACADES AVANT : compartiments résistant au feu de moins de 30m.ca., distance limitative = › 8m, % permis =100%;

FACADES ARRIERE : compartiments résistant au feu de moins de 30m.ca., distance limitative = 1.8m, % permis =10.5%; % proposé=9%

FACADES ARRIERE : compartiments résistant au feu de moins de 30m.ca., distance limitative = 3m, % permis =25.5%; % proposé= 9%

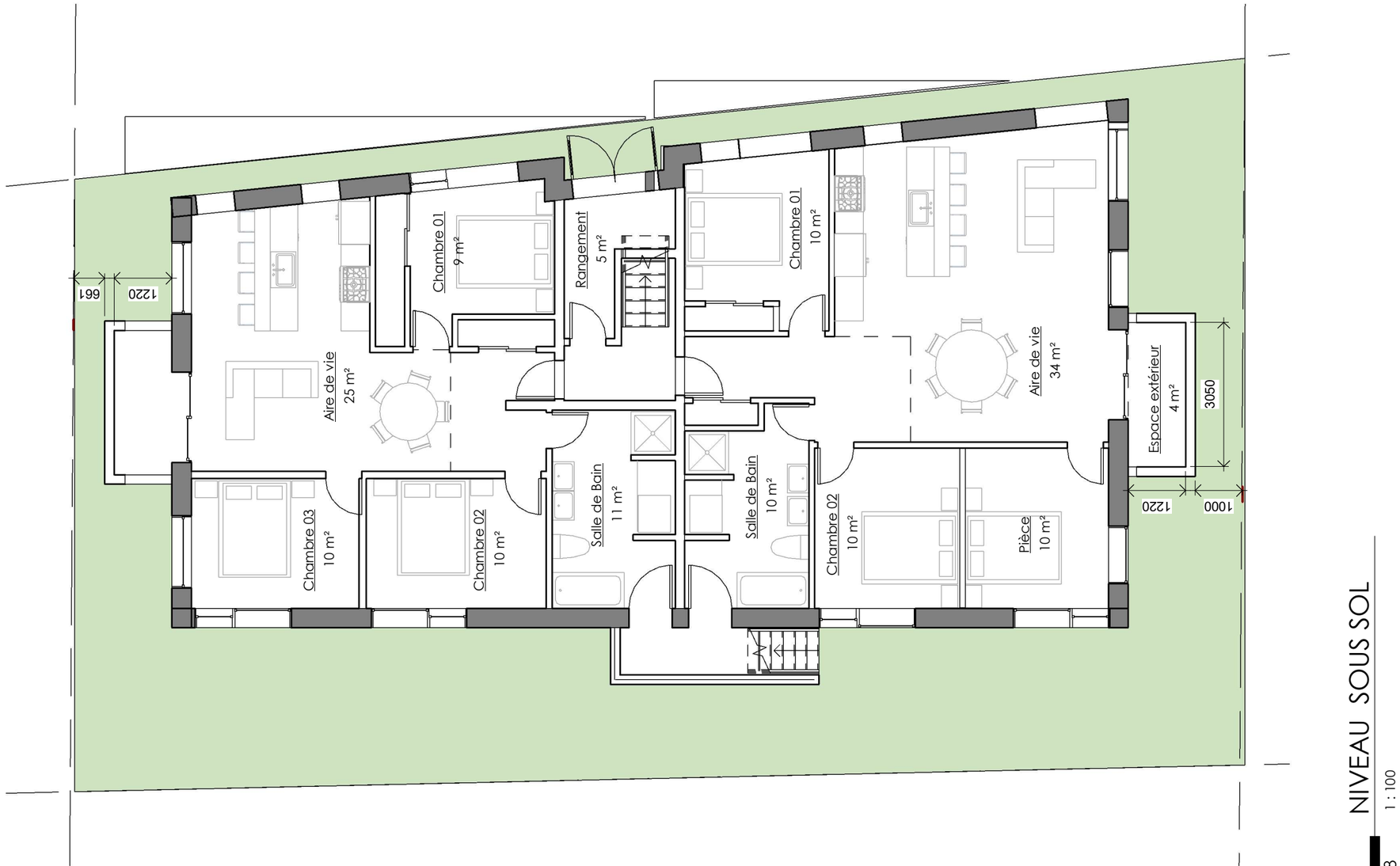
M-ARCHITECTURE
514 755 7227
AMA@M-ARCHITECTURE.CA

POUR PPCMOI

DÉMOLITION ET RECONSTRUCTION DU 9485 MERRITT

19-11-2021

A02



1 NIVEAU SOUS SOL
1 : 100
A08

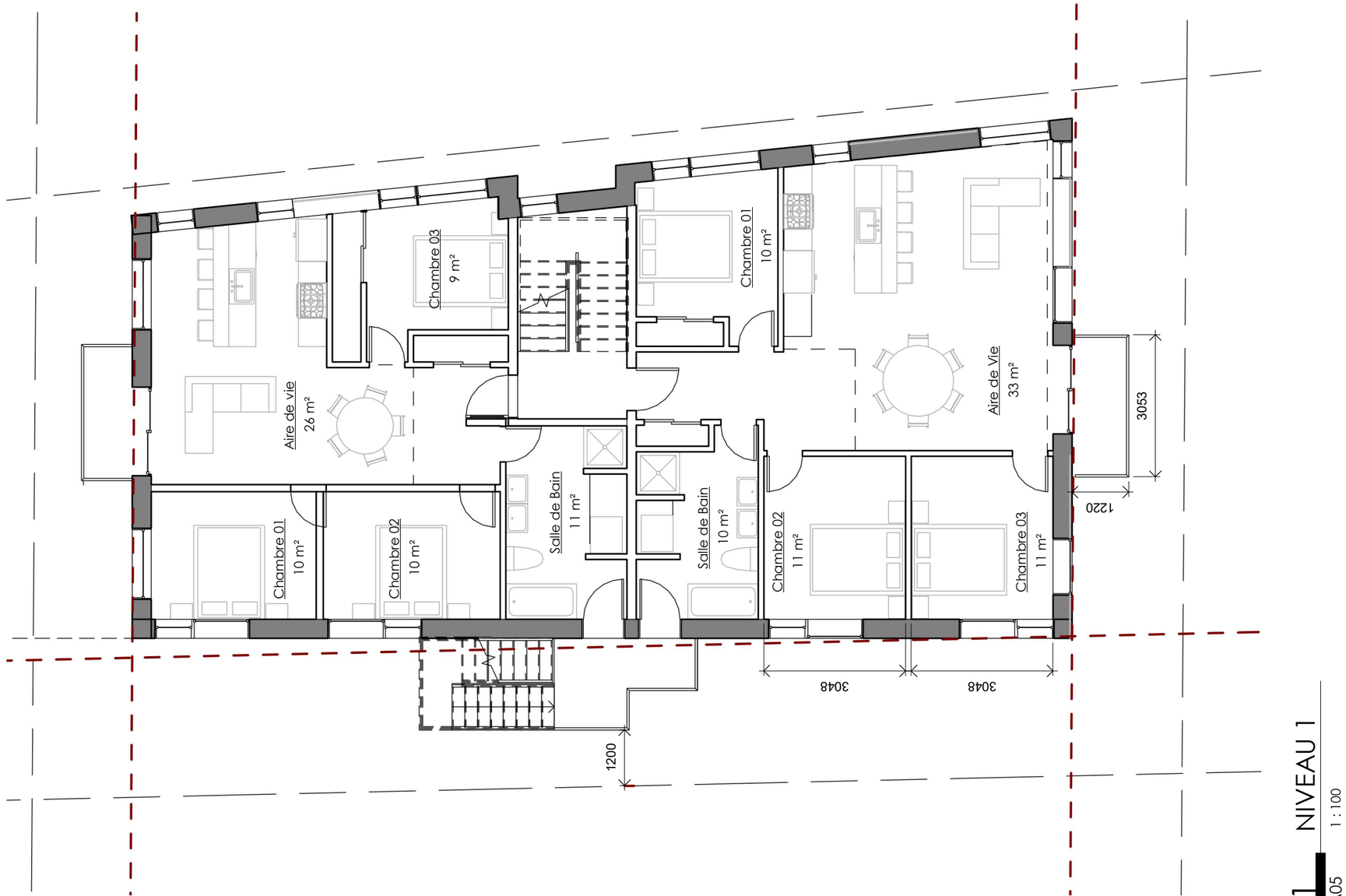
M - ARCHITECTURE
514 755 7227
AMA@M-ARCHITECTURE.CA

POUR PPCMOI

DÉMOLITION ET RECONSTRUCTION DU 9485 MERRITT

19-01-2022

A03



ÉTAGE TYPE (NIVEAUX 1, 2 ET 3)

M - ARCHITECTURE
514 755 7227
AMA@M-ARCHITECTURE.CA

POUR PPCMOI

DÉMOLITION ET RECONSTRUCTION DU 9485 MERRITT

19-01-2022

A04



1 FACADE AVANT- RUE MERRITT

1 : 100

IDENTIFICATION DES FINIS

1 Revêtement de brique de beton blanc, modele Normandie de Rhinox dimensions normand 57mm X 297mm X 90mm couleur blanc

2 Revêtement métallique, , modele Bellara de Vicwest, calibre 24, pose verticale

4 Escalier Hélicoidal en acier peint noir, respectant la section 9.8 du CCQ

IDENTIFICATION DES FENÊTRES

Tous le solinage, facia et tole sera en acier, calibre 22 peint noir

Fenêtres types Hybride, aluminium couleur noir extérieur et et fini blanc intérieur , Energystar

M - ARCHITECTURE
514 755 7227
AMA@M-ARCHITECTURE.CA

POUR PPCMOI

DÉMOLITION ET RECONSTRUCTION DU 9485 MERRITT

19-01-2022

A05



2 FACADE AVANT- RUE DES PRARIES

1 : 100



1 FACADE AVANT (COURT) - RUE MERRITT

1 : 100

M-ARCHITECTURE

514 755 7227
AMA@M-ARCHITECTURE.CA

POUR PPCMOI

DÉMOLITION ET RECONSTRUCTION DU 9485 MERRITT

19-01-2022

A06



1 FACADE ARRIERE

1 : 100

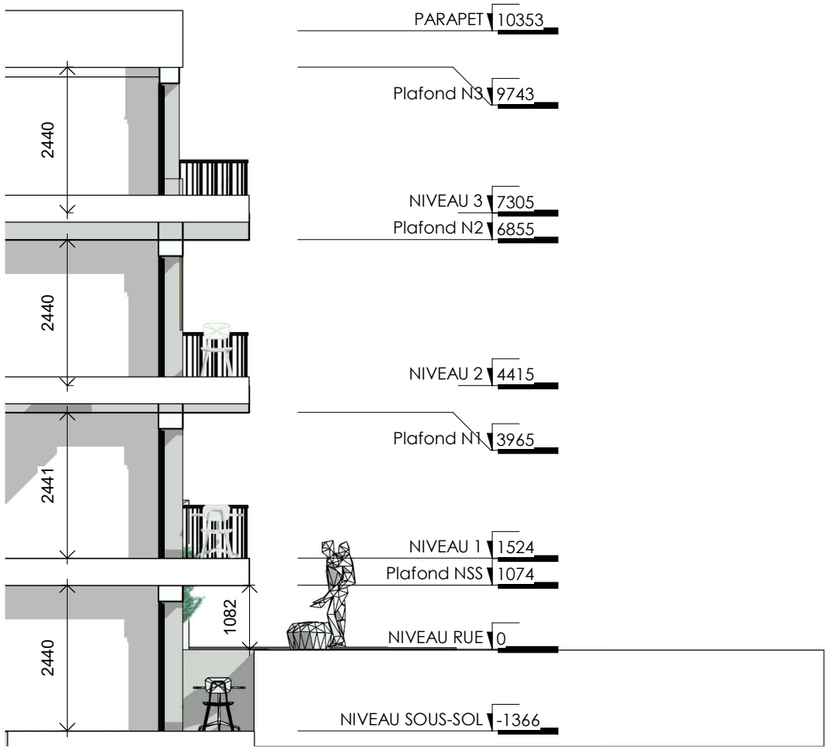
M-ARCHITECTURE
514 755 7227
AMA@M-ARCHITECTURE.CA

POUR PPCMOI

DÉMOLITION ET RECONSTRUCTION DU 9485 MERRITT

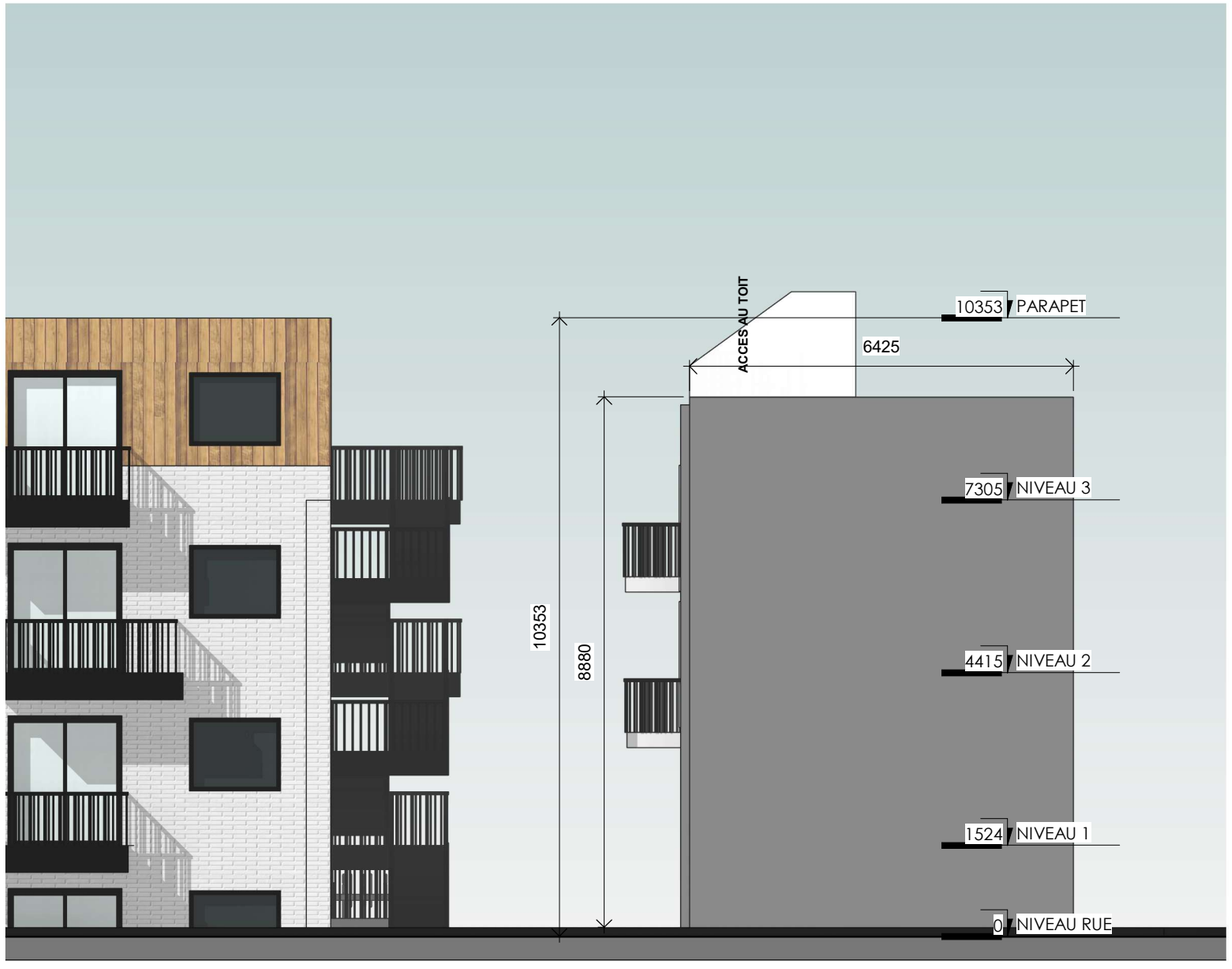
19-01-2022

A07



2 COUPE SCHÉMATIQUE DES ÉTAGES

1 : 100



1 COUPE SCHÉMATIQUE

1 : 100

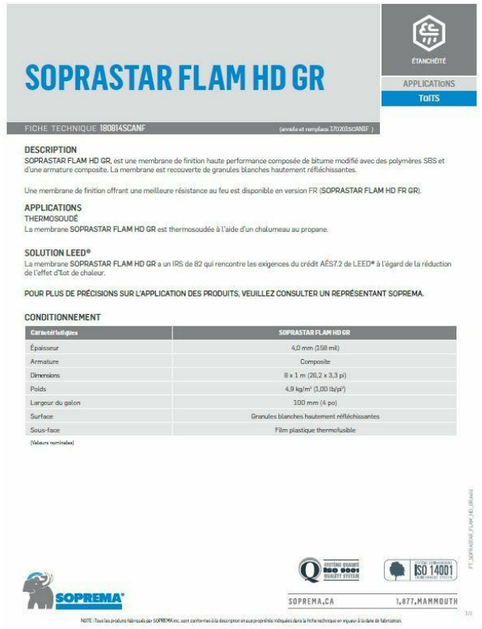
M - ARCHITECTURE
514 755 7227
AMA@M-ARCHITECTURE.CA

POUR PPCMOI

DÉMOLITION ET RECONSTRUCTION DU 9485 MERRITT

19-01-2022

A08



SOPRASTAR FLAM HD GR

ÉTANCHÉITÉ

APPLICATIONS

TOITS

FICHE TECHNIQUE 180814SCANF (annule et remplace 170203SCANEF)

DESCRIPTION

SOPRASTAR FLAM HD GR, est une membrane de finition haute performance composée de bitume modifié avec des polymères SBS et d'une armature composite. La membrane est recouverte de granules blanches hautement réfléchissantes.

Une membrane de finition offrant une meilleure résistance au feu est disponible en version FR (**SOPRASTAR FLAM HD FR GR**).

APPLICATIONS

THERMOSOUDÉ

La membrane **SOPRASTAR FLAM HD GR** est thermosoudée à l'aide d'un chalumeau au propane.

SOLUTION LEED®

La membrane **SOPRASTAR FLAM HD GR** a un IRS de 82 qui rencontre les exigences du crédit AÉS7.2 de LEED® à l'égard de la réduction de l'effet d'îlot de chaleur.

POUR PLUS DE PRÉCISIONS SUR L'APPLICATION DES PRODUITS, VEUILLEZ CONSULTER UN REPRÉSENTANT SOPREMA.

CONDITIONNEMENT

Caractéristiques	SOPRASTAR FLAM HD GR
Épaisseur	4,0 mm (158 mil)
Armature	Composite
Dimensions	8 x 1 m (26,2 x 3,3 pi)
Poids	4,9 kg/m² (1,00 lb/pi²)
Largeur du galon	100 mm (4 po)
Surface	Granules blanches hautement réfléchissantes
Sous-face	Film plastique thermofusible

(Valeurs nominales)

SOPREMA

SOPREMA.CA 1.877.MAMMOUTH

NOTE : Tous les produits fabriqués par SOPREMA inc. sont conformes à la description et aux propriétés indiquées dans la fiche technique en vigueur à la date de fabrication.

MEMBRANE DE TOITURE
BLANCHE DE SOPREMA



REVETEMENT ACIER
MODELE BELLARA DE VICWEST



BRIQUE DE BETON
MODELE NORMANDIE DE RINOX, COULEUR BLANC, MORTIER BLANC
DIMENSIONS: FORMAT NORMAND

Google Maps 9485, ave Merritt



Images ©2022 Google, Images ©2022 Maxar Technologies, Données cartographiques ©2022 10 m

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

FONDS DE COMPENSATION – DÉROGATION

Caractéristiques du projet

Adresse : 9485, avenue Merritt

Type de développement : Multiplex

Nombre de cases de stationnement requises par le règlement : 4

Nombre de cases de stationnement prévues : 0

Remarques : s.o.

Analyse du secteur

Distance de la station de métro la plus près : Métro Sauvé – approx.2500m

Circuits d'autobus de la STM à proximité : 45 Papineau

Générateurs de déplacements dans un rayon d'environ 250 mètres : aucun

Occupation du sol riveraine : Résidentiel.

Remarques : s.o.

État du stationnement

Réglementation de stationnement : Avenue Merritt, stationnement interdit 09h à 10h jeudi, du 1er décembre au 1er avril (côté est), stationnement interdit de 09h à 10h vendredi, du 1er décembre au 1er avril (côté ouest). .

Offre en stationnement : Bonne sur Merritt et des Prairies.

Taux d'occupation sur rue : n.d.

Secteur SRRR : Non

Remarques : s.o.

Recommandation

Compte tenu qu'il n'y a pas d'espace pour aménager d'espaces de stationnement sur la propriété, que l'aménagement d'une entrée charretière, s'il fallait le faire, éliminerait un espace sur rue et que l'offre en stationnement est accessible.

Recommandation favorable à la demande du fonds de compensation.

2022-02-09 David Fortier

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : H04-002**

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation		H.2	H.3					
Commerce								
Industrie								
Équipements collectifs et institutionnels								
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)								
Inférieurs au RDC								
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux		X	X					
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal								
Superficie des usages spécifiques	max (m2)							
Distance entre deux restaurants	min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé								

CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	0/9	0/9					
En étage	min/max	2/2	2/2					
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-	-					
Mode d'implantation	(I-J-C)	I-J-C	I-J-C					
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	0/60	0/60					
Densité	min/max	-	-					
Marges								
Avant principale	min/max (m)	3/5	3/5					
Avant secondaire	min/max (m)	0/5	0/5					
Latérale	min (m)	1,5	1,5					
Arrière	min (m)	3	3					
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40	10/40					
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	80	80					
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	-						

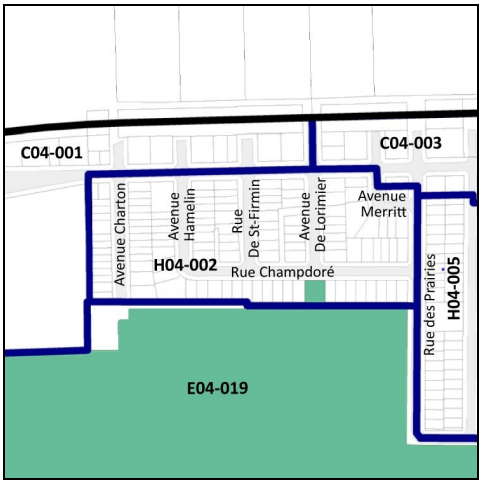
AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	665.61
Autres dispositions particulières	
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	-
PAE	-

MISES À JOUR

01-283-108 (2021-01-19)

CARTE DE LA ZONE



***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1226495004
Unité administrative responsable : Division de l'urbanisme et des services aux entreprises, Direction du développement du territoire, arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
Projet :9485, rue Merritt - *PPCMOI nouvelle construction*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 2 : « Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au coeur de la prise de décision »			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Résultats attendus pour la priorité 2 : Permettre la conservation de 2 arbres publics et un taux de verdissement d'environ 30% de la propriété.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? Le verdissement d'environ 30% de la propriété visée, la plantation de 2 arbres et l'exigence d'une membrane blanche pour les toitures contribueront à la réduction de l'effet d'îlot de chaleur. De plus, la majorité des espaces libres au sol seront revêtus de végétaux ou de matériaux perméables, ce qui luttera contre le ruissellement des eaux en cas de pluies abondantes.	X		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité**		X	

● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.06

2022/03/08
18:30

Dossier # : 1228053001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Statuer sur la résolution PP22-14003 à l'effet d'autoriser la démolition du bâtiment situé aux 8600-8618, avenue De l'Épée et la construction sur cet emplacement d'un bâtiment résidentiel de 3 étages comprenant un maximum de 31 logements réalisés dans le cadre du programme AccèsLogis en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, malgré les usages, le nombre minimal d'unités de stationnement et le taux d'implantation maximal prescrits au Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

d'adopter la résolution PP22-14003 à l'effet d'autoriser la démolition du bâtiment situé aux 8600-8618, avenue de l'Épée et la construction sur cet emplacement (lots # 4 654 727, 4 654 728, 4 654 729, 4 654 730, 4 654 731 et 4 654 732) d'un bâtiment résidentiel de 3 étages comprenant un maximum de 31 logements réalisés dans le cadre du programme AccèsLogis en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14003), et ce, malgré les usages et le taux d'implantation maximal prescrits à la grille des usages et des normes de la zone H01-008 à l'annexe C du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension ainsi que le nombre minimal d'unités de stationnement prescrit à l'article 561 de ce même règlement, et ce, aux conditions suivantes :

- Que le nombre maximal de logements soit de 31;
- Que le taux d'implantation maximal soit de 65 %;
- Qu'au moins 31 unités de stationnement pour vélos soient offertes;
- Que la présente autorisation soit nulle et sans effet si les travaux ne sont pas débutés dans les 36 mois suivant son entrée en vigueur;
- Que toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation continue de s'appliquer.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2022-03-01 14:48

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1228053001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Statuer sur la résolution PP22-14003 à l'effet d'autoriser la démolition du bâtiment situé aux 8600-8618, avenue De l'Épée et la construction sur cet emplacement d'un bâtiment résidentiel de 3 étages comprenant un maximum de 31 logements réalisés dans le cadre du programme AccèsLogis en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, malgré les usages, le nombre minimal d'unités de stationnement et le taux d'implantation maximal prescrits au Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande en vertu du Règlement RCA04-14003 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (P.P.C.M.O.I.) de l'arrondissement est déposée visant la démolition du bâtiment situé aux 8600-8618, avenue De l'Épée et la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant une construction hors toit et 31 logements réalisée dans le cadre du programme AccèsLogis - volet 1 (familles, petits ménages et personnes seules). Le projet, tel que présenté, est dérogatoire aux usages, au taux d'implantation maximal et au nombre minimal d'unités de stationnement prescrits au Règlement de zonage 01-283 de l'arrondissement. Ainsi, cette demande est soumise au comité consultatif d'urbanisme pour recommandation ainsi qu'au conseil d'arrondissement pour approbation.
Procédure de remplacement

Cette demande sera traitée conformément à l'arrêté ministériel du 16 juillet 2021 portant le numéro 2021-054 du ministère de la Santé et des Services sociaux. Cet arrêté prévoit une procédure de consultation par écrit de 15 jours en remplacement de l'assemblée publique exigée en vertu des articles 125 et 145.38 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O

DESCRIPTION

Réglementation applicable
Zone H01-008 :

- Usages prescrits : H.2, H.3, H.4 (max. 8 logements)

- Hauteur : 3 étages, max. 11 m
- Mode d'implantation : Contigu
- Taux d'implantation : Max. 60 %
- Marge avant principale : 2,5-4,5 m
- Marge arrière : Min. 3 m

Plan d'urbanisme :

- Affectation : Résidentielle
- Hauteur : 1-4 étages
- Implantation : Faible ou moyenne

Dérogations demandées
Grille de la zone H01-008 à l'annexe C du Règlement de zonage 01-283 :

- Usages prescrits : Autoriser un maximum de 31 logements (catégorie H.6)
- Taux d'implantation : Autoriser un taux d'implantation maximal de 65 %

Article 561 du Règlement de zonage 01-283 :

- Nombre d'unités de stationnement : Exempter le projet de l'exigence de fournir des unités de stationnement (15 requises)

Principales caractéristiques du projet

- Hauteur : 3 étages et 10,1 mètres (12,8 mètres avec la construction hors toit)
- Taux d'implantation : 64,4 %
- Nombre de logements : 31
    - 3 chambres à coucher : 7
    - 2 chambres à coucher : 13
    - 1 chambre à coucher : 11
    - Logements adaptables : 4
- Verdissement : 20,3 %
- Nombre d'arbres : 2
- Nombre d'unités de stationnement : 0
- Nombre d'unités de stationnement pour vélos : 20
- Gestion des matières résiduelles :
    - Salle à déchets intérieure
    - Zone d'entreposage de bacs dans la porte-cochère
    - Espace prévu pour le jour de la collecte devant la porte-cochère

Caractéristiques de la propriété et de son milieu d'insertion
La propriété visée est située du côté ouest de l'avenue De l'Épée entre la rue de Liège Ouest et le boulevard Crémazie Ouest au centre d'un îlot entièrement résidentiel. Le cadre bâti de cet îlot est particulièrement homogène, car les bâtiments qui s'y trouvent ont tous été construits à la même époque et avec les caractéristiques semblables, notamment en ce qui concerne leur typologie, leur marge avant, leur hauteur et leur rez-de-chaussée relativement élevés. Notons qu'une ruelle privée gérée par le curateur public dessert cet îlot et que les propriétés riveraines occupent chacune une portion de cette dernière de façon informelle. Mentionnons également que la propriété fait face au parc Howard et est située près de l'aréna Howie-Morenz. Le secteur est desservi par les lignes d'autobus fréquentes 80/480 - Avenue du Parc et 193 - Jarry de la Société de transport de Montréal.

La propriété visée est constituée de six lots et donne lieu actuellement à un bâtiment

commercial de 2 étages implanté en contiguïté par rapport aux voisins et sur la quasi totalité du terrain. Il est important de mentionner que la propriété présente une légère pente descendante vers le nord. Construit en 1943, le bâtiment existant abritait jusqu'en 2013 un magasin de vente en gros de peinture de la compagnie Bétonel. Un rapport réalisé le 21 mars 2019 par Environnement S-Air inc. fait état, entre autres, de problèmes d'infiltration d'eau et de moisissures à quelques endroits dans le bâtiment. Alors que ce rapport n'aborde pas l'état de la structure du bâtiment, force est de constater que ce dernier n'apporte aucun bénéfice au secteur avoisinant et constitue une anomalie dans le cadre bâti. Ainsi, sa démolition est justifiée par l'opportunité de poursuivre la trame résidentielle de l'îlot et d'augmenter l'offre de logements sociaux dans le secteur.

Description du projet
Le projet prévoit la démolition du bâtiment existant et la construction d'un nouvel immeuble de 3 étages comprenant une construction hors toit ainsi que 31 logements sociaux. Ce projet est financé par le programme AccèsLogis - volet 1 visant les familles, les petits ménages et les personnes seules. Le nouveau bâtiment sera construit en contiguïté par rapport aux deux bâtiments résidentiels voisins. En omettant la construction hors toit, il aura une hauteur semblable à celle du voisin au sud, mais dépassera légèrement celle du voisin au nord en raison de la pente du terrain. La façade sera implantée majoritairement dans l'alignement dominant de l'îlot, mais comprendra des volumes en saillie se rapprochant davantage du domaine public. Le bâtiment sera doté de quatre entrées distinctes ainsi que d'une grande porte-cochère donnant accès à la cour arrière. Des rampes d'accessibilité universelle sont prévues devant les portes situées au-dessus ou en-dessous du niveau du sol ainsi que dans la porte-cochère. La vaste majorité des logements seront traversants et chacun aura soit un balcon en façade, une terrasse en coursive ou en cour anglaise à l'arrière ou une terrasse au toit. Quatre logements au niveau du rez-de-jardin seront adaptables dans une perspective d'accessibilité universelle.

La façade sera revêtue de briques d'argile de quatre couleurs différentes disposées en dégradé de façon à émuler un rythme de parcellaire plus fin. Ce même effet est reproduit sur la construction hors toit et sur le mur arrière avec un revêtement de fibrociment de couleurs semblables. Des jeux de briques, ainsi qu'un parement métallique de couleur turquoise sur les marquises et dans la porte-cochère, contribueront à dynamiser la façade. Les balcons en cour avant seront ceinturés de garde-corps en aluminium perforé de couleur beige.

Des plantations arbustives sont proposées en cour avant, tandis que la cour arrière sera un lieu de rencontre axé sur l'agriculture urbaine. Notamment, il est proposé d'y intégrer un potager, des plantes comestibles et deux arbres fruitiers. Des supports à vélos sont proposés autant en cour avant qu'en cour arrière. Une salle à déchets accessible par une rampe au rez-de-jardin, ainsi qu'un espace d'entreposage de bacs à l'intérieur de la porte-cochère et devant cette dernière, devraient permettre une bonne gestion des matières résiduelles.

Les dérogations demandées sont justifiées par le potentiel de développement du terrain et les contraintes du programme AccèsLogis en termes de viabilité financière. Notamment, un projet de type Volet 1 doit généralement comprendre un minimum de 30 logements d'une superficie moyenne minimale de 90 m^2 pour être viable, ce qui explique la nécessité des dérogations au nombre de logements et au taux d'implantation. La dérogation au nombre minimal d'unités de stationnement s'explique également par les contraintes du programme AccèsLogis qui font en sorte qu'un stationnement souterrain ne soit pas viable économiquement. En contrepartie, le mode d'implantation contigu exigé, la faible profondeur du terrain et l'absence d'une ruelle publique auraient mené à l'aménagement d'une porte-cochère carrossable et d'un stationnement de surface à l'arrière du bâtiment, au dépens du verdissement et des espaces de vie extérieurs. Cependant, la désaffectation des entrées charretières devant la propriété mènera à la création d'environ 8 unités de stationnement supplémentaires sur rue. Enfin, il importe de préciser que la clientèle visée n'a pas un fort taux de possession d'automobiles, que le secteur est relativement bien desservi en transport

collectif et que la pression sur le stationnement sur rue est amoindrie par la présence du parc Howard.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à cette demande pour les raisons suivantes :

- Le projet répond aux objectifs du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal;
- La démolition du bâtiment existant est justifié par son incompatibilité avec le milieu d'insertion et par l'opportunité que représente le projet de remplacement;
- L'usage projeté est compatible avec le milieu d'insertion qui est à forte prédominance résidentielle;
- Le nouveau bâtiment s'intégrera adéquatement au voisinage grâce à son implantation en contiguïté, sa volumétrie et sa typologie;
- Les dérogations demandées sont justifiées par les exigences du programme AccèsLogis et par leur faible impact sur le milieu d'insertion;
- L'absence d'unités de stationnement est compensée par la disponibilité d'options de mobilité alternative telles que le transport actif et collectif;
- Le projet répond aux besoins du milieu en termes de logements sociaux, notamment pour les ménages à faible revenu, les familles et les personnes âgées;
- Des logements adaptables sont proposés à même le projet dans une perspective d'accessibilité universelle;
- Le projet prévoit un apport significatif en verdissement et propose un volet d'agriculture urbaine au bénéfice des futurs résidents.

Toutefois, la Direction est d'avis que les conditions suivantes devraient être respectées dans le cadre de la présente autorisation :

- Que le nombre maximal de logements soit de 31;
- Que le taux d'implantation maximal soit de 65 %;
- Qu'au moins 31 unités de stationnement pour vélos soient offertes;
- Que la présente autorisation soit nulle et sans effet si les travaux ne sont pas débutés dans les 36 mois suivant son entrée en vigueur;
- Que toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation continue de s'appliquer.

Lors de sa séance du 9 février 2022, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable par rapport à la demande, et ce, aux conditions proposées par la Direction.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Frais d'étude de la demande de P.P.C.M.O.I. : 12 240,00 $

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 des façons suivantes :

· Priorité 2 : « Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision » : ajout de surfaces de verdissement, plantation d'arbres et création de potagers urbains.

- Priorité 6 : « Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire » : plan de verdissement axé sur l'agriculture urbaine.
- Priorité 8 : « Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous » : renforcement de la mission de l'organisme porteur en créant des logements pour des personnes à faible revenu, dont certaines ayant vécu de la discrimination sur le marché locatif;
- Priorité 9 : « Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire » : permettre à un organisme du quartier Parc-Extension de pérenniser son offre de services à la population, tout en créant un espace favorisant un sentiment d'appartenance.
- Priorité 14 : « Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité » : organisme proposant un projet inclusif dont les retombées seront positives pour la population locale.

Ce projet contribue également à l'atteinte des objectifs en ADS+ des façons suivantes :

- Inclusion : organisme porteur dont la mission est de loger des personnes de parcours variés, notamment ceux ayant vécu de la discrimination sur le marché locatif;
- Équité : amélioration de l'équité territoriale en permettant le développement de logements sociaux dans un secteur dont les besoins sont importants à cet égard;
- Accessibilité universelle : intégration de 4 logements adaptables au projet.

Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement
Ce projet particulier s'inscrit dans les priorités 2022 de l'arrondissement, soit la transition écologique et la mobilité, notamment en misant sur le verdissement et l'agriculture urbaine en favorisant l'utilisation du transport collectif et actif.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En vertu des articles 125 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* , un projet de résolution adopté en vertu d'un règlement sur les P.P.C.M.O.I. doit faire l'objet d'une assemblée publique de consultation. Or, en vertu de l'arrêté ministériel du 16 juillet 2021 portant le numéro 2021-054 du ministère de la Santé et des Services sociaux, les consultations publiques peuvent être remplacées par une consultation écrite de 15 jours.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public annonçant la consultation écrite, conformément à l'arrêté ministériel 2021-054 du 16 juillet 2021, en remplacement de l'assemblée publique de consultation prévue par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme

- Affichage de la demande sur la propriété visée
- Avis public annonçant la période d'approbation référendaire

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du projet de résolution

- Consultation écrite d'une durée de 15 jours
- Diffusion du rapport de la consultation écrite
- Adoption du 2e projet de résolution
- Période d'approbation référendaire
- Adoption de la résolution

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mitchell LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-868-8716
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-16

Eric GOSSET
Chef de division urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-354-1236
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1228053001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Statuer sur la résolution PP22-14003 à l'effet d'autoriser la démolition du bâtiment situé aux 8600-8618, avenue De l'Épée et la construction sur cet emplacement d'un bâtiment résidentiel de 3 étages comprenant un maximum de 31 logements réalisés dans le cadre du programme AccèsLogis en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, malgré les usages, le nombre minimal d'unités de stationnement et le taux d'implantation maximal prescrits au Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

Localisation.pdf


2020-03-04-Extrait-SIGS-ortho.JPG

H01-008.pdf

Critères-PPCMOI.pdf

8600-8618-Epee-Mtl-2030.pdf

Extrait-PV_CCU_2022-02-09.pdf

2022-02-02-Doc-presentation-PPCMOI.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mitchell LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-868-8716
Télécop. : 514-868-4706

6.4 PPCMOI : 8600-8618, avenue de l'Épée	
Présenté par	**Invités**
Mitchell Lavoie Conseiller en aménagement	Aucun
Objet	
Statuer sur la résolution PP22-14003 à l'effet d'autoriser la démolition du bâtiment situé aux 8600-8618, avenue de l'Épée et la construction sur cet emplacement (lots # 4 654 727, 4 654 728, 4 654 729, 4 654 730, 4 654 731 et 4 654 732) d'un bâtiment de 3 étages comprenant une construction hors toit et 31 logements réalisés dans le cadre du programme AccèsLogis en vertu du Règlement sur les P.P.C.M.O.I. de l'arrondissement (RCA04-14003), et ce, malgré les usages, le nombre minimal d'unités de stationnement et le taux d'implantation maximal prescrits au Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).	
Commentaires	
Les commentaires ont porté sur : - le fait que les membres sont en accord avec les dérogations demandées; - les besoins en stationnement des futurs occupants et la faible disponibilité d'espaces de stationnement sur le domaine public dans ce secteur qui risque d'être exacerbée par le projet; - le fait que le projet ne serait pas viable dans les paramètres du programme AccèsLogis si l'aménagement d'espaces de stationnement était exigé sur le terrain ou en sous-sol; - l'apparence du bâtiment qui est intéressante; - le fait que tous les logements adaptés pour l'accessibilité universelle soient aménagés au rez-de-jardin et la difficulté d'en proposer aux autres niveaux en raison de l'absence d'un ascenseur et de l'intégration difficile des rampes; - les enjeux de sécurité par rapport à l'entrée de type "porte-cochère" qui traverse le bâtiment et la nécessité de proposer des mesures telles qu'un éclairage important, un portail verrouillable, etc.; - les espaces de vie extérieurs aménagés en coursives à l'arrière du bâtiment en raison des exigences d'issue du Code national du bâtiment ; - la difficulté de s'approprier des terrasses en coursive et les différentes possibilités pour créer de l'intimité (écrans séparateurs, etc.); - le bruit qui risque d'être occasionné par le va-et-vient sur les coursives et la nécessité de réfléchir à la sécurité des enfants dans ces espaces (escaliers extérieurs ouverts); - la possibilité d'aménager davantage de balcons en façade avant afin de créer des espaces extérieurs privatifs et sécuritaires pour les enfants. - la suffisance des aménagements pour la gestion des matières résiduelles et des questionnements par rapport à l'entreposage d'une partie des bacs dans l'espace de la porte-cochère; - la composante nourricière et sociale des aménagements paysagers qui est appréciée; - la possibilité pour les concepteurs du projet de fournir des détails techniques pour le dégradé et les jeux de briques en façade.	
CCU22-02-09-PPCMOI02	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003);

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée, avec les conditions suivantes :

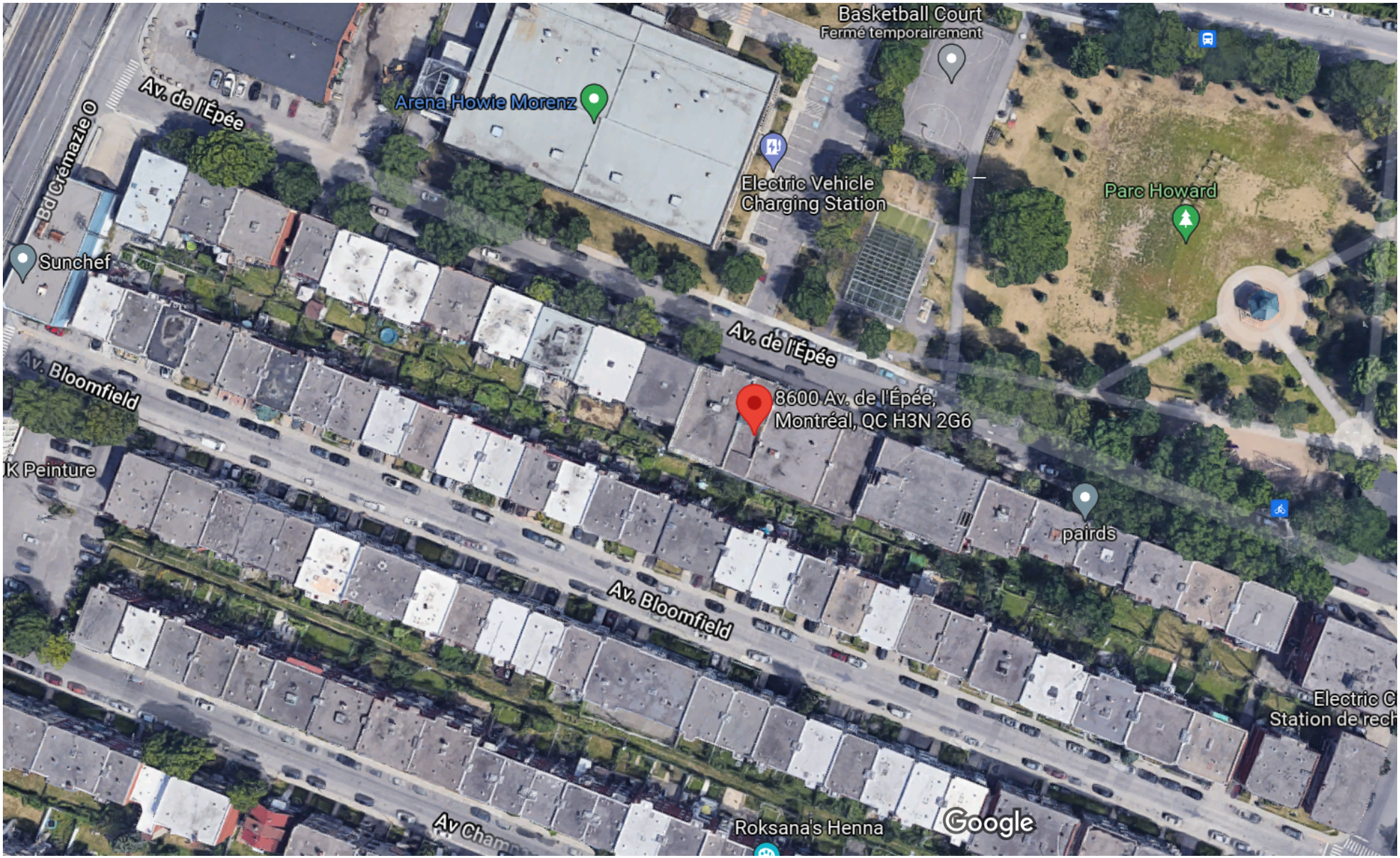
- que le nombre maximal de logements soit de 31;
- que le taux d'implantation maximal soit de 65 %;
- qu'au moins 31 unités de stationnement pour vélos soient offertes;
- que la présente autorisation soit nulle et sans effet si les travaux ne sont pas débutés dans les 36 mois suivant son entrée en vigueur;
- que toute autre disposition réglementaire non incompatible avec la présente autorisation continue de s'appliquer.

Il est proposé par Mathilde Prud'Homme

appuyé par Katherine Routhier

ADOPTÉ à l'unanimité.

Google Maps 8600 Av. de l'Épée



Images ©2022 Google, Images ©2022 Maxar Technologies, Données cartographiques ©2022 20 m

BRIQUE × BRIQUE

RAYSIDE | LABOSSIÈRE
Architecture Design Urbanisme

Document présenté au Comité consultatif en urbanisme de Villeray-Saint-Michel-Parc -Extension
et pour un Projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI)

Décembre 2021

Construction neuve de 31 logements communautaires

8600 avenue de l'Épée

1

L'EXISTANT

mise en contexte

4 localisation
5 plan d'implantation / démolition
6 contexte
7 certificat de localisation
8 photos de l'existant

2

LE PROJET

10 ojectifs
11 mission / typologies
12 règlementation
14 façades de rayonnement

3

APPROCHE ARCHITECTURALE

16 volumétrie
17 étude d'ensoleillement
18 plans proposés
25 élévations proposées
28 coupes générales
30 vues 3D

4

INSPIRATION INTÉGRATION

39 inspiration
42 intégration

5

MATÉRIAUX AMÉNAGEMENT PAYSAGER

44 matériaux façade avant
45 matériaux façade arrière
46 fenêtres et balcons
48 végétaux

PERSONNES RESSOURCE:

Maria Isabel Rondon
Chargée de projet
Rayside Labossière architectes
mariaisabel.rondon@rayside.qc.ca
514-935-6684 #271

Karine Mancuso,
Directrice de projet
Rayside Labossière architectes
karine.mancuso@rayside.qc.ca
514-935-6684 #230

Shan Charbonneau
Chargée de projets et développement
Romel
shan.charbonneau@romel-montreal.ca
514-341-1057 #211 / 438-862-5260

PROPRIÉTAIRE:
Brique par brique
Faiz Abhuani, directeur
8362 avenue Querbes, Montréal,
QC, H3N 2C5
faiz@briqueparbrique.com
514-909-3249

ADRESSE:
8600 avenue de l'épée

ZONAGE:
Zone H01-008
Usage prescrit: H 2-4
Taux d'implantation maximum: 60%
Nombre d'étages, hauteur maximum: 3 étages, 11 m

MISE EN CONTEXTE

L'organisme Brique par brique offre une expertise en immobilier afin de soutenir le développement du logement social pour les locataires à faible revenu confronté.e.s à la discrimination dans le marché locatif. L'organisme les accompagne dans la recherche de leur chez-soi.

Il facilite des projets d'achat collectif, de rachat par destination des locataires et de développement résidentiel coopératif. Brique par brique construit de l'habitation communautaire afin de répondre aux besoins des résidents et résidentes dans le respect de la diversité.

L'organisme vise à offrir des appartements abordables et bien entretenus ainsi que des espaces communs où des activités peuvent être organisées à l'intention de la communauté.

Le premier projet subventionné de Brique par brique va accueillir 31 familles à faible revenu et les aider à maintenir le beau quartier de Parc-Extension diversifié et dynamique pour les générations futures. Nous croyons que le changement social passe par des approches innovantes qui transforment les défis actuels en occasions.

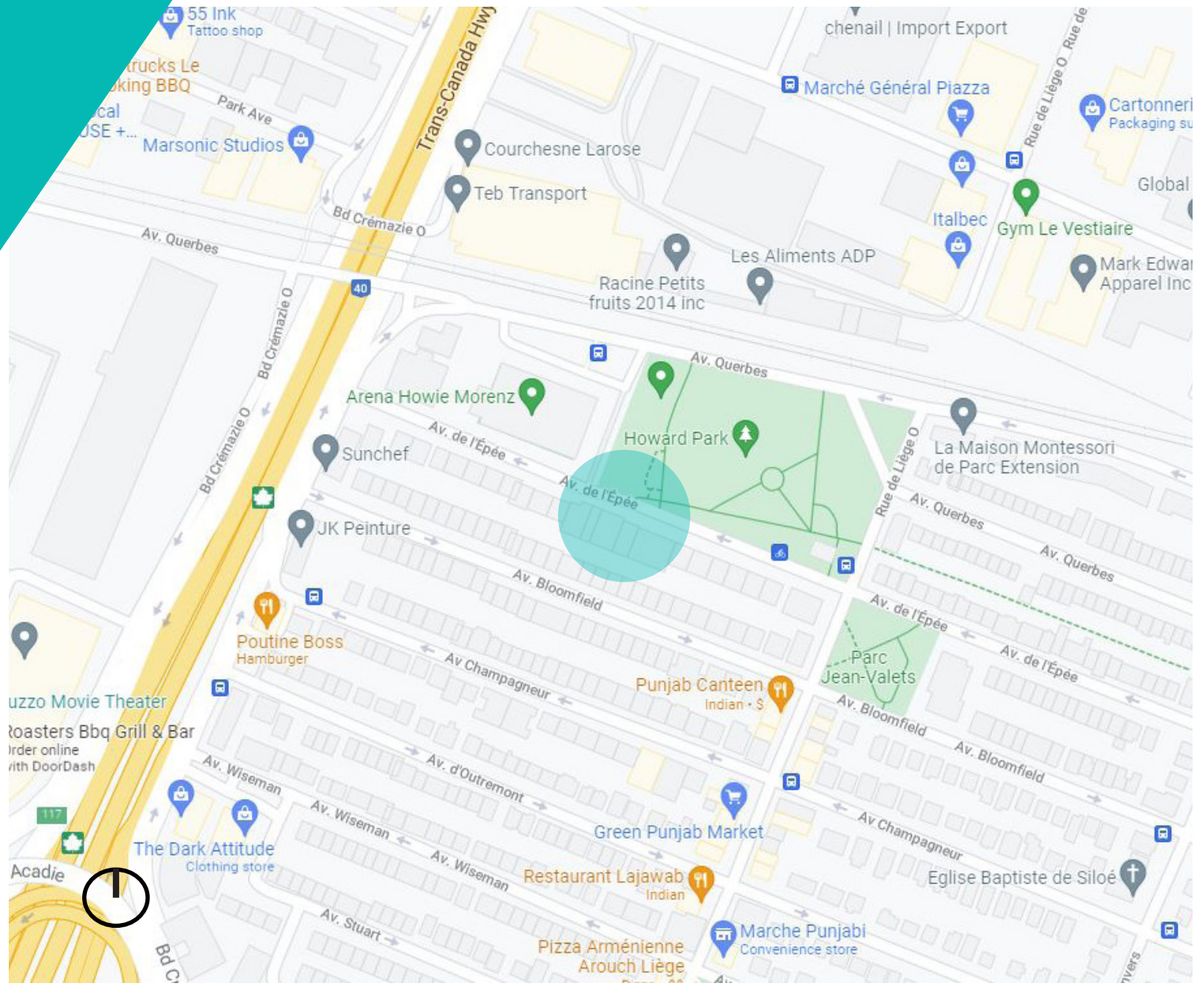
Le projet implique les travaux suivants:

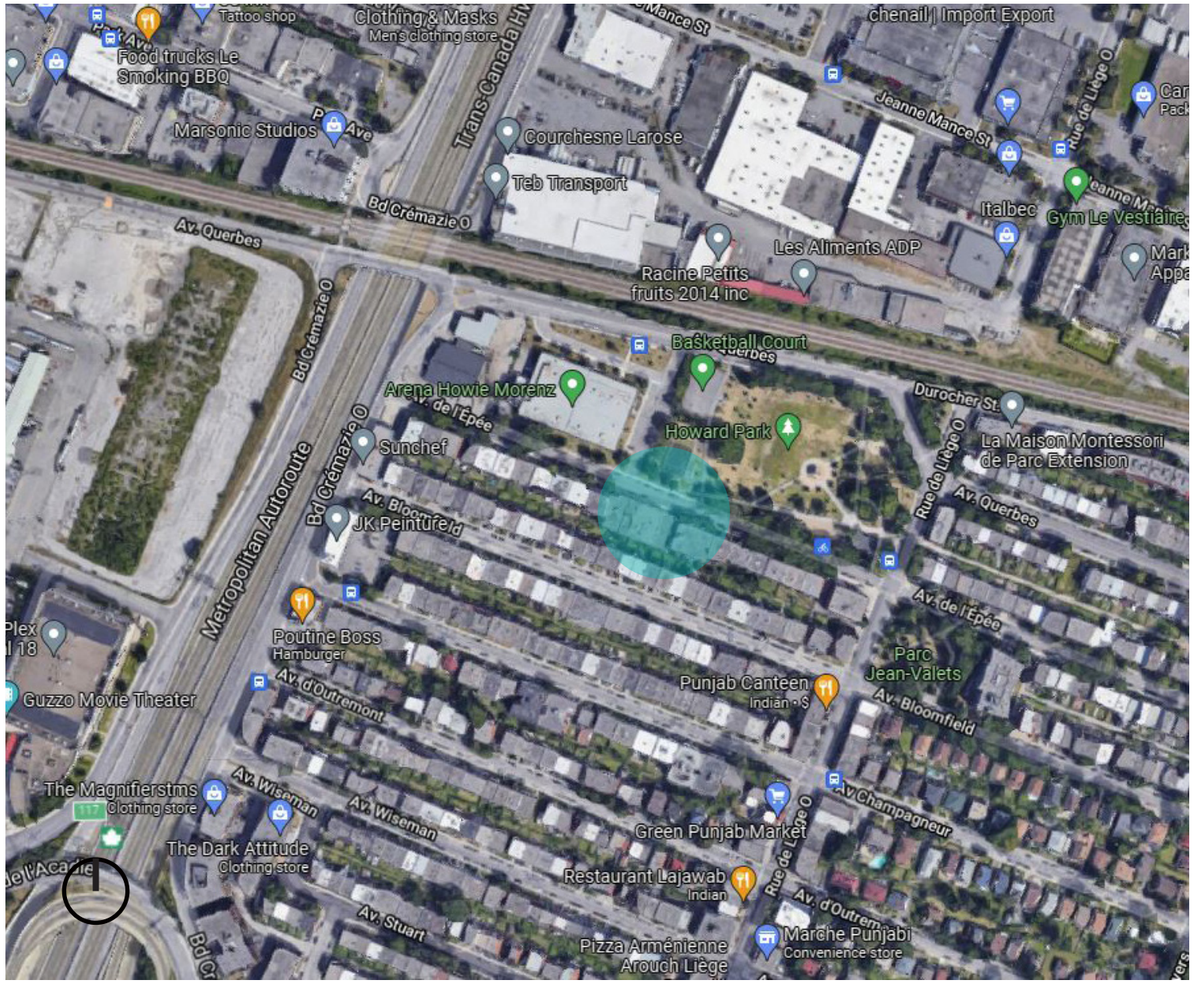
- la démolition de l'immeuble industriel existant
- la décontamination du terrain
- la construction neuve d'un bâtiment résidentiel de 31 logements de 3 étages avec rez-de-jardin et constructions hors toit.
- des aménagements paysager à l'avant et à l'arrière

L'organisme devra également effectuer la fusion des six lots pour n'en avoir qu'un seul.

1 l'existant

LOCALISATION

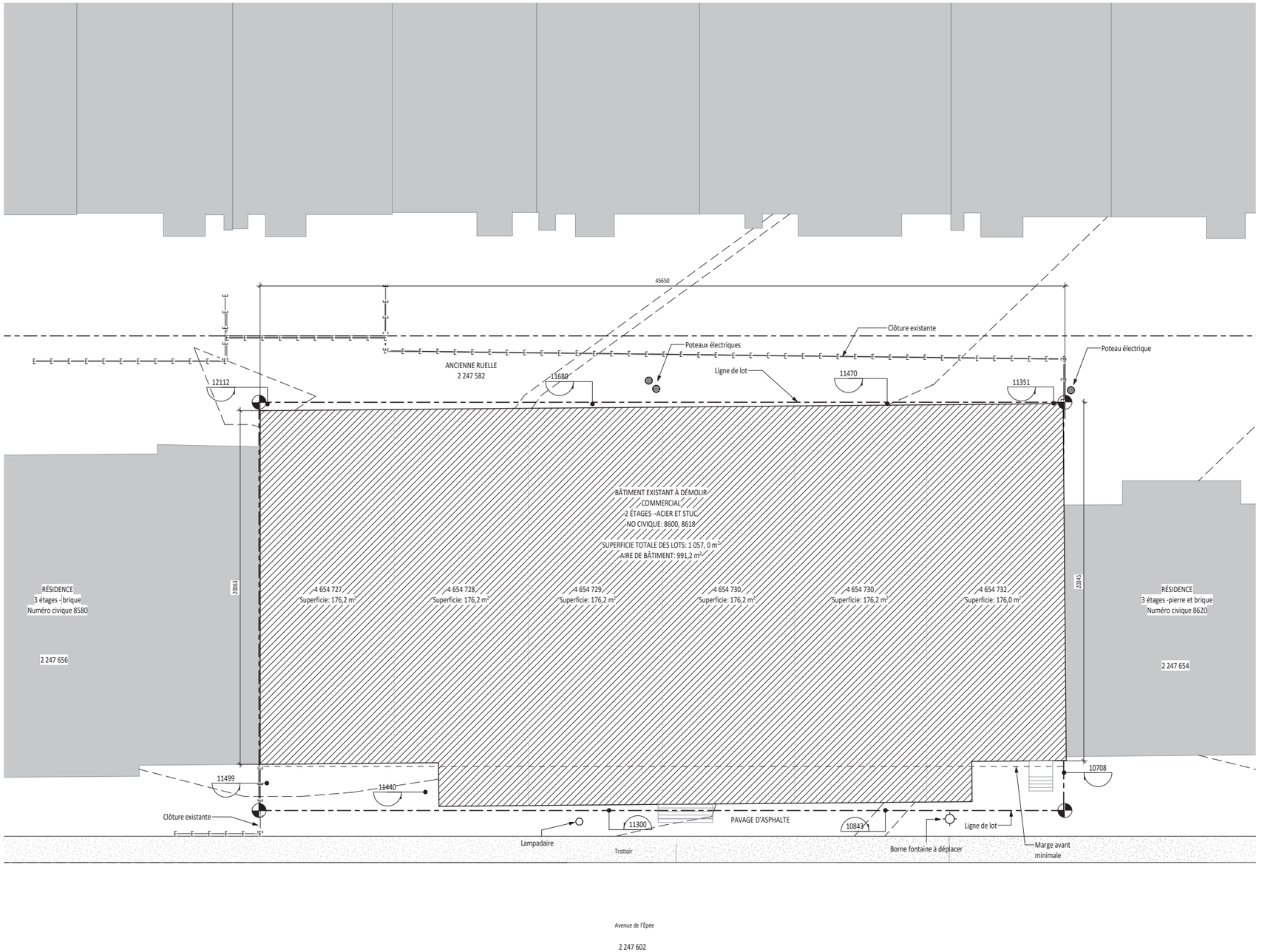




1 PLAN EXISTANT

plan d'implantation / démolition

1/200



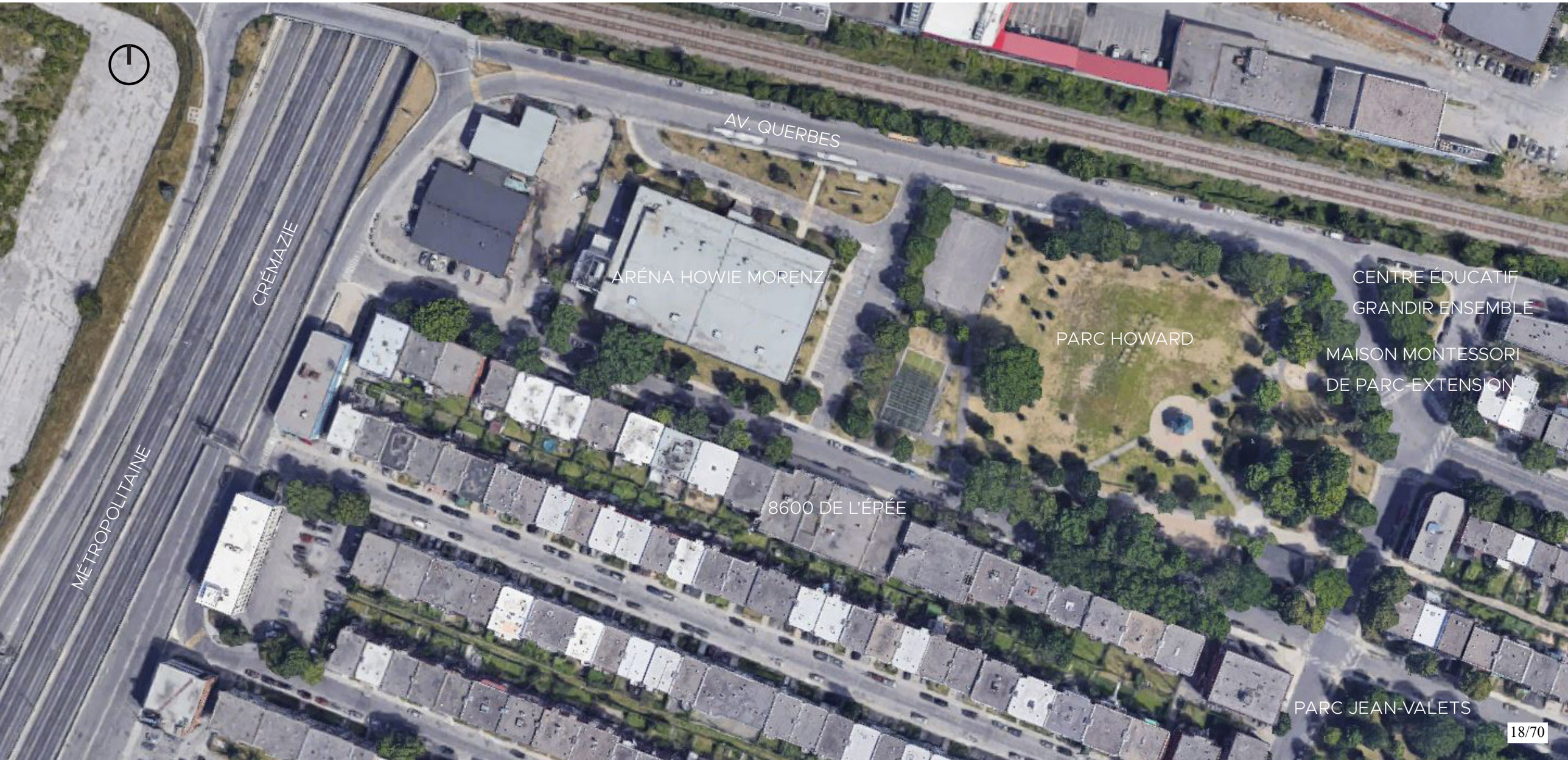
LÉGENDE D'IMPLANTATION:

- XXXXX — BULLE DE NIVEAU
- BORNE DE LIMITE DE PROPRIÉTÉ
- ACCÈS PRINCIPAL AU BÂTIMENT
- ACCÈS SECONDAIRE AU BÂTIMENT
- LIGNE DE LOT
- E——E——E CLÔTURE MÉTALLIQUE EXISTANTE CONSERVÉE
- BÂTIMENT VOISIN EXISTANT
- NOUVELLE SURFACE DE GAZON
- NOUVELLE SURFACE DE BÉTON
- NOUVELLE SURFACE DE PAVÉ ALVÉOLÉ
- ARBRE EXISTANT CONSERVÉ
- PUISARD EXISTANT
- POTEAU D'HYDRO-QUÉBEC EXISTANT
- BORNE FONTAINE EXISTANTE
- NOUVEL ARBRE
- NOUVEL ARBUSTE, VOIR LÉGENDE VÉGÉTALE

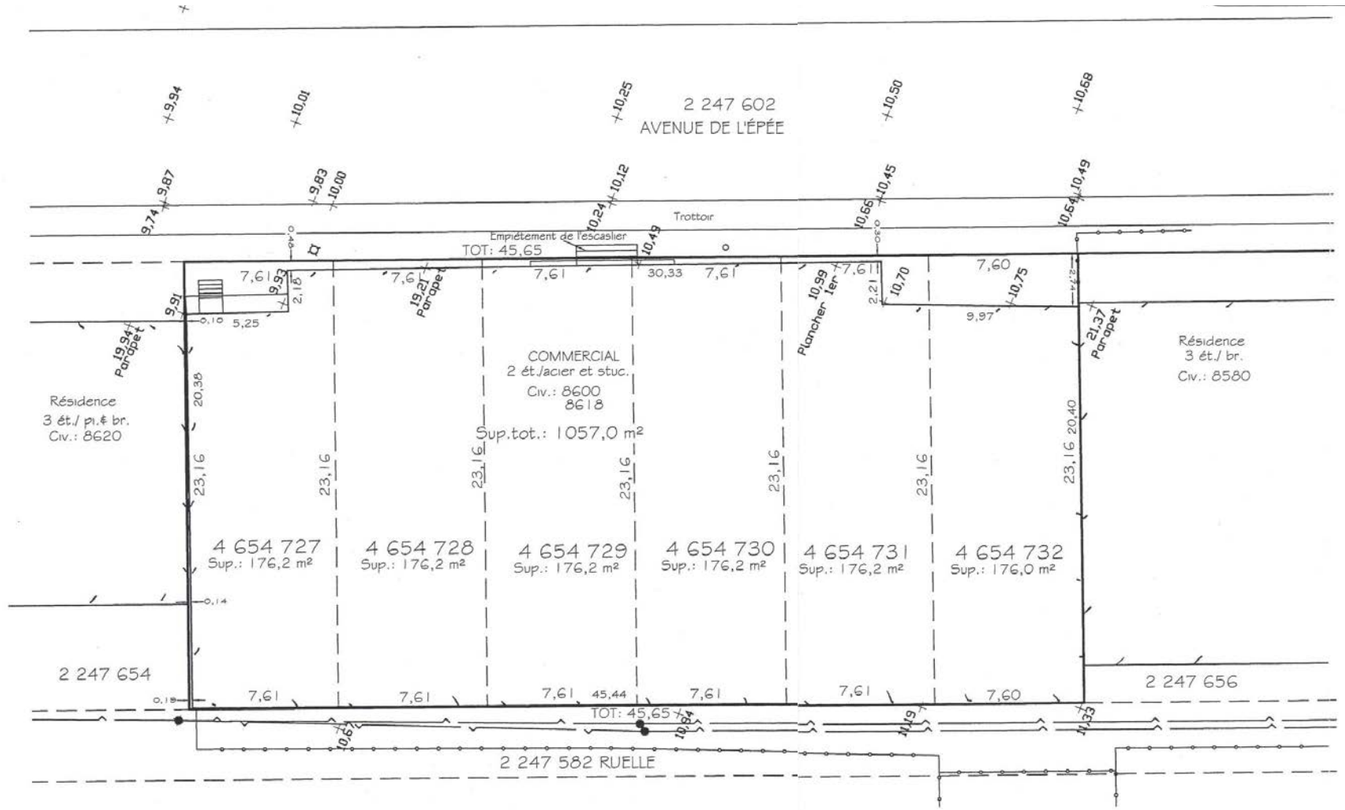
NOTES GÉNÉRALES D'IMPLANTATION:

- LE NIVEAU DE L'IMPLANTATION 10 000 EN ARCHITECTURE ÉQUIVAUT AU NIVEAU 11.878 GÉODÉSIQUE

1 CONTEXTE ET ENVIRONNEMENT IMMÉDIAT



1 CERTIFICAT DE LOCALISATION



•N.B.: Ce plan ainsi que le rapport l'accompagnant sont préparés à des fins de vente et/ou d'un financement hypothécaire.
•Ils ne devront pas être utilisés ou invoqué à d'autres fins sans l'autorisation écrite du soussigné.
•Les mesures indiquées sont en mètres, système international. (1 m. = 3.28 pieds)
•Mesurage effectué au revêtement extérieur.
•N.B. Les élévations sont conventionnelles.

Claude Simard a.-g. inc.
arpenteur-géomètre
Tél: 514-274-6269
Fax: 514-274-1782
5195, av. Clanranald
Montréal, Qc H3X 2S5

LOT(S): 4 654 727 À 4 654 732
CADASTRE: DU QUÉBEC
CIRC. FONCIÈRE: MONTRÉAL
MUNICIPALITÉ: VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT: VILLERAY/ST-MICHEL/PARC-EXTENSION

MINUTE: 24031
DOSSIER: 35029

DATE DU LEVÉ: 06-10-2020
DATE DU PLAN: 09-10-2020

Préparé à Montréal par:

CLAUDE SIMARD
arpenteur-géomètre

Copie certifiée conforme à l'original émise le: 13.10.20

arpenteur-géomètre

1 PHOTOS DE L'EXISTANT



FAÇADE AVANT BÂTIMENT EXISTANT



FAÇADE AVANT BÂTIMENT EXISTANT

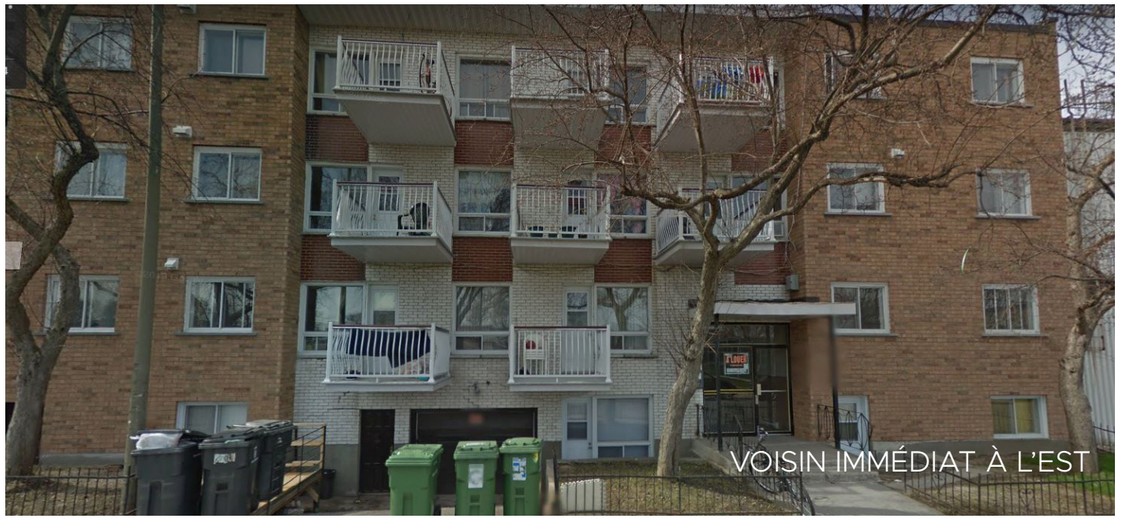


VUE FACE AU BÂTIMENT - PARC HOWARD

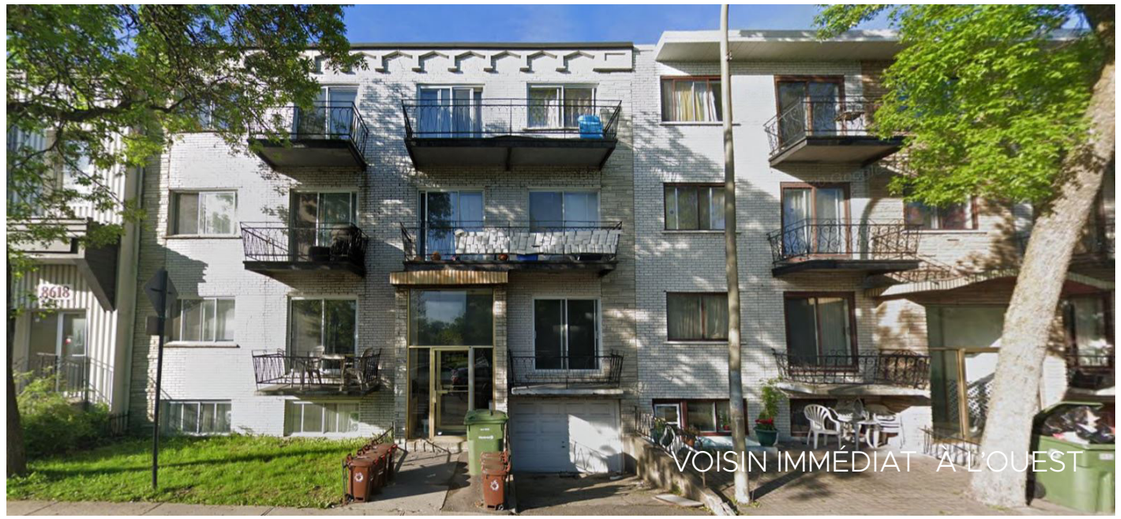


VUE FACE AU BÂTIMENT - PARC HOWARD

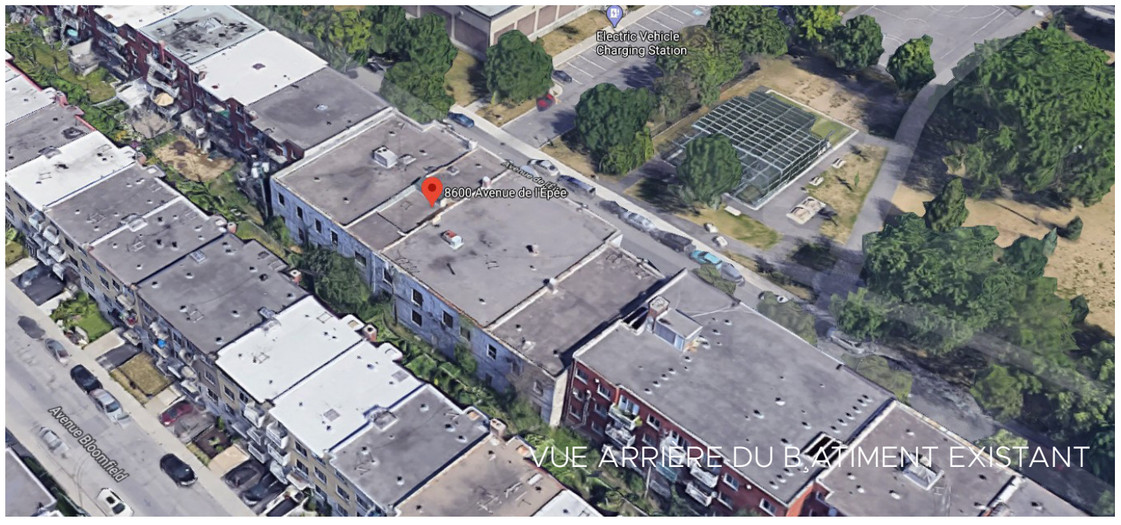
1 PHOTOS DE L'EXISTANT



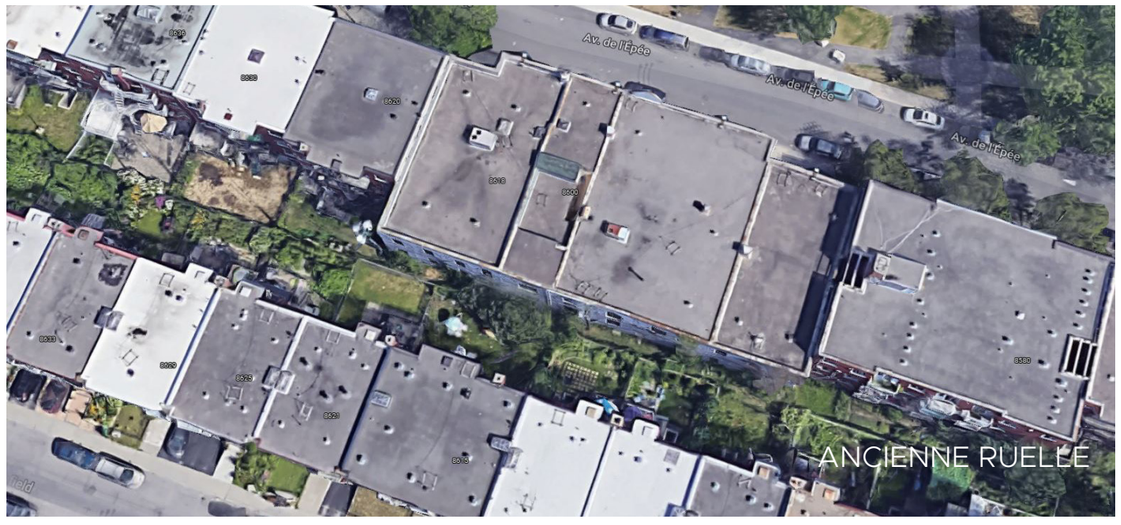
VOISIN IMMÉDIAT À L'EST



VOISIN IMMÉDIAT À L'OUEST



VUE ARRIÈRE DU BÂTIMENT EXISTANT



ANCIENNE RUELLE



2

le projet

OBJECTIFS

- bonification de l'offre locative abordable et de qualité
- bonification de l'offre locative pour les habitants issus de la diversité culturelle confrontés à la discrimination
- bonification de l'offre locative de qualité pour des logements accessibles
- inclusion des familles/multigénérationnel
- promotion du transport collectif et actif
- cour communautaire et jardin collectif
- logements traversants, ventilés, lumineux, spacieux
- promotion d'une vie communautaire

2 MISSION

Projet destiné aux familles du quartier

7 logements de 3 chambres
13 logements de 2 chambres
11 logements de 1 chambre

TABLEAU DES TYPOLOGIES

	RDJ	RDC	2IÈME	3IÈME
STUDIO				
1 CC	3 + 3*	3	2	
2CC	1 + 1*	3	6	2
3 CC		1		6
TOTAL	8	7	8	8

*Logements adaptables

L'ORGANISME

Brique par brique bâtit une communauté en nourrissant la diversité.

Brique par brique donne une chance à tout le monde d'habiter un endroit qu'ils et elles peuvent considérer comme leur chez-soi. Ils créent à la fois des communautés créatives et dynamiques au sein desquelles les résident.e.s peuvent à leur tour façonner le changement social.

L'INTENTION

Le projet du 8600 de l'Épée est un projet de 31 logements communautaires, incluant 4 logements accessibles, pour la communauté de Parc-Extension. L'intention est la création de logements spacieux, lumineux et abordables pour les familles du quartier. Une communauté de voisins ayant la volonté de mieux vivre ensemble.

Dès le début de l'idéation du projet, il y avait la vision de logement traversants pour une ventilation naturelle efficace et des espaces lumineux avec un accès direct à chacune des façades. Le bâtiment jouit d'une localisation privilégiée, face au parc Howard avec ses modules des jeux et ses terrains de sport. La cour arrière constitue un espace semi-privé partagé par les résidents où s'épanouissent des jardins nourriciers. La résilience alimentaire et l'esprit rassembleur qu'apporte la culture, la préparation et la dégustation collective de la nourriture sont priorisés dans un aménagement paysager à la fois médicinal, culinaire, mellifère et odorant. L'ajout de constructions hors toit au-dessus du 3e étage vise à procurer un maximum de logements de qualité et abordables pour familles.

2 RÈGLEMENTATION

STRATÉGIE D'IMPLANTATION

Après analyse, nous avons décidé de séparer le bâtiment en 4 petits « bâtiments » avec des murs coupe-feu de 2hr, ce qui est permis puisque nous avons 3 étages et un usage C.

Afin de :

1) pouvoir profiter de l'allégement pour les mezzanines du règlement 11-018 qui nous permet de ne pas les considérer comme un étage
2) être dans la partie 9 du code (puisque nous avons 3 étages et un maximum de 8 logements par bâtiment) ce qui nous donne plusieurs avantages notamment au niveau des issues.

Par contre, au sens de la règlementation municipale, le projet est considéré comme un seul grand bâtiment et une opération cadastrale sera effectuée afin que les 6 lots actuels n'en deviennent qu'un seul. Ceci est important, puisqu'il ne nous est pas permis d'avoir des servitudes de passage sur les terrains voisins. Puisqu'il n'y a pas de ruelle derrière le bâtiment, la seconde issue de chaque logement doit se faire par la porte cochère sans avoir à passer sur un lot distinct.

Selon la règlementation municipale, la hauteur du bâtiment est calculée à partir du point le plus élevé du trottoir.

Cependant, selon le CCQ le niveau du rez-de-chaussée ne doit pas excéder les 2 m, mesuré à partir du niveau moyen du sol le plus bas des façades et ce, pour CHACUN DES 4 BÂTIMENTS. Puisque le bâtiment se trouve sur un terrain en pente, nous avons donc respecté ceci en implantant le grand bâtiment afin que le côté où la pente est la plus basse - côté ouest - le rez-de-chaussée ne dépasse pas les 2 m du niveau moyen du sol calculé pour cette partie du bâtiment.

Le règlement 11-018 exige également que le plafond du rez-de-jardin soit à 1 m minimum du niveau du sol. Afin de pouvoir respecter cette exigence, nous allons précder à un nivellement du sol du côté est de la façade avant ainsi que dans la cour arrière puisque le terrain possède également une pente remontant vers l'arrière.

DÉROGATIONS

Le projet déroge sur peu de points, au niveau du nombre de logements - 31 logements - cependant, il garde une densité semblable aux bâtiments du voisinage de 3 étages.

Étant situé dans un quartier accessible - près du Marché central, des transports en commun, d'un parc, d'un aréna, de pistes cyclables - un mode de vie actif et collectif est mis de l'avant, les places de stationnement ont donc été susbstituées par des places pour vélos - 20 - et par un espace vert commun à l'arrière.

Finalement, le pourcentage en saillie de la façade avant dépasse de 2,9% malgré tous les efforts consacrés à essayer de respecter le 40% tout en incorporant toutes les composantes du projet. Ce léger dépassement nous permet par contre de pouvoir obtenir un aménagement intérieur minimalement spacieux et ainsi respecter les normes des logements AccèsLogis concernant les dimensions minimales des pièces.

2 ÉTUDE DE CODE ET DE LA RÈGLEMENTATION

ÉTUDE DE CODE PRÉLIMINAIRE

RÉSISTANCE AU FEU

Plancher:	45 min
Toit 3e:	45 min
Toit construction hors-toit	-
Murs, poteaux et arcs porteurs:	45 min
Murs coupe-feu:	2 hr

PROTECTION INCENDIE DU BÂTIMENT

Système d'alarme incendie:	**oui**
Système de gicleurs:	**non**
Système de canalisation incendie:	**non**

MOYEN D'ÉVACUATION

Nombre d'issues exigé:	2
Largeur d'issue:	900 mm
Distance entre les issues:	30 m

DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU

Issue:	45 min
Suites:	45 min
Corridor commun:	45 min
Local technique:	1 hr
Local à déchet et recyclage:	45 min
Vide technique:	45 min

ESCALIER

Largeur:	900 mm
Échappée:	2050 mm
Marches:	355 mm max - 250 mm min
Giron:	355 mm max - 230 mm min
Contre-marches:	200 mm max - 125 mm min
Palier:	900 mm
Main-courante:	2 côtés - entre 800 mm et 965 mm
Garde-corps:	1070 mm
Paliers/débattement porte:	750 mm min

ÉTUDE DE LA RÉGLEMENTATION

RÈGLEMENTS:

Arrondissement:	Villeray - Parc-extension
Zone:	H01-008
Usage:	H2, H3, H4
Hauteur:	3 étages (11 m)
Taux d'implantation au sol:	60%
Mode d'implantation:	Contigu
Marges:	Avant = 2,5m / Arrière = 3m
Stationnement #pour voitures:	1 case / 2 logements
Stationnement pour vélos:	5 cases / 10 logements + 1 case / 10 logements supplémentaires
Revêtement extérieur:	80% maçonnerie sur la façade principale
Saillies:	1,5m sur 40% de la façade principale
Verdissement du terrain:	20%

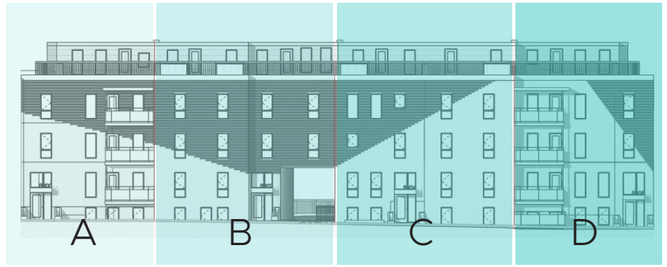
INFORMATIONS SUR LE PROJET:

No. de lot:	à confirmer une fois l'opération cadastrale complétée
Superficie du terrain:	1 057 m^2
Hauteur de bâtiment:	Bâtiment principal: 10.1 m, avec constructions hors-toit 12.8 m
Nombre d'étages:	3 étages
Superficie de plancher totale:	2927.9 m^2
Aire de bâtiment:	680,7 m^2
Taux d'implantation au sol:	64,4%
Stationnement pour voitures:	Aucun
Stationnement pour vélos:	20 cases
Revêtement extérieur:	100% maçonnerie sur la façade principale
Saillies:	1,5 m sur 42,9% de la marge minimale avant
Verdissement du terrain:	20,3%
Usage principal:	C - Habitations
Partie du code utilisée:	9
Type de construction:	Combustible

ÉLÉMENTS DÉROGATOIRES:

- Usage H.6 (31 logements)
- Nombre de cases de sationnement pour voiture (aucune)
- Pourcentage de la façade en saillie (42,9%)

2 SURFACES DE RAYONNEMENT



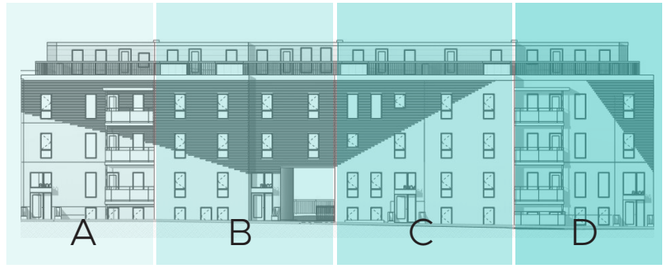
SÉPARATION SPATIALE ET PROTECTION DES FAÇADES

BÂTIMENT A - 8600	*Distance limitative (m)*	*Surface de rayonnement (m^2)*	*Baies non-protégées autorisées (%)*	*Surface max baie non-protégées (m^2)*	*Surface proposée baie non-protégées (m^2)*	*Résistance au feu (minutes)*	*Type de construction*	*Revêtement*
RDJ								
Nord - 8600-002	10,1 m	6,1 m^2	100%	6,1 m^2	2,16 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud - 8600-002	3 m	7,2 m^2	50%	3,6 m^2	2 m^2	45 min	comb. ou incomb.	incombustible
Sud - 8600-001	9,2 m	1,13 m^2	100%	1,13 m^2	0,2 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
ENTRÉE 1								
	10,1 m	10,1 m	100%	10,1 m	4 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
RDC								
Nord 8600-102	10,1 m	16,4 m^2	100%	16,4 m^2	3,83 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8600-102	9,2 m	3,2 m^2	100%	3,2 m^2	1 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8600-101	3 m	20,5 m^2	50%	10,25 m^2	4,5 m^2	45 min	comb. ou incomb.	incombustible
2E								
Nord:	10,1 m	23,4 m^2	100%	23,4 m^2	5,33 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8600-202	9,2 m	3,2 m^2	100%	3,2 m^2	1 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8600-201	3 m	20,5 m^2	50%	10,25 m^2	4,5 m^2	45 min	comb. ou incomb.	incombustible
3E								
Nord:	10,1 m	23,4 m^2	100%	23,4 m^2	5,33 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8600-302	9,2 m	3,2 m^2	100%	3,2 m^2	1 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8600-301	3 m	20,5 m^2	50%	10,25 m^2	4,5 m^2	45 min	comb. ou incomb.	incombustible
CONSTRUCTION HORS-TOIT								
Nord:	16 m	14,7 m^2	100%	14,7 m^2	4,66 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud:	6 m	12,4 m^2	100%	12,4 m^2	3,17 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.

SÉPARATION SPATIALE ET PROTECTION DES FAÇADES

BÂTIMENT B - 8602	*Distance limitative (m)*	*Surface de rayonnement (m^2)*	*Baies non-protégées autorisées (%)*	*Surface max baie non-protégées (m^2)*	*Surface proposée baie non-protégées (m^2)*	*Résistance au feu (minutes)*	*Type de construction*	*Revêtement*
RDJ								
Nord - 8602-003	8,5 m	6,1 m^2	100%	6,1 m^2	2,26 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud - 8602-003	9,2 m	2,8 m^2	100%	2,8 m^2	1,2 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud - 8602-004	7 m	5,8 m^2	100%	5,8 m^2	4,7 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
ENTRÉE 2								
	10,1 m	7,54 m^2	100%	7,54 m^2	3,89 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
RDC								
Nord 8602-103	8,5 m	15 m^2	100%	15 m^2	3 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8602-103	7 m	24,2 m^2	100%	24,2 m^2	7,7 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
2E								
Nord 8602-203	8,5 m	15 m^2	100%	15 m^2	3 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Nord 8602-204	10,1 m	15,5 m^2	100%	15,5 m^2	3 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8600-203	9,2 m	15,6 m^2	100%	15,6 m^2	6,2 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8600-204	7 m	16,3 m^2	100%	16,3 m^2	6,2 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
3E								
Nord 8602-303	8,5 m	15 m^2	100%	15 m^2	3 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Nord 8602-304	10,1 m	15,5 m^2	100%	15,5 m^2	3 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8602-303	9,2 m	15,6 m^2	100%	15,6 m^2	6,2 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8602-304	7 m	16,3 m^2	100%	16,3 m^2	6,2 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
CONSTRUCTION HORS-TOIT								
Nord 8602-303	14,5 m	11,5 m^2	100%	11,5 m^2	3,76 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Nord 8602-304	16 m	12,12 m^2	100%	12,12 m^2	5,26 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8602-303	12,2 m	12,1 m^2	100%	12,1 m^2	3 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8602-304	10 m	12,6 m^2	100%	12,6 m^2	3,9 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.

2 SURFACES DE RAYONNEMENT



SÉPARATION SPATIALE ET PROTECTION DES FAÇADES

BÂTIMENT C - 8604	*Distance limitative (m)*	*Surface de rayonnement (m^2)*	*Baies non-protégées autorisées (%)*	*Surface max baie non-protégées (m^2)*	*Surface proposée baie non-protégées (m^2)*	*Résistance au feu (minutes)*	*Type de construction*	*Revêtement*
RDJ								
Nord - 8604-005	8,5 m	4 m^2	100%	4 m^2	1,52 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Nord - 8604-006	8,5 m	6,9 m^2	100%	6,9 m^2	2,2 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud - 8604-005	7 m	6,5 m^2	100%	6,5 m^2	0,4 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud - 8604-006	9,2 m	5,4 m^2	100%	5,4 m^2	1,38 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
ENTRÉE 2								
	8,5 m	9,5 m^2	100%	9,5 m^2	4,03 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
RDC								
Nord 8604-104	8,5 m	14,65 m^2	100%	14,65 m^2	3 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Nord 8604-105	8,5 m	17,4 m^2	100%	17,4 m^2	5,33 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8604-104	7 m	16,2 m^2	100%	16,2 m^2	6,2 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8604-105	9,2 m	13,8 m^2	100%	13,8 m^2	6,2 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
2E								
Nord 8604-205	8,5 m	15,3 m^2	100%	15,3 m^2	2,4 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Nord 8604-206	8,5 m	14,65 m^2	100%	14,65 m^2	3 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8604-205	7 m	16,2 m^2	100%	16,2 m^2	6,2 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8604-206	9,2 m	13,8 m^2	100%	13,8 m^2	6,2 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
3E								
Nord 8604-305	8,5 m	15,3 m^2	100%	15,3 m^2	3,9 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Nord 8604-306	8,5 m	14,65 m^2	100%	14,65 m^2	3 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8604-305	7 m	16,2 m^2	100%	16,2 m^2	3 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8604-306	9,2 m	13,8 m^2	100%	13,8 m^2	6,2 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
CONSTRUCTION HORS-TOIT								
Nord 8604-305	14,5 m	11,5 m^2	100%	11,5 m^2	3,76 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Nord 8604-306	14,5 m	11,6 m^2	100%	11,6 m^2	2,26 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8604-305	10 m	12,6 m^2	100%	12,6 m^2	2,4 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8604-306	12,2 m	10,7 m^2	100%	10,7 m^2	3 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.

SÉPARATION SPATIALE ET PROTECTION DES FAÇADES

BÂTIMENT D - 8606	*Distance limitative (m)*	*Surface de rayonnement (m^2)*	*Baies non-protégées autorisées (%)*	*Surface max baie non-protégées (m^2)*	*Surface proposée baie non-protégées (m^2)*	*Résistance au feu (minutes)*	*Type de construction*	*Revêtement*
RDJ								
Nord - 8606-007	10,6 m	9,7 m^2	100%	9,7 m^2	4,53 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud - 8606-007	7 m	1,3 m^2	100%	1,3 m^2	0,25 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud - 8606-008	3 m	8,3 m^2	50%	4,15 m^2	1,37 m^2	45 min	comb. ou incomb.	incombustible
ENTRÉE 4								
	10,6 m	10 m^2	100%	10 m^2	4,73 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
RDC								
Nord 8606-106	10,6 m	17,4 m^2	100%	17,4 m^2	5,33 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8606-106	7 m	3,3 m^2	100%	3,3 m^2	6,2 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8606-107	3 m	20,8 m^2	26%	5,4 m^2	4,5 m^2	45 min	comb. ou incomb.	incombustible
2E								
Nord 8606-207	10,6 m	23,8 m^2	100%	23,8 m^2	5,33 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8606-207	7 m	3,3 m^2	100%	3,3 m^2	6,2 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8606-208	3 m	20,8 m^2	26%	5,4 m^2	4,5 m^2	45 min	comb. ou incomb.	incombustible
3E								
Nord 8606-307	10,6 m	23,8 m^2	100%	23,8 m^2	5,33 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8606-307	7 m	3,3 m^2	100%	3,3 m^2	6,2 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8606-308	3 m	20,8 m^2	26%	5,4 m^2	4,5 m^2	45 min	comb. ou incomb.	incombustible
CONSTRUCTION HORS-TOIT								
Nord 8606-307	16,6 m	13,4 m^2	100%	13,4 m^2	4,66 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.
Sud 8606-308	6 m	12,7 m^2	100%	12,7 m^2	3,17 m^2	45 min	comb. ou incomb.	comb. ou incomb.



3

approche architecturale

VOLUMÉTRIE

Les familles et la communauté d'entraide de voisinage sont les points de départ de ce projet ancré dans un quartier défini par sa diversité culturelle et marqué par un manque de logements salubres, spacieux et de qualité pour les familles. Le concept architectural cherchait donc à harmoniser le respect de l'échelle du quartier et l'objectif visé par l'organisme. Dans son traitement volumétrique, chromatique et matériel, le concept joue ainsi sur le délicat équilibre entre l'intégration et la démarcation.

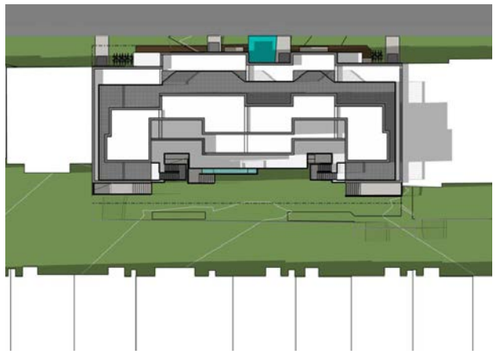
Dans une volonté de de s'arrimer à l'échelle du voisinage - le bâtiment comportant plus de logements que ses voisins - celui-ci a donc été morcellé en quatre bâtiments plus petits. Alignées aux voisins immédiats de chaque côté, quatre façades s'articulent côté rue et côté cour, affichant un grain plus fin et reproduisant cette modulation des façades fréquente sur l'avenue de l'Épée.

3 ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT

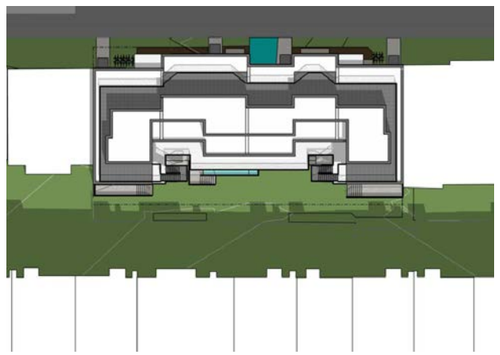

21 juin - 9h

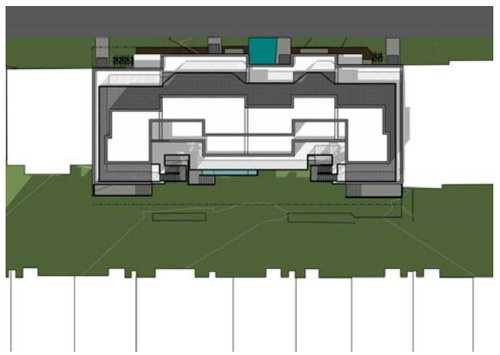

21 juin - midi

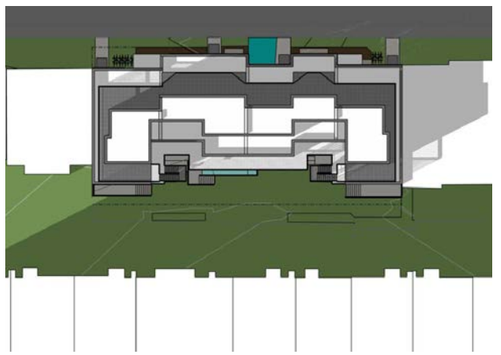

21 juin - 15h

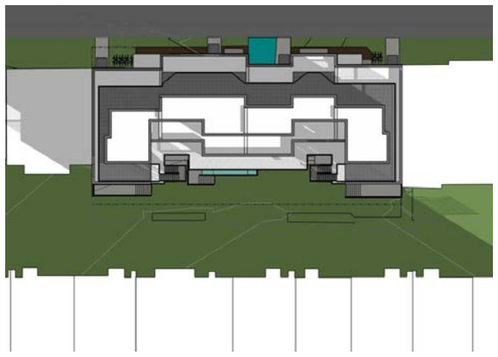

21 juin - 18h

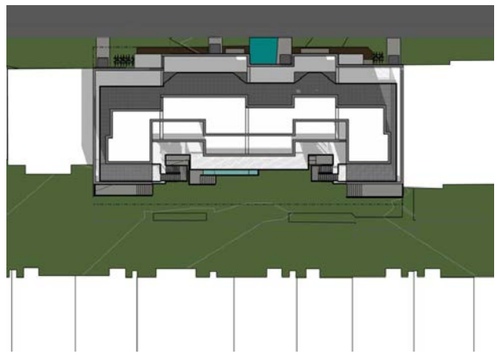

20 mars - 9h

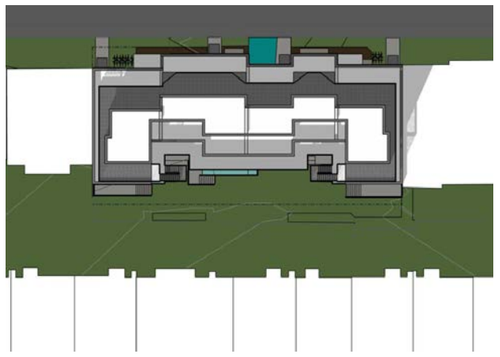

20 mars - midi

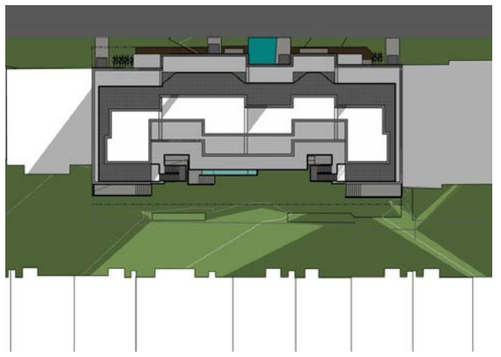

20 mars - 15h

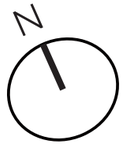

20 mars - 17h


21 décembre - 9h


21 décembre - midi


21 décembre - 15h


21 décembre - 17h

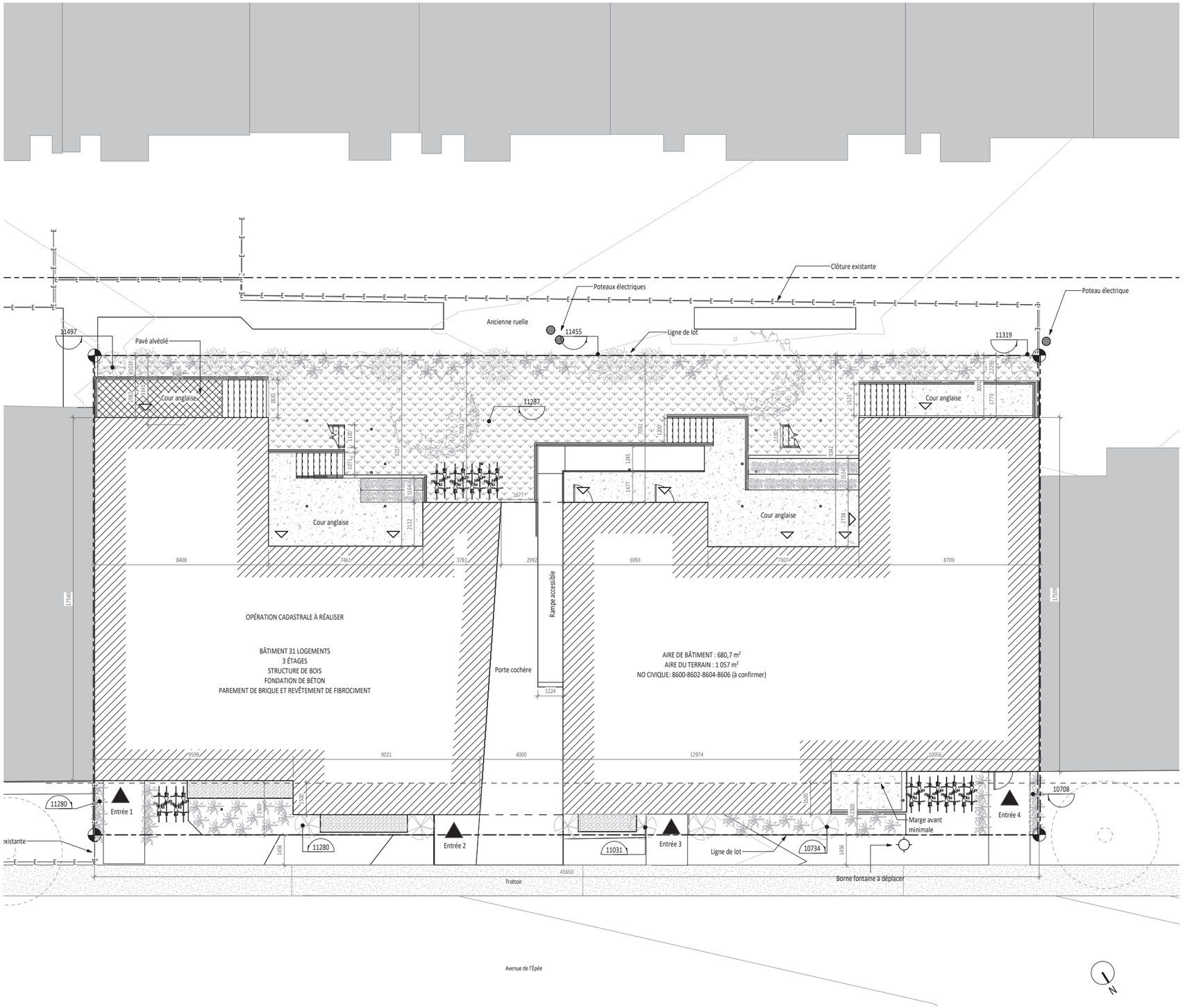


3

PLANS PROPOSÉS

plan d'implantation

1/200



LÉGENDE D'IMPLANTATION:

- XXXXX — BULLE DE NIVEAU
- BORNE DE LIMITE DE PROPRIÉTÉ
- ACCÈS PRINCIPAL AU BÂTIMENT
- ACCÈS SECONDAIRE AU BÂTIMENT
- LIGNE DE LOT
- CLÔTURE MÉTALLIQUE EXISTANTE CONSERVÉE
- BÂTIMENT VOISIN EXISTANT
- NOUVELLE SURFACE DE GAZON
- NOUVELLE SURFACE DE BÉTON
- NOUVELLE SURFACE DE PAVÉ ALVÉOLÉ
- ARBRE EXISTANT CONSERVÉ
- PUISARD EXISTANT
- POTEAU D'HYDRO-QUÉBEC EXISTANT
- BORNE FONTAINE EXISTANTE
- NOUVEL ARBRE
- NOUVEL ARBUSTE, VOIR LÉGENDE VÉGÉTALE

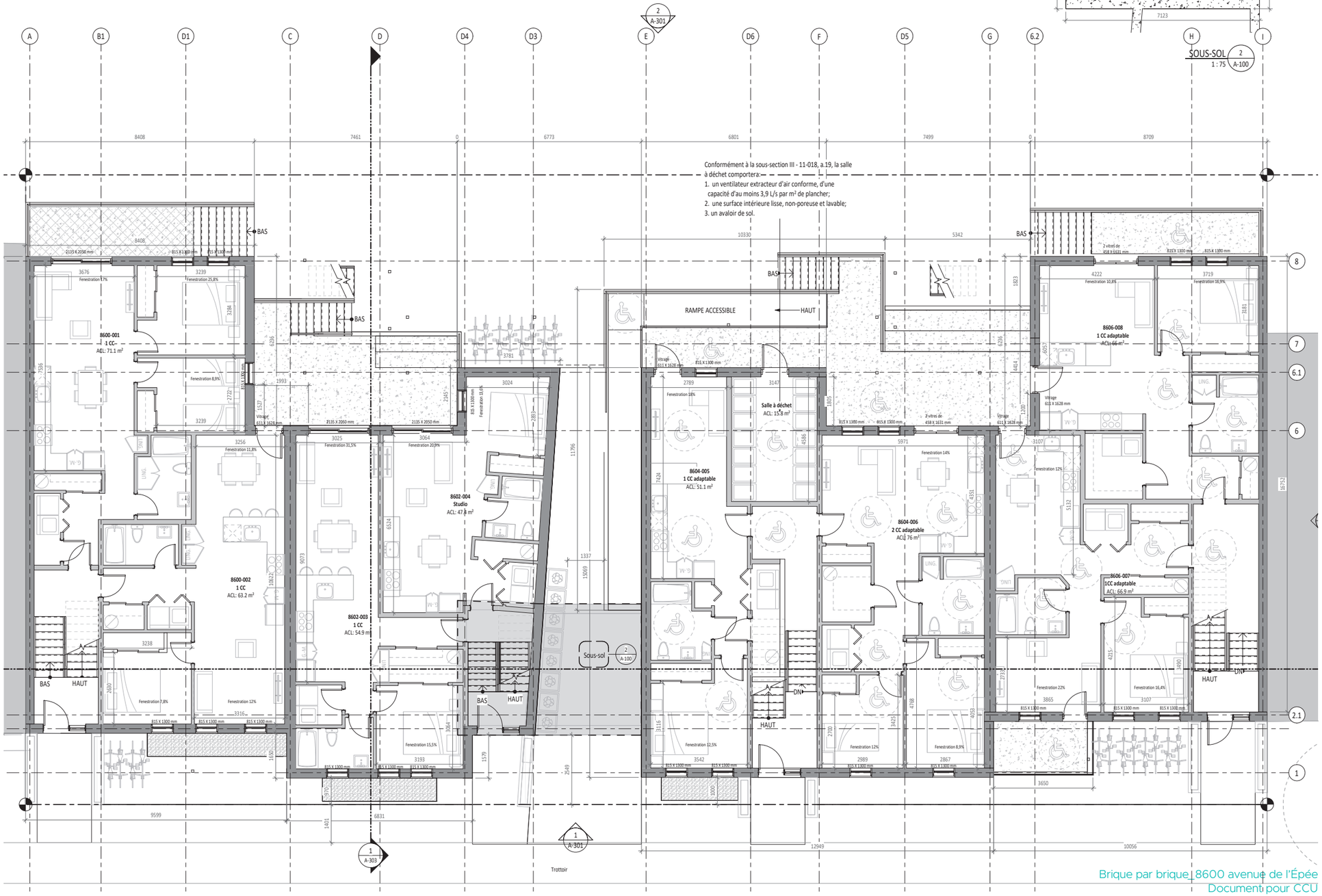
NOTES GÉNÉRALES D'IMPLANTATION:

- LE NIVEAU DE L'IMPLANTATION 10 000 EN ARCHITECTURE ÉQUIVAUT AU NIVEAU 11.878 GÉODÉSIQUE

3 PLANS PROPOSÉS

plan rez-de-jardin

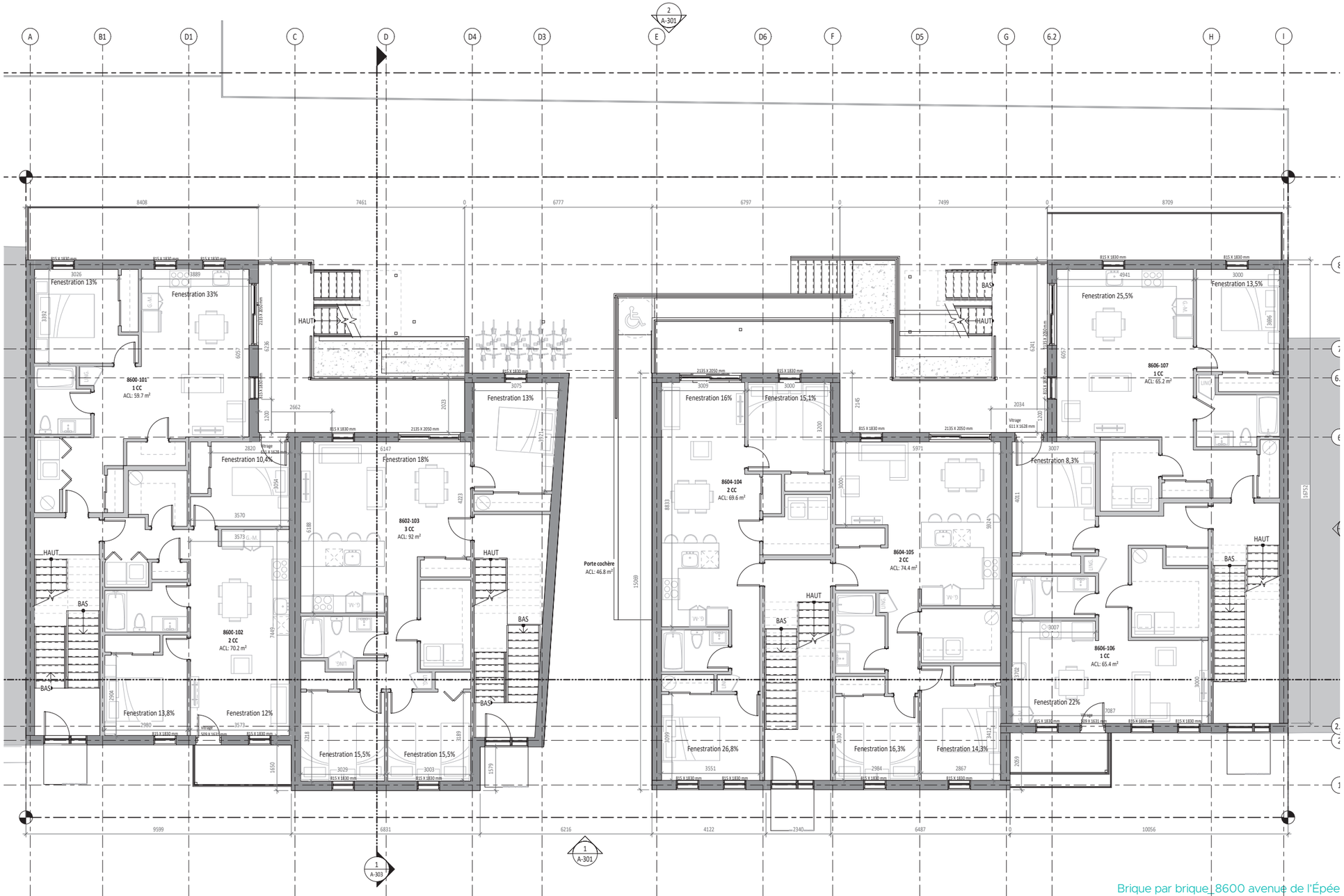
1/150



3 PLANS PROPOSÉS

plan rez-de-chaussée

1/150

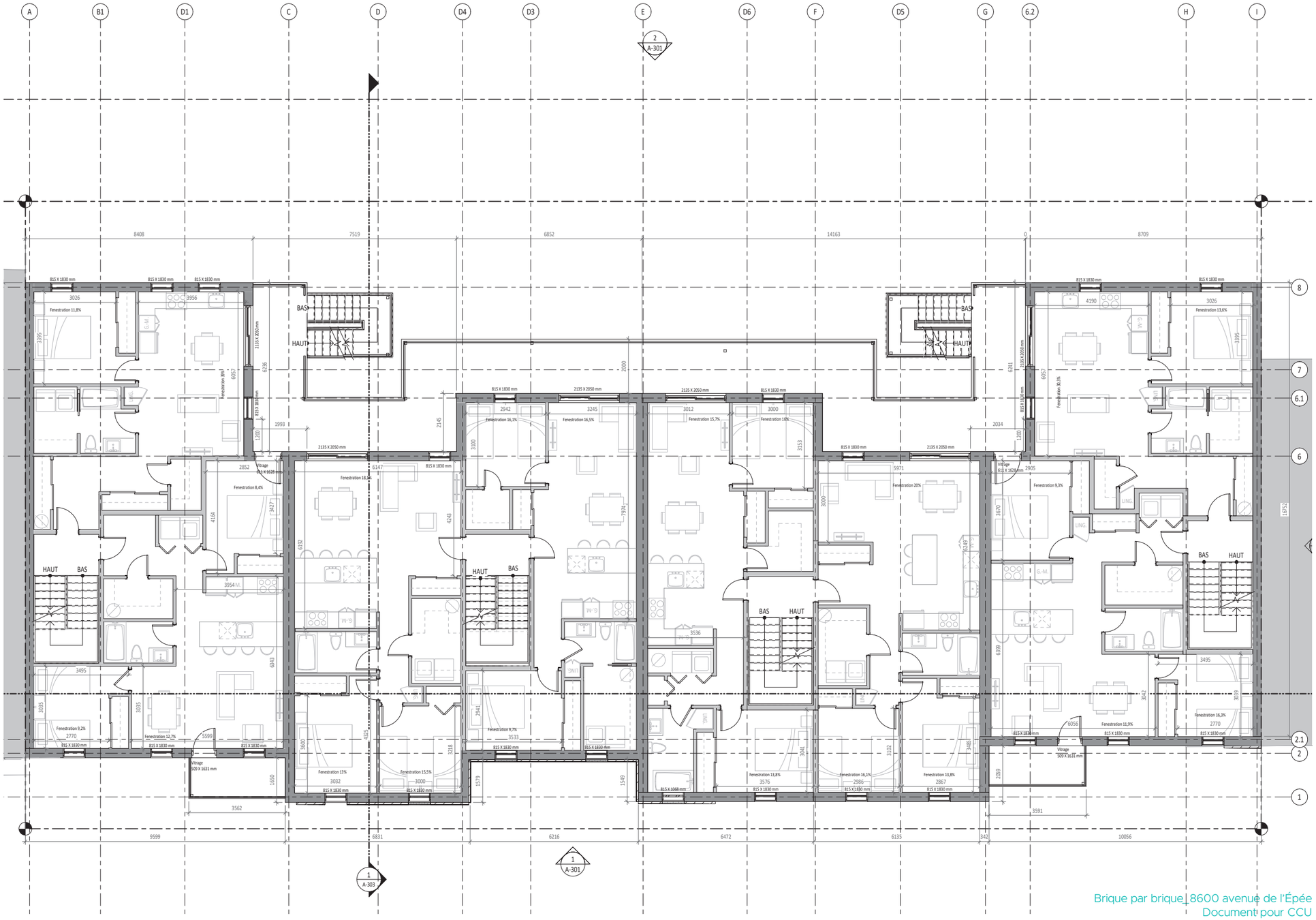


3

PLANS PROPOSÉS

plan 2e

1/150



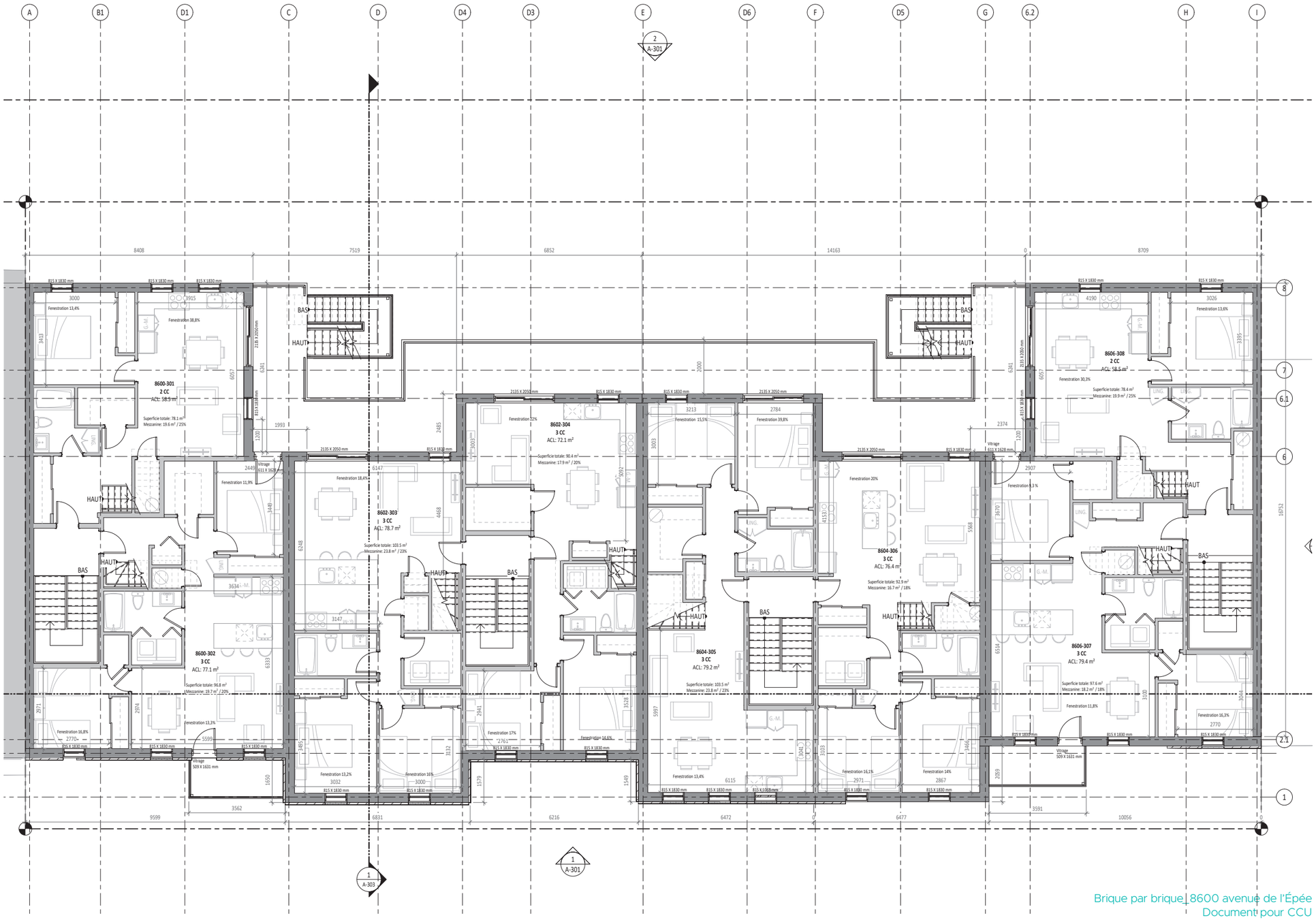
RAYSIDE | LABOSSIÈRE
Architecture Design Urbanisme

3

PLANS PROPOSÉS

plan 3e

1/150

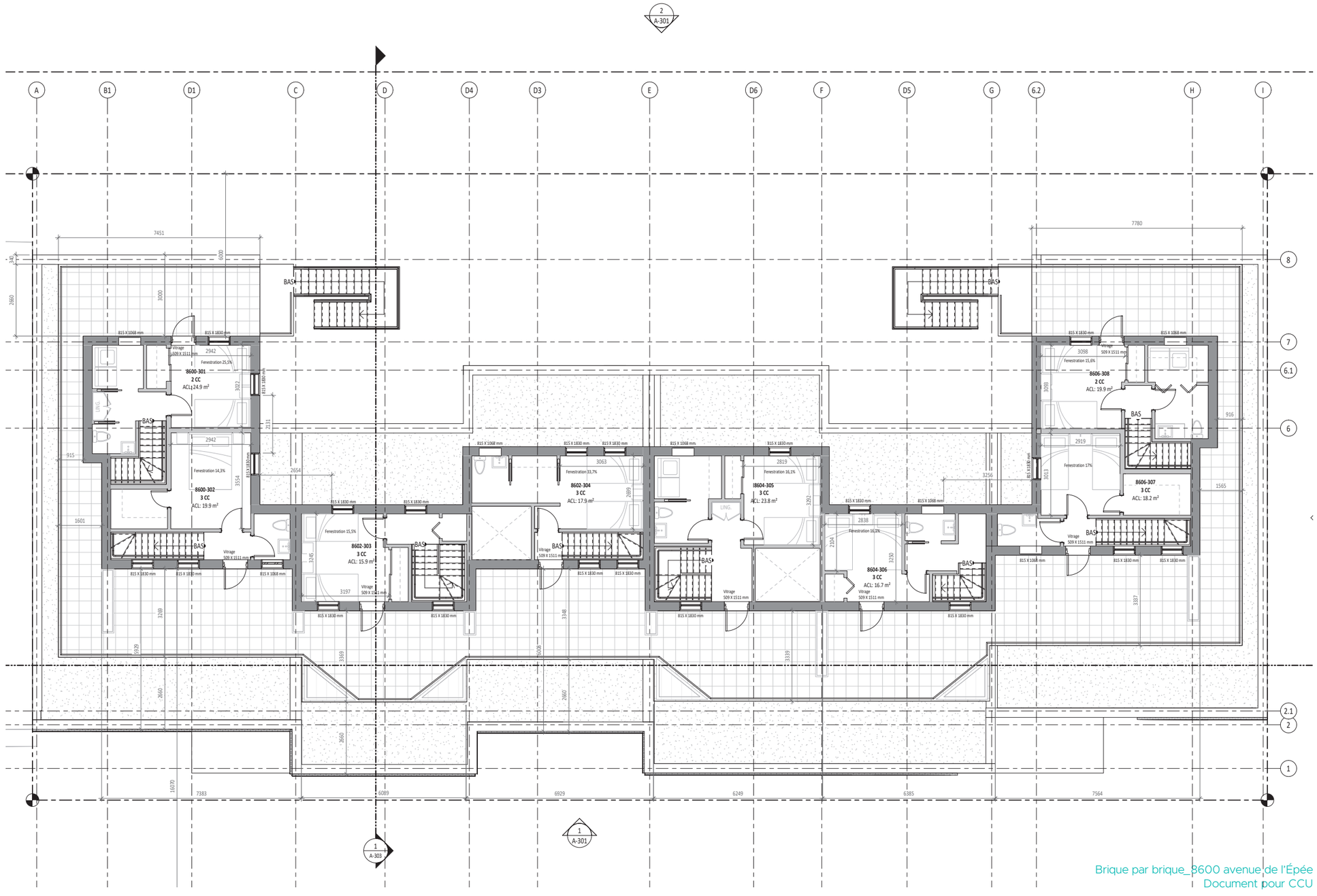


3

PLANS PROPOSÉS

plan constructions hors-toit

1/150



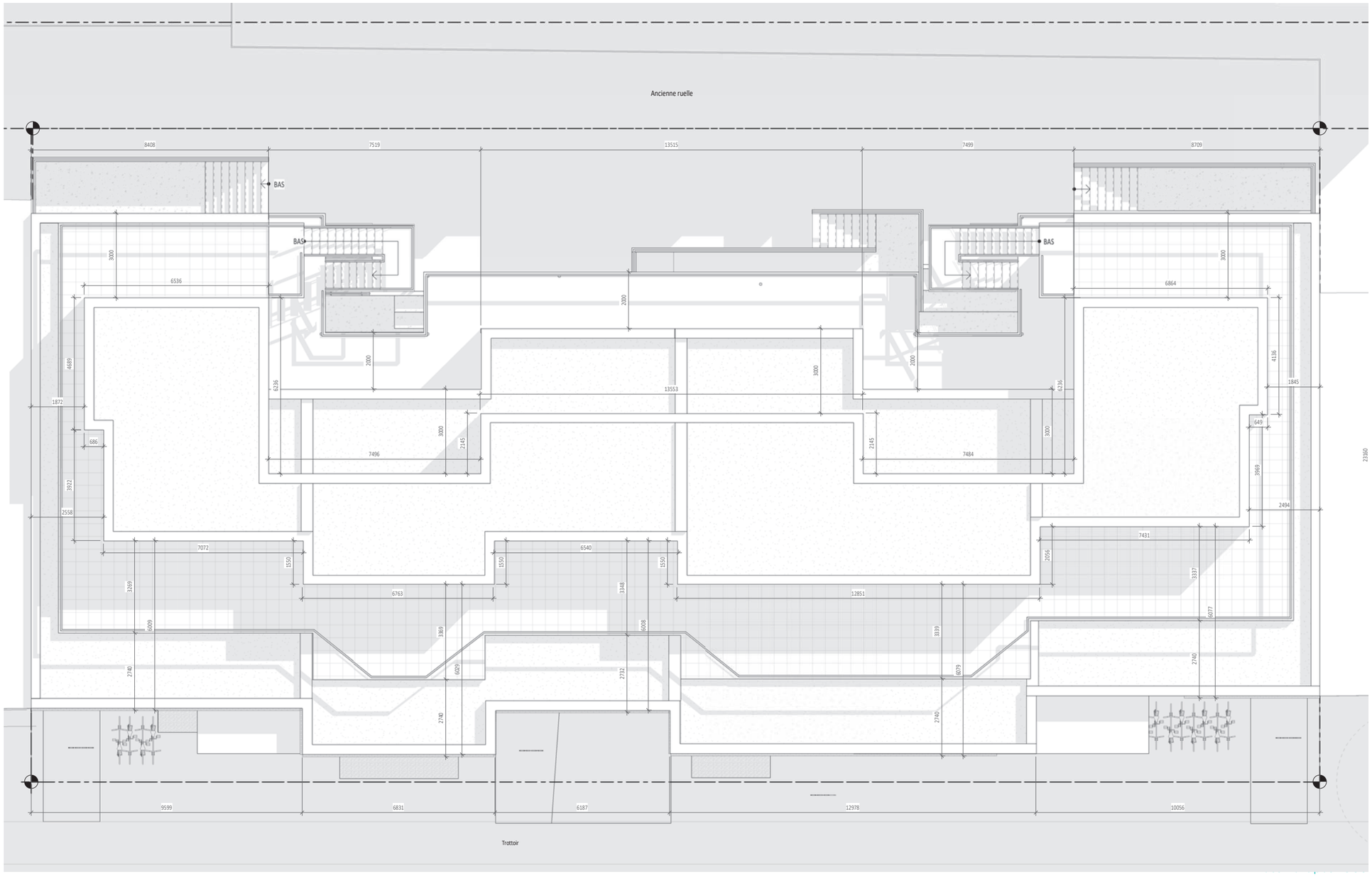
LÉGENDE MATÉRIAU TOITURE

- XXXXX — BULLE DE NIVEAU
- XX / A-XXX — NUMÉRO DE DÉTAIL / BULLE DE RENVOIE VERS COUPE / NUMÉRO DE PAGE
- 1 — MEMBRANE ÉLASTOMÈRE BICOUCHE COULEUR BLANC
- DALLES DE PATIO EN BÉTON

3 PLANS PROPOSÉS

plan toiture

1/150



LÉGENDE MATÉRIAU TOITURE

- XXXXX — BULLE DE NIVEAU
- XX / A-XXX — NUMÉRO DE DÉTAIL / BULLE DE RENVOIE VERS COUPE / NUMÉRO DE PAGE
- MEMBRANE ÉLASTOMÈRE BICOUCHE COULEUR BLANC
- DALLES DE PATIO EN BÉTON

3 ÉLÉVATIONS PROPOSÉES

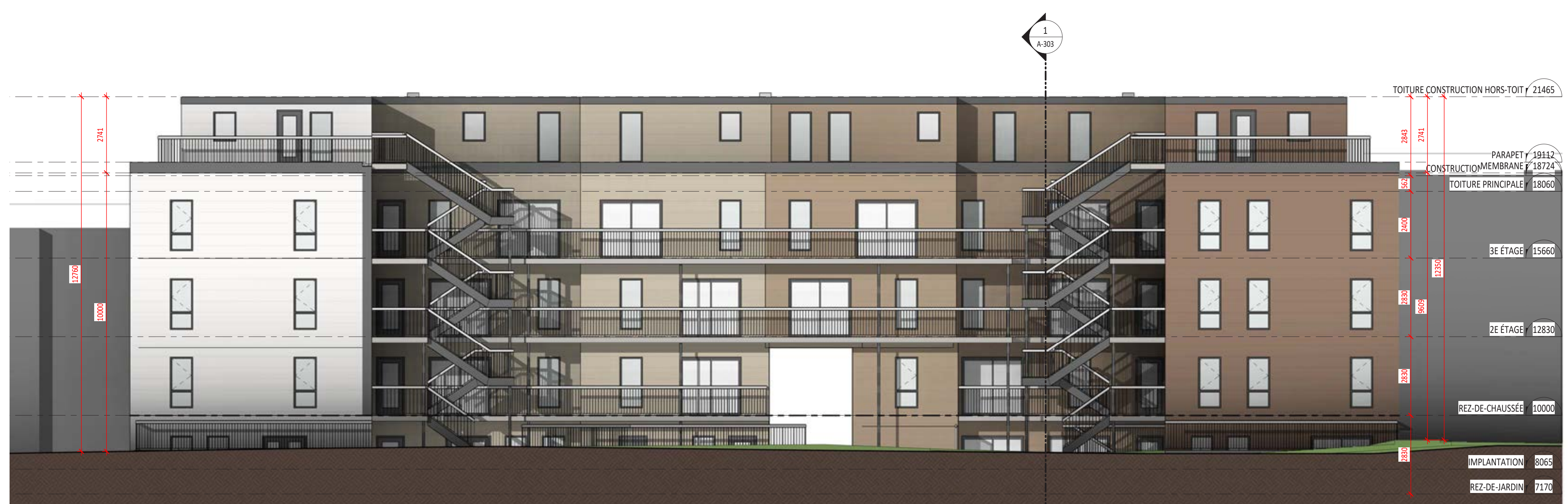
ÉLÉVATION AVANT

1/200



ÉLÉVATION ARRIÈRE

1/200



LÉGENDE STANDARD :

- (X) TYPE DE PORTE / FENÊTRE, VOIR TABLEAU DES FENÊTRES ET PORTES EXTÉRIEURES
- LINTEAU LIBRE, VOIR ING. STRUCTURE
- XXXXX BULLE DE NIVEAU
- XX / A-XXX BULLE DE RENVOIE VERS COUPE (NUMÉRO DE DÉTAIL / NUMÉRO DE PAGE)
- PAREMENT DE BRIQUE, COULEUR BLANCHE
- PAREMENT DE BRIQUE, COULEUR BEIGE PÂLE
- PAREMENT DE BRIQUE, COULEUR BEIGE FONCÉ
- PAREMENT DE BRIQUE, COULEUR BRUNE
- BLOCS DE BÉTON, COULEUR BLANCHE
- BLOCS DE BÉTON, COULEUR BRUNE
- REVÊTEMENT EN FIBROCIMENT, COULEUR BLANCHE
- REVÊTEMENT EN FIBROCIMENT, COULEUR BEIGE PÂLE
- REVÊTEMENT EN FIBROCIMENT, COULEUR BEIGE FONCÉ
- REVÊTEMENT EN FIBROCIMENT, COULEUR BRUNE
- REVÊTEMENT PORTE COCHÈRE: CRÉPI PEINT COULEUR SARCELLE AVEC MURALE PEINTE
- GARDE-CORPS BALCONS AVANT EN ALUMINIUM PERFORÉ, COULEUR BEIGE PÂLE
- GARDE-CORPS BALCONS AVANT EN ALUMINIUM PERFORÉ, COULEUR Brune
- CADRES DE PORTES ET DE FENÊTRES COULEUR CHARBON
- BALCONS: STRUCTURE EN ACIER, REVÊTEMENT DE LATTES D'ALUMINIUM
- SOUS-FACE DES BALCONS: SOFFITE D'AULUMINIUM DE LA MÊME COULEUR QUE LES GARDE-COPRS.
- FASCIA DES BALCON EN ACIER PEINT DE LA MÊME COULEUR DES GARDE-CORPS
- ESCALIERS EN ALUMINIUM COULEUR CHARBON
- GARDE-CORPS ARRIÈRE ET TOITURE EN ALUMINIUM COULEUR CHARBON ET SARCELLE
- SOLINS ACIER PEINT COULEUR CHARBON
- COLONNES EXPOSÉES EN ACIER PEINT COULEUR CHARBON
- MARQUISES: ACIER PEINT COULEUR CHARBON

RAYSIDE | LABOSSIÈRE
Architecture Design Urbanisme

3 ÉLÉVATIONS PROPOSÉES

ÉLÉVATION AVANT FENESTRATION

1/200



ÉLÉVATION ARRIÈRE FENESTRATION

1/200

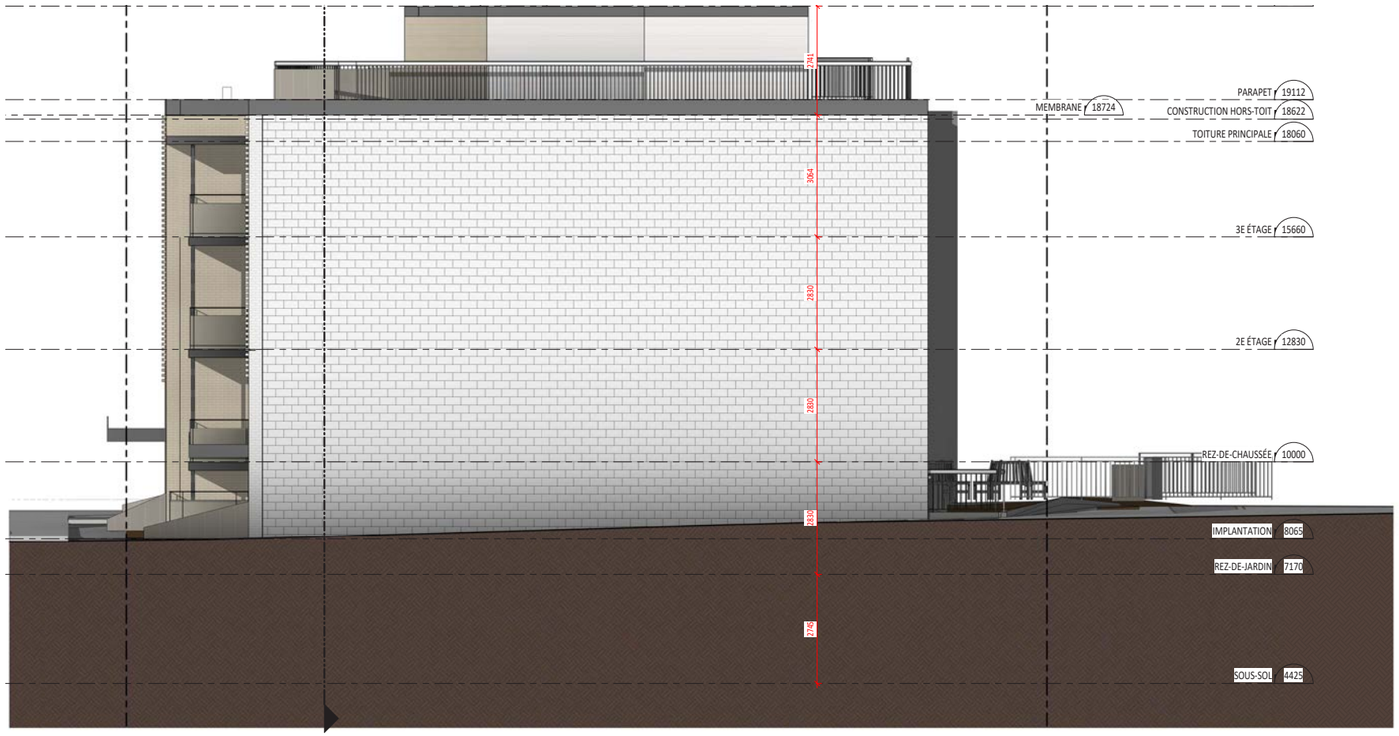
ÉLÉVATION AVENUE DE L'ÉPÉE 1 : 100 (1 / A-3018)



3 ÉLÉVATIONS PROPOSÉES

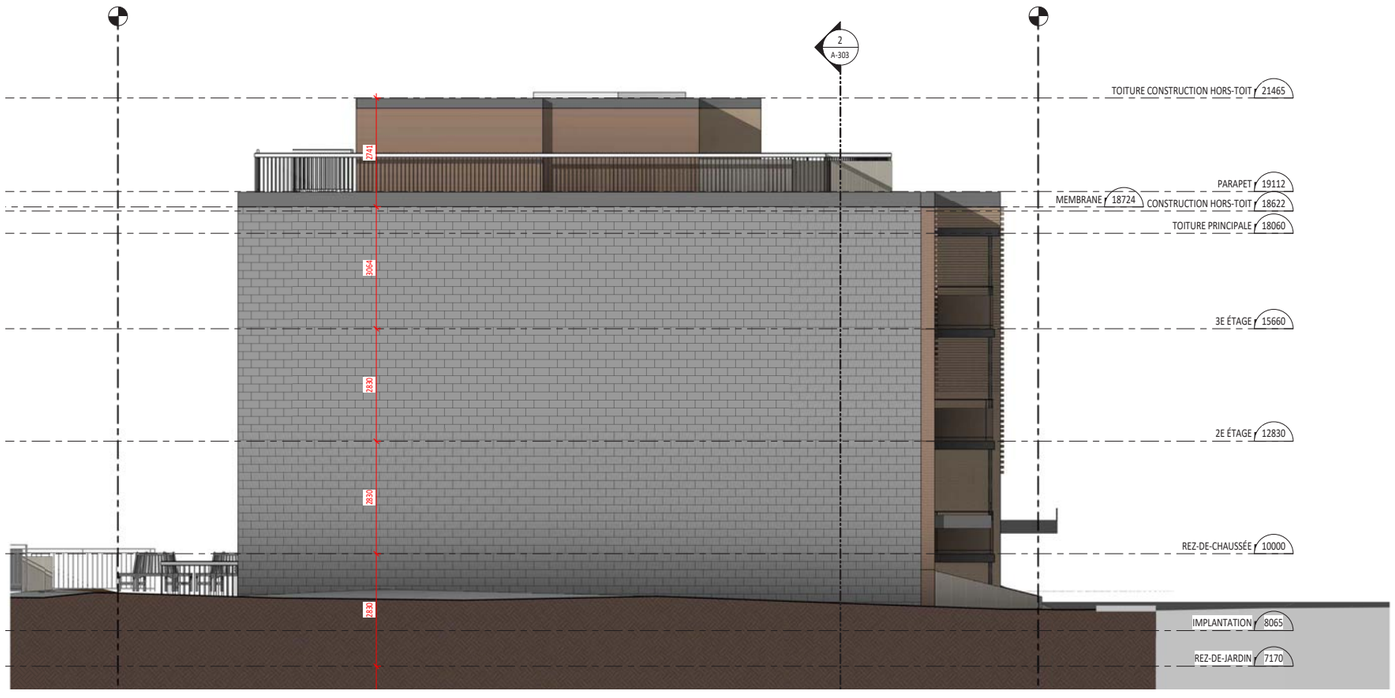
ÉLÉVATION EST

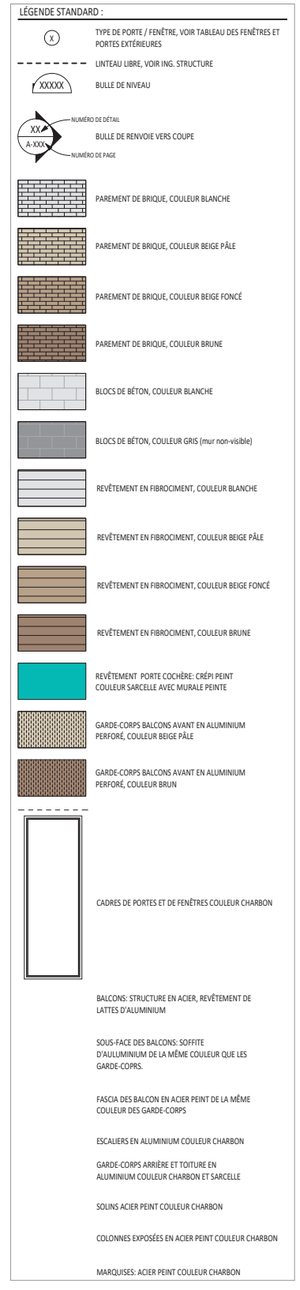
1/200



ÉLÉVATION OUEST

1/200





3 COUPES GÉNÉRALES

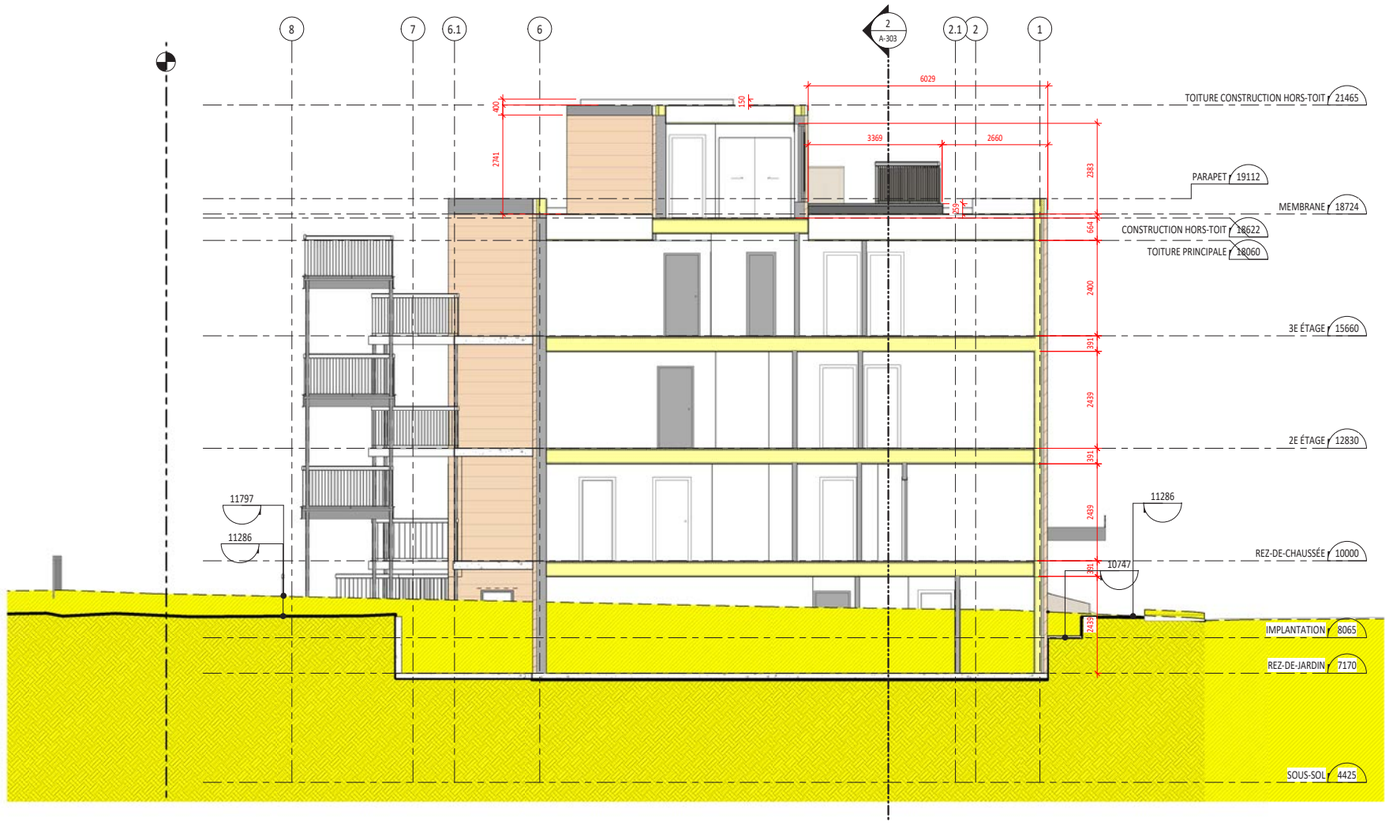
COUPE LONGITUDINALE

1/200



3 COUPES GÉNÉRALES

COUPE LATÉRALE
1/200



LÉGENDE COUPE :

- XXXXX — BULLE DE NIVEAU
- XX / A-XXX — BULLE DE RENVOIE VERS COUPE (NUMÉRO DE DÉTAIL / NUMÉRO DE PAGE)
- TERRAIN EXISTANT
- TERRAIN PROPOSÉ

3 VUES 3D

Le concept de couleur s'inspire du bâti dans lequel s'intègre le projet en créant un lien visuel chromatique entre les deux voisins immédiats.

Partant du blanc du voisin de droite, il se décline dans un dégradé de couleur sable, jusqu'au brun du prochain bâtiment. Le traitement de couleur des façades contribue à l'atténuation de la massivité de l'immeuble, donnant l'illusion de quatre entités distinctes.

Cependant, la douceur et l'agencement précis et inhabituel du dégragé de couleurs relient visuellement l'ensemble du projet.

VUE AVANT



3 VUES 3D

S'inspirant du nom de l'organisme - Brique par brique - le design de la façade a voulu mettre à l'honneur cette matérialité tout comme le sens derrière le nom. Ainsi, un motif en relief de brique a été choisi afin d'unir toutes les sections du bâtiment. Dirigeant le regard vers la porte cochère, il met en valeur le coeur du projet qui exprime l'ouverture vers la communauté.

Les formes triangulaires du relief traduisent visuellement le nom - et la mission - de l'organisme par le biais d'une géométrie qui prend de l'expansion, littéralement, brique par brique. La diagonale du relief brise ainsi les alignements rectilignes et déjoue les attentes du regard: le geste fort d'un motif en oblique surdimensionné apporte une touche contemporaine. Modulé par la lumière du jour, il se fait parfois subtil, parfois graphique.

Les garde-corps en métal perforé dans une agencement de couleurs ton sur ton invitent une subtile complexité dans la composition de la façade, ajoutant une texture légère et vaporeuse.

VUE AVANT



Au coeur du bâtiment, la porte cochère est la partie la plus colorée, un canevas pour la collectivité artistique et culturelle de Parc-Extension.

Sur un fond de couleur sarcelle, une murale colorée sera peinte par des artistes du quartier, à l'image de ses habitants. Cette "artère" crée à la fois un lien visuel et un passage entre les deux espaces verts situés à l'avant et à l'arrière du bâtiment. Ainsi le parc Howard se prolonge en cour communautaire à travers un sentier d'art. Le geste en diagonale de la porte cochère rehausse la présence de celle-ci pour qu'elle soit à l'échelle du bâtiment et accentue l'image des bras ouverts vers la communauté. De plus, un effet de perspective est mis en scène par la rencontre entre les diagonales du relief de brique et celle de la porte cochère, dramatisant ainsi le mouvement de l'impact visuel vers son centre.

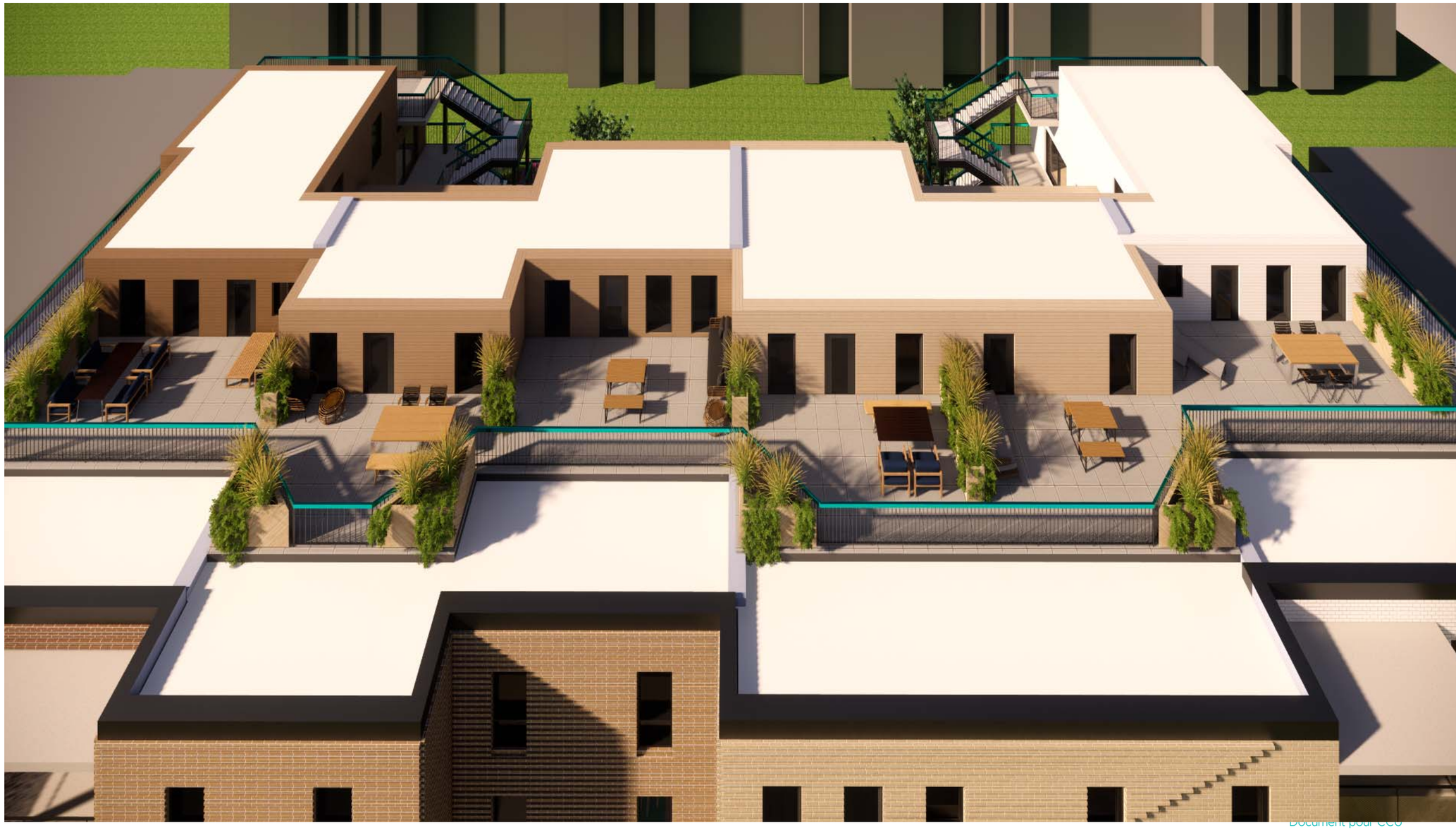
PORTE COCHÈRE



3 VUES 3D

L'ajout des constructions hors toit ont permis l'aménagement de 7 logements de 3 chambres à coucher sur 2 niveaux. Des bacs à plantation séparent les terrasses, mais un corridor libre permet l'accès aux issues de chaque côté à l'arrière.

VUE CONSTRUCTIONS HORS-TOIT



Document pour CCU

Les reculs intimisent les terrasses privées sur le toit. Celles-ci sont spacieuse et peuvent accommoder le mobilier nécessaire pour une famille. Les bacs à plantation végétalisent et rafraîchissent le toit.

VUE CONSTRUCTIONS
HORS-TOIT



3 VUES 3D

L'imbrication des volumes donnent l'illusion d'un village relié par des passerelles. Le garde-corps peint couleur sarcelle ajout un élément graphique contrastant à l'agencement doux des façades. La rampe accessible relie l'arrière à travers la porte cochère. La cour arrière accueille le jardin, du

mobilier extérieur et des stationnement pour vélos.

VUE ARRIÈRE



Cet espace vert commun très cher à l'organisme, est accessible directement de tous les logements. Il constitue l'extension de la maison, il procure un espace semi-privé sécuritaire pour les enfants visible depuis l'intérieur.

VUE ARRIÈRE



Document pour CCU

3 VUES 3D

Par l'ajout de deux arbres fruitiers ainsi qu'un jardin nourricier et médicinal, l'aménagement paysager cherche à renforcer la résilience alimentaire, la biodiversité et l'esprit de communauté.

VUE ARRIÈRE



3 VUES 3D

Tous les logements sont traversants et comportent une fenestration abondante. Ils possèdent tous un espace privé extérieur - balcon, cour anglaise ou terrasse.

VUE ARRIÈRE



Document pour CCU

Le jeu d'ombre que provoque le relief de brique crée un effet saisissant à certaine heures de la journée, dynamisant les façades dans un cycle circadien. Ornementation traditionnelle en maçonnerie, une réinterprétation contemporaine du relief de brique joue avec des géométries franches et assumées.

4

inspiration

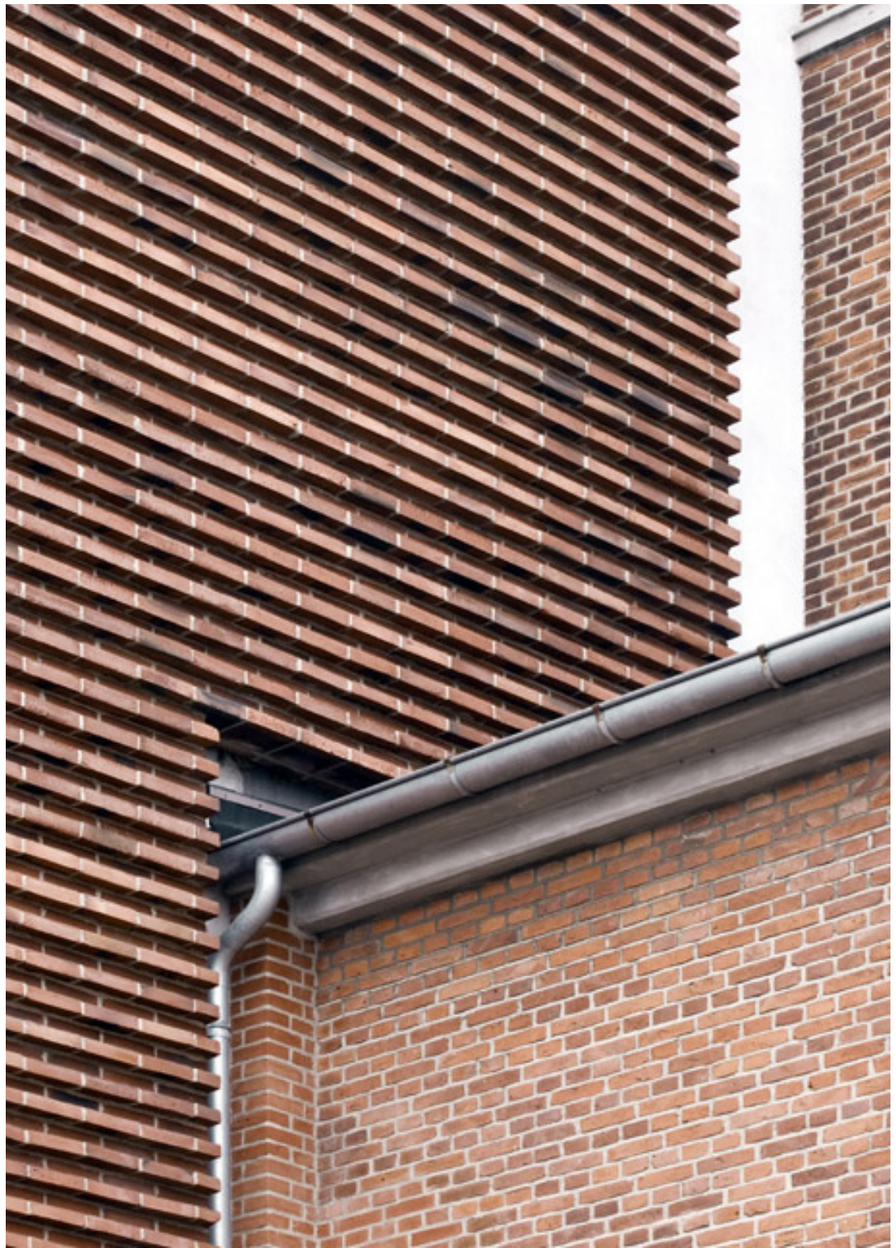


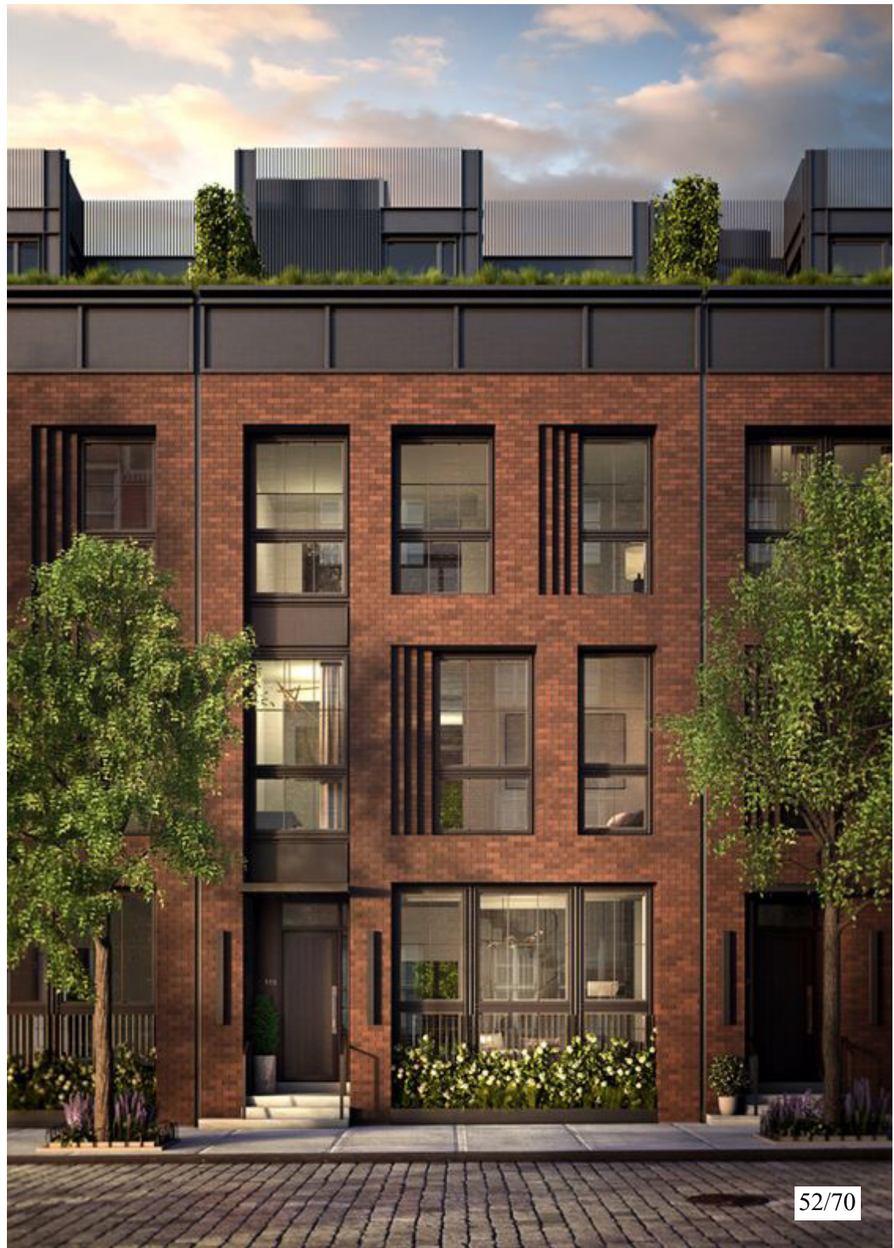


4
PRÉCÉDENTS

Les lignes horizontales en relief créent une texture presque tactile sur les façades. Avec la lumière du soleil, l'effet de profondeur est accentué.

Les proportions et les alignements des grandes fenêtres rectangulaires couleur charbon apporte une esthétique élégante et soignée à la façade. La végétalisation sur le toit harmonise les mezzanines en recul.



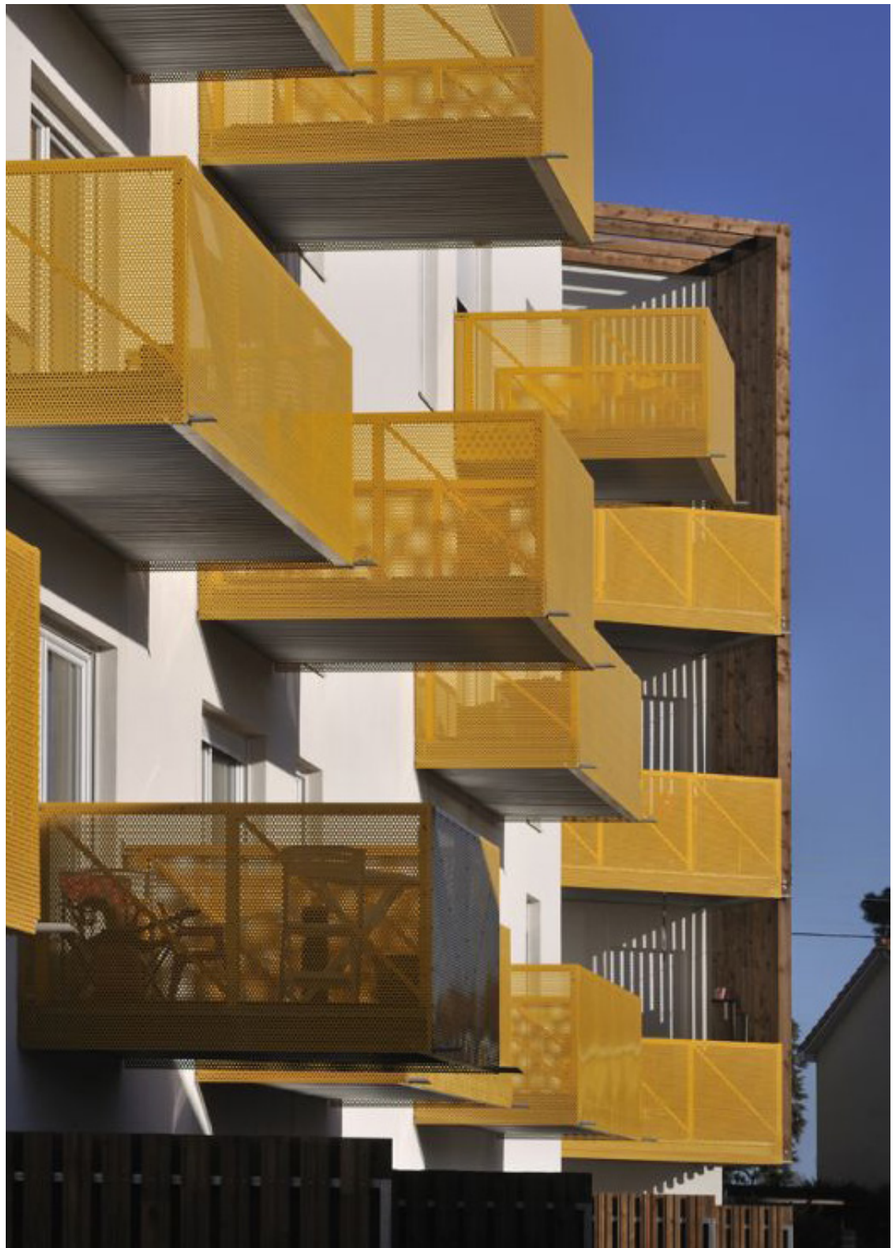


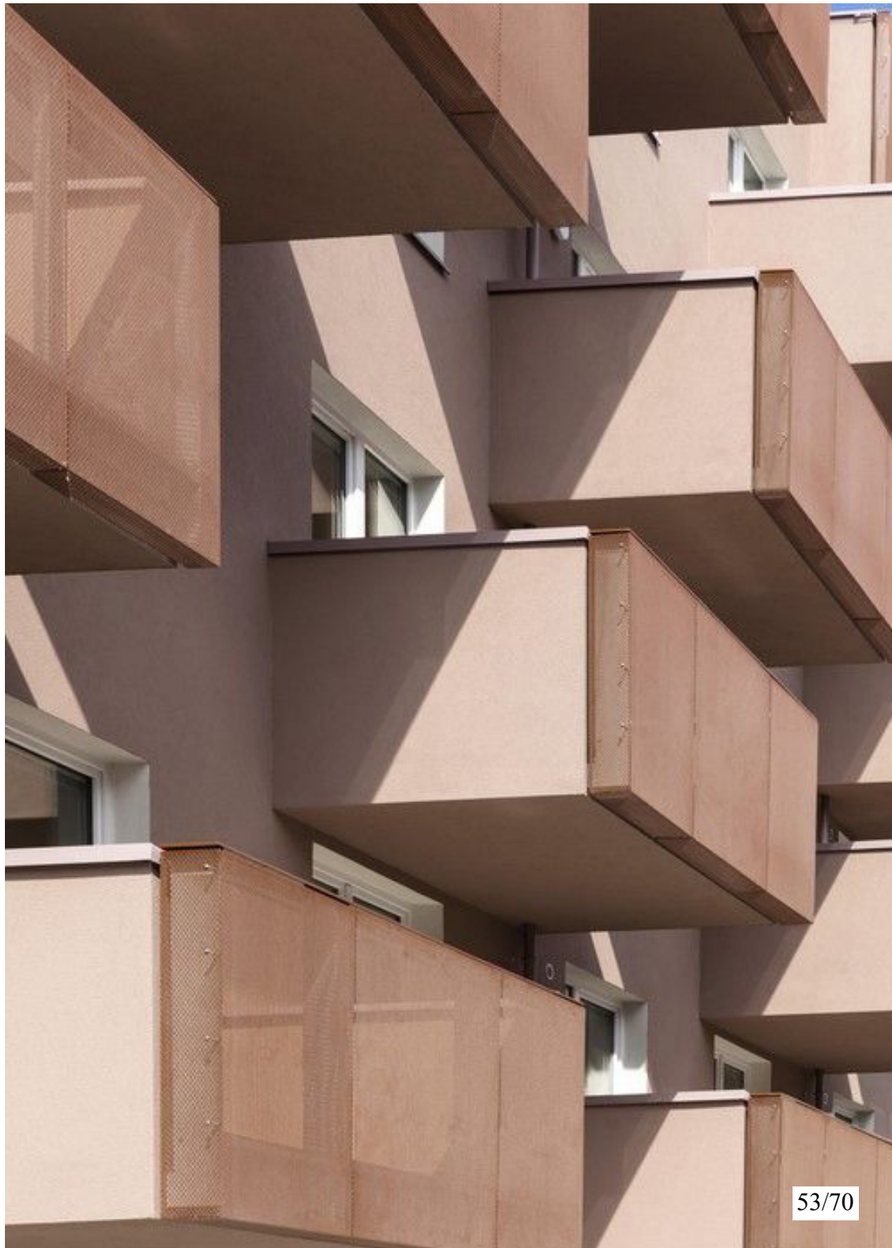
4
PRÉCÉDENTS

La main courante est utilisée comme un élément d'accent par l'utilisation d'une couleur vive et contrastante. Les lignes créent un motif graphique qui rythme la façade.

Les garde-corps des balcons en métal perforé apportent intimité et translucidité tout en engendrant un motif d'ombre et de lumière dans l'espace privé. La couleur offre l'opportunité de créer un design de façade frappant. La stratégie du ton sur ton est à la fois suave et riche.



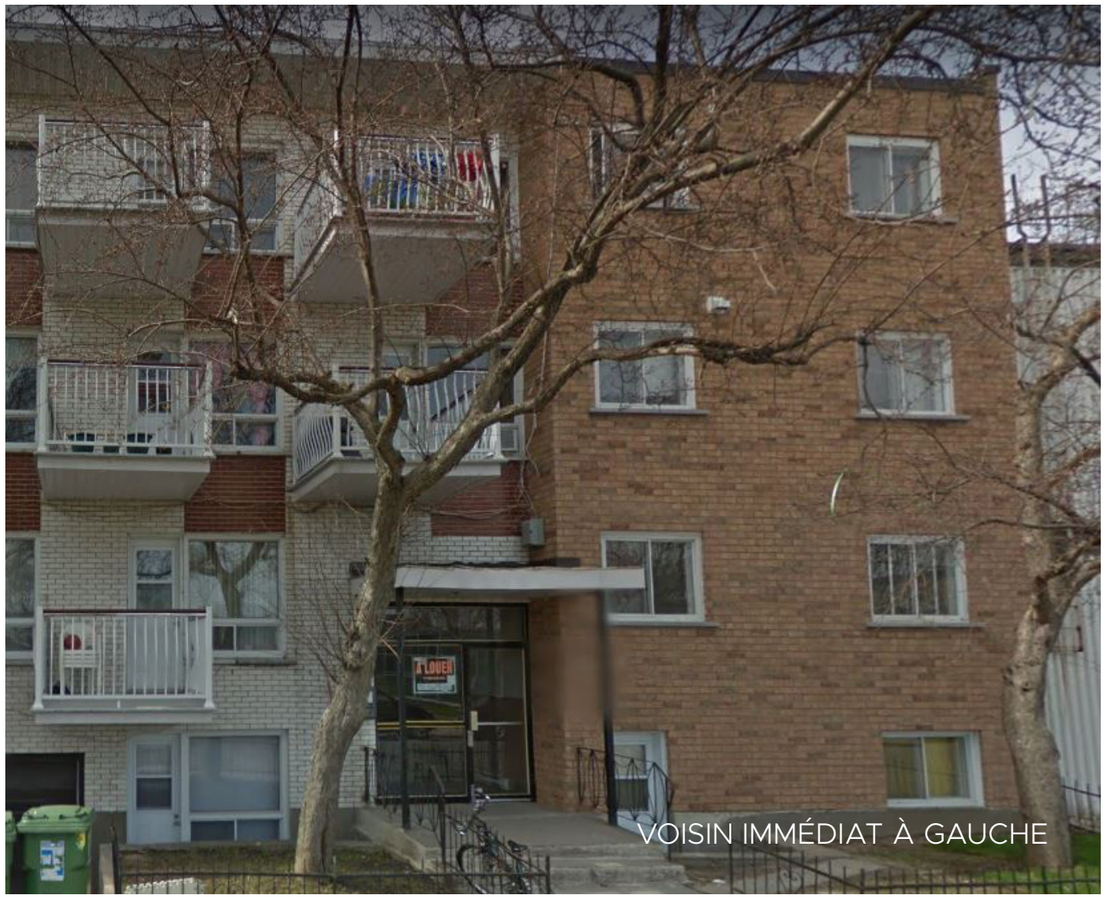




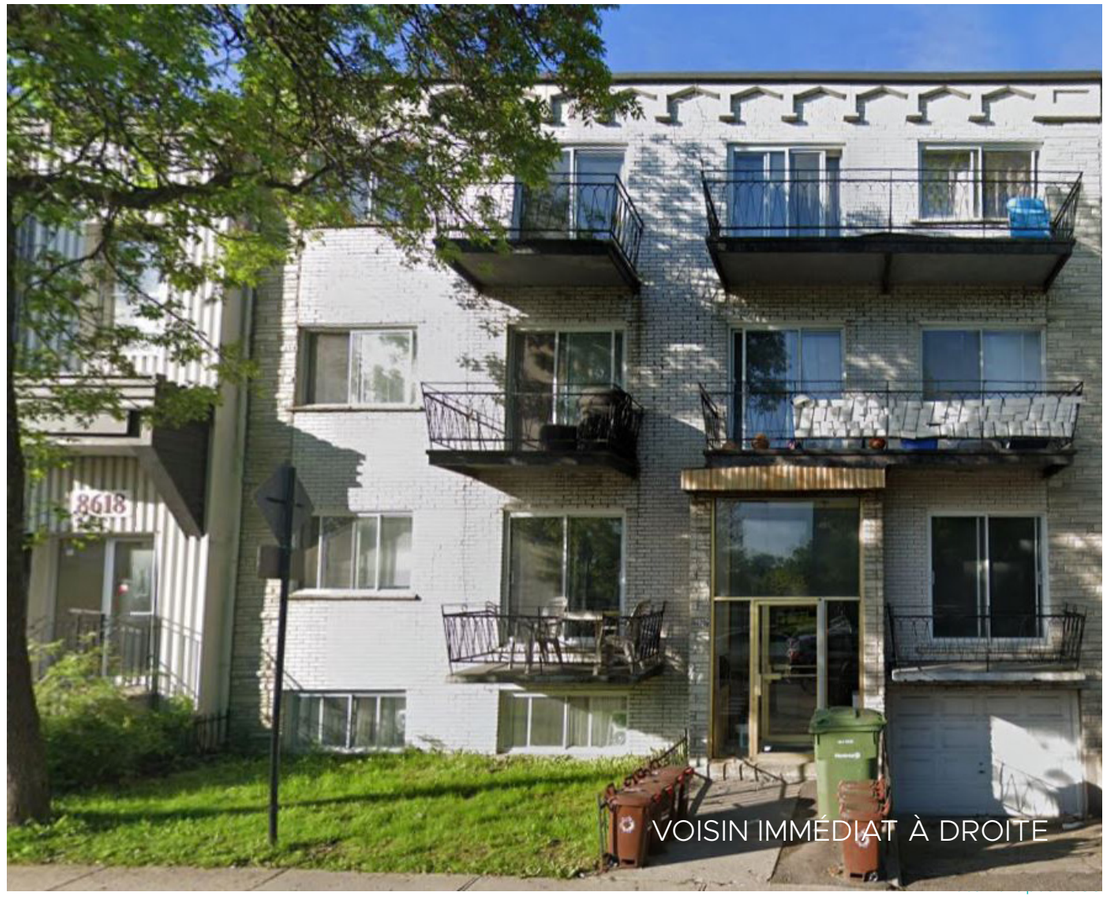
4
INTÉGRATION



Le dégradé de la couleur des briques des quatre bâtiments crée un trait d'union entre les couleurs des façades des voisins immédiats.



VOISIN IMMÉDIAT À GAUCHE



VOISIN IMMÉDIAT À DROITE

4
INTÉGRATION

Le concept de la façade cherche à s'harmoniser au grain du voisinage, aux modulations des façades et aux couleurs présentes.



AVENUE DE L'ÉPÉE

MATÉRIAUX
FAÇADE AVANT



Whitestone
Palmetto Brick



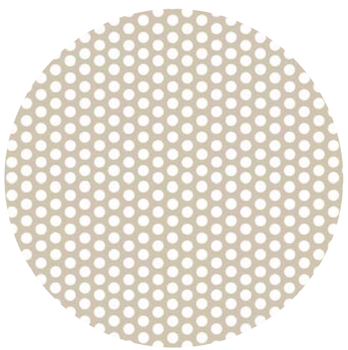
Tawny Beige
Glen Gery



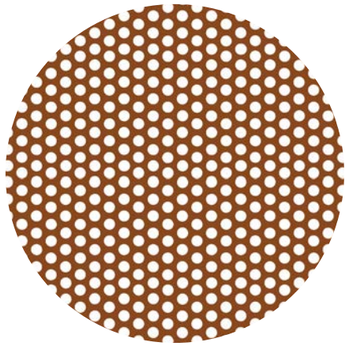
Dolomite Grey
Glen Gery



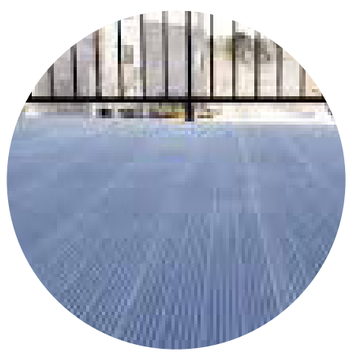
Khaki Matt
Glen Gery



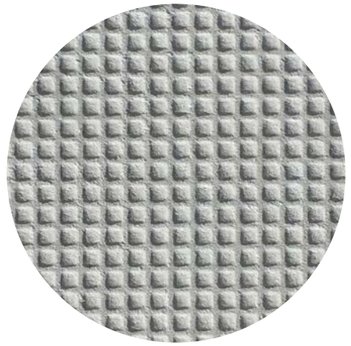
garde-corps balcons
métal perforé beige pâle



garde-corps escaliers
métal perforé brun



balcons
aluminum_couleur Charbon
Allunox



dalles de béton_mezzanine
Dalle gauffrée grise 24'' X 24''
Permacon



fenêtre fixe et/ou à battant
Aluminium_energystar
couleur Gentek Charbon
Solarcom



façade ouest (non visible)
blocs architecturaux
couleur Galaxy LS_texture Tapestry
Shouldice

5
MATÉRIAUX
FAÇADE ARRIÈRE



fibrociment
Artic White
Jame Hardie



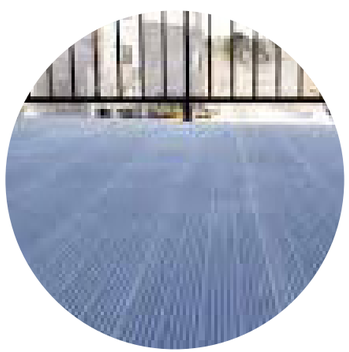
fibrociment
Cobble Stone
James Hardie



fibrociment
Monterrey Taupe
James Hardie



fibrociment
Khaki Brown
James Hardie



balcons
aluminum_couleur Charbon
Allunox



garde-corps aluminium soudé
peint couleur Gentek Charbon
main courante couleur
sarcelle



fenêtre fixe et/ou à battant
Aluminium_energystar
couleur Gentek Charbon
Solarcom



façade est
blocs architecturaux
couleur Ultra White
texture Tapestry
Shouldice

5
FENÊTRES



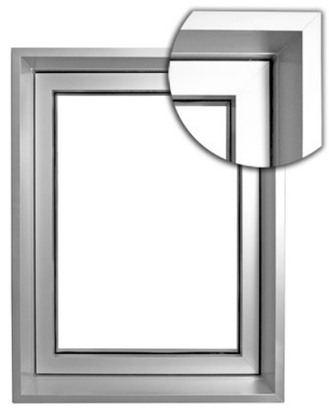
Triple coupe-froid
Deux coupe-froids à compression de type à bube, un sur le cadre, l'autre sur le volet. Le 3e est un coupe-brise à friction fixe sur le côté extérieur du volet.



Cadre en aluminium extrudé tubulaire avec alliage et trempe AA6063-T5 conforme à la norme



Composé de deux parties d'auliminium séparées par une barrière thermique extra large de 57 mm non conductrice en chlorure de polyvinyle

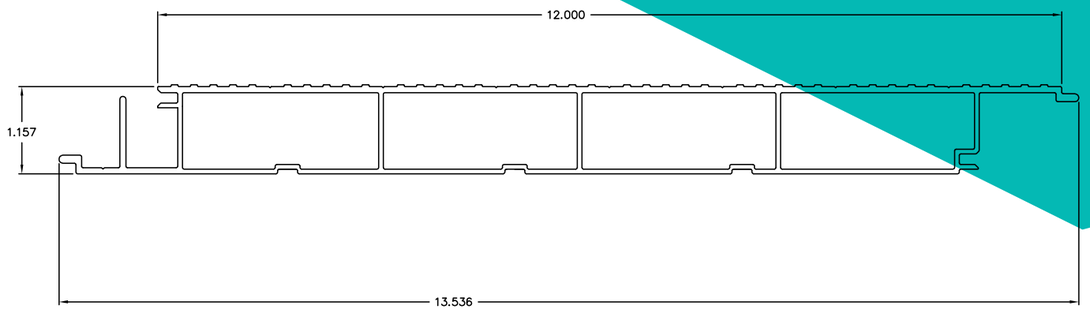


Coin volet cotemporain

5
BALCONS
PORTE-PATIO



Porte patio
Aluminium_energystar
couleur Gentek Charbon
Solarcom





Planchers balcons
profilé aluminum fermé
Allunox

5
VÉGÉTAUX
ARBRES COUR ARRIÈRE

Arbres (1):

Poirier 'Julienne'
[*Pyrus 'Julienne'*]
Hauteur: 10 m
Largeur: 6 m
Exposition: plein soleil
Rusticité: 3



Arbres (2):

Pommier 'Sweet Sixteen'
[*Malus sp. 'Sweet Sixteen'*]
Hauteur: 7 m
Largeur: 9 m
Exposition: plein soleil
Rusticité: 3b



5
VÉGÉTAUX
TERRAIN AVANT

Arbustes (1):
- Saule arctique (*Salix purpurea gracilis*)
- Hauteur: 1,5m
- Largeur: 1,5m
- Exposition: soleil
- Rusticité: 2b

Arbustes (2):
- Hydrangée ‘Candelabra’ (*Hydrangea paniculata ‘Candelabra’*)
- Hauteur: 2m
- Largeur: 2m
- Exposition: soleil ou mi-ombre
- Rusticité: 5

Arbustes (3):
- Diereville ‘Kodiak Orange’ (*Diervilla ‘Kodiak Orange’)*
- Hauteur: 1m
- Largeur: 1m
- Exposition: soleil ou mi-ombre
- Rusticité: 3a

Arbustes (3):
- Diereville ‘Kodiak Orange’ (*Diervilla ‘Kodiak Orange’)*
- Hauteur: 1m
- Largeur: 1m
- Exposition: soleil ou mi-ombre
- Rusticité: 3a

1



2



3



4



5
VÉGÉTAUX
TERRAIN ARRIÈRE

Arbustes (1):
Armoise de Schmidt Nana
(*Artemisis schmidtiana* ‘Nana’)
Hauteur: 0,3 m
Largeur: 0,5 m
Exposition: soleil
Rusticité: 4a



Arbustes (2):
Hydrangée ‘Candelabra’
(*Hydrangea paniculata ‘Candelabra’*)
Hauteur: 2m
Largeur: 2m
Exposition: soleil ou mi-ombre
Rusticité: 5



Arbustes (3):
Sauge de Russie ‘Denim ‘n Lace’
(*Perovskia atriplicifolia)*
Hauteur: 1m
Largeur: 1m
Exposition: soleil
Rusticité: 4



arden, inc.

5
VÉGÉTAUX
TERRAIN ARRIÈRE

Plante médicinale et mellifère(1):
Verge d'orge du Canada (*Solidago canadensis*)
Hauteur: 1,5m
Largeur: 1,5m
Exposition: soleil
Rusticité: 3



Plante à papillons (2):
Asclépiade incarnate (*Asclepias incarnata*)
Hauteur: 1,2 m
Largeur: 0,45 m
Exposition: soleil ou mi-ombre
Rusticité: 3



5
VÉGÉTAUX
TERRAIN ARRIÈRE

Plant à fruits (1):
- Bleuet bushel and berry ‘Peach Sorbet’
- Hauteur: 0,5 m
- Largeur: 0,5 m
- Exposition: soleil, mi-ombre
- Rusticité: 5



Fine herbe (2):
- Thym citron variagata (*Thymus x citriodorus*)
- Hauteur: 0,25 m
- Largeur: 0,25 m
- Exposition: soleil
- Rusticité: 4



Plant à fruits (3):
- Fraisier albion (*Fragaria)*
- Hauteur: 0,3 m
- Largeur: 0,3 m
- Exposition: soleil
- Rusticité: 3




Système d'information géographique et spatiale
avenue De L'Épée
P1_10497
#8630
#8620
#8600-18
#8580
#8625
#8621
#8615
2 247 656
2 245 347
4 654 727
4 654 728
4 654 729
4 654 731
4 654 732
JMap
65/70

Critères d’évaluation d’une demande en vertu du Règlement RCA04-14003 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (P.P.C.M.O.I.) de l'arrondissement

Les critères suivant lesquels est faite l’évaluation de la demande d’autorisation d’un projet particulier sont les suivants :

1 respect des objectifs du plan d’urbanisme de la Ville de Montréal;

2º compatibilité des occupations prévues au projet avec le milieu d'insertion;

3º qualités d'intégration du projet sur le plan de l'implantation, de la volumétrie, de la densité et de l'aménagement des lieux, des types de matériaux de revêtement proposés pour les constructions ainsi que de l'affichage;

4º avantages des propositions d'intégration ou de démolition des constructions existantes et de celles pour la conservation ou la mise en valeur d'éléments architecturaux d'origine;

5º avantages des propositions de mise en valeur des espaces extérieurs et des plantations;

6º impacts environnementaux du projet, notamment sur le plan de l'ensoleillement, du vent, du bruit, des émanations et de la circulation;

7º qualité de l'organisation fonctionnelle du projet, au regard notamment du stationnement, des accès et de la sécurité;

8º avantages des composantes culturelles ou sociales du projet;

9º faisabilité du projet selon l'échéancier de réalisation prévu;

10º accessibilité universelle du projet, en regard notamment de la réduction de la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment, de l’aménagement sentiers sécuritaires et éclairés entre un bâtiment et une voie publique et l’aménagement de cases de stationnement réservées aux personnes à mobilité réduite à proximité des accès.

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS

ZONE : H01-008

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation		H.2	H.3	H.4	H.4	H.4		
Commerce								
Industrie								
Équipements collectifs et institutionnels								
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)								
Inférieurs au RDC								
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux		X	X	X	X	X		
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal				4	6	8		
Superficie des usages spécifiques	max (m2)							
Distance entre deux restaurants	min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé								

CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	0/11	0/11	0/11	0/11	0/11		
En étage	min/max	3/3	3/3	3/3	3/3	3/3		
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-	-	-	9	11		
Mode d'implantation	(I-J-C)	C	C	C	C	C		
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	0/60	0/60	0/60	0/60	0/60		
Densité	min/max	-	-	-	-	-		
Marges								
Avant principale	min/max (m)	2,5/4,5	2,5/4,5	2,5/4,5	2,5/4,5	2,5/4,5		
Avant secondaire	min/max (m)	-	-	-	-	-		
Latérale	min (m)	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5		
Arrière	min (m)	3	3	3	3	3		
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40	10/40	10/40	10/40	10/40		
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	80	80	80	80	80		
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	-						

AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	665.61
Autres dispositions particulières	
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	-
PAE	-

MISES À JOUR

01-283-108 (2021-01-19)

CARTE DE LA ZONE



***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1228053001
Unité administrative responsable : Division de l'urbanisme et des services aux entreprises, Direction du développement du territoire, arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
Projet : 8600-8618, avenue de l'Épée - PPCMOI - démolition du bâtiment existant et construction d'un projet de logements sociaux AccèsLogis - volet 1

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 2 : « Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision »

Priorité 6 : « Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire »

Priorité 8 : « Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous »

Priorité 9 : « Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire »

Priorité 14 : « Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité »

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Résultats attendus pour la priorité 2 : ajout de surfaces de verdissement, plantation d'arbres et création de potagers urbains.

Résultats attendus pour la priorité 6 : plan de verdissement axé sur l'agriculture urbaine.

Résultats attendus pour la priorité 8 : renforcement de la mission de l'organisme porteur en créant des logements pour des personnes à faible revenu, dont certaines ayant vécu de la discrimination sur le marché locatif

Résultats attendus pour la priorité 9 : permettre à un organisme du quartier Parc-Extension de pérenniser son offre de services à la population, tout en créant un espace favorisant un sentiment d'appartenance.

Résultats attendus pour la priorité 14 : organisme proposant un projet inclusif dont les retombées seront positives pour la population locale.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? Le verdissement d'environ 20 % de la propriété visée, la plantation de 2 arbres et l'exigence d'une membrane blanche pour les toitures contribueront à la réduction de l'effet d'îlot de chaleur. De plus, la majorité des espaces libres au sol seront revêtus de végétaux ou de matériaux perméables, ce qui luttera contre le ruissellement des eaux en cas de pluies abondantes.	X		

3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion Organisme porteur dont la mission est de loger des personnes de parcours variés, notamment ceux ayant vécu de la discrimination sur le marché locatif.	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale Amélioration de l'équité territoriale en permettant le développement de logements sociaux dans un secteur dont les besoins sont importants à cet égard.	X		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal Intégration de 4 logements adaptables au projet.	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.07

2022/03/08
18:30

Dossier # : 1218053024

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Statuer sur une demande de dérogation mineure aux articles 21.1, 21.4 et 22 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) afin de permettre l'implantation d'une cage d'ascenseur et d'une construction hors toit sans retrait par rapport à la façade sur la rue Villeray, ainsi que l'installation de garde-corps sous forme de bacs de plantation avec un retrait de 0,30 m de ce côté, sur le bâtiment de 3 étages qui sera construit sur la propriété située aux 7647-7671, rue Saint-Hubert, et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement (RCA02-14006) et recevoir le rapport de la consultation écrite tenue du 10 au 25 février 2022.

1. de recevoir le rapport de la consultation écrite tenue du 10 au 25 février 2022;
2. d'accorder une dérogation mineure aux articles 21.1, 21.4 et 22 du Règlement de zonage 01-283 de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension afin de permettre l'implantation d'une cage d'ascenseur et d'une construction hors toit sans retrait par rapport à la façade sur la rue Villeray, ainsi que l'installation de garde-corps sous forme de bacs de plantation avec un retrait de 0,30 m de ce côté, sur le bâtiment de 3 étages qui sera construit sur la propriété située aux 7647-7671, rue Saint-Hubert, et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA02-14006), aux conditions suivantes :

- Qu'un retrait minimal équivalant à l'épaisseur du parapet (0,30 m) soit respecté pour les bacs de plantation faisant office de garde corps par rapport à la façade sur la rue Villeray;
- Que la cage d'ascenseur et les bacs de plantation ne dépassent pas la membrane du toit du bâtiment principal de plus de 1,30 m;
- Que la construction hors toit ne dépasse pas la membrane du toit du bâtiment principal de plus de 3,00 m.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2022-02-28 17:02

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1218053024**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Statuer sur une demande de dérogation mineure aux articles 21.1, 21.4 et 22 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) afin de permettre l'implantation d'une cage d'ascenseur et d'une construction hors toit sans retrait par rapport à la façade sur la rue Villeray, ainsi que l'installation de garde-corps sous forme de bacs de plantation avec un retrait de 0,30 m de ce côté, sur le bâtiment de 3 étages qui sera construit sur la propriété située aux 7647-7671, rue Saint-Hubert, et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement (RCA02-14006) et recevoir le rapport de la consultation écrite tenue du 10 au 25 février 2022.

CONTENU

CONTEXTE

Une demande en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement (RCA02-14006) est déposée visant à permettre, depuis la façade de la rue Villeray, un retrait de moins de deux fois la hauteur de certains équipements situés au toit du futur bâtiment situé au 7647-7671, rue Saint-Hubert, et ce, en dérogation aux articles 21.1, 21.4 et 22 du Règlement de zonage 01-283 de l'arrondissement.
En vertu des articles 10 et 13 du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement, la demande est déposée au comité consultatif d'urbanisme pour recommandation et au conseil d'arrondissement pour autorisation.

Une demande pour l'approbation des plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) du projet de nouvelle construction est soumise simultanément au conseil d'arrondissement (voir dossier # 1218053018).

Procédure de remplacement

Cette demande sera traitée conformément à l'arrêté ministériel 2021-054 du 16 juillet 2021. Cet arrêté prévoit une procédure de consultation par écrit de 15 jours en remplacement de la procédure prévue à l'article 145.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CD21-07 - 8 décembre 2021 : Autoriser la démolition des bâtiments situés aux 7647-7651 et aux 7659-7671, rue Saint-Hubert, suite aux demandes de certificat d'autorisation de démolition portant les numéros 3003053646 et 3003053645, déposées le 27 août 2021, conformément au Règlement régissant la démolition d'immeubles de l'arrondissement de

Villeray–Saint-Michel Parc-Extension (RCA04-14007) et approuver le programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé visant la construction d'un immeuble de 3 étages, avec une construction hors toit, accueillant des espaces commerciaux au rez-de-chaussée et un maximum de 32 logements, et ayant un taux d'implantation maximal de 87%.

DESCRIPTION

Résumé des dérogations demandées
Cage d'ascenseur :

- Hauteur : 1,22 m
- Recul exigé par rapport à la façade Villeray : 2,44 m
- Recul proposé : 0 m

Bacs de plantation servant de garde corps :

- Hauteur : 1,22 m
- Recul exigé par rapport à la façade Villeray : 2,44 m
- Recul proposé : 0,30 m (épaisseur du parapet)

Construction hors toit :

- Hauteur : 2,95 m
- Recul exigé par rapport à la façade Villeray : 5,90 m
- Recul proposé : 0 m

Réglementation applicable
Les articles du Règlement de zonage 01-283 visés par la présente demande sont les suivants :
21.1. Une cage d'escalier ou une cage d'ascenseur qui dépasse le toit d'un bâtiment doit respecter un retrait minimal par rapport à la façade de ce bâtiment équivalant à 2 fois sa hauteur.
21.4. Les seuls équipements autorisés sur une terrasse aménagée sur un toit sont :
1° un garde-corps, un bac de plantation ou tout mobilier fixé à la terrasse, d'au plus 1,2 m de hauteur mesurée à partir du plancher de la terrasse, à la condition de respecter un retrait minimal par rapport à la façade du bâtiment équivalant à 2 fois sa hauteur (...).
22. Une construction hors toit abritant des espaces communs, une partie d'un logement ou d'un établissement et les moyens d'évacuation la desservant, peut dépasser les hauteurs en mètres et en étages maximales prescrites à la condition que son aire, mesurée au périmètre de ses murs extérieurs, soit inférieure à 40 % de celle de l'étage immédiatement inférieur.
Une construction visée au premier alinéa doit respecter les retraits suivants :
1° par rapport aux murs adjacents à une cour avant ou implantés à la limite d'emprise de la voie publique, un retrait minimal équivalent à 2 fois la hauteur de la construction (...).

Caractéristiques de la propriété et de son milieu d'insertion
La propriété visée constitue une tête d'îlot et, par le fait même, compte trois façades sur rue. Elle est localisée du côté est de la rue Saint-Hubert à l'intersection avec la rue Villeray. Ce tronçon de la rue Saint-Hubert est caractérisé par des bâtiments de 2 ou 3 étages dont le rez-de-chaussée est typiquement commercial. Les étages supérieurs des bâtiments sont occupés soit par des logements, soit par des espaces commerciaux. Le tronçon compte plusieurs constructions presque centenaires, mais également des bâtiments datant des années 1980 à aujourd'hui. Notons également la présence de l'église Notre-Dame-du-Rosaire et de son presbytère du côté nord de la rue Villeray, dans le voisinage immédiat de la propriété visée. Ce secteur est identifié comme étant de valeur patrimoniale intéressante au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.

Description du projet
Le projet visé par le dossier de P.I.I.A. # 1218053018 prévoit la construction d'un bâtiment de 3 étages avec construction hors toit abritant 31 logements ainsi qu'un rez-de-chaussée commercial sur la rue Saint-Hubert. Tous les niveaux du bâtiment seront accessibles par un ascenseur dont l'appentis sera situé près de la façade donnant sur la rue Villeray. En raison de sa visibilité de ce côté, l'appentis sera revêtu du parement métallique de couleur cuivre qui constitue l'accent sur l'ensemble du bâtiment. La construction hors toit, constituée de deux volumes distincts et revêtu d'un parement métallique de couleur blanche, sera implantée parallèlement aux rues Saint-Hubert et Saint-André, en recul de deux fois sa hauteur par rapport aux façades sur ces deux rues. Toutefois, aucun retrait n'est prévu du côté de la rue Villeray. Les logements du 3^{e} étage qui se partageront cette construction hors toit seront également dotés de toits terrasses dont les garde-corps et bacs de plantation respecteront les retraits exigés depuis les façades sur les rues Saint-Hubert et Villeray. À l'instar des autres équipements et constructions au toit, le retrait des bacs de plantation par rapport à la rue Villeray ne sera pas respecté. En contrepartie, il est prévu de les revêtir du même parement métallique de couleur blanche qui sera présent sur la construction hors toit et de les implanter derrière le parapet du bâtiment.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à cette demande pour les raisons suivantes :

- L'application des articles 21.1, 21.4 et 22 du Règlement de zonage 01-283 de l'arrondissement cause un préjudice sérieux au requérant étant donné que des retraits d'au moins deux fois la hauteur des équipements et constructions au toit sont exigés par rapport à chacune des trois façades du bâtiment à construire. Le respect du retrait exigé par rapport à la rue Villeray aurait pour effet de priver certains logements de chambres à coucher et d'espaces de vie extérieurs alors que l'arrondissement souhaite encourager la réalisation de logements de grande superficie dotés d'espaces de vie extérieurs de qualité. De plus, le choix de l'emplacement de l'ascenseur a été dicté par des contraintes fonctionnelles reliées aux niveaux et à la trame structurale du bâtiment. La cour intérieure, ainsi que la partie du bâtiment donnant sur la rue Saint-André, seront plus élevées que le niveau du sol en raison du stationnement souterrain. Cela fait que l'ascenseur doit être accessible par la cour intérieure, qui doit alors être munie d'une rampe conforme aux exigences d'accessibilité universelle. Il s'avère que l'emplacement proposé pour l'ascenseur soit l'option la plus fonctionnelle eu égard à la localisation des entrées et à la pente maximale permise pour la rampe.
- La dérogation mineure demandée ne portera pas atteinte à la jouissance de propriété des voisins considérant que la façade donnant sur la rue Villeray fait face à l'église Notre-Dame-du-Rosaire qui est implantée sur un vaste terrain et qui domine le paysage de la rue de par sa hauteur et son caractère imposant. De plus, l'ensemble des constructions et équipements dont le retrait sera dérogatoire par rapport à cette rue feront l'objet d'un traitement architectural cohérent avec le bâtiment principal.

Toutefois, la Direction recommande que les conditions suivantes soient comprises dans la résolution autorisant la dérogation mineure :

- Qu'un retrait minimal équivalant à l'épaisseur du parapet (0,30 m) soit respecté pour les bacs de plantation faisant office de garde-corps par rapport à la façade sur la rue Villeray;
- Que la cage d'ascenseur et les bacs de plantation ne dépassent pas la membrane du toit du bâtiment principal de plus de 1,30 m;
- Que la construction hors toit ne dépasse pas la membrane du toit du bâtiment

principal de plus de 3,00 m;

Lors de sa séance du 8 décembre 2021, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable par rapport à la demande.

Aucun citoyen n'a participé à la consultation écrite tenue du 10 février 2022 au 25 février 2022 conformément à l'arrêté ministériel 2021-054 du 16 juillet 2021.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Frais d'étude de la demande de dérogation mineure : 1 656,00 $.

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 des façons suivantes :

- Priorité 7 : « Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable » : l'autorisation de la dérogation mineure permettra d'augmenter la superficie des espaces intérieurs et extérieurs de certains logements, les rendant ainsi plus adaptés aux besoins des familles.

Ce dossier contribue également à l'atteinte des objectifs en ADS+ des façons suivantes :

- Accessibilité universelle : l'autorisation de la dérogation mineure contribuera à assurer l'accessibilité universelle du bâtiment en permettant une localisation fonctionnelle pour la cage d'ascenseur et la rampe qui la dessert.

Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement
La présente dérogation mineure permettra l'intégration d'un plus grand nombre de bacs de plantation sur le toit du bâtiment, ce qui est compatible avec la priorité d'action 2022 de l'arrondissement de favoriser la transition écologique.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Cette demande sera traitée conformément à l'arrêté ministériel 2021-054 du 16 juillet 2021. Cet arrêté prévoit une procédure de consultation par écrit de 15 jours en remplacement de la procédure prévue à l'article 145.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Affichage de la demande sur la propriété visée
Avis public annonçant la consultation écrite, conformément à l'arrêté ministériel 2021-054 du 16 juillet 2021, en remplacement de la procédure prévue par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation des plans pour P.I.I.A.

- Émission du permis de construction.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications et au mieux de leurs connaissances, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mitchell LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-868-8716
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-16

Eric GOSSET
Chef de division urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-354-1236
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1218053024

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Statuer sur une demande de dérogation mineure aux articles 21.1, 21.4 et 22 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) afin de permettre l'implantation d'une cage d'ascenseur et d'une construction hors toit sans retrait par rapport à la façade sur la rue Villeray, ainsi que l'installation de garde-corps sous forme de bacs de plantation avec un retrait de 0,30 m de ce côté, sur le bâtiment de 3 étages qui sera construit sur la propriété située aux 7647-7671, rue Saint-Hubert, et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement (RCA02-14006) et recevoir le rapport de la consultation écrite tenue du 10 au 25 février 2022.

Localisation.pdf Zonage-C02-116.pdf 7647-StHubert-Mtl-2030-DERO.pdf

Extrait-PV_CCU_2021-12-08-Dero-mineure.pdf

2022-02-25-Rapport-consultation-DM-7647-7671-StHubert.pdf

Schema-derogation-retraits.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mitchell LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-868-8716
Télécop. : 514-868-4706

6.1 DM : 7647-7671, rue Saint-Hubert	
Présenté par	**Invités**
Mitchell Lavoie Conseiller en aménagement	Aucun
Objet	
Accorder une dérogation mineure aux articles 21.1, 21.4 et 22 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) afin de permettre un retrait de moins de deux fois la hauteur par rapport à la façade sur la rue Villeray pour une cage d'ascenseur, un garde-corps et une construction hors toit sur le bâtiment situé au 7647-7671, rue Saint-Hubert, et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures de l'arrondissement (RCA02-14006).	
Commentaires	
Les commentaires ont porté sur : - le fait que les membres sont à l'aise avec les dérogations demandées et les conditions proposées.	
CCU21-12-08-DM01	**Résultat : Favorable**
CONSIDÉRANT L'évaluation de la demande en fonction des conditions selon lesquelles une dérogation mineure peut être accordée; Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée, et ce, aux conditions suivantes : - qu'un retrait minimal équivalant à l'épaisseur du parapet (0,30 m) soit respecté pour les bacs de plantation par rapport la façade sur la rue Villeray; - que la cage d'ascenseur et les bacs de plantation ne dépassent pas la membrane du toit du bâtiment principal de plus de 1,30 m; - que la construction hors toit ne dépasse pas la membrane du toit du bâtiment principal de plus de 3 m. Il est proposé par Véronique Lamarre appuyé par Francis Grimard ADOPTÉ à l'unanimité.	

Rapport de consultation écrite

Consultation écrite du 10 février 2022 à 16 h au 25 février 2022 à 16 h
7647-7671, rue Saint-Hubert

Objet de la demande

Permettre l'implantation d'une cage d'ascenseur et d'une construction hors toit sans retrait par rapport à la façade sur la rue Villeray, ainsi que l'installation de bacs de plantation avec un retrait de 0,30 m, soit la largeur du parapet du bâtiment, et ce, en dérogation aux articles 21.1, 21.4 et 22 du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283).

Personne-ressource

Mitchell Lavoie, conseiller en aménagement, Division de l'urbanisme et des services aux entreprises, Direction du développement du territoire

Déroulement de la consultation écrite

Conformément à l'arrêté ministériel 2021-054, pris par le ministère de la Santé et des Services sociaux le 16 juillet 2021, la demande a fait l'objet d'une consultation écrite d'une durée de 15 jours 10 février 2022 à 16 h au 25 février 2022 à 16 h. L'ensemble de la documentation relative à la demande de dérogation mineure était disponible en ligne à l'adresse internet suivante : https://montreal.ca/vsp à la rubrique « Connaître les consultations en cours ». Les citoyens pouvaient transmettre leurs commentaires et leurs questions sur la demande via un formulaire disponible sur la page internet dédiée à la consultation, ainsi que par la poste à l'adresse suivante :

Service du greffe
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
405, avenue Ogilvy, bureau 200
Montréal (Québec) H3N 1M3

Les documents suivants étaient disponibles sur la page internet de la consultation :

- Avis public;
- Sommaire décisionnel;
- Grille de zonage;
- Plan de localisation;
- Présentation détaillée de la demande;
- Schéma de la dérogation mineure demandée;
- Procès-verbal du comité consultatif d'urbanisme du 8 décembre 2021.

La tenue de la consultation a été annoncée par le biais d'un avis public publié sur le site internet de l'arrondissement et d'une affiche installée sur la propriété visée. En tout temps, il était possible de rejoindre le responsable du dossier par téléphone.

Le formulaire électronique demandait de la part des répondants les informations suivantes:

- Nom complet
- Adresse
- Adresse courriel
- Numéro de téléphone (facultatif)
- Résidez-vous dans l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension?
- Quelle est votre opinion à propos de la dérogation demandée?
- Questions ou commentaires supplémentaires.

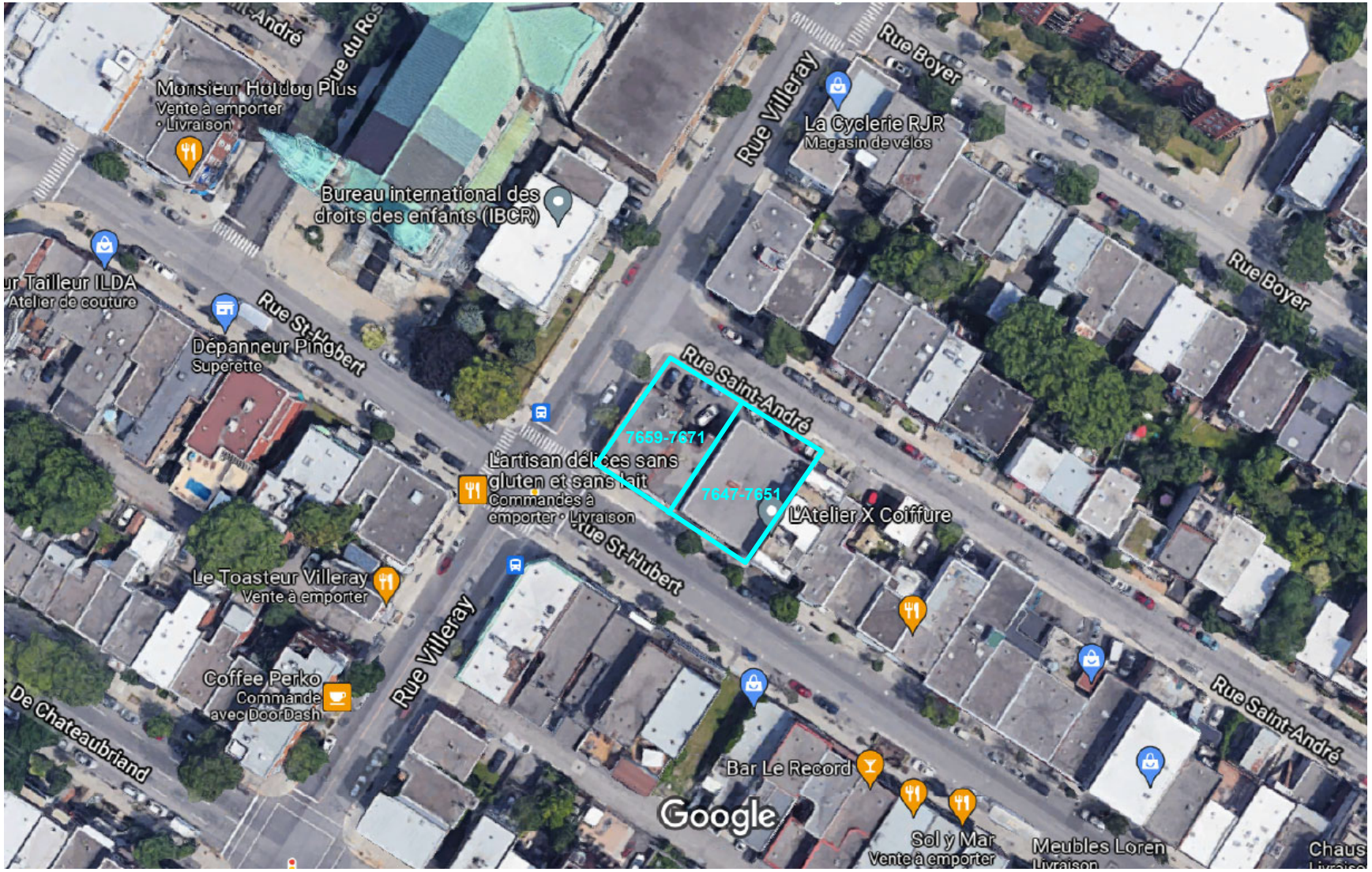
Participation à la consultation

Aucun citoyen n’a participé à la consultation, ni par le biais du formulaire électronique ni par les autres moyens de communication disponibles.

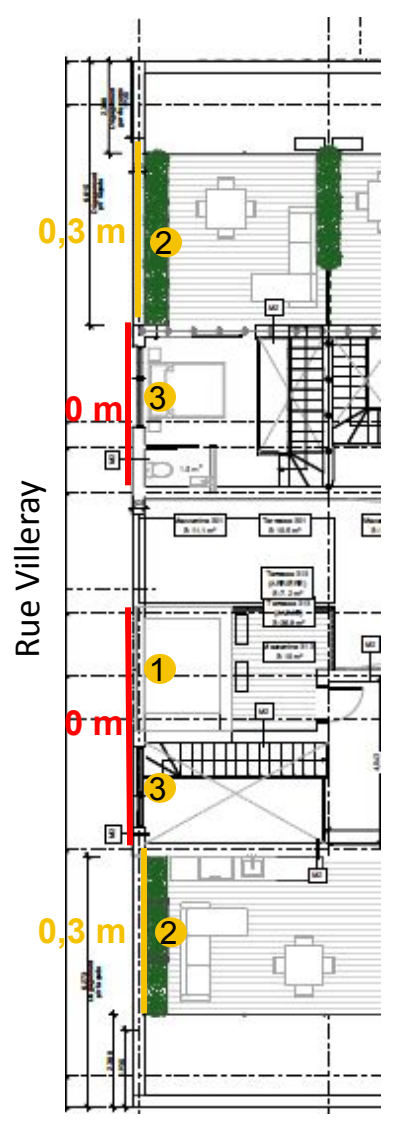
Commentaires et questions

Aucun commentaire ou question n’a été reçu pendant la période de consultation.

Préparé par Mitchell Lavoie le 25 février 2022.


Monsieur Hotdog Plus
Vente à emporter
• Livraison
Bureau international des droits des enfants (IBCR)
Rue Villeray
Rue Boyer
La Cyclerie RJR
Magasin de vélos
Rue Boyer
ur Tailleur ILDA
Atelier de couture
Dépanneur Pingbert
Superette
Rue St-Hubert
Rue Saint-André
7669-7671
7647-7651
L'artisan délices sans gluten et sans lait
Commandes à emporter • Livraison
L'Atelier X Coiffure
Rue St-Hubert
Le Toasteur Villeray
Vente à emporter
Rue Villeray
Coffee Perko
Commande avec DoorDash
De Chateaubriand
Rue Saint-André
Bar Le Record
Google
Sol y Mar
Vente à emporter
Meubles Loren
Livraison

Description de la dérogation demandée



Extrait du plan de toit - côté rue Villeray



Élévation - rue Villeray



Perspective - coin Villeray / Saint-Hubert

1. **Cage d'ascenseur (Art. 21.1)**
   - Hauteur : 1,22 m
   - Retrait exigé par rapport à la façade Villeray : 2,44 m
   - Retrait proposé : 0 m
2. **Bacs de plantation (Art. 21.4)**
   - Hauteur : 1,22 m
   - Retrait exigé par rapport à la façade Villeray : 2,44 m
   - Retrait proposé : 0,3 m (épaisseur du parapet)
3. **Construction hors toit (Art. 22)**
   - Hauteur : 2,95 m
   - Retrait exigé par rapport à la façade Villeray : 5,90 m
   - Retrait proposé : 0 m

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS — ZONE : C02-116

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation			H					
Commerce		C.4						
Industrie								
Équipements collectifs et institutionnels								
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)		X						
Inférieurs au RDC		X						
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)	X						
Tous sauf le RDC			X					
Tous les niveaux								
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal								
Superficie des usages spécifiques	max (m2)							
Distance entre deux restaurants	min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)	C						
Café-terrasse autorisé		X						

CADRE BÂTI

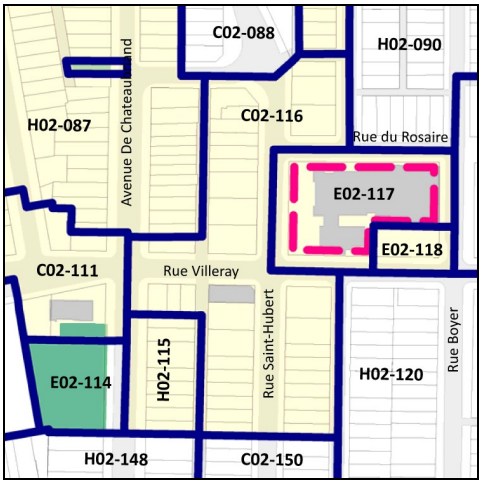
Hauteur								
En mètre	min/max (m)	0/12,5	0/12,5					
En étage	min/max	2/3	2/3					
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-	-					
Mode d'implantation	(I-J-C)	C	C					
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	35/85	35/85					
Densité	min/max	-	-					
Marges								
Avant principale	min/max (m)	0/2	0/2					
Avant secondaire	min/max (m)	0/4	0/4					
Latérale	min (m)	1,5	1,5					
Arrière	min (m)	3	3					
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40 (i)	10/40 (i)					
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	80 (i)	80 (i)					
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	A						

AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières (i) Ces normes peuvent être plus restrictives pour les interventions assujetties au Chapitre VIII du Titre II intitulé « Secteurs et immeubles d'intérêt patrimonial et bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur ».	
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	33
PAE	-

MISES À JOUR

CARTE DE LA ZONE



***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1218053024
Unité administrative responsable : Division de l'urbanisme et des services aux entreprises, Direction du développement du territoire, arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
Projet : 7647-7671, rue Saint-Hubert - Dérogation mineure

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 7 : « Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable »			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Résultats attendus pour la priorité 7 : l'autorisation de la dérogation mineure permettra d'augmenter la superficie des espaces intérieurs et extérieurs de certains logements, les rendant ainsi plus adaptés aux besoins des familles.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	X		

L'autorisation de la dérogation mineure contribuera à assurer l'accessibilité universelle du bâtiment en permettant une localisation fonctionnelle pour la cage d'ascenseur et la rampe qui la dessert.			
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.08

2022/03/08
18:30

Dossier # : 1218053018

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Statuer, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), sur les plans visant la construction d'un bâtiment de 3 étages avec construction hors toit abritant 31 logements et des espaces commerciaux au rez-de-chaussée sur la propriété située aux 7647-7671, rue Saint-Hubert.

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans A020, A101 à A107, A201 à A203 et A301 à A303 datés du 4 février 2022, préparés par Fugère Architecture, ainsi que le plan intitulé « plan d'aménagement paysager » daté du 27 janvier 2022 préparé par L'Espace Paysage, estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 18 février 2022, visant la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 31 logements, des locaux commerciaux et une construction hors toit sur la propriété située aux 7647-7671, rue Saint-Hubert (lots # 3 457 425 et 3 457 427).

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2022-02-23 16:14

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1218053018**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Statuer, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), sur les plans visant la construction d'un bâtiment de 3 étages avec construction hors toit abritant 31 logements et des espaces commerciaux au rez-de-chaussée sur la propriété située aux 7647-7671, rue Saint-Hubert.

CONTENU

CONTEXTE

La présente demande vise à autoriser la construction d'un immeuble résidentiel et commercial de 3 étages avec construction hors toit abritant 31 logements et des locaux commerciaux au rez-de-chaussée sur la propriété située au 7647-7671, rue Saint-Hubert. Ce projet est visé par les articles 4.1, 9, 25.5, 30.1, 39, 40 et 91.5 du *Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001)* puisqu'il s'agit d'une nouvelle construction dotée d'une construction hors toit dans un secteur patrimonial (32).
Une demande de dérogation mineure visant les marges de recul de la cage d'ascenseur, de la construction hors toit et d'un garde-corps de toit terrasse par rapport à la rue Villeray est soumise simultanément au conseil d'arrondissement (voir dossier # 1218053024).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CD21-07 (8 décembre 2021) : Autoriser la démolition des bâtiments situés aux 7647-7651 et aux 7659-7671, rue Saint-Hubert, suite aux demandes de certificat d'autorisation de démolition portant les numéros 3003053646 et 3003053645, déposées le 27 août 2021, conformément au Règlement régissant la démolition d'immeubles de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel Parc-Extension (RCA04-14007) et approuver le programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé visant la construction d'un immeuble de 3 étages, avec une construction hors toit, accueillant des espaces commerciaux au rez-de-chaussée et un maximum de 32 logements, et ayant un taux d'implantation maximal de 87%.

DESCRIPTION

Principales caractéristiques du projet

- Hauteur : 3 étages et 11,5 m (14,5 m incluant la construction hors toit)
- Taux d'implantation : 87 %
- Nombre de logements : 31 (initialement 32)
    - 4 chambres à coucher : 1

        - 3 chambres à coucher : 2
        - 2 chambres à coucher : 17 (initialement 16)
        - 1 chambre à coucher : 11 (initialement 13)
    - Verdissement : Plantations sur tréfonds de stationnement dans la cour intérieure et en bacs sur le toit
    - Nombre d'arbres : 2 (cour intérieure)
    - Nombre d'unités de stationnement : 17
    - Nombre d'unités de stationnement pour vélos : 27
    - Gestion des matières résiduelles :
        - Local d'entreposage des matières résiduelles prévu au sous-sol
        - Gestion des collectes effectuée par un concierge

Caractéristiques de la propriété et de son milieu d'insertion
La propriété visée est localisée du côté est de la rue Saint-Hubert à l'intersection avec la rue Villeray. Ce tronçon de la rue Saint-Hubert est caractérisé par des bâtiments de 2 ou 3 étages dont le rez-de-chaussée est typiquement commercial. Les étages supérieurs des bâtiments sont occupés soit par des logements, soit par des espaces commerciaux. Le tronçon compte plusieurs constructions presque centenaires, mais également des bâtiments datant des années 1980 à aujourd'hui. Notons également la présence de l'église Notre-Dame-du-Rosaire et de son presbytère du côté nord de la rue Villeray, dans le voisinage immédiat de la propriété visée. Ce secteur est identifié comme étant de valeur patrimoniale intéressante au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.

Les lots du côté est de la rue sont traversants, donnant sur la rue Saint-André à l'arrière. Le côté ouest de la rue Saint-André est principalement occupé par les cours arrière des bâtiments donnant sur la rue Saint-Hubert, servant le plus souvent à la desserte des commerces tandis que le côté est est occupé presque entièrement à des fins résidentielles. Notons également que des travaux sont en cours sur la rue Saint-André afin de la rendre plus conviviale et sécuritaire pour les usagers. Notamment, le trottoir du côté est a été élargi et planté d'arbres et la chaussée aura une désignation de rue partagée. En contrepartie, le trottoir du côté ouest, soit celui qui longe la propriété visée, est d'une largeur restreinte (0,98 m) et obstrué à plusieurs endroits par des poteaux électriques.

Plusieurs sites ont été redéveloppés, ou sont en voie de l'être, sur le tronçon de la rue Saint-Hubert compris entre les rues Jean-Talon et Villeray. Les caractéristiques des différents projets y sont similaires, à savoir la construction d'immeubles de trois étages, avec construction hors toit, comportant un rez-de-chaussée affecté à des fins commerciales sur la rue Saint-Hubert et des logements aux étages. Un nombre grandissant de nouvelles constructions est doté de cours intérieures afin de maximiser le nombre de logements traversants. Les lots transversaux, entre les rues Saint-Hubert et Saint-André, ont été travaillés de manière à rétablir la trame résidentielle sur le côté Saint-André, atténuant du même coup les impacts de l'exploitation des locaux commerciaux pour les résidents de cette rue.

Réglementation applicable
La grille pour la zone C02-116 à l'annexe C du Règlement de zonage 01-283 de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension permet sur les propriétés visées des usages commerciaux de la catégorie C.4 et un nombre théoriquement illimité de logements. Toutefois, le rez-de-chaussée adjacent à la façade comportant l'entrée principale doit être occupé par un usage de la catégorie C.4. Une construction peut avoir 2 ou 3 étages et une hauteur maximale de 12,5 mètres. Elle doit être implantée en contigüité par rapport à ses voisins et respecter un taux d'implantation de 35% à 85%, sauf pour un terrain de coin où le taux d'implantation peut théoriquement atteindre 100 %. La marge avant principale doit se situer entre 0 et 2 mètres et la marge avant secondaire, entre 0 et 4 mètres. Dans le cas présent, la façade principale et l'entrée principale sont considérées comme étant sur la rue Saint-Hubert.

Description du projet
L'immeuble proposé compte 3 étages ainsi qu'une construction hors toit et est destiné à accueillir 31 nouveaux logements (réduction de 32 à 31 logements suivant les recommandations du CCU du 8 décembre 2021). Le bâtiment serait implanté sur les limites de propriété sur les rues Saint-Hubert, Villeray et Saint-André et aurait un taux d'implantation d'environ 87 %. Cependant, le rez-de-chaussée du côté de la rue Saint-André serait implanté en retrait de 1,07 mètres et donnerait lieu à des entrées directes vers certains logements (modification suivant les recommandations du CCU du 8 décembre 2021). Le rez-de-chaussée du côté de la rue Saint-Hubert serait occupé par des locaux commerciaux dont la superficie totale avoisine les 300 m^2. Les étages supérieurs, ainsi que le rez-de-chaussée et une partie du sous-sol du côté de la rue Saint-André, seraient occupés par des logements.

Tous les logements seraient traversants grâce à une cour intérieure paysagée et ceinturée de coursives en caillebottis. Cette cour serait accessible par une porte cochère depuis la rue Saint-Hubert et par un escalier extérieur du côté de la rue Villeray. Une rampe pour personnes à mobilité réduite, un ascenseur et des locaux commerciaux de plain-pied feraient de ce bâtiment un immeuble accessible selon la définition du Code de Construction du Québec. Chacun des logements serait doté d'un espace de vie extérieur privé, soit une terrasse dans la cour intérieure, une loggia ou une terrasse au toit.
Des aménagements paysagers sont prévus dans la cour intérieure sur le tréfonds du stationnement souterrain. Il est proposé d'y planter deux arbres à petit déploiement (amélanchiers) ainsi que des arbustes, en plus d'offrir des espaces communs aux résidents. Des bacs de plantation sont également proposés au toit entre les terrasses privées.

Le bâtiment serait revêtu d'une brique de béton de couleur blanche (modèle Normandie de la compagnie Rinox, format Norman) avec des accents en parement métallique de couleur cuivre (acier de calibre 22 de la compagnie Acier Duchesne). Les murs de la cour intérieure et de la construction hors toit seraient revêtus d'un parement métallique de couleur blanche posé à la verticale (modèles LC12 et LC11, couleur blanc glacier de la compagnie Acier Duchesne). Le parapet serait travaillé en angles afin de renforcer le caractère contemporain de la proposition architecturale. Notons toutefois qu'une demande de dérogation mineure a été ouverte afin de déroger aux marges de recul requis du côté de la rue Villeray pour les constructions hors toit, l'appentis de l'ascenseur et les garde-corps des terrasses (voir dossier #1218053024).

Il est proposé d'aménager 17 unités de stationnement souterraines et 27 unités de stationnement pour vélos. Le filage nécessaire à l'ajout de bornes de recharge pour véhicules électriques est prévu dans la conception du projet.

Pour répondre à la condition de la résolution CD21-07 du comité de démolition, un espace est prévu près de l'entrée sur la rue Villeray pour l'installation d'une plaque commémorative décrivant l'historique de la propriété en lien avec le Dr. Jarry.

Seul un arbre public se retrouve à proximité du projet, sur la rue Saint-Hubert. Un devis de protection a été demandé pour ce dernier.

Préalablement à l'émission d'un permis de construction pour ce projet, une contribution monétaire doit être versée en vertu du *Règlement 20-041 visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial.*

JUSTIFICATION

Demande initiale prévoyant 32 logements et aucune marge de recul sur la rue Saint-André
La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être

accordée à cette demande pour les raisons suivantes :

- La facture architecturale est résolument contemporaine;
- Les locaux commerciaux au rez-de-chaussée contribueront à dynamiser la rue Saint-Hubert;
- Le caractère traversant des logements augmentera leur qualité en termes de luminosité et de ventilation naturelle;
- La volumétrie du projet s'intégrera adéquatement au milieu d'insertion et il ne nuira pas à la prédominance de l'église Notre-Dame-du-Rosaire;
- La construction hors toit sera peu visible depuis les rues Saint-André et Saint-Hubert et, malgré sa visibilité plus importante depuis la rue Villeray (dérogation mineure), s'intégrera harmonieusement au volume principal du bâtiment.

Toutefois, la Direction est d'avis que le nombre de logements et le taux d'implantation devraient être réduits pour les raisons suivantes :

- Pour agrandir certains logements et espaces de vie extérieurs qui sont très petits;
- Pour augmenter le nombre de logements de taille familiale;
- Pour élargir la cour intérieure et ainsi augmenter l'éclairage naturel et le verdissement de l'espace;
- Pour réduire l'impact de la circulation automobile, du stationnement et de la gestion des matières résiduelles sur la qualité de vie des riverains;
- Pour créer une marge de recul et un meilleur dialogue du côté de la rue Saint-André.

La Direction émet également une réserve quant à l'utilisation d'un parement de blocs de béton de couleur blanche dans un secteur patrimonial où ce matériau et cette couleur sont peu présents.

Lors de sa séance du 8 décembre 2021, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation défavorable par rapport à la demande initiale. Les membres souhaitaient que les modifications suivantes soient apportées au projet :

- que l'intégration de la façade sur la rue Saint-André soit retravaillée, notamment en intégrant une marge de recul ainsi que des entrées directes vers certains logements;
- que la cour intérieure soit élargie, notamment en éliminant le surplomb des 2^{e} et 3^{e} étages sur au moins un de ses deux côtés;
- que l'aménagement de logements plus spacieux soit favorisé;
- que les besoins en stationnement et en gestion des matières résiduelles soient pris en compte.

Toutefois, les membres n'ont pas repris la réserve de la Direction quant au parement de blocs de béton proposé, car ils jugeaient que ces derniers se rapprochaient suffisamment à d'autres matériaux de parement minéraux présents dans le secteur.

Projet modifié prévoyant 31 logements et une marge de recul au rez-de-chaussée sur la rue Saint-André

Pour répondre aux commentaires formulés par le CCU lors de sa séance du 8 décembre 2021, le requérant a modifié le projet afin de réduire le nombre de logements et de retravailler la

façade sur la rue Saint-André. Cela a mené à l'élimination d'un logement et à l'augmentation du nombre de logements de deux chambres à coucher. Également, une marge de recul de 1,07 mètres à été intégrée au rez-de-chaussée sur la rue Saint-André, ce qui a rendu possible l'ajout d'entrées directes vers certains logements de ce côté ainsi que des aménagements paysagers. Malgré la réduction du nombre de logements, le nombre d'unités de stationnement n'a pas été modifié, ce qui devrait réduire la pression sur les espaces sur rue. De plus, un local supplémentaire d'entreposage des matières résiduelles a été ajouté au rez-de-chaussée près des commerces sur la rue Saint-Hubert et quelques espaces sont désormais prévus sur la rue Saint-André pour l'entreposage de bacs le jour de la collecte. En ce qui concerne la cour intérieure, il a été décidé de ne pas éliminer le surplomb des 2^{e} et 3^{e} étages en raison de l'impact que cela aurait sur la superficie de certains logements et sur la faisabilité de la construction hors toit. Cependant, la terrasse et le bac de plantation surplombant l'escalier extérieur donnant sur la rue Villeray ont été remplacés par une marquise légère en acier afin d'apporter davantage de lumière à la cour intérieure. Des détails et vues supplémentaires ont été fournis par le requérant afin de démontrer la convivialité de cet espace.

La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée au projet modifié pour les raisons suivantes :

- La marge de recul proposée au rez-de-chaussée sur la rue Saint-André réduit l'aspect massif du bâtiment de ce côté tout en créant une interface plus dynamique avec la rue;
- L'élimination d'un logement a permis d'augmenter la superficie de certains logements maintenus;
- L'ajout d'espaces consacrés à la gestion des matières résiduelles et le maintien du nombre d'unités de stationnement malgré l'élimination d'un logement réduira les externalités du projet sur le milieu d'insertion;
- Le maintien de la configuration de la cour intérieure est justifié par une volonté d'éviter la réduction de la superficie de certains logements et par les gestes architecturaux et paysagers de qualité qui sont proposés pour cet espace.

Lors de sa séance du 9 février 2022, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable par rapport au projet modifié.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Valeur approximative des travaux : 3,7 M$
Frais d'étude de la demande de permis : 36 309,00 $
Frais de P.I.I.A. : 3 478,00 $

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 des façons suivantes :

- Priorité 2 : « Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au coeur de la prise de décision » : plantation de 2 arbres dans la cour intérieure et intégration de bacs de plantation entre les terrasses au toit.
- Priorité 7 : « Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable » : construction de 31 logements dont plus de la moitié comptent 2 chambres à coucher ou plus.
- Priorité 20 : « Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole » : contribution au renouvellement du cadre bâti par la densification d'une propriété sous-utilisée et embellissement d'une artère commerciale.

Ce dossier contribue également à l'atteinte des objectifs en ADS+ des façons suivantes :

- Accessibilité universelle : le projet prévoit plusieurs aménagements favorisant l'accessibilité universelle, dont des entrées commerciales de plain pied, une rampe pour personnes à mobilité réduite, un ascenseur et des logements dotés de pièces accessibles.

Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement
Les aménagements paysagers prévus dans la cour intérieure, ainsi que la toiture blanche et les bacs de plantation proposés au toit, sont compatibles avec la priorité d'action 2022 de l'arrondissement de favoriser la transition écologique.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du permis de construction.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications et au meilleur de leurs connaissances, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mitchell LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-868-8716
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-18

Eric GOSSET
Chef de division urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-354-1236
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1218053018

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Statuer, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), sur les plans visant la construction d'un bâtiment de 3 étages avec construction hors toit abritant 31 logements et des espaces commerciaux au rez-de-chaussée sur la propriété située aux 7647-7671, rue Saint-Hubert.

Localisation.pdf
Zonage-C02-116.pdf
Objectifs-criteres-PIIA-secteurs-32-33-34.pdf
Objectifs-criteres-PIIA-nouv-const.pdf
Objectifs-criteres-PIIA-const-horstoit.pdf
Extrait-PV_CCU_2021-12-08-PIIA.pdf
Extrait-PV_CCU_2022-02-09-PIIA.pdf
7647-StHubert-Mtl-2030.pdf
2022-02-18-Plans-archi-estampilles.pdf
2022-02-18-Plan-paysage-estampille.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mitchell LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-868-8716
Télécop. : 514-868-4706

6.2 PIIA : 7647-7671, rue Saint-Hubert	
Présenté par	**Invités**
Mitchell Lavoie Conseiller en aménagement	Aucun

Objet

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la construction d'un bâtiment de 3 étages avec construction hors toit abritant 32 logements et des espaces commerciaux au rez-de-chaussée sur la propriété située au 7647-7671, rue Saint-Hubert.

Commentaires

Les commentaires ont porté sur :

- la réduction du nombre de logements;
- le fait qu'un recul sur la rue Saint-André permettrait de verdir en façade, à la condition que le dégagement soit suffisamment large;
- le nombre de logements proposé comparativement au nombre permis sur 4 lots typiques de 25 pieds de largeur et la précision que depuis 2019, la réglementation ne permet que 4 logements sur un lot de cette dimension, contrairement à 8 précédemment;
- le fait que la réduction du nombre de logements permettrait d'éliminer la majeure partie des enjeux d'implantation et d'intégration du projet;
- la possibilité de demander de plus grands logements;
- la possibilité de dégager de l'espace au niveau du sol en cour avant sur la rue Saint-André sans changer le recul des 2^{e} et 3^{e} étages, pour ne pas perdre autant de superficie de plancher et pour éviter de rendre non conforme le recul de la construction hors toit;
- le fait qu'il serait souhaitable de prévoir un retrait d'au moins 1,5 mètres sur la rue Saint-André pour prévoir des aménagements paysagers, mais que le tréfonds du stationnement apporte des contraintes au niveau des types de plantation;
- la possibilité d'aménager des entrées directes à certains logements sur la rue Saint-André pour dynamiser cette façade;
- l'aménagement de la rue Saint-André et la largeur du trottoir vis-à-vis les propriétés adjacentes;
- le revêtement en blocs de béton blancs qui semble adéquat par rapport à d'autres bâtiments situés à proximité et qui sont revêtus de pierres de couleur pâle;
- le fait que le projet marquera bien la tête d'îlot de la rue Villeray;
- le fait que la cour intérieure soit très étroite et que les amélanchiers proposés ont peu de chances de survivre à long terme;
- la possibilité d'élargir la cour intérieure sur les étages au-dessus du rez-de-chaussée pour maximiser son ensoleillement;
- les conséquences structurales pour l'aménagement des constructions hors toit si les étages sont modifiés pour élargir la cour intérieure;
- la possibilité de réduire le nombre d'unités de stationnement si le nombre de logements est réduit;
- le fait que l'intégration de logements familiaux apporte des besoins en stationnement;
- le nombre de stationnements pour vélos proposé;

- le fait que les unités de stationnement au sous-sol ne pourront pas être utilisées par les clients ou les employés des commerces au rez-de-chaussée.

CCU21-12-08-PIIA01	**Résultat : Défavorable**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le P.I.I.A.;

Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement de refuser la demande soumise telle que présentée.

Les membres souhaitent que les modifications suivantes soient apportées au projet :

- que l'intégration de la façade sur la rue Saint-André soit retravaillée, notamment en intégrant une marge de recul ainsi que des entrées directes vers certains logements;
- que la cour intérieure soit élargie, notamment en éliminant le surplomb des 2e et 3e étages sur au moins un de ses deux côtés;
- que l'aménagement de logements plus spacieux soit favorisé;
- que les besoins en stationnement et en gestion des matières résiduelles soient pris en compte.

Considérant ces éléments, les membres estiment que le nombre de logements devra inévitablement être réduit.

Il est proposé par Katherine Routhier

appuyé par Véronique Lamarre

ADOPTÉ à l'unanimité.

6.5 PIIA : 7647-7671, rue Saint-Hubert	
Présenté par	**Invités**
Mitchell Lavoie Conseiller en aménagement	Aucun

Objet

Statuer, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), sur les plans visant la construction d'un bâtiment de 3 étages avec construction hors toit abritant 31 logements et des espaces commerciaux au rez-de-chaussée sur la propriété située au 7647-7671, rue Saint-Hubert.

Commentaires

Les commentaires ont porté sur :

- le fait que les membres sont satisfaits des changements apportés au projet, surtout au niveau de la façade sur la rue Saint-André;
- l'ambiance de la cour intérieure qui est bien démontrée par la perspective fournie;
- le fait que les logements du rez-de-chaussée auront une petite terrasse donnant sur la cour intérieure;
- la gestion des déchets qui sera facilitée par les nouveaux aménagements proposés;
- l'augmentation de la superficie de certains logements.

CCU22-02-09-PIIA03	**Résultat : Favorable**

CONSIDÉRANT

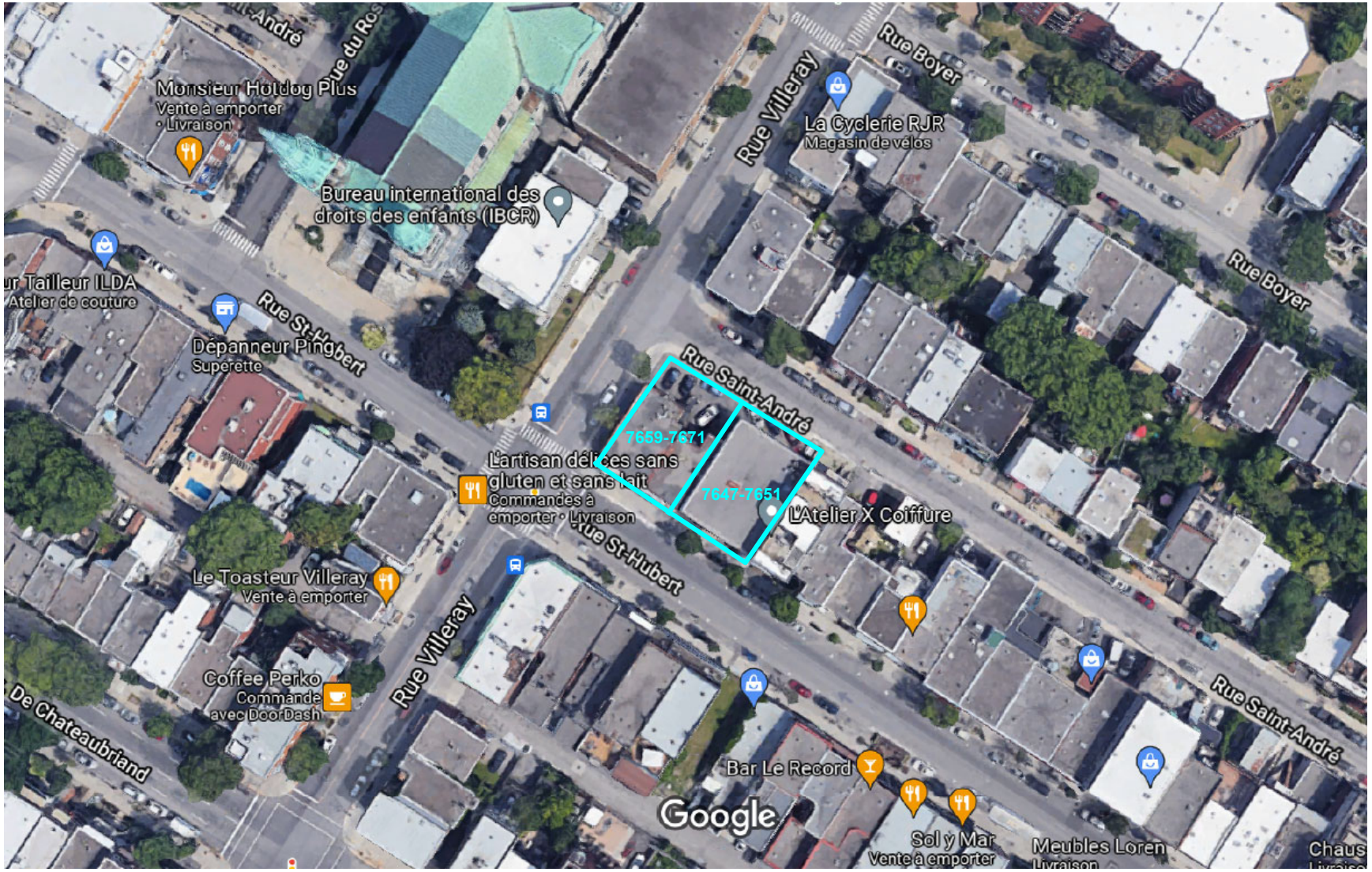
L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le P.I.I.A.;

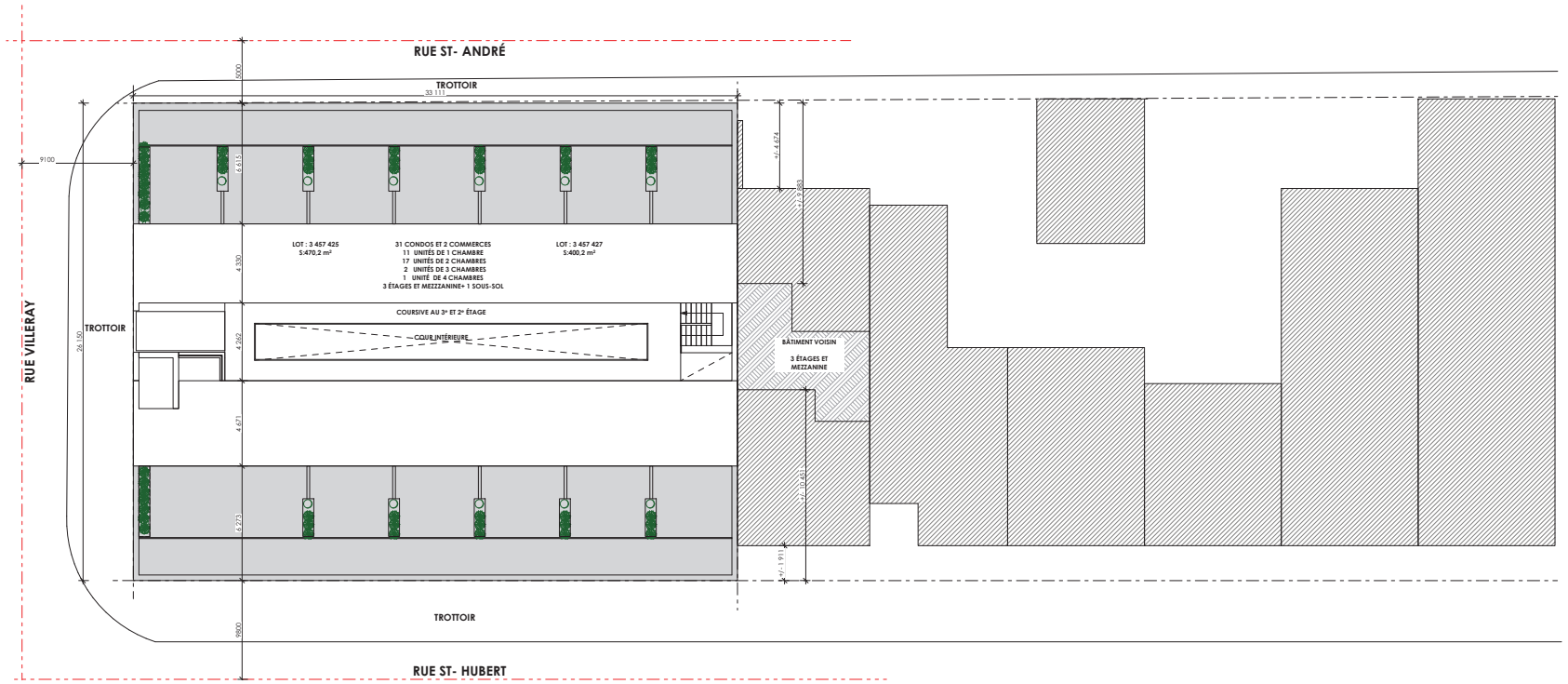
Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée.

Il est proposé par Katherine Routhier

appuyé par Karim Guirguis

ADOPTÉ à l'unanimité.


Monsieur Hotdog Plus
Vente à emporter
• Livraison
Bureau international des droits des enfants (IBCR)
Rue Villeray
Rue Boyer
La Cyclerie RJR
Magasin de vélos
Rue Boyer
ur Tailleur ILDA
Atelier de couture
Dépanneur Pingbert
Superette
Rue St-Hubert
Rue Saint-André
7669-7671
7647-7651
L'artisan délices sans gluten et sans lait
Commandes à emporter • Livraison
L'Atelier X Coiffure
Rue St-Hubert
Le Toasteur Villeray
Vente à emporter
Rue Villeray
Coffee Perko
Commande avec DoorDash
De Chateaubriand
Rue Saint-André
Bar Le Record
Google
Sol y Mar
Vente à emporter
Meubles Loren
Livraison



1 A020 Plan Implantation
Échelle : 3/32" = 1'-0"

LÉGENDE

- AIRE-VERTE
- BÂTIMENT EXISTANT
- NOUVELLE CONSTRUCTION
- LIMITE DE LOT

NOTE
Le schéma d'implantation est fourni à titre indicatif seulement. Se référer au plan d'implantation de l'arpenteur et au plan de paysagement.

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 121 8053 018
Date : 18 février 2022

DÉMOLITION ET RECONSTRUCTION DU 7647 AU 7671 ST-HUBERT

architecture:

FUGÈRE ARCHITECTURE
ARCHITECTURE IDÉATION DESIGN
Québec 710, côte de la Pente-Douce, G1N 3M1 418-529-5083
Montréal 7436, St-Hubert, H2R 2N3 514-788-5083

No. de projet (FA): 20030

structure:

LPC EXPERTS CONSEILS EN STRUCTURE
4710 St-Ambroise, bureau 150
Montréal, Qc
H4C 2C7
Bur. : 514 379-4999
info@LPCexperts.com

mécanique / électricité / civil :

DESJARDINS EXPERTS CONSEILS
Société d'ingénierie
Mécanique | Électricité | Civil

émission :

no.	date	émission pour	révision no.
09	2022.02.04	Pour demande de permis revisé	05
08	2021.11.15	Pour demande de permis revisé	04
07	2021.11.02	Pour demande de permis revisé	03
06	2021.11.02	Pour demande de permis revisé	02
05	2021.10.19	Pour demande de permis revisé	01
04	2021.10.01	Pour coordination	00
03	2021.08.27	Pour demande de permis	00
02	2021.08.03	Coordination ingénieur	00
01	2021.03.12	Avis préliminaire	00

Aucune mesure ne doit être relevée à l'échelle directement sur les plans, si aucune cote n'est donnée, s'adresser à l'Architecte. Toute différence de cote doit être signalée à l'Architecte, et l'Entrepreneur doit attendre la vérification de l'Architecte avant de poursuivre les travaux, sinon il en sera tenu responsable.

Ce dessin ne peut pas servir aux fins de construction s'il n'est pas émis comme tel, scellé et signé par l'Architecte.

Ce document demeure la propriété de l'Architecte et ne doit être utilisé que pour l'usage auquel il est destiné. Toute omission ou non concordance doit être signalée à l'Architecte. L'Architecte détient un droit d'auteur sur l'ensemble des documents produits dans la présente projet. Ils ne peuvent être reproduits et/ ou servir pour plus d'un projet ou être dupliquées ou modifiés, à moins d'une entente formelle.

Tous les éléments structuraux identifiés aux plans, ne le sont qu'à titre indicatif, ils devront être calculés et approuvés par un ingénieur en structure.

sceaux

Ordre des architectes du Québec
A 4626
ASHNAF JOHAMED AHMED
ARCHITECTE

client

Residia
Développement immobilier

ARCHITECTURE

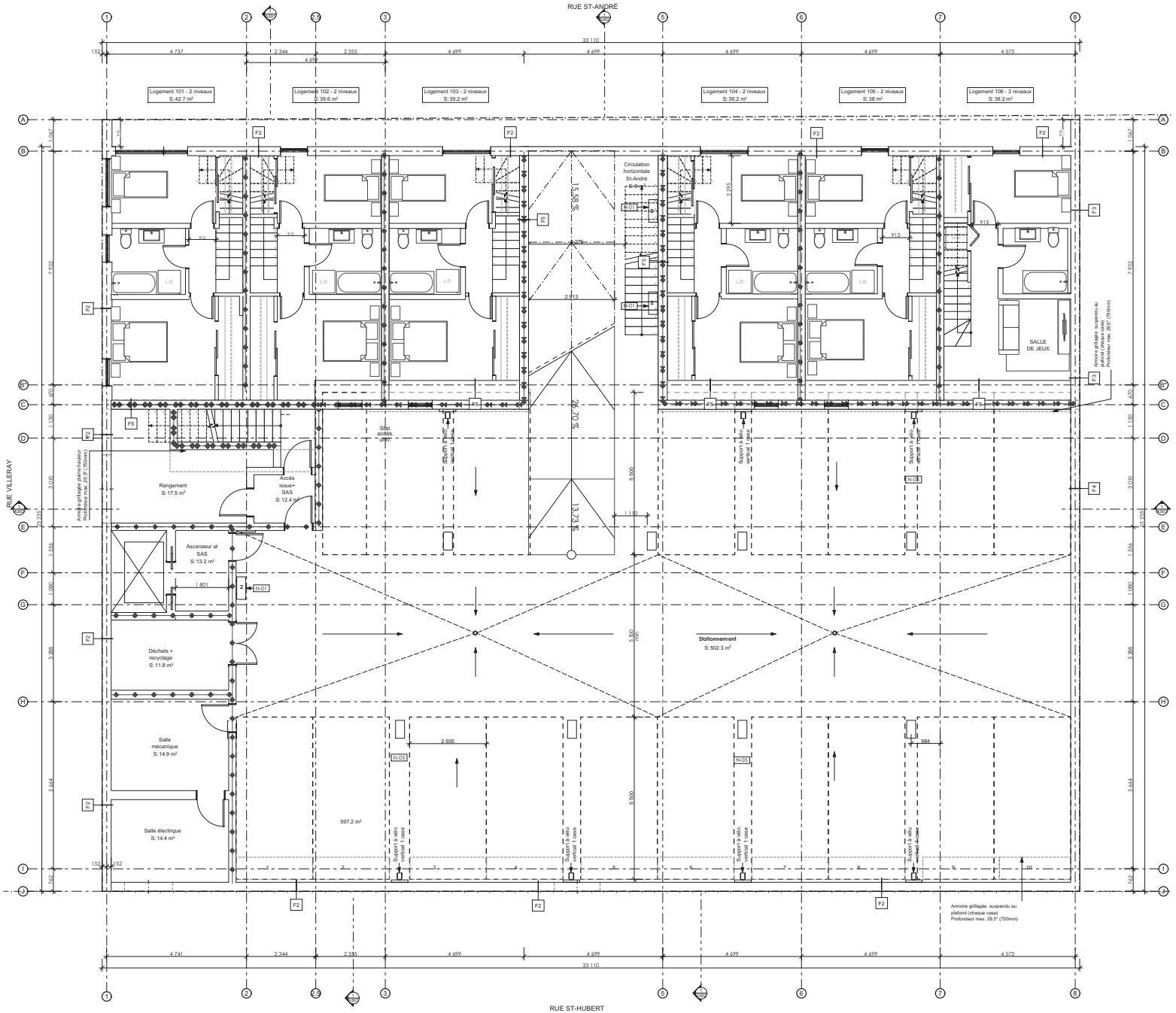
PLAN D'IMPLANTATION

dessiné par:
vérifié par:
approuvé par:

échelle: 3/32" = 1'-0"
date: 2/4/2022
révision no: 05

émis pour : Permis révisé
page:

A020



1 Niveau 0
A101 Échelle : 3/16" = 1'-0"

LÉGENDE CONSTRUCTION

Limite de lot

IDENTIFICATION DES CLOISONS

Nouvelle cloison

D.R.F.:

45 MIN.
1 HR
1,5 HR
2 HR

IDENTIFICATION DES PORTES ET FENÊTRES :

Nouvelle porte

Degré pare-flammes exigé pour les cadres et portes intérieures selon la résistance au feu de la cloison:

20 min
45 min
1,5HR

Doit être équipées d'un dispositif de fermeture automatique.

CONDENSEUR

Condenseur 813mm(H) X305mm(P) (voir plan ing. mécanique)

2 — Deux condenseurs superposés (voir plan ing. mécanique)

NOTES GÉNÉRALES

1. Prévoir des avertisseurs de fumée raccordés à un circuit électrique et conforme à la norme CAN/ULC-S531 dans chaque logement à moins de 5m d'une porte de chambre. L'emplacement dans chaque logement doit être conforme au CCQ 2010. Si plusieurs avertisseurs de fumée doivent être installés à l'intérieur d'un logement, ceux-ci doivent être reliés électriquement de façon à tous se déclencher automatiquement dès qu'un avertissement est déclenché. À coordonner avec l'ingénieur ou l'électricien.

2. Prévoir la signalisation des issues conforme au CCQ 2010 . La signalisation doit être bien visible à l'approche des issues, être constituée d'un pictogramme vert et d'un symbole graphique blanc conforme à la norme ISO 3864-1 et être d'une dimension conforme à la norme ISO 7010. À coordonner avec l'ing. ou l'électricien.

3. Toutes les portes ayant un degré pare-flamme doit être équipées d'un dispositif de fermeture automatique conforme au CCQ 2010.

4. Les sorties extérieures de mécanique seront regroupés (sécheuses, hottes, retour d'air). La prise d'air de l'échangeur sera séparée. Les persiennes devront être prépeintes, de même couleur que la surface adjacente. Elles se situent aux murs de la cour intérieure ou dans les soffites des balcons.

5.Les allèges de fenêtre et le solinage sont en acier peint blanc sauf indications contraires aux plans.

6.Toutes les mezzanines ont une superficies inférieures à 40% de l'aire ouverte de l'étage inférieur

NOTES SPÉCIFIQUES

N-01 Les condenseur sont placés en haut de mur.
N-02 Les condenseur sont placés au dessous du palier de l'escalier.
N-03 Sortie d'air du garage placée sous l'escalier.
N-04 Baies protégées.

N-05 Prévoir fillages électriques pour futures bornes de recharge dans le stationnement au sous-sol .

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 121 8053 018
Date : 18 février 2022

DÉMOLITION ET RECONSTRUCTION DU 7647 AU 7671 ST-HUBERT

architecture:

FUGÈRE ARCHITECTURE
ARCHITECTURE IDÉATION DESIGN
Québec 710, côte de la Pente-Douce, G1N 2M1 418-529-5083
Montréal 7436, St-Hubert, H2R 2N3 514-788-5083

No. de projet (FA): 20030

structure:

4710 St-Ambroise, bureau 103
Montréal, Qc
H4C 2C7
Bur. : 514 379-4999
info@L2Cexperts.com

mécanique / électricité / civil :

DESJARDINS EXPERTS CONSEILS
Société d'ingénierie
Mécanique | Électricité | Civil

émission :

no.	date	émission pour	révision no.
09	2022.02.04	Pour demande de permis revisé	05
08	2021.11.15	Pour demande de permis revisé	04
07	2021.11.02	Pour demande de permis revisé	03
06	2021.11.02	Pour demande de permis revisé	02
05	2021.10.19	Pour demande de permis revisé	01
04	2021.10.01	Pour coordination	00
03	2021.08.27	Pour demande de permis	00
02	2021.08.03	Coordination ingénieur	00
01	2021.03.12	Avis préliminaire	00

Aucune mesure ne doit être relevée à l'échelle directement sur les plans, si aucune cote n'est donnée, s'adresser à l'Architecte. Toute différence de cote doit être signalée à l'Architecte, et l'Entrepreneur doit attendre la vérification de l'Architecte avant de poursuivre les travaux, sinon il en sera tenu responsable.

Ce dessin ne peut pas servir aux fins de construction s'il n'est pas émis comme tel, scellé et signé par l'Architecte.

Ce document demeure la propriété de l'Architecte et ne doit être utilisé que pour l'usage auquel il est destiné. Toute omission ou non concordance doit être signalée à l'Architecte. L'Architecte détient un droit d'auteur sur l'ensemble des documents produits dans le présente projet. Ils ne peuvent être reproduits et/ ou servir pour plus d'un projet ou être dupliquées ou modifiés, à moins d'une entente formelle.

Tous les éléments structuraux identifiés aux plans, ne le sont qu'à titre indicatif, ils devront être calculés et approuvés par un ingénieur en structure.

sceaux

Ordre des architectes du Québec
A1436
ADHAM MOHAMED-AHMED
ARCHITECTE

client

Residia
Développement immobilier

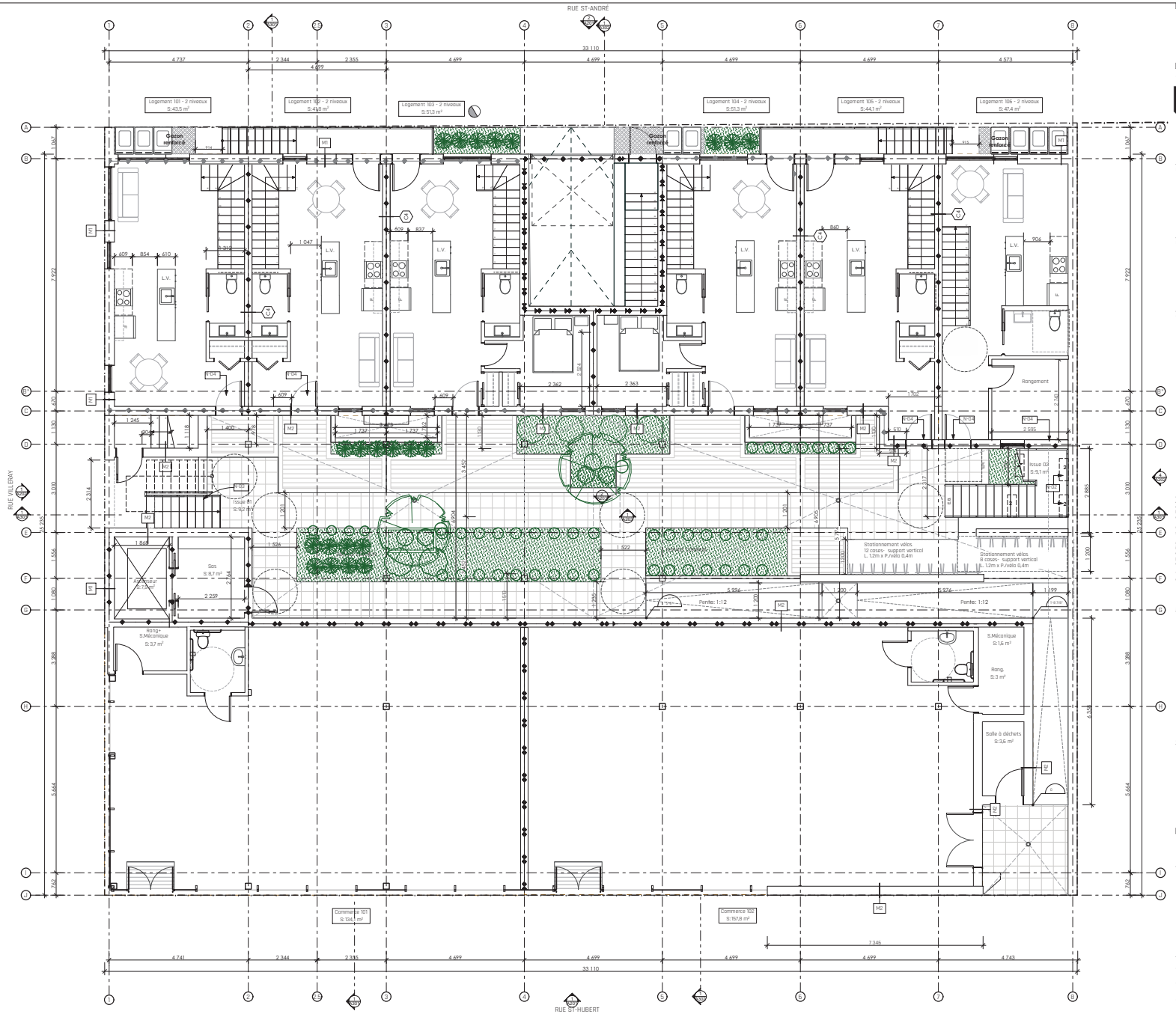
ARCHITECTURE

Plan sous-sol

dessiné par:
échelle: 3/16" = 1'-0"
vérifié par:
date: 2/4/2022
approuvé par:
révision no: 05

émis pour : Permis révisé
page:

A101



1 PLAN NIVEAU 01
A102 Échelle : 3/16" = 1'-0"

LÉGENDE CONSTRUCTION

Limite de lot

IDENTIFICATION DES CLOISONS

Nouvelle cloison

R.S.F.:

45 MIN.
1 HR
1,5 HR
2 HR

IDENTIFICATION DES PORTES ET FENÊTRES :

Nouvelle porte

Degré pare-flammes exigé pour les cadres et portes intérieures selon la résistance au feu de la cloison:

20 min
45 min
1,5HR

Doit être équipées d'un dispositif de fermeture automatique.

CONDENSEUR

Condenseur 813mm(H) X305mm(P) (voir plan ing. mécanique)

2 Deux condenseurs superposés (voir plan ing. mécanique)

NOTES GÉNÉRALES

1. Prévoir des avertisseurs de fumée raccordés à un circuit électrique et conforme à la norme CAN/ULC-S531 dans chaque logement à moins de 5m d'une porte de chambre. L'emplacement dans chaque logement doit être conforme au CCQ 2010. Si plusieurs avertisseurs de fumée doivent être installés à l'intérieur d'un logement, ceux-ci doivent être reliés électriquement de façon à tous se déclencher automatiquement dès qu'un avertissement est déclenché. À coordonner avec l'ingénieur ou l'électricien.

2. Prévoir la signalisation des issues conforme au CCQ 2010 . La signalisation doit être bien visible à l'approche des issues, être constituée d'un pictogramme vert et d'un symbole graphique blanc conforme à la norme ISO 3864-1 et être d'une dimension conforme à la norme ISO 7010. À coordonner avec l'ing. ou l'électricien.

3. Toutes les portes ayant un degré pare-flamme doit être équipées d'un dispositif de fermeture automatique conforme au CCQ 2010.

4. Les sorties extérieures de mécanique seront regroupés (sécheuses, hottes, retour d'air). La prise d'air de l'échangeur sera séparée. Les persiennes devront être prépeintes, de même couleur que la surface adjacente. Elles se situent aux murs de la cour intérieure ou dans les soffites des balcons.

5.Les allèges de fenêtre et le solinage sont en acier peint blanc sauf indications contraires aux plans.

6.Toutes les mezzanines ont une superficies inférieures à 40% de l'aire ouverte de l'étage inférieur

NOTES SPÉCIFIQUES

N-01 Les condenseur sont placés en haut de mur.

N-02 Les condenseur sont placés au dessous du palier de l'escalier.

N-03 Sortie d'air du garage placée sous l'escalier.

N-04 Bales protégées.

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 121 8053 018
Date : 18 février 2022

DÉMOLITION ET RECONSTRUCTION DU 7647 AU 7671 ST-HUBERT

architecture:

FUGÈRE ARCHITECTURE
ARCHITECTURE IDÉATION DESIGN

Québec 710, côte de la Pente-Douce, G1N 2M1 418-529-5080
Montréal 7438, St-Hubert, H2R 2N3 514-788-5383

No. de projet (FA): 20030

structure:

4710 St-Ambroise, bureau 103 Montréal, Qc H4C 2C7 Bur.: 514 379-4999 info@L2Cexperts.com

mécanique / électricité / civil :

DESJARDINS EXPERTS CONSEILS
Société d'ingénierie
Mécanique | Électricité | Civil

émission :

no.	date	émission pour	révision no.
09	2022.02.04	Pour demande de permis revisé	05
08	2021.11.15	Pour demande de permis revisé	04
07	2021.11.02	Pour demande de permis revisé	03
06	2021.11.02	Pour demande de permis revisé	02
05	2021.10.19	Pour demande de permis revisé	01
04	2021.10.01	Pour coordination	00
03	2021.08.27	Pour demande de permis	00
02	2021.08.03	Coordination ingénieur	00
01	2021.03.12	Avis préliminaire	00

Aucune mesure ne doit être relevée à l'échelle directement sur les plans, si aucune cote n'est donnée, s'adresser à l'Architecte. Toute différence de cote doit être signalée à l'Architecte, et l'Entrepreneur doit attendre la vérification de l'Architecte avant de poursuivre les travaux, sinon il en sera lenu responsable.

Ce dessin ne peut pas servir aux fins de construction s'il n'est pas émis comme tel, scellé et signé par l'Architecte.

Ce document demeure la propriété de l'Architecte et ne doit être utilisé que pour l'usage auquel il est destiné. Toute omission ou non concordance doit être signalée à l'Architecte. L'Architecte détient un droit d'auteur sur l'ensemble des documents produits dans le présente projet. Ils ne peuvent être reproduits et/ ou servir pour plus d'un projet ou être dupliquées ou modifiés, à moins d'une entente formelle.

Tous les éléments structuraux identifiés aux plans, ne le sont qu'à titre indicatif, ils devront être calculés et approuvés par un ingénieur en structure.

sceaux

Ordre des architectes du Québec
A 4626
ASHRAF
CHAMPEAHMED
ARCHITECTE

client

Residia
Développement immobilier

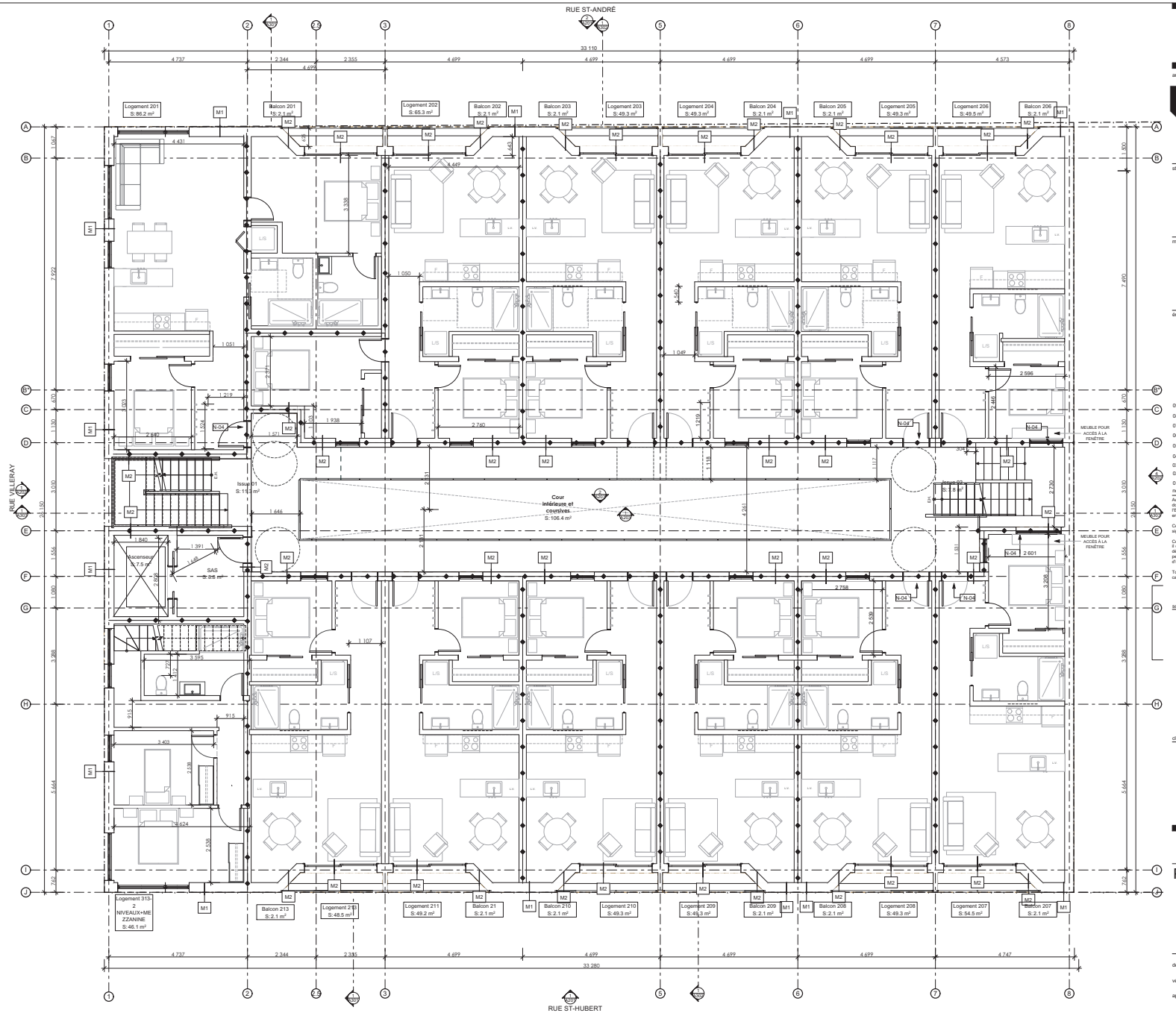
ARCHITECTURE

Plan niveau 1

dessiné par:
échelle: 3/16" = 1'-0"
vérifié par:
date: 2022-02-04
approuvé par:
révision no: 05

émis pour : Permis révisé
page:

A102



1 PLAN NIVEAU 02 (A103) Échelle : 3/16" = 1'-0"

LÉGENDE CONSTRUCTION

Limite de lot

IDENTIFICATION DES CLOISONS

Nouvelle cloison

D.R.F. :

45 MIN.
1 HR
1,5 HR
2 HR

IDENTIFICATION DES PORTES ET FENÊTRES :

Nouvelle porte

Degré pare-flammes exigé pour les cadres et portes intérieures selon la résistance au feu de la cloison:

20 min
45 min
1,5HR

Doit être équipées d'un dispositif de fermeture automatique.

CONDENSEUR

Condenseur 813mm(H) X305mm(P) (voir plan ing. mécanique)

2 Deux condenseurs superposés (voir plan ing. mécanique)

NOTES GÉNÉRALES

1. Prévoir des avertisseurs de fumée raccordés à un circuit électrique et conforme à la norme CAN/ULC-S531 dans chaque logement à moins de 5m d'une porte de chambre. L'emplacement dans chaque logement doit être conforme au CCQ 2010. Si plusieurs avertisseurs de fumée doivent être installés à l'intérieur d'un logement, ceux-ci doivent être reliés électriquement de façon à tous se déclencher automatiquement dès qu'un avertissement est déclenché. À coordonner avec l'ingénieur ou l'électricien.

2. Prévoir la signalisation des issues conforme au CCQ 2010 . La signalisation doit être bien visible à l'approche des issues, être constituée d'un pictogramme vert et d'un symbole graphique blanc conforme à la norme ISO 3864-1 et être d'une dimension conforme à la norme ISO 7010. À coordonner avec l'ing. ou l'électricien.

3. Toutes les portes ayant un degré pare-flamme doit être équipées d'un dispositif de fermeture automatique conforme au CCQ 2010.

4. Les sorties extérieures de mécanique seront regroupés (sécheuses, hottes, retour d'air). La prise d'air de l'échangeur sera séparée. Les persiennes devront être prépeintes, de même couleur que la surface adjacente. Elles se situent aux murs de la cour intérieure ou dans les soffites des balcons.

5.Les allèges de fenêtre et le solinage sont en acier peint blanc sauf indications contraires aux plans.

6.Toutes les mezzanines ont une superficies inférieures à 40% de l'aire ouverte de l'étage inférieur

NOTES SPÉCIFIQUES

N-01 Les condenseur sont placés en haut de mur.
N-02 Les condenseur sont placés au dessous du palier de l'escalier.
N-03 Sortie d'air du garage placée sous l'escalier.
N-04 Baies protégées.

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 121 8053 018
Date : 18 février 2022

DÉMOLITION ET RECONSTRUCTION DU 7647 AU 7671 ST-HUBERT

architecture:

FUGÈRE ARCHITECTURE
ARCHITECTURE IDÉATION DESIGN
Québec 710, côte de la Pente-Douce, G1N 2M1 418-529-5083
Montréal 7436, St-Hubert, H2R 2N3 514-788-5083

No. de projet (FA): 20030

structure:

LC2 EXPERTS CONSEILS EN STRUCTURE
4710 St-Ambroise, bureau 103 Montréal, Qc H4C 2C7
Bur. : 514 379-4999
info@LC2experts.com

mécanique / électricité / civil :

DESJARDINS EXPERTS CONSEILS
Société d'ingénierie
Mécanique | Électricité | Civil

émission :

no.	date	émission pour	révision no.
09	2022.02.04	Pour demande de permis revisé	05
08	2021.11.15	Pour demande de permis revisé	04
07	2021.11.02	Pour demande de permis revisé	03
06	2021.11.02	Pour demande de permis revisé	02
05	2021.10.19	Pour demande de permis revisé	01
04	2021.10.01	Pour coordination	00
03	2021.08.27	Pour demande de permis	00
02	2021.08.03	Coordination ingénieur	00
01	2021.03.12	Avis préliminaire	00

Aucune mesure ne doit être relevée à l'échelle directement sur les plans, si aucune cote n'est donnée, s'adresser à l'Architecte. Toute différence de cote doit être signalée à l'Architecte, et l'Entrepreneur doit attendre la vérification de l'Architecte avant de poursuivre les travaux, sinon il en sera tenu responsable.

Ce dessin ne peut pas servir aux fins de construction s'il n'est pas émis comme tel, scellé et signé par l'Architecte.

Ce document demeure la propriété de l'Architecte et ne doit être utilisé que pour l'usage auquel il est destiné. Toute omission ou non concordance doit être signalée à l'Architecte. L'Architecte détient un droit d'auteur sur l'ensemble des documents produits dans la présente projet. Ils ne peuvent être reproduits et/ ou servir pour plus d'un projet ou être dupliquées ou modifiés, à moins d'une entente formelle.

Tous les éléments structuraux identifiés aux plans, ne le sont qu'à titre indicatif, ils devront être calculés et approuvés par un ingénieur en structure.

sceaux

Ordre des architectes du Québec — A-4676 — MICHAEL JOHANNES HEIMED — ARCHITECTE

client

Residia
Développement immobilier

ARCHITECTURE

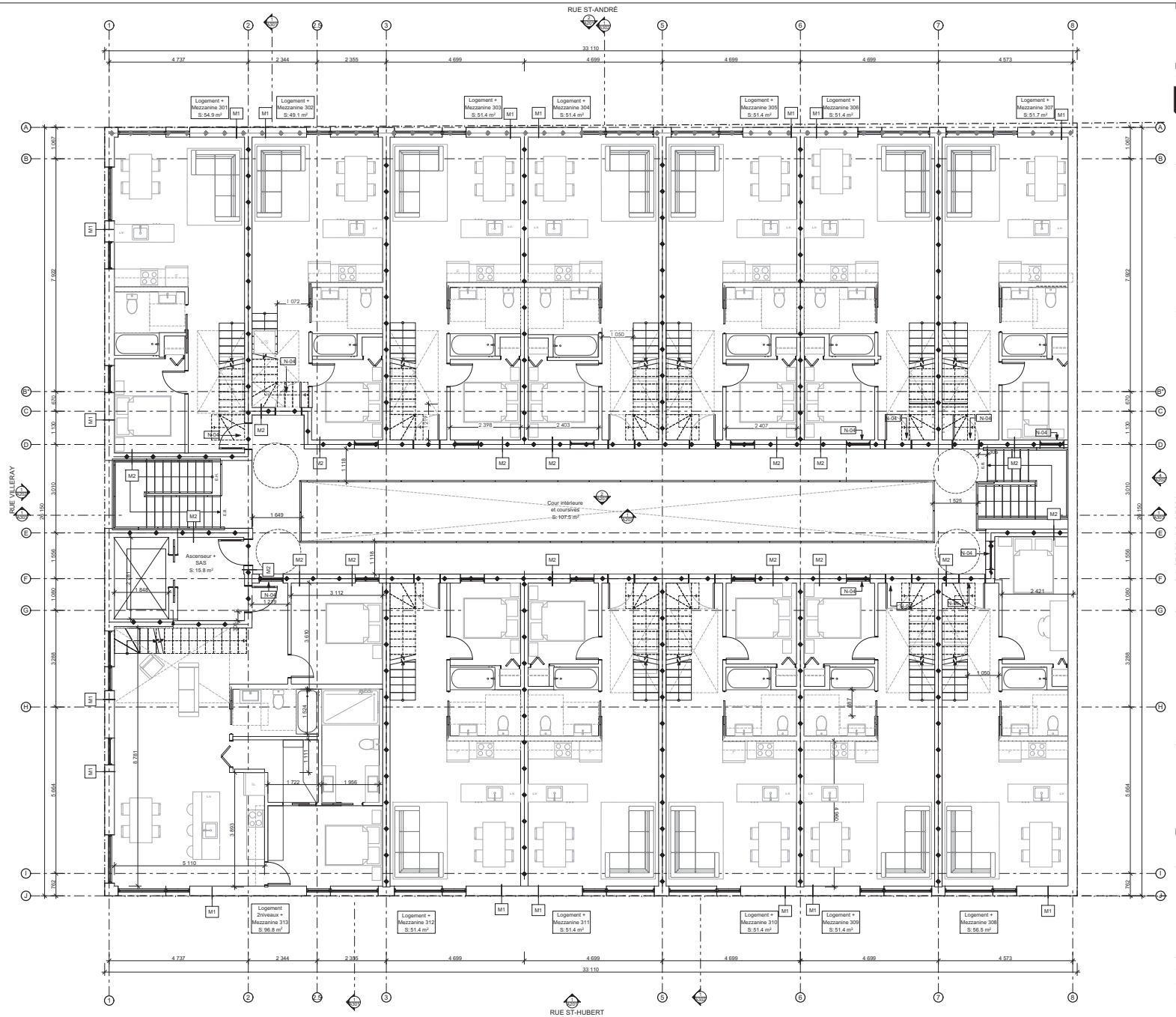
Plan niveau 2

dessiné par:
vérifié par:
approuvé par:

échelle: 3/16" = 1'-0"
date: 2/4/2022
révision no: 05

émis pour : Permis révisé
page:

A103



1 PLAN NIVEAU 03
A104 Échelle : 3/16" = 1'-0"

LÉGENDE CONSTRUCTION

Limite de lot

IDENTIFICATION DES CLOISONS

Nouvelle cloison

D.R.F.:

45 MIN.
1 HR
1,5 HR
2 HR

IDENTIFICATION DES PORTES ET FENÊTRES :

Nouvelle porte

Degré pare-flammes exigé pour les cadres et portes intérieures selon la résistance au feu de la cloison:

20 min
45 min
1,5HR

Doit être équipées d'un dispositif de fermeture automatique.

CONDENSEUR

Condenseur 813mm(H) X305mm(P) (voir plan ing. mécanique)

2 Deux condenseurs superposés (voir plan ing. mécanique)

NOTES GÉNÉRALES

1. Prévoir des avertisseurs de fumée raccordés à un circuit électrique et conforme à la norme CAN/ULC-S531 dans chaque logement à moins de 5m d'une porte de chambre. L'emplacement dans chaque logement doit être conforme au CCQ 2010. Si plusieurs avertisseurs de fumée doivent être installés à l'intérieur d'un logement, ceux-ci doivent être reliés électriquement de façon à tous se déclencher automatiquement dès qu'un avertissement est déclenché. À coordonner avec l'ingénieur ou l'électricien.

2. Prévoir la signalisation des issues conforme au CCQ 2010 . La signalisation doit être bien visible à l'approche des issues, être constituée d'un pictogramme vert et d'un symbole graphique blanc conforme à la norme ISO 3864-1 et être d'une dimension conforme à la norme ISO 7010. À coordonner avec l'ing. ou l'électricien.

3. Toutes les portes ayant un degré pare-flamme doit être équipées d'un dispositif de fermeture automatique conforme au CCQ 2010.

4. Les sorties extérieures de mécanique seront regroupés (sécheuses, hottes, retour d'air). La prise d'air de l'échangeur sera séparée. Les persiennes devront être prépeintes, de même couleur que la surface adjacente. Elles se situent aux murs de la cour intérieure ou dans les soffites des balcons.

5.Les allèges de fenêtre et le solinage sont en acier peint blanc sauf indications contraires aux plans.

6.Toutes les mezzanines ont une superficies inférieures à 40% de l'aire ouverte de l'étage inférieur

NOTES SPÉCIFIQUES

N-01 Les condenseur sont placés en haut de mur.
N-02 Les condenseur sont placés au dessous du palier de l'escalier.
N-03 Sortie d'air du garage placée sous l'escalier.
N-04 Baies protégées.

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 121 8053 018
Date : 18 février 2022

DÉMOLITION ET RECONSTRUCTION DU 7647 AU 7671 ST-HUBERT

architecture:

FUGÈRE ARCHITECTURE
ARCHITECTURE IDÉATION DESIGN
Québec 710, côte de la Pente-Douce, G1N 2M1 418-529-5083
Montréal 7436, St-Hubert, H2R 2N3 514-788-5083

No. de projet (FA): 20030

structure:

LPC EXPERTS CONSEILS EN STRUCTURE
4710 St-Ambroise, bureau 103
Montréal, Qc
H4C 2C7
Bur. : 514 379-4999
info@LPCexperts.com

mécanique / électricité / civil :

DESJARDINS EXPERTS CONSEILS
Société d'ingénierie
Mécanique | Électricité | Civil

émission :

no.	date	émission pour	révision no.
09	2022.02.04	Pour demande de permis revisé	05
08	2021.11.15	Pour demande de permis revisé	04
07	2021.11.02	Pour demande de permis revisé	03
06	2021.11.02	Pour demande de permis revisé	02
05	2021.10.19	Pour demande de permis revisé	01
04	2021.10.01	Pour coordination	00
03	2021.08.27	Pour demande de permis	00
02	2021.08.03	Coordination ingénieur	00
01	2021.03.12	Avis préliminaire	00

Aucune mesure ne doit être relevée à l'échelle directement sur les plans, si aucune cote n'est donnée, s'adresser à l'Architecte. Toute différence de cote doit être signalée à l'Architecte, et l'Entrepreneur doit attendre la vérification de l'Architecte avant de poursuivre les travaux, sinon il en sera tenu responsable.

Ce dessin ne peut pas servir aux fins de construction s'il n'est pas émis comme tel, scellé et signé par l'Architecte.

Ce document demeure la propriété de l'Architecte et ne doit être utilisé que pour l'usage auquel il est destiné. Toute omission ou non concordance doit être signalée à l'Architecte. L'Architecte détient un droit d'auteur sur l'ensemble des documents produits dans le présente projet. Ils ne peuvent être reproduits et/ ou servir pour plus d'un projet ou être dupliquées ou modifiés, à moins d'une entente formelle.

Tous les éléments structuraux identifiés aux plans, ne le sont qu'à titre indicatif, ils devront être calculés et approuvés par un ingénieur en structure.

sceaux

Ordre des architectes du Québec
A4636
ARCHITECTE
MOHAMED AHMED

client

Residia
Développement immobilier

ARCHITECTURE

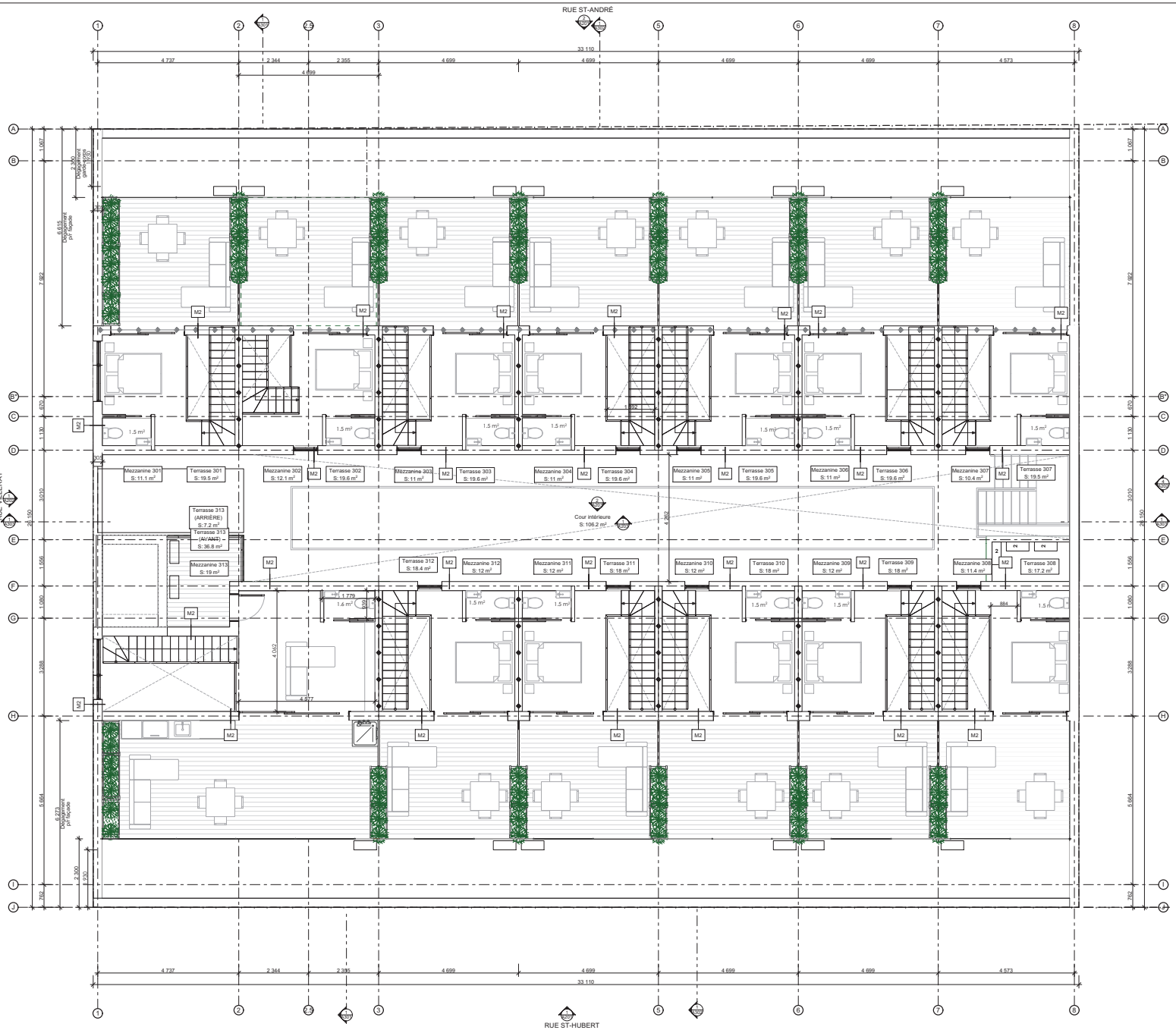
Plan niveau 3

dessiné par:
vérifié par:
approuvé par:

échelle: 3/16" = 1'-0"
date: 2/4/2022
révision no: 05

émis pour : Permis révisé
page:

A104



1 Mezzanine et terrasse
A105 Échelle : 3/16" = 1'-0"

LÉGENDE CONSTRUCTION

Limite de lot

IDENTIFICATION DES CLOISONS

Nouvelle cloison

D.R.F.:
- 45 MIN.
- 1 HR
- 1,5 HR
- 2 HR

IDENTIFICATION DES PORTES ET FENÊTRES :

Nouvelle porte

Degré pare-flammes exigé pour les cadres et portes intérieures selon la résistance au feu de la cloison:
- 20 min
- 45 min
- 1,5HR

Doit être équipées d'un dispositif de fermeture automatique.

CONDENSEUR

Condenseur 813mm(H) X305mm(P) (voir plan ing. mécanique)

2 Deux condenseurs superposés (voir plan ing. mécanique)

NOTES GÉNÉRALES

1. Prévoir des avertisseurs de fumée raccordés à un circuit électrique et conforme à la norme CAN/ULC-S531 dans chaque logement à moins de 5m d'une porte de chambre. L'emplacement dans chaque logement doit être conforme au CCQ 2010. Si plusieurs avertisseurs de fumée doivent être installés à l'intérieur d'un logement, ceux-ci doivent être reliés électriquement de façon à tous se déclencher automatiquement dès qu'un avertissement est déclenché. À coordonner avec l'ingénieur ou l'électricien.

2. Prévoir la signalisation des issues conforme au CCQ 2010 . La signalisation doit être bien visible à l'approche des issues, être constituée d'un pictogramme vert et d'un symbole graphique blanc conforme à la norme ISO 3864-1 et être d'une dimension conforme à la norme ISO 7010. À coordonner avec l'ing. ou l'électricien.

3. Toutes les portes ayant un degré pare-flamme doit être équipées d'un dispositif de fermeture automatique conforme au CCQ 2010.

4. Les sorties extérieures de mécanique seront regroupés (sécheuses, hottes, retour d'air). La prise d'air de l'échangeur sera séparée. Les persiennes devront être prépeintes, de même couleur que la surface adjacente. Elles se situent aux murs de la cour intérieure ou dans les soffites des balcons.

5.Les allèges de fenêtre et le solinage sont en acier peint blanc sauf indications contraires aux plans.

6.Toutes les mezzanines ont une superficies inférieures à 40% de l'aire ouverte de l'étage inférieur

NOTES SPÉCIFIQUES

N-01 Les condenseur sont placés en haut de mur.
N-02 Les condenseur sont placés au dessous du palier de l'escalier.
N-03 Sortie d'air du garage placée sous l'escalier.
N-04 Baies protégées.

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 121 8053 018
Date : 18 février 2022

DÉMOLITION ET RECONSTRUCTION DU 7647 AU 7671 ST-HUBERT

architecture:

FUGÈRE ARCHITECTURE
ARCHITECTURE IDÉATION DESIGN
Québec 710, côte de la Pente-Douce, G1N 2M1 418-529-5083
Montréal 7436, St-Hubert, H2R 2N3 514-788-5083

No. de projet (FA): 20030

structure:

L2C EXPERTS CONSEILS EN STRUCTURE
4710 St-Ambroise, bureau 103
Montréal, Qc
H4C 2C7
Bur. : 514 379-4999
info@L2Cexperts.com

mécanique / électricité / civil :

DESJARDINS EXPERTS CONSEILS
Société d'ingénierie
Mécanique | Électricité | Civil

émission :

no.	date	émission pour	révision no.
09	2022.02.04	Pour demande de permis revisé	05
08	2021.11.15	Pour demande de permis revisé	04
07	2021.11.02	Pour demande de permis revisé	03
06	2021.11.02	Pour demande de permis revisé	02
05	2021.10.19	Pour demande de permis revisé	01
04	2021.10.01	Pour coordination	00
03	2021.08.27	Pour demande de permis	00
02	2021.08.03	Coordination ingénieur	00
01	2021.03.12	Avis préliminaire	00

Aucune mesure ne doit être relevée à l'échelle directement sur les plans, si aucune cote n'est donnée, s'adresser à l'Architecte. Toute différence de cote doit être signalée à l'Architecte, et l'Entrepreneur doit attendre la vérification de l'Architecte avant de poursuivre les travaux, sinon il en sera tenu responsable.

Ce dessin ne peut pas servir aux fins de construction s'il n'est pas émis comme tel, scellé et signé par l'Architecte.

Ce document demeure la propriété de l'Architecte et ne doit être utilisé que pour l'usage auquel il est destiné. Toute omission ou non concordance doit être signalée à l'Architecte. L'Architecte détient un droit d'auteur sur l'ensemble des documents produits dans la présente projet. Ils ne peuvent être reproduits et/ ou servir pour plus d'un projet ou être dupliquées ou modifiées, à moins d'une entente formelle.

Tous les éléments structuraux identifiés aux plans, ne le sont qu'à titre indicatif, ils devront être calculés et approuvés par un ingénieur en structure.

sceaux

Ordre des architectes du Québec — A1626 ASHNAF MOHAMED AHMED ARCHITECTE

client

Residia
Développement immobilier

ARCHITECTURE

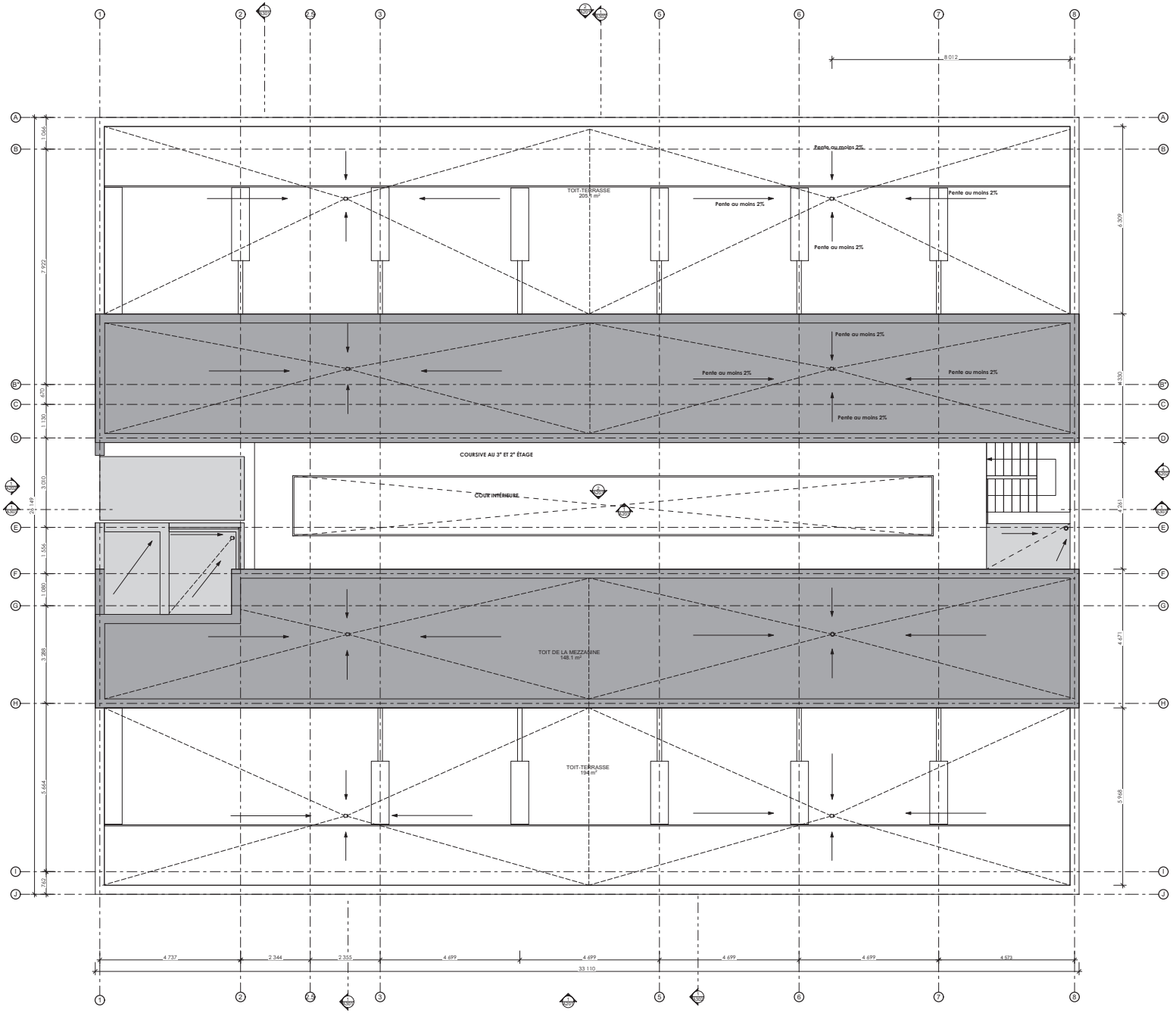
Plan mezzanines / terrasses

dessiné par:
vérifié par:
approuvé par:

échelle: 3/16" = 1'-0"
date: 2/4/2022
révision no: 05

émis pour : Permis révisé
page:

A105



1 Plan Toiture
A107 Échelle : 3/16" = 1'-0"

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 121 8053 018
Date : 18 février 2022

DÉMOLITION ET RECONSTRUCTION DU 7647 AU 7671 ST-HUBERT

architecture:

FUGÈRE ARCHITECTURE
ARCHITECTURE IDÉATION DESIGN
Québec 710, côte de la Pente-Douce, G1N 2M1 418-529-5083
Montréal 7436, St-Hubert, H2R 2N3 514-788-5083

No. de projet (FA): 20030

structure:

4710 St-Ambroise, bureau 103
Montréal, Qc
H4C 2C7
Bur. : 514 379-4999
info@LC2experts.com

mécanique / électricité / civil :

DESJARDINS EXPERTS CONSEILS
Société d'ingénierie
Mécanique | Électricité | Civil

émission :

no.	date	émission pour	révision no.
09	2022.02.04	Pour demande de permis revisé	05
08	2021.11.15	Pour demande de permis revisé	04
07	2021.11.02	Pour demande de permis revisé	03
06	2021.11.02	Pour demande de permis revisé	02
05	2021.10.19	Pour demande de permis revisé	01
04	2021.10.01	Pour coordination	00
03	2021.08.27	Pour demande de permis	00
02	2021.08.03	Coordination ingénieur	00
01	2021.03.12	Avis préliminaire	00

Aucune mesure ne doit être relevée à l'échelle directement sur les plans, si aucune cote n'est donnée, s'adresser à l'Architecte. Toute différence de cote doit être signalée à l'Architecte, et l'Entrepreneur doit attendre la vérification de l'Architecte avant de poursuivre les travaux, sinon il en sera tenu responsable.

Ce dessin ne peut pas servir aux fins de construction s'il n'est pas émis comme tel, scellé et signé par l'Architecte.

Ce document demeure la propriété de l'Architecte et ne doit être utilisé que pour l'usage auquel il est destiné. Toute omission ou non concordance doit être signalée à l'Architecte. L'Architecte détient un droit d'auteur sur l'ensemble des documents produits dans la présente projet. Ils ne peuvent être reproduits et/ ou servir pour plus d'un projet ou être dupliquées ou modifiées, à moins d'une entente formelle.

Tous les éléments structuraux identifiés aux plans, ne le sont qu'à titre indicatif, ils devront être calculés et approuvés par un ingénieur en structure.

sceaux



client

Residia
Développement immobilier

ARCHITECTURE

Plan toiture

dessiné par:
échelle: 3/16" = 1'-0"
vérifié par:
date: 2/4/2022
approuvé par:
révision no: 05

émis pour : Permis révisé
page:

A107

LÉGENDE CONSTRUCTION

IDENTIFICATION DES REVÊTEMENTS EXTÉRIEURS

01 Maçonnerie : Brique de béton couleur blanc, ; format 57mm x90mmx 290mm tel que modèle Normandie de Rinox.
Joints de mortier 10mm, de Daubois,couleur blanc 1510830.

02 Revêtement métallique : modèle LC12, LC11, couleur blanc glacier, tel que ACIER DUCHESNE. Pose du revêtement à la verticale.
Toutes les moulures de revêtement métallique sont celles du manufacturier ACIER DUCHESNE , couleur tel que le revêtement.

03 Revêtement métallique :couleur cuivre métallisé, tel que ACIER DUCHESNE .
Toutes les moulures de revêtement métallique sont celles du manufacturier ACIER DUCHESNE , couleur tel que le revêtement.

04 Garde-corps en verre

07 Bacs à fleurs de 1070mm de hauteur, en bois traité.

08 CRÉPI de couleur blanche .

09 Revêtement métallique fixé sur les bacs à fleurs, couleur blanc .

10 Solin métallique prépeint couleur cuivre métallisé.

11 Tiges métalliques couleur cuivre métallisé.

12 Mortier d'imperméabilisation cimentaire couleur blanc, tel que Planiseal 288 de Mapei.

14 Plaque commémorative

15 Toit en structure d'acier

IDENTIFICATION DES FENÊTRES :

Fenêtre hydride : cadre extérieur en aluminium couleur blanc, cadre intérieur en PVC blanc, certifiée Energy Star.
Note : Les fenêtres des chambres doivent respecter la norme EGRESS.

IDENTIFICATION DES ESCALIERS, GARDE-CORPS ET COURSIVES :

13 Escalier : Marche des escaliers en caillebottis en acier galvanisé à chaud à barrotins couleur cuivre métallisé.
Garde-corps en acier galvanisé à chaud à barrotins, couleur cuivre métallisé.
, hauteur de 1070mm, fixé à l'escalier, conforme CCQ.

Main courante en acier galvanisé à chaud, couleur cuivre métallisé, plaque de 6,4mm d'épaisseur, largeur de 38mm.

06 Barrotins en acier galvanisé à chaud, couleur cuivre métallisé, 12,7mm x 12,7mm @ 100mm c/c, fixés au centre de la main courante.

Coursive :Passerelle en caillebottis acier galvanisé à chaud, couleur cuivre métallisé, hauteur de 1070mm, fixé à l'escalier, conforme CCQ.

Main courante en acier galvanisé à chaud, couleur cuivre métallisé, plaque de 6,4mm d'épaisseur, largeur de 38mm.

Barrotins en acier galvanisé à chaud, couleur cuivre métallisé, 12,7mm x 12,7mm @ 100mm c/c, fixés au centre de la main courante. Epoxy, appliquer 2 couches.

NOTES GÉNÉRALES

1. Les sorties extérieures de mécanique seront regroupés sur les murs des cours intérieures (sécheuses, hottes, échangeurs). Les persiennes devront être prépeintes, de même couleur que la surface adjacente.

2. Les parties du mur de fondation à l'extérieur du sol devront être recouvert d'un crépis, couleur au choix de l'architecte.

NOTES SPÉCIFIQUES

N-01 Parapet de l'ascenseur

IDENTIFICATION DES MATÉRIAUX UTILISÉS

MACONNERIE DE BRIQUE DE BETON BLANCHE, MODELE NORMANDIE DE RINOX

REVETEMENT EN ACIER, CALIBRE 22, COULEUR CUIVRE METALLISÉ DE ACIER DUCHESNE

PROFILÉ METALLIQUE LC12 EN ACIER, CALIBRE 22, COULEUR BLANC GLACIER DE ACIER DUCHESNE

BOIS TRATIÉ BRUN POUR LES TERASSES AU TOIT



1 Élévation Ouest -(rue St-Hubert)
A201 Échelle : 3/16" = 1'-0"



2 Élévation Est-(ST ANDRÉ)
A201 Échelle : 3/16" = 1'-0"

DÉMOLITION ET RECONSTRUCTION DU 7647 AU 7671 ST-HUBERT

architecture:

FUGÈRE ARCHITECTURE
ARCHITECTURE IDÉATION DESIGN

Québec 710, côte de la Pente-Douce, G1N 2M1 418-529-5083
Montréal 7436, St-Hubert, H2R 2N3 514-788-5083

No. de projet (FA): 20030

structure:

4710 St-Ambroise, bureau 103 Montréal, Qc H4C 2C7
Bur. : 514 379-4999
info@L2Cexperts.com

mécanique / électricité / civil :

DESJARDINS EXPERTS CONSEILS
Société d'ingénierie
Mécanique | Électricité | Civil

émission :

Direction du développement du territoire
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
Ville de Montréal
GDD : 121 8053 018
Date : 18 février 2022

no.	date	émission pour	révision no.
09	2022.02.04	Pour demande de permis revisé	05
08	2021.11.15	Pour demande de permis revisé	04
07	2021.11.02	Pour demande de permis revisé	03
06	2021.11.02	Pour demande de permis revisé	02
05	2021.10.19	Pour demande de permis revisé	01
04	2021.10.01	Pour coordination	00
03	2021.08.27	Pour demande de permis	00
02	2021.08.03	Coordination ingénieur	00
01	2021.03.12	Avis préliminaire	00

Aucune mesure ne doit être relevée à l'échelle directement sur les plans, si aucune cote n'est donnée, s'adresser à l'Architecte. Toute différence de cote doit être signalée à l'Architecte, et l'Entrepreneur doit attendre la vérification de l'Architecte avant de poursuivre les travaux, sinon il en sera tenu responsable.

Ce dessin ne peut pas servir aux fins de construction s'il n'est pas émis comme tel, scellé et signé par l'Architecte.

Ce document demeure la propriété de l'Architecte et ne doit être utilisé que pour l'usage auquel il est destiné. Toute omission ou non concordance doit être signalée à l'Architecte. L'Architecte détient un droit d'auteur sur l'ensemble des documents produits dans le présente projet. Ils ne peuvent être reproduits et/ ou servir pour plus d'un projet ou être dupliquées ou modifiés, à moins d'une entente formelle.

Tous les éléments structuraux identifiés aux plans, ne le sont qu'à titre indicatif, ils devront être calculés et approuvés par un ingénieur en structure.

sceaux

Ordre des architectes du Québec
A 4626
ABIHAF
ACHILLEF AHMED
ARCHITECTE

client

Residia
Développement immobilier

ARCHITECTURE

ÉLÉVATIONS

dessiné par:
échelle: 3/16" = 1'-0"
vérifié par:
date: 2/4/2022
approuvé par:
révision no: 05

émis pour : Permis révisé

page:

A201

LÉGENDE CONSTRUCTION

IDENTIFICATION DES REVÊTEMENTS EXTÉRIEURS

01 Maçonnerie : Brique de béton couleur blanc, , format: 57mm x90mmx 290mm tel que modèle Normandie de Rinox.
Joints de mortier 10mm, de Daubois,couleur blanc 1510S30.

02 Revêtement métallique : modèle LC12, LC11, couleur blanc glacier, tel que ACIER DUCHESNE. Pose du revêtement à la verticale.
Toutes les moulures de revêtement métallique sont celles du manufacturier ACIER DUCHESNE , couleur tel que le revêtement.

03 Revêtement métallique : couleur cuivre métallisé, tel que ACIER DUCHESNE .
Toutes les moulures de revêtement métallique sont celles du manufacturier ACIER DUCHESNE , couleur tel que le revêtement.

04 Garde-corps en verre

07 Bacs à fleurs de 1070mm de hauteur, en bois traité.

08 CRÉPI de couleur blanche .

09 Revêtement métallique fixé sur les bacs à fleurs, couleur blanc .

10 Solin métallique prépeint couleur cuivre métallisé.

11 Tiges métalliques couleur cuivre métallisé.

12 Mortier d'imperméabilisation cimentaire couleur blanc, tel que Planiseal 288 de Mapei.

14 Plaque commémorative

15 Toit en structure d'acier

IDENTIFICATION DES FENÊTRES :

Fenêtre hydride : cadre extérieur en aluminium couleur blanc, cadre intérieur en PVC blanc, certifiée Energy Star.
Note : Les fenêtres des chambres doivent respecter la norme EGRESS.

IDENTIFICATION DES ESCALIERS, GARDE-CORPS ET COURSIVES :

13 Escalier : Marche des escaliers en caillebottis en acier galvanisé à chaud à barrotins couleur cuivre métallisé.
Garde-corps en acier galvanisé à chaud à barrotins, couleur cuivre métallisé.
, hauteur de 1070mm, fixé à l'escalier, conforme CCQ.

Main courante en acier galvanisé à chaud, couleur cuivre métallisé, plaque de 6,4mm d'épaisseur, largeur de 38mm.

06 Barrotins en acier galvanisé à chaud, couleur cuivre métallisé, 12,7mm x 12,7mm @ 100mm c/c, fixés au centre de la main courante.

Coursive :Passerelle en caillebottis acier galvanisé à chaud, couleur cuivre métallisé, hauteur de 1070mm, fixé à l'escalier, conforme CCQ.

Main courante en acier galvanisé à chaud, couleur cuivre métallisé, plaque de 6,4mm d'épaisseur, largeur de 38mm.

Barrotins en acier galvanisé à chaud, couleur cuivre métallisé, 12,7mm x 12,7mm @ 100mm c/c, fixés au centre de la main courante. Epoxy, appliquer 2 couches.

NOTES GÉNÉRALES

1. Les sorties extérieures de mécanique seront regroupés sur les murs des cours intérieures (séchoueses, hottes, échangeurs). Les persiennes devront être prépeintes, de même couleur que la surface adjacente.

2. Les parties du mur de fondation à l'extérieur du sol devront être recouvert d'un crépis, couleur au choix de l'architecte.

NOTES SPÉCIFIQUES

N-01 Parapet de l'acenseur

IDENTIFICATION DES MATÉRIAUX UTILISÉS

MACONNERIE DE BRIQUE DE BETON BLANCHE, MODELE NORMANDIE DE RINOX

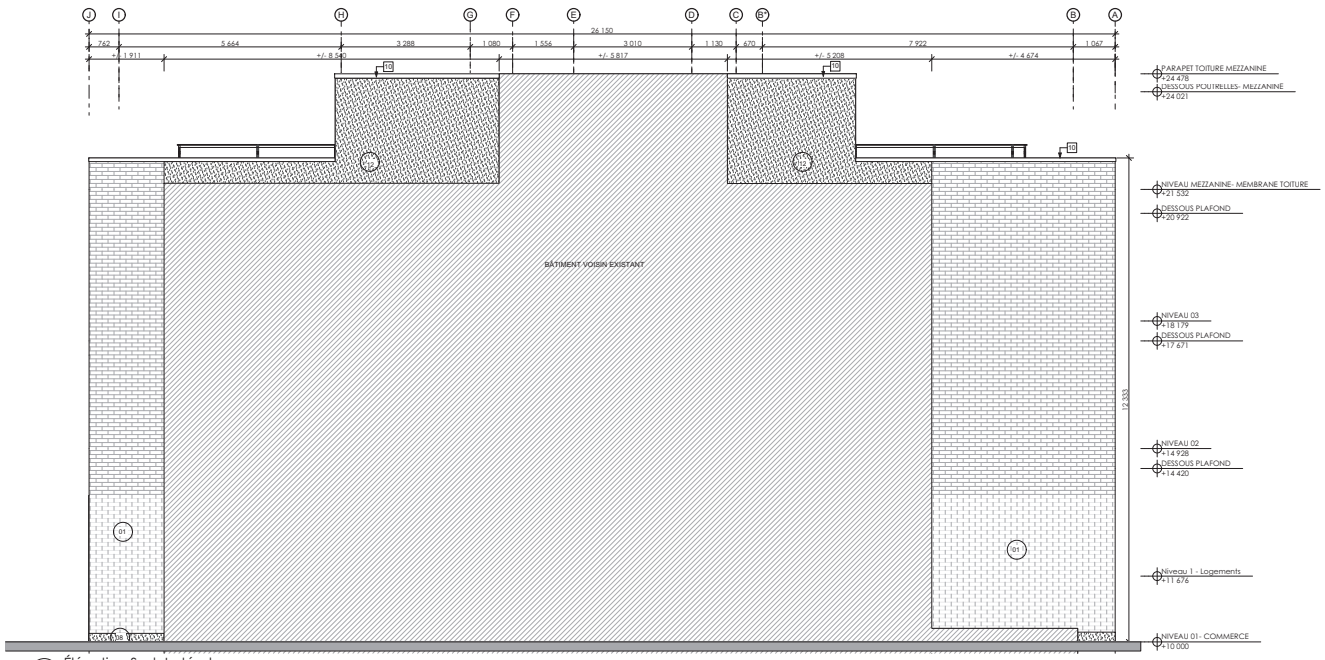
REVETEMENT EN ACIER, CALIBRE 22, COULEUR CUIVRE METALLISÉ DE ACIER DUCHESNE

PROFILÉ METALLIQUE LC12 EN ACIER, CALIBRE 22, COULEUR BLANC GLACIER DE ACIER DUCHESNE

BOIS TRATIÉ BRUN POUR LES TERASSES AU TOIT



Élévation Nord- (rue Villeray)
Échelle : 3/16" = 1'-0"



1 A202 Élévation Sud- Latérale
Échelle : 3/16" = 1'-0"

DÉMOLITION ET RECONSTRUCTION DU 7647 AU 7671 ST-HUBERT

architecture:
FUGÈRE ARCHITECTURE
ARCHITECTURE IDÉATION DESIGN
Québec 710, côte de la Pente-Douce, G1N 2M1 418-529-5083
Montréal 7436, St-Hubert, H2R 2N3 514-788-5083

structure:
L2C EXPERTS CONSEILS EN STRUCTURE
4710 St-Ambroise, bureau 103 Montréal, Qc H4C 2C7
Bur. : 514 379-4999
info@L2Cexperts.com

mécanique / électricité / civil :
DESJARDINS EXPERTS CONSEILS
Société d'ingénierie
Mécanique | Électricité | Civil

émission :

Direction du développement du territoire
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
Ville de Montréal
GDD : 121 8053 018
Date : 18 février 2022

no.	date	émission pour	révision no.
09	2022.02.04	Pour demande de permis revisé	05
08	2021.11.15	Pour demande de permis revisé	04
07	2021.11.02	Pour demande de permis revisé	03
06	2021.11.02	Pour demande de permis revisé	02
05	2021.10.19	Pour demande de permis revisé	01
04	2021.10.01	Pour coordination	00
03	2021.08.27	Pour demande de permis	00
02	2021.08.03	Coordination ingénieur	00
01	2021.03.12	Avis préliminaire	00

Aucune mesure ne doit être relevée à l'échelle directement sur les plans, si aucune cote n'est donnée, s'adresser à l'Architecte. Toute différence de cote doit être signalée à l'Architecte, et l'Entrepreneur doit attendre la vérification de l'Architecte avant de poursuivre les travaux, sinon il en sera lens responsable.

Ce dessin ne peut pas servir aux fins de construction s'il n'est pas émis comme tel, scellé et signé par l'Architecte.

Ce document demeure la propriété de l'Architecte et ne doit être utilisé que pour l'usage auquel il est destiné. Toute omission ou non concordance doit être signalée à l'Architecte. L'Architecte détient un droit d'auteur sur l'ensemble des documents produits dans le présente projet. Ils ne peuvent être reproduits et/ ou servir pour plus d'un projet ou être dupliquées ou modifiés, à moins d'une entente formelle.

Tous les éléments structuraux identifiés aux plans, ne le sont qu'à titre indicatif, ils devront être calculés et approuvés par un ingénieur en structure.

sceaux

Ordre des architectes du Québec
A 4626
ASHNAF JOHAMEN AHMED
ARCHITECTE

client

Residia
Développement immobilier

ARCHITECTURE

ÉLÉVATIONS

dessiné par:
échelle: 3/16" = 1'-0"
vérifié par:
date: 2/4/2022
approuvé par:
révision no: 05

émis pour : Permis révisé
page:

A202

LÉGENDE CONSTRUCTION

IDENTIFICATION DES REVÊTEMENTS EXTÉRIEURS

01 Maçonnerie : Brique de béton couleur blanc, , format 57mm x90mm x 290mm tel que modèle Normandie de Rinox.
Joints de mortier 10mm, de Daubois,couleur blanc 1510S30.

02 Revêtement métallique : modèle LC12, LC11, couleur blanc glacier, tel que ACIER DUCHESNE. Pose du revêtement à la verticale.
Toutes les moulures de revêtement métallique sont celles du manufacturier ACIER DUCHESNE , couleur tel que le revêtement.

03 Revêtement métallique : couleur cuivre métallisé, tel que ACIER DUCHESNE .
Toutes les moulures de revêtement métallique sont celles du manufacturier ACIER DUCHESNE , couleur tel que le revêtement.

04 Garde-corps en verre

07 Bacs à fleurs de 1070mm de hauteur, en bois traité.

08 CRÉPI de couleur blanche .

09 Revêtement métallique fixé sur les bacs à fleurs, couleur blanc .

10 Solin métallique prépeint couleur cuivre métallisé.

11 Tiges métalliques couleur cuivre métallisé.

12 Mortier d'imperméabilisation cimentaire couleur blanc, tel que Planiseal 288 de Mapei.

14 Plaque commémorative

15 Toit en structure d'acier

IDENTIFICATION DES FENÊTRES :

Fenêtre hydride : cadre extérieur en aluminium couleur blanc, cadre intérieur en PVC blanc, certifiée Energy Star.
Note : Les fenêtres des chambres doivent respecter la norme EGRESS.

IDENTIFICATION DES ESCALIERS, GARDE-CORPS ET COURSIVES :

13 Escalier : Marche des escaliers en caillbottis en acier galvanisé à chaud à barrotins couleur cuivre métallisé.
Garde-corps en acier galvanisé à chaud à barrotins, couleur cuivre métallisé.
, hauteur de 1070mm, fixé à l'escalier, conforme CCQ.

Main courante en acier galvanisé à chaud, couleur cuivre métallisé, plaque de 6,4mm d'épaisseur, largeur de 38mm.

09 Barrotins en acier galvanisé à chaud, couleur cuivre métallisé, 12,7mm x 12,7mm @ 100mm c/c, fixés au centre de la main courante.

Coursive :Passerelle en caillebottis acier galvanisé à chaud, couleur cuivre métallisé, hauteur de 1070mm, fixé à l'escalier, conforme CCQ.

Main courante en acier galvanisé à chaud, couleur cuivre métallisé, plaque de 6,4mm d'épaisseur, largeur de 38mm.

Barrotins en acier galvanisé à chaud, couleur cuivre métallisé, 12,7mm x 12,7mm @ 100mm c/c, fixés au centre de la main courante. Epoxy, appliquer 2 couches.

NOTES GÉNÉRALES

1. Les sorties extérieures de mécanique seront regroupés sur les murs des cours intérieures (sécheuses, hottes, échangeurs). Les persiennes devront être prépeintes, de même couleur que la surface adjacente.

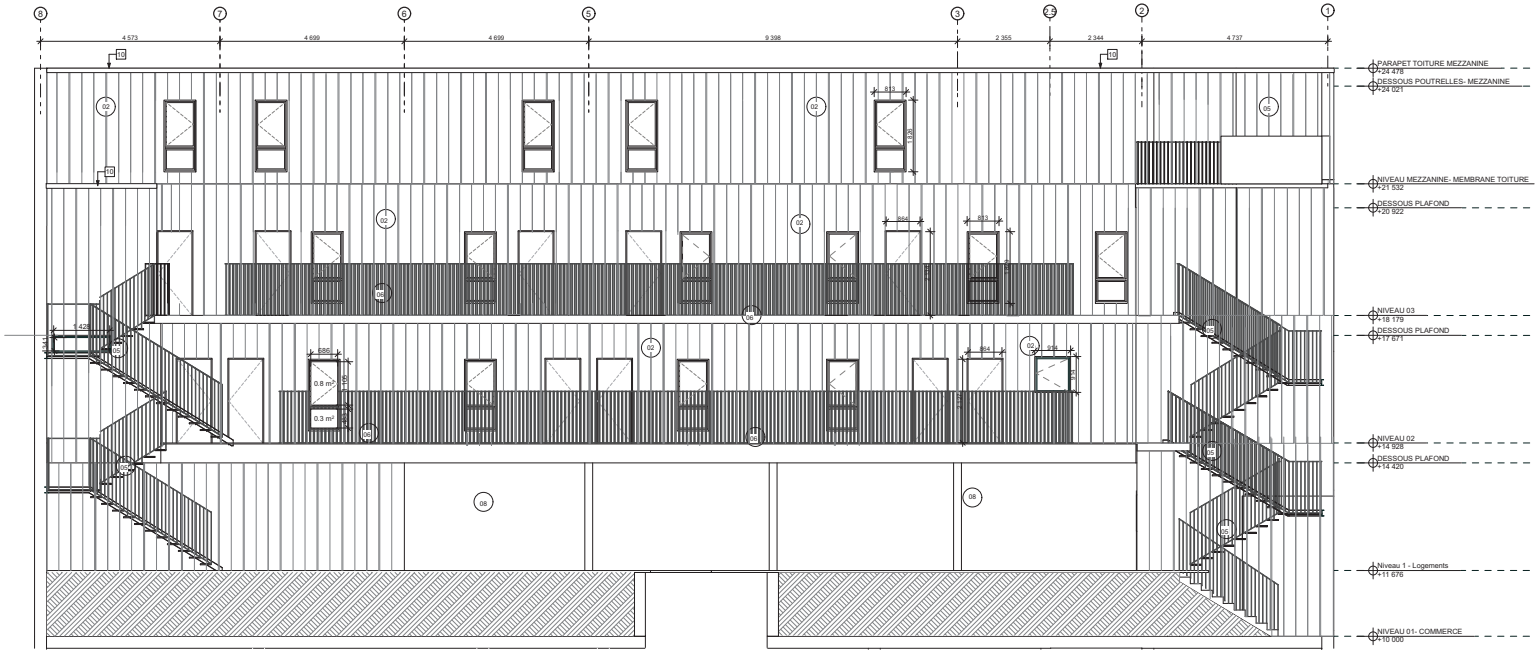
2. Les parties du mur de fondation à l'extérieur du sol devront être recouvert d'un crépis, couleur au choix de l'architecte.

NOTES SPÉCIFIQUES

N-01 Parapet de l'ascenseur



1 Élévation Cour intérieure (E ST-ANDRÉ)
A203 Échelle : 3/16" = 1'-0"



2 Élévation Cour intérieure (O-ST-HUBERT)
A203 Échelle : 3/16" = 1'-0"

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 121 8053 018
Date : 18 février 2022

DÉMOLITION ET RECONSTRUCTION DU 7647 AU 7671 ST-HUBERT

architecture:

FUGÈRE ARCHITECTURE
ARCHITECTURE IDÉATION DESIGN
Québec 710, côte de la Pente-Douce, G1N 2M1 418-529-5083
Montréal 7436, St-Hubert, H2R 2N3 514-788-5083

No. de projet (FA): 20030

structure:

LC2 EXPERTS CONSEILS EN STRUCTURE
4710 St-Ambroise, bureau 103
Montréal, Qc
H4C 2C7
Bur. : 514 379-4999
info@LC2experts.com

mécanique / électricité / civil :

DESJARDINS EXPERTS CONSEILS
Société d'ingénierie
Mécanique | Électricité | Civil

émission :

no.	date	émission pour	révision no.
09	2022.02.04	Pour demande de permis revisé	05
08	2021.11.15	Pour demande de permis revisé	04
07	2021.11.02	Pour demande de permis revisé	03
06	2021.11.02	Pour demande de permis revisé	02
05	2021.10.19	Pour demande de permis revisé	01
04	2021.10.01	Pour coordination	00
03	2021.08.27	Pour demande de permis	00
02	2021.08.03	Coordination ingénieur	00
01	2021.03.12	Avis préliminaire	00

Aucune mesure ne doit être relevée à l'échelle directement sur les plans, si aucune cote n'est donnée, s'adresser à l'Architecte. Toute différence de cote doit être signalée à l'Architecte, et l'Entrepreneur doit attendre la vérification de l'Architecte avant de poursuivre les travaux, sinon il en sera tenu responsable.

Ce dessin ne peut pas servir aux fins de construction s'il n'est pas émis comme tel, scellé et signé par l'Architecte.

Ce document demeure la propriété de l'Architecte et ne doit être utilisé que pour l'usage auquel il est destiné. Toute omission ou non concordance doit être signalée à l'Architecte. L'Architecte détient un droit d'auteur sur l'ensemble des documents produits dans le présente projet. Ils ne peuvent être reproduits et/ ou servir pour plus d'un projet ou être dupliquées ou modifiés, à moins d'une entente formelle.

Tous les éléments structuraux identifiés aux plans, ne le sont qu'à titre indicatif, ils devront être calculés et approuvés par un ingénieur en structure.

sceaux

Ordre des architectes du Québec
A 4636
ASHRAF MOHAMED AHMED
ARCHITECTE

client

Residia
Développement immobilier

ARCHITECTURE

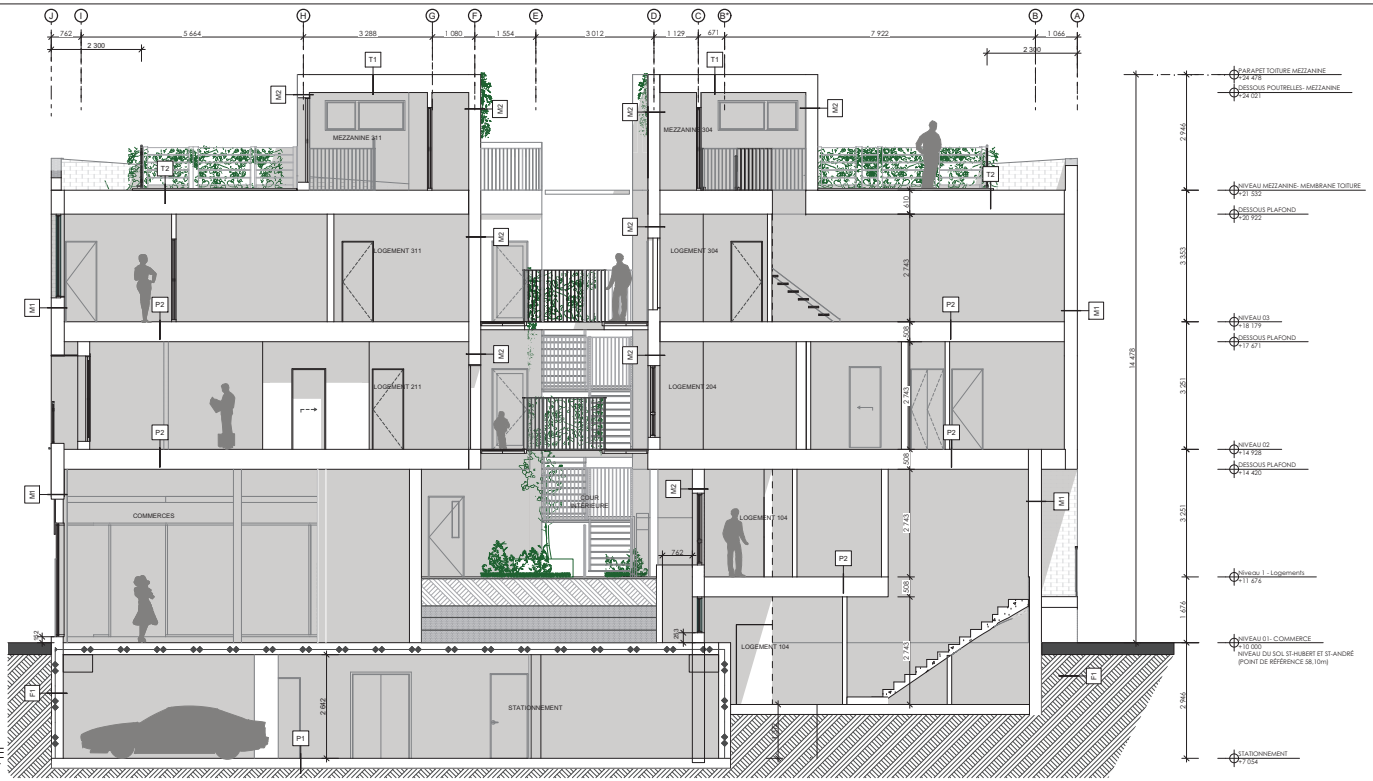
ÉLÉVATIONS- COUR INTÉRIEURE

dessiné par:
vérifié par:
approuvé par:

échelle: 3/16" = 1'-0"
date: 2/4/2022
révision no: 05

émis pour : Permis révisé
page:

A203



1 COUPE TRANSVERSALE
A301 Échelle : 3/16" = 1'-0"

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 121 8053 018
Date : 18 février 2022

DÉMOLITION ET RECONSTRUCTION DU 7647 AU 7671 ST-HUBERT

architecture:

FUGÈRE ARCHITECTURE
ARCHITECTURE IDÉATION DESIGN
Québec 710, côte de la Pente-Douce, G1N 2M1 418-529-5083
Montréal 7436, St-Hubert, H2R 2N3 514-788-5083

No. de projet (FA): 20030

structure:

4710 St-Ambroise, bureau 103
Montréal, Qc
H4C 2C7
Bur.: 514 379-4999
info@L2Cexperts.com

mécanique / électricité / civil :

DESJARDINS EXPERTS CONSEILS
Société d'ingénierie
Mécanique | Électricité | Civil

émission :

no.	date	émission pour	révision no.
09	2022.02.04	Pour demande de permis revisé	05
08	2021.11.15	Pour demande de permis revisé	04
07	2021.11.02	Pour demande de permis revisé	03
06	2021.11.02	Pour demande de permis revisé	02
05	2021.10.19	Pour demande de permis revisé	01
04	2021.10.01	Pour coordination	00
03	2021.08.27	Pour demande de permis	00
02	2021.08.03	Coordination ingénieur	00
01	2021.03.12	Avis préliminaire	00

Aucune mesure ne doit être relevée à l'échelle directement sur les plans, si aucune cote n'est donnée, s'adresser à l'Architecte. Toute différence de cote doit être signalée à l'Architecte, et l'Entrepreneur doit attendre la vérification de l'Architecte avant de poursuivre les travaux, sinon il en sera lenu responsable.

Ce dessin ne peut pas servir aux fins de construction s'il n'est pas émis comme tel, scellé et signé par l'Architecte.

Ce document demeure la propriété de l'Architecte et ne doit être utilisé que pour l'usage auquel il est destiné. Toute omission ou non concordance doit être signalée à l'Architecte. L'Architecte détient un droit d'auteur sur l'ensemble des documents produits dans le présente projet. Ils ne peuvent être reproduits et/ ou servir pour plus d'un projet ou être dupliqués ou modifiés, à moins d'une entente formelle.

Tous les éléments structuraux identifiés aux plans, ne le sont qu'à titre indicatif, ils devront être calculés et approuvés par un ingénieur en structure.

sceaux

Ordre des architectes du Québec
A 4636
ASHRAF MOHAMED AHMED
ARCHITECTE

client

Residia
Développement immobilier

ARCHITECTURE

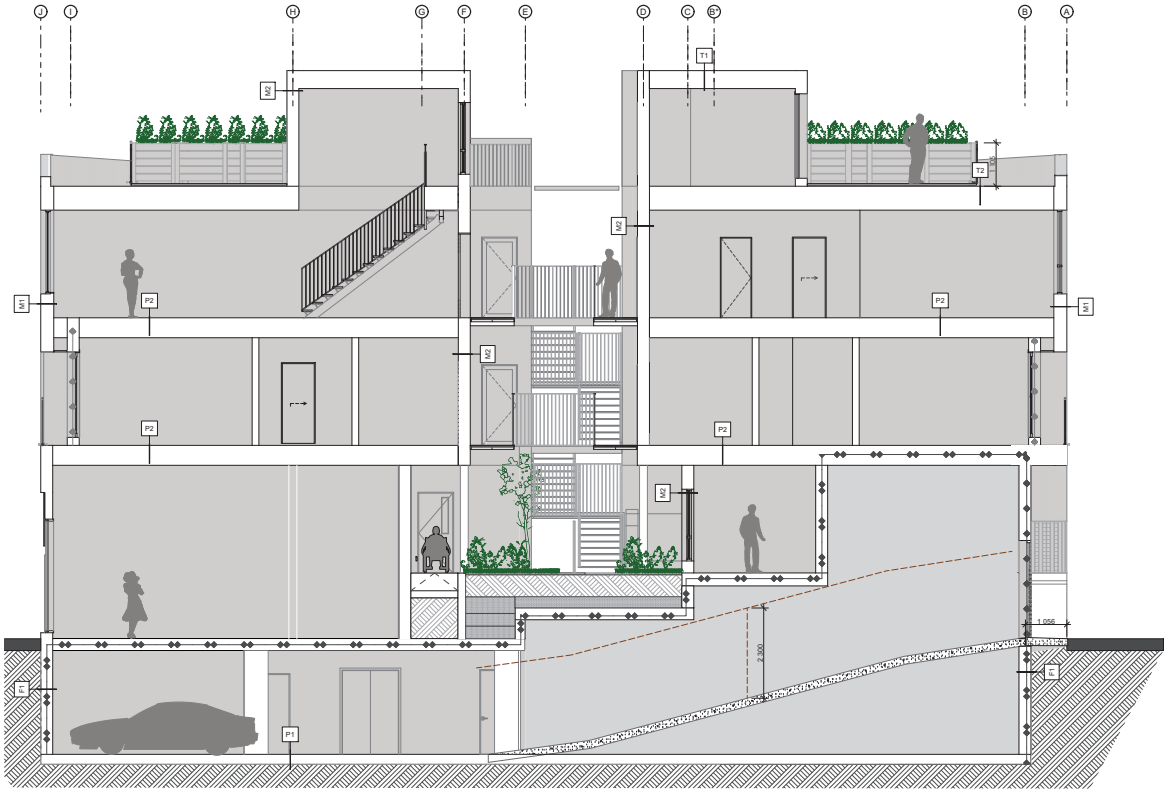
COUPES SCHÉMATIQUES

dessiné par:
vérifié par:
approuvé par:

échelle: 3/16" = 1'-0"
date: 2/4/2022
révision no: 05

émis pour : Permis révisé
page:

A301



1 A302 COUPE TRANSEVERSALE
Échelle : 3/16" = 1'-0"

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 121 8053 018
Date : 18 février 2022

DÉMOLITION ET RECONSTRUCTION DU 7647 AU 7671 ST-HUBERT

architecture:

FUGÈRE ARCHITECTURE
ARCHITECTURE IDÉATION DESIGN

Québec 710, côte de la Pente-Douce, G1N 2M1 418-529-5083
Montréal 7436, St-Hubert, H2R 2N3 514-788-5083

No. de projet (FA): 20030

structure:

4710 St-Ambroise, bureau 103 Montréal, Qc H4C 2C7
Bur. : 514 379-4999
info@L2Cexperts.com

mécanique / électricité / civil :

DESJARDINS EXPERTS CONSEILS
Société d'ingénierie
Mécanique | Électricité | Civil

émission :

no.	date	émission pour	révision no.
09	2022.02.04	Pour demande de permis revisé	05
08	2021.11.15	Pour demande de permis revisé	04
07	2021.11.02	Pour demande de permis revisé	03
06	2021.11.02	Pour demande de permis revisé	02
05	2021.10.19	Pour demande de permis revisé	01
04	2021.10.01	Pour coordination	00
03	2021.08.27	Pour demande de permis	00
02	2021.08.03	Coordination ingénieur	00
01	2021.03.12	Avis préliminaire	00

Aucune mesure ne doit être relevée à l'échelle directement sur les plans, si aucune cote n'est donnée, s'adresser à l'Architecte. Toute différence de cote doit être signalée à l'Architecte, et l'Entrepreneur doit attendre la vérification de l'Architecte avant de poursuivre les travaux, sinon il en sera tenu responsable.

Ce dessin ne peut pas servir aux fins de construction s'il n'est pas émis comme tel, scellé et signé par l'Architecte.

Ce document demeure la propriété de l'Architecte et ne doit être utilisé que pour l'usage auquel il est destiné. Toute omission ou non concordance doit être signalée à l'Architecte. L'Architecte détient un droit d'auteur sur l'ensemble des documents produits dans la présente projet. Ils ne peuvent être reproduits et/ ou servir pour plus d'un projet ou être dupliquées ou modifiés, à moins d'une entente formelle.

Tous les éléments structuraux identifiés aux plans, ne le sont qu'à titre indicatif, ils devront être calculés et approuvés par un ingénieur en structure.

sceaux

Ordre des architectes du Québec
A 4636
ASHRAF MOHAMED AHMED
ARCHITECTE

client

Residia
Développement immobilier

ARCHITECTURE

COUPES SCHÉMATIQUES

dessiné par:
vérifié par:
approuvé par:

échelle: 3/16" = 1'-0"
date: 2/4/2022
révision no: 05

émis pour : Permis révisé
page:

A302



1 A303 COUPE LONGITUDINALE
Échelle : 3/16" = 1'-0"

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 121 8053 018
Date : 18 février 2022

DÉMOLITION ET RECONSTRUCTION DU 7647 AU 7671 ST-HUBERT

architecture:

FUGÈRE ARCHITECTURE
ARCHITECTURE IDÉATION DESIGN
Québec 710, côte de la Pente-Douce, G1N 2M1 418-529-5083
Montréal 7436, St-Hubert, H2R 2N3 514-788-5083

No. de projet (FA): 20030

structure:

L2C EXPERTS CONSEILS EN STRUCTURE
4710 St-Ambroise, bureau 103
Montréal, Qc
H4C 2C7
Bur. : 514 370-4000
info@L2Cexperts.com

mécanique / électricité / civil :

DESJARDINS EXPERTS CONSEILS
Société d'ingénierie
Mécanique | Électricité | Civil

émission :

no.	date	émission pour	révision no.
09	2022.02.04	Pour demande de permis revisé	05
08	2021.11.15	Pour demande de permis revisé	04
07	2021.11.02	Pour demande de permis revisé	03
06	2021.11.02	Pour demande de permis revisé	02
05	2021.10.19	Pour demande de permis revisé	01
04	2021.10.01	Pour coordination	00
03	2021.08.27	Pour demande de permis	00
02	2021.08.03	Coordination ingénieur	00
01	2021.03.12	Avis préliminaire	00

Aucune mesure ne doit être relevée à l'échelle directement sur les plans, si aucune cote n'est donnée, s'adresser à l'Architecte. Toute différence de cote doit être signalée à l'Architecte, et l'Entrepreneur doit attendre la vérification de l'Architecte avant de poursuivre les travaux, sinon il en sera tenu responsable.

Ce dessin ne peut pas servir aux fins de construction s'il n'est pas émis comme tel, scellé et signé par l'Architecte.

Ce document demeure la propriété de l'Architecte et ne doit être utilisé que pour l'usage auquel il est destiné. Toute omission ou non concordance doit être signalée à l'Architecte. L'Architecte détient un droit d'auteur sur l'ensemble des documents produits dans la présente projet. Ils ne peuvent être reproduits et/ ou servir pour plus d'un projet ou être dupliquées ou modifiées, à moins d'une entente formelle.

Tous les éléments structuraux identifiés aux plans, ne le sont qu'à titre indicatif, ils devront être calculés et approuvés par un ingénieur en structure.

sceaux

Ordre des architectes du Québec
A 3636
ASHRAF
MOHAMED AHMED
ARCHITECTE

client

Residia
Développement immobilier

ARCHITECTURE

COUPES SCHÉMATIQUES

dessiné par:
vérifié par:
approuvé par:

échelle: 3/16" = 1'-0"
date: 2/4/2022
révision no: 05

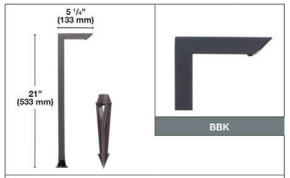
émis pour : Permis révisé
page:

A303

ÉCLAIRAGE

SWL105 BBK 8

Choisir un éclairage blanc chaud- 3000K. L'entrepreneur devra, au besoin, ajuster les lampes et les quantités selon l'évolution du jardin. Tous les produits du système d'éclairage doivent être certifié pour installation extérieur et doivent être conformes aux normes CSA (Canadian standard Association) ou C-UL (United listed version canadienne).
Note: Solwork est vendu et distribué par Solutions Aquasol.

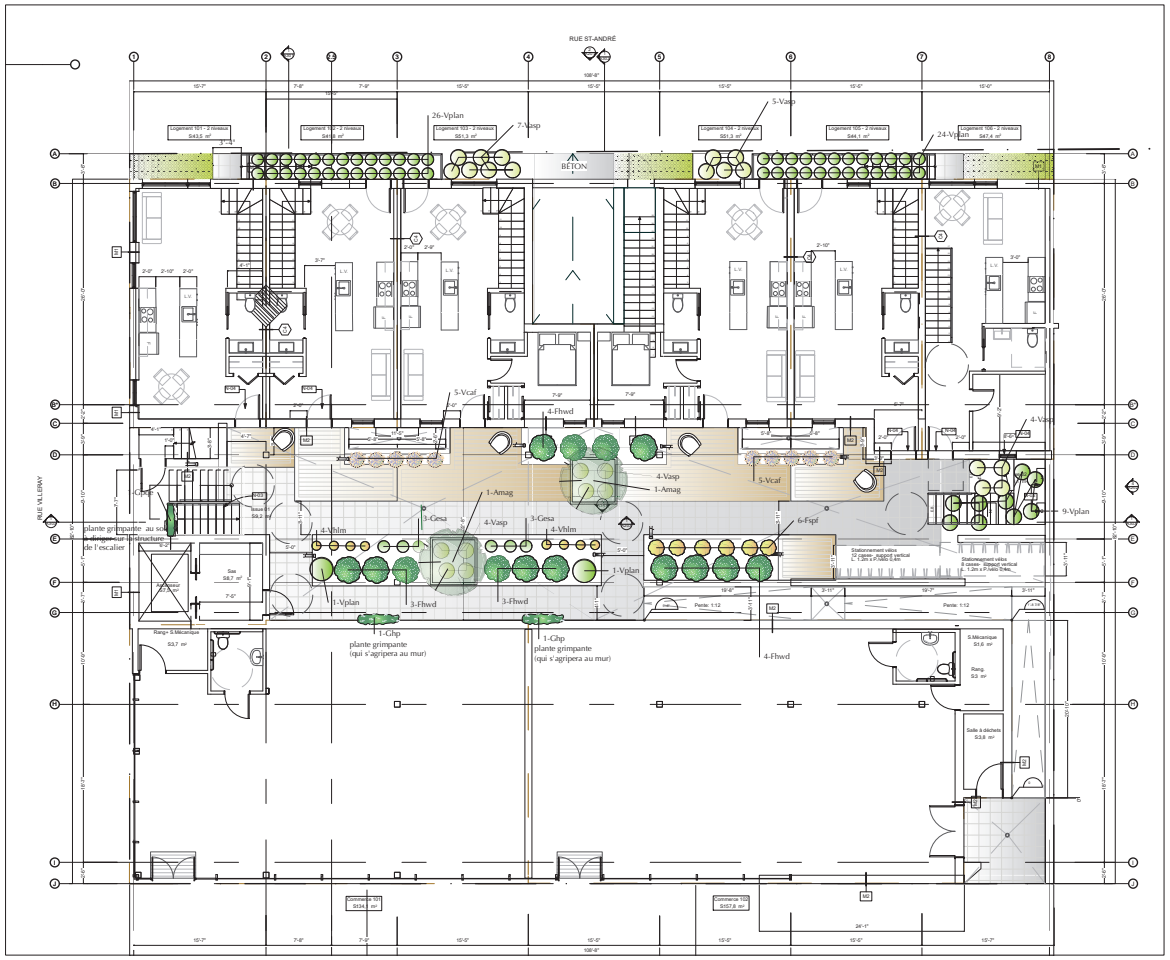


- Construction robuste en laiton
- Ampoule DEL « bi-pin » de 2,5W, 3000K déjà installée
- Piquet inclus

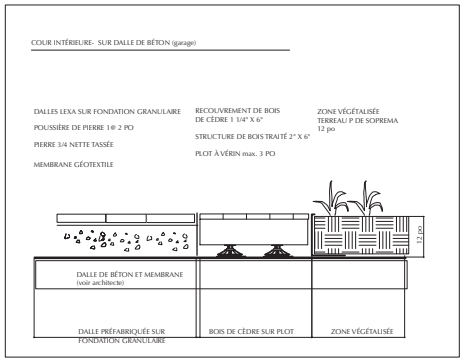
- Sturdy brass construction
- 2.5W, 3000K, LED bi-pin already installed
- Stake included

SWL105AB	Laiton antique / Antique Brass	--- $
SWL105BBK	Laiton noir / Black Brass	--- $

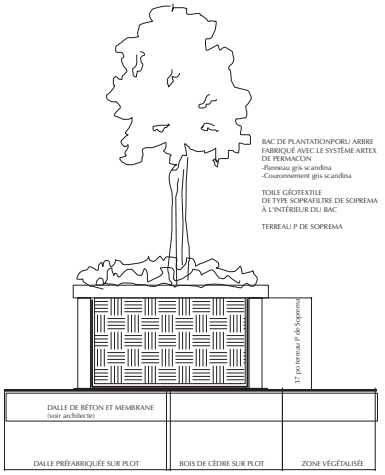
LED 3 W · BR · G/W 5 · IP65



2 Plan rez-de-chaussée



3 Recouvrement sol- cour intérieure



4 Plantation arbre en bac

MATÉRIAUX


Dalles lexa gris alpin de Permacon IRS: 36,6 19 11/16" X 19 11/16"


Dalles à gazon de Permacon avec gazon (semence)


Système de bac Artex de Permacon couleur gris scandina IRS 29


Terrasse privée de bois de cèdre

LISTE DE VÉGÉTAUX

CATÉGORIE	QUANTITÉ	CODE	NOM LATIN	CALIBRE
ARBRES	***2***			
	2	Amag	Amelanchier X grandiflora 'Autumn Brillance'	50 mm
ARBUSTES	***20***			
	14	Fhwd	Hydrangea arborescens 'White Dome'	50cm
	6	Fspf	Spiraea japonica 'Flaming Mound'	40 cm
GRIMPANTES	***3***			
	2	Ghp	Hydrangea petiolaris	3 Gal
	1	Gpge	Parthenocissus quinquefolia 'Engelmannii'	1 gal
VIVACES	***111***			
	24	Vasp	Asperula odorata	2
	10	Vcaf	Calamagrostis acutiflora 'Karl Foerster'	2
	6	Gesa	Geranium sanguineum 'Album'	2
	8	Vhlm	Heuchera 'Marmalade'	2
	63	Vplan	Hosta plantaginea 'Grandiflora'	2
TOTAL	***136***			

Note: SP3= 4 po (9 cm) SP5= 2 litres (15 cm) 2= 2 gallons

Source: Plans architecture Fugère architecture septembre 2021

Légende

ARBRE · CONIFÈRE · FEUILLUS · GRIMPANT · QUANTITÉ-CODE · CLÉ D'IDENTIFICATION · VIVACE · ANNUELLE · LIGNE DE PROPRIÉTÉ

Nivellement

Voir plan architecture

Note à l'entrepreneur
L'entrepreneur devra faire une demande de repérage auprès de INFO-EXCAVATION, avant le début des travaux. L'entrepreneur devra exécuter tous les travaux selon les normes du Bureau de Normalisation du Québec (BNQ) et selon le code du bâtiment en vigueur.

L'entrepreneur devra faire les vérifications de toutes les dimensions avant la réalisation du projet et contacter l'architecte paysagiste pour signaler toutes omissions ou ambiguïtés au projet. L'architecte paysagiste n'est pas responsable de la qualité d'exécution des travaux réalisés pas l'entrepreneur.

Note au propriétaire
Le propriétaire à la responsabilité de faire approuver le ou les plans par la municipalité, il devra se procurer les permis de constructions nécessaires. Le propriétaire du projet à la responsabilité d'approuver le choix des matériaux à l'aide d'échantillons.

Note réalisation

Capacité portante de la dalle de béton
Les architectes et ingénieurs sont responsables des vérifications et recommandations en relation avec la capacité portante de la dalle de béton de la cour intérieure.,

Plantation cour intérieure
Le lit pour les aires de plantation de la cour intérieure devront être rempli de terreau de type P de la cie Soprema.

Irrigation
Un système d'irrigation devra être prévu pour les plantations dans le cour intérieure. Une proposition pour le système d'irrigation devra être fait par l'entrepreneur paysagiste.

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 121 8053 018
Date : 18 février 2022

No	Date	Émission
004	27 janvier 22	Ajusté pour permis et soumission
003	1 er décembre 21	Ajusté pour permis et soumission
002	5 novembre 21	Ajusté pour permis et soumission
001	30 sept. 21	Pour permis et soumission

Sceau · Architecte paysagiste

L'espace Paysage
signé Martine Boudreault
T.450.447.2180 mboudreault@lespacepaysage.ca

Droit d'auteur
Ce dessin est sujet au droit d'auteur, il ne peut être reproduit pour quelques intentions ou usages que ce soit, il ne peut être utilisé uniquement avec l'apposition de la signature et du sceau.

www.lespacepaysage.ca

Conception: Martine Boudreault
Vérifié par: Martine Boudreault
Client: Résidia
Projet: Le Rosaire, rue Saint-Hubert, Montréal
Titre: Plan d'aménagement paysager
Dessin: Plan d'implantation et plantation
Échelle: 0'-1/8"=1'0"
Date: 27 janvier 2022
Feuille: 1 de 2

SECTION XXXIII
OBJECTIFS ET CRITÈRES APPLICABLES DANS LES SECTEURS 32, 33 et 34

91.5 Une intervention visée à l'article 25.5 doit répondre aux objectifs et critères suivants :

1º objectif 1 : Maintenir la typologie du lotissement d'origine.

Dans l'atteinte de l'objectif 1, le critère d'évaluation ci-après s'applique :

a) les dimensions des lots doivent tendre à maintenir le rythme de lotissement caractéristique du secteur.

2º objectif 2 : Préconiser une implantation qui conserve l'homogénéité des implantations dans le milieu d'insertion.

Dans l'atteinte de l'objectif 2, le critère d'évaluation ci-après s'applique :

a) l'implantation du nouveau volume doit maintenir un corridor visuel homogène.

3º objectif 3 : préconiser une architecture de qualité qui maintien l'uniformité visuelle du milieu.

Dans l'atteinte de l'objectif 3, les critères d'évaluation ci-après s'appliquent :

a) le concept architectural du nouveau volume doit s'harmoniser avec le milieu d'insertion et est d'expression contemporaine;
b) la cohésion est assurer entre les différentes parties du bâtiment;
c) l'ensemble des éléments architecturaux doit permettre de conserver une uniformité visuelle avec le milieu d'insertion quant, notamment, aux matériaux de revêtement extérieur et à la hauteur du bâtiment et de ses étages;
d) l'utilisation d'un assortiment de couleurs adapté au milieu d'insertion pour le revêtement extérieur est privilégié;
e) les éléments architecturaux d'origines doivent être préservés dans le cadre de la transformation ou de l'agrandissement d'une façade d'un bâtiment;
f) la transition entre le rez-de-chaussée commercial et les étages supérieurs est assurée par la mise en place de composantes architecturales telles qu'un entablement ou un bandeau et une base;
g) maximiser la transparence des vitrines commerciales situées au rez-de-chaussée afin de contribuer à l'animation du domaine public;
h) des aires de services fonctionnelles aménagés à l'intérieur du local commercial sont prévues pour entreposer les matières résiduelles.
i) des espaces de vie extérieures fonctionnelles et de qualité doivent être planifiés;
j) la visibilité et les incidences des équipements liés au bâtiment doivent être atténuées.

4º objectif 4 : Concevoir des aménagements paysagers et des aires de stationnement de qualité supérieure.

Dans l'atteinte de l'objectif 4, les critères d'évaluation ci-après s'appliquent :

a) l'utilisation de matériaux minéraux est minimisée;
b) des espaces de vie extérieures fonctionnelles et de qualité doivent être planifiés;
c) le stationnement doit être localisé et aménagé de manière à minimiser les impacts négatifs;
d) lorsque située à l'extérieur du bâtiment, l'aire d'entreposage des matières résiduelles pour l'activité commerciale est dissimulé, fonctionnel et minimise les impacts sur le domaine public;
les aires de chargement doivent être situés et être traités de manière à minimiser les impacts sur la circulation des camions et aux activités de livraison sur le milieu résidentiel.

SECTION I.I
OBJECTIFS ET CRITÈRES APPLICABLES AUX NOUVELLES CONSTRUCTIONS

30.1. Une intervention visée à l'article 4.1 doit répondre aux objectifs et critères suivants :

1° objectif 1 : favoriser un projet de construction qui s'intègre adéquatement au milieu d'insertion, qui contribue à la définition de la rue et qui améliore le cadre bâti existant.

Dans l'atteinte de l'objectif 1, les critères d'évaluation ci-après énoncés s'appliquent :

a) l'immeuble projeté doit contribuer à assurer une continuité et une consolidation du cadre bâti existant;
b) le gabarit du nouvel immeuble doit s'harmoniser au gabarit des bâtiments environnants;

c) l'implantation et l'alignement de la nouvelle construction doivent refléter les caractéristiques des bâtiments présents dans le milieu d'insertion;

d) l'aménagement de la cour avant du bâtiment doit contribuer au paysage de rue et favoriser le verdissement ainsi qu'une expérience piétonne continue et enrichissante;

e) le projet doit prendre en considération le caractère des bâtiments existants dans le milieu d'insertion, notamment en ce qui a trait aux niveaux des planchers, aux matériaux de parement, aux couronnements, aux saillies, à la localisation et aux types d'escaliers et d'accès au bâtiment, ainsi qu'aux ouvertures;

f) le traitement architectural d'une nouvelle construction doit s'inspirer des caractéristiques architecturales dominantes du secteur tout en adoptant un langage architectural contemporain;

g) lorsque le bâtiment est projeté sur un terrain de coin, il doit être pensé de manière à marquer et dynamiser l'intersection;

h) la maçonnerie doit être privilégiée comme matériau de parement pour les façades visibles de la voie publique;

i) les caractéristiques des espaces libres du bâtiment (notamment : balcons, loggias et terrasses) doivent être compatibles à celles des bâtiments que l'on retrouve dans le milieu d'insertion;

j) pour un nouveau bâtiment à vocation mixte, la forme et le traitement architectural de l'immeuble doivent s'inspirer des caractéristiques des autres bâtiments de même nature, notamment en ce qui a trait aux proportions des vitrines et à la hauteur du rez-de-chaussée;

k) pour un nouveau bâtiment à vocation mixte, le traitement de la transition entre le rez-de-chaussée commercial et les logements à l'étage doit être articulé de manière à en permettre une lecture efficace.

2° objectif 2 : le nouveau bâtiment doit être conçu de manière à limiter ses impacts sur le voisinage.

Dans l'atteinte de l'objectif 2, les critères d'évaluation ci-après énoncés s'appliquent :

a) lorsqu'applicable, l'aménagement des cours latérales et arrière doit préconiser le verdissement en plus de s'intégrer à celles des bâtiments voisins au niveau des dimensions et de la forme (notamment : courettes);

b) les impacts liés au gabarit du nouveau bâtiment et ses effets sur l'éclairage naturel et l'ensoleillement des propriétés voisines doivent être réduits;

c) lorsqu'applicable, la nouvelle construction doit tendre à protéger et mettre en valeur les composantes paysagères liées au site (notamment : présence d'arbres et aménagements paysager) de manière à préserver la qualité des milieux de vie;

d) l'ajout de tout équipement mécanique sur une façade latérale, arrière ou au toit, doit se faire de manière à respecter la quiétude du voisinage et à en limiter les impacts visuels;

e) les accès aux aires de stationnement doivent êtres localisés et aménagés de manière à réduire les impacts sur la propriété et dans le voisinage;

f) lorsque requis, un espace suffisant dédié à la collecte des matières résiduelles doit être prévu sur la propriété privée.

OBJECTIFS ET CRITÈRES APPLICABLES À UNE CONSTRUCTION HORS TOIT

Objectifs

1° favoriser l'intégration d'une construction hors toit avec le cadre bâti environnant.

Critères

1° l'intégration au bâtiment concerné et aux bâtiments voisins en ce qui a trait aux éléments architecturaux sur une façade, à la configuration du toit et à l'installation d'un garde-corps;

2° la réduction de l'impact visuel, à partir de la rue, par la hauteur, le gabarit et la localisation d'une construction hors toit.

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : C02-116**

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation			H					
Commerce		C.4						
Industrie								
Équipements collectifs et institutionnels								
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)		X						
Inférieurs au RDC		X						
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)	X						
Tous sauf le RDC			X					
Tous les niveaux								
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal								
Superficie des usages spécifiques	max (m2)							
Distance entre deux restaurants	min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)	C						
Café-terrasse autorisé		X						

CADRE BÂTI

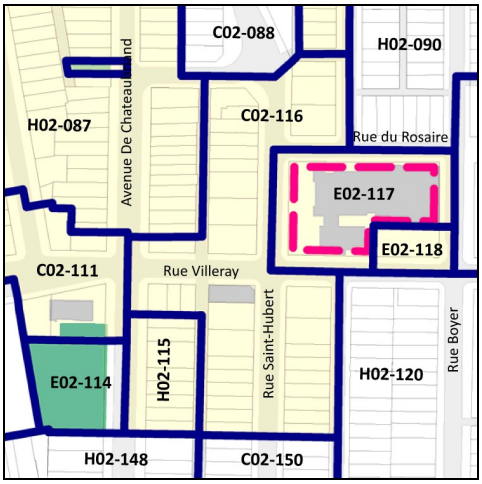
Hauteur								
En mètre	min/max (m)	0/12,5	0/12,5					
En étage	min/max	2/3	2/3					
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-	-					
Mode d'implantation	(I-J-C)	C	C					
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	35/85	35/85					
Densité	min/max	-	-					
Marges								
Avant principale	min/max (m)	0/2	0/2					
Avant secondaire	min/max (m)	0/4	0/4					
Latérale	min (m)	1,5	1,5					
Arrière	min (m)	3	3					
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40 (i)	10/40 (i)					
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	80 (i)	80 (i)					
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	A						

AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières (i) Ces normes peuvent être plus restrictives pour les interventions assujetties au Chapitre VIII du Titre II intitulé « Secteurs et immeubles d'intérêt patrimonial et bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur ».	
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	33
PAE	-

MISES À JOUR

CARTE DE LA ZONE



***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1218053018
Unité administrative responsable : Division de l'urbanisme et des services aux entreprises, Direction du développement du territoire, arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
Projet : 7647-7671, rue Saint-Hubert - PIIA nouvelle construction

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 2 : « Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au coeur de la prise de décision » Priorité 7 : « Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable » Priorité 20 : « Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole »			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Résultats attendus pour la priorité 2 : plantation de 2 arbres dans la cour intérieure et intégration de bacs de plantation entre les terrasses au toit. Résultats attendus pour la priorité 7 : construction de 31 logements dont plus de la moitié comptent 2 chambres à coucher ou plus. Résultats attendus pour la priorité 20 : contribution au renouvellement du cadre bâti par la densification d'une propriété sous-utilisée et embellissement d'une artère commerciale.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? Le verdissement de la cour intérieure, les plantations en cour avant sur la rue Saint-André et en bacs sur le toit, ainsi que la membrane blanche exigée pour le toit, contribueront à la réduction de l'effet d'îlot de chaleur.	X		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	

c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal Le projet prévoit plusieurs aménagements favorisant l'accessibilité universelle, dont des entrées commerciales de plain pied, une rampe pour personnes à mobilité réduite, un ascenseur et des logements dotés de pièces accessibles.	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.09

2022/03/08
18:30

Dossier # : 1218053019

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Statuer, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), sur les plans visant la construction d'un bâtiment de 2 étages avec construction hors toit abritant 2 logements sur la propriété située au 7552, avenue Henri-Julien.

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans A000, A100 à A102, A200 à A204 et A300 datés du 20 janvier 2022, préparés par Box architectures et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 14 février 2022, visant la construction d'un bâtiment de 2 étages comprenant 2 logements et une construction hors toit sur la propriété située au 7552, avenue Henri-Julien.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2022-02-23 16:18

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1218053019**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Statuer, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), sur les plans visant la construction d'un bâtiment de 2 étages avec construction hors toit abritant 2 logements sur la propriété située au 7552, avenue Henri-Julien.

CONTENU

CONTEXTE

La présente demande vise à autoriser la construction d'un immeuble résidentiel de 2 étages et de 2 logements avec construction hors toit sur la propriété située au 7552, avenue Henri-Julien. Ce projet est visé par les articles 4.1, 9, 25.5, 30.1, 39, 40 et 91.5 du *Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001)* puisqu'il s'agit d'une nouvelle construction dotée d'une construction hors toit dans un secteur patrimonial (32).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CD21-08 - 8 décembre 2021 : Autoriser la démolition du bâtiment situé au 7552, avenue Henri-Julien suite à la demande de certificat d'autorisation de démolition portant le numéro 3003042606 déposée le 22 juillet 2021, conformément au Règlement régissant la démolition d'immeubles de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA04-14007) et approuver le programme préliminaire de réutilisation du sol dégagé visant la construction d'un bâtiment de 2 étages, avec une construction hors toit, accueillant 2 logements et ayant un taux d'implantation maximal de 60 %.

DESCRIPTION

Principales caractéristiques du projet

- Hauteur : 2 étages et 8,53 mètres (10,8 mètres en incluant la construction hors toit)
- Taux d'implantation : 59 %
- Nombre de logements : 2
    - 3 chambres à coucher : 2
- Verdissement : 20 %
- Nombre d'arbres : 1
- Nombre d'unités de stationnement : 2
- Nombre d'unités de stationnement pour vélos : Non requis
- Gestion des matières résiduelles : Bacs individuels

Caractéristiques de la propriété et de son milieu d'insertion
La propriété visée est un lot résidentiel typique du quartier Villeray occupé par un bâtiment d'un étage et d'un logement qui sera démoli. Son milieu d'insertion regroupe principalement des bâtiments résidentiels datant des années 1910 à 1940. Alors que la majorité de ces derniers comptent 2 étages et 2 ou 3 logements, certains d'entre eux s'élèvent à 3 étages et comptent jusqu'à 5 logements. Localisée en milieu d'îlot, la propriété visée est bordée par des constructions contigües des deux côtés. Le voisin situé au sud est un bâtiment de 2 étages et de 3 logements datant du début des années 2000, alors que celui au nord est un duplex datant de 1925. Une ruelle publique dessert l'ensemble des propriétés situées du côté ouest de l'avenue Henri-Julien.

Réglementation applicable
La grille pour la zone H02-127 à l'annexe C du Règlement de zonage 01-283 de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension permet sur la propriété visée des bâtiments comptant 2 ou 3 logements, avec la possibilité d'un logement supplémentaire sous le rez-de-chaussée. Une construction peut avoir 2 ou 3 étages et une hauteur maximale de 11,5 mètres. Elle doit être implantée en contigüité par rapport à ses voisins et respecter un taux d'implantation de 35 % à 60 %. La marge avant principale doit se situer entre 2 et 4 mètres. La faible largeur du terrain et un mode d'implantation contigu font en sorte qu'aucune unité de stationnement n'est requise.

Description du projet
L'immeuble proposé comptera 2 étages ainsi qu'une construction hors toit. Il accueillera 2 logements de 3 chambres à coucher, dont l'un occupera le rez-de-chaussée et le sous-sol et l'autre le 2^{e} étage et la construction hors toit. L'aire du bâtiment sera d'environ 109 m^{2}, ce qui résulte en un taux d'implantation d'environ 59 %. La hauteur du bâtiment sera de 8,53 m, sous le maximum prescrit de 11,5 mètres à la grille des usages et des normes pour la zone H03-048. Avec la construction hors toit, la hauteur totale du bâtiment sera de 10,8 mètres. La marge avant sera de 2 mètres et la marge arrière sera d'au moins 8 mètres. Le sous-sol du logement du rez-de-chaussée sera accessible par des cours anglaises en façade et en cour arrière. Autant ce logement que celui situé au 2^{e} étage aura une grande terrasse partiellement renfermée par un écran végétal. Le logement du 2^{e} étage aura également une terrasse attenante à la construction hors toit.

La façade sera revêtue principalement de briques de couleur blanche (modèle White Velour de la compagnie Sioux City, format modulaire métrique). L'alcôve abritant les portes sera revêtue de lattes de bois huilé posées à la verticale (cèdre rouge d'Amérique). Les portes et fenêtres seront en aluminium style faux bois de couleur cèdre rouge. La construction hors toit sera revêtue d'un parement mural en profilés d'acier galvanisé prépeints de couleur blanche (modèle Blanc Cambridge de la compagnie Vicwest).

La cour arrière sera aménagée pour accueillir deux unités de stationnement sous forme de roulières en gazon renforcé ainsi qu'un arbre à grand déploiement (Gingko Biloba). Un arbre de trottoir mature est présent sur le domaine public devant la propriété visée. Un devis de protection est en cours de réalisation pour ce dernier.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à cette demande pour les raisons suivantes :

- La réalisation du projet représente une opportunité d'améliorer l'encadrement de la rue et de densifier de manière douce un terrain sous-utilisé;
- Le bâtiment proposé s'intégrera adéquatement au voisinage en termes de marges avant et arrière et de hauteur;

- La proposition architecturale est de facture contemporaine et de bonne qualité;
- La construction hors toit sera peu visible depuis la voie publique et sera revêtue d'un parement agencé à celui du bâtiment principal;
- Les cours avant et arrière feront l'objet d'un verdissement et seront aménagées de façon à permettre la plantation de végétaux et d'un arbre.

Toutefois, la Direction émet des réserves quant à l'aménagement d'une cour anglaise en façade et à l'utilisation d'une brique de couleur blanche dans un secteur patrimonial dans lequel les bâtiments ne comportent généralement pas ces caractéristiques.

Lors de sa séance du 8 décembre 2021, le comité consultatif d'urbanisme a décidé de reporter le prononcé de sa recommandation à une séance ultérieure, car il souhaitait que le dossier soit bonifié avec les informations et modifications suivantes :

- que la couleur de la brique soit modifiée pour que le projet s'intègre mieux par rapport aux autres bâtiments sur la rue;
- qu'une ou plusieurs perspectives soient réalisées pour permettre d'évaluer la visibilité de la cour anglaise à partir du trottoir adjacent à la propriété;
- que les détails techniques sur les garde-corps entourant la cour anglaise soient fournis (hauteur, matériaux).

Pour répondre à ces commentaires, le requérant a modifié la couleur des parements architecturaux et a produit des éléments visuels afin de détailler l'aménagement de la cour anglaise. Au niveau des matériaux, une brique mouchetée de couleur brune (modèle Toasted Fine Art Smooth de la compagnie Sioux City Brick, format modulaire métrique) est désormais proposée. Le solinage, ainsi que les portes et fenêtres, sont désormais de couleur gris foncé afin de favoriser un meilleur agencement avec la nouvelle brique, tandis que le revêtement métallique de la construction hors toit est désormais de couleur zinc brossé. En ce qui concerne la cour anglaise, des garde-corps en barrotins d'acier galvanisé d'une hauteur de 0,90 mètre sont proposés conformément au Règlement de zonage 01-283. Enfin, la clôture prévue initialement en cour avant a été retirée afin d'éviter une lourdeur visuelle engendrée par la présence des garde-corps.

La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée au projet modifié pour les raisons suivantes :

- Les matériaux de revêtement proposés s'intègrent adéquatement au secteur patrimonial du quartier Villeray;
- Les aménagements et équipements reliés à la cour anglaise en façade font que cette dernière sera plutôt discrète.

Lors de sa séance du 9 février 2022, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable par rapport au projet modifié.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Valeur approximative des travaux : 885 206,00 $
Frais d'étude de la demande de permis : 8 675,02 $
Frais de P.I.I.A. : 872,00 $

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 des façons suivantes :

- Priorité 2 : « Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision » : verdissement des cours avant et arrière de la propriété et plantation d'un arbre.
- Priorité 7 : « Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable » : construction de 2 logements familiaux.
- Priorité 20 : « Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole » : contribution au renouvellement du cadre bâti par la densification douce d'une propriété sous-utilisée.

Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement
Le verdissement, la plantation d'un arbre et la toiture blanche proposés dans ce projet sont compatibles avec la priorité d'action 2022 de l'arrondissement de favoriser la transition écologique et le verdissement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du permis de construction.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications et au meilleur de leurs connaissances, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mitchell LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-868-8716
Télécop. : 514-868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-16

Eric GOSSET
Chef de division urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-354-1236
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1218053019

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Statuer, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), sur les plans visant la construction d'un bâtiment de 2 étages avec construction hors toit abritant 2 logements sur la propriété située au 7552, avenue Henri-Julien.


Localisation.pdf


Zonage-H02-127.pdf


Objectifs-criteres-PIIA-const-horstoit.pdf


Objectifs-criteres-PIIA-nouv-const.pdf


Objectifs-criteres-PIIA-secteurs-32-33-34.pdf


7552-Henri-Julien-Mtl-2030.pdf


Extrait-PV_CCU_2021-12-08.pdf


Extrait-PV_CCU_2022-02-09.pdf


2022-02-15-Plans-estampilles.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mitchell LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-868-8716
Télécop. : 514-868-4706

6.3 PIIA : 7552, avenue Henri-Julien	
Présenté par	**Invités**
Mitchell Lavoie Conseiller en aménagement	Aucun

Objet

Approuver, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), les plans visant la construction d'un bâtiment de 2 étages avec construction hors toit abritant 2 logements sur la propriété située au 7552, avenue Henri-Julien.

Commentaires

Les commentaires ont porté sur :

- la possibilité d'aménager la porte d'entrée du rez-de-chaussée au niveau du sol et le fait que ce ne soit pas souhaitable en fonction des critères de P.I.I.A. (alignement des planchers par rapport aux voisins);
- le fait que la cour anglaise représente un avantage pour l'aménagement d'une maison bigénérationnelle;
- l'impossibilité de camoufler davantage la cour anglaise considérant les normes régissant leur superficie et leur sécurité (garde-corps);
- la couleur blanche proposée pour la brique qui produit un bel agencement de couleurs avec les revêtements d'accent, mais qui ne s'intègre pas au milieu d'insertion;
- l'apparence contemporaine du bâtiment et le fait qu'il y ait quelques bâtiments de facture architecturale semblable dans le secteur;
- les critères de P.I.I.A. concernant l'harmonisation des couleurs et des matériaux en secteur patrimonial et le risque d'effet boule de neige si des revêtements atypiques continuent d'être approuvés.

CCU21-12-08-PIIA02	**Résultat : Report**

CONSIDÉRANT

L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le P.I.I.A.;

Les membres du comité souhaitent revoir la demande à une séance ultérieure, car ils souhaitent que le dossier soit bonifié avec les informations et modifications suivantes :

- que la couleur de la brique soit modifiée pour que le projet s'intègre mieux par rapport aux autres bâtiments sur la rue;
- qu'une ou plusieurs perspectives soient réalisées pour permettre d'évaluer la visibilité de la cour anglaise à partir du trottoir adjacent à la propriété;
- que les détails techniques sur les garde-corps entourant la cour anglaise soient fournis (hauteur, matériaux).

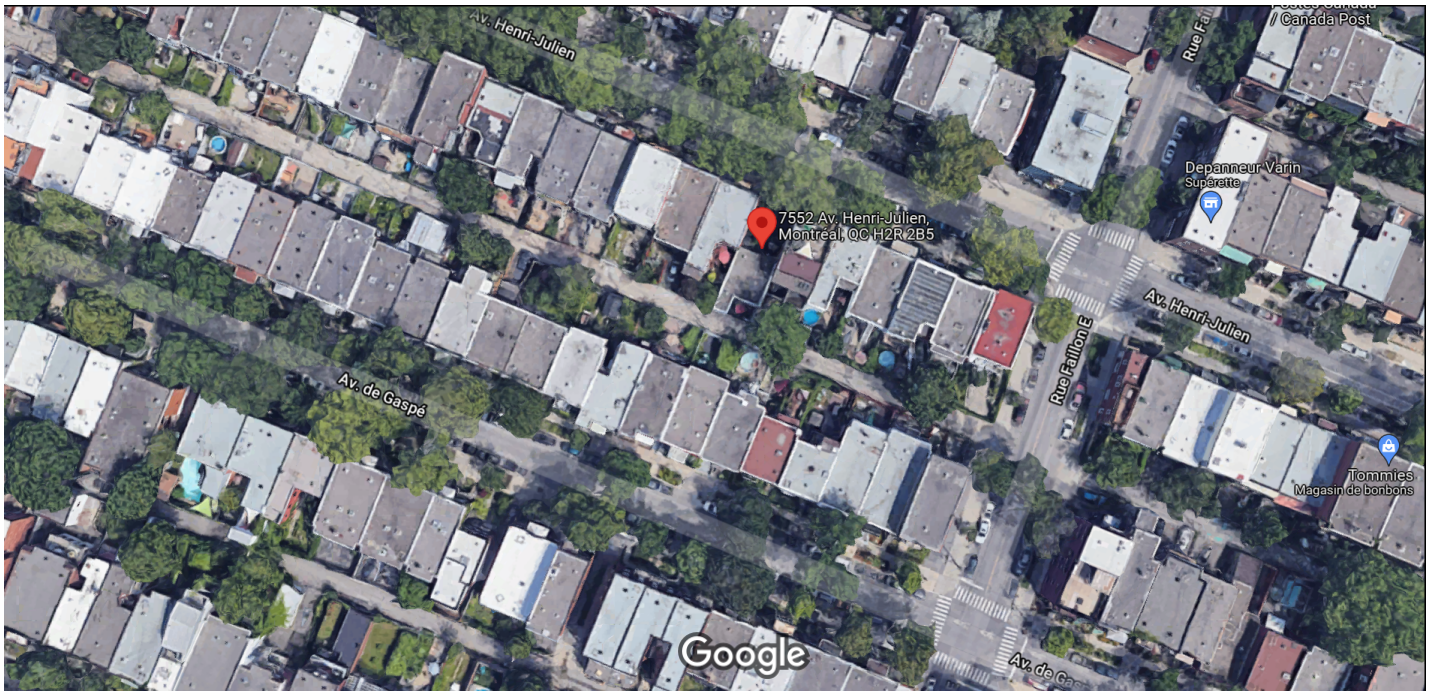
Il est proposé par Véronique Lamarre

appuyé par Katherine Routhier

ADOPTÉ à l'unanimité.

6.6 PIIA : 7552, avenue Henri-Julien	
Présenté par	**Invités**
Mitchell Lavoie Conseiller en aménagement	Aucun
Objet	
Statuer, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), sur les plans visant la construction d'un bâtiment de 2 étages avec construction hors toit abritant 2 logements sur la propriété située au 7552, avenue Henri-Julien.	
Commentaires	
Les commentaires ont porté sur : - le fait que les membres sont satisfaits de la modification des couleurs des parements extérieurs considérant leur meilleure intégration avec le milieu d'insertion; - les illustrations fournies qui montrent que la cour anglaise sera discrète.	
CCU22-02-09-PIIA04	**Résultat : Favorable**
CONSIDÉRANT L'évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le P.I.I.A.; Les membres du comité recommandent au conseil d'arrondissement d'accepter la demande soumise telle que présentée. Il est proposé par Katherine Routhier appuyé par Karim Guirguis ADOPTÉ à l'unanimité.	

Google Maps 7552 Av. Henri-Julien



Images ©2021 Google, Images ©2021 Maxar Technologies, Données cartographiques ©2021 20 m



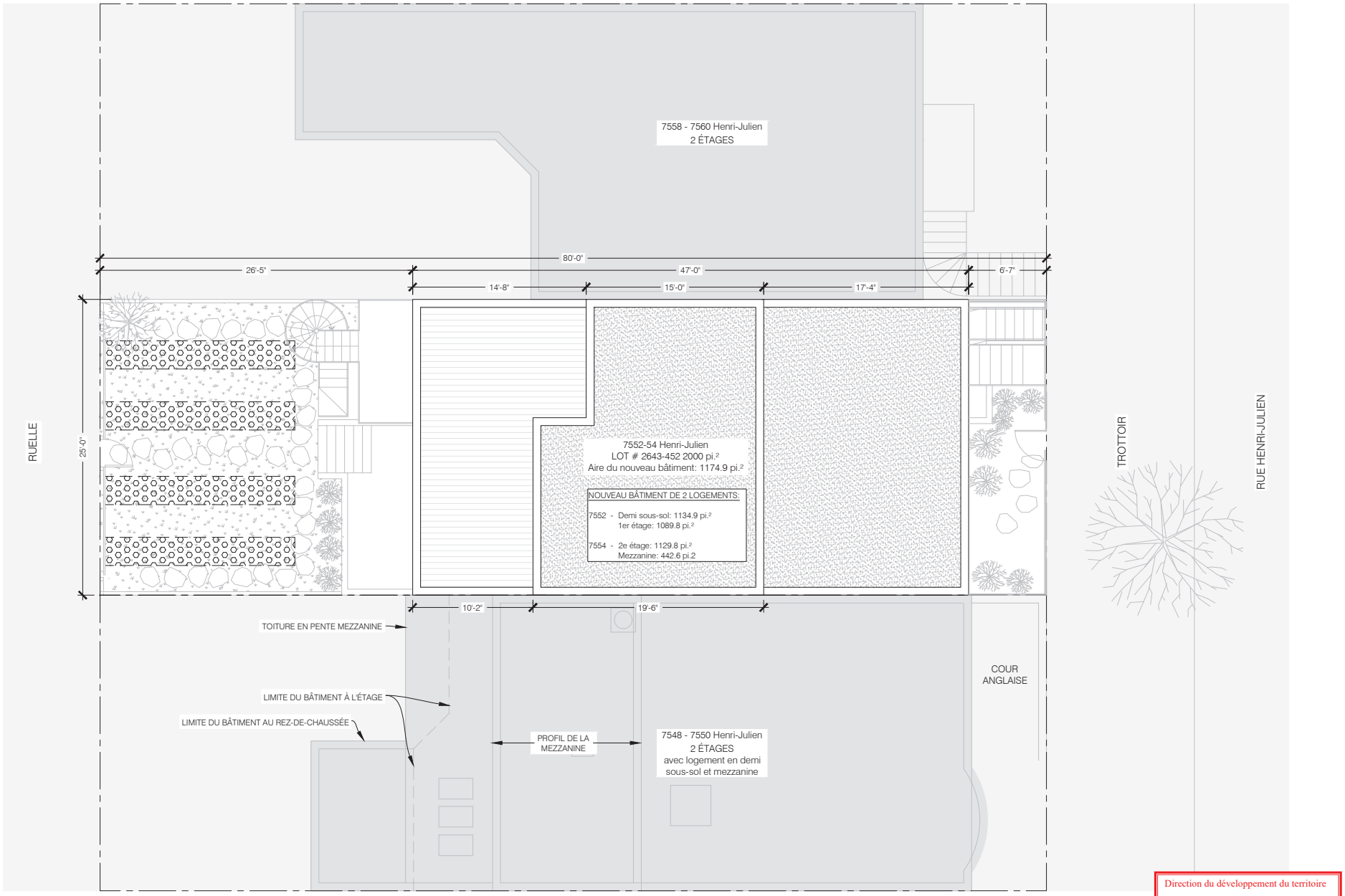
7552 Av. Henri-Julien

Montréal, QC H2R 2B5

Itinéraires Enregistrer À proximité Envoyer vers votre téléphone Partager

G9QH+G7 Montréal, Québec

Photos



SUPERFICIE DU LOT: 2000 pi.² (185.8 m.²)
SUPERFICIE DU BÂTIMENT PROPOSÉ: 1174.9 pi² (109.2 m²) = 58.7%

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 121 8053 019
Date : 15 février 2022

O N S E

PLAN D'IMPLANTATION

A000

ÉCHELLE: 3/16" = 1'-0"

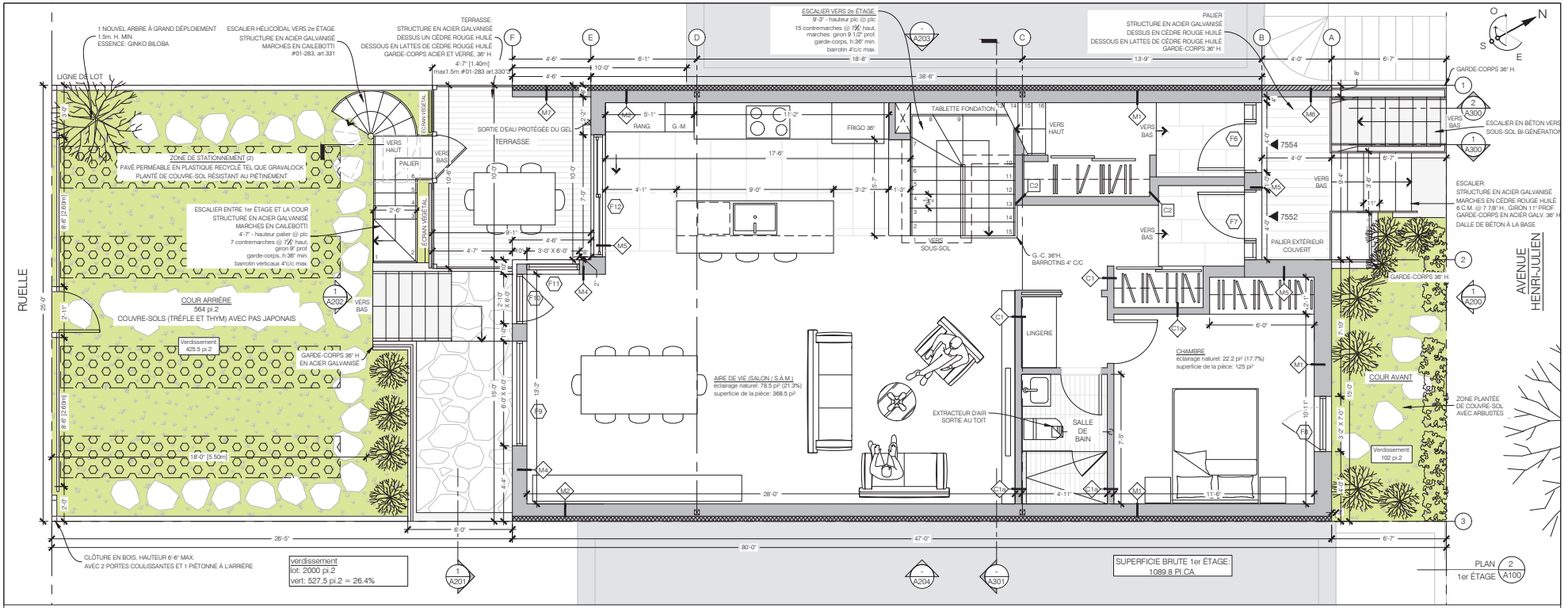
955-20

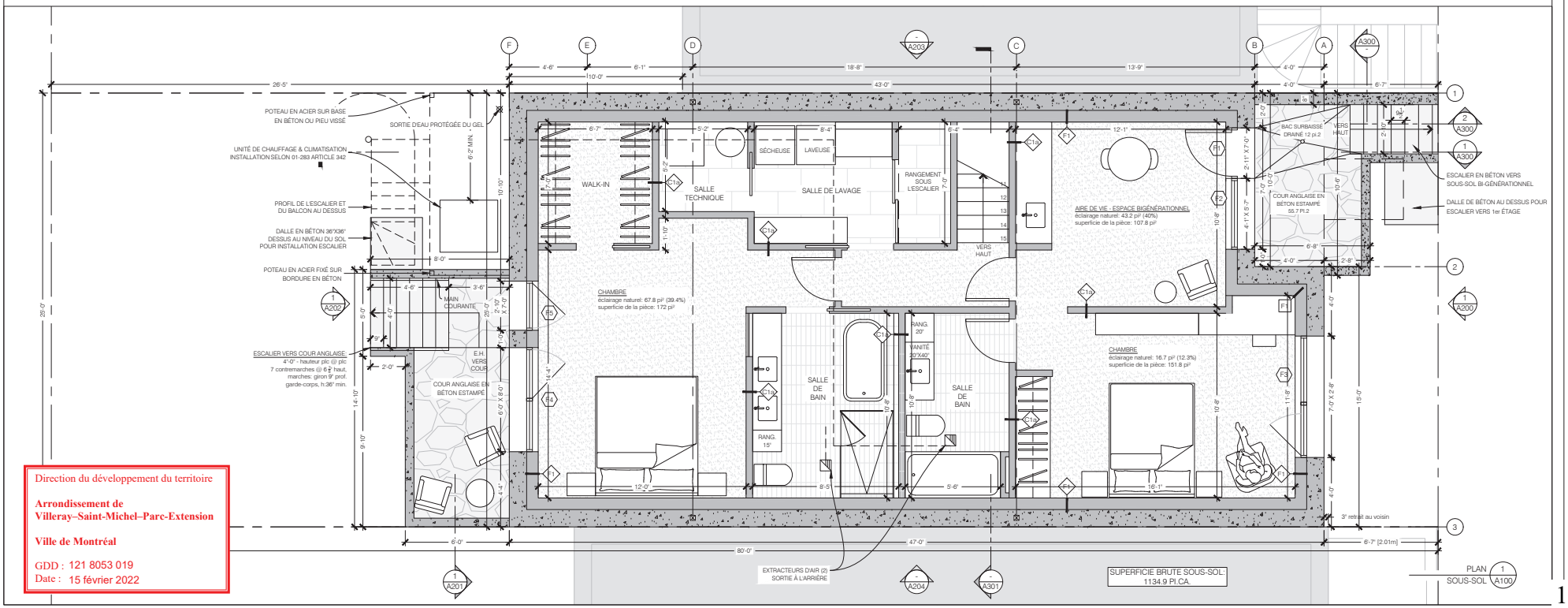
7552-54 rue HENRI-JULIEN
CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT RÉSIDENTIEL DE 2 LOGEMENTS

AMÉNAGEMENT PROPOSÉ

ÉMISSION:
2021 07 01 - DEMANDE DE PERMIS
2021 08 09 - DEMANDE DE PERMIS, complément
2021 09 18 - DEMANDE DE PERMIS, révision 1
2021 10 20 - DEMANDE DE PERMIS, révision 2
2021 11 10 - DEMANDE DE PERMIS, rév 3
2022 01 20 - DEMANDE DE PERMIS, rév 4 - CCU

x architectures sencrl
1 Droleti, Montréal (Qc) H2W 2L3
razmi.sullivan@boxarchitectures.com
514 817 7758





Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 121 8053 019
Date : 15 février 2022

7552-54 rue HENRI-JULIEN

CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT RÉSIDENTIEL DE 2 LOGEMENTS

AMÉNAGEMENT PROPOSÉ

PLANS - SOUS-SOL & 1er ÉTAGE

ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

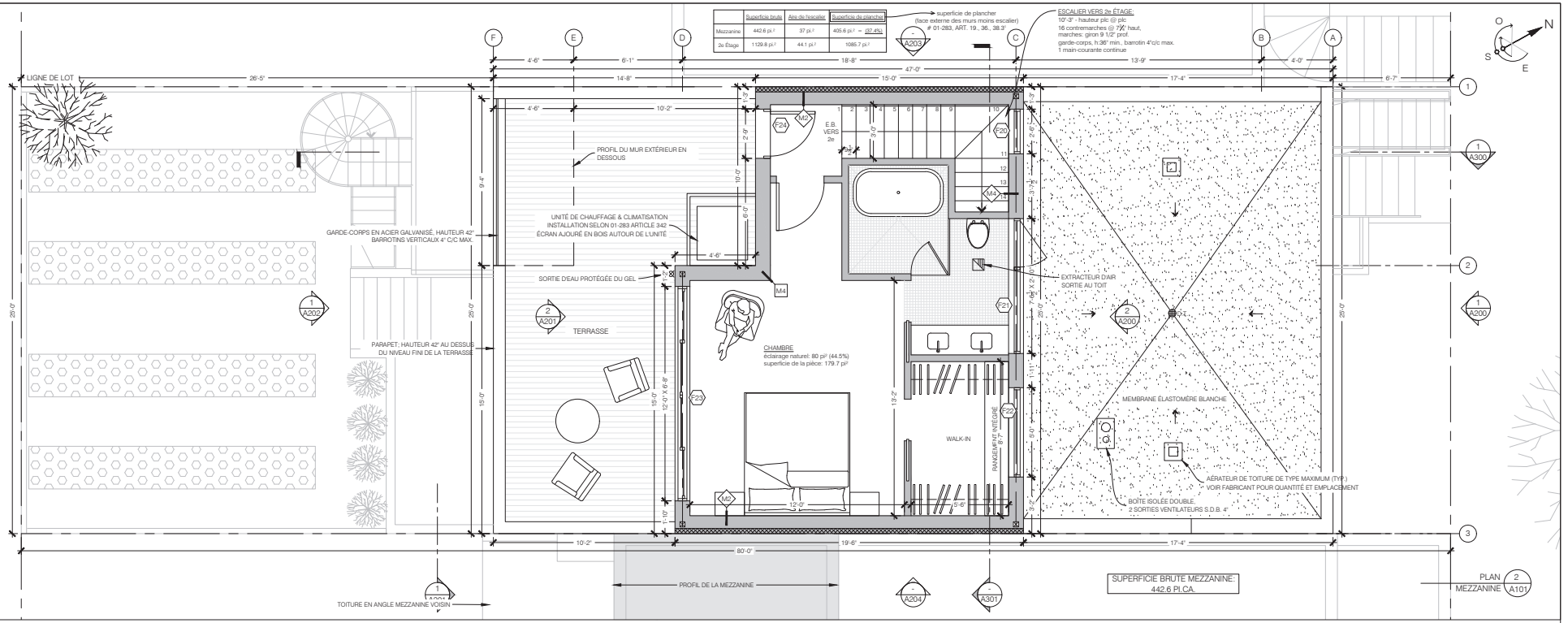
A100

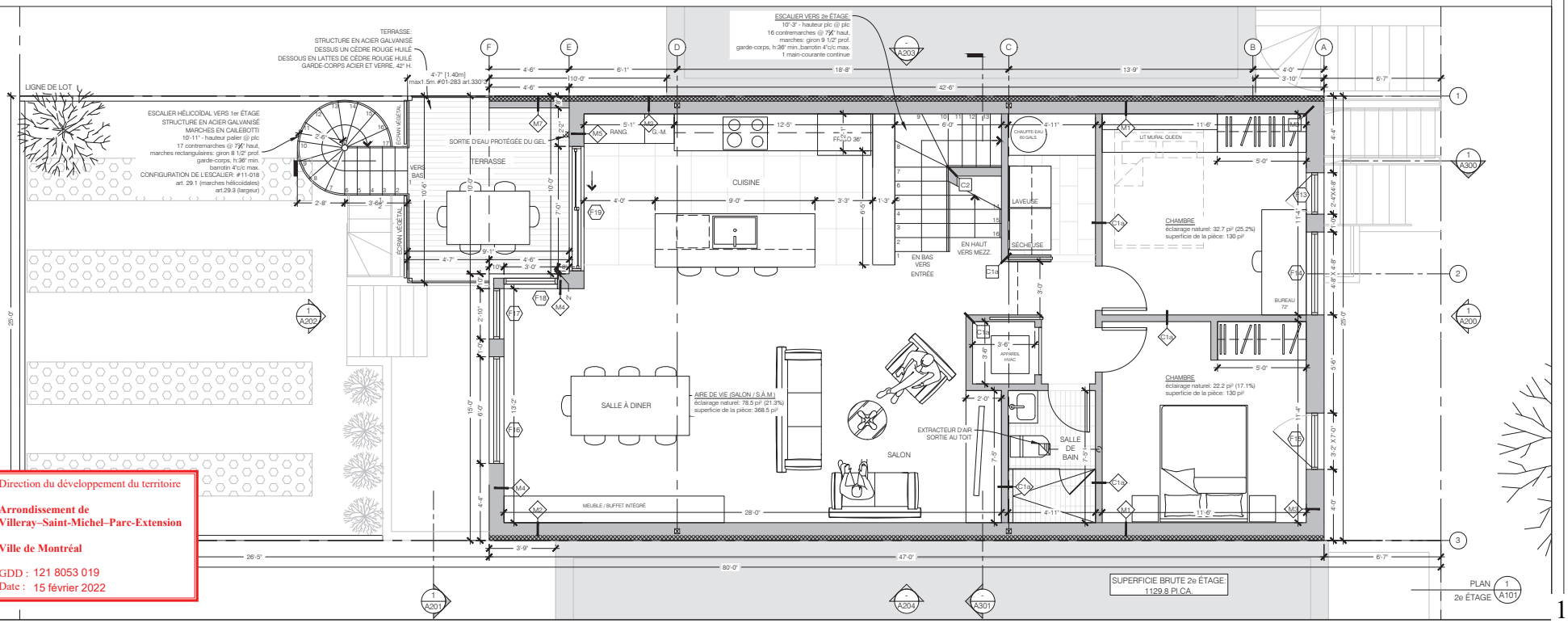
955-20

ÉMISSION:

2021 07 09	-	DEMANDE DE PERMIS
2021 08 09	-	DEMANDE DE PERMIS, complément
2021 09 18	-	DEMANDE DE PERMIS, révision 1
2021 10 20	-	DEMANDE DE PERMIS, révision 2
2021 11 10	-	DEMANDE DE PERMIS, rev.3
2022 01 20	-	DEMANDE DE PERMIS, rev.4 - CCU

x architectures sencrl
1 Droleti, Montréal (Qc) H2W 2L3
razmirsullivan@boxarchitectures.com
514 517 7758





Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 121 8053 019
Date : 15 février 2022

7552-54 rue HENRI-JULIEN

CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT RÉSIDENTIEL DE 2 LOGEMENTS

AMÉNAGEMENT PROPOSÉ

PLANS - 2e ÉTAGE & MEZZANINE

ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

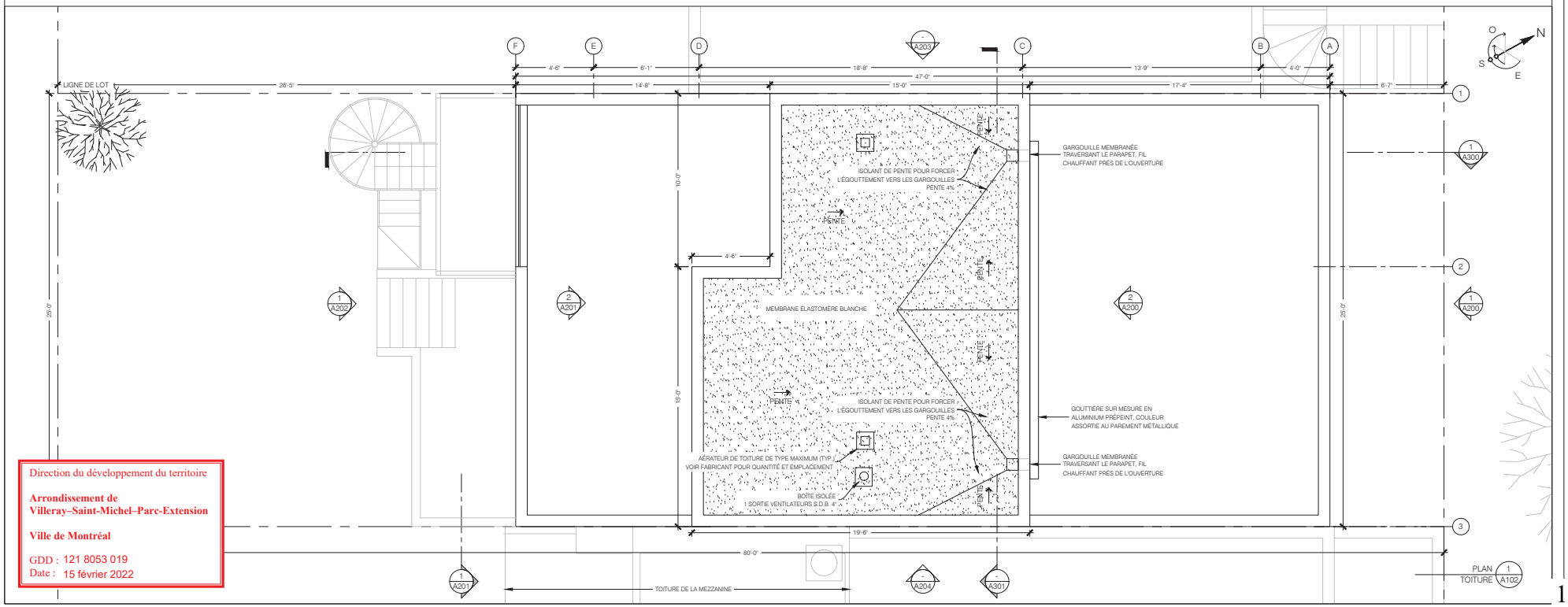
A101

955-20

ÉMISSION:

2021 11 10	-	DEMANDE DE PERMIS, rév.3
2022 01 20	-	DEMANDE DE PERMIS, rév.4 - CCU
2021 08 09	-	DEMANDE DE PERMIS, complément
2021 09 18	-	DEMANDE DE PERMIS, révision 1
2021 10 20	-	DEMANDE DE PERMIS, révision 2

x architectures sencrl
1 Drolet, Montréal (Qc) H2W 2L3
razmsullivan@boxarchitectures.com
514 517.7758



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 121 8053 019
Date : 15 février 2022

7552-54 rue HENRI-JULIEN

CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT RÉSIDENTIEL DE 2 LOGEMENTS

PLANS - 2e ÉTAGE & MEZZANINE

AMÉNAGEMENT PROPOSÉ

A102

ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

955-20

ÉMISSION:

2021 07 23	-	DEMANDE DE PERMIS
2021 08 09	-	DEMANDE DE PERMIS, complément
2021 09 18	-	DEMANDE DE PERMIS, révision 1
2021 10 20	-	DEMANDE DE PERMIS, révision 2
2021 11 10	-	DEMANDE DE PERMIS, rev.3
2022 01 20	-	DEMANDE DE PERMIS, rev.4 - CCU

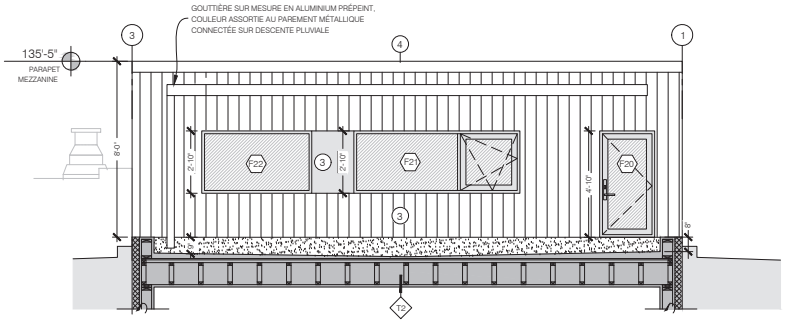
x architectures sencrl
1 Droit, Montréal (Qc) H2W 2L3
raphael.sullivan@boxarchitectures.com
514 817 7758



PERSPECTIVE 3D 4 AVANT A200



PERSPECTIVE 3D 3 AVANT A200



ÉLÉVATION PARTIELLE 2 MEZZANINE AVANT A200

LÉGENDE MATÉRIAUX

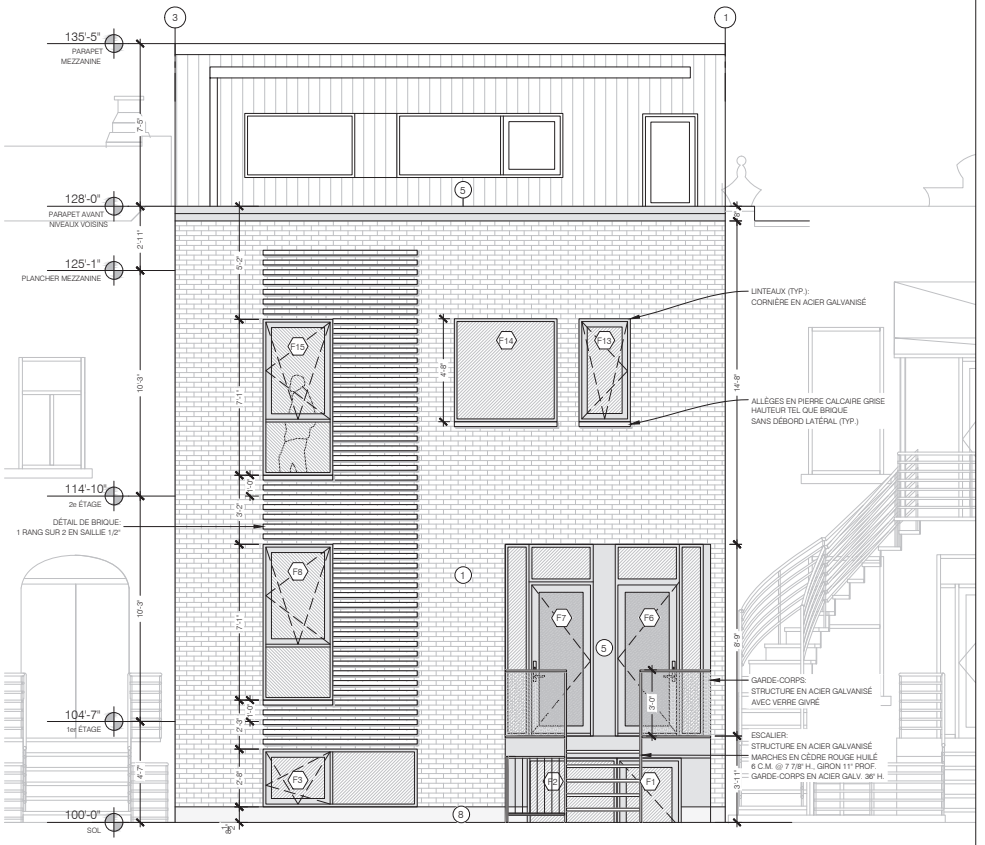
1. BRIQUE D'ARGILE, FORMAT MODULAIRE MÉTRIQUE, SIOUX CITY BRICK - TOASTED FINE ART SMOOTH
2. PAREMENT MURAL EN PROFILÉS D'ACIER GALVANISÉ PRÉPEINTS, LARGEUR VISUELLE DE 15⅞" MODÈLE 'MS1.1 MODULAIRE' DE MAC ARCHITECTURAL, COULEUR 'ZINC BROSSÉ', CALIBRE 24
3. PAREMENT MURAL EN PROFILÉS D'ACIER GALVANISÉ PRÉPEINTS, LARGEUR VISUELLE DE 6" MODÈLE 'MS1.4' DE MAC ARCHITECTURAL, COULEUR 'ZINC BROSSÉ', CALIBRE 24
4. SOLINAGE MÉTALLIQUE EN ACIER GALVANISÉ PRÉPEINT, COULEUR 'ZINC BROSSÉ' DE MAC ARCHITECTURAL, CALIBRE 24
5. SOLINAGE MÉTALLIQUE EN ACIER PRÉPEINT, COULEUR " MINERAI DE FER 5P6 " DE GENTEK
6. PAREMENT EN LATTES DE BOIS TEINT, LARGEUR VISUELLE DE 6", INSTALLATION VERTICALE COULEUR GRIS CLAIR ASSORTI AU "ZINC BROSSÉ"
7. PAREMENT EN LATTES DE BOIS TEINT, LARGEUR VISUELLE DE 6", INSTALLATION VERTICALE COULEUR NATURELLE
8. CRÉPIS À L'ACRYLIQUE SUR TREILLIS MÉTALLIQUE COULEUR GRIS ASSORTI AU "ZINC BROSSÉ"

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 121 8053 019
Date : 15 février 2022



ÉLÉVATION 1 AVANT A200

x architectures sencrl
1 Droit, Montréal (Qc) H2W 2L3
raphael.sullivan@boxarchitectures.com
514 517.7758

ÉMISSION:

2021 08 09	-	DEMANDE DE PERMIS, compléments
2021 09 18	-	DEMANDE DE PERMIS, révision 1
2021 10 20	-	DEMANDE DE PERMIS, révision 2
2021 11 10	-	DEMANDE DE PERMIS, rev 3
2022 01 20	-	DEMANDE DE PERMIS, rev 4 - CCU

7552-54 rue HENRI-JULIEN
CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT RÉSIDENTIEL DE 2 LOGEMENTS
AMÉNAGEMENT PROPOSÉ

ÉLÉVATIONS AVANT

ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

955-20

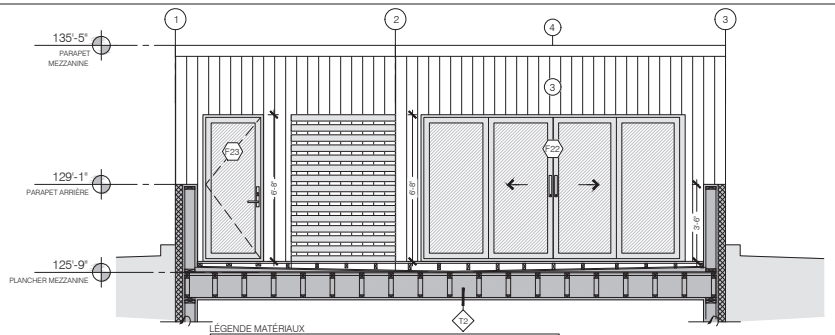
A200



PERSPECTIVE 3D
ARRIÈRE
4
A202



PERSPECTIVE 3D
ARRIÈRE
3
A202



ÉLÉVATION PARTIELLE
MEZZANINE ARRIÈRE
2
A201

LÉGENDE MATÉRIAUX

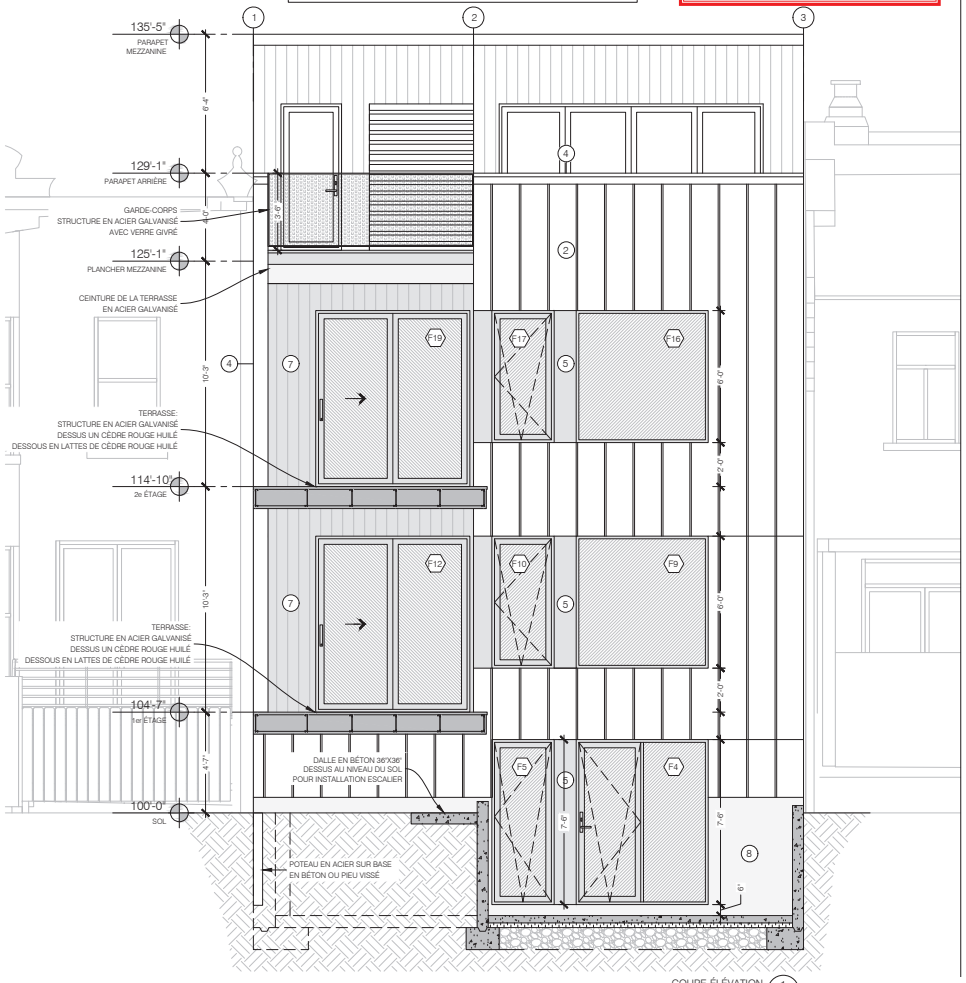
1. BRIQUE D'ARGILE, FORMAT MODULAIRE MÉTRIQUE, SIOUX CITY BRICK - TOASTED FINE ART SMOOTH
2. PAREMENT MURAL EN PROFILÉS D'ACIER GALVANISÉ PRÉPEINTS, LARGEUR VISUELLE DE 15⅞", MODÈLE "MS1.1 MODULAIRE" DE MAC ARCHITECTURAL, COULEUR "ZINC BROSSÉ", CALIBRE 24
3. PAREMENT MURAL EN PROFILÉS D'ACIER GALVANISÉ PRÉPEINTS, LARGEUR VISUELLE DE 6", MODÈLE "MS14" DE MAC ARCHITECTURAL, COULEUR "ZINC BROSSÉ", CALIBRE 24
4. SOLINAGE MÉTALLIQUE EN ACIER GALVANISÉ PRÉPEINT, COULEUR "ZINC BROSSÉ" DE MAC ARCHITECTURAL, CALIBRE 24
5. SOLINAGE MÉTALLIQUE EN ACIER PRÉPEINT, COULEUR " MINERAI DE FER 5P6 " DE GENTEK
6. PAREMENT EN LATTES DE BOIS TEINT, LARGEUR VISUELLE DE 6", INSTALLATION VERTICALE COULEUR GRIS CLAIR ASSORTI AU "ZINC BROSSÉ"
7. PAREMENT EN LATTES DE BOIS TEINT, LARGEUR VISUELLE DE 6", INSTALLATION VERTICALE COULEUR NATURELLE
8. CRÉPIS À L'ACRYLIQUE SUR TREILLIS MÉTALLIQUE COULEUR GRIS ASSORTI AU "ZINC BROSSÉ"

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 121 8053 019
Date : 15 février 2022



COUPE-ÉLÉVATION
ARRIÈRE
1
A201

COUPES-ÉLÉVATIONS - ARRIÈRES A201

ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

955-20

7552-54 rue HENRI-JULIEN
CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT RÉSIDENTIEL DE 2 LOGEMENTS

AMÉNAGEMENT PROPOSÉ

ÉMISSION:

2021 06 09	DEMANDE DE PERMIS	2021 11 10	DEMANDE DE PERMIS, rev 3
2021 08 09	DEMANDE DE PERMIS, complément	2022 01 20	DEMANDE DE PERMIS, rev 4 - CCU
2021 09 18	DEMANDE DE PERMIS, révision 1		
2021 10 20	DEMANDE DE PERMIS, révision 2		

x architectures sencrl
1 Drolet, Montréal (Qc) H2W 2L3
raphael.sullivan@boxarchitectures.com
514 817.7758





IMAGES DE RÉFÉRENCE (3 / A202)
EFFET RECHERCHÉ POUR L'ÉCRAN VÉGÉTAL - FILTRE INTIMITÉ TERRASSE




Direction du développement du territoire

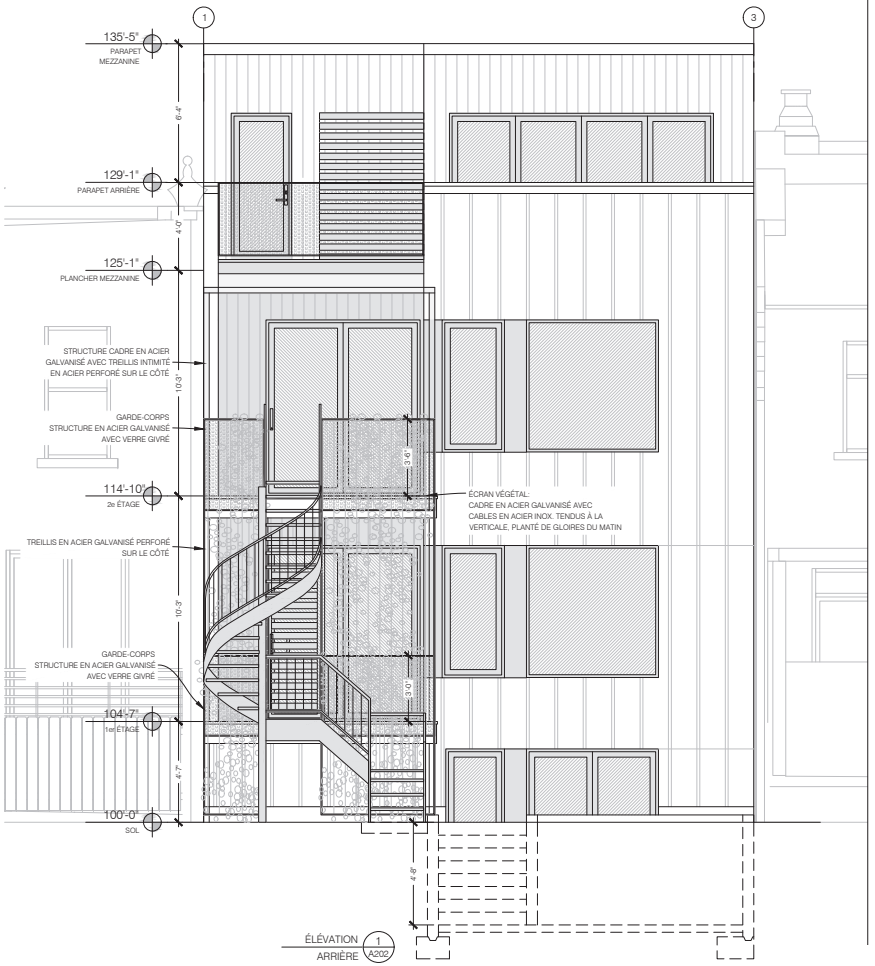
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 121 8053 019
Date : 15 février 2022



PERSPECTIVE 3D ARRIÈRE (2 / A202)



ÉLÉVATION ARRIÈRE (1 / A202)

ÉLÉVATION ARRIÈRE A202

ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

955-20

7552-54 rue HENRI-JULIEN
CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT RÉSIDENTIEL DE 2 LOGEMENTS

AMÉNAGEMENT PROPOSÉ

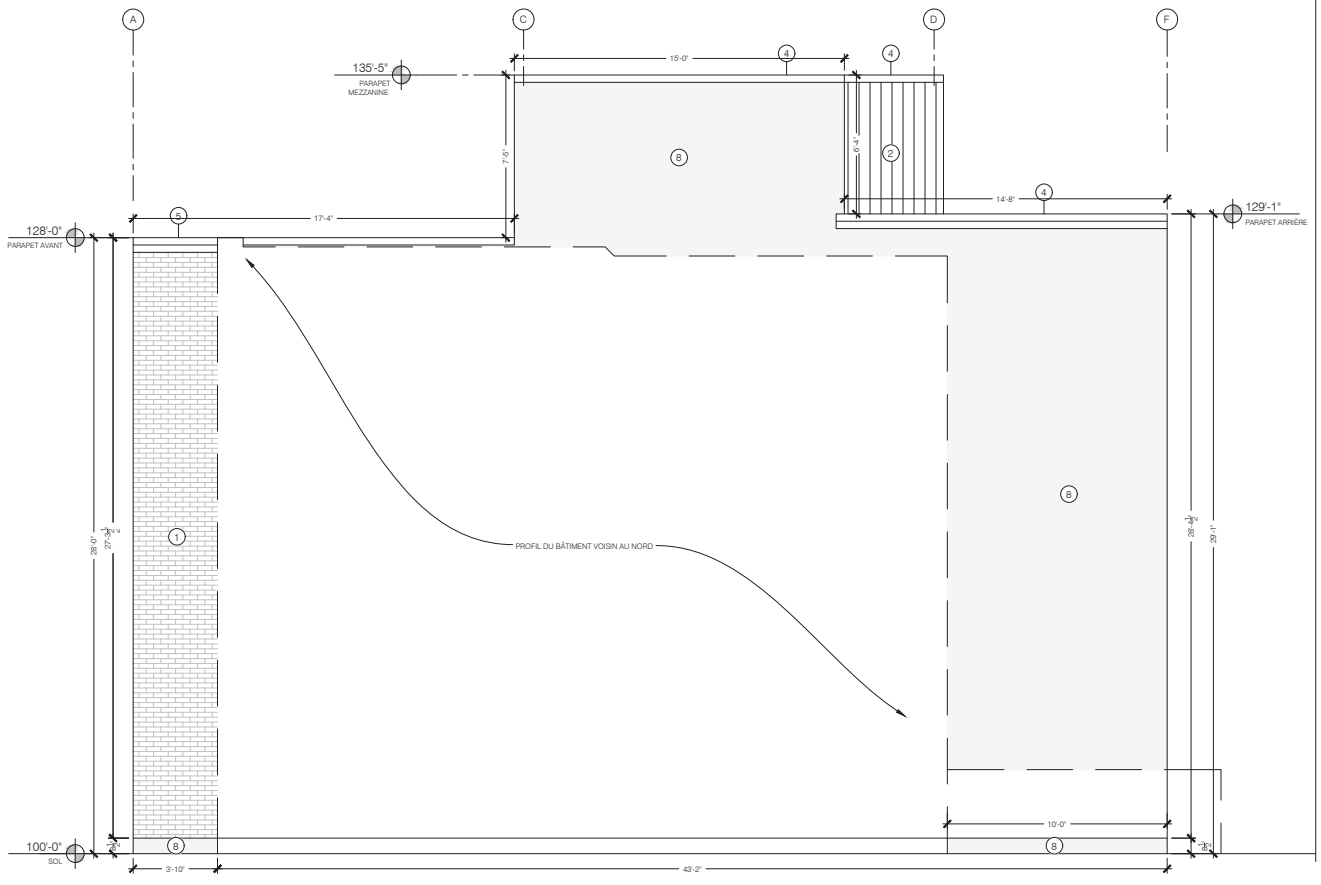
ÉMISSION:

2021 07 07	DEMANDE DE PERMIS	
2021 08 09	DEMANDE DE PERMIS, complément	
2021 09 18	DEMANDE DE PERMIS, révision 1	
2021 10 20	DEMANDE DE PERMIS, révision 2	
2021 11 10	DEMANDE DE PERMIS, rev 3	
2022 01 20	DEMANDE DE PERMIS, rev 4 - CCU	

x architectures sencrl
1 Droit, Montréal (Qc) H2W 2L3
raphael.sullivan@boxarchitectures.com
514 517 7758

LÉGENDE MATÉRIAUX

1. BRIQUE D'ARGILE, FORMAT MODULAIRE MÉTRIQUE, SIOUX CITY BRICK - TOASTED FINE ART SMOOTH
2. PAREMENT MURAL EN PROFILÉS D'ACIER GALVANISÉ PRÉPEINTS, LARGEUR VISUELLE DE 15⅝", MODÈLE "MS1.1 MODULAIRE" DE MAC ARCHITECTURAL, COULEUR "ZINC BROSSÉ", CALIBRE 24
3. PAREMENT MURAL EN PROFILÉS D'ACIER GALVANISÉ PRÉPEINTS, LARGEUR VISUELLE DE 6", MODÈLE "MS14" DE MAC ARCHITECTURAL, COULEUR "ZINC BROSSÉ", CALIBRE 24
4. SOLINAGE MÉTALLIQUE EN ACIER GALVANISÉ PRÉPEINT, COULEUR "ZINC BROSSÉ" DE MAC ARCHITECTURAL, CALIBRE 24
5. SOLINAGE MÉTALLIQUE EN ACIER PRÉPEINT, COULEUR " MINERAI DE FER 5P6 " DE GENTEK
6. PAREMENT EN LATTES DE BOIS TEINT, LARGEUR VISUELLE DE 6", INSTALLATION VERTICALE COULEUR GRIS CLAIR ASSORTI AU "ZINC BROSSÉ"
7. PAREMENT EN LATTES DE BOIS TEINT, LARGEUR VISUELLE DE 6", INSTALLATION VERTICALE COULEUR NATURELLE
8. CRÉPIS À L'ACRYLIQUE SUR TREILLIS MÉTALLIQUE COULEUR GRIS ASSORTI AU "ZINC BROSSÉ"



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 121 8053 019
Date : 15 février 2022

7552-54 rue HENRI-JULIEN
CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT RÉSIDENTIEL DE 2 LOGEMENTS

ÉLÉVATION - MUR PRIVATIF NORD

AMÉNAGEMENT PROPOSÉ

ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

955-20

A203

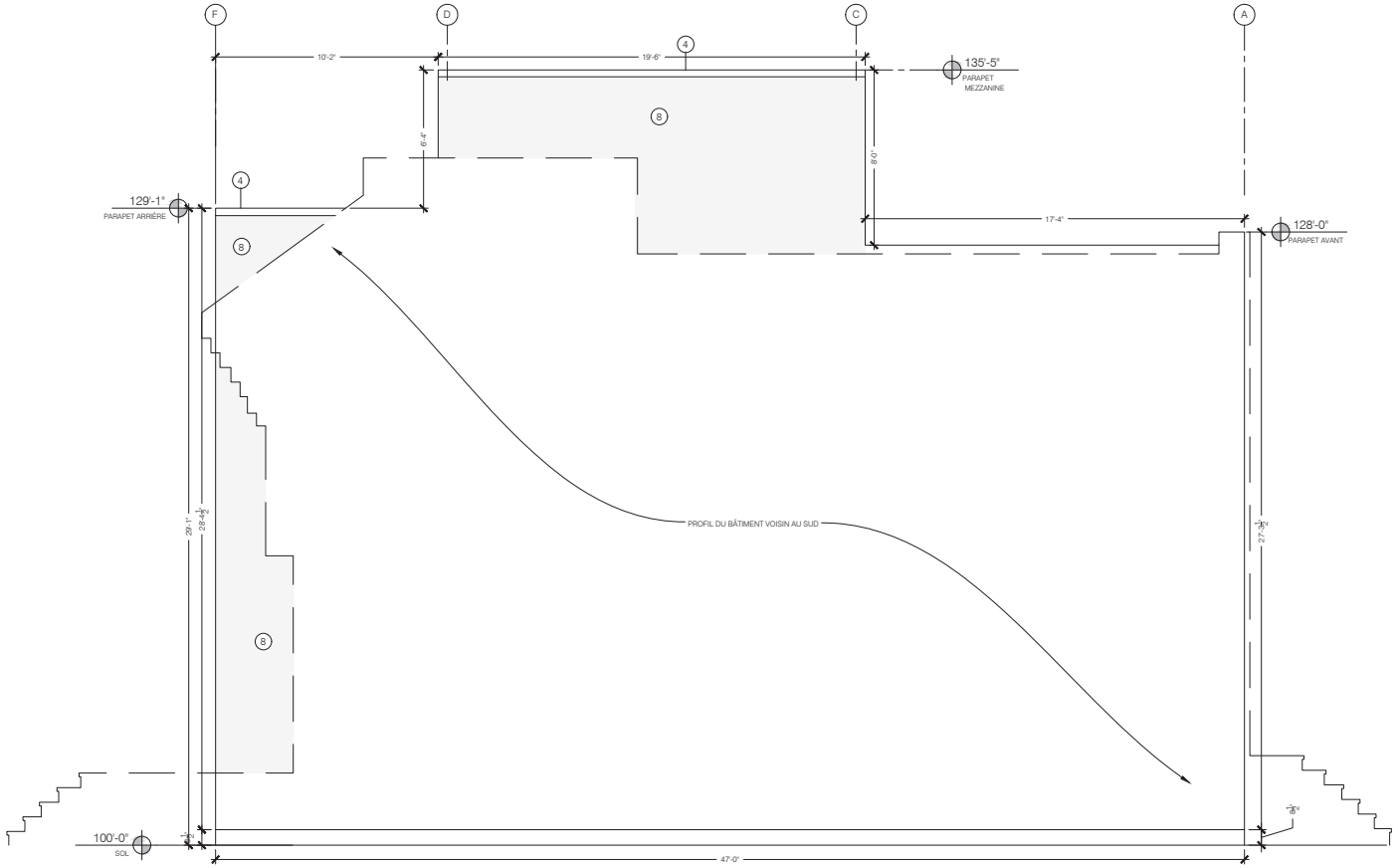
ÉMISSION:

2021 07 21	-	DEMANDE DE PERMIS	
2021 08 09	-	DEMANDE DE PERMIS, complément	2021 11 10 - DEMANDE DE PERMIS, rev 3
2021 09 18	-	DEMANDE DE PERMIS, révision 1	2022 01 20 - DEMANDE DE PERMIS, rev 4 - CCU
2021 10 20	-	DEMANDE DE PERMIS, révision 2	

x architectures sencrl
1 Drolet, Montréal (Qc) H2W 2L3
raphael.sullivan@boxarchitectures.com
514 817 7758

LÉGENDE MATÉRIAUX

1. BRIQUE D'ARGILE, FORMAT MODULAIRE MÉTRIQUE, SIOUX CITY BRICK - TOASTED FINE ART SMOOTH
2. PAREMENT MURAL EN PROFILÉS D'ACIER GALVANISÉ PRÉPEINTS, LARGEUR VISUELLE DE 15⅞" MODÈLE "MS1.1 MODULAIRE" DE MAC ARCHITECTURAL, COULEUR "ZINC BROSSÉ", CALIBRE 24
3. PAREMENT MURAL EN PROFILÉS D'ACIER GALVANISÉ PRÉPEINTS, LARGEUR VISUELLE DE 6" MODÈLE "MS14" DE MAC ARCHITECTURAL, COULEUR "ZINC BROSSÉ", CALIBRE 24
4. SOUINAGE MÉTALLIQUE EN ACIER GALVANISÉ PRÉPEINT, COULEUR "ZINC BROSSÉ" DE MAC ARCHITECTURAL, CALIBRE 24
5. SOUINAGE MÉTALLIQUE EN ACIER PRÉPEINT, COULEUR " MINERAI DE FER 5P6 " DE GENTEK
6. PAREMENT EN LATTES DE BOIS TEINT, LARGEUR VISUELLE DE 6", INSTALLATION VERTICALE COULEUR GRIS CLAIR ASSORTI AU "ZINC BROSSÉ"
7. PAREMENT EN LATTES DE BOIS TEINT, LARGEUR VISUELLE DE 6", INSTALLATION VERTICALE COULEUR NATURELLE
8. CRÉPIS À L'ACRYLIQUE SUR TREILLIS MÉTALLIQUE COULEUR GRIS ASSORTI AU "ZINC BROSSÉ"



Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 121 8053 019
Date : 15 février 2022

7552-54 rue HENRI-JULIEN
CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT RÉSIDENTIEL DE 2 LOGEMENTS

AMÉNAGEMENT PROPOSÉ

ÉLÉVATION - MUR PRIVATIF SUD

ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

955-20

A204

ÉMISSION:

2020 07 27	-	DEMANDE DE PERMIS	
2021 08 09	-	DEMANDE DE PERMIS, complément	2021 11 10 - DEMANDE DE PERMIS, rev 3
2021 09 18	-	DEMANDE DE PERMIS, révision 1	2022 01 20 - DEMANDE DE PERMIS, rev 4 - CCU
2021 10 20	-	DEMANDE DE PERMIS, révision 2	

x architectures sencrl
1 Drolet, Montréal (Qc) H2W 2L3
razmi.sullivan@boxarchitectures.com
514 517 7758

Direction du développement du territoire

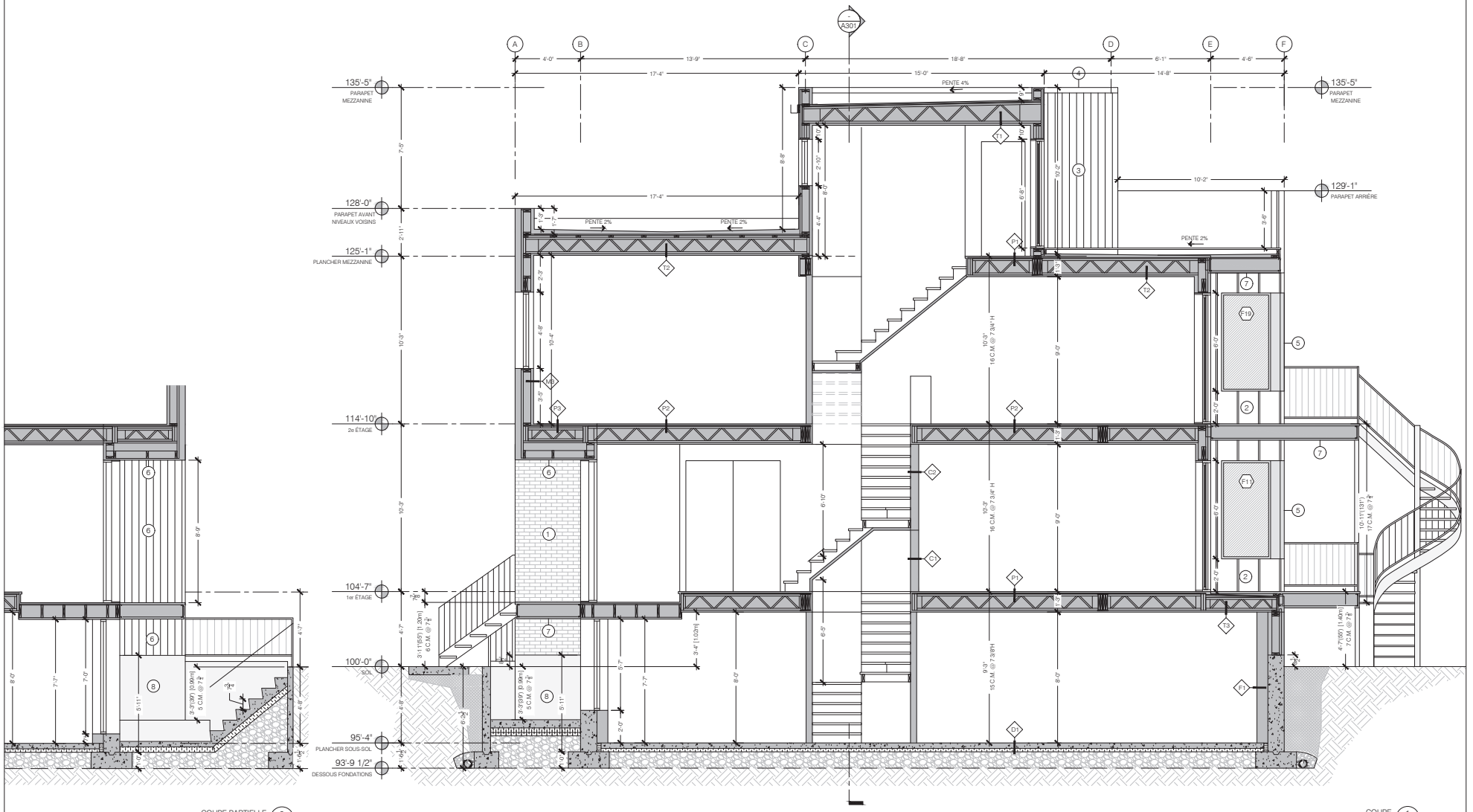
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 121 8053 019
Date : 15 février 2022

LÉGENDE MATÉRIAUX

1. BRIQUE D'ARGILE, FORMAT MODULAIRE MÉTRIQUE, SIOUX CITY BRICK - TOASTED FINE ART SMOOTH
2. PAREMENT MURAL EN PROFILÉS D'ACIER GALVANISÉ PRÉPEINTS, LARGEUR VISUELLE DE 15¾" MODÈLE "MS1.1 MODULAIRE" DE MAC ARCHITECTURAL, COULEUR "ZINC BROSSÉ", CALIBRE 24
3. PAREMENT MURAL EN PROFILÉS D'ACIER GALVANISÉ PRÉPEINTS, LARGEUR VISUELLE DE 6" MODÈLE "MS14" DE MAC ARCHITECTURAL, COULEUR "ZINC BROSSÉ", CALIBRE 24
4. SOLINAGE MÉTALLIQUE EN ACIER GALVANISÉ PRÉPEINT, COULEUR "ZINC BROSSÉ" DE MAC ARCHITECTURAL, CALIBRE 24
5. SOLINAGE MÉTALLIQUE EN ACIER PRÉPEINT, COULEUR " MINERAI DE FER 5P6 " DE GENTEK
6. PAREMENT EN LATTES DE BOIS TEINT, LARGEUR VISUELLE DE 6", INSTALLATION VERTICALE COULEUR GRIS CLAIR ASSORTI AU "ZINC BROSSÉ"
7. PAREMENT EN LATTES DE BOIS TEINT, LARGEUR VISUELLE DE 6", INSTALLATION VERTICALE COULEUR NATURELLE
8. CRÉPIS À L'ACRYLIQUE SUR TREILLIS MÉTALLIQUE COULEUR GRIS ASSORTI AU "ZINC BROSSÉ"



COUPE PARTIELLE ESCALIER VERS SOUS-SOL BI-GÉNÉRATIONNEL — 2 / A300

COUPE LONGITUDINALE — 1 / A300

x architectures sencrl
1 Droit, Montréal (Qc) H2W 2L3
razmirsullivan@boxarchitectures.com
514 517.7758

ÉMISSION:

2021 11 10	-	DEMANDE DE PERMIS, rév.3
2020 01 20	-	DEMANDE DE PERMIS, rév.4 - CCU
2021 07 07	-	DEMANDE DE PERMIS, complément
2021 08 09	-	DEMANDE DE PERMIS, révision 1
2021 09 18	-	DEMANDE DE PERMIS, révision 2
2021 10 20	-	DEMANDE DE PERMIS, révision 3

7552-54 rue HENRI-JULIEN
CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT RÉSIDENTIEL DE 2 LOGEMENTS
AMÉNAGEMENT PROPOSÉ

COUPE LONGITUDINALE — A300
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"
955-20

OBJECTIFS ET CRITÈRES APPLICABLES À UNE CONSTRUCTION HORS TOIT

Objectifs

1° favoriser l'intégration d'une construction hors toit avec le cadre bâti environnant.

Critères

1° l'intégration au bâtiment concerné et aux bâtiments voisins en ce qui a trait aux éléments architecturaux sur une façade, à la configuration du toit et à l'installation d'un garde-corps;

2° la réduction de l'impact visuel, à partir de la rue, par la hauteur, le gabarit et la localisation d'une construction hors toit.

SECTION I.I
OBJECTIFS ET CRITÈRES APPLICABLES AUX NOUVELLES CONSTRUCTIONS

30.1. Une intervention visée à l'article 4.1 doit répondre aux objectifs et critères suivants :

1° objectif 1 : favoriser un projet de construction qui s'intègre adéquatement au milieu d'insertion, qui contribue à la définition de la rue et qui améliore le cadre bâti existant.

Dans l'atteinte de l'objectif 1, les critères d'évaluation ci-après énoncés s'appliquent :

a) l'immeuble projeté doit contribuer à assurer une continuité et une consolidation du cadre bâti existant;
b) le gabarit du nouvel immeuble doit s'harmoniser au gabarit des bâtiments environnants;

c) l'implantation et l'alignement de la nouvelle construction doivent refléter les caractéristiques des bâtiments présents dans le milieu d'insertion;

d) l'aménagement de la cour avant du bâtiment doit contribuer au paysage de rue et favoriser le verdissement ainsi qu'une expérience piétonne continue et enrichissante;

e) le projet doit prendre en considération le caractère des bâtiments existants dans le milieu d'insertion, notamment en ce qui a trait aux niveaux des planchers, aux matériaux de parement, aux couronnements, aux saillies, à la localisation et aux types d'escaliers et d'accès au bâtiment, ainsi qu'aux ouvertures;

f) le traitement architectural d'une nouvelle construction doit s'inspirer des caractéristiques architecturales dominantes du secteur tout en adoptant un langage architectural contemporain;

g) lorsque le bâtiment est projeté sur un terrain de coin, il doit être pensé de manière à marquer et dynamiser l'intersection;

h) la maçonnerie doit être privilégiée comme matériau de parement pour les façades visibles de la voie publique;

i) les caractéristiques des espaces libres du bâtiment (notamment : balcons, loggias et terrasses) doivent être compatibles à celles des bâtiments que l'on retrouve dans le milieu d'insertion;

j) pour un nouveau bâtiment à vocation mixte, la forme et le traitement architectural de l'immeuble doivent s'inspirer des caractéristiques des autres bâtiments de même nature, notamment en ce qui a trait aux proportions des vitrines et à la hauteur du rez-de-chaussée;

k) pour un nouveau bâtiment à vocation mixte, le traitement de la transition entre le rez-de-chaussée commercial et les logements à l'étage doit être articulé de manière à en permettre une lecture efficace.

2° objectif 2 : le nouveau bâtiment doit être conçu de manière à limiter ses impacts sur le voisinage.

Dans l'atteinte de l'objectif 2, les critères d'évaluation ci-après énoncés s'appliquent :

a) lorsqu'applicable, l'aménagement des cours latérales et arrière doit préconiser le verdissement en plus de s'intégrer à celles des bâtiments voisins au niveau des dimensions et de la forme (notamment : courettes);

b) les impacts liés au gabarit du nouveau bâtiment et ses effets sur l'éclairage naturel et l'ensoleillement des propriétés voisines doivent être réduits;

c) lorsqu'applicable, la nouvelle construction doit tendre à protéger et mettre en valeur les composantes paysagères liées au site (notamment : présence d'arbres et aménagements paysager) de manière à préserver la qualité des milieux de vie;

d) l'ajout de tout équipement mécanique sur une façade latérale, arrière ou au toit, doit se faire de manière à respecter la quiétude du voisinage et à en limiter les impacts visuels;

e) les accès aux aires de stationnement doivent êtres localisés et aménagés de manière à réduire les impacts sur la propriété et dans le voisinage;

f) lorsque requis, un espace suffisant dédié à la collecte des matières résiduelles doit être prévu sur la propriété privée.

SECTION XXXIII
OBJECTIFS ET CRITÈRES APPLICABLES DANS LES SECTEURS 32, 33 et 34

91.5 Une intervention visée à l'article 25.5 doit répondre aux objectifs et critères suivants :

1º objectif 1 : Maintenir la typologie du lotissement d'origine.

Dans l'atteinte de l'objectif 1, le critère d'évaluation ci-après s'applique :

a) les dimensions des lots doivent tendre à maintenir le rythme de lotissement caractéristique du secteur.

2º objectif 2 : Préconiser une implantation qui conserve l'homogénéité des implantations dans le milieu d'insertion.

Dans l'atteinte de l'objectif 2, le critère d'évaluation ci-après s'applique :

a) l'implantation du nouveau volume doit maintenir un corridor visuel homogène.

3º objectif 3 : préconiser une architecture de qualité qui maintien l'uniformité visuelle du milieu.

Dans l'atteinte de l'objectif 3, les critères d'évaluation ci-après s'appliquent :

a) le concept architectural du nouveau volume doit s'harmoniser avec le milieu d'insertion et est d'expression contemporaine;
b) la cohésion est assurer entre les différentes parties du bâtiment;
c) l'ensemble des éléments architecturaux doit permettre de conserver une uniformité visuelle avec le milieu d'insertion quant, notamment, aux matériaux de revêtement extérieur et à la hauteur du bâtiment et de ses étages;
d) l'utilisation d'un assortiment de couleurs adapté au milieu d'insertion pour le revêtement extérieur est privilégié;
e) les éléments architecturaux d'origines doivent être préservés dans le cadre de la transformation ou de l'agrandissement d'une façade d'un bâtiment;
f) la transition entre le rez-de-chaussée commercial et les étages supérieurs est assurée par la mise en place de composantes architecturales telles qu'un entablement ou un bandeau et une base;
g) maximiser la transparence des vitrines commerciales situées au rez-de-chaussée afin de contribuer à l'animation du domaine public;
h) des aires de services fonctionnelles aménagés à l'intérieur du local commercial sont prévues pour entreposer les matières résiduelles.
i) des espaces de vie extérieures fonctionnelles et de qualité doivent être planifiés;
j) la visibilité et les incidences des équipements liés au bâtiment doivent être atténuées.

4º objectif 4 : Concevoir des aménagements paysagers et des aires de stationnement de qualité supérieure.

Dans l'atteinte de l'objectif 4, les critères d'évaluation ci-après s'appliquent :

a) l'utilisation de matériaux minéraux est minimisée;
b) des espaces de vie extérieures fonctionnelles et de qualité doivent être planifiés;
c) le stationnement doit être localisé et aménagé de manière à minimiser les impacts négatifs;
d) lorsque située à l'extérieur du bâtiment, l'aire d'entreposage des matières résiduelles pour l'activité commerciale est dissimulé, fonctionnel et minimise les impacts sur le domaine public;
les aires de chargement doivent être situés et être traités de manière à minimiser les impacts sur la circulation des camions et aux activités de livraison sur le milieu résidentiel.

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : H02-127**

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation		H.2	H.3					
Commerce								
Industrie								
Équipements collectifs et institutionnels								
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)								
Inférieurs au RDC								
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux		X	X					
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal								
Superficie des usages spécifiques	max (m2)							
Distance entre deux restaurants	min (m)							
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé								

CADRE BÂTI

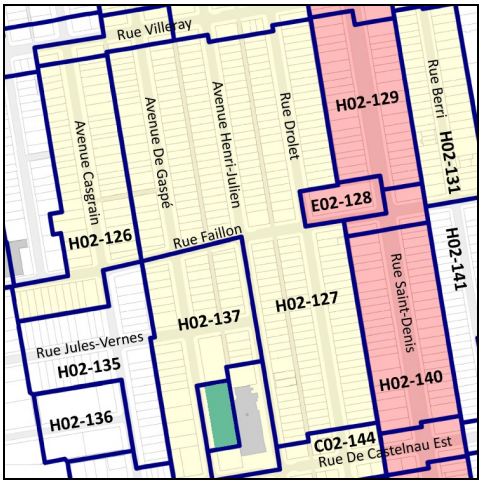
Hauteur								
En mètre	min/max (m)	0/11,5	0/11,5					
En étage	min/max	2/3	2/3					
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-	-					
Mode d'implantation	(I-J-C)	C	C					
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	35/60	35/60					
Densité	min/max	-	-					
Marges								
Avant principale	min/max (m)	2/4	2/4					
Avant secondaire	min/max (m)	0/3	0/3					
Latérale	min (m)	1,5	1,5					
Arrière	min (m)	3	3					
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40 (i)	10/40 (i)					
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	80 (i)	80 (i)					
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	A						

AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	-
Autres dispositions particulières (i) Ces normes peuvent être plus restrictives pour les interventions assujetties au Chapitre VIII du Titre II intitulé « Secteurs et immeubles d'intérêt patrimonial et bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur ».	
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	32
PAE	-

MISES À JOUR

CARTE DE LA ZONE



***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1218053019
Unité administrative responsable : Division de l'urbanisme et des services aux entreprises, Direction du développement du territoire, arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
Projet : 7552, avenue Henri-Julien - PIIA nouvelle construction

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 2 : « Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision »

Priorité 7 : « Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable »

Priorité 20 : « Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole »

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Résultats attendus pour la priorité 2 : verdissement des cours avant et arrière de la propriété et plantation d'un arbre.

Résultats attendus pour la priorité 7 : construction de 2 logements familiaux.

Résultats attendus pour la priorité 20 : contribution au renouvellement du cadre bâti par la densification douce d'une propriété sous-utilisée.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? Le verdissement d'environ 20% de la propriété visée, la plantation d'un arbre et l'exigence d'une membrane blanche pour la toiture contribueront à la réduction de l'effet d'îlot de chaleur. De plus, la majorité des espaces libres au sol seront revêtus de végétaux ou de matériaux perméables, ce qui luttera contre le ruissellement des eaux en cas de pluies abondantes.	X		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.10

2022/03/08
18:30

Dossier # : 1221385003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Statuer, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), sur les plans visant la réfection des saillies du bâtiment situé au 660, rue Villeray.

d'approuver, conformément au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (RCA06-14001), les plans 7 à 10, préparés par Zaraté Lavigne architecture et estampillés par la Direction du développement du territoire en date du 11 février 2022, visant la réfection des saillies du bâtiment situé au 660, rue Villeray.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2022-02-23 16:19

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1221385003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Statuer, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), sur les plans visant la réfection des saillies du bâtiment situé au 660, rue Villeray.

CONTENU

CONTEXTE

La présente demande vise à autoriser la réfection des saillies situées sur le mur latéral ouest du bâtiment portant le numéro civique 660, rue Villeray. Les saillies sont visibles des rues Foucher et Villeray.
Le bâtiment concerné est inclus dans la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural identifié au plan annexé au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) de l'arrondissement (RCA06-14001). En vertu de l'article 15 de ce même règlement tout permis de transformation relatif à la modification d'un élément architectural visible de la voie publique d'un bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural doit faire l'objet d'une recommandation du Comité consultatif d'urbanisme et d'une décision du conseil d'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O

DESCRIPTION

Caractéristiques de la propriété
Construit en 1931 comme résidence pour les Clercs de St-Viateur, le bâtiment visé abrite actuellement un centre communautaire. D'influence Art Déco, ce bâtiment a conservé ses caractéristiques d'origine. Il est caractérisé par sa verticalité accentuée par des retraits au niveau des fenêtres et des incrustations de pierre artificielle au niveau du couronnement.

Réglementation applicable
Zone: C02-111
Usage: mixte commercial C.2 et résidentiel H
Taux d'implantation: 35 à 70%
Hauteur: 2 à 3 étages, 12,5 mètres
Mode d'implantation: contigu
Maçonnerie: 80%
Marge avant: 0 à 4m
Marges latérales: 1,5m

Description du projet

Les travaux consistent à sabler et teindre les équerres et les doubles fascias existants de même couleur que celle d'origine. À chaque soffite de balcon une rangée de planche de bois serait retirée et remplacée par une grille linéaire afin de permettre la ventilation des balcons. Tous les garde-corps, colonnes, et planchers existants seraient remplacés par de nouveaux garde-corps, colonnes et planchers en cèdre rouge de teinture identique à ceux existants. Il en serait de même pour les marches de l'escalier situé au rez-de-chaussée.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est favorable à la présente demande et ce, pour la raison suivante :
· toutes les modifications proposées se font dans le respect des caractéristiques d'origine.

Lors de sa séance du 9 février 2022, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable par rapport à la demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Valeur approximative des travaux : 25 933$
Frais d'étude de la demande de permis : 439,00$
Frais de P.I.I.A. : 301,00$

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison de sa nature.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission du permis de transformation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à la réglementation.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roula HEUBRI
Architecte- Planification.

Tél : 868-3494
Télécop. : 868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-14

Eric GOSSET
Chef de division urbanisme et services aux entreprises

Tél : 868-3512
Télécop. : 868-4706

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1221385003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Statuer, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), sur les plans visant la réfection des saillies du bâtiment situé au 660, rue Villeray.



C02-111 Grille de zonage.pdf



Localisation du projet.pdf



PIIA- Objectifs et critères.doc



Grille_analyse_montreal_2030_660 Villeray.doc



PLans estampillés.pdf



Extrait du PV du CCU 2022-02-09.pdf

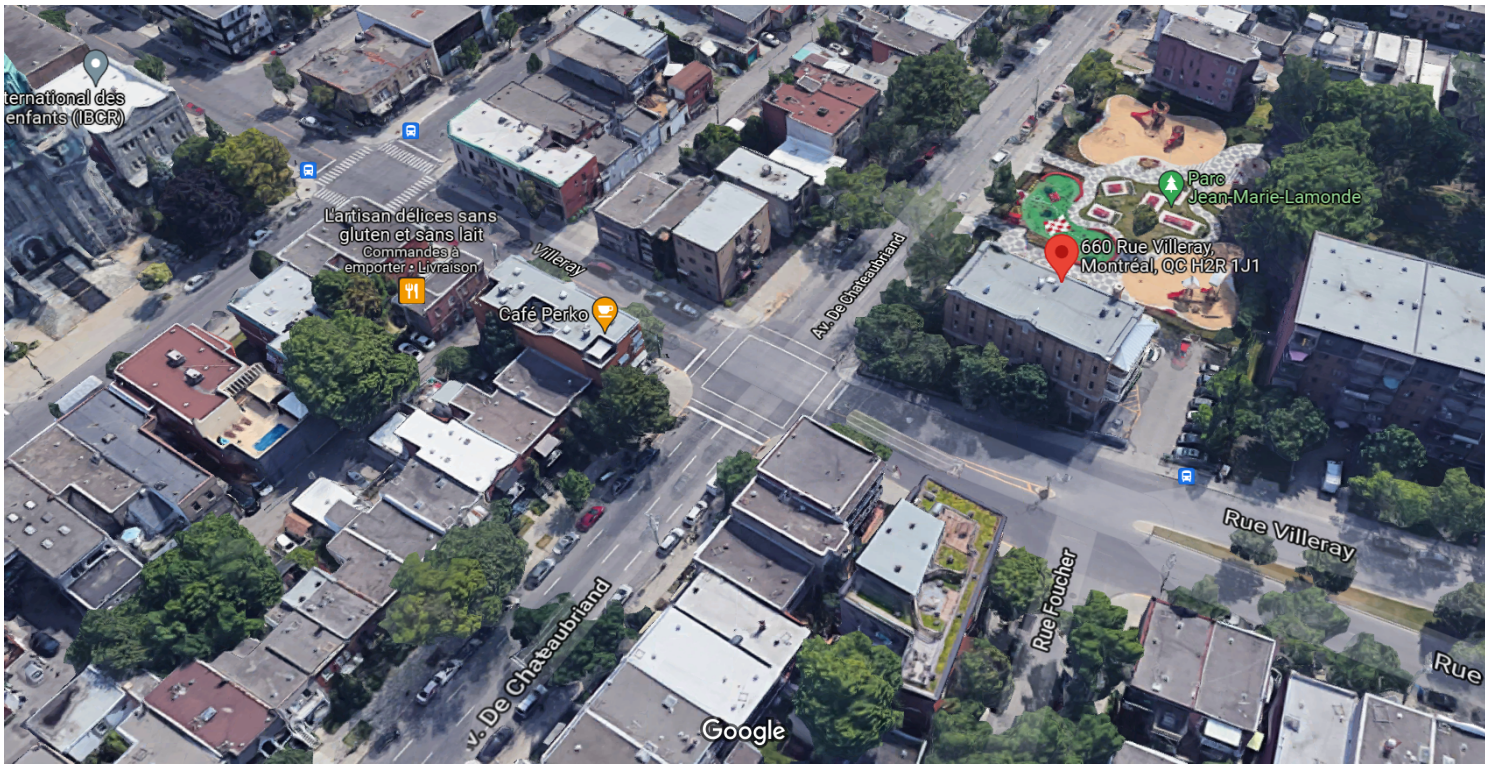
RESPONSABLE DU DOSSIER

Roula HEUBRI
Architecte- Planification.

Tél : 868-3494
Télécop. : 868-4706

6.1 PIIA : 660, rue Villeray	
Présenté par	**Invités**
Roula Heubri Architecte - Planification	Aucun
Objet	
Statuer, conformément au Règlement sur les P.I.I.A. de l'arrondissement (RCA06-14001), sur les plans visant la réfection des saillies du bâtiment situé au 660, rue Villeray.	
Commentaires	
Aucun commentaire n’a été formulé.	
CCU22-02-09-PIIA01	**Résultat : Favorable**
CONSIDÉRANT L’évaluation de la demande par le biais des critères déterminés par le P.I.I.A.; Les membres du comité recommandent au conseil d’arrondissement d’accepter la demande soumise telle que présentée. Il est proposé par Mathilde Prud’Homme appuyé par Katherine Routhier ADOPTÉ à l’unanimité.	

660 Rue Villeray



Images ©2022 Google, Images ©2022 Maxar Technologies, Données cartographiques ©2022 20 m

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

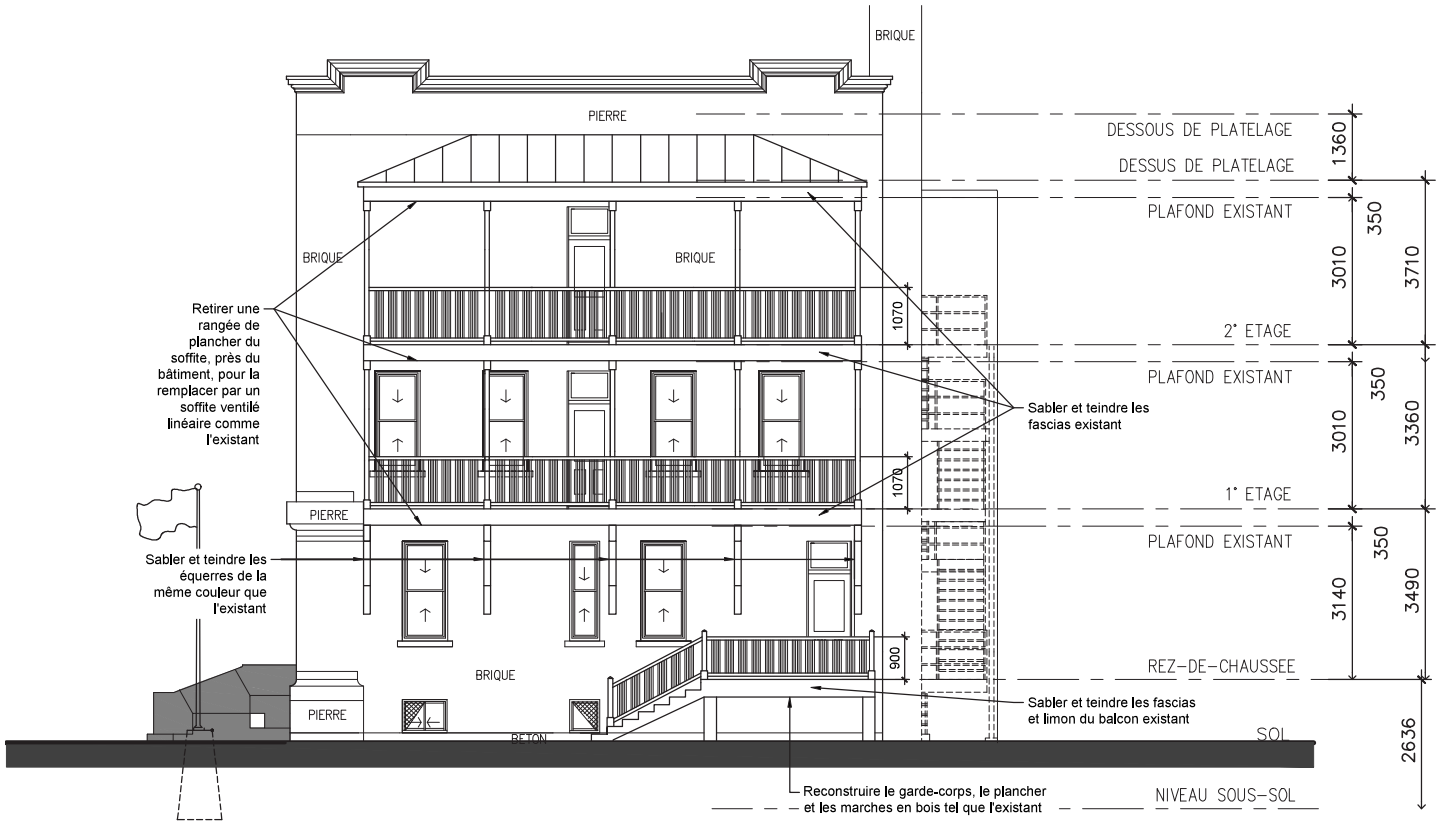
GDD : 1221385003
Date : 11 février 2022

ÉLÉVATIONS PROPOSÉES



ELEVATION RUE VILLERAY
ECHELLE: 1 : 100

ÉLÉVATIONS PROPOSÉES



ELEVATION SUD-OUEST
ECHELLE: 1 : 100

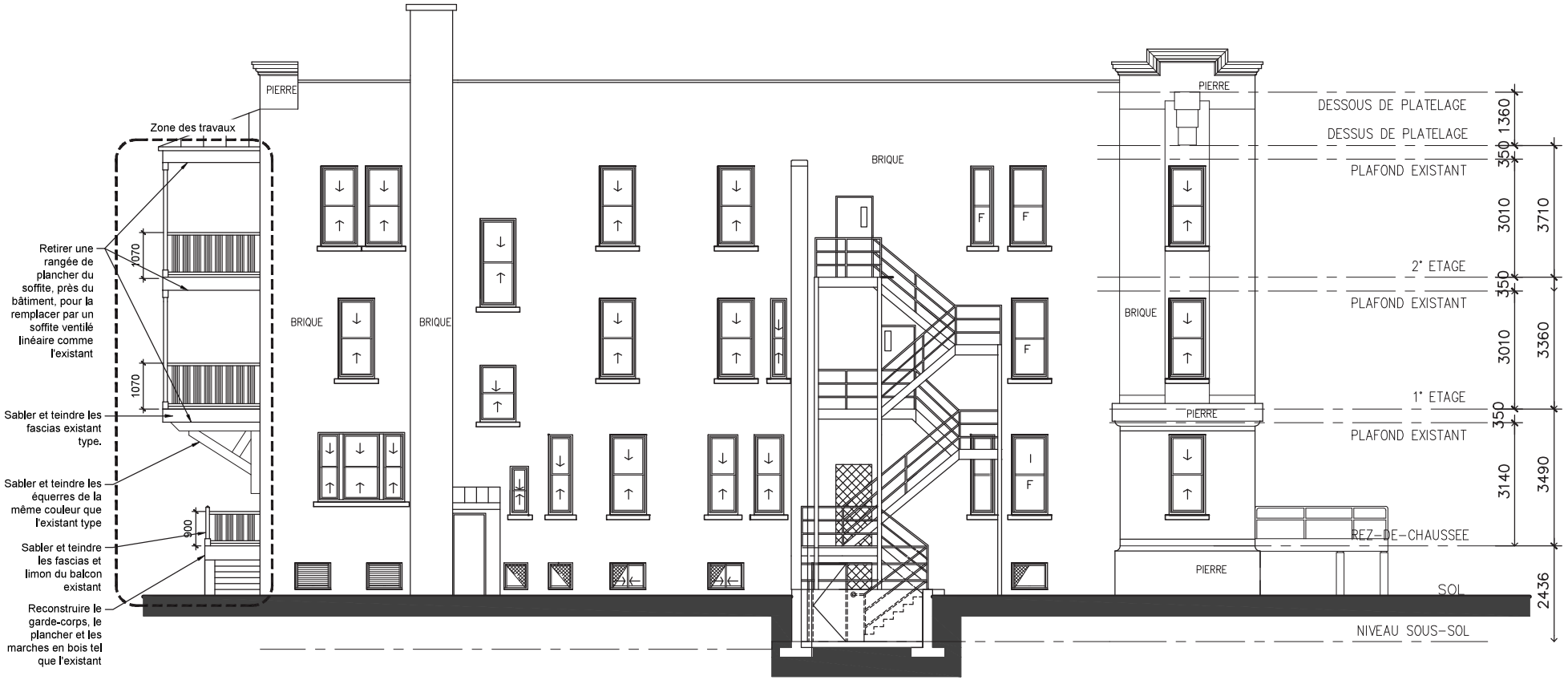
Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1221385003
Date : 11 février 2022

ÉLÉVATIONS PROPOSÉES



ELEVATION ARRIERE
ECHELLE: 1 : 100

Direction du développement du territoire

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Ville de Montréal

GDD : 1221385003
Date : 11 février 2022

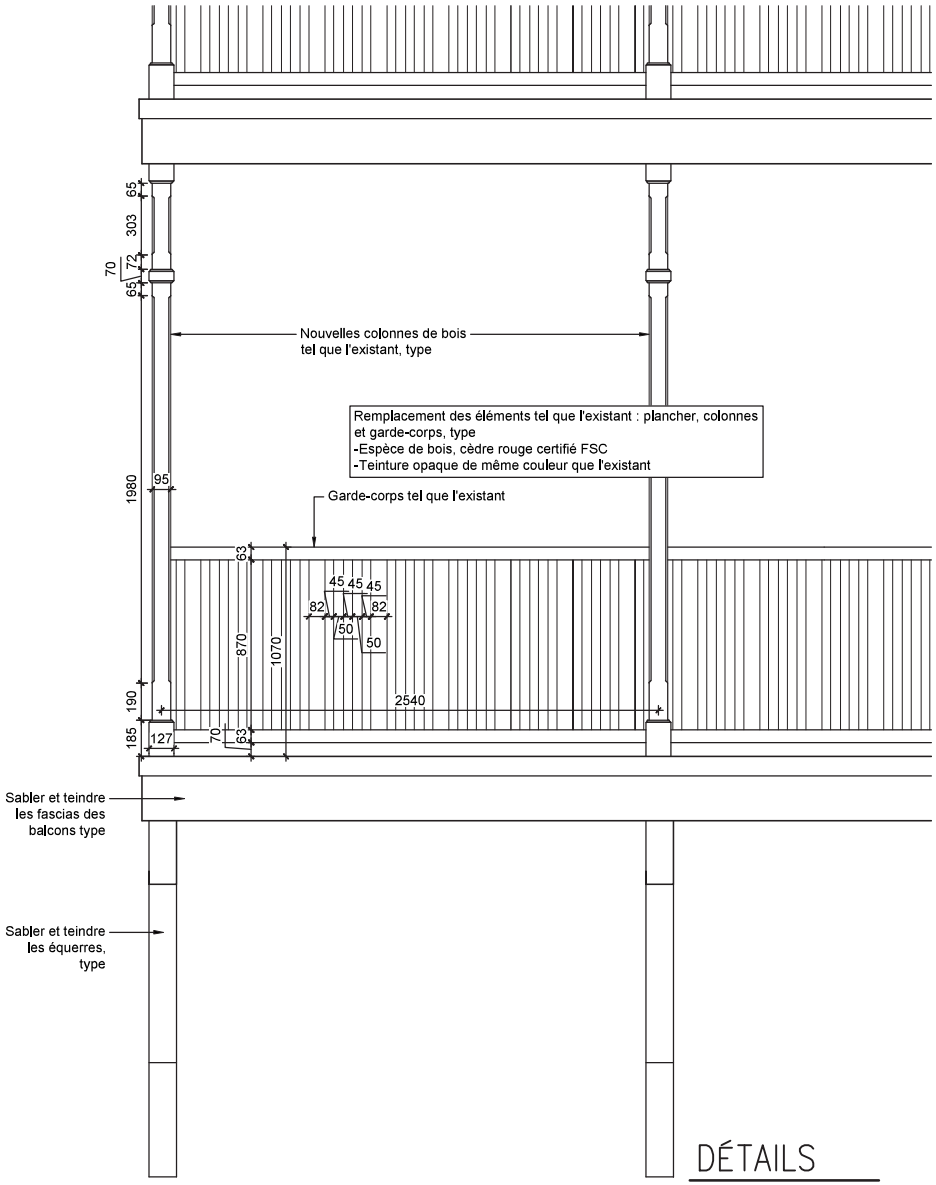
ÉLÉVATIONS PROPOSÉES



Nouveau soffite ventilé linéaire en aluminium blanc, modèle LSV8W, format 8'x2 13/16" de type Master Flow



Soffit ventilé linéaire existant



DÉTAILS

ECHELLE: 1 : 25

660 rue Villeray

OBJECTIFS ET CRITÈRES APPLICABLES À LA ZONE 27 ET AUX BÂTIMENTS D'INTERÊT PATRIMONIAL HORS SECTEUR

54.1. Une intervention visée à l'article 15.1 doit répondre aux objectifs et critères suivants :

1º objectif 1 : Maintenir la typologie du lotissement d'origine.

Dans l'atteinte de l'objectif 1, le critère d'évaluation ci-après s'applique :

a) les dimensions des lots doivent tendre à maintenir le rythme de lotissement caractéristique du secteur.

2º objectif 2 : Préconiser une implantation qui conserve l'homogénéité des implantations dans le milieu d'insertion.

Dans l'atteinte de l'objectif 2, le critère d'évaluation ci-après s'applique :

a) l'implantation du nouveau volume doit maintenir un corridor visuel homogène.

3º objectif 3 : préconiser une architecture de qualité qui maintien l'uniformité visuelle du milieu.

Dans l'atteinte de l'objectif 3, les critères d'évaluation ci-après s'appliquent :

a) le concept architectural du nouveau volume doit s'harmoniser avec le milieu d'insertion et est d'expression contemporaine;
b) l'ensemble des éléments architecturaux doit permettre de conserver une uniformité visuelle avec le milieu d'insertion quant, notamment, aux matériaux de revêtement extérieur et à la hauteur du bâtiment;
c) l'utilisation d'un assortiment de couleurs pour le revêtement extérieur doit adapter au milieu d'insertion est privilégié;
d) les éléments architecturaux d'origines doivent être préservés dans le cadre de l'agrandissement d'un bâtiment;
e) la transition entre le rez-de-chaussée commercial et les étages supérieurs est assurée par la mise en place de composantes architecturales telles qu'un entablement ou un bandeau et une base;
f) maximiser la transparence des vitrines commerciales situées au rez-de-chaussée afin de contribuer à l'animation du domaine public;
g) des aires de services fonctionnelles aménagés à l'intérieur du local commercial sont prévues pour entreposer les matières résiduelles.
h) des espaces de vie extérieures fonctionnelles et de qualité doivent être planifiés;
i) la visibilité et les incidences des équipements liés au bâtiment doivent être atténuées.

4º objectif 4 : Concevoir des aménagements paysagers et des aires de stationnement de qualité supérieure.

Dans l'atteinte de l'objectif 4, les critères d'évaluation ci-après s'appliquent :

a) l'utilisation de matériaux minéraux est minimisée;
b) des espaces de vie extérieures fonctionnelles et de qualité doivent être planifiés;

c) le stationnement doit être localisé et aménagé de manière à minimiser les impacts négatifs;
d) lorsque située à l'extérieur du bâtiment, l'aire d'entreposage des matières résiduelles pour l'activité commerciale est dissimulé, fonctionnel et minimise les impacts sur le domaine public;
e) les aires de chargement doivent être situés et être traités de manière à minimiser les impacts sur la circulation des camions et aux activités de livraison sur le milieu résidentiel.

5º objectif 5 : Les enseignes s'harmonisent à la façade principale, à l'architecture du bâtiment et au paysage urbain.

Dans l'atteinte de l'objectif 5, les critères d'évaluation ci-après s'appliquent :

a) le traitement des enseignes doit être effectué avec sobriété quant au nombre, aux dimensions, aux couleurs, à leur localisation et à leur harmonisation avec l'architecture du bâtiment.»

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : C02-111**

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation			H					
Commerce		C.2						
Industrie								
Équipements collectifs et institutionnels								
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)		X						
Inférieurs au RDC		X						
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux			X (i)					
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal								
Superficie des usages spécifiques	max (m2)	200						
Distance entre deux restaurants	min (m)	25						
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé								

CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	0/12,5	0/12,5					
En étage	min/max	2/3	2/3					
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-	-					
Mode d'implantation	(I-J-C)	C	C					
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	35/70	35/70					
Densité	min/max	-	-					
Marges								
Avant principale	min/max (m)	0/4	0/4					
Avant secondaire	min/max (m)	0/3	0/3					
Latérale	min (m)	1,5	1,5					
Arrière	min (m)	3	3					
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/100(ii)	10/40(ii)					
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	- (ii)	80 (ii)					
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	A						

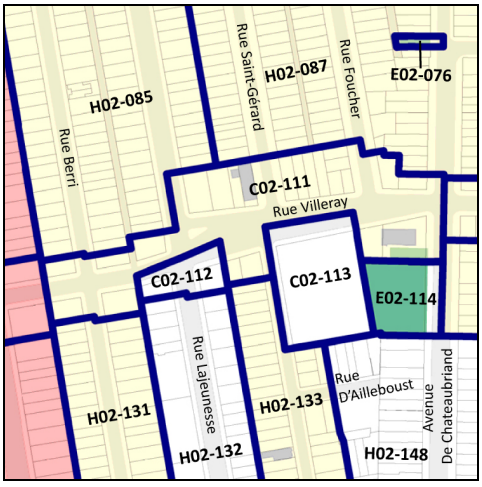
AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	665.61
Autres dispositions particulières (i) Il est interdit de transformer à des fins d'habitation un local occupé par un usage de la famille commerce, ou aménagé pour être occupé par un usage de la famille commerce, et situé au rez-de-chaussée d'un bâtiment. (ii) Ces normes peuvent être plus restrictives pour les interventions assujetties au Chapitre VIII du Titre II intitulé « Secteurs et immeubles d'intérêt patrimonial et bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur ».	
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	33
PAE	-

MISES À JOUR

01-283-108 (2021-01-19)

CARTE DE LA ZONE



***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.*

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1221385003.
Unité administrative responsable : Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises.
Projet : 660, rue Villeray.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?			*x*
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Aucune contribution.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Aucune contribution.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? Le dossier n'est pas susceptible d'accroître, maintenir ou réduire les émissions de GES.			

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.11

2022/03/08
18:30

Dossier # : 1226996001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA21-14012-1 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (exercice financier 2022) ».

d'adopter le Règlement RCA21-14012-1 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension (exercice financier 2022) ».

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2022-01-19 14:28

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226996001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA21-14012-1 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (exercice financier 2022) ».

CONTENU

CONTEXTE

Dans une perspective de transition écologique, la Direction du développement du territoire a reçu le mandat du conseil d'arrondissement d'éliminer les frais reliés à l'octroi d'un fonds de compensation, lorsque le retrait d'une unité de stationnement existante est réalisé dans l'objectif de verdir le terrain sur lequel elle est aménagée.
La Direction profite également de l'occasion pour apporter des corrections mineures à certains montants prescrits dans le Règlement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 14 0363 - 1211803009 - 14 décembre 2021 - Adopter le Règlement RCA21-14012 intitulé « Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (exercice financier 2022) ».

DESCRIPTION

L'article 554.1 du Règlement de zonage permet au conseil d'arrondissement, par ordonnance, d'exempter de l'obligation de fournir et de maintenir des unités de stationnement exigées, toute personne qui en fait la demande moyennant le paiement de la somme déterminée au Règlement sur les tarifs. La présente modification réglementaire vise à éliminer, pour certaines demandes, les frais d'étude et de compensation prescrits aux articles 8 et 13 du Règlement sur les tarifs.
La gratuité s'appliquera spécifiquement aux propriétés résidentielles comportant de 1 à 8 logements (catégorie H-1 à H-4), dans le cas du retrait d'une case de stationnement existante (intérieure ou extérieure), à la condition que cela permette de verdir le terrain visé (soit en verdissant l'espace occupé par la case et/ou la voie d'accès menant à celle-ci). À l'heure actuelle, les frais d'étude pour ce type de demande sont de 337 $, alors que les frais de compensation sont de 3 951 $ par unité de stationnement. Il est à noter que les requérants désirant se prévaloir de cette exemption de frais devront tout de même déposer une demande de permis de transformation et payer les frais associés à l'étude de ce permis (9,80 $ / 1 000 $ de travaux, minimum 149 $).

Enfin, la Direction du développement du territoire désire profiter de cette modification réglementaire pour apporter des ajustements mineurs à certains tarifs prescrits dans le

Règlement, dans le but de les arrondir. Il est donc proposé que :

- le montant perçu pour un permis de café-terrasse sur le domaine public soit établi à 52 $ au lieu de 52,20 $ (Règl. sur les tarifs, art. 50);
- le montant perçu pour le dépôt d'une demande d'étude préliminaire soit établi à 367 $ au lieu de 367,10 $ (Règl. sur les tarifs, art. 88).

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis qu'une suite favorable devrait être accordée à la demande et ce, pour les raisons suivantes :

- le retrait des frais à payer pour certaines demandes de fonds de compensation favorisera la réduction des îlots de chaleur urbains et l'augmentation du couvert végétal dans l'arrondissement;
- l'ajustement des tarifs relatifs aux permis de café-terrasse sur le domaine public et aux études préliminaires permettra de simplifier le paiement de ces types de demandes.

Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement
Ce dossier s'inscrit dans la priorité de l'arrondissement 2022, soit la transition écologique et le verdissement, en favorisant l'élimination d'aires de stationnement existantes au profit du verdissement des terrains.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ces changements tarifaires auront peu d'impacts sur l'atteinte des objectifs de recettes prévues au budget de fonctionnement de 2022.

MONTRÉAL 2030

Montréal 2030
Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 des façons suivantes :

- Priorité 1 - « Réduire de 55 % les **émissions de GES** sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050 » : le retrait d'unités de stationnement permet d'encourager les citoyens à utiliser les moyens de transport actifs et collectifs, ce qui a pour effet de diminuer les émissions de GES.
- Priorité 2 - « Enraciner la **nature en ville**, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision » : le verdissement des aires de stationnement et des voies d'accès permettra d'augmenter la présence d'espaces verts dans l'arrondissement.
- Priorité 19 - « Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une **réponse de proximité** à leurs besoins » : le retrait d'espaces de stationnement et le verdissement des propriétés contribuera à rendre les milieux de vie, tels que les ruelles, plus sécuritaires. Le retrait des tarifs à payer pour ce type de demande constitue également une réponse de proximité aux besoins des citoyens.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'entrée en vigueur du Règlement sera publiée sur le site Internet de l'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Agente de recherche

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-01-14

Eric GOSSET
Chef de division urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-354-1236
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1226996001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement RCA21-14012-1 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension (exercice financier 2022) ».




PR_RCA21-14012-1.pdfMontréal 2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Agente de recherche

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION RÈGLEMENT RCA21-14012-1

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES TARIFS DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY– SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (EXERCICE FINANCIER 2022)

Vu les articles 244.1 à 244.10 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F- 2.1);

Vu l'article 145 de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du , le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète ce qui suit:

1. Le 6e paragraphe de l'article 8 du Règlement sur les tarifs de l'arrondissement (RCA21-14012) est remplacé par le paragraphe suivant :

6° pour une unité de stationnement faisant l'objet d'une exemption visée au règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) :

a)	pour un usage de la catégorie H-1 à H-4 par unité exigée, à condition que le terrain sur lequel l'unité de stationnement est située (et/ou sa voie d'accès) soit entièrement végétalisé suite à son retrait	0 $
b)	pour un usage de la catégorie H-1 à H-4 par unité exigée, dans tout autre cas que celui mentionné au paragraphe a)	3 951,00 $
c)	pour un usage autre qu'un usage de la catégorie H-1 à H-4 par unité exigée	6 773,00 $
d)	pour un usage de la famille équipements collectifs et institutionnels dans le cadre d'une demande de permis de construction pour remplacer un bâtiment devenu dangereux ou détruit suite à un incendie	205,00 $
e)	pour un usage de la famille habitation, dans le cadre de projets de logements sociaux et abordables	205,00 $
f)	pour un usage de la famille équipements collectifs et institutionnels ayant fait l'objet d'une autorisation du conseil d'arrondissement en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA04-14003) avant le 8 mars 2016	205,00 $

2. L'article 13 est remplacé par l'article suivant :

13. Aux fins de l'étude d'un projet visé à l'article 516 ou 554.1 du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283), à l'exception d'une demande visée par le sous-paragraphe a) du paragraphe 6 de l'article 8, il sera perçu : 337,00 $

3. Le montant perçu au 1er paragraphe de l'article 50 est remplacé par le montant suivant : 52,00 $.

4. Le montant perçu à l'article 88 est remplacé par le suivant montant : 367,00 $.

5. Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

GDD : 1226996001

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]*
Projet : *[Indiquez le nom du projet.]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Le dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec plusieurs priorités Montréal 2030, soit :

- Priorité 1 : Réduire de 55 % les **émissions de GES** sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050;
- Priorité 2 : Enraciner la **nature en ville**, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision;
- Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une **réponse de proximité** à leurs besoins,

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- Priorité 1 : le retrait d'unités de stationnement permet d'encourager les citoyens à utiliser les moyens de transport actifs et collectifs, ce qui a pour effet de diminuer les émissions de GES.
- Priorité 2 : le verdissement des aires de stationnement et des voies d'accès permettra d'augmenter la présence d'espaces verts dans l'arrondissement.
- Priorité 19 : le retrait d'espaces de stationnement et le verdissement des propriétés contribuera à rendre les milieux de vie, tels que les ruelles, plus sécuritaires. Le retrait des tarifs à payer pour ce type de demande constitue également une réponse de proximité aux besoins des citoyens.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 1er février 2022	Avis de motion: CA22 14 0039

Avis de motion et dépôt du projet de Règlement RCA21-14012-1 intitulé : « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (exercice financier 2022) ».

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par la mairesse de l'arrondissement, Laurence Lavigne Lalonde et dépôt du projet de règlement pour adoption, à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du Règlement RCA21-14012-1 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (exercice financier 2022) ».

40.12 1226996001

Laurence LAVIGNE LALONDE
_____
Mairesse d'arrondissement

Lyne DESLAURIERS
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 2 février 2022

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.12

2022/03/08
18:30

Dossier # : 1226996002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA02-14002-5 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le comité consultatif d'urbanisme » afin d'apporter une modification au nombre de membres constituant le comité.

d'adopter le Règlement RCA02-14002-5 intitulé : « Règlement modifiant le Règlement sur le comité consultatif d'urbanisme » afin d'apporter une modification au nombre de membres constituant le comité.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2022-02-23 16:20

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226996002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA02-14002-5 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le comité consultatif d'urbanisme » afin d'apporter une modification au nombre de membres constituant le comité.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction du développement du territoire a reçu le mandat de modifier le Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme RCA02-14002 afin d'apporter une modification au nombre de membres le constituant. Le conseil souhaite nommer un deuxième membre élu pour assister aux séances du comité consultatif d'urbanisme.
Étant donné que les membres du comité consultatif d'urbanisme sont également appelés à siéger au comité de démolition, un projet de règlement modifiant le Règlement régissant la démolition d'immeubles de l'arrondissement est soumis simultanément au conseil d'arrondissement (GDD numéro 1226996003).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA13 14 0253 - 1131010015 - 2 juillet 2013 : Adopter le Règlement RCA02-14002-4 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension ».

DESCRIPTION

Le comité consultatif d'urbanisme (CCU) a pour mandat d'étudier les demandes au sujet de l'aménagement et de l'urbanisme et de formuler des recommandations pour faciliter la prise de décision par l'arrondissement. Les membres du CCU siègent également sur le comité de démolition de l'arrondissement.
Le CCU est composé de 9 membres citoyens (6 membres réguliers et 3 membres suppléants) qui sont résidents de l'arrondissement et qui ont un intérêt ou une expertise dans les domaines de l'urbanisme, l'architecture, l'architecture de paysage et l'aménagement. Le comité comporte également un président et un président suppléant nommés parmi les élus de l'arrondissement.

La modification réglementaire est à l'effet d'ajouter un membre supplémentaire qui sera nommé comme vice-président du CCU. Ce poste sera occupé par un élu de l'arrondissement. Ainsi, deux élus siégeront aux séances du comité. Par conséquence, le quorum passera de quatre à cinq membres, ce qui implique qu'au moins 3 membres citoyens devront être présents lors des séances (comme c'est le cas actuellement).

Enfin, la Direction du développement du territoire en profite pour modifier l'article 20 du Règlement qui stipule qu'en l'absence du président, une réunion est présidée par un membre désigné par les membres du comité. Dans les faits, c'est le président suppléant qui préside les réunions du CCU en l'absence du président.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis que la modification réglementaire proposée est justifiée, puisque cela permettra au conseil d'arrondissement de nommer un membre supplémentaire pour assister aux séances du comité consultatif d'urbanisme et du comité de démolition.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

En raison de la nature du dossier décisionnel, les priorités de Montréal 2030, les engagements en matière de changements climatiques et les engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle ne s’appliquent pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du règlement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Agente de recherche

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-16

Eric GOSSET
Chef de division urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-354-1236
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1226996002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement RCA02-14002-5 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le comité consultatif d'urbanisme » afin d'apporter une modification au nombre de membres constituant le comité.



RCA02-14002-5_CCU-PROJET.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Agente de recherche

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT
RCA02-14002-5

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LE COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME (RCA02-14002)

Vu l'article 146 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q. c. A-19.1);

Vu l'article 132 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4);

À sa séance du , le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète ce qui suit:

1. L'article 3 du Règlement sur le comité consultatif d'urbanisme (RCA02-14002) est modifié par :

1° le remplacement, au premier alinéa, du chiffre « 11 » par le chiffre « 12 » ;

2° le remplacement, au paragraphe 1°, des mots « 1 membre » par les mots « 2 membres » et du mot « agit » par le mot « agissent » ;

3° l'ajout, à la fin du paragraphe 1°, après le mot « président », des mots « et vice-président ».

2. L'article 18 du Règlement est modifié par le remplacement du mot « quatre » par le mot « cinq » ;

3. L'article 20 du Règlement est modifié par le remplacement des mots « un membre désigné par les membres du comité » par les mots « le président suppléant ».

4. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

GDD : 1226996002

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.13

2022/03/08
18:30

Dossier # : 1226996003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA04-14007-6 intitulé « Règlement modifiant le Règlement régissant la démolition d'immeubles de l'arrondissement » afin d'apporter une modification à la disposition concernant le secrétaire du comité d'étude des demandes de démolition.

d'adopter le Règlement RCA04-14007-6 intitulé : « Règlement modifiant le Règlement régissant la démolition d'immeubles de l'arrondissement » afin d'apporter une modification à la disposition concernant le secrétaire du comité d'étude des demandes de démolition.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2022-02-23 16:21

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1226996003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement RCA04-14007-6 intitulé « Règlement modifiant le Règlement régissant la démolition d'immeubles de l'arrondissement » afin d'apporter une modification à la disposition concernant le secrétaire du comité d'étude des demandes de démolition.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction du développement du territoire a reçu le mandat de nommer un deuxième membre élu pour assister aux séances du comité consultatif d'urbanisme. Étant donné que les membres du comité consultatif d'urbanisme sont également appelés à siéger au comité d'étude des demandes de démolition (ci-après nommé comité de démolition), un projet de règlement modifiant le Règlement régissant la démolition d'immeubles de l'arrondissement est soumis au conseil d'arrondissement, afin de modifier une disposition portant sur le secrétaire du comité de démolition.
Le projet de règlement modifiant le Règlement sur le comité consultatif d'urbanisme est soumis simultanément au conseil d'arrondissement (GDD numéro 1226996002).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA20 14 0142 - 1198053016 - 4 mai 2020 : Adopter, avec modifications, le Règlement RCA04-14007-5 intitulé « Règlement modifiant le Règlement régissant la démolition d'immeubles de l'arrondissement ».

DESCRIPTION

Un projet de règlement est soumis au conseil d'arrondissement, afin de nommer un 2e membre élu au comité consultatif d'urbanisme (CCU). Or, en vertu de l'article 2 du Règlement régissant la démolition d'immeubles de l'arrondissement, les membres du CCU sont nommés au comité de démolition.
Toutefois, à l'article 3 du Règlement régissant la démolition d'immeubles de l'arrondissement, il est indiqué que *: « Le président agit à titre de secrétaire du comité. Il soumet ses recommandations sur les demandes mais n'a pas droit de vote. »* . Étant donné que 2 élus seront maintenant nommés au comité, il apparaît plus cohérent qu'ils aient tous les deux le droit de vote. De plus, malgré cette disposition du Règlement, dans la pratique, c'est le secrétaire du CCU qui agit comme secrétaire du comité de démolition, et non, le président.

Ainsi, la Direction propose de modifier l'article 3 de façon à donner au directeur ou à son représentant le rôle de secrétaire du comité. Cela aura pour effet d'accorder le droit de vote

aux 2 membres élus, soit le président et le vice-président.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis que la modification réglementaire proposée est justifiée, puisque cela permettra d'accorder au président et au vice-président des rôles et pouvoirs équivalents lorsqu'ils devront statuer sur des demandes de démolition d'immeuble.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

En raison de la nature du dossier décisionnel, les priorités de Montréal 2030, les engagements en matière de changements climatiques et les engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle ne s'appliquent pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du règlement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Agente de recherche

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-16

Eric GOSSET
Chef de division urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438-354-1236
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1226996003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le Règlement RCA04-14007-6 intitulé « Règlement modifiant le Règlement régissant la démolition d'immeubles de l'arrondissement » afin d'apporter une modification à la disposition concernant le secrétaire du comité d'étude des demandes de démolition.



RCA04-14007-6_Démolition-PROJET.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ROBITAILLE
Agente de recherche

Tél : 514 872-7180
Télécop. :

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT
RCA04-14007-6

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RÉGISSANT LA DÉMOLITION D'IMMEUBLES DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION (RCA04-14007)

Vu les articles 412.1 à 412.26 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19);

Vu l'article 169 de l'Annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C- 11.4);

À sa séance du , le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète ce qui suit:

1. L'article 3 du Règlement régissant la démolition d'immeubles de l'arrondissement (RCA04-14007) est remplacé par le suivant :

Le directeur ou son représentant agit à titre de secrétaire du comité mais n'a pas droit de vote.

2. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

GDD : 1226996003

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.14

2022/03/08
18:30

Dossier # : 1226495002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de Règlement RCA14-14001-4 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur l'occupation périodique du domaine public par un café-terrasse ou un placottoir (RCA14-14001) » afin de modifier les zones d'autorisation, mettre à jour l'Annexe 1 et les normes d'aménagement.

d'adopter le projet de Règlement RCA14-14001-4 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur l'occupation périodique du domaine public par un café-terrasse ou un placottoir (RCA14-14001) » afin de modifier les zones d'autorisation, mettre à jour l'Annexe 1 et les normes d'aménagement.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2022-02-23 16:22

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1226495002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de Règlement RCA14-14001-4 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur l'occupation périodique du domaine public par un café-terrasse ou un placottoir (RCA14-14001) » afin de modifier les zones d'autorisation, mettre à jour l'Annexe 1 et les normes d'aménagement.

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement désire ajuster les normes d'aménagement pour les cafés-terrasses et les placottoirs afin d'aider les commerçants à dynamiser l'activité commerciale.
Un projet de modification du Règlement sur l'occupation périodique du domaine public par un café-terrasse ou un placottoir (RCA14-14001) est donc déposé pour adoption au conseil d'arrondissement.

Un projet de modification de zonage est également déposé simultanément pour harmoniser certaines normes concernant les cafés-terrasses sur le domaine privé (GDD 1226495005).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

RCA14-14001-3 - GDD 1206495002 - 18 juin 2020 - Adopter le Règlement RCA14-14001-3 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur l'occupation périodique du domaine public par un café-terrasse » afin d'ajuster les normes d'aménagement, ajouter la notion de placottoir et permettre la modification des normes d'aménagement par ordonnance.

DESCRIPTION

Le projet de modification propose d'élargir l'autorisation des cafés-terrasses sur le domaine public aux restaurants et épicerie (crèmerie) qui sont en droits acquis et situés en secteur résidentiel. Une modification similaire est également proposée pour les placottoirs. Cette autorisation serait assujettie à des normes d'aménagements particulières, notamment à un maximum de 24 places assises.
L'annexe 1 contenant les normes d'aménagement sera également mise à jour afin de donner plus de flexibilité quant à certains matériaux et aux couleurs des cafés-terrasses. La section sur l'éclairage est également ajustée pour autoriser une alimentation électrique aérienne pour tous les types de cafés-terrasses et ainsi permettre plus de flexibilité pour ces équipements.

Finalement, la section sur les placottoirs est ajustée afin de les autoriser également sur le trottoir et les normes d'aménagement sont modifiées en conséquence.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis que les modifications proposées sont justifiées et permettront de dynamiser l'activité commerciale en bonifiant l'offre des cafés-terrasses tout en contrôlant leur qualités ainsi que les nuisances sur le territoire.
Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement
Ce projet s'inscrit dans les priorités de l'arrondissement 2022, soit les services aux citoyennes et citoyens, notamment par une meilleure flexibilité et compréhension des normes visant les cafés-terrasses et la possibilité pour les commerçants locaux de bonifier l'offre en espaces extérieurs de qualité pour la période estivale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 de la façon suivante :

- Priorité 19 - « Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins» : Bonification de l'offre en espaces extérieurs de qualité pour la période estivale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le report de l'adoption du règlement aurait pour effet de retarder l'émission de certains permis de cafés-terrasses pour la saison 2022.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Publication de l'entrée en vigueur du Règlement sur le site internet de l'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève BOUCHER
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7932
Télécop. : 514 868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-18

Eric GOSSET
Chef de division urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438 354-1236
Télécop. : 514 868-4706

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1226495002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le projet de Règlement RCA14-14001-4 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur l'occupation périodique du domaine public par un café-terrasse ou un placottoir (RCA14-14001) » afin de modifier les zones d'autorisation, mettre à jour l'Annexe 1 et les normes d'aménagement.



PR_RCA14-14001-4_2022-03-08.docx



PR_RCA14-14001-4_Annexe A_2022-03-08.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève BOUCHER
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7932
Télécop. : 514 868-4706

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT
RCA14-14001-4

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR L'OCCUPATION PÉRIODIQUE DU DOMAINE PUBLIC PAR UN CAFÉ-TERRASSE OU UN PLACOTTOIR

À sa séance du _____ 2022, le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète:

1. L'article 11 du règlement sur l'occupation périodique du domaine public par une café-terrasse ou un placottoir, est modifié en remplaçant le chiffre «6» par le chiffre «7».

2. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 17.2, de l'article 17.3 suivant:

« **17.3** Malgré l'article 17.1, un café-terrasse peut être autorisé pour un local bénéficiant d'un droit acquis pour un usage épicerie (crèmerie) ou restaurant en secteur résidentiel. Son aménagement doit respecter les normes et les horaires particuliers édictés à l'Annexe 1 du présent règlement.

Si le local auquel le café-terrasse est relié perd ses droits acquis sur l'usage épicerie (crèmerie) ou restaurant, le permis de café-terrasse ne pourra plus être renouvelé. »

3. L'article 18.1 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **18.1** Un placottoir peut être autorisé dans toutes les zones de l'arrondissement s'il est rattaché à une institution, à un organisme communautaire ou socioculturel ou à un commerce, à l'exception d'un débit de boissons alcoolique.

Si un local situé en secteur résidentiel auquel un placottoir est relié perd ses droits acquis sur l'usage, le permis pour le placottoir ne pourra plus être renouvelé. »

4. L'Annexe 1 de ce règlement est remplacée par l'Annexe 1 du présent règlement.

GDD 1226495002
Avis de motion :

ANNEXE 1
NORMES POUR L'AMÉNAGEMENT ET L'OCCUPATION D'UN CAFÉ-TERRASSE ET D'UN PLACOTTOIR

Les normes d'aménagement et d'occupation suivantes s'appliquent pour les café-terrasses et les placottoirs sur le territoire de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

Un café-terrasse qui a fait l'objet d'une autorisation par le passé et qui devient non conforme suite à des modifications aux normes du présent règlement peut faire l'objet d'une demande de renouvellement à l'identique ou d'une nouvelle demande visant à modifier le café-terrasse tant que la dérogation et la nuisance sur le milieu ne sont pas accentuées.

Des conditions additionnelles en lien avec des directives émises par la Direction de la santé publique pourraient être exigées avant l'émission d'un permis d'occupation du domaine public.

SECTION A
NORMES POUR L'AMÉNAGEMENT ET L'OCCUPATION D'UN CAFÉ-TERRASSE

LOCALISATION

Un café-terrasse doit être implanté dans la partie du domaine public située dans le prolongement de la façade de l'établissement auquel il est rattaché. Il peut être implanté en terrasse, contre-terrasse et sur la chaussée.

Malgré le premier alinéa, un empiétement maximal de 50% sur la partie en front d'une façade adjacente à l'établissement est autorisé lorsque la propriété voisine comporte un local commercial au rez-de-chaussée, et que le propriétaire concerné consent par écrit à cet empiétement. Ce consentement écrit doit couvrir la durée de l'autorisation de l'occupation du domaine public à des fins de café-terrasse et doit être renouvelé advenant le changement de propriétaire de la propriété voisine.

Un établissement situé à une intersection peut, en plus ou en sus de celle autorisée sur la rue commerciale, aménager un café-terrasse sur le domaine public dans le prolongement de la rue résidentielle. La capacité maximale de la ou des terrasses autorisées est de 30 m2 pour un maximum de 24 places. L'aménagement de cette terrasse doit faire l'objet d'une recommandation au comité consultatif d'urbanisme.

Dans le cas d'une demande de terrasse temporaire commune, lorsque autorisée dans le contexte de la COVID-19 par l'arrondissement, un café-terrasse peut être situé devant un autre établissement que ceux qu'ils desservent avec l'accord des propriétaires riverains.

Les autorisations demandées aux alinéas 2 et 4 doivent être renouvelées à chaque saison.

PÉRIODES D'OCCUPATION

Un café-terrasse ne peut être occupé qu'aux heures suivantes :

a) entre 9 :00 heures et 23 :00 heures pour un café-terrasse aménagé dans une zone commerciale des catégories C.3 ou C.4, telles que définies au règlement de zonage 01-283;
b) entre 9 :00 heures et 22 :00 heures pour tout autre emplacement où est autorisé l'aménagement d'un café-terrasse, en vertu des dispositions du présent règlement;

En dehors des heures autorisées d'occupation, le mobilier du café-terrasse doit être rangé de manière à ne pas pouvoir être utilisé, à ne pas excéder le périmètre de l'occupation du domaine public autorisé et à ne pas compromettre la sécurité du public.

EXIGENCES GÉNÉRALES D'UTILISATION

- Les spectacles, l'usage d'appareils sonores ainsi que la cuisson d'aliments sont interdits sur un café-terrasse.
- Les équipements alimentés au gaz sont interdits sur un café-terrasse.
- Le site du café-terrasse, incluant un périmètre extérieur d'un minimum de 2 mètres, ainsi que l'ensemble des équipements utilisés pour l'exploitation doivent être maintenus propres et en bon état en tout temps.

EXIGENCES DE CONSTRUCTIONS ET D'AMÉNAGEMENT

Le café-terrasse doit être aménagé de manière accessible, sécuritaire et confortable pour tout type de clientèle et respecter les conditions suivantes :

- un passage piétonnier continu d'une largeur minimale de 1,5 mètre doit être maintenu dégagé et accessible en tout temps sur toute sa longueur;
- un espace d'au moins 1 mètre doit être laissé libre au pourtour d'une borne d'incendie;
- un espace d'au moins 0,5 mètre doit être laissé libre au pourtour de tout autre mobilier urbain; pour une implantation en contre-terrasse, un dégagement de 0,5 mètre doit être laissé libre entre le mobilier de la terrasse et la chaussée.
- un café-terrasse implanté en contre-terrasse ou sur la chaussée ne peut être situé à moins de 5 mètres de la courbe de la chaussée à une intersection;
- aucun accès à un bâtiment ne doit être obstrué et un dégagement d'une largeur minimale de 1,2 mètre doit relier cet accès au passage piétonnier;
- aucune plate-forme de plus de 200 millimètres de hauteur n'est autorisée pour un café-terrasse aménagé en terrasse ou en contre-terrasse;
- pour une plateforme aménagée en contre-terrasse et en chaussée, la section sur le trottoir ne pas dépasser 200 millimètres de hauteur;
- une plate-forme doit être faite de planches de bois non traité, de bois traité brun, de contreplaqué à surface régulière, de métal ou de lattes de plastique recyclé et munie d'un garde-corps d'une hauteur maximale de 0,90 mètre;

- la plate-forme doit être aménagée de façon à être accessible aux personnes à mobilité réduite;
- la plate-forme doit être ceinturée d'un garde-corps;
- un garde-corps doit être ajouré à un minimum de 50% de sa surface, en bois non traité, en bois traité brun ou en acier;
- le mobilier doit être robuste, durable, conçu pour l'extérieur et suffisamment lourd pour éviter d'être renversé par le vent;
- toute surface de bois doit être peinte, teinte ou huilée;
- le café-terrasse doit présenter une composante végétale importante;
- les boîtes à fleurs accrochées aux garde-corps doivent être solidement fixées à la main courante et ne pas constituer une nuisance pour les usagers de l'espace public;
- l'installation de poubelles, dont les matériaux utilisés et leurs couleurs s'harmonisent avec le bâtiment et le café-terrasse, est autorisée à l'intérieur d'un café-terrasse;

Pour des café-terrasses temporaires autorisées dans le contexte de la COVID-19, des cloisons transparentes d'une hauteur maximale de 2,8 mètres peuvent être autorisées si elles ont pour but de répondre à des enjeux de santé publique. Ces aménagements devront être retirés lorsque ces mesures ne seront plus jugées nécessaires pour la santé publique.

ÉCLAIRAGE

Une unité d'éclairage est autorisée uniquement pour un café-terrasse, sur une table, sur le garde-corps, sur la structure d'un élément de recouvrement ou sur un poteau ou un piquet délimitant le café-terrasse d'une hauteur maximale de 2,8 mètres aux conditions suivantes :

- ne pas excéder la superficie du café-terrasse;
- doit s'harmoniser avec le café-terrasse;
- s'il comporte un fil d'alimentation, celui-ci doit être à une hauteur minimale de 2,8 mètres à partir du sol;
- le fil d'alimentation doit être solidement ancré;
- aucun fil ne doit longer le plancher du café-terrasse;
- le fil ne doit pas constituer un obstacle pour les usagers à l'intérieur et à l'extérieur du café-terrasse;
- émettre une luminosité continue blanche ou jaune sans alternance de couleur et d'intensité;
- limiter la diffusion lumineuse à l'extérieur du périmètre du café-terrasse;
- ne pas être nuisible pour un logement situé à proximité;
- être éteinte après la fermeture du café-terrasse;
- ne pas obstruer la signalisation.

De plus, l'éclairage en hauteur est autorisé uniquement lorsqu'un café-terrasse se trouve sur une plateforme. Les piquets et les poteaux utilisés doivent être en métal ou en bois et doivent s'harmoniser avec l'aménagement. Ils ne doivent en aucun temps être recouverts ou servir à fermer les côtés latéraux du café-terrasse.

CHAUFFAGE

Un système de chauffage électrique peut être autorisé sur un café-terrasse implanté en terrasse (attenant au bâtiment) seulement, conformément aux exigences suivantes :

- aucun système de chauffage et ses composantes ne doivent être fixés ou ancrés dans le revêtement extérieur d'un bâtiment;
- les fils reliant le bâtiment au système de chauffage ne doivent pas être visibles de la rue;
- aucun fil ne doit longer le plancher du café-terrasse;
- ne pas constituer un obstacle pour les usagers à l'intérieur et à l'extérieur du café-terrasse;
- ne pas excéder la superficie du café-terrasse;
- être retiré du domaine public après la fermeture du café-terrasse;
- ne pas dépasser une hauteur de 2,4 mètres à partir du plancher du café-terrasse.

ÉCRAN SOLEIL

Un écran soleil au-dessus d'un café-terrasse peut être autorisé aux conditions suivantes :

- il doit faire l'objet d'une autorisation de l'arrondissement;
- il doit être accroché à l'horizontal à des supports qui ont une hauteur maximale de 2,8 mètres;
- Doit être aménagé de façon à permettre l'arrosage d'arbres sur le domaine public, le cas échéant;
- il doit être fait de matériaux flexibles et ajourés;
- aucun logo ou affichage commercial n'est autorisé sur l'écran soleil ou sa structure;
- l'autorisation accordée est temporaire et peut être retirée si une telle installation nuit à la visibilité ou au commerce voisin.

SECTION B
CONDITIONS PARTICULIÈRES POUR L'AMÉNAGEMENT D'UN CAFÉ-TERRASSE EMPIÉTANT SUR LA CHAUSSÉE

Une autorisation d'occuper le domaine public par un café-terrasse implanté en tout ou en partie sur la chaussée est conditionnelle au respect, en outre de toute norme imposée par le présent règlement, au respect des normes suivantes :

- une plate-forme respectant les normes générales de la section A doit obligatoirement être installée;
- malgré la norme générale, le garde-corps faisant face à la voie de circulation peut présenter une surface pleine sur une hauteur maximale de 0,6 mètre;
- si la plateforme n'est pas à niveau avec le trottoir, celle-ci doit avoir une rampe d'accessibilité universelle avec une inclinaison de 1:12, une largeur minimale de 87 centimètres et être faite d'un matériau antidérapant;

- un rayon de 1,5 mètre doit être libre d'obstacle à l'entrée de la terrasse ou au haut de la rampe d'accès et une table doit être aménagée de façon à pouvoir accueillir une personne à mobilité réduite;
- l'installation de la plate-forme ne doit impliquer aucun percement ou enlèvement du pavé existant et doit permettre l'écoulement des eaux de pluie;
- le café-terrasse ne peut empiéter de plus de 2 mètres sur la chaussée, mesuré à partir de la bordure du trottoir;
- un café-terrasse ne peut être aménagé dans une zone où des périodes d'interdiction de stationnement s'appliquent, à l'exception des interdictions rattachées aux périodes d'entretien saisonnier;
- pour un café-terrasse aménagé en tout ou en partie sur la chaussée, des bacs de plantation doivent être installés sur la chaussée, de part et d'autre du café-terrasse et perpendiculairement à la bordure de trottoir;
- des bandes réfléchissantes devront être installées aux extrémités et entretenues en tout temps afin d'assurer la visibilité du café-terrasse le soir.

Malgré les normes ci-dessus, dans le cadre d'une piétonisation d'une rue par l'arrondissement, en plus de respecter les conditions d'aménagement générales, un café-terrasse pourra être agrandi sur la chaussée face à un établissement en respectant les conditions suivantes :

- un corridor rectiligne d'un minimum de 6 m de large libre de tout objet doit être maintenu en tout temps dans la rue ;
- peut être aménagée directement sur la chaussée, sans plateforme.

SECTION C
CONDITIONS PARTICULIÈRES POUR L'AMÉNAGEMENT D'UN CAFÉ-TERRASSE EN SECTEUR RÉSIDENTIEL

L'aménagement d'un café-terrasse en secteur résidentiel doit respecter toute les normes d'aménagement et d'occupation prescrites aux sections A et B sous réserve des adaptations et exigences supplémentaires ci-dessous.

Si le local auquel le café-terrasse est relié perd ses droits acquis sur l'usage restaurant ou épicerie (crèmerie), le permis de café-terrasse ne pourra plus être renouvelé.

LOCALISATION

Un café-terrasse autorisé dans un secteur résidentiel doit être implanté dans la partie du domaine public située dans le prolongement de la façade de l'établissement auquel il est rattaché. Il ne peut en aucun cas empiéter devant une propriété voisine.

Il peut être implanté en contre-terrasse et sur la chaussée.

PÉRIODES D’OCCUPATION

Un café-terrasse en secteur résidentiel ne peut être occupé qu’aux heures suivantes :

- entre 9 :00 heures et 22 :00 heures pour tout autre emplacement où est autorisé l’aménagement d’un café-terrasse, en vertu des dispositions du présent règlement.

EXIGENCES DE CONSTRUCTIONS ET D’AMÉNAGEMENT

- La superficie maximale du café-terrasse est de 30 m2 pour une capacité de 24 places maximum.

SECTION D
NORMES POUR L’AMÉNAGEMENT D’UN PLACOTTOIR

LOCALISATION

Un placottoir doit être installé devant un commerce - à l’exception d’un débit de boisson, une institution, un organisme communautaire ou socio-culturel, un parc ou un terrain vacant.

EXIGENCES GÉNÉRALES D’UTILISATION

- Les spectacles, l’usage d’appareils sonores ainsi que tout service d’aliment et de boisson sont interdits sur un placottoir.
- La consommation d'alcool y est interdite.
- Le site du placottoir, incluant un périmètre extérieur d’un minimum de 2 mètres, ainsi que l’ensemble des équipements utilisés pour l’exploitation doivent être maintenus propres et en bon état en tout temps.
- Les équipements alimentés au gaz sont interdits sur un placottoir.
- Aucun équipement d’éclairage ou de chauffage n’est autorisé.

PÉRIODES D’OCCUPATION

Un placottoir ne peut être occupé qu’aux heures suivantes :

a) entre 9 :00 heures et 23 :00 heures pour un café-terrasse aménagé dans une zone commerciale des catégories C.3 ou C.4, telles que définies au règlement de zonage 01-283;
b) entre 9 :00 heures et 22 :00 heures pour tout autre emplacement où est autorisé l’aménagement d’un placottoir, en vertu des dispositions du présent règlement;

EXIGENCES DE CONSTRUCTIONS ET D’AMÉNAGEMENT

Un placottoir doit se conformer aux mêmes conditions de construction et d’aménagement qu’un café-terrasse tel qu’identifié à la section B. Les conditions spécifiques suivantes s’appliquent également :

- le placottoir doit avoir une composante végétale;
- le placottoir doit être ceinturé d’un garde-corps ou tout autre élément, sauf le long du trottoir;
- une affiche indiquant le caractère public du lieu doit être apposée sur les côtés extérieurs latéraux, de façon visible, aucune publicité n’est autorisée;
- tous les éléments du placottoir, incluant le mobilier, doivent être fixés à la plateforme. Dans le cas où il n’y a pas de plateforme, le mobilier doit être assez lourd pour ne pas être déplacé. Aucun élément amovible n’est autorisé.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.15

2022/03/08
18:30

Dossier # : 1226495005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de Règlement 01-283-113 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) » afin de changer les limites des zones commerciales situées aux abords des intersections de la rue Saint-Denis et de permettre les cafés-terrasses sur les terrains privés dans un plus grand nombre de zones commerciales de l'arrondissement.

d'adopter le projet de Règlement 01-283-113 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) » afin de changer les limites des zones commerciales situées aux abords des intersections de la rue Saint-Denis et de permettre les cafés-terrasses sur les terrains privés dans un plus grand nombre de zones commerciales de l'arrondissement.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2022-02-23 16:23

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1226495005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le projet de Règlement 01-283-113 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) » afin de changer les limites des zones commerciales situées aux abords des intersections de la rue Saint-Denis et de permettre les cafés-terrasses sur les terrains privés dans un plus grand nombre de zones commerciales de l'arrondissement.

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement désire ajuster les normes d'aménagement pour les cafés-terrasses sur le domaine privé afin d'aider les commerçants à dynamiser les artères commerciales. Un ajustement aux zones commerciales de la rue Saint-Denis est également proposé.
Un projet de modification du Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) est donc déposé pour adoption au conseil d'arrondissement.

Cette demande est complémentaire à celle déposée pour la modification du Règlement sur l'occupation périodique du domaine public par un café-terrasse ou un placottoir (RCA14-14001) (GDD 1226495002).

Cette demande sera traitée conformément à l'arrêté ministériel 2021-054 du 16 juillet 2021. Cet arrêté prévoit une procédure de consultation par écrit de 15 jours en remplacement de l'assemblée publique exigée en vertu des articles 125 et 145.38 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Le projet de règlement propose d'autoriser l'aménagement de cafés-terrasses, sur le domaine privé, dans toutes les zones où un usage commercial est autorisé, afin de s'harmoniser à la réglementation des cafés-terrasses sur le domaine public. Actuellement, les cafés-terrasses sur le domaine privé ne sont autorisés que dans les zones de haute intensité commerciale. Toutes les zones ayant un usage commercial autorisé seront ajustées en conséquence.
Les normes de localisation et d'aménagement actuelles restent inchangées. Les limitations pour l'aménagement dans les cours autres que la cour avant, qui sont déjà prévues au zonage, permettront de limiter les nuisances sur les secteurs résidentiels.

La seconde modification vise la bonification des zones commerciales sur Saint-Denis. Certaines des limites des zones commerciales situées aux intersections seront modifiées afin d'inclure les locaux sur Saint-Denis qui sont actuellement utilisés à de fins commerciales, qui sont dans la continuité des bâtiments de coins et qui sont complémentaires à la dynamique des rues commerciales perpendiculaires. Cette modification vise à confirmer la vocation commerciale de ces commerces, dont la conversion en résidentiel serait difficile, en leur donnant une certaine flexibilité dans leurs usages. Elle ne vise cependant pas à étendre l'usage commercial au-delà de ces bâtiments puisque la rue Saint-Denis, dans son ensemble, a une vocation principalement résidentielle.

Les intersections visées par des modifications sont:
la rue de Liège (H02-016);
la rue Jarry Est (C02-066);
la rue Gounod (C02-079);
la rue Villeray (C02-110);
la rue Faillon (H02-130).

En plus de la modification de ces limites de zones, deux nouvelles zones commerciales (C02-199 et C02-200) sont créées afin de moduler les usages commerciaux qui seront autorisés sur Saint-Denis au nord de la rue Jarry et au nord de la rue Jean-Talon. Ces zones autoriseront des usages commerciaux de la catégorie C.2 plutôt que de la catégorie C.4 actuellement autorisée pour les bâtiments de coins. Cette modulation a pour but de limiter les impacts de certains usages commerciaux sur les propriétés résidentielles.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire est d'avis que les modifications proposées sont justifiées car elles permettront de dynamiser l'activité commerciale en bonifiant l'offre des cafés-terrasses et de consolider l'offre commerciale sur la rue Saint-Denis aux abords des intersections.
Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement
Ce projet s'inscrit dans les priorités de l'arrondissement 2022, soit les services aux citoyennes et citoyens, notamment par une meilleure flexibilité et harmonisation des normes visant les cafés-terrasses et la possibilité pour les commerçants locaux de bonifier l'offre commerciale aux abords de la rue Saint-Denis.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

MONTRÉAL 2030

Tel que présenté en pièce jointe, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 de la façon suivante :

- Priorité 19 - « Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins» : Augmentation du nombre de cafés-terrasses de qualité et bonification de l'offre commerciale de proximité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'avis de motion et le processus d'adoption de ce projet de règlement génère un effet de gel jusqu'à son entrée en vigueur.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En vertu des articles 125 et 145.38 de la *Loi sur l'a ménagement et l'urbanisme* , un projet de règlement modifiant un règlement de zonage doit faire l'objet d'une assemblée publique de consultation. Or, en vertu de l'arrêté ministériel 2021-054 du 16 juillet 2021, les consultations publiques peuvent être remplacées par une consultation écrite de 15 jours.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public annonçant la consultation (site internet de l'arrondissement)
Avis public annonçant la période d'approbation référendaire

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de l'avis de motion et du premier projet de règlement
Consultation écrite d'une durée de 15 jours
Diffusion du rapport de la consultation écrite
Adoption du 2e projet de règlement
Période de signature des demandes d'approbation référendaire
Adoption du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève BOUCHER
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7932
Télécop. : 514 868-4706

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-18

Eric GOSSET
Chef de division urbanisme et services aux entreprises

Tél : 438 354-1236
Télécop. : 514 868-4706

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1226495005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Division de l'urbanisme et des services aux entreprises
Objet :	Adopter le projet de Règlement 01-283-113 intitulé « Règlement modifiant le Règlement de zonage de l'arrondissement (01-283) » afin de changer les limites des zones commerciales situées aux abords des intersections de la rue Saint-Denis et de permettre les cafés-terrasses sur les terrains privés dans un plus grand nombre de zones commerciales de l'arrondissement.



PR_01-283-113.docx



PR_01-283-113_Annexe A_cartes.pdf



PR_01-283-113_Annexes B_Grilles C02-199-200.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève BOUCHER
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-7932
Télécop. : 514 868-4706

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION
RÈGLEMENT 01-283-113

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE DE L'ARRONDISSEMENT VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION

Vu l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du , le conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète ce qui suit :

1. La carte de zonage du secteur 02 de l'Annexe A du Règlement de zonage de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (01-283) est modifiée tel qu'illustré aux plans joints en Annexe A au présent règlement.

2. L'annexe C de ce règlement est modifiée par l'ajout de grilles des usages et des normes pour les nouvelles zones C02-199 et C02-200, jointes à l'annexe B du présent règlement.

3. La grille des usages et des normes de l'annexe C de ce règlement est modifiée, à l'égard des zones suivantes, par l'ajout d'un X à la ligne « café-terrasse » de la section « Autres exigences particulières» de la rubrique « Usages autorisés », dans toutes les colonnes comportant une catégorie d'usage de type C.1, C.2, C.3 ou C.4:

«C01-011, C01-012, C01-032, H01-033, H01-034, C01-037, C01-062, C01-073, C01-074, C01-078, C01-082, C01-083, C01-087, C01-088, C01-094, C01-115, C01-116, C01-117, C01-119, H02-014, H02-015, H02-016, H02-017, H02-034, H02-035, H02-040, C02-046, C02-069, C02-077, C02-078, C02-079, C02-080, C02-088, C02-095, C02-107, C02-108, C02-109, C02-110, C02-111, C02-112, C02-113, C02-123, C02-124, H02-130, C02-134, C02-143, C02-144, C02-145, C02-146, C02-150, C02-167, C02-172, C02-195, C03-004, C03-017, C03-018, C03-026, C03-035, C03-040, C03-041, C03-087, C03-095, C03-113, H03-115, H03-137, C04-001, C04-003, C04-006, C04-011, C04-014, C04-054, C04-074, C04-107, I04-108, I04-139 et I04-140».

GDD 1226495005
Avis de motion :

ANNEXE A
Plans modifiant la carte de zonage du secteur 2 du règlement de zonage 01-283

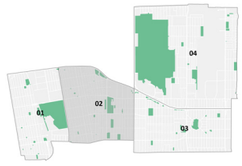
ANNEXE B
Grilles des usages et des normes
Zones C02-199 et C02-200

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY - SAINT-MICHEL - PARC-EXTENSION (01-283-113)

ANNEXE A
CARTE MODIFIANT LES LIMITES DE ZONES DU SECTEUR 02

CARTE 1



LÉGENDE

- Zonage actuel
- Nouvelle limite de zone
- Ancienne limite de zone

H02-009
H02-010
H02-011
E02-012
H02-015
H02-016
H02-017
H02-023
H02-024
H02-025
H02-042
Rue de Liège Est
Avenue Henri-Julien
Rue Drolet
Rue Saint-Denis
Rue Berri

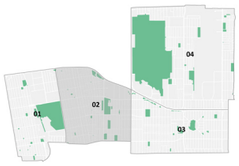
8 mai [illegible]

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY - SAINT-MICHEL - PARC-EXTENSION (01-283-113)

ANNEXE A
CARTE MODIFIANT LES LIMITES DE ZONES DU SECTEUR 02

CARTE 2



LÉGENDE

- Zonage actuel
- Nouvelle limite de zone
- Ancienne limite de zone

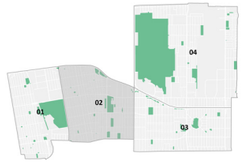
E02-037
E02-038
E02-065
H02-039
H02-041
H02-042
H02-043
C02-199
C02-066
C02-067
C02-064
H02-072
H02-073
H02-074
Rue Jarry Est
Avenue Henri-Julien
Rue Drolet
Rue Saint-Denis
Rue Berri

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY - SAINT-MICHEL - PARC-EXTENSION (01-283-113)

ANNEXE A
CARTE MODIFIANT LES LIMITES DE ZONES DU SECTEUR 02

CARTE 3



LÉGENDE

- Zonage actuel
- Nouvelle limite de zone
- Ancienne limite de zone

H02-072
H02-073
H02-074
H02-075
C02-078
C02-079
C02-080
H02-083
H02-084
H02-085
Rue Gounod
Avenue Henri-Julien
Rue Drolet
Rue Saint-Denis
Rue Berri
Rue Lajeunesse

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY - SAINT-MICHEL - PARC-EXTENSION (01-283-113)

ANNEXE A
CARTE MODIFIANT LES LIMITES DE ZONES DU SECTEUR 02

CARTE 4



LÉGENDE

- Zonage actuel
- Nouvelle limite de zone
- Ancienne limite de zone

H02-083
H02-084
H02-085
C02-111
C02-112
C02-110
C02-109
H02-132
H02-131
H02-127
H02-129
Rue Villeray
Avenue Henri-Julien
Rue Drolet
Rue Saint-Denis
Rue Berri
Rue Lajeunesse

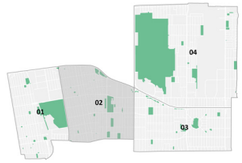
8 m

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY - SAINT-MICHEL - PARC-EXTENSION (01-283-113)

ANNEXE A
CARTE MODIFIANT LES LIMITES DE ZONES DU SECTEUR 02

CARTE 5



LÉGENDE

- Zonage actuel
- Nouvelle limite de zone
- Ancienne limite de zone

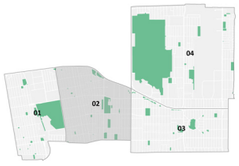
H02-131
H02-132
E02-128
H02-130
H02-127
Rue Faillon
H02-141
H02-140
Rue Saint-Denis
Rue Berri
Rue Lajeunesse
Rue Drolet
Avenue Henri-Julien

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLERAY - SAINT-MICHEL - PARC-EXTENSION (01-283-113)

ANNEXE A
CARTE MODIFIANT LES LIMITES DE ZONES DU SECTEUR 02

CARTE 6



LÉGENDE

Zonage actuel
Nouvelle limite de zone
Ancienne limite de zone

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : C02-199**

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation			H.3	H.4	H.4	H.4		
Commerce		C.2						
Industrie								
Équipements collectifs et institutionnels								
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)		X						
Inférieurs au RDC		X						
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux			X	X	X	X		
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal				4	6	8		
Superficie des usages spécifiques	max (m2)	200						
Distance entre deux restaurants	min (m)	25						
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé		X						

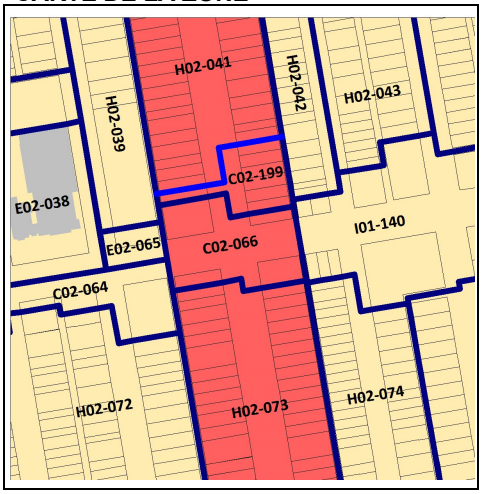
CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	0/12,5	0/12,5	0/12,5	0/12,5	0/12,5		
En étage	min/max	3/3	3/3	3/3	3/3	3/3		
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-	-	-	9	11		
Mode d'implantation	(I-J-C)	C	C	C	C	C		
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	35/60	35/60	35/60	35/60	35/60		
Densité	min/max	-	-	-	-	-		
Marges								
Avant principale	min/max (m)	3/5	3/5	3/5	3/5	3/5		
Avant secondaire	min/max (m)	-	-	-	-	-		
Latérale	min (m)	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5		
Arrière	min (m)	3	3	3	3	3		
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40(i)	10/40(i)	10/40(i)	10/40(i)	10/40(i)		
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	80 (i)	80 (i)	80 (i)	80 (i)	80 (i)		
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	AA						

AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	665.61
Autres dispositions particulières (i) Ces normes peuvent être plus restrictives pour les interventions assujetties au Chapitre VIII du Titre II intitulé « Secteurs et immeubles d'intérêt patrimonial et bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur ».	
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	27
PAE	-

CARTE DE LA ZONE



MISES À JOUR

01-283-113 (2022-03-08)

Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.

Grille des usages et des normes

USAGES AUTORISÉS **ZONE : C02-200**

Catégories d'usages autorisées		Principal						
Habitation			H.3	H.4	H.4	H.4		
Commerce		C.2						
Industrie								
Équipements collectifs et institutionnels								
Niveaux de bâtiment autorisés								
Rez-de-chaussée (RDC)		X						
Inférieurs au RDC		X						
Immédiatement supérieur au RDC	(2e étage)							
Tous sauf le RDC								
Tous les niveaux			X	X	X	X		
Autres exigences particulières								
Usages uniquement autorisés								
Usages exclus								
Nombre de logements maximal				4	6	8		
Superficie des usages spécifiques	max (m2)	200						
Distance entre deux restaurants	min (m)	25						
Catégorie de débit de boissons alcooliques	(A-B-C-D-E)							
Café-terrasse autorisé		X						

CADRE BÂTI

Hauteur								
En mètre	min/max (m)	0/12,5	0/12,5	0/12,5	0/12,5	0/12,5		
En étage	min/max	3/3	3/3	3/3	3/3	3/3		
Implantation et densité								
Largeur du terrain	min (m)	-	-	-	9	11		
Mode d'implantation	(I-J-C)	C	C	C	C	C		
Taux d'implantation au sol	min/max (%)	35/65	35/65	35/65	35/65	35/65		
Densité	min/max	-	-	-	-	-		
Marges								
Avant principale	min/max (m)	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4		
Avant secondaire	min/max (m)	-	-	-	-	-		
Latérale	min (m)	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5		
Arrière	min (m)	3	3	3	3	3		
Apparence d'un bâtiment								
Pourcentage d'ouvertures	min/max (%)	10/40(i)	10/40(i)	10/40(i)	10/40(i)	10/40(i)		
Pourcentage de maçonnerie	min (%)	80 (i)	80 (i)	80 (i)	80 (i)	80 (i)		
Patrimoine								
Secteur d'intérêt patrimonial	(A, AA, B, F)	AA						

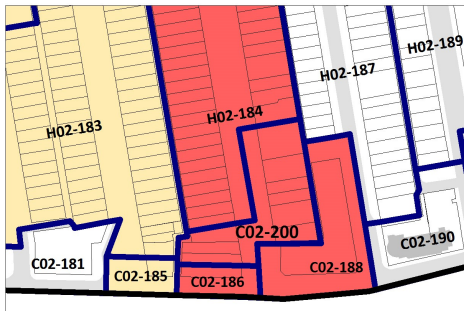
AUTRES DISPOSITIONS

Dispositions particulières	
Articles visés	665.61
Autres dispositions particulières (i) Ces normes peuvent être plus restrictives pour les interventions assujetties au Chapitre VIII du Titre II intitulé « Secteurs et immeubles d'intérêt patrimonial et bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur ».	
Règlements discrétionnaires	
PIIA (secteur)	27
PAE	-

MISES À JOUR

01-283-113 (2022-03-08)

CARTE DE LA ZONE



***Cette grille contient des dispositions applicables à la zone concernée. D'autres dispositions, dont celles générales, se retrouvent dans le texte du règlement.**

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.16

2022/03/08
18:30

Dossier # : 1225898001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance relative à l'identification de l'allée Léo-Bricault et de la rue Saint-André, entre la rue Villeray et la rue Everett, à titre de rues partagées et à la réduction de la limite de vitesse prescrite sur ces tronçons à 20 km/h, en vertu de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

ATTENDU que l'allée Léo-Bricault et la rue Saint-André ont été aménagés de manière à réduire la vitesse et les débits véhiculaires;
ATTENDU que différents aménagements ont été réalisés sur ces deux tronçons en faveur des déplacements piétons;

ATTENDU que l'arrondissement s'efforce de créer des milieux de vie apaisés, conviviaux et sécuritaires;

Il est recommandé :

D'édicter une ordonnance afin d'identifier l'allée Léo-Bricault et la rue Saint-André entre les rues Villeray et Everett, à titre de rues partagées, et ce en vertu de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2022-02-23 16:25

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1225898001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance relative à l'identification de l'allée Léo-Bricault et de la rue Saint-André, entre la rue Villeray et la rue Everett, à titre de rues partagées et à la réduction de la limite de vitesse prescrite sur ces tronçons à 20 km/h, en vertu de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

CONTENU

CONTEXTE

Une rue partagée est une rue sur laquelle les règles de circulation diffèrent des autres rues et où les aménagements permettent aux usagers, notamment les piétons, de circuler sur la chaussée de manière sécuritaire dans un environnement apaisé. La désignation de rues partagées est encadrée, depuis 2018, au Code de la sécurité routière (RLRQ, chapitre C-24.2) et suite à une mise à jour des normes du Tome V - Signalisation routière de la collection Normes - Ouvrages routiers qui permettent l'identification de rues où les règles de circulation diffèrent des autres voies publiques. À ces égards, le conseil d'arrondissement a adopté, en février 2022, une modification réglementaire permettant d'identifier, par ordonnance de nouveaux types de rues sur son territoire dont, notamment, la rue partagée. Suite à l'entrée en vigueur de cette modification, il est proposé de désigner deux voies publiques à des fins de rues partagées, soient l'allée Léo-Bricault, complétée en 2020 ainsi que la rue Saint-André entre les rues Villeray et Everett dont le réaménagement sera complété au printemps 2022.

L'aménagement de ces deux rues met de l'avant différents principes visant à y apaiser la circulation et favoriser un partage de la chaussée. L'ordonnance sollicitée permettra d'y confirmer le statut de rue partagée assurant des paramètres de circulation favorisant les déplacements actifs. La dénomination de rue partagée fixe la vitesse de circulation sur ces tronçons à 20 km/h et permet aux piétons de circuler librement sur l'espace d'ordinaire réservé aux véhicules.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 140037 - 1215898002 - 2 février 2022 - Adopter le Règlement RCA21-14014 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (RRVM, c. C-4.1) à l'égard de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » afin d'introduire le pouvoir d'identifier, par ordonnance, une rue partagée, une vélorue et une zone de jeu libre.

DESCRIPTION

Une rue partagée est une voie publique où les règles de circulation diffèrent des autres rues. Il peut être propice de désigner certaines voies publiques de cette manière lorsque les aménagements en place favorisent la sécurité des déplacements piétons et où les débits de circulation sont faibles. À cet effet, les aménagements réalisés sur les deux tronçons identifiés sont compatibles avec les paramètres définissant les rues partagées. Sommairement, les composantes favorables aux piétons pour les deux voies se déclinent de la manière suivante :

Allée Léo-Bricault

- Seuils (béton) à l'entrée et à la sortie de l'espace partagée;
- Matérialité contrastante (pavés);
- Tracé en chicane;
- Interdiction de stationnement sur rue;
- Trottoirs abaissés.

Rue Saint-André

- Seuils (pavés) à l'entrée et à la sortie de l'espace partagé et aux intersections;
- Resserrement de la chaussée;
- Retrait du stationnement sur un côté;
- Intégration de saillies aux intersections Faillon et Everett;
- Bordure abaissée (côté ouest).

Ces caractéristiques physiques contribuent à y établir des conditions de circulation favorables aux déplacements piétons. L'ajout d'une signalisation adaptée et la réduction de la vitesse à 20 km/h confirment le statut particulier de ces espaces où une cohabitation des différents usagers est rendue possible.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire estime que la dénomination de l'allée Léo-Bricault et de la rue Saint-André, entre les rues Villeray et Everett, à titre de rues partagées contribuera à l'apaisement de la circulation sur ces voies publiques et à y assurer une meilleure cohabitation entre les différents usagers.

Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement

Plus spécifiquement, le projet s'inscrit dans les 3 grandes priorités de l'arrondissement que sont la transition écologique, la mobilité et la sécurité et les services aux citoyennes et citoyens. L'identification des voies concernées à titre de rues partagées contribuera notamment à l'atteinte de plusieurs objectifs identifiés au Plan local de déplacements de l'arrondissement quant à la sécurité des déplacements, à la quiétude des quartiers résidentiels, aux aménagements en faveur des déplacements actifs ainsi qu'à l'offre de solutions de mobilité alternatives à l'automobile.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

MONTRÉAL 2030

Tel que décrit à la fiche en pièce jointe, ce dossier contribuera à l'atteinte des priorités 3 (accroître la mobilité durable) et 19 (offrir des milieux de vies sécuritaire et de qualité aux Montréalaises et Montréalais) de Montréal 2030. Les principaux résultats attendus pour ces priorités sont les suivants :
Priorité 3 : le principal résultat attendu quant à la priorité 3 est d'accroître l'offre en mobilité

en assurant un cadre de déplacement plus sécuritaire et un meilleur partage et une plus grande accessibilité de l'espace public.

Priorité 19 : le principal résultat attendu quant à la priorité 19 est de contribuer à offrir aux résidents du secteur un milieu de vie plus sécuritaire et de qualité et à répondre à des besoins locaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Installation de la signalisation appropriée.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier GAUTHIER
Conseiller en aménagement

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-16

Jocelyn JOBIDON
Directeur du développement du territoire

Tél :	514 868-3513	**Tél :**	514 868-3450
Télécop. :	868-4076	**Télécop. :**	

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1225898001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Direction
Objet :	Édicter une ordonnance relative à l'identification de l'allée Léo-Bricault et de la rue Saint-André, entre la rue Villeray et la rue Everett, à titre de rues partagées et à la réduction de la limite de vitesse prescrite sur ces tronçons à 20 km/h, en vertu de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.



Ordonnance 14-22-XX_rues_partagées.doc



1225898001_Grille_analyse_MTL2030_rues_partagées.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier GAUTHIER
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-3513
Télécop. : 868-4076

ORDONNANCE RELATIVE À L'IDENTIFICATION DE L'ALLÉE LÉO-BRICAULT ET DE LA RUE ST-ANDRÉ, ENTRE LES RUES VILLERAY ET EVERETT, À TITRE DE RUES PARTAGÉES ET À LA RÉDUCTION DE LA VITESSE À 20 KM/H SUR CES VOIES PUBLIQUES.

RÈGLEMENT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
(RRVM, c. C-4.1, art. 3 al. 11)

ORDONNANCE 14-22-XX

À la séance du _____, le conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète :

1. d'identifier l'allée Léo-Bricault et la rue St-André entre Villeray et Everett comme rues partagées;

2. d'abaisser la vitesse de circulation permise à 20 km/h sur ces tronçons;

3. d'installer la signalisation en conséquence.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1225898001*
Unité administrative responsable : *Direction du développement du territoire*
Projet : rues partagées (allée Léo-Bricault et rue Saint-André entre Villeray et Everett)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 3 : le projet vise à accroître l'offre en mobilité en assurant un cadre de déplacement plus sécuritaire et un meilleur partage et une plus grande accessibilité de l'espace public.

Priorité 19 : le projet contribuera à offrir aux résidents du secteur un milieu de vie plus sécuritaire et de qualité et à répondre à des besoins locaux.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 3 : le principal résultat attendu quant à la priorité 3 est l'augmentation des déplacements actifs dans le secteur par un meilleur partage de l'espace public et l'apaisement de la circulation des véhicules.

Priorité 19 : le principal résultat attendu quant à la priorité 19 est d'accroître le sentiment de sécurité lors des déplacements actifs des usagers en favorisant ceux-ci par des aménagements physiques visant un meilleur partage de l'espace public.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.17

2022/03/08
18:30

Dossier # : 1225898002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance relative à l'identification de la rue Villeray, entre la rue Saint-Denis et le boulevard Saint-Laurent, à titre de vélo-rue, en vertu de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

ATTENDU qu'un lien cyclable permanent a été aménagé sur la rue Villeray entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Boyer en 2021;
ATTENDU que plusieurs mesures d'apaisement de la circulation y ont été mises en place afin d'assurer une cohabitation sécuritaire des différents usagers sur la chaussée;

ATTENDU que l'arrondissement s'efforce de créer des milieux de vie apaisés, conviviaux et sécuritaires;

Il est recommandé :

D'édicter une ordonnance afin d'identifier la rue Villeray, entre la rue Saint-Denis et le boulevard Saint-Laurent à titre de vélo-rue, et ce en vertu de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

Signé par Jocelyn JOBIDON **Le** 2022-02-23 16:25

Signataire : Jocelyn JOBIDON

_____

Directeur du développement du territoire
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1225898002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance relative à l'identification de la rue Villeray, entre la rue Saint-Denis et le boulevard Saint-Laurent, à titre de vélo-rue, en vertu de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

CONTENU

CONTEXTE

En 2020, un aménagement cyclable temporaire fut aménagé sur la rue Villeray, entre l'avenue Christophe-Colomb et le parc Jarry dans le cadre de l'implantation des voies actives et sécuritaires, aménagements réalisés en réponse à la pandémie de Covid-19. Le lien a été officialisé dans sa forme permanente au printemps 2021, entre la rue Boyer et le parc Jarry. En 2021, certaines modifications ont été apportées au tracé permanent par rapport à la proposition transitoire de manière à atténuer les impacts de l'aménagement sur la disponibilité du stationnement sur rue de même que pour favoriser l'occupation de la chaussée à des fins commerciales.

Ainsi, la voie de circulation conservée, à sens unique vers l'ouest, est maintenant aménagée à titre de vélo-rue, permettant aux cyclistes de circuler, dans le sens de la circulation, sur toute la largeur de la chaussée et aussi d'y rouler côté à côté. L'aménagement d'une vélo-rue assure ainsi aux cyclistes des conditions de circulation plus sécuritaires lorsque réalisée sur une voie à faible débit véhiculaires. La vitesse de circulation y est limitée à 30 km/h.

La présente ordonnance viendra confirmer le statut conféré à la rue Villeray entre la rue Saint-Denis et le boulevard Saint-Laurent.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 140037 - 1215898002 - 2 février 2022 - Adopter le Règlement RCA21-14014 intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (RRVM, c. C-4.1) à l'égard de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension » afin d'introduire le pouvoir d'identifier, par ordonnance, une rue partagée, une vélorue et une zone de jeu libre.

DESCRIPTION

La vélo-rue est un espace où les cyclistes sont autorisés à circuler à tout endroit sur la chaussée dans le sens de circulation. Ils peuvent y circuler côte à côte dans le sens de la circulation et les cyclistes peuvent, lorsque sur une voie à sens unique, circuler à contresens lorsque la signalisation et l'aménagement le permettent. La limite de vitesse est de 30 km/h

sur ce type de voie publique.
En 2021, lors de l'implantation permanente de l'axe cyclable Villeray entre le parc Jarry et la rue Boyer, le tronçon entre Saint-Denis et Saint-Laurent a fait l'objet d'une attention particulière considérant la présence de nombreux commerces, l'emprise restreinte de la chaussée et sa mise en sens unique effectuée en 2020. Un déviateur de circulation, installé à l'angle Villeray/St-Dominique, a notamment été installé dans le but de réduire les débits de circulation véhiculaires sur l'artère en y réduisant notamment le transit vers le boulevard Saint-Laurent.

À ces égards, la portion de la rue Villeray, entre la rue Saint-Denis et le boulevard Saint-Laurent a été aménagée de manière à assurer un contexte de déplacement apaisé et plus confortable pour les cyclistes. Une bande cyclable marquée et protégée permet aux usagers de se déplacer à contre-sens de la voie de circulation (vers l'est) et la signalisation appropriée a été installé pour les cyclistes se déplaçant dans le sens de la circulation autorisant un partage de la chaussée tel que le permet la vélo-rue.

Ainsi, l'ordonnance proposée viendra confirmer le statut de vélo-rue de cette section de l'axe cyclable sur la rue Villeray.

JUSTIFICATION

La Direction du développement du territoire estime que la dénomination de la rue Villeray, entre les rues St-Denis et St-Dominique, à titre de vélo-rue contribue à l'apaisement de la circulation sur cette voie publique et à y assurer une meilleure cohabitation entre les automobilistes et les cyclistes.

Lien avec les politiques, programmes et priorités de l'arrondissement

Plus spécifiquement, le projet s'inscrit dans les 3 grandes priorités de l'arrondissement que sont la transition écologique, la mobilité et la sécurité et les services aux citoyennes et citoyens. L'identification de la voie concernée à titre de vélo-rue contribuera notamment à l'atteinte de plusieurs objectifs identifiés au Plan local de déplacements de l'arrondissement quant à la sécurité des déplacements, à la quiétude des quartiers résidentiels, aux aménagements en faveur des déplacements actifs ainsi qu'à l'offre de solutions de mobilité alternatives à l'automobile.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

MONTRÉAL 2030

Tel que décrit à la fiche en pièce jointe, ce dossier contribuera à l'atteinte des priorités 3 (accroître la mobilité durable) et 19 (offrir des milieux de vies sécuritaire et de qualité aux Montréalaises et Montréalais) de Montréal 2030. Les principaux résultats attendus pour ces priorités sont les suivants :
Priorité 3 : le principal résultat attendu quant à la priorité 3 est d'accroître l'offre en mobilité en assurant un cadre de déplacement plus sécuritaire et un meilleur partage et une plus grande accessibilité de l'espace public.

Priorité 19 : le principal résultat attendu quant à la priorité 19 est de contribuer à offrir aux résidents du secteur un milieu de vie plus sécuritaire et de qualité et à répondre à des besoins locaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Aucune

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier GAUTHIER
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-3513
Télécop. : 868-4076

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-16

Jocelyn JOBIDON
Directeur du développement du territoire

Tél : 514 868-3450
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1225898002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction du développement du territoire , Direction
Objet :	Édicter une ordonnance relative à l'identification de la rue Villeray, entre la rue Saint-Denis et le boulevard Saint-Laurent, à titre de vélo-rue, en vertu de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) à l'égard du territoire de l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.



Ordonnance 14-22-XX_vélo-rue.doc



1225898002_Grille_analyse_MTL2030_vélo-rue_Villeray.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier GAUTHIER
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-3513
Télécop. : 868-4076

ORDONNANCE RELATIVE À L'IDENTIFICATION DE LA RUE VILLERAY, ENTRE LA RUE SAINT-DENIS ET LE BOULEVARD SAINT-LAURENT, À TITRE DE VÉLO-RUE.

RÈGLEMENT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
(RRVM, c. C-4.1, art. 3 al. 11)

ORDONNANCE 14-22-XX

À la séance du _____, le conseil de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète :

1. de procéder à l'identification de la rue Villeray, entre la rue Saint-Denis et le boulevard Saint-Laurent, à titre de vélo-rue;

2. d'installer la signalisation en conséquence.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1225898002*
Unité administrative responsable : *Direction du développement du territoire*
Projet : vélo-rue (rue Villeray entre la rue Saint-Denis et le boulevard Saint-Laurent)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 3 : le projet vise à accroître l'offre en mobilité en assurant un cadre de déplacement plus sécuritaire et un meilleur partage et une plus grande accessibilité de l'espace public.

Priorité 19 : le projet contribuera à offrir aux résidents du secteur un milieu de vie plus sécuritaire et de qualité et à répondre à des besoins locaux.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 3 : le principal résultat attendu quant à la priorité 3 est l'augmentation des déplacements actifs dans le secteur par un meilleur partage de l'espace public et l'apaisement de la circulation des véhicules.

Priorité 19 : le principal résultat attendu quant à la priorité 19 est d'accroître le sentiment de sécurité lors des déplacements actifs des usagers en favorisant ceux-ci par des aménagements physiques visant un meilleur partage de l'espace public.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.18

2022/03/08
18:30

Dossier # : 1229335001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et de la bibliothèque
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances pour la programmation d'événements publics sur le territoire de l'arrondissement pour les mois de mars à décembre 2022.

d'autoriser l'occupation du domaine public selon les sites et les horaires des événements identifiés au tableau joint dans la section « Pièces jointes » au sommaire décisionnel;

1. d'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (RCA17-14002), l'ordonnance jointe à la présente, permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites et les horaires des événements identifiés dans la programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (VSP) pour les mois de mars à décembre 2022, dont le tableau est joint dans la section « Pièces jointes » au sommaire décisionnel;

2. d'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, art. 3 et 8), l'ordonnance jointe à la présente, permettant de vendre des articles promotionnels, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que de consommer des boissons alcoolisées selon les sites et les horaires des événements identifiés dans la programmation des événements dans l'arrondissement de VSP pour les mois de mars à décembre 2022, dont le tableau est joint dans la section « Pièces jointes » au sommaire décisionnel;

3. d'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, art. 3, al. 8), l'ordonnance jointe à la présente, permettant la fermeture de rues, selon les sites et les horaires des événements identifiés dans la programmation des événements dans l'arrondissement de VSP pour les mois de mars à décembre 2022, dont le tableau est joint dans la section « Pièces jointes » du sommaire décisionnel;

4. d'édicter, en vertu du Règlement de zonage de l'arrondissement de VSP (01-283, art. 516), l'ordonnance jointe à la présente, permettant d'afficher des enseignes publicitaires, à l'occasion d'un événement, d'une fête ou d'une manifestation, selon les sites et les horaires des événements identifiés dans la

programmation des événements dans l'arrondissement de VSP pour les mois de mars à décembre 2022, dont le tableau est joint dans la section « Pièces jointes » au sommaire décisionnel.

5. que les ordonnances prendront effet lorsque les mesures décrétées par le Gouvernement du Québec dans le but protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 en vertu de la Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2) permettront la tenue des événements identifiés dans la programmation des événements dans l'arrondissement de VSP.

Signé par Elsa MARSOT **Le** 2022-02-16 11:55

Signataire : Elsa MARSOT

_____

Directrice CSLDS
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1229335001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et de la bibliothèque
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances pour la programmation d'événements publics sur le territoire de l'arrondissement pour les mois de mars à décembre 2022.

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'arrondissement peut autoriser la tenue d'un événement et déroger à la réglementation municipale. À cet effet, nous présentons un dossier comportant des événements publics de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (VSP) pour les mois de mars à décembre 2022 et demandons l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public, pour une période temporaire, pour les événements identifiés au tableau joint dans la section « Pièces jointes », du présent sommaire et émettre les ordonnances appropriées afin de déroger aux règlements suivants :

- Règlement sur le bruit (RCA17-14002, art. 6);
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, art. 3 et 8);
- Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1, art. 3, al. 8);
- Règlement de zonage de l'arrondissement de VSP - Bannières (01-283, art. 516).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 14 0366—1219335002 — 14 décembre 2021—Édicter les ordonnances pour la programmation d'événements publics sur le territoire de l'arrondissement de VSP pour le mois de décembre 2021.
CA21 14 0330—1219335001 — 23 novembre 2021—Édicter les ordonnances pour la programmation d'événements publics sur le territoire de l'arrondissement de VSP pour les mois de novembre à décembre 2021.

CA21 14 0297—1214539016 — 5 octobre 2021—Édicter les ordonnances pour la programmation d'événements publics sur le territoire de l'arrondissement VSP pour les mois d'octobre à décembre 2021.

DESCRIPTION

Les événements sont de diverses catégories, ils peuvent être de nature communautaire,

sociale, sportive, éducative, multiculturelle, de collecte de fonds, civique ou commémorative. L'occupation du domaine public peut se réaliser de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'une place ou d'un parc; fermeture d'une ou plusieurs rues ou une combinaison des deux, comme l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue. Le dossier présenté contient des demandes déposées pour les mois de mars à décembre 2022. Des dossiers subséquents pourront être présentés afin d'intégrer d'autres événements au calendrier 2022.

JUSTIFICATION

Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous. Afin de réaliser les événements, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permet la présentation de divers spectacles et ainsi permet aux citoyens de se familiariser avec les autres cultures. La vente d'aliments, d'articles promotionnels, de boissons alcoolisées ou non, permet aux organismes l'autofinancement des événements. Les organismes doivent se conformer aux lois, règlements et exigences administratives et ils doivent obtenir tous les permis requis.
Lien avec les politiques, les programmes et les priorités de l'arrondissement de VSP :
Ce dossier s'inscrit dans la priorité de l'arrondissement de VSP d'offrir des services de qualité aux citoyennes et citoyens, car la présentation d'événements sur le domaine public contribue à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial et sécuritaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville, pour le soutien à la réalisation des événements, sont assumés à même les budgets de fonctionnement des directions concernées.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 via deux priorités du Plan stratégique (voir la grille d'analyse en pièce jointe) :

Priorité 9 « Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire. »

Priorité 19 « Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais (ici, les citoyennes et les citoyens de l'arrondissement) des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins. »
Ces deux priorités sont atteintes puisqu'en permettant de tenir des événements publics dans les parcs de l'arrondissement de VSP, les citoyens peuvent se rencontrer, tisser des liens et s'épanouir culturellement ainsi que socialement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les événements répertoriés sur le tableau joint dans la section « Pièces jointes » du présent sommaire, ont été présentés ou seront présentés pour avis aux différents services et intervenants concernés afin de négocier les parcours, d'obtenir l'approbation des mesures de sécurité et des plans d'installations. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En cette période de pandémie, les promoteurs des événements devront respecter les règles de la Direction de la santé publique pour tenir leurs événements sur le domaine public. Selon

le cas, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social pourrait demander aux promoteurs d'adapter les modalités de réalisation des événements publics. De plus, considérant l'achalandage important au parc Jarry, aucun nouveau permis ne sera délivré pour des événements dans ce parc, et ce, jusqu'à nouvel ordre.
Les ordonnances prendront effet lorsque les mesures décrétées par le Gouvernement du Québec dans le but protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 en vertu de la Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2) permettront la tenue des événements identifiés dans la programmation des événements dans l'arrondissement de VSP.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances seront publiées sur le site Internet de l'arrondissement de VSP et affichées au Bureau Accès Montréal de l'arrondissement de VSP. Selon le cas, les promoteurs annonceront leur événement, que ce soit par le biais des journaux locaux ou autres. De plus, à l'occasion de la fermeture de rue(s), les promoteurs installeront, dix (10) jours avant l'événement, des affiches indiquant les heures de fermeture de la ou des rues et informeront les citoyens concernés.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S. O.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Murtha JOSEPH
Secrétaire d'unité administrative

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-15

Andréane LECLERC
Cheffe de division de la Culture, des bibliothèques et des événements publics

Tél : 514.868.3447
Télécop. : 514 872-4682

Tél : 438 994-1439
Télécop. : 514 872-4682



EP-Banniere ordonnance.JPG

515. Un panneau publicitaire autoroutier autorisé, situé à une distance inférieure à 90 m d'un autre panneau publicitaire autoroutier, peut être remplacé par un panneau publicitaire autoroutier :

1° d'une superficie maximale de 25 m² si sa superficie est égale ou inférieure à 25 m² et d'une superficie maximale de 2,5 m² si sa superficie est égale ou inférieure à 2,5 m²;

2° d'une hauteur maximale de 9 m si sa hauteur est égale ou inférieure à 9 m et d'une hauteur maximale de 5,5 m si sa hauteur est égale ou inférieure à 5,5 m;

3° d'une superficie et d'une hauteur égales ou inférieures à celles du panneau remplacé si sa superficie est supérieure à 25 m² et sa hauteur supérieure à 9 m.

CHAPITRE IV
ORDONNANCES

516. Le conseil d'arrondissement, peut, par ordonnance, régir ou autoriser :

1° des enseignes et des enseignes publicitaires, à l'occasion d'un événement, d'une fête ou d'une manifestation;

2° l'inscription du nom et de la marque de commerce du commanditaire d'une oeuvre d'art ou ornementale, d'un espace public, d'un monument ou de la restauration d'un bâtiment ancien;

4° une bannière sur un réverbère ou, aux fins d'identifier un lieu, sur un mur extérieur;

5° des enseignes et des enseignes publicitaires à des fins publique, culturelle, touristique et sociocommunautaire pour une période de temps déterminée.

Ces enseignes et enseignes publicitaires sont autorisées sans permis.

01-283-27, a. 4 (2003).

CHAPITRE V
ENSEIGNES ET ENSEIGNES PUBLICITAIRES AUTORISÉES SANS PERMIS

517. Les enseignes et enseignes publicitaires prévues au présent chapitre sont autorisées sans permis aux conditions énoncées.

SECTION I
PETITE ENSEIGNE

518. Une enseigne ayant une superficie inférieure à 0,2 m² est exclue du calcul de superficie maximale autorisée. Une seule de ces enseignes est autorisée par établissement ou par immeuble pour chaque voie publique.

519. Dans le cas d'un bureau, d'un atelier ou d'un établissement de soins personnels dans un logement, constituant un usage complémentaire et situé à l'un des endroits suivants, seule une enseigne non lumineuse ayant une superficie inférieure à 0,2 m² peut être posée à une fenêtre ou à plat sur le bâtiment :

RÈGLEMENT SUR LE BRUIT DE L'ARRONDISSEMENT VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION

(RCA17-14002)

Ordonnance relative à la Programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension Saison 2022

À la séance du _____, le conseil d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension décrète :

1. Dans le cadre des activités de la « Programmation des événements—Saison 2022 dans l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc Extension », le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites identifiés dans le tableau joint dans la section « Pièces jointes » du présent sommaire.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA mesuré à 35 m des appareils sonores installés sur lesdits sites.

3. L'autorisation visée à l'article 1 est valable selon les sites, les dates et l'horaire des événements identifiés au tableau joint dans la section « Pièces jointes » du présent sommaire.

4. L'ordonnance prendra effet lorsque les mesures décrétées par le Gouvernement du Québec dans le but protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 en vertu de la Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2) permettront la tenue des événements identifiés dans la programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension.

RÈGLEMENT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
(R.R.V.M., chapitre C-4.1 article 3, alinéa 8)

Ordonnance relative à la Programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension Saison 2022

À la séance du _____, le conseil d'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension décrète :

1. La fermeture des rues constituants les sites pour les activités de la Programmation des événements—Saison 2022 dans l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc Extension identifiés au tableau joint dans la section « Pièces jointes » du présent sommaire.

2. L'autorisation est valable selon les dates et heures pour les sites identifiés au tableau joint dans la section « Pièces jointes » du présent sommaire.

3. L'ordonnance prendra effet lorsque les mesures décrétées par le Gouvernement du Québec dans le but protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 en vertu de la Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2) permettront la tenue des événements identifiés dans la programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

RÈGLEMENT CONCERNANT LA PAIX ET L'ORDRE SUR LE DOMAINE PUBLIC
(R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8)

Ordonnance relative à la Programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension Saison 2022

À la séance du _____, le conseil d'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension décrète :

1. À l'occasion de la Programmation des événements—Saison 2022 dans l'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc Extension, il est permis de vendre des articles promotionnels reliés aux événements, de la nourriture, des boissons alcoolisées ou non alcoolisées et de permettre la consommation de boissons alcoolisées, sur les sites identifiés dans le tableau joint dans la section « Pièces jointes » du présent sommaire.

Les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, sur ce site exclusivement.

2. Les autorisations visées à l'article 1 sont valables selon le site, la ou les dates de présentation et l'horaire des événements dans le tableau joint dans la section « Pièces jointes » du présent sommaire.

3. L'ordonnance prendra effet lorsque les mesures décrétées par le Gouvernement du Québec dans le but protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19 en vertu de la Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2) permettront la tenue des événements identifiés dans la programmation des événements dans l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1229335001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et de la bibliothèque
Objet :	Édicter les ordonnances pour la programmation d'événements publics sur le territoire de l'arrondissement pour les mois de mars à décembre 2022.



gdd_grille_analyse_montreal_2030_sommaire EP_mars 2022.pdf



Calendrier E.P. 2022.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Murtha JOSEPH
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514.868.3447
Télécop. : 514 872-4682

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Événements publics
2022

2022-02-15

No	District	Nom de l'événement	Nom de l'organisme	Lieu	Mois	Date	Horaire occupation du domaine public	Horaire P-1 art. 8 (vente)	Horaire P-1 art. 3 (cons. alcool)	Horaire RCA17-14002 art. 6 (bruit)	Horaire C-4.1 (circulation)	Tables arrondissement	Tables privé	Poubelles	Bacs de recyclage	Barricades	Scène / Eq. Chauveau	Électricité	Signalisation	Fermeture de rues	Cuisson	Ordonnances à publier	Ampleur	Activités	Promoteur	PDQ	Nombre de participants	Coûts/commentaires
1	S	Prêt d'équipements d'hiver	TOHU	Parc Frédéric-Back	MAR	1-31	10-16h			10-16h													LO	SP	PR	30	1000	
2	P	Patinage extérieur	Arrondissement de VSP	Parc Howard	MAR	1-31	8h30-22h			8h30-22h													LO	SP	RE	33	7500	
3	P	Patinage extérieur	Arrondissement de VSP	Parc Jarry	MAR	1-31	8h30-22h			8h30-22h													LO	SP	RE	31	7500	
4	V	Patinage extérieur	Arrondissement de VSP	Parc Villeray	MAR	1-31	8h30-22h			8h30-22h													LO	SP	RE	31	7500	
5	V	Patinage extérieur	Arrondissement de VSP	Parc De Normanville	MAR	1-31	8h30-22h			8h30-22h													LO	SP	RE	31	7500	
6	V	Patinage extérieur	Arrondissement de VSP	Parc Le Prévost	MAR	1-31	8h30-22h			8h30-22h													LO	SP	RE	31	7500	
7	F	Patinage extérieur	Arrondissement de VSP	Parc François-Perrault	MAR	1-31	8h30-22h			8h30-22h													LO	SP	RE	30	7500	
8	F	Patinage extérieur	Arrondissement de VSP	Parc Nicolas-Tillemont	MAR	1-31	8h30-22h			8h30-22h													LO	SP	RE	31	7500	
9	S	Patinage extérieur	Arrondissement de VSP	Parc Champdoré	MAR	1-31	8h30-22h			8h30-22h													LO	SP	RE	30	7500	
10	S	Patinage extérieur	Arrondissement de VSP	Parc Ovila-Légaré	MAR	1-31	8h30-22h			8h30-22h													LO	SP	RE	30	7500	
11	S	Patinage extérieur	Arrondissement de VSP	Parc George-Vernot	MAR	1-31	8h30-22h			8h30-22h													LO	SP	RE	30	7500	
12	P	Prêt d'équipements d'hiver	Loisirs du Parc PEYO	Complexe William-Hingston	MAR	1-26	12-16h			12-16h													LO	SP	PR	33	150	
13	P	Centre de vaccination	CIUSS Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	7101, avenue du Parc	MAR	1-31	01-24h			01-24h													ME	CO	N-	33	6000	
14	S	Prët de patins	Centre de Loisirs René-Goupil	Centre René-Goupil	MAR	1-31	13-16h			13-16h													LO	SP	PR	30	150	
15	F	La nature en tournée	GUEPE	Parc Nicolas-Tillemont	MAR	2	13-16h			13-16h													LO	ED	N-	31	50	
16	S	La nature en tournée	GUEPE	Parc Sainte-Yvette	MAR	5	13-16h			13-16h													LO	ED	N-	30	50	

Événements publics
2022

No	District	Nom de l'événement	Nom de l'organisme	Lieu	Mois	Date	Horaire occupation du domaine public	Horaire P-1 art. 8 (vente)	Horaire P-1 art. 3 (cons. alcool)	Horaire RCA17-14002 art. 6 (bruit)	Horaire C-4.1 (circulation)	Tables arrondissement	Tables privé	Poubelles	Bacs de recyclage	Barricades	Scène / Eq. Chauveau	Électricité	Signalisation	Fermeture de rues	Cuisson	Ordonnances à publier	Ampleur	Activités	Promoteur	PDQ	Nombre de participants	Coûts/commentaires
17	P	Doxologie	Communauté hellénique du Grand Montréal	Rue Saint-Roch (De wiseman à Bloomfield)	MAR	27	10-13h			10-13h	10-13h								X				ME	CO	N+	33	1000	
18	P	Défilé grec	Communauté hellénique du Grand Montréal	Jean-Talon de Hutchison à Stuart (fermeture: Jean-Talon de Parc à l'Acadie, Hutchison de Beaumont à Ogilvy, Stuart et L'Acadie de Beaumont à Jean-Talon) et réservation du parc Athéna	MAR	27	12-16h	12-16h		12-16h	12-16h			10		184			X			X	ME	CO	N+	33	1000	
19	P	Centre de vaccination	CIUSS Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	7101, avenue du Parc	AVR	1-30	01-24h			01-24h													ME	CO	N-	33	15000	
20	P	Centre de vaccination	CIUSS Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	7101, avenue du Parc	MAI	1-31	01-24h			01-24h													ME	CO	N-	33	15000	
21	P	Centre de vaccination	CIUSS Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	7101, avenue du Parc	JUN	1-30	01-24h			01-24h													ME	CO	N-	33	15000	
22	F	Festival Afrofest	Les Productions Afrofest	Parc François-Perrault	JUL	9	11-22h			11-22h													ME	CU	N-	31	1000	
23	V	Jeux de la rue de VSP	Arrondissement de VSP	Parc Villeray	JUL	16	10-17h			10-17h													LO	SP	RE	31	300	
24	F	Jeux de la rue de VSP	Arrondissement de VSP	Parc François-Perrault	JUL	16	10-17h			10-17h													LO	SP	RE	30	300	
25	P	Jeux de la rue de VSP	Arrondissement de VSP	Parc Jarry	JUL	16	10-17h			10-17h													LO	SP	RE	33	300	
26	V	Marathon de Montréal	Marathon de Montréal	Rues de VSP	SEP	25	6-18h			6-18h						4							IN	SP	N+	31	10000	

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1229335001
Unité administrative responsable : Direction CSLDS—Division de la culture, des bibliothèques et des événements publics
Projet : Événements publics de l'arrondissement de VSP

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	x		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 9 "Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire" Priorité 19 "Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins"			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Ces deux priorités sont atteintes puisqu'en permettant de tenir des événements publics dans les parcs du territoire, les citoyens peuvent se rencontrer, tisser des liens et s'épanouir culturellement ainsi que socialement.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		x	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		x	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	x		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	x		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		x	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 51.01

2022/03/08
18:30

Dossier # : 1223356001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Nommer le conseiller, Sylvain Ouellet, à titre de maire suppléant d'arrondissement pour la période du 9 mars au 5 juillet 2022.

de nommer le conseiller, Sylvain Ouellet, à titre de maire suppléant d'arrondissement pour la période du 9 mars au 5 juillet 2022.

Signé par Annette DUPRÉ **Le** 2022-03-03 11:35

Signataire : Annette DUPRÉ

_____

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1223356001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Nommer le conseiller, Sylvain Ouellet, à titre de maire suppléant d'arrondissement pour la période du 9 mars au 5 juillet 2022.

CONTENU

CONTEXTE

L'article 20.2 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4) permet au conseil d'arrondissement de désigner parmi ses membres un maire suppléant à l'arrondissement et de déterminer la durée du mandat, le tout conformément à l'article 56 de la Loi sur les cités et villes.
Le 23 novembre 2021, par sa résolution CA21 140335, le conseil d'arrondissement désignait le conseiller Sylvain Ouellet à titre de maire suppléant d'arrondissement pour la période du 24 novembre 2021 au 8 mars 2022.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 140335 - 23 novembre 2021 - 1213356008 - Nommer le conseiller, Sylvain Ouellet, à titre de maire suppléant d'arrondissement pour la période du 24 novembre 2021 au 8 mars 2022.

DESCRIPTION

Il convient de nommer le conseiller, Sylvain Ouellet, à titre de maire suppléant d'arrondissement pour la période du 9 mars au 5 juillet 2022.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec la priorité 10 du Plan stratégique Montréal 2030 : Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision en favorisant une participation citoyenne dynamique au séance du conseil d'arrondissement et où les citoyennes et citoyens se sentent parties prenantes des processus de décisions et de l'amélioration de la qualité de vie dans leur arrondissement.
La nomination d'un(e) maire(sse) suppléant (e) permet le maintien des séances du conseil,

en cas d'absence de la mairesse. La participation citoyenne, essentielle à la vie municipale, peut se poursuivre, assurant ainsi une vie démocratique.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nadia DELVIGNE-JEAN
Analyste-rédactrice

Tél : 514 868-4065
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2022-02-16

Lyne DESLAURIERS
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 868-3681
Télécop. : 514 868-4066

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1223356001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Objet :	Nommer le conseiller, Sylvain Ouellet, à titre de maire suppléant d'arrondissement pour la période du 9 mars au 5 juillet 2022.



1223356001_grille_analyse_montreal_2030.docx.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nadia DELVIGNE-JEAN
Analyste-rédactrice

Tél : 514 868-4065
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1223356001*
Unité administrative responsable : *Division du greffe*
Projet : *Nommer un.e maire/mairesse suppléant.e d'arrondissement pour la période du 9 mars au 5 juillet 2022.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Ce dossier contribue à la priorité 10 : Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *La nomination d'un(e) maire(sse) suppléant (e) permet le maintien des séances du conseil, en cas d'absence du ou de la maire(esse). La participation citoyenne, essentielle à la vie municipale, peut se poursuivre, assurant ainsi une vie démocratique.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**X**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**X**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle.